



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Lucien Weiler à Barcelone pour la 5<sup>e</sup> Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens

## Célébrer les progrès mais garder à l'œil les problèmes existants

Les célébrations du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration de Barcelone ont été entamées les 25 et 26 novembre 2005 par la 5<sup>e</sup> Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens. À la veille du Sommet de Barcelone, environ quarante Présidents de parlement se sont réunis au siège du Parlement de la Catalogne à Barcelone. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. SAR le Prince des Asturies a inauguré la conférence.

Les réunions se concentraient essentiellement sur le bilan des dix dernières années et les perspectives du partenariat euro-méditerranéen. Les différents intervenants ont relevé que le parcours de cette décennie n'avait pas toujours été facile. Mais de nombreux progrès ont été réalisés, une nouvelle dynamique s'est développée, surtout au niveau des

pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cependant les efforts ne suffisent pas encore, le processus n'a pas satisfait tous les espoirs, les réalisations ne sont pas à la hauteur des attentes. D'aucuns ont souligné que « nous aurions pu faire davantage ». Les interlocuteurs ont affirmé que le conflit israélo-palestinien a largement bloqué l'évolution du partenariat euro-méditerranéen, surtout en ce qui concerne la sécurité et la stabilité de la région.

« L'écart de développement entre les pays du Sud et ceux de l'Union européenne demeure considérable », selon le représentant du Parlement tunisien, et ce « aussi bien au niveau économique que social ou technologique. » Comme l'a souligné le Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, M. Josep Borrell Fontelles,

« L'Europe a plus regardé l'Est que le Sud au cours des dix dernières années ». Dans les dix prochaines années, le développement devra par conséquent être beaucoup plus intensif. La volonté des parlementaires d'inciter leurs gouvernements à s'engager encore davantage dans cette direction a été renouvelée.

En marge de la conférence, M. Lucien Weiler a rencontré le Président de l'Assemblée nationale de Bulgarie, M. Georgi Pirinski, afin de faire le point sur la situation dans ce pays candidat. M. Pirinski a assuré que son pays met tout en œuvre afin d'accélérer les préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union européenne prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le Président de la Chambre des Députés a en outre eu des entrevues bilatérales avec les Présidents des Parlements de l'Espagne, de la Finlande, de la Turquie, des Pays-Bas et de la Syrie ainsi qu'avec le Président du Parlement européen.



(de gauche à droite) M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euroméditerranéenne, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés luxembourgeoise et M. Manuel Marín González, Président de la Chambre des Députés espagnole

## Processus de Barcelone et politique européenne de voisinage

Mme le Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente, et M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont représenté la Chambre des Députés à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui s'est tenue du 20 au 21 novembre 2005 à

Rabat (Maroc). Les travaux de l'APEM ont traité diverses questions liées au Processus de Barcelone, notamment les partenariats avec les pays méditerranéens, la nouvelle politique européenne de voisinage et les perspectives d'intégration régionale.

Sur le plan politique le processus de création d'un État palestinien viable a été débattu par les trois commissions de l'APEM. La lutte

contre le terrorisme et le combat contre la grippe aviaire ont également été discutés. L'Assemblée recommande notamment une « alliance des civilisations », la mise en œuvre des clauses de non-prolifération des armes de destruction massive et l'adhésion aux conventions et protocoles des Nations Unies relatifs aux droits de la femme et aux droits civils et politiques.

Sur le plan économique, la libéralisation des services et les échanges dans le secteur agricole figuraient à l'ordre du jour tout comme les conditions de la création d'un réseau euro-méditerranéen de l'énergie et le développement des infrastructures de transport dans la région. L'Assemblée a également étudié les actions requises pour dépolluer la mer Méditerranéenne et les mesures nécessaires pour réduire la fuite des cerveaux. Les conclusions de ces travaux ont été transmises au sommet des Chefs d'État et de gouvernement qui s'est tenu à Barcelone les 27 et 28 novembre.

M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain, a souligné la priorité à accorder à la question des migrations illégales et au respect des droits des migrants légaux.

M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée, a tenu une allocution à Rabat devant les délégués de l'APEM. Il a souligné que du point de vue économique le fossé qui sépare les pays continue de se creuser et que les investissements

étrangers nécessaires pour créer des richesses présupposent la mise en œuvre d'une politique de bonne gouvernance. Il a poursuivi en précisant aux participants que le renforcement de la démocratie reste le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme.

Mme Viviane Reding, Commissaire européen (Société de l'information et médias), a évoqué le Sommet mondial sur la Société de l'information et a mis en avant l'importance des technologies de la communication comme vecteur de développement. L'Union européenne est inquiète de l'insuffisance des progrès dans ce domaine dans certains pays de la région. Les atteintes à la liberté d'expression, y compris l'accès à Internet, et les entraves à l'activité d'organisations des droits de l'Homme, ne sont pas acceptables. La Commission européenne est prête à aider les États du Sud de la Méditerranée à réussir leur réforme politique. Les accords d'association ont été complétés par une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles en tenant compte des sensibilités de tel ou tel secteur et en l'accompagnant de mesures de développement rural.



(de gauche à droite) Mme le Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM); M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM); Mme Viviane Reding, Membre de la Commission européenne (Société de l'information et médias); M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain; M. Mohamed Benaïssa, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Royaume du Maroc; M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne

**Extraits du Rapport du Médiateur:**  
cf. fin de ce compte rendu





La coopération luxembourgeoise au Sénégal

## Amélioration des conditions de vie, éducation et formation professionnelle

(SIP/chd) Dakar, Thiès et Saint-Louis ont été les trois étapes de la visite du Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, M. Jean-Louis Schiltz, au Sénégal du 5 au 9 décembre 2005.

La visite s'est inscrite dans le cadre de la 3<sup>e</sup> commission de partenariat entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal. L'accès à l'eau et l'assainissement ainsi que l'éducation et la formation socio-professionnelle sont les secteurs dans lesquels l'appui de la coopération luxembourgeoise est le plus significatif au Sénégal.

Lors de sa visite, le Ministre Schiltz a été accompagné des députés Lydie Err et Jean Huss, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Co-

opération et de l'Immigration, ainsi que de représentants de l'agence d'exécution Lux-Development.

Le Sénégal figure depuis 1993 parmi les dix pays cibles de la politique de coopération du Gouvernement luxembourgeois. Ce pays situé en Afrique de l'Ouest compte 11,1 millions d'habitants et est classé en 157<sup>e</sup> position (sur 177 pays) dans le *Rapport mondial sur le développement humain* du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Le revenu par habitant, l'espérance de vie et le taux de scolarité sont pris en compte pour le calcul de cet indicateur.

Après l'accueil dans la soirée du 5 décembre 2005 à l'aéroport de Dakar par M. Abdoulaye Diop, Ministre d'État, Ministre sénéga-



(Photo: SIP/Tom WAGNER)  
Mme Lydie Err, M. Jean-Louis Schiltz et M. Jean Huss lors de la pose de la première pierre de la future pédiatrie au «Centre hospitalier Abass N'dao» à Dakar.

lais de l'Économie et des Finances, et par M. Hubert Bouette, consul honoraire du Grand-Duché de Luxembourg au Sénégal, la délégation luxembourgeoise a visité le 6 décembre plusieurs projets de la coopération luxembourgeoise: la construction d'un lycée d'enseignement technique et de formation professionnelle à Thiès, située à 70 km au Nord-Est de Dakar, un village bénéficiant du programme «hydraulique villageoise dans le département de Tivaouane» et un projet de développement local à Saint-Louis.

Le lendemain, le Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire a inauguré le Centre régional d'enseignement technique féminin à Saint-Louis.

Les 23 et 24 novembre 2005 à Londres

## Conférence des comités européens pour la justice et les affaires intérieures

La Conférence des comités européens pour la justice et les affaires intérieures, placée sous le thème «Les réponses face à la menace terroriste et les effets sur les communautés», a eu lieu à Londres du 23 au 24 novembre 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Patrick Santer, Président de la Commission juridique. Les recommandations suivantes ont été discutées et retenues:

Le terrorisme international est devenu une menace majeure pour notre société. Il y a par conséquent lieu de mobiliser, et ce de manière impérative, tous les moyens d'action disponibles afin de contrer efficacement ce défi.

L'Union européenne doit assumer un rôle de coordinateur actif en soutenant l'ensemble des États membres dans leur lutte contre le terrorisme. Une approche prag-

matique conciliant à la fois rationalité et efficacité doit être assurée, ce qui oblige à éviter la création d'agences et d'autres organes au niveau européen ne disposant pas des compétences et moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Eu égard au caractère mondial du terrorisme, une coopération plus étroite et approfondie avec des organes internationaux, comme

p.ex. Interpol, s'avère être indispensable.

L'information et le renseignement sont vitaux dans la lutte contre le terrorisme et la prévention d'attentats. L'échange d'informations entre les différents services répressifs doit être promu, voire amélioré. Or, cet échange d'informations ne peut se faire que dans un cadre défini et réglementé. Il s'agit en effet de garantir, d'une part, la protection et le traitement

efficace des données à caractère personnel et, d'autre part, le respect des droits de l'Homme.

La création d'un régime uniforme pour l'ensemble des États membres de l'Union européenne et relatif à la protection des données à caractère personnel, à adopter dans le cadre du troisième pilier - justice et affaires intérieures -, s'avère être primordiale.

## Rencontre des Présidents Weiler et Mores



(de gauche à droite) M. Pierre Mores, M. Lucien Weiler, M. Claude Frieseisen

En date du 5 décembre, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a rencontré le Président du Conseil d'État, M. Pierre Mores, entrevue qui se rangea dans les contacts réguliers entre les deux institutions.

L'accélération de la procédure de transposition des directives euro-

péennes fut un sujet de cette rencontre. Les deux Présidents ont exprimé leur ferme volonté de travailler main dans la main avec le Gouvernement afin de hâter l'analyse des textes législatifs en question. Fut également abordé le dossier de la réforme du Conseil d'État, qui devra être soumis au courant du premier semestre de

l'année prochaine à la Chambre des Députés.

Finalement, ils ont souligné l'excellente collaboration administrative entre leurs deux institutions et ont salué les projets futurs en matière de gestion des connaissances (Internet, portail documentaire, bibliothèques, etc.).

## Überbringung des Friedenslichtes aus Bethlehem

Anlässlich eines Höflichkeitsbesuches des Landeshauptmanns von Oberösterreich Dr. Josef Pühringer hat der elfjährige Jürgen Lengauer aus Linz-Pichling dem Präsidenten der Abgeordnetenkammer Lucien Weiler das Frie-

denslicht aus Bethlehem überreicht. Bei den anschließenden Gesprächen zwischen Lucien Weiler und Dr. Josef Pühringer ging es hauptsächlich um die bilateralen Beziehungen und aktuelle europäische Themen.







## Assermentation d'un fonctionnaire de la Chambre des Députés

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - un nouveau fonctionnaire du

Greffe a été assermenté par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen.

L'assermentation de M. Laurent Besch, attaché, a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter et de M. Robert Thelen, préposé des Ressources humaines.



(de gauche à droite) M. Robert Thelen, M. Claude Frieseisen, M. Laurent Besch, M. Benoît Reiter

## Présentation du rapport 2005 de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand

Le 17 novembre 2005, date proche de la commémoration de l'anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) a présenté son troisième rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Le rapport 2005 met un accent particulier sur les droits du nouveau-né, notamment le droit à l'identité, l'accouchement anonyme, ainsi que la distinction persistante entre l'enfant «légitime» et l'enfant «naturel».

Un autre thème auquel la Présidente de l'ORK, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, souhaite attirer l'attention est la participation des enfants aux questions qui les concernent et plus particulièrement l'audition en justice.

Le placement intolérable des enfants à la prison pour adultes, la situation inacceptable réservée aux jeunes toxicomanes, la détresse alarmante des jeunes qui se suicident, les enfants maltraités, les problèmes scolaires et la protection judiciaire des mineurs sont également analysés dans le rapport 2005.



La Présidente de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, Mme Marie Anne Rodesch-Hengesch, a remis et présenté le rapport annuel au Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

L'Ombudscomité a adressé treize recommandations aux membres du Gouvernement. Le Président de la Chambre des Députés de son côté a transmis les recommandations ainsi que le rapport annuel aux membres de la Chambre des Députés et plus particulièrement aux présidents de plusieurs commissions parlemen-

taires dont celle de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, celle de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et au président de la Commission juridique.

Le rapport intégral et les recommandations de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand peuvent être consultés sur [www.ork.lu](http://www.ork.lu).

## NOUVELLES LOIS

### 5475 - Projet de loi

**portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001**

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la décision des représentants des Gouvernements de l'Union européenne concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne.

En décembre 2000, lors du Conseil européen de Nice, l'Union a décidé de prendre à sa charge les missions dévolues à l'UEO (Union de l'Europe occidentale). Deux agences indépendantes de l'Union européenne ont été créées en juillet 2001, à savoir l'Institut d'études de sécurité et le Centre satellitaire de l'Union européenne, qui incorporent les structures correspondantes de l'UEO.

L'Institut a pour mission d'établir des documents de recherche et d'analyse en matière de la PESC/PESD ainsi que d'organiser des séminaires, alors que le Centre

doit soutenir le processus de décision de l'Union européenne dans le cadre de la PESC/PESD en fournissant du matériel résultant de l'analyse de l'imagerie satellitaire et de données collatérales.

Les principales dispositions de la décision sont les suivantes: immunité de juridiction, inviolabilité des archives, exonération d'impôts et de droits, liberté de communication, privilèges et immunités des membres du personnel et levée de l'immunité.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

Rapporteuse: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

03.10.2005 Désignation d'un rapporteur

14.11.2005 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2005

### 5484 - Projet de loi

**autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg**

Dans l'accord de coalition d'août 2004, le Gouvernement s'est engagé à mettre en œuvre une «politique durable de la gestion de l'eau se traduisant par une protection optimale des masses d'eau contre toutes sortes de pollutions tout en garantissant une exploitation saine des réserves aquatiques pour les besoins de la société». Cet effort se traduit par des investissements renforcés dans la construction et la modernisation de diverses stations d'épuration du pays.

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer financièrement à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg. Mise en service en 1979, cette station d'épuration,

d'une capacité de 70.000 équivalents-habitants, sera dimensionnée après les travaux projetés pour traiter les eaux usées de 95.000 équivalents-habitants. Son bassin tributaire couvre les communes de Bettembourg, de Kayl, de Dudelange, de Roeser et de Rumelange, d'une part, et les communes françaises de Treslange et d'Ottange, d'autre part.

Les travaux de modernisation ont pour but de conformer le traitement des eaux usées aux critères arrêtés par la directive 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires permettant surtout, outre la dégradation des matières organiques, l'élimination des phosphates et des composés azotés. Les boues d'épuration en excès sont stabilisées sur place moyennant des procédés spécifiques et le biogaz produit est récupéré et valorisé par une centrale de cogénération produisant à la fois de la chaleur et de l'électricité.

Dans le cadre de la politique actuelle en matière d'épuration des eaux usées, le Gouvernement, par le biais des crédits du Fonds pour la Gestion de l'Eau du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, participe à raison de 90% dans les dépenses d'agrandissement et de modernisation d'infrastructures d'épuration des eaux usées. Pour la station d'épuration de Bettembourg, la participation financière étatique s'élève

à 32.741.767,11 EUR, soit en chiffres arrondis 32.800.000,00 EUR (indice semestriel des prix à la construction au 1<sup>er</sup> octobre 2004).

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 14.06.2005

Rapporteuse: Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullén

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

13.10.2005 Désignation d'un rapporteur  
Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

16.11.2005 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.12.2005



## Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
3. Heure de questions au Gouvernement
  - Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
  - Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
  - Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreibern et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration
  - Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
  - Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports
  - Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
  - Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
  - Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports
4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale  
(Débat)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

### 1. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Sitzung vum dëser Woch huet d'Präsidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg héiere mer dem Här Ausseminister Jean Asselborn seng Deklaratioun iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Uschléissend hu mer eng Froestonn un d'Regierung a schliesslech op Ufro vun der Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Nationalbibliothék.

Muer, um hallwer dräi, fänken d'Debatten iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik un.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir héieren elo d'Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

### 2. Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

**M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass déi éischte Kéier, dass ech d'Éier an och d'Geleeeënheet hunn, virun der Chamber d'Deklaratioun zur Lëtzebuurger Aussepolitik ze maachen a fir lech d'Prinzipien, d'Objektiver an d'Erausfuenderunge vun eiser Aussepolitik duerzeleeën.

Dës Deklaratioun kéint zu engem zimelech ongewinnnt Moment; déi vill Engagementer vun der Lëtzebuurger Présidence hu mer et net

erlaabt, sou wéi et Tradition ass, am Fréijoer virun lech ze trieden. Dir hutt dofir vill Verständnis gewisen, an ech wëll lech dofir alleguerten eng Kéier Merci soen.

Et wäert lech sécher net erstaunen, dass d'Présidence och eng besonnesch Plaz an dëser Deklaratioun wäert anhuelen. Dobäi geet et mer net esou dorém, fir d'Haaptvéneementer an d'Haaptfassungen nach eng Kéier Revue passéieren ze loossen, mä méi dorém, an d'Zukunft ze kucken, ze kucken, wou mir no där Présidence stinn - mir Lëtzebuerg, mir Europa, mä och mir Lëtzebuerg an dësem Europa an an der Welt.

Fir Lëtzebuerg war dëst jo déi eeleft Présidence. Dat war eemol méi d'Geleeeënheet, ze weisen, dass mir bereet sinn, eisen Deel vun der globaler Responsabilitéit ze iwwerhuelen, dass mir an Europa an iwwer Europa eraus een aktive Bäitrag bréngen kënnen, dass mir ee crédible Partner sinn, en engagéierte Partner, dee sech fir d'Unión an och d'Interesse vun der Unión asetzt, dee probéiert dee grouse Projet Europa virunzebréngen.

Dësen Engagement fir d'Weiderverdeiwung vun der europäescher Integratioun a fir d'Erweiterung vun der EU no prezise Kritären entsprécht eiser Convictioun, mä och eise Interesse. En eenegt an e staarkt Europa ass am Interesse vu Lëtzebuerg a vun de Bierger hei am Land. D'Interesse vu Lëtzebuerg a vun der Europäescher Unión sinn am Fong geholl deckungsgläich.

Eist politescht Gewiicht, eisen Afloss op d'Affäre vun dëser Welt, an émgedrängt awer och eis Ofhängegkeet vum Weltgescheie waren nach ni esou ausgeprägt, wéi dat haut de Fall ass. Eise Wuelstand, eis Sécherheet, eis Stabilitéit - si baséieren op gemeinsamen Äntwerten op d'Erausfuenderunge vun der globaliséierter Welt, op internationaler Kooperatioun an Institutiounen wéi eben der Europäescher Unión, wéi och der NATO oder der UNO virun allem.

Effikasse Multilateralismus ass fir eis net nëmmen e Schlagwuert. D'Présidence huet eis d'Geleeeënheet ginn, dat eemol méi ënner Beweis ze stellen. D'Europäesch Unión huet sech an hirer Sécherheitsstrategie kloer fir eng multilaterale Approche ausgeschat, mat de Vereenten Natiounen am Zentrum. D'Weltorganisatioun muss déi essenziell Roll am Erhale vu Friden a Sécherheet, an der Promotioun vun de Mënscherechter, am Kampf géint d'Aarmut an d'Ënnerentwécklung spillen.

An deem Sënn hu mir intensiv un der Virbereedung vun UNO-Sommet am September vun dësem Joer zu New York geschafft. Et war eis wichteg, eisen Deel dozou bäizedoen, dass d'Organisatioun vun der Weltgemeinschaft déi nei Erausfuenderungen, déi sech am 21. Jorhonnert stellen, besser opheue kann, an dass mer och dem Erfülle vun de Millennium Development Goals méi no kommen.

Besonnesch an dësem leschten Domän kann ech soen, dass d'Unión ënner eiser Présidence hirer Responsabilitéit gerecht ginn ass. Sou hunn déi 25 Memberstaaten am Mee vun dësem Joer dozou bäigedoen a sech engagéiert, bis 2010 kollektiv 0,56% vun hirem interne Bruttosozialprodukt fir d'Entwécklungshëllef zur Verfügung ze stellen, a bis 2015 den Objektiv vun 0,7% ze errechen.

Eisen Engagement fir e Multilateralismus, dee fonctionnéiert, spillt sech awer och an anere Beräicher erëm, wéi dem Asaz a Krisesituatiounen.

tionen, ob a Kooperatioun mat eise Partner aus der NATO oder och eegestänneg, am Kader vun enger ziviler oder enger militärescher Missioun am Kontext vun der europäescher Sécherheits- a Verdeedegungspolitik. Esou sinn am Moment net wéineger wéi zéng EU-Missiounen déployéiert, dräi dovunner um Balkan, dräi an Afrika, dräi am Mëttleren Osten an och eng an Asien.

D'Weiderentwécklung vun eiser gemeinsamer Aussen- a Sécherheitspolitik ass schlussendlech baséiert op der Recherche vu multilaterale Solutiounen an der Bereitschaft, Verantwortung ze iwwerhuelen an d'Roll och vum Acteur payant eigentlech ze dépasséieren. Et ass an deem Geescht, dass mer déi aussepolitisch Erausfuenderungen ënner eiser Présidence ugaange sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Relatiounen tëschent Amerika an der Europäescher Unión waren ouni Zweifel duerch d'Irak-Kris belaascht. D'Lëtzebuurger Présidence hat sech dofir als eent vun deenen Ziler gesat, dës Relatiounen, déi esou vital si fir eis alleguerten, engersäits ze relancéieren an anerersäits d'Unión nees zesummenzebréngen. Ech mengen, ech ka soen, dass mir deem Zil méi no komm sinn.

Déi zwee Sommten, mat enger éischer Visite iwwerhaupt vun engem amerikanesche President bei den europäeschen Institutiounen am Februar vun dësem Joer, déi vill Rencontren och op allen Niveaue an an alle Formater, sief et zu 25, sief et an der Troika, sief et och bilateral, hunn et erlaabt, den transatlanteschen Dialog nees op eng méi partnerschaftlech Basis ze setzen an eis Politiken erëm verstärkt openeen ofzestëmme, an dat souwuel am politesche wéi och am ekonomeschen oder am Ëmweltberäich.

Den israelesch-palästinenseschen Konflikt, den Iran, den Irak, d'Situatioun am Mëttleren Osten am Allgemengen, mä och d'Développement an Asien, um Balkan an och de gemeinsame Kampf géint den Terrorismus, fir nëmmen e puer Beispiller ze nennen, goufe regelméisseg diskutéiert. D'Wichtigkeet vun engem Échange, vun enger gemeinsamer Approche, déi op dem Dialog - ech betounen: op dem Dialog - an der Négociatioun och baséiert, stoung dobäi am Virdergrond.

D'Häerzstück vum EU-USA-Sommet am Juni zu Washington war eigentlech eng ekonomesch Deklaratioun, déi d'Basis liwwert, fir an den transatlanteschen Wirtschaftsrelatiounen déi Barriären ofzebauen, déi nach bestinn, besonnesch am reglementäre Beräich.

No breede Konsultatiounen vum private Secteur op béide Säite vum Atlantik konnt een Accord fonnt ginn, deen net just déi Beräicher opléicht a verdéift, an deenen d'USA offensiv Interessen hunn, mä och déi Beräicher, déi der Europäescher Unión ganz wichteg sinn, wéi zum Beispill d'Reglementatioun vun de Marchés publics. Deen Accord gétt elo op de Wee vun der Ëmsetzung bruecht.

Um Sommet am Juni ass och no Joren nees eng Kéier iwwert d'Ëmweltproblematik zumindest geschwat ginn. Während laanger Zäit waren Theme wéi Klimawandel oder Kyoto-Protokoll rout Dicher fir d'Amerikaner. D'Europäesch Unión huet eng aktiv Iwwerzeegungsroll an dësem Domän weiderhin ze spillen.

D'Situatioun am Mëttleren Oste stoung awer net nëmme mat den USA ganz uewen um Ordre du jour. D'Europäesch Unión engagéiert sech zënter ganz ville Jore fir eng gerecht an dauerhaft Solutioun am israelesch-palästinenseschen Konflikt. Als Member vum Quartett hu mir eis fir eng Relance vum Frid-

densprozess, am Aklang mat der Feuille de route - mat der Road map -, fir e Stopp vum Bau vun den israeleschen Siedlungen an den occupéierten Territoiren, fir e Stopp och vum Mauerbau, virun allem zu Jerusalem, fir en Enn vun den israeleschen Aktivitéiten an a ronderëm Ost-Jerusalem, mä awer och selbstverständlech fir d'Recht vun Israel, a Sécherheet an a Fridde mat sengen Noperen ze liewen, agesat.

D'Evénementer dës lescht Deeg loossen hoffen, dass nees Mouvement an de Friddensprozess erakéint. D'Opmaache vu Grenzposten zwëschent der Gazasträif an Ägypten ass méi wéi nëmmen ee symbolesche Schrëtt a Richtung vun engem souveräne palästinenseschen Stat; et erméiglecht och eng dréngend néideg ekonomesch Perspektiv.

Ech sinn houfrech drop, dass mir mat Ärer Ënnerstützung hei aus der Chamber eis aktiv un den EU-Grenzkontrollmissiounen zu Raffah kënnen bedeelegen an esou eisen Engagement fir dës schwieereg Regioun ënner Beweis stellen.

D'Wahle fir de palästinenseschen Conseil législatif am Januar 2006 presentéieren, dat ass en anere ganz wichtige Schrëtt. Et ass kruzial, dass déi Wahle fräi a fair oflafen an dass Israel op d'Beschicht mat der palästinensescher Autoritéit an der Preparatioun vun de Wahle kooperéiert. Och hei wäerte mir, wann Der d'accord sidd als Chamber, present sinn am Kader vun der EU-Wahlobservatiounsmissioun.

Zu de Wahlen, déi fir Mäerz an Israel ugesat sinn, just ee Wuert. Si bréngen eigentlech Hoffnung fir eng nei parlamentaresch Konstellatioun an dësem Land, déi zu engem Retour zur Feuille de route an engem dauerhafte Fridde ka féieren. Loosse mer hoffen, dass dës Chance net ongenotzt bleift.

An deem Kontext ass och eisen Engagement am Barcelona-Prozess ze gesinn; bis haut deen eenzege regionale Forum, wou Israelien a Palästinenser an och d'arabesch Länner ronderëm een Dësch setzen.

Enn Mee huet hei zu Lëtzebuerg déi siwent Conférence ministérielle euro-méditerranéenne stattfonnt, wou mir déi éischte Kéier zënter dem Lancement vum Barcelona-Prozess virun zéng Joer Konkursiounen, déi vun alle Parteie gedroue goufen, konnten ausschaffen iwwert déi dräi Voleten, dee politeschen an dee sécuritaires, dee wirtschaftlechen an dee kulturelle vun dëser Kooperatioun, an och konnten adoptéieren. Dat war besonnesch wichteg en vue vum Sommet, dee jo de Weekend zu Barcelona da stattfonnt huet a wou mer gemeinsam mat eise Partner aus dem Mëttelmierraum eis Prioritéite fir déi nächst Joer gesat hunn.

Esou wäerte mer an Zukunft d'Zesummenaarbecht verstärken, wat d'Ëmsetzung vu politeschen an och wirtschaftleche Reformen, d'Kooperatioun am Domän vun der Immigratioun an d'Programmer am Educatiounssektor uginn.

Den Dialog tëschent de Kulturen ass en anert immens wichtegt Element vun eise Partenariat, en ëmmer méi wichtegt Element. D'Fondatioun Anna Lindh, déi am Abrëll dëst Joer lancéiert gouf, gradewéi d'Initiativ vun enger Allianz vun den Zivilisatiounen, déi vum spueneschen a vum türkesche Premierminister proposéiert gouf, schwätzen dofir; dat Ganzt - dat wësst Der - ënner der Obhut vun den Nations Unies.

Den Accord, deen Däitschland, Frankräich an England, déi sou genannten EU3, am November 2004 mam Iran iwwert d'nuklear Froen ofgeschloss hunn, huet et um Niveau vun der Europäescher Unión erlaabt, d'Diskussioun iwwert den Accord de commerce et de coopé-



ration an och en Accord politique, déi zënter 2003 ënnerbrach waren, mam Iran nees opzehuelen. Dräi Négociatiounsronnen hunn doropshin ënner eiser Présidence stattfonnt.

D'Troika huet ausserdeem Gesprécher geféiert, fir den Dialog mam Iran iwwert d'Mënscherechter erëm opzegräifen. D'Europäesch Unioun koppelt d'Entwécklung vun hire Relatiounen mam Iran, wéi Der wësst, net nëmme an positiv Gesté vun Teheran am nukleare Beräich, mä och un de Respekt vun de Mënscherechter, de Kampf géint den Terrorismus an um Iran seng Position am Friddensprozess am Noen Osten. Dat war eis besonnesch wichteg während eiser Présidence a muss eiser Meenung no och an Zukunft elo d'Basis vun der Europäescher Unioun hirer Politik vis-à-vis vun Iran bleiwen.

D'lescht Woch, wéi Der wësst, huet de Conseil vun de Gouverneure vun der internationaler Atomenergieagence, der IAEA zu Wien, den Iran opgefuerdert, d'Diskussiounen mat den EU3 nees opzehuelen, méi Transparenz un den Dag ze leeën, wat säin Nuklearprogramm betrëfft, an den additionnellé Protokoll vun dem TNP, also dem Traité de Non-Prolifération, esou séier wéi méiglech ze ratifizéieren. D'Méiglechkeet vun enger Saisie vum Sécherheetsrot vun de Vereenten Natounen bleift och weiderhi bestoen an där Fro.

Ech hoffen, dass d'iranesch Autoritéite sech dem Eescht vun der Situatioun bewusst sinn an d'Verhandlungen op der Basis vum Paräisser Accord nees opgräifen. Et schéngt wéi wann éischt Sondéierungsgesprécher an deem Sënn sollte stattfannen, wat ech nëmme kéint begréissen. Zil ass et, um diplomatesche Wee - ech betounen: um diplomatesche Wee - alles ze maachen, fir dass den Iran iwwer keng Nuklearwaffe verfügt. Dat ass den Interesse vun der Europäescher Unioun, esou wéi och vun der gesamter internationaler Gemeinschaft.

Här President, mir wëssen nach allze gutt wéi diviséiert Europa iwwert de Krich am Irak war. Vill vun eis wollten dee Krich net, mä mir sinn haut mat opgefuerdert, eis mat senger Konsequenzen ausenauer ze setzen a matzëhelfen, dass aus dem Irak e friddlecht, en demokratescht, e souveränt, e prospéret Land gëtt, e Land an deem d'Mënscherechter respektéiert ginn, an dat eng positiv an eng stabiliséierend Roll an dëser esou wichteger Regioun vun der Welt och spillt. Dat ass en Objektiv, dee mer all an der Unioun deelen an un deem senger Ëmsetzung mir ënner Lëtzebuergeschem Virsätz och aktiv matgeschafft hunn.

Esou sinn zënter Krichsenn eng 518 Milliounen Euro vun der Europäescher Kommissioun zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Reconstructioun vum Land, fir den Neesopbau vu Basisservicer an Infrastrukturen, mä och fir d'Organisatioun vun de Wahlen an den Opbau vun engem Rechtsstat. Den 1. Juli dëst Joer huet dann och d'EU-Zivilmissioun EUJUST LEX, déi ënner Lëtzebuergesch President decidéiert an och preparéiert gouf, mat der Formatioun ausserhalb - ech betounen: ausserhalb - vum Irak am Beräich vun der Police, de Geriichter an dem Prisongswiesen ugefaang, an am September hu mer mat der irakescher Interimsregierung en Ofkommen iwwert d'Verdéiwung vun eise Relatiounen an dem politeschen Dialog och ënnerschriwwen.

Ech war, wéi Der wësst, selwer mat menge Kolleegen Jack Straw, Javier Solana a Benita Ferrero-Waldner, vun der Troika also, zu Bagdad, fir op der Plaz net nëmme ze weisen, dass Europa dem Irak an dem irakesche Vollek bäisteet an deem extrem schwierigen Transitiounsprozess an deem et sech befënnt, mä och fir eis Erwaardungen un dee Prozess virzebréngen.

Dass mir en Irak wëllen, an deem all Parteie matschaffe kënnen, an deem d'Rechter vun alle respektéiert ginn, egal ob Mann oder Fra, Sunnit, Schiit oder Kurd, dat war och de Grond firwat mir eis bereet erkläert hunn, zesumme mat den USA an enger enker Zesummenaarbecht mat de Vereenten Natounen eng international Konferenz iwwert den Irak ze organiséieren, den 22. Juni zu Bréissel.

D'irakesch Interimsregierung sollt d'Geleeënheet kréien, der internationaler Communautéit hire Programm, hir Visiounen fir d'Zukunft virzestellen. De Communiqué, deem um Enn vun där Konferenz vun deene méi wéi 80 Länner an Organisatiounen, déi present waren zu Bréissel, ugeholl gouf, spigelt dann och e breede Konsens erëm iwwert déi nächst Schrëtt, déi am Kader an am Aklang virun allem mat der Resolution 1546 vum Weltsécherheetsrot ze ënnerhuele sinn.

D'legislativ Wahlen elo, déi de 15. Dezember stattfannen, representéieren eng ganz wichteg Etapp an deem Prozess. Et ass essenziell, dass all Gruppen un dëse Wahlen am Irak deelhuefen an dass eng representativ Regierung gebilt gëtt, eng Regierung, déi vun allen Irakeren gedroe ginn. Et muss zu enger nationaler Réconciliatioun kommen. Ech kann duerfir d'Initiativ vun der Arabescher Liga, fir eng Réconciliatiounskonferenz uganks vum nächste Joer zu Bagdad ze organiséieren, och nëmme begréissen. De grausamen Terror am Irak muss en Enn fannen. D'Iraker müssen esou bal wéi méiglech nees d'Sécherheet am Land selwer kënnen assuméieren.

An all deenen Dossieren, déi ech bis ewell ugeschwat hunn, huet natierlech och d'Kooperatioun mat Russland eng ganz, ganz wichteg Roll gespillt. A regelméissege Rencontre hu mer eis Vuen iwwert déi grouss Krisenherder op der Welt ausgetosch. Déi gemeinsam Noperschaft stoung dobäi besonnesch am Virdergrond. Innepolitesch war dat éischt Hallefjoer geprägt duerch d'Finalisatioun vun deene sou genannte véier gemeinsamen Espacen, déi d'Basis fir eis Kooperatioun an den nächste Joren och bilde soll. Mir konnten déi Verhandlung beim EU-Russland-Sommet den 10. Mee zu Moskau erfollegräich ofschléissen an eis domat gemeinsam Objektiv an de Beräicher Wirtschaft, Fräiheet, Sécherheet, Justiz, Aussesécherheet souwéi Recherche, Educatioun an och Kultur ginn.

D'Diskussioun iwwert d'Mënscherechter huet dobäi och eng ganz wichteg Roll gespillt. Den 1. März 2005 sinn iwwregens hei zu Lëtzebuerg déi éischte Kéier institutionaliséiert Gesprécher um Niveau vun der Europäescher Unioun mat Russland iwwert d'Situatioun vun de Mënscherechter gefouert ginn. Dat ass och net nëmme e symbolesche Schrëtt.

Et war eis och wichteg esou séier wéi méiglech op déi nei Evolutiounen bei engem anere vun eisen Noperen ze reagéieren, der Ukraine. Esou hu mer den 21. Februar den éischten Aktiounsplang, baséierend op der europäescher Politik fir d'Nopeschlänner, mat der Ukraine ënnerschriwwen an hunn d'Moosname fir eng weider Verdéiwung vun eise politeschen an och ekonomesche Relatiounen parallel zum Demokratiséierungsprozess, deem an der Ukraine jo vum President Juschtschenko ageleet ginn ass, ugeholl.

Um Sommet, deem Enn dëser Woch elo zu Kiew tëschent der Unioun an der Ukraine stattfënnt, wäerte besonnesch d'Verhandlung fir en Ofkommen iwwer Visa-Vereinfachungen, déi kierzlech lancéiert goufen, souwéi och ekonomesch Reformen am Zentrum vun der Diskussioun stoen. An den nächste Méint dierft der Ukraine och de Statut vun enger Économie de marché zouerkant ginn.

Et ass sech während der Présidence awer net nëmme op d'Nopeschlänner vun der Europäescher Unioun konzentréiert ginn. Kontakter mat Asien, Latäinamerika an Afrika stoungen op der Dagesuerdung. Esou hate mer ënner anerem Réunioun mat den Asean-Länner an der ASEM, eng éischt Troika ministérielle zu Peking, wou mir 30 Joer diplomatesch Relatiounen tëschent der Europäescher Unioun a China feiere konnten, an dann natierlech och de Sommet mat Japan den 2. Mee hei zu Lëtzebuerg.

Wat China ugeet, huet jo an der Öffentlechkeet een Thema ganz kloer dominéiert: de Waffenembargo. Wéi Der wësst, huet d'Lëtzebuergesch Présidence am Dezember 2004 e Mandat vum Europäesche Rot kritt, fir d'Aarbechten en vue vun der Levée vum Waffenembargo weiderzeféieren. Sou een Ophiewe vum Embargo sollt awer an engem gewësse Kontext geschéien. Sou sollt den europäesche Code de conduite fir Waffenexporter reforcéiert ginn an d'Europäesch Unioun sech Instrumenter gi fir Länner, déi sech an enger Transitiounsphas nom Ophiewe vun engem Embargo befannen, déi sou genannten Tool Box. Der Situatioun vun de Mënscherechter, a besonnesch de chineseschen Autoritéiten hir Fortschrëtt an der Ratifikatioun vun der Internationaler Konventioun iwwer zivil a politesch Rechter sollt ausserdeem Rechnung gedroe ginn.

Den institutionelle Mënschrechtsdialog tëschent der Europäescher Unioun a China ass dann awer och ënner eiser Présidence virugefouert ginn. D'Aarbechten allerdéngs iwwert de Code de conduite an d'Tool Box konnten net ofgeschloss ginn, sou dass et zu kenger Décisioun iwwert de Waffenembargo komm ass.

Et war eis als Présidence awer och wichteg, eng Diskussioun iwwert den Embargo eraus mat China an iwwer China och ze féieren. Wéi schonns gesot, ënnerhält d'EU ewell zënter 30 Joer diplomatesch Relatiounen mat deem Land. D'Volleksrepublik ass ouni Zweifel déi kommend Muecht, an et ass wichteg, dass mer den Dialog mat Peking ënnerhalen, an dat souwuel um europäesche wéi och um nationale Plang. Op béiden Niveauë muss mer aktiv bleiwen. Eng Lëtzebuergesch Statsvisite a China ass duerfir och fir déi nächst Zukunft geplangt.

D'Haaptmanifestatiounen mat Latäinamerika hunn hei zu Lëtzebuerg stattfonnt. Ech wëll do vun de ministerielle Réuniounen mat dem Rio-Grupp an de regionalen Organisatiounen wéi dem Mercosur an dem Pacte andin schwätzen. D'Verdéiwung vum politeschen Dialog, mä och vun eise wirtschaftleche Bezéiunge mat dëser Regioun vun der Welt, déi sech an engem Integratiounsprozess befënnt, stoungen dobäi am Mëttelpunkt.

Laang hu mir eis Relatiounen mat Afrika haaptsächlech ënnert dem Gesichtsponkt vun der Entwécklungshëllef exklusiv gesinn. Haut versicht jo d'Unioun verstärkt mat den afrikanesche Strukture wéi der Union africaine, der CDAO, also dat sinn d'Länner vun Westafrika, an der SADEC, d'Länner aus Südafrika, zesummenzeschaffen, si ze ënnerstëtzen am Opbau vun eegene Capacitéite fir d'Krisen ze gérieren an och e wierklecht Partneriat ze entwéckelen. Échangen iwwer Regiounen wéi d'Elfenbeinküst, wéi den Togo, de Sudan oder d'Grand-Lacë stoungen duerfir déi lescht Méint gradesou um Ordre du jour wéi d'Preparatioun vum UNO-Sommet am September an d'Erfülle vun de Millennium Development Goals.

Här President, loosse mer nach ee Moment zrëckkommen op Regiounen, déi eis geographesch méi no stinn. Ënner eiser Présidence sinn eng Partie wichteg Décisiounen geholl ginn an och virbereet ginn, déi d'Balkenländer wäerte méi no un Europa erubréngen. Wéi Dir wësst, huet d'Europäesch Unioun dëse Länner um Sommet zu Saloniki am Joer 2003 eng europäesch Perspektiv ginn. Um Wee fir an d'Unioun ginn hinnen Ofkommenes proposéiert, déi si op eng spéider Adhésioun solle preparéieren.

Stabilisatiouns- an Associatiounsaccorde mat der Fréierer Jugoslawescher Republik Mazedonien a mat Kroatien besti schonn. Mat Albanien sinn d'Verhandlungen esou gutt wéi ofgeschloss, während d'Négociatiounen fir esou een Ofkommen mat Serbien-Montenegro a Bosnien-Herzegowina grad ugefaangen hunn.

Déi Décisiounen sinn ënner eiser Présidence virbereet oder virugefouert ginn, well mer dovun iwwerzeegt sinn, dass Europa et muss ganz éierlech mengen mat deem, wat et am Joer 2003 zu Saloniki gesot huet. D'Europäesch Unioun soll d'Perspektiv vun enger Adhésioun och als Hiewel benotzen, fir de Länner um Balkan an a Südosteuropa ze hëllef, déi néideg Reformen duerchzeféieren, déi hinne Stabilitéit, Fridden a Wuelstand garantéieren.

Mir hunn um Balkan natierlech och d'Entwécklungen am Kosovo genee verfollegt an och dru geschafft, der Europäescher Unioun hir Roll an deem Prozess ze definéieren, deem elo ugefaangen huet. Déi Diskussioun soll jo zu engem definitive Statut fir de Kosovo féieren. Am Conseil européen vum Juni hu mir d'Prinzipié fixéiert fir de Statut vum Kosovo, och an dee Kader gesat, deem der Unioun et erlaabt, am Kosovo-Prozess enk matzeschaffen a matzedecidéieren.

Sou ass et fir eis kloer, dass et kee Retour op d'Situatioun vum März 1999 ka ginn. D'Décisioun iwwert de Statut vum Kosovo muss baséieren op der Multiethnicitéit, um volle Respekt vun de Mënscherechter a virun allem dem Recht vun alle Flüchtlingen, a Sécherheet nees kënnen heemzuegoen. De Statut muss déi néideg konstitutionell Garantie bidde fir de Schutz vun de Minoritéiten, a Mechanisme virgesinn, fir dass d'Vertrieder vun de Minoritéiten an der Regierung wéi och an de lokale Verwaltungsstrukture matschaffe kënnen.

D'Décisioun iwwert de Statut kann net unilateral sinn an d'äerf net imposéiert sinn. Fir d'Europäesch Unioun ass all Verännerung vum Territoire vum Kosovo inakzeptabel. De Kosovo kann also net gedeelt ginn an och net mat engem Nopeschland vereenegt ginn. Mir ënnerstëtzen zu honnert Prozent den Här Ahtisaari, dee jo als UNO-Négociateur op dësem breede Feld vum Balkan dem Kosovo zu engem definitive Statut verhëllef soll.

Och am Erweiterungsprozess vun der Europäescher Unioun huet eis Présidence wichteg Etappen ageleet. Dir wësst, dass de 25. Abrëll hei zu Lëtzebuerg de Bättrëtsvertrag mat Rumänien a Bulgarien ënnerschriwwen gouf. Dës Bättrëtsvertrag müssen elo vun alle Memberstäte vun der Europäescher Unioun ratifizéiert ginn. D'Lëtzebuergesch Regierung huet duerfir viru kuerzem e Projet de loi hei an der Chamber déposéiert, a mir hoffen, duerch eng schnell Ratifikatioun dëse Länner e positiviiv Signal kënnen ze ginn.

Mat deem geplangte Bättrëtt vu Bulgarien a Rumänien den 1. Januar 2007 ass dann déi fënneft Bättrëtswell komplett, déi am Dezember 1997 um Europäesche Rot zu Lëtzebuerg ugefaangen huet. Domat ass, no bal 60 Joer Separatioun, Europa endlech erëm zesummegeue. All déi Länner - och déi, déi 2004 bäigetruede sinn -, hunn enorm, enorm Ustren-

gungemaach, déi net einfach waren, just nodeem se hir Fräiheet an hir Souveränitéit zrëckgewonnen haten. Dat alles d'äerf mer net vergiessen, och wann et fir eis haut heiansdo ganz selbstverständlech erschéngt. Déi rezent Rapporten vun der Europäescher Kommissioun weisen, dass Rumänien a Bulgarien nach e puer lescht Hürden ze iwwersprangen hunn, ier se kënnen bättrieden, mä ech sinn iwwerzeegt, dass déi Länner och dës Etapp wäerte packen.

D'Erfülle vun de politeschen an och den ekonomesche Kritäre vu Kopenhagen ass och d'Basis fir déi nächst Erweiterungskandidate fir d'Adhésioun. D'voll Kooperatioun mam Internationale Geriichtshaff fir Exjugoslawien ass doriwwer eraus een essenzielle Kritär fir de Bättrëtsprozess vu Kroatien wéi vun allen anere Balkenländer. Dowéinst konnte jo d'Verhandlung mat Kroatien och net wéi geplangt de 17. März, mä eréischt den 3. Oktober ugefaangen ginn. Soubal wéi d'Kroatien déi néideg Efforté gemach hunn, hunn ech mech perséinlech och dofir agesat, dass d'Verhandlungen esou séier wéi méiglech ugefaangen hunn.

Den 3. Oktober hu mir als Europäesch Unioun awer och ugefaangen, mat der Türkei ze verhandelen. Mit hunn dat am volle Respekt vum Engagement gemach, dat mir um Conseil européen am Dezember 2004 geholl haten. Munch Bierger zu Lëtzebuerg wéi och an der Unioun maache sech Suerge wat d'Türkei ubelaangt. Dat muss ee respektéieren an et muss een et och eescht huelen. Dat weist awer och, dass mir als Regierung de Leit eis Aarbecht musse besser vermëttelen.

D'Türkei kann eréischt bättrieden, wa si wéi all aner Bättrëtskandidate um politeschen an um ekonomesche Plang prett ass, a wann d'Unioun och gläichzäiteg prett ass, fir nei Memberen opzehuelen. D'Verhandlungen, déi mer elo ugefaangen hunn, wäerte laang, ganz laang, esou laang wéi néideg daueren. De wichtege Punkt ass - an duerfir hunn ech mech och agesat, dass den Datum vum 3. Oktober géif respektéiert ginn -, dass d'Problemer ewell ronderëm ee Verhandlungsdësch diskutéiert ginn, dass ee Kader geschaf ginn ass an dass och elo e Prozess lancéiert ass. Um Enn vun deem Prozess wäert d'Türkei net méi déi nämlecht Türkei sinn, wéi déi, déi mer elo kennen. D'Türkei huet nach e laange Wee viru sech, a mir mussen si dobäi ënnerstëtzen an och begleeden, net zulescht well et och an eisem Interesse ass, dass d'Türkei eng europäesch Türkei ass.

Här President, nieft den aussepolitischen Themen an Aarbechtsberäicher vun eiser Présidence, an deene mir direkt betraff an aktiv waren, wëll ech dës Geleeënheet awer och benotzen, fir e wéineg méi breet ze erklären, wéi d'Lëtzebuergesch Présidence an alle Beräicher probéiert huet, d'europäesch Integratioun virunzebréngen.

Sou konnte mer an dësem éischte Semester substanzlii weiderzeschaffen, fir e gemeinsamen europäeschen Aarbechtswee ze sichen zu wirtschaftlechen an och zu sozialen Erausfuerderunge vun der globaliséierter Welt. Den Europäesche Rot am Fréijoer huet eis genee déi Méiglechkeet ginn, do duerch dass d'Lissabon-Strategie vum Joer 2000 huet missen erneiert an deenen neien Ëmstänn och ugepasst ginn, fir besser Richtung Wuesstem an Aarbecht kënnen ze goen.

Mir hu kloer gesot, dass et héich Zäit gëtt ze handelen. Net handelen ass jo keng Optioun. Richteg handelen um europäeschen an um nationale Plang, dat ass eise Choix, dat hunn déi 25 eigentlech esou decidéiert. Eis Suerg war et, de géeegenten Equiliber tëschent deenen dräi Komponente vun der Strategie ze erhalen, dat heescht: Wirtschaft, Soziale an Ëmwelt. Méi



Kompetitivitéit muss Hand an Hand goe mat sozialem Fortschritt. An d'Ëmwelt ass do en onentbehrlech Element, dat complémenteaire ass fir eng durabel Entwécklung fir eis Gesellschaft.

D'Relance vun der Lissabon-Strategie ënner eiser Présidence soll eis hëllefen, eis national an eis europäesch Instrumenter a Mëttele besser an och méi complémenteaire anzesetzen. Dat soll de Fall sinn, éischtens, am Beräich Wëssen an Innovatioun duerch méi geziiltten Aktiounen a Recherche a Wëssenschaft, och fir de Mëtzel- a kleng Betriber ze hëllefen ze innovéieren; zweetens, fir Europa attraktiv fir Investissementer ze maachen; an drëttes, fir dofir ze sorgen, dass Wuesstem an Aarbecht am Sënn vu sozialer Cohésion musse kënnen funktionéieren.

Mir hunn och ënnerstrach, wat fir eng nei industriell Méiglechkeeten et an der Ëmweltolitik gëtt. Dat ass de Programm, deem Europa sech am März fir déi nächst Jore ginn huet. D'Essenz vun deem Programm ass kloer ze émräissen. Wat mir an der Europäescher Unioun brauchen, ass en Europa, wat Äntwerten op d'Erausforderung vun der Globaliséierung gëtt, wou d'Kompetitivitéit net op d'Käschte vun de Sozialsystemer geet, wéi se am leschte Jorhonnert a ville vun eisen EU-Länner erkämpft gi sinn, wou e Sozial- a Fiscaldumping fir eng falsch Flexibilität un Aarbechtsmaart an an der Wirtschaftspolitik stinn.

Jiddfer Land muss säi Rhythmus a seng Prioritéite fannen, mä am grouse Kader vun deem, wat mer zesummen decidéiert hunn, dat heescht, op Basis vun deene 24 Lignes directrices intégrées, déi den Europäesche Rot am Juni fir d'Period 2005/2008 festgehalten huet. An et muss an all Land e richtegen Dialog mam Parlament a mat de Sozialpartner iwwert den nationale Reformprogramm stattfannen, deem der Kommissioun fir diesen Hierscht muss virleien.

Dës Chamber huet jo virun zwou Wochen eisen nationale Reformprogramm virgeluecht kritt, no deem dass d'Regierung an der Tripartite dës Themen ugeschwat hat. D'Chamber huet doriwwer debatiert an diskutéiert. Nun, d'Europäesch Kommissioun wäert elo am Januar hir Meenung zu de Programm ginn a feststellen, ob se aus hirer Siicht global an déi richteg Richtung ginn.

Och wann no eiser Présidence vill geschwat ginn ass iwwert déi nei Emstänn vun der globaliséierter Welt a wéi Europa sech besser soll virbereeden, sou géif ech awer just gäre feststellen, dass mir an eiser Présidence genee dat am éischte Semester schonns gemaach hunn, mä dass et eréischt richteg gesi gëtt, wa jiddfer säi Programm dann emol zesummegeallt huet. Mir hunn inhaltlech de Kader fir déi nationale Reformprogramm gesat an eng Method festgeschriwwen, wéi déi Programmer solle gemeinsam mat der Kommissioun ausgewäert ginn. Den informelle Sommet Enn Oktober zu Hampton Court huet eis bestätegt, dass dësse Choix richteg war an och richteg bleift.

No opreegenden Zäiten huet d'Lëtzebuurger Présidence, wéi Der wësst, och kënnen d'Reform vum Stabilitéitspakt am März ofschléissen. Elo géillt et déi Regele vun enger verbesserter Ëmsetzung vum Stabilitéitspakt un all Memberstaaten - grouss a kleng - unzewenden.

### **(Coups de cloche de la Présidence)**

D'Eurozon an hir Stabilitéit fir Europa an eis Währung sinn eng formidable an eng performant Äntwert an enger globaliséierter Welt. Dat dierfe mer jo net vergiessen.

Deen drëttes groussen Dossier vun eiser Présidence sinn d'Finanzperspektiven 2007-2013. Dee konnte mer jo, wéi Der wësst, am Juni vun deem Joer leider net of-

schléissen. Mir haten am Dezember 2004 kloer d'Mandat kritt, fir de Finanzpaquet ze engem politeschen Accord ze bréngen, an hunn och mat alle Kräften dat Objektiv ugepeilt. Mir hunn och op allen Niveauen d'Verhandlung weiderbruecht. Mir konnten no an no e Gesamtpaket, déi sou genannten Negotiating Box, vun Ausgaben an Egemëttelein zesummestellen, deem dem Europäesche Rot am Juni virgouf.

Mä d'Emstänn no den negative Referenden an och de Fait, dass d'Memberstate leider eréischt ënner dem extremen Zäitdruck vun der allerleschter Minut decidéieren, hu gemaach, dass fënnf Länner eise Kompromëss net wollten zoustëmme. 20 Länner waren also bereet, dee Kompromëss ze droen, och wann et verschiddene guer net einfach gefall ass dat ze maachen. Et ass sécher, dass de sou genannten „englesche Scheck“ den Haaptproblem war a bis elo och an deem Kontext bleift.

Ech sinn iwwerzeugt, dass d'englesch Présidence horgenee weess, wat um Spill steet. D'EU ass méi wéi eng ekonomesch Interessengemeinschaft. D'EU ass e Friddensprojekt, deem op der Solidaritéit vun alle Memberstate fousst. Solidaritéit heescht Cohésion. Cohésion heescht, dass déi méi räich Länner deene manner räichen hëllefen. Dat heescht, deene Länner Fongen zouzegestoen, déi se am néidegste brauchen, fir hir Infrastrukturen auszebauen a sech esou wirtschaftlech an och sozial ze stabiliséieren. Esou wéi et jo an der EU vun de 15 mat Griichenland, mat Portugal a mat Spuenien méiglech war.

Duerfir brauch d'Europäesch Unioun eng Léisung a Saache Finanzperspektiven, net a sechs Méint oder an engem Joer, mä elo an deem Dezember, dee kënnt, fir dass och déi Programmer, déi decidéiert gi sinn, eng Chance kréien, fir dass se kënnen émgasat ginn.

De Budget, dat ass och d'Finanzierung vu Lissabon, also vun der Kompetitivitéit, der Recherche an der Innovatioun. Et ass d'Enveloppe, déi d'EU brauch fir op der Weltbühn an enger multipolarer Konstellation niewent den USA, niewent Russland, China an Indien zum Beispill present ze sinn. Schlussendlech ass den EU-Budget och d'PAC, d'Politique Agricole Commune, an do kann een Ofkomme vun 2002 - wat jo ënner vill Schmäerze getraff ginn ass - net einfach ignoréiert ginn.

Eng Iddi, déi mir schonns am Juni virbruecht haten an déi no Hampton Court elo Enn September méi konkret ginn ass, ass déi berühmte Revisiounsklausel am Finanzpaquet. Dat géif heeschen, dass mir 2009/2010 an der Unioun eng substanzuell Diskussioun iwwert d'Struktur vun deem ganzen europäesche Budget géifen ufänken, souwuel iwwert d'Ausgabe wéi och iwwert d'Ressourcen, an natierlech och iwwert d'PAC, selbstverständlech, an d'Method, wéi de Budget soll an Zukunft finanziéiert ginn.

Dës Revisioun ass sécher nützlich an och néideg. D'Klausel soll een Element sinn, fir ze hëllefen am Dezember en Accord ze fannen. D'Resultater vun där Revisioun sollen da vun 2014 un ugewannt ginn.

Op deem Dag wëll ech vläicht Folgendes hei festhalen: 25 Länner wëllen am Dezember eng Léisung bei de Finanzperspektiven. Op d'mannst 20 Länner soen, dass eng Léisung nëmme op Basis vun der Lëtzebuurger Propos vun Juni ze fannen ass, dorënner Länner wéi Frankräich a wéi Däitschland. De 7. Dezember brauche mer am Conclave vun den Ausseministere zu Bréssel prezis englesch Zuelen op den Dësch, an de 15. a 16. Dezember um Europäesche Rot brauche mer de gemeinsame Wëllen, fir dass all - ech betounen: all - hir Responsabilitéiten iwwerhuelen, fir zu engem Accord ze kommen.

Lëtzebuerg wäert d'englesch Présidence encouragéieren hir Verantwortung ze iwwerhuelen an hiren Deel bäzedroen, fir d'Erweiderung, déi och si zu Recht fervent gefuerdert hunn, kënnen ze finanzéieren. D'Kredibilitéit vun der Europäescher Unioun steet am Dezember um Spill.

Här President, den 29. Oktober 2004 gouf jo zu Roum den neie Verfassungsvertrag ënnerschriwwen. De Koalitionsprogramm vun 2004 huet de Prinzip, fir dese Vertrag duerch e Volleksentscheid ze adoptéieren, festgehalten. Et war net deen einfachste Wee, dat wosste mer virewech all, mä et war an et ass politesch deen eenzeg richtegen. Den Débat war äusserst lieweg an huet jo bewisen, dass d'Lëtzebuurger Interessi un Europa hunn, dass si sech vum europäesche Geschéie betraff fillen.

Den 10. Juli hunn d'Lëtzebuurger sech majoritär fir d'Constitutioon ausgeschwat. 56,52% vun de Lëtzebuurger hunn „Jo“ gesot zum Verfassungsvertrag an zu Lëtzebuerg an Europa. Si hunn „Jo“ gesot an engem Moment, an deem Europa sech a kengem gudden Zustand befond huet, wou zwee vun de Grënnungsmembere vun der Unioun - Frankräich an Holland - sech an hire Referenden negativ iwwert d'Constitutioon ausgeschwat haten.

Firwat war dee Vote fir Lëtzebuerg trotzdem esou wichteg? En huet eis Stellung als iwwerzeugt an och als engagéiert Europäer bekräftegt. Mir hunn eise Wonsch vun engem Zesummewuesse vun den europäesche Länner an enger politescher Unioun mat engem staarke Sockel vu gemeinsame Wäerter, enger sozialer Maartwirtschaft, déi am Service vun de Mënschen ass, doduerch kloer zum Ausdruck bruecht.

Mir hunn eis duerch eise Vote awer och ausgeschwat fir en Europa, wat no zesummen ofgestëmmt Regele fonctionnéiert. Fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg ass et vu gréisster Wichtigkeet, dass Europa no Regele fonctionnéiert, déi mir matbestëmmt hunn. Als Ersatz zum Verfassungsvertrag komme jo elo erëm déi al bekannten Téin nees vun engem Directoire an Europa, enger Féierung vun engem kleng Krees vu grouse Länner. Dat ass en Entwécklungsmodell, dee mir net an Europa wëllen. Duerfir ass de Verfassungsvertrag fir eis eng Garantie fir de Stellwäert, virun allem vun de kleng Länner och, an Europa.

Während der Campagne ass jo vill vun engem Plan D geschwat ginn, vun der Méiglechkeet, dass d'Oflehn vum Traité eng Dynamik fir en neien Text géif mat sech bréngen. D'Proposition, fir verschidden Dispositiounen an Domänen aus dem Verfassungstext erauszehuelen, gouf opbruecht. Dës an aner Iddien zirkuléieren och nach haut. Ech muss hei festhalen, dass elo, bal sechs Méint méi spéit, nach keng kloer eenheetlech Strategie sech ofzeechent, wéi de Projet Europa, wéi de Verfassungsvertrag nees op de Wee ze bréngen wären.

De leschte Juni, ënner Lëtzebuurger Présidence, gouf jo d'Entscheidung getraff, eng Denkphas anzeleeën, wou et drëms geet, dass all Land eng national Debatt iwwer Europa soll féieren. Déi meeschte Länner, déi de Vertrag scho ratifizéiert hunn, sinn éischer der Meenung, dass dës Iwwerleeungszäit besonnesch vun deene Länner misst gebraucht ginn, déi sech nach net zum Verfassungsvertrag geäussert hunn.

Dës Meenung ass eis Regierung awer net. Nom Referendum hunn all Parteie gesot, dass et wichteg ass, den Dialog hei zu Lëtzebuerg

weiderzeféieren. Den delegierten Ausseminister Nicolas Schmit ass en charge fir konkret Initiativen an deem Sënn auszuschaffen, an dat an éischer Stell jo och mat deem héijen Haus zesummen.

Mir brauchen elo keng nei Campagne fir Europa, mä Aktiounen, souwuel national wéi europäesch gesinn, fir Europa an dat Liicht ze stellen, wou et higeheiert. Wat kënnt elo dozou bädroen?

Éischtens, kuerzfristeg gesinn - ech hunn et elo grad gesot - wär en Accord bei de Finanzperspektiven am Dezember vun allergréisster Bedeutung. Zweetens, et muss méiglech sinn, och ouni Verfassung d'national Parlamenter méi staark an den Décisionsprozess vun der Europäescher Unioun anzubannen.

De Premier huet an enger Ried d'lescht Woch zu Berlin eng Pist ugedeit, déi interessant ass an déi een émsetze kéint, wann d'Parlamenter vun de Memberstaaten, d'Kommissioun an och de Conseil d'accord wären, déi dora besteet, dass, am Fall wou een Drëttel vun den nationale Parlamenter eng Direktiv an der Substanz net matdroe kënnt, d'Kommissioun sech nees nei mat deser Initiativ beschäftege misst.

Domat kéint an der Entwécklungsphas vun Décisionen, déi ganz déif gräifender Natur sinn, och an den nationale Länner, den Impakt vun den Interesse vun den nationale Länner verstärkt ginn. Dëst ass e Beispill - anerer sinn ze fannen -, fir, ouni de Verfassungsvertrag natierlech opzebriechen, d'Europäesch Unioun méi biergero ze gestalten.

Drëttes, kruzial awer ass d'Beereitschaft, de Wëllen an de Courage ze weisen, fir dat institutionell strukturéiert Europa, dat mir brauchen, aktiv ze verdeeden. Mir brauchen et, fir eis Roll an der Welt ze spillen, fir déi sozial wéi och déi kulturell Cohésion an allen EU-Länner weiderzibréngen, fir um Plang vun der Ëmweltolitik wéi och der Sécherheetspolitik Mëttele zur Verfügung ze hunn, déi wirksam sinn. An anere Wieder, mir wëllen zu Lëtzebuerg dat politescht Europa offensiv verdeeden.

Ganz positiv ass an deem Kontext d'Position vun där neier däitscher Regierung, fir de Verfassungsvertrag net rouen ze loossen, mä, falls et néideg ass, ufank 2007 ënner hirer Présidence d'Diskussioun nei ze relancéieren.

Här President, mir wëssen all, dass fir Lëtzebuerg den Handel eppes immens Wichtiges ass, ouni deen eist Land sech ni esou gutt entwéckelt hätt. Eis wichtigst Handelspartner, an dat musse mer eis heiansdo duerch de Kapp goe loossen, sinn natierlech eis Nopeschlänner. Knapp 58% vun eisen Exporter ginn an déi Länner, respektiv 87% vun eisen Exporter ginn an déi aner Memberlänner vun der Europäescher Unioun.

Mä och d'Bedeutung vum Handel mat Drëttlänner ass selbstverständlech net ze ënnerschätzen. D'Regierung huet bei hirer Formation d'lescht Joer decidéiert, d'Responsabilitéit fir d'Handelsdossieren op zwee Ministere ze verdeelen, an zwar den Ekonomiesministère, wat déi bilateral Promotioun vun eiser Economie ugeet, an den Ausseministère fir déi international ekonomesch Bezéiungen a besonnesch och de multilaterale Volet.

De multilaterale Kader, an deem de Welthandel geregelt ass, ass d'Weltorganisatioun OMC mat hiren 148 Memberen, déi jo am Dezember, wéi mer alleguete wëssen, zu Hongkong eng nächst Conférence ministérielle am Kader vum Doha-Entwécklungsround organiséieren, deem 2001 lancéiert gouf.

Wou si mer drun haut am Doha-Round? Am Oktober dëst Joer huet

d'Europäesch Unioun duerch hiren Négociateur, de Peter Mandelson - also duerch d'Kommissioun - eng nei Offer bei der OMC presentéiert, an där mer ënner anerem virschloen, eis Douanestaxen op der Landwirtschaft erfzesetzen, wann aner grouss Länner bereet sinn, eis hir Mäert vun de Wueren an Déngschtleeschunge méi grouss opzemaachen. Mir schwätzen hei net vun den aarmen Entwécklungs-länner, mä vun aneren Industriestaten oder vun de Pays émergeants.

Dës nei Offer stellt - an dat ass wichteg - déi lescht Reform vun der PAC net a Fro. D'EU huet hir Landwirtschaft 2003 jo grëndlech reforméiert, wat absolut net einfach war. Mir hätten awer elo gären och, dass aner grouss Produzenten, un éischer Plaz d'USA, och hire landwirtschaftleche Secteur nohalte reforméieren. Leider hunn dës aner Länner eis Offer zréckgewisen a froen nach méi Accès op eise Landwirtschaftsmaart, ouni eis eppes dofir amplaz ze ginn.

Déi Approche ass fir d'Unioun net akzeptabel. Der Unioun hiert erkläertent Zil ass et, fir en équilibréiert Resultat vum Doha-Round ze errechen; dat heescht en Equilibre téschent deene verschiddene Verhandlungsberäicher - Landwirtschaft, Wueren, Services, Regeln an Entwécklung - an och en Equilibre am Landwirtschaftsberäich téschent den Exportsubventionen, interne Bähëllefen an och dem Maartzougang.

Wéinst deene groussen Divergenze wäert et leider zu Hongkong héchstwahrscheinlech net zu engem konkrete Resultat mat Zuele kommen, mä éischer wäert et eng nei Tëschenetapp vum Doha-Round ginn.

Dat heescht awer och net, dass d'Unioun vun hiren Ambitiounen fir de Round ofréckelt. D'Zil vun der EU ass et nach ëmmer, fir den Doha-Round géint dem Enn vun nächste Joer ofzeschléissen.

Fir eis gëtt et net vill valabel Alternativen zum Doha-Round. Wann de Round zu näischt féiere géif, géifen d'Länner wahrscheinlech eng Hällewull vu bilateralen Ofkommens ofschléissen an héchstwahrscheinlech géifen dann d'Interessen - oder méi wéi sécher géifen dann d'Interesse vun deenen äermsten an deene klengste Länner op der Streck bleiwen, well esou Diskussiounen natierlech kaum no de Regele vum Konsens vun der OMC géife geféiert ginn.

Wéi den Numm Doha Development Agenda et seet, sollen d'Entwécklungs-länner am meeschte vun deem Round profitéieren. Dofir huet Lëtzebuerg sech ëmmer agesat. Den Doha-Round kéint dozou bädroen, dass Milliounen vu Leit aus der Aarmut erauskommen an esou de Millenniumsziler méi no kommen. Wann Afrika säin Undeel um Welthandel kéint ëm 1% an d'Luucht setzen - 1% nëmme! -, géif dat ongeféiert e Plus vu 70 Milliarden Dollar fir dese Kontinent bedeuten.

Dofir hoffen ech, dass et zu Hongkong ee Paquet mat konkrete Mesurë fir d'Entwécklungs-länner gëtt. D'Kommissioun an all d'EU-Memberstate schaffen am Moment nach ganz haart dorunner. Esou ee Paquet misst ënner anerem virgesinn, dass all Industrielänner hir Mäert fir d'Exporteur aus deenen äermsten Entwécklungs-länner, deene sou genannte Pays les moins avancés, opmaachen, esou wéi d'EU dat scho méi laang mat der Initiative „Everything but arms“ gemaach huet.

Ausserdeem misst esou ee Paquet eng Verstärkung vun der technischer Ënnerstützung fir d'Entwécklungs-länner virgesinn, eng séier Léisung fir déi gravéierend Problemer vun de westafrikanesche Köttingproduzenten an och eng definitiv Léisung fir den Accès ze erliichteren zu de Génériques, fir géint den Aids ze kämpfen.



Ech wëll an deem Kontext och soen, dass ech mech freeën iwwert déi gutt Zesummenarbecht, déi mer mat der Chamber hei op deem ganz, ganz wichtege Dossier bis ewell haten. An ech sinn och besonnesch fro doriwwer, dass zwee vun den Deputéierte mat op Hongkong ginn.

Wéi scho gesot, ass d'Verdeedegung vun eise Wirtschaftsinteressen eng „joint venture“ ginn. Am bilaterale Beräich bréngen eis Wirtschaftsministère gradessou wéi den Ausseministère hir spezifesch Vaeur ajoutée zesumme, fir der Lëtzebuergger Ekonomie déi beschtméiglech Ënnerstëtzung ze ginn.

Dës Ënnerstëtzung ass e wichtege Deel vun eiser Diplomatie. Duerch säin diplomateschen a konsularesche Réseau huet den Ausseministère e wichtegt Instrument, fir eisen Entrepreneuren ze assistéieren. Zesumme mat dem Wirtschaftsministère maachen eis Ambassaden, eis Konsulen an eis Bureaux de promotion vum Standuert Lëtzebuerg gutt Aarbecht. Si hëllefen eisen Entrepreneuren och, nei Kontakter ze knäppen, a stinn hinne mat Rot a mat Dot zur Säit.

Wirtschaftsmissiounen, déi gemeinsam organiséiert sinn, bleiwen och e wichtegt Instrument am Déngscht vun eiser Ekonomie. Dat huet een zum Beispill gutt bei der rezenten Missioun an d'arabesch Emirater an a Jordanien gesinn, un där méi wéi 60 Firms bedeelegt waren. Och am Kader vu Statsvisité gi Wirtschaftsdelegatiounen ëmmer méi agebonnen. Dat war elo kierzlech de Fall an der Slowakei an och a Bulgarien. Eis Betriber profitéieren op esou Visité vum offiziellen Encadrement, deen hir Kontakter dann erliichtert.

D'Lëtzebuergger Wirtschaft interesséiert sech natierlech och fir d'grouss Mäert vun den „économies émergentes“. Och do muss mer dofir surgen, dass mer present sinn, well et ass wichteg, dass eisen Aussenhandel sech méi diversifizéiert, fir vun der héijer Croissance an deene Länner ze profitéieren an doduerch och manner verletzlech fir eventuell Krise bei eisen traditionelle Partner ze sinn. Duerfir gëtt d'nächst Joer eis Representatioun a China duerch en neit Generalkonsulat zu Schanghai ausgebaut, dat virun allem eise Klengen a mëttlere Betriber soll hëllefen, a China Fouss ze faassen, wat wéi Der wësst jo beileiwen net einfach ass.

De Réseau vun eisen Ambassaden an der Welt erlaabt et, eis Interessen ze verdeedegen. D'Ambassadé sinn Instrumenter vun eiser Aussepolitik, um bilaterale wéi um multilaterale Plang.

Bilateral Ambassaden an den EU-Memberstate si méi wéi jee indispensable. D'Ministère gesinn hir Kollege jo regelméisseg op Conseilen an anere Réuniounen an Europa, mä dat heescht net, dass et nach ëmmer méiglech ass, zu 25 oder 27 enk Kontakter mat jiddferengem ze halen.

Or, eng national Positioun erkläert sech ëmmer duerch national Begebenheeten. Et ass duerfir wichteg ze verstoen, wat an engem Land politesch a wirtschaftlech lass ass, wou d'Prioritéit sinn. Déi Informatiounen, déi mir vun eisen Ambassadé kréien, ginn eis e bessert Verständnis vun de Realitéiten an deene Länner a vun de politesche Konditiounen, déi eng Décisioun beaflossen.

Et ass méi einfach mat eisen Nopeschlänner, mat deene mir scho méi laang zesummeschaffen, wéi mat deenen, déi geographesch wäit vun eis ewech sinn an déi elo eréischt viru kuerzem der Europäescher Unioun bäigetruede sinn. Mä och d'Relatiounen mat eisen traditionelle Frënn muss gefleegt ginn.

D'Zesummenarbecht mat eise belschen Noperen huet sech dëst Joer erëm dynamiséiert. Nom Sommet am Juli zu Lëtzebuerg gesinn

déi zwou Regierungen sech erëm muer, den 30. November, zu Bréssel, fir iwwer gemeinsam Projete ze schwätzen. D'UEBL ass fir Lëtzebuerg méi wéi just e Kader gi fir eis bilaterale Wirtschaftsrelatiounen oder den Handel mat Drëttlänner. Eng ganz Rei vun neie Felder hu sech opgemaach, déi et eis erlaben, um europäesche Plang mei enk zesummeschaffen.

De Benelux gëtt nach ëmmer als e Laboratoire fir d'europäesch Integratioun ugesinn. 2006 wäert Lëtzebuerg erëm am éischte Semester d'Présidence iwwerhuelen, an engem Moment, wou déi dräi Regierungen sech zesumme Gedanke maache mussen wéi et mat der Kooperatioun no 2010 hei weidergeet, wann de jëtzege Vertrag ofleef. Mir gesinn nach ëmmer fir de Benelux eng Daseinsberechtigung. Zu dräi kënnen mer dacks méi wäit goen. An engem vergréisserten Europa hu mir all Intérêt, den enke Krees vum Benelux ze préservéieren. Dëst och wa mer alt emol ënnert de Beneluxlänner, wéi mer wëssen, punktuell verschidden Approchen entwéckelen.

Mä mir mussen och kucken, wou mir nei Frëndschaften opbaue kënnen. An engem Europa mat elo iwwer 25 Memberstate ass et méi wéi jee wichteg, Allianzen ze sichen. Nei Allianzen mat Länner, déi vläicht net eis direkt Nopere sinn, mä déi awer op darselwechter Linn si wéi mir op ganz spezifesch Dossier. Wéi scho gesot huet eis lescht Présidence eis eng grouss Crédibilitéit ginn, an als Membre fondateur vun der Unioun gëtt eis och eng gewëssen Expérience unerkannt. Mir mussen dat notzen, fir eis Positioun an engem vergréisserten Europa ze verstärken.

Mir kënnen leider net an alle 25 Memberstate duerch eng Ambassade representéiert sinn. Duerfir huet Lëtzebuerg „regional“ Ambassadé mat multiplen Accréditiounen, déi et erlaben, bal all eis Partner ofzedecken. De leschte Posten, dee mir opgemaach hunn, ass zu Warschau, a Polen, deem gréisste vun den neie Memberstate. Et ass grad wichteg, dass mer elo an Zentraleuropa present sinn, fir nei politesch a kommerziell Relatiounen opzebauen. Mir hoffen, dass et an der Zukunft och nach méiglech ass, weider Posten an där Regioun mëttelfristeg opzemaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, laut dem Koalitionsvertrag vun dieser Regierung dréit den Ausseminister d'Veantwortung fir de gudden Empfang vun europäesche Beamten a fir d'Gebai-lechkeete vun den EU-Institutiounen an hire Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg hire Sëtz hunn. Dëst ass eng grouss Erausforderung, där mer mussen gewuesen sinn, well d'Virdeeler fir de Standuert Lëtzebuerg ganz grouss sinn. Dës Virdeeler sinn net nëmme wirtschaftlecher Natur. Et geet hei ëm net manner an net méi wéi ëm den internationale Prestige an d'Visibilitéit vun onsem Land. Duerfir bleift eng nohaltig Sëtzpolitik, déi och de kommende Erweiterunge vun der EU Rechnung dréit, e ganz wichtegt Element vun eiser Aussepolitik.

D'Erweiterung vun der Europäescher Unioun bitt net nëmme nei Chancen, mä bréngt och eng Erweiterung vun onse Flichte mat sech. Mir hu Flichte géigeniwwer der Unioun, de Memberstate an deene Leit, déi hei bei eis liewen a schaffen. Mir huelen dës Aufgaben absolut eescht. De Kierchbierg, d'Symbol vun der europäescher Presenz hei, bleift an engem groussen Émbau.

Eng ganz Rei vu Projete sinn nach amgang realiséiert ze ginn, fir dass déi 9.600 aktuell souwéi och déi zukünftige europäesch Fonctionnaire mat hire Familljen esou gutt wéi méiglech hei integréiert sinn an och agréabel Aarbechts-, Schoul- a Wunnkonditiounen gebuede kréien.

Den interministerielle Koordinatiounscomité fir de Sëtz vun den EU-Institutiounen, deen ënner menger Verantwortung ass an dee vum Generalsekretär vum Ausseministère geleet gëtt, huet sech och am leschte Joer mat vill Zäit an Energie duerfir agesat, dass mer eng proaktiv an accueillant Sëtzpolitik garantéieren. D'Virbereedung, d'Koordinatioun an de Suiwi vu ganz wichtege Immobilienprojete sinn an deem Kader geléist ginn, a vill Erausforderunge stelle sech nach an noer Zukunft. Ech muss do un all déi Administratiounen e grouse Merci soen, déi eis hëllefen, eisen Obligatiounen nozekommen.

Ech denken zum Beispill un eis Pflicht fir dem europäesche Ministerrot esou séier wéi méiglech e moderne Konferenzzentrum fir seng Aarbechtssëtzungen ze bidden, un d'Vergréisserung vun dem prestigeträchtige Europäesche Gerichtshaff, un déi zweet Europäesche Schoul, un d'Extensioune vum Rechnungshaff a vun der Europäescher Investitiounsbank oder un den neie Sëtz vum Generalsekretariat vum Europaparlament.

Virun e puer Deeg huet de Regierungrot de Prinzip vun enger neier Aart vun Zesummenarbecht mam Europaparlament ugeholl, an net méi spët wéi muer wäert de Büro vum Europaparlament dat och maachen. Mat deem Accord hoffe mer, dass all Servicer vum Europaparlament bis 2010 an engem eenzege Gebai ënnerbruecht sinn.

E Regruppement vun alle Servicer vun der Kommissioun hei zu Lëtzebuerg an engem Ersatzgebai fir de Jean Monnet - deem seng Alterserscheinunge jo eigentlech net ze verkenne sinn - ass e weidert Zil vun deem Koordinatiounscomité.

De Centre de Traduction, deem seng Servicer duerch déi vill nei Sproochen an der EU aus allen Néit platzen, ass op der Sich no engem definitive Sëtz hei zu Lëtzebuerg. Den neien Hémicycle geet net méi duer.

Den 1. Oktober ass eng nei europäesch Gerichtsinstantz hei zu Lëtzebuerg, wéi mer wëssen, ageriicht ginn: déi vun der europäescher Fonction publique.

Iwwert déi grouss Bauprojekte fir d'EU-Institutiounen eraus bleiwen ech a meng enkste Mataarbechter a permanentem Kontakt mat de Servicer vun der Kommissioun an dem Europaparlament, mat den europäesche Gewerkschaften an de Verwaltungschefe vun den Institutiounen, fir op Basis vun den historesch relevanten Décisiounen an der Sëtzfro déi quantitativ a qualitativ Presenz vun den EU-Organer hei zu Lëtzebuerg ze stäerken.

Mir hunn elo eng ganz Rei Projete fir d'europäesch Institutiounen zu Lëtzebuerg. D'Erausforderunge si grouss, a mir huele se ganz eescht. De Minister vun den öffentliche Bauten, de Claude Wiseler, an ech selwer wëllen an Zukunft nach méi intensiv mat de relevante Kommissiounen vun der Chamber kooperéieren, fir d'Promotioun vum Lëtzebuergger Siège ze maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Présidence gouf eis d'Geleeënheet fir weider un der europäescher Eenegungsgeschicht matzeschreien. Eng Erausforderung, déi mer am Sënn vun der europäescher Konstruktivitéit, mä och am Sënn vu Lëtzebuerg opgegraff hunn.

D'Présidence gouf eis awer och d'Geleeënheet fir am Sënn vum UNO-Generalsekretär Kofi Annan senger Maxime «Il n'y a pas de sécurité sans développement, il n'y a pas de développement sans sécurité, et il ne peut y avoir ni sécurité, ni développement si les droits de l'Homme ne sont pas respectés»

ze handelen. Et ass dat eng Maxime, déi d'Lëtzebuergger Aussepolitik wäert iwwert dës Présidence eraus guidéieren.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Ausseminister. D'Debatt iwwert d'Deklaratioun vum Ausseminister Jean Asselborn féiere mer muer de Mëtteg um hallwer dräi.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Déi éischt Fro haut de Mëtteg ass déi vun der Madame Marie-Thérèse Gantenbein iwwer eng eventuell Evaluatioun vun der Education précoce an iwwert den Ufank vun der Obligation scolaire vu Kanner, déi d'Education précoce besicht hunn. Dës Fro ass adresséiert un d'Madame Minister vun der Education nationale an der Formation professionnelle. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

### 3. Heure de questions au Gouvernement

**- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle**

**Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Häre, 1999 ass d'Education précoce hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn, an haut bidden 111 Gemengen d'Education précoce un. Déi fënnf oder sechs restlech Gemenge sinn dobäi se ze plange respektiv se ze bauen.

Bei der Aféierung war deemools an d'A gefaasst gi vun der deemoleger Ministesch, no enger Partie Joren eng Evaluatioun ze maachen. Duerfir meng éischt Fro: Ass dru geduecht ginn oder gëtt dru geduecht, esou eng Evaluatioun duerchzuféieren?

Och wann de Précoce net obligatoresch ass, wier et awer interessant a ganz besonnesch wichteg ze wëssen, ob déi zwee grouss Objektiv erreecht gi sinn, oder in etwa erreecht gi sinn, dat heescht d'Erléiere vun der lëtzebuergescher Sprooch an och d'Ausdrockswies an d'Ausdrocksméiglechkeeten - sougutt vun den Netlëtzebuergger wéi vun de Lëtzebuergger Kanner - an dann zweetens d'Sozialisatioun?

Zu menger zweeter Fro: Munch Kanner kommen opgrond vun hirem Gebuertsdatum eréischt am zweete respektiv am drëtten Trimester an de Précoce a maachen da fënnf oder véier Trimestere Précoce an duerno nach zwee Joer Précolaire.

Duerfir déi zweet Fro, méi genee: Ass dru geduecht ginn, fir d'Durée eventuell ze iwwerdenken, well dräi plus zwee Trimestere Précolaire vis-à-vis vu sechs Joer Primär vläicht e wéineg vill ass?

Déi drëtt Fro: De Prinzip vun der Admission anticipée stellen ech a Fro, esou wéi se elo méiglech ass an och gehandhaabt gëtt. Dat heescht vun der zoustänneger nationaler Kommissioun gëtt et oft verworfen an da vun der Ministesch autoriséiert. Duerfir, de Prinzip vun der Admission anticipée...

**M. le Président.** - Madame Gantenbein, Dir musst elo zum Schluss kommen.

**Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV).** - Ech si beim leschte Saz. Här President.

Duerfir, mussen d'Admission anticipée an d'Durée vum Précolaire net iwwerduecht ginn? Dat heescht, ass den Zäitpunkt vun der Aschoulung net méi flexibel ze gestalten fir déi Kanner, déi ver-spillen, mä och fir déi Kanner, déi an hiren Entwécklung méi wäit fortgeschratt sinn?

**M. le Président.** - Merci, Madame Gantenbein. D'Wuert huet elo d'Ministesch vun der nationaler Erziehung an der Formation professionnelle, d'Madame Delvaux.

**Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech probéiere meng Zäit ze respektéieren, mä et gëtt net einfach.

**(Hilarité)**

Zur éischter Fro iwwert de Précoce: De Moment gëtt keng Evaluatioun gemaach, an et ass eigentlech och elo de Moment keng geplangt, iwwert d'Effet vum der Introduction vum Précoce.

Wat mer hunn, sinn déi Chifferen iwwert d'Fréquentatioun. Mir wëssen, dass d'lescht Joer 65% vun deene Kanner, déi hätte kënnen an de Précoce goen, dragaange sinn - dat heescht 34% sinn net dragaangen.

A wat eng Evaluatioun och schwéier mécht, dat ass, dass d'Kanner ganz ënnerschiddlech Plagé kënnen besichen. Dat heescht, vun deene Kanner, déi an de Précoce ginn, also vun deene 65%, sinn et 41%, déi véier hallef Deeg an de Précoce ginn, an et sinn nëmme 10%, déi déi aacht Plagen ausnotzen.

Duerfir muss ech éierlech soen, dass et ganz schwéier ass de Moment, eng richteg Evaluatioun doriwwer ze maachen, wat de Précoce bréngt, soulaang mer esou grouss Ënnerscheeder hunn an der Fréquentatioun vum Précoce. Mä näischt verhënnert, dass mer iwwer en Instrument nodenken.

Dat Zweet, wat ee soe muss, dat ass, dass eigentlech gesot ginn ass, et soll ee Lëtzebuergesch léieren a sech ausdrécke kënnen, mä dass mir eigentlech néierens preziséiert hunn, wat dat da genau heescht, Lëtzebuergesch ze kënnen fir e Kand vun Précoce. Mir sinn amgang un där Aarbecht ze schaffen an eis déi Fro ze beäntwerten, wat d'Kompetenzen a Sproochen sinn, am Fall vun Lëtzebuergesch, déi ee muss beherrsche mat véier Joer. Dat wësse mer eigentlech net esou genau!

Ech weess just aus de Gespréicher um Terrain souwuel mat den Inspektoren wéi mat den Enseignanten, dass mer do immens Ënnerscheeder hunn, esou dass mer eis missen emol fir d'éischt d'Instrumenter ginn, fir dat ze evaluéieren, mä ech mengen et ass eng gutt Iddi.

Ech wëll just zur Informatioun soen, dass wuel eng Enquête gemaach ginn ass, iwwer e Questionnaire bei den Enseignanten, iwwer hiren Degré de satisfaction. Dat war eng Demande vun der AIP, also der Associatioun vun de Spillschoulsjofferen. Déi Enquête ass 2004 gemaach ginn, an do ass erauskomm, dass 95% vun den Intervenanten am Précoce zefridde sinn. Also, Haptsaach, d'Enseignanté sinn zefridden am Précoce.

**(Hilarité)**

Déi zweet Fro, déi gestallt ginn ass, dat ass déi iwwert d'Aschoulung: Wéini sollen d'Kanner ageschoult ginn? Mir hunn eng ganz grouss Flexibilitéit am Précoce, well en och net obligatoresch ass. Entweder et gëtt een am Ufank vum Schouljoer oder am Ufank vum Trimester ugeholl, oder et si souguer Gemengen, déi erlaben, dass een, wann ee seng dräi Joer kritt, kann



ageschoult ginn. Dat ass also ganz ënnerschiddlech, an doduerch kënn et effektiv vir, dass d'Kanner laang an de Précoce ginn.

De Moment hu mer keng Admission anticipée an d'Spillschoul. Mir hunn eng anticipée, mä ganz schwierig, an d'éischt Schouljoer. Am Kader vun deem Gesetz vun 1912 sollte mer dat seriö eng kéier iwwerkucken.

Ech stelle mer och vir, dass mer aus dem Précolaire an dem Précoce ee Cycle maachen, dee méi eng grouss Flexibilitéit erlaabt, fir dass de Passage vun de Kanner méi flexibel gétt. Ech mengen, dass mer eis déi Instrumenter solle ginn, fir de Kanner gerecht ze ginn an hirer Entwécklung, an net nëmme dem Alter no, well déi eng Kanner si vill méi précoco, an aner si méi lues. Ech mengen, dass mer eis, wa mer wëllen op d'Kanner agoen, déi Flexibilitéit och am Précoce an am Précolaire solle ginn.

Merci, Här President.

**M. le Président.** - Merci, Madame Minister. Déi nächst Fro ass eng vun honorabelen Här Claude Meisch iwwert de Chômage hei zu Lëtzebuerg, eng Fro, déi sech un den Aarbechtsminister adresséiert. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi**

**M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage klëmmt vu Mount zu Mount. Mir héieren oft déiselwecht Explikatiounen doriwier; et ass regelméisseg och Thema hei am Haus. Elo hu mer awer festgestallt, dass den Aarbechtsminister eng Rei vu Propositione gemaach huet, déi eis net onbedéngt direkt Satisfaktioun ginn a wou mer eng Rei vun Opklärungen awer gären hätten, wat konkret do gemengt ass.

De Minister François Biltgen huet selwer gesot, hie géif sech perséinlech engagéieren, fir dass vun deem Instrument vun de Stages d'insertion méi soll Gebrauch gemaach ginn, dass privat Patronen nach verstärkt op déi do Mesure sollen zréckgräifen. Eis géing interesséieren, wéi konkret de Minister do gedenkt virzegoen.

Da soll och anscheinend virgesinn, an Zukunft Kontrakter ze maachen tëscht deene Leit, déi op der Sich sinn no enger Aarbecht, an der Administration de l'Emploi, e Kontrakt, dat heescht en Engagement vun zwou Säiten.

Wat ass deen Engagement, deen do d'ADEM ageet? Wat ass awer och den Engagement, dee vun dem Demandeur d'emploi verlaangt gétt?

An dann ass jo och virgesinn, oder d'Ambitioun vun Minister, fir d'Dépenses, déi momentan iwwert de Fonds pour l'Emploi lafen, ze reduzéieren. Wéi gedenkt hien dat ze maachen?

An dann huet een eng ganz Rei vu Kritiken, notament am Laf vun deene leschte Wochen oder am Laf vun där leschter Woch, héieren iwwert d'ITM. Et ass notament eng Gewerkschaft, vun där och de Generalsekretär ee vun eise Membere hei an der Chamber ass, déi sech ganz heftig iwwert de Fonctionnement vun der ITM ogereegt huet an do eigentlech och dem Minister d'Responsabilitéit zougespillt huet.

Eis géing interesséieren, ob den Aarbechtsminister dat och sou d'selwecht géing gesi wéi déi Gewerkschaft, déi do Kritik geübt huet, a wat hien, wann dat esou ass, gedenkt ze maachen.

Dann ass och aus der Gewerkschaftsseen gefrot ginn, fir eigentlech d'Aarbechtsrecht nach ze verschäerfen, nach méi komplizéiert

ze maachen an nach méi Sécherheet fir deen, deen eng Aarbecht huet, anzubauen.

Eis géing interesséieren, ob och dat gläichzäitig d'Iwwerleeunge vun Minister sinn, ob hien do déi Iwwerleeungen deelt, oder ob hien eng aner Pist an där doter Fro wëll verfollegen.

**M. le Président.** - Merci, Här Meisch. Dee fir Aarbecht a Beschäftegung zoustännige Minister, den Här François Biltgen, huet d'Wuert.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Jo, Merci, Här President. Just als Virbemierkung, et ass ganz schwierig a véier Minutten alles ze soen, duerfir wëll ech nach eng kéier op mäin Angebot zréckkommen, fir regelméisseg hei gréisser Debatten ze féieren, wou ee méi an den Detail goe kann. Ech wëll och drun erënneren, dass ech déi dote Saachen awer all d'lescht Woch an enger Chamberskommissioun durgeluecht hunn. Ech versichen dann esou kuerz wéi méiglech, awer prezis trotzdeem, op d'Froen ze äntwerten.

Bei de Stages d'insertion ass et esou, dass ech do op d'Betriber waarden. Si hunn an der leschter Tripartite gesot, si wiere bereet erméi op déi Stages d'insertion zréckzegräifen. Dir wësst, dass eng Diskussioun am Raum steet am Kader vun nationale Reformprogramm, wou et de Wonsch ass, och vun de Betriber, fir e sou genannte Salaire social minimum de formation ze kréien, wou d'Betriber dovunner ausginn, dass de Stat soll 40% vun Käschtepunkt iwwerhuelen an d'Betriber 60%. D'Betriber hätten och gär, dass d'Clauses d'essai bei de Kontrakter ausgeweit ginn.

Et ass opgrond vun där Diskussioun, wou ech elo schonn zënter Wochen drop hiweisen, dass mer d'Possibilitéit hu vun Stage d'insertion, deen zwee Avantagé fir de Betrib huet: Nämlech de Betrib kritt 50% rembourséiert vun Fonds pour l'Emploi, also méi wéi dat, wat bei där neier Formule vun de Betriber erwaart gétt, an deen dote Stage zielt net als Clause d'essai, dat heescht, dat ass wierklech eng Period vun zwielef Méint, wou de betreffenden Demandeur d'emploi ka gecheckt ginn.

Mir hu ganz gutt Erfahrung mat deene Stages d'insertion gemaach, well mer feststellen, dass 70% vun deene jonke Leit, déi e Stage d'insertion oder d'initiation maachen, agefallt ginn. Et gétt och nach de Stage de réinsertion, dat ass fir déi Eeler, déi iwwer 30 Joer. Do ass den Taux net grad esou gutt wéi bei deene Jonken, wou den Taux bei 70% läit. Dat ass eigentlech déi effikasste Moosnam. Duerfir war ech frou, dass d'Patronat virgeschloen huet, dorobber zréckzegräifen. Ech waarden elo op Initiative respektiv sinn och an deene leschte Wochen net midd ginn, wéi och virduer - heiansdo hutt Der et och an der Zeitung gesinn -, fir och op all Plazen ze goen, wou ech mat Betribschefen a Verbindung kommen, fir och do Betrib fir Betrib eenzel ze soen: Dir musst dat maachen!

Dat eent ass en Engagement vun der Union des Entreprises luxembourgeoises, fir ze soen, mir maachen dat, mä da muss nach ëmmer den eenzelne Betrib op d'ADEM duergoen a mat der ADEM eens ginn, fir esou Leit anzustellen. Dat wäert ech op alle Fall maachen, well ech e bësselchen enttäuscht sinn, dass d'Zuel vun de Stages d'insertion an där leschter Zäit erofgaang ass; mir hunn der elo manner wéi 200. Dat geet eis visiblement net duer, well mer mengen, dass dat eng vun eise beschte Mesuren ass.

De Kontrakt zwéischent der ADEM an dem Demandeur d'emploi, virun allem engem Demandeur d'emploi, deen net direkt eng Schaff féint -

et geet méi em deen, well et si Leit, déi fannen och direkt eng Schaff, do muss een net nach laang Moosname maachen -, wourëm geet et mer bei deem Kontrakt?

Et geet mer do däitlech drëm, fir deen een an deen aneren ze responsabiliséieren, well jo ee vun deene Problemer, déi ech hunn, notament bei den CATe beim Stat - wou Der awer e Projet de loi deemnächst dierft diskutéieren, wann d'Avisen all do sinn, fir dat besser an de Grëff ze kréien - deen ass, dass d'Leit heiansdo esou placéiert ginn an da gi se vun enger Mesure an déi aner an et kënn herno awer näischt dobäi eraus. Ech gesinn dauernd Parcoursé vu jonke Leit, déi bis zum Alter vun 30 Joer vu Mesure zu Mesure ginn. Da mat 30 Joer si se net méi jonk, da si se Laangzäitçhèmeur. Dat kann et net sinn!

Duerfir hätt ech gär, dass mer iwwert dee Kontrakt d'ADEM forcéieren, engersäits, well si muss och Flichten do kréien, fir engem Demandeur d'emploi e Parcours d'insertion virzeschloen, fir net ze soen: Du gees elo an dës Mesure oder an déi Mesure, mä ze soen: Hei sinn deng Kompetenzen, hei feelt der nach eppes, dat kanns de kréien doduerch, dass de iergendwou schaffe gees respektiv dass de an eng Formation gees, an duerno hu mer d'Méiglechkeet, dech an dee Secteur, op déi Plazen hinze kréien. Dat bedeit allerdéngs och, an dat ass e Problem, dee mer bemierken, dass den Demandeur d'emploi net därer passiv waarden, bis dass d'ADEM him eng Schaff sicht, mä muss mathélefen u sech ze schaffen a selwer Efforten ze maachen, fir eng Schaff ze fannen.

Dann, wat de Käschtepunkt vun Fonds pour l'Emploi ubelaangt, ginn ech net midd dat ze soen, wat ech elo schonn e puermol gesot hunn: Also wa mer géife mat deem Effort, deen d'Betriber ugekënnegt hunn, 1.000 Leit direkt aus dem Chômage op eng Aarbechtsplaz kréien, da géifen déi Käschte massiv falen. Duerfir bleiwen ech dobäi, dass et eis muss drëm goen, fir Leit op eng Schaff ze kréien, a wa mer d'Leit op eng Schaff kréien, dann ergi sech déi aner Saache vun selwen.

Dann zu der... Dierf ech nach, Här President?

**M. le Président.** - Da kuerz, Här Minister.

**M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi.** - Gutt.

Wat d'Gewerbeinspektioun ubelaangt, ass jiddferree fräi, dat ze mengen, wat hie mengt. Ech hunn als Aarbechtsminister d'Aufgab fir déi Inspektioun ze reforméieren, well ech der Meenung sinn, dass se, wéi se elo ass - déi lescht Reform datéiert vu '74 -, einfach net méi der Zäit ugepasst ass. Ech hunn duerfir selwer de BIT gefrot, fir en Audit ze maachen. Deen ass komm. Mir sinn amgaang deen ëmzesetzen. De Statsrot huet zu deem Pak vu véier Projeten, déi mer délivréiert hunn, elo virun zwou Wochen säi leschten Avis ofginn. Mir schaffen dat duerch a mir wäerten also do esou séier wéi méiglech mat neien Amendementsvorschléi kommen zu deene véier Gesetze, well ouni Reform kréie mer dat net, wat ech gär hätt.

Zugläch wëll ech och e Projet de règlement grand-ducal aféieren, deen ech awer och der zoustänniger Chamberskommissioun wäert virstellen an deen ech mat de Sozialpartner amgaang sinn auszeschaffen, fir ze kucke wéi den interner Fonctionnement vun der Gewerbeinspektioun och kann där Reform vun BIT ugepasst ginn.

**M. le Président.** - Merci,...

(Hilarité)

Ech hat gemengt, Dir wäert fäerdeg.

Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zu der nächster Fro, dat ass déi vun honorabelen Här Angel iwwert d'Reorganisatioun vun Centre socioéducatif zu Dräibur respektiv iwwert d'Aarbechten un der Unité spéciale de sécurité. Eng Fro, déi sech un d'Madame Jacobs, Minister fir Famill an Integratioun, riicht. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreibern et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration**

**M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Juni 2004 ass hei am Haus jo e Gesetz gestëmmt ginn iwwert d'Reorganisatioun vun Centre socioéducatif de l'État. An dësem Gesetz geet et och em d'Kreatioun an em d'Baue vun där sou genannter Unité de sécurité fir männerjähreg Jugendlecher, déi stroffälleg gi sinn. Firwat mer esou eng Unité de sécurité brauchen, brauch ech jo net méi ze erklären, well ech menge jiddferree weess, dass et net richtig ass, dass zu Lëtzebuerg nach Mannerjähreger am Prisong zu Schraasseg festgehelt ginn, wat am Fong e Prisong ass fir Erwuessener.

Säit '92 gétt also och un där Iddi hei geschafft. Am Mee 2000 ass och eng Motioun hei an der Chamber unanime ugeholl ginn an am Juni 2004, wéi gesot, d'Gesetz. Ech hat och d'lescht Joer am Februar, neen, dëst Joer nogefrot an enger Question parlementaire, wéi et mat den Travaux wier. Du krut ech geäntwert, dass Problemer do si mat der Baugenehmung, dass d'Gemeng keng Baugenehmung gétt. D'Ministesch huet mer awer och geäntwert, dass d'Regierung nach ëmmer wierklech wëllt, dass dat esou séier wéi méiglech gebaut gétt.

Elo stellt sech, wéi gesot, dee Problem mat där Baugenehmung. Déi Projeten, déi an der Gemeng agereecht gi sinn - dat ass d'Gemeng Wuermer -, sinn net konform mam PAP. Do denken ech mer, dat kann nach eng ganz laang Geschicht gi bis do ugefaang gétt mat bauen.

Meng Fro ass also éischtens: Wou ass den Dossier drun? A stëmmt et, dass de Projet, wéi am Rapport vun Ombudscomité fir Kannerrechter steet, ech zitieren: „L'Unité de sécurité est un projet urgent, disparu dans les dédales administratifs“?

Déi zweet Fro ass: De Site Dräibur war jo ganz ëmstritten, dat gesäit een am Exposé des motifs an och an der Documentation parlementaire vun 2004, dass et Pro- a Kontra-Argumenter goufen, an ee vun den Argumenter, fir et zu Dräibur ze bauen, war jo, fir dass et soll ganz séier goen. Elo stellt sech jo d'Fro mat där Baugenehmung, elo geet et jo awer net esou séier.

(Coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Här Angel.

**M. Marc Angel (LSAP).** - Soll een dann elo net awer vläicht en anere Site virgesinn, dass een déi Unité de sécurité soll trenne vun deene reschtlichen Institutione vun Dräibur, esou wéi d'Jugendriichter an de wëllen an och esou wéi den Ombudscomité fir Kannerrechter dat wëllt?

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Angel. D'Madame Marie-Josée Jacobs, Minister vun der Famill, huet d'Wuert.

**Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eigentlech eng Fro, déi sech u mech an un de Minister vun den Travaux publics riicht, mä vu dat nëmme ee vun eis zwee kann dorobber äntwerten, probéieren ech dat ze maachen - ënner senger Kontroll.

Ech géing éischtens dem Här Angel wëllen op dee leschten Deel vun senger Fro, déi näischt mat den Travaux publics an näischt Direktes mat der Famill ze dinn huet, äntwerten. Här Angel, wann Dir mer déi Gemeng bréngt an där mer d'Unité de sécurité kënnen oprichten an déi lech haut den Owend soen, hei si mer, da schwätze mer selbstverständlech doriwier. Wann dat net de Fall ass, géing ech vun dëser öffentlecher Tribün profitéieren, fir all Mënsch ze froen, wien domadder d'accord ass, fir dass déi bei hie ka kommen, fir dass déi Unitéit do kann opgeholl ginn, da sinn ech bereet, fir och nach eng kéier ze kucken, dat ze änneren.

Well ech awer ewell d'Äntwert am Virus weess, Här Angel, oder fäerten, dass ech se weess, hu mer probéiert ze kucken, op där Plaz virunzufueren. Dat ass eng Standortdiskussioun - domat hu mir jo hei zu Lëtzebuerg, besonnesch als Politiker, absolut vill Erfahrung. Dat ass anscheinend eppes, wat mir ganz gutt beherrschen. Duerfir wëll ech mech elo net ze vill laang domadder ophalen. Ech wëll soen, och dee Standuert zu Dräibur huet Avantagen, net nëmme Désavantagen. Mä, wéi gesot, dat géing hei ze wäit féieren, fir dorobber anzegoen.

Ech wëll awer soen, dass Mataarbechter vun Bauteministère d'lescht Woch an der Gemeng Wuermer mat dem Buergermeeschter e Rendez-vous haten a gekuckt hunn, fir op deen éischte Projet erm zréckzekommen, wou eng Baugenehmung dofir do war a wou de PAP an der Rei ass, also ze kucken, dass déi Aarbechten, déi elo nach solle gemaach ginn, dass dee Projet e bësselche réajustéiert gétt, dass dat da selbstverständlech an den Intérieur geet.

Am Budget vun de Bâtiments publics si fir d'nächst Joer 5.705.000 Euro virgesinn, sou dass mer denken, dass dat dann also och ka starten. Ech hoffen, dass mer dann endlech aus där misslecher Diskussioun erauskommen. Virun allem géing ech wëllen hei soen, et war de Wonsch vun deene successiv souwuel Familljeministere wéi Bauteministere wéi Justizministeren, déi ëmmer wollten, dass dat sollt virgoen. An ech kann lech soen, et ass alles anescht wéi flott, wann ee weess, dass d'Kanner am Prison sinn, a jiddferree vun eis ass darselwechter Meenung. Et geet also hei net drëm, fir deen een oder deen anere besser oder schlechter ze maachen, et geet just drëm, dass mer endlech virukommen doranner.

Merci, Här President.

**M. le Président.** - Merci, Madame Minister fir déi kuerz mä prezis Äntwert. Da wëllt den Här Camille Gira eng Fro stellen un den Innenminister «relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse». Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire**



**M. Camille Gira** (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir hate viru kuerzem e weideren Zwëschefall mam Dréckwaasser vun der SEBES. Och wann de Fong vum Problem eigentlech relativ harmlos ass, nämlech eng Verfierung vum Waasser opgrond vu Presenz vu Mangan am Waasser, sou fannen ech, dass dese weidere Virfall awer erëm eng Rei Froen opgeworf huet, déi ech da wëllt heimadder weiderginn un den Innenminister.

Éischtens wollt ech froen: Ass et richtig, dass d'SEBES all Joer mat deem Problem do konfrontéiert ass, dass, wann op der Iwwerfläch Alge sinn, se mat hirem Tour musse méi erofgoen an dann automatesch Mangan mat an d'Waasser kréien? Stëmmt et och, dass bis elo déi richteg Filteranlagen net do sinn, fir de Problem à la source ze behiewen?

Dann awer dat, wat mech virun allem interesséiert: Et hat een nämlech dat Gefill, wéi deen do Tëscheffall elo gehandelt ginn ass, dass mer net ganz vill aus deem Tëscheffall aus dem Januar geléiert hunn, nämlech, dass och hei erëm d'Informatiounen net esou richtig weidergaange sinn. Wann ech richteg informéiert sinn, sinn eng Rei Gemengen, déi dat do, dass hirt Waasser verfiert war, vu sech aus hu missen an hire Baséng feststellen, du relativ a Panik gorden, well se net esou richtig wousste wat da lass wier, an et huet dann awer erëm eng Rei Stonne gebraucht, bis jidderee wousst wat wier an dass et relativ harmlos wier.

Duerfir meng Haaptfro un lech, Här Minister: Wéi eng Léieren hu mer dann aus dem Incident vum Januar gezunn? Hu mer kloer strukturéiert Informatiounskanal instituéiert, wou besonnesch awer de groussen Distributeur SEBES soll dofir sueren, dass all d'Clientë mat Zäit gewuer gi wat lass ass, wann ee weess, dass 80% vun der Populatioun weinstens en Deel vum Waasser vun der SEBES kréien? Et sollt en Audit iwwert d'SEBES gemaach ginn: Wou ass deen drun? Wéi ass et mat Ärem Katastropheplang, deen Dir eis zwar ginn hat, mä mat deem een awer mengen ech, wann een e gekuckt huet, net konnt zefridden sinn, sou wéi deen ausgesäit? Also, wéi gesitt Dir dese weideren Incident? Wat hutt Dir ënnerholl oder wat wëllt Dir ënnerhuele wat an Äre Kompetenze steet, fir an Zukunft esou Problemer ze verhënneren?

**M. le Président.**- Merci, Här Gira. D'Wuert huet den Här Jean-Marie Halsdorf, Innenminister an zoustänneg fir den Aménagement du Territoire.

**M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Damen an Dir Hären, den Här Gira schwätzt hei vun engem Tëscheffall, wat dës Waasser-Verfierung ugeet. Ech géif éischter soen, et war e bedenkenlose Phenomeen, dee sech do gemaach huet, well et ass esou - wéi Dir an de Raum gestallt hutt -, dass sech déi Coloratioun all Joer op eng gewëssen Aart a Weis mécht, an zwar wann de Wanter kënnt, da ginn déi kal Waassermassen erof an déi waarm Waassermasse kommen erop, an doduerch kënnt Mangan an d'Waasser, Mangan, wat en Oligoelement ass, wat e Spurenelement ass, wat näischt Geféierlech ass, an do kënne bis 300 Mikrogramm am Waasser sinn.

Hei sinn 31 Mikrogramm gemooss ginn zu Nidderaanwen - dat ass déi éischt Ausso. Dat heescht also, d'Stad Lëtzebuerg war vun deem Phenomeen betraff, well an deem Bac do ass dat fonnt ginn. Et ass och esou, dass een déi Verfierung quer net ka gesinn. Déi Verfierung kann een nëmme gesinn, wann een e grousse Volume Waasser huet, zum Beispill wann een eng Waasserkolonn hätt vu

fënnf Meter, da gesäit een déi Coloratioun. Soit, et gesäit ee se net, also et ass wierklech eppes wat onbedenklech ass.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass, och wann onbedenklech Saache geschéien, ob een doruwer muss weider informéieren. Wann zum Beispill de pH-Wäert vum Waasser elo ëm 0,2 Unitéite wiesselt: Muss dat jidderee gesot kréien? Wann d'Chloratioun gemaach ginn an et ass eng Norm festgeluecht an déi geet een Dag ëm 5% driwwer: Muss een dat matdeelen? Wann elo zum Beispill d'Filteren, déi elo gewieselt ginn am Wanter, wéi dat all Joer gemaach gëtt, an do musse mer dëst Joer méi Grundwaasser huelen, well et net esou vill gereent huet, doduerch geet den Härtegrad vum Waasser an d'Luucht, an do sinn och d'Waasserliwweranten informéiert ginn: Muss een dat en grande information maachen? Déi Fro stellen ech mer och, ob dat wierklech derwäert ass.

Richtig ass, an dat wëll ech hei kloer an daitlech soen, d'SEBES huet all d'Waasserliwweranten an deem heite Fall informéiert, also d'Stad Lëtzebuerg, d'SES, de Waassersyndikat vum Süden an d'Waasserwirtschaftsamt ass informéiert ginn, dat heescht also, dat huet wonnerbar geklappt.

Et huet allzäit besser geklappt wéi dat, wat ech zum Beispill haut an der Zeitung zoufälleg gesinn hunn, wat de Règlement grand-ducal ugeet iwwert d'Dréckwaasser an de Gemengen. Do hu mer jo festgestallt, dass deen Audit - Dir hutt jo den Audit ugeschwat vun der SEBES -, deen d'Gemenge musse maache vun hire Waassersseauen, just vu véier vun deenen 116 Gemengen, an zwar dräi aus dem Süden: Esch, Monnerech an Diddeleng, an eng aus dem Zentrum, vum Jempi Klein senger Gemeng, d'Gemeng Steesel, gemaach ginn ass.

All déi aner Gemengen hunn zum Beispill net déi Moosname geholl, déi virgesi sinn an deem Règlement grand-ducal, fir eben ze kucken, wéi d'Waasseranlage si fir d'Dréckwaasser an de Gemengen. Do hoffen ech elo, dass an deenen nächste Méint déi Rapporten do erakommen, well dat ass och eng *conditio sine qua non* fir gutt qualitativ Waasser ze kréien.

Dat ass jo dat, wat mer alleguer gär hätten. Mir hätte gär héich qualitativ Waasser, an dat kënne mer nëmme kréie wann d'Liwweranten, d'SEBES an all déi aner an d'Gemengen hir Hausaufgabe maachen. Duerfir ass et och gutt, dass sech elo dorobber focaliséiert gëtt an dass och déi Diskussioun geouert ginn.

Déi Oplagen, déi mer iwwert d'Wasserrahmenrichtlinie kréien, musse mer ëmsetzen an deemnächst wäerten déi och an der Chamber hei déposéiert ginn, sou dass mer hei iwwert dee ganze Beräich an enger Interpellatioun, déi den Här Calmes gefrot huet, an déi ech och gär unhuelen, déi ganz Diskussioun iwwert d'Waasser wäerte féieren.

Mä dat heite soll een net alles an een Dëppe geheien. Hei huet d'SEBES hir Hausaufgab gutt gemaach, a mir hunn och aus deem geléiert, wat am Ufank vum Joer geschitt ass. Dat war éischter en Incident, och wann et e mineurë war, dat hei war sécherlech keen. Do hu mer geléiert, dass mer Moyenen hu fir zum Beispill mat SMSen déi eenzel Leit an de Gemengen ze informéieren.

Ech wëll lech awer do matdeelen, dass mer och elo mussen ofwaarde bis déi nei Gemengeréit oder déi nei Schäfferéit stinn. Ech muss lech och matdeelen, dass verschidde Gemengen eis nach keng Persoun uginn hunn, déi am Fong geholl errechbar ass. Also et ass nach e gewëssen, wéi géif ech dat soen, eng gewëssen Evolutioun do dran, mä de Wëllen

ass do, fir Neel mat Käpp ze maachen. De Wëllen ass och do, fir dee Katastropheplang, deen och schonn an der leschter Zäit e puermol getest ginn ass, gradso wéi déi GSM-Anlagen, dat fonctionnéiert alles.

Also ech géif mengen, mir hätten hei geléiert aus deem wat am Ufank vum Joer geschitt ass. An ech géif och mengen, dass an deem Fall ofschléissend, wéi gesot, d'SEBES eng gutt Aarbecht gemaach huet an dass se hei an deem Dossier sou gehandelt hunn, wéi een dat mécht, wann ee responsible handelt.

Merci.

**M. le Président.**- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabler Madame Françoise Hetto-Gaasch iwwert d'Effikassitéit vun eise Busréseau an iwwert den État d'avancement vum Plan sectoriel «Transports». Eng Fro, déi sech un den Här Transportminister riicht. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel «Transports», adressée au Ministre des Transports**

**Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir sinn eis alleguer bewusst, dass mer am Kader vum „modal split“ musse verstärkt an den öffentliche Transport investéieren, an och d'Ofkommen vum August vum leschte Joer leet wierklech den Akzent op de sektorielle Plang vum Transport.

Mä elo stelle sech schonn eng ganz Partie Froen iwwert de Bus-transport, déi sech awer virun allem op de ländleche Raum bezéien. Vill Linnen, déi an der Zäit agesat goufen, entsprechen am Moment net méi de reelle Besoine vun de Bierger, fuere mat Momenter ganz eidel oder nëmme ganz moer besat. Op där anerer Säit besteet de Besoin, dass nei Linnen agesat ginn.

Ech wollt am Fong geholl duerfir generell vum Transportminister Lucien Lux wëssen, ob a wéi dacks de Lëtzeburger Busréseau op seng Effikassitéit a seng Rentabilitéit hin iwwerprüft gëtt. An da wollt ech froe wéi wäit dass de sektorielle Plang «Transports» schonn avancéiert ass, a wat d'Regierung fir e Konzept a Saache méi Ënnerstützung fir Buspure wëlles huet. Well ech mengen, wann de Bus net méi séier ass wéi den Auto, da brauche mer am Fong geholl net ze hoffen, dass mer d'Leit dozou kréien, dass si iwwerklammen op den öffentliche Transport.

Ech soen lech elo schonn am Viraus Merci.

**M. le Président.**- Merci, Madame Hetto. Den Här Lucien Lux, Transportminister, äntwert.

**M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports.*- Här President, Kolleginnen a Kollegen, déi Fro, déi mer hei gestallt gëtt, bréngt a sech mat sech, dass een engersäits emol seet, de Plan sectoriel «Transports» - lescht Fro - wäert Enn 2006 fäerdeg ginn. Ech mengen, dass e sech net nëmme mat der Fro vun de Prioritéiten ausernee setzt, déi mer am öffentliche Transport ze setzen hunn, awer och am Stroossebau, an der Aviatoun, an der Schëffahrt, mä och mat de sou genannte Mobilitéits douces, der Vélopolitik, déi mer wëlle maachen, an och mat deem wat d'Foussgänger ubelaangt.

Ech mengen, dass mer zweetens, um Niveau vun der zweeteslechter Bemierkung - déi vun de Busspuren - an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp mat dem Ministère vun den Travaux publics doru schaffen, fir weider Busspuren ze maachen. Sécherlech sinn heiansdo Problemer domadder verbonnen. Ech denken zum Beispill un déi vun der lechternacher Streck, déi lech jo net onbekannt wäert sinn, wou den internationale Charakter vun där Strooss mat sech bréngt, dass dat net ëmmer esou einfach ass, mä dass een à l'intérieur vun eenzelnen Uertschaften, wéi zum Beispill Jonglënster, awer mat der Ënnerstützung vun der Gemeng ouni Zweifel Saache kéint maachen.

Dréttens ass et esou, Dir sot Effikassitéit. Ech mengen, dass dëst Joer zum Beispill praktesch bei all Fahrplanniessell Ännerunge kumm si fir sou genannte Strecken, wou Dir sot, dass de Succès net garantéiert ass. Eng vun deenen, déi mir dëst Joer geännert hunn - fir déi ech eng Rei Kritiken hu missen astiechen -, huet sech zum Beispill an der Gemeng Beetebuerg ofgespillt, well mer zur Konkusioun komm sinn, dass Strecken, an där ronn fënnf Leit pro Dag mam Bus fueren, kee Sënn erginn. Duerfir hu mer déi ofgeschaaft a se duerch anerer ersat. Dat maache mer also a sech kontinuëierlech.

Ech dierft awer vläicht trotzdem soen, dass mer am öffentliche Transport - duerfir hunn ech mer déi Zuelen nach eng Kéier ugekuckt - fir 2004 120.000 Passagéier beim RGTR pro Dag haten, 30.000 beim TICE a 50.000 bei der AVL hei an der Stad. Dat sinn 200.000 Passagéier um Niveau vum Bus, an da kommen der nach 40.000 bei der Eisebunn derbäi. An ech mengen, dass déi Chiffere sech an deene leschte siwe Joer - ongeféier Enn den 90er Joren - praktesch verduebelt hunn. Ech mengen also net, dass ee kéint soen, dass et net Effikassitéit a Succès ass, wann ee sech déi Zuelen ukuckt.

Duerfir mengen ech, dass mer och mat deem neie Verkéiersverbond, dee mer, wann d'Tagesordnung dat esou wäert hierginn, an der zweeter Dezemberwoch hei mat der Reform vum Gesetz wäerte stëmme, Geleeënheet hunn, fir am Conseil d'administration vum Verkéiersverbond, wou d'Opérateuren dann allegueren och mat de Responnabele vum Ministère mat um Dësch setzen, kontinuëierlech un där Effikassitéit do weiderzeschaffen.

Merci.

**M. le Président.**- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der honorabler Madame Anne Brasseur iwwert de Site vun der Uni Lëtzebuerg, geriicht un den Här Kulturminister.

**- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Brasseur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

**Mme Anne Brasseur** (DP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, 2004 huet d'Regierung decidéiert, d'Uni Lëtzebuerg op zwee Site ze implantéieren. D'Sciencë sollten op d'Frichen op Belval kommen, an déi aner zwou Fakultéiten, nämlech déi vum Droit a vun der Economie an de Finanze souwéi déi vun de Lettren an de Sciences de l'éducation sollten op engem Site unique op d'Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg kommen.

Elo hu mer awer an der leschter Zäit vill Deklaratiounen héieren, haaptsächlech vu Majoritéitsdeputéierten, déi souguer zimlech wäit ausernee leien. Duerfir wollt ech folgend Froen un den Här Biltgen stellen, zoustänneg fir d'Université zu Lëtzebuerg:

Meng éischt Fro ass déi: Firwat dauert et esou laang bis d'Regie-

rung eng Décisioun hëlt wat de Site ubelaangt? Well mir wësse jo, dass säit dem Summer een Aarbechtsgrupp konkret Propositionen un d'Regierung gemaach huet. Wat ass also de Grond, dass et esou laang dauert bis d'Regierung endlech zu enger Décisioun kënnt?

Déi zweet Fro, déi ech wollt stellen, ass, ob d'Regierung och nach ëmmer un hirer Deklaratioun festhält, nämlech dass se déi zwou Fakultéiten och um Territoire vun der Stad Lëtzebuerg wëllt niddersetzen, an ob se bei där Décisioun, déi d'Regierung 2004 geholl huet, bleift.

Déi drëtt Fro, déi ech wollt stellen, ass, ob d'Regierung d'Meenung deelt vun op d'mannst engem Majoritéitsdeputéierten, dee gemengt huet, déi ganz Universitéit sollt op d'Friché vu Belval kommen.

Meng véiert Fro, do wësst ech gär wéini d'Regierung da gedenkt eng Décisioun ze huelen.

Da meng fënnf Fro leschtenends, do wëll ech wierklech wëssen, ob d'Regierung net der Meenung ass, dass duerch dat Waarden, wouduerch den Dossier net besser gëtt, dem Développement vun der Uni awer geschuet gëtt. Well am Moment ginn d'Meenungen esou wäit ausernee, dass d'Serenitéit an deem Dossier net garantéiert ass. Duerfir wollt ech haut déi Fro hei stellen, fir dass mer endlech erëm kënnen zur Serenitéit zrëckkommen,...

**M. le Président.**- Et ass elo Zäit.

**Mme Anne Brasseur** (DP).- ...eng Viraussetzung, dass déi Uni sech gutt kann développéieren.

**M. le Président.**- Den Här François Biltgen, Minister zoustänneg fir d'Héichschoulwiesen.

Et ware fënnf Froen, Här Minister. Dir hutt och fënnf Minutten Zäit fir déi fënnf Froen ze beäntwerten.

**M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech wëll dorun erënneren, dass, wéi eis Virgängerin, d'Madame Hennicot, den Dossier ugefaangen huet, de Site unique, deen an der Diskussioun stoung, de Site vu Belval war. Et ass du vill diskutéiert ginn an deem Sënn, dass eng ganz Partie Leit, och an de politesche Kreesser, der Meenung waren, et kéint net sinn, dass eng Uni net och nach an der Hauptstadt implantéiert wier.

D'Regierung, déi sech elo gebilt huet, huet duerfir Folgendes decidéiert: Nämlech d'Fakultéit vun der Technologie op Esch-Belval ze setzen an e Site unique fir déi aner Fakultéiten ze fannen, déi elo um Lampertsbiert respektiv um Kierchbiert am ale Gebai vum IST respektiv zu Walfer éparpilléiert sinn.

Deen éischte Punkt, dee fir mech wichteg ass - a wou ech och hei wëll daitlech soen, dass et do un där Regierungsdecisioun näischt ze rüttele gëtt -, dat ass, dass d'Fakultéit vun der Technologie soll op Belval kommen, well d'Fakultéit vun der Technologie d'Kärsteck gëtt vun der zukünfteger Cité des Sciences. Mir wëllen 2006 mat deenen Aarbechte vum Fond Belval ukommen an déi Cité des Sciences op Belval implantéieren.

Wat heescht Cité des Sciences? Dat heescht, eng Synergie tëschent Héichschoul, Fuerschung an awer och Wirtschaft. Dat heescht, do kënnt d'Technologiefakultéit, et kommen awer och grouss Elementer vun deene verschiddeene CRPen, déi sollen thematesch regruppéiert ginn. An den Technoport kënnt dohinner, mat zousätzlecher Plaz fir nei Betriber.

Bleift d'Fro vun dem Site unique an der Stad Lëtzebuerg. Ech deelen d'Appréciatioun vun der Madame Brasseur, dass mer eng Kéier mus-



sen eng Décisioun huelen, well ech der Meenung sinn, dass d'Uni eng Kéier muss wëssen, a wat fir eng Direktioun se geet, an dass dat eng gewësse Berouegung gétt. Duerfir huet d'Regierung scho virun der grousser Vakanz déci- déiert, en Aarbechtsgrupp anze- setzen, fir do Elementer ze kréien. An deem Aarbechtsgrupp souze verschidde Ministären, notament och de Ministère de l'Aménagement du Territoire, niewent dem Bauteministère an niewent dem Héichschoulministère.

Den Avis ass net unanime, d'Stad Lëtzebuerg hat do eng aner Meenung. Den Aarbechtsgrupp ass majoritär zu der Proposition komm fir ze soen: Dir hutt eis den Optrag gi fir ze kucken wat souwuel finanz- méisseg - dat ass jo eng Fro, déi mer elo vill diskutéieren - wéi och zäitpunktméisseg dat Beschit wier. Déi beschte Solutioun wier, um Lampertsbierg d'Faculté des Droits et des Finances ze implantéieren, plus dat ganz Rektorat. An déi zwou aner Fakultéiten, also net nëmmen d'Technologiefakultéit, mä och déi vun der Literatur, vun den Human-, Sozial- an Erziehungs- wëssenschaften, déi op Belval.

Nun, vu dass dat och zirkuléiert, Här President, wollt ech lech einfach deen Dossier iwwerreechen, mat der Bitt, deen dem President vun der Héichschoulkommissioun ze ginn, fir dass jiddferen dat ka kucken. Well ech mengen, dass dat och kann d'Debatten objekti- véieren. Well et natierlech elo fir d'Regierung einfach gewiescht wier iwwert d'Käpp ewech ze déci- déieren. Sou ass dat esou.

Ech hale mech do un en ale Slo- gan, vun enger Partei, déi net meng ass. Dat ass dee vun Dialog an Transparenz. Duerfir sinn ech der Meenung, dass een och soll dialogéieren. Ech komme gären an d'Kommissioun fir iwwert deen dote Pabeier ze diskutéieren, och d'Meenunge vun de Deputéierten ze héieren. Ech wär just frou, wann den Här President géif en Datum mat mir fixéieren, nach wa méig- lech am Dezember, well ech och eng Kéier wëll zréck an d'Regie- rung goen.

Dat ass eng kloer Proposition. Ech verschléisse mech net anere Propositionen. Ech soen lech just, dass mer mussen dräi Saache matenee beschtméiglech an Aklank bréngen - eng optimal So- lutioun gétt et ni, mä beschtméig- lech an Aklank bréngen.

Dat ass éischtens den Zäitpunkt, fir ze wëssen, wéini een eppes ka kréien, woubäi nach d'Uni méi frou ass, wa se definitiv eng Décisioun huet, och wann et ka méi laang daueren, mä wat et éischter fäer- deg ass, wat si et léiwer huet.

Zweetens ass de Finanzvolumen wichteg, well mer jo aver an enger Zäit sinn, wou mer muss kucken, dass de Budget opgeet. Dofir soll een awer dat doten net aus den Ae loosson.

Et muss een och drëtzens den IVL, also landesplaneresch Elementer, mat diskutéieren. An an deem Sënn stinn ech där doter Diskus- sioun ganz op. Dofir sinn ech och elo net deen, deen hei wëllt vun uewen erof eng definitiv Meenung anhuelen.

Ech soen lech just, dass et mäin Zil ass, nach esou séier wéi méiglech zu enger Décisioun ze kommen; duerfir mäi Wonsch nach am De- zember an net méi am Januar an d'Chamberskommissioun ze kom- men, et sief dann d'Chamberskom- missioun wëllt mech net méi dozou héieren.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Ech wëll just soen, dass ech op eng Partie Froe keng Äntwert kritt hunn.

**M. le Président.** - Jo, Ma- dame Brasseur, Dir hutt natierlech och vill Froe gestallt, a wann d'Re- gierung nëmme véier Minutten Zäit huet, da muss een awer wierklech hei den Equiliber wahren.

**(Interruption)**

Jo, gutt.

**M. François Biltgen, Mi- nistre de la Culture, de l'Enseigne- ment supérieur et de la Re- cherche.** - Ech äntworte gären, also wann ech Zäit hunn!

**M. le Président.** - Den Här Minister huet ugekënnegt, dass hien och an déi zoustänneg Kom- missioun kënnt, an opgrond vun deem Dokument, wat hien eis aus- gedeelt huet a wat mir an der Kom- missioun kucken, denken ech, Ma- dame Brasseur, dass Dir da Satis- faktioun kritt.

**M. François Biltgen, Mi- nistre de la Culture, de l'Enseigne- ment supérieur et de la Re- cherche.** - Ech hätt ganz gär e klen- gen Zousaz hei.

**M. le Président.** - Jo, Zousaz, jiddereen hätt gären Zousaz! Wou komme mer dann hin? Dofir...

**(Hilarité)**

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, zur Procédure: D'lescht Kéier krute mer gesot, ons Froe misste prezis sinn. Ech hunn des Kéier déi fënneg Froe prezis opgeléicht vun eent bis fënneg. Ech hu se hei virgedroen. Déi éischt Fro war, firwat et bis elo ge- dauert huet, firwat nach keng Décis- ioun geholl ginn ass. Do krut ech och keng richtig Äntwert drop.

**M. François Biltgen, Mi- nistre de la Culture, de l'Enseigne- ment supérieur et de la Re- cherche.** - Dat hunn ech beäntwert.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Den Dossier läit vir säit dem Sum- mer. Et hätt ee schon am Septem- ber an d'Chamberskommissioun dann heihinner kënne kommen.

Ech hu gefrot, ob d'Regierung der Meenung wier, dass een d'Uni ganz soll zu Belval implantéieren; och dorop huet den Här Minister keng Äntwert ginn.

Duerfir wëll ech wierklech wëssen, firwat mir eis da solle Méi ginn, pre- zis Froen ze stellen, och nach schrëftlech, a mat Zäit eranzeginn, wa mer hei keng Äntwert drop kréien?

Merci.

**Une voix.** - Wou si mer dann hei, Här President?

**M. le Président.** - Jo...

**M. François Biltgen, Mi- nistre de la Culture, de l'Enseigne- ment supérieur et de la Re- cherche.** - Also, ech wëll net hei als een ugesi ginn, dee keng Äntwerte géif ginn. Ech muss dat hei däit- lech soen, well ech déi Äntwerte ginn hunn, an ech soe se dann nach eng Kéier.

Éischtens, et huet...

**(Hilarité)**

**M. le Président.** - Also, Här Minister, ganz kuerz eng Minutt, an da schlësse mer dat doten of.

**M. François Biltgen, Mi- nistre de la Culture, de l'Enseigne- ment supérieur et de la Re- cherche.** - Neen, Här President, ech hunn e Problem, wann an der Welt steet, ech géif hei net äntwerten. Ech hu virdrun drop geäntwert an ech maachen et nach eng Kéier.

Éischtens, et soll een an esou eng- em Dossier...

**(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)**

...hunn ech gesot, dass et net gutt wier, wann d'Regierung einfach ex cathedra géif diskutéieren.

Notamment weess ech, dass d'Stad Lëtzebuerg eng aner Vue huet wéi deen Aarbechtsgrupp do hat. An an deem Sënn soll een awer nach eng Kéier jiddferen kën- nen héieren; a wann ech soen, séier eng Décisioun huelen, da wëllt dat net soen, einfach iwver Nuecht aus der Héft schéissen.

Zweetens, wat d'Friche Belval ube- laangt, soen ech lech, dass jidd- fereen ka seng eege Meenung hunn, an déi soll och jiddferen hunn. D'Regierung ass en atten- dant dru gehalen, e Koalitionsspro- gramm ze respektéieren, an dat mécht se. Et sinn awer Schwierig- keeten an deem Dossier, an duerfir wäert d'Regierung hir Décisioun huelen, nodeem den Héichschoul- minister eng Proposition mécht, nodeem hie jiddferen gehéiert huet.

Den Héichschoulminister huet an dësem Moment keng definitiv Meenung, well hien dat géif schlecht fannen, well et wär schlecht, wa mer herno géifen aus der Héft schéissen, an da géif während fën- nef Joer déi Décisioun, wéi se och ëmmer wär, erëm kontradiktoesch diskutéiert ginn. Dat wär dat Schlechtst, wat mer der Uni kéinten undinn.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Da wëllt den honorabelen Här Fayot eng Fro stellen un de Mi- nister vun der Fonction publique iwwert den Travail à mi-temps beim Stat. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative**

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, am Statsbeamtestatut vun 1979 besteet d'Méiglechkeet fir d'Statsbeamten, e Congé pour travail à mi-temps oder Congé sans traitement ze kréien. An et geet an der Explikatioun zu deem Gesetz Rieds, dass et sech hei, wa vu Conjointé geschwat gétt, nëm- men ëm bestuete Koppelen han- delt.

D'Fro, déi ech virun engem Joer un den zoustänneg Minister gestallt hat, war, wéi et no dem Vote iwwert de Partenariat mat deem Statut wär, mat deenen Dispositiounen fir dee Congé à mi-temps oder dee Congé sans traitement fir déi Par- tenairen an engem Partenariat.

Deemools hunn ech als Äntwert kritt, deen neie Partenariat wär re- lativ rezent. D'Regierung géif emol ee Joer laang waarden, fir eng Evaluatioun dovunner ze maachen. Dat Joer ass elo eriwwe, an ech wollt den Här Minister froen, ob sech schon esou Fäll gestallt hät- ten, wéi vill dass et där wäeren, ob Leit, déi an engem Partenariat sinn, esou Congéé wëllten hunn, an ob eventuell d'Regierung géif drun denken, fir an deem Statsbeamte- statut déi Dispositioun do, déi nëmme fir bestuete Leit virgesinn ass, ze flexibiliséieren an ze probéieren och déi Partenairen dorën- ner ze kréien.

**M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Den Här Claude Wiseler, Mi- nister vun der Fonction publique.

**M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.** - Merci, Här President. Dat Gesetz iwwert de Partenariat, wat elo ugeschwat ginn ass, ass effektiv a Kraaft ge- trueden den 1. November 2004. An der Regierungserklärung steet, dass géing eng Evaluatioun ge- maach ginn a gegebenenfalls deen een oder deen aneren Ajustement gemaach ginn.

Op déi Questions parlementaires, déi den Här Fayot an d'Madame Arendt viru ronn engem Joer ge- stellt hunn, ass effektiv confirméiert ginn, dass esou eng Evaluatioun sollt no engem Joer gemaach ginn. Dat ass momentan nach net ge- schitt, obwuel dat Joer elo scho säit 14 Deeg ofgelaf ass.

Ech hu geduecht, et wär gutt, well mer dann och déi Donnéeën ze- summen hätten, dass mer ufanks 2006 géingen iwver d'Budgets- joer 2005, wat d'Fonction publique ugeet, do Donnéeën zesumme- sammeln.

Haut just e puer Saachen, déi ech awer wëll zur Präzisioun dobäi soen, fir ze weisen, wéi dee Problem elo effektiv ass. Haut ass d'Si- tuatioun déi, dass mer 2004 905 Fonctionnairen haten, déi e Congé à mi-temps am Allgemengen ha- ten. Elo ass d'Situatioun juristesche déi, dass ee jo zwee Typë vu Congé à mi-temps respektiv vu Congé sans traitement ka kréien.

Dat éischt, dat ass deen, wou een nom Artikel 31 Alinea 1 e Recht drop huet, an dat kritt een, wann d'Kanner nach net am éischte Schouljoer ware respektiv konsekuti- v zu engem Congé de maternité, engem Congé d'accueil oder engem Congé parental.

An deen zweeten, dat ass deen, deen am Alinea 2 vun deemsel- wechten Artikel virgesinn ass, an zwar deen, wou een net e Recht drop huet, mä deen ee ka kréien. An dee kann ee kréien a) wann d'Kanner manner wéi 15 Joer hunn oder b) aus perséinlechen, familiären oder berufleche Grënn. An datselwecht ass ongeféier de Fall fir de Congé sans traitement, wou et awer esou ass, dass een en Droit, e Recht huet nëmme bis zwee Joer een ze kréien, an dat anert méi oder wéineger d'selwecht ass wéi beim Congé à mi-temps.

Elo gesäit den Artikel 31 Punkt 2 vir, dass et effektiv esou ass, dass kënnen dovunner bénéficiéieren d'Conjointen an net d'Partenairen. Den Text ass do relativ prezis, esou dass dobäi keng Interpretatiounsméiglechkeet besteet. Par contre geet deen Artikel awer nëmmen op deen Deel vun dem Congé à mi- temps respektiv vum Congé sans traitement, deen e Recht ass.

An deen, deen een awer ka kréien, wann d'Administratioun domadder d'accord ass, dee ka selbst- verständlech pour raison personnelle oder pour raison familiale och dee kréien, dee Partenaire ass, wann hien en ufreet.

D'Realitéit, déi muss mer elo en définitive kucken an de Statistiken. Bis elo an der Praxis muss ech soen, huet sech direkt, a souwäit mir elo an der Fonction publique wëssen, net direkt e Problem ge- stellt.

Et muss een awer natierlech soen, dass déi Demandë vun deem Congé pour raison familiale respektiv vun deem Congé à mi- temps, deen en Droit ass, net bei der Fonction publique ugefrot gétt, mä bei deenen enzelnen Adminis- tratiounen ugefrot gétt, esou dass ech lech dat an dësem Moment net ka mat Sécherheet soen, ausser dass mer elo net grouss Problemer signaliséiert kruten.

An déi aner Congéen, déi am Arti- kel Alinea 2b virgesi sinn, déi also jiddferen ka kréien, och de Partenaire, well ee se pour raison personnelle oder familiale kritt, déi ginn am Prinzip wéinst deenen dote Grënn awer accordéiert, esou dass déi Leit, déi am Partenariat sinn, Kanner wëllen erzéien, an duerfir e mi-temps oder e sans traite- ment kréien, awer iwwert dee Wee actuellement kënnen deen Typ Congé kréien. Voilà!

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Déi lescht Fro ass déi vum Här Félix Braz iwwert d'Geheim- volé vun der CIA. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

**- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports**

**M. Félix Braz (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, een Thema huet an deene leschten Deeg, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä an Europa allgem- eng, d'Leit interesséiert, an dat ass dat vun de sou genannte Ge- heimvolé vun der CIA.

Déi Leit si jo am Allgemengen net gewinnt anescht virzagee wéi ge- heim. Et ass also vläicht eng on- zoutreffend Bezeichnung fir d'Akti- vitéite vun der CIA, mä Dir wësst vu wat dass mer schwätzen. Et geet ëm déi Volen, déi sollen operéiert gi sinn, fir ënner anerem Prison- néier vun den Amerikaner vun en- ger Plaz vun der Welt op déi aner ze bréngen a se eventuell souguer um europäeschen Territoire ze be- froen.

De Minister Lux huet de Moien, bei Geleeënheet vun der Transport- kommissioun, déi Fro scho beänt- wert. Mir sinn awer der Meenung, dass dat eng Fro ass, déi wichteg genuch ass, fir och öffentlech vum Minister beäntwert ze ginn. Si in- teresséiert vill Leit hei zu Lëtze- buerg an et ass eng Fro, déi eng Partie Froen, deemno wéi d'Änt- wert ausfällt, kéint noutwendeg maachen.

Duerfir hu mir och nach eng Kéier hei an der öffentlecher Sëtzung un den Transportminister déi prezis Froen: Sinn där dote Volen, där sou genannte Geheimvolé vun der CIA, zu Lëtzebuerg gelant respektiv vu Lëtzebuerg aus dann och weider- geflunn? Oder si Volen iwver Lët- zebuerg gewiescht, natierlech ën- nert der Kontroll vun EUROCON- TROL vu Maastricht? Mir wiere frou, wa mer op déi zwou Froen och eng Äntwert hei an der öffent- lecher Sëtzung kéinte kréien.

**M. le Président.** - Den Här Transportminister Lucien Lux änt- wert op des Geheimdängschaffär.

**M. Lucien Lux, Ministre des Transports.** - Här President, ech war als attirierte Spezialist iwwert d'Agissementer vun der CIA relativ perplex iwwert déi Fro, déi hei ge- stellt ginn ass, well ech gemengt hat, ech hätt de Moien, ouni dass eng Fro gestallt ginn ass, profitéiert vun der Sëtzung vun der Transport- kommissioun, fir de Memberen ze soen, dass mer an deene leschten Deeg versicht hunn, opgrond vun deem Débat, deen an Europa an enger Rei vu Länner stattfënt, och bei eis, ze kucken, was Sache ist.

Ech maachen duerfir och Abstrak- tioun vun deene politeschen Dé- marches, déi gemaach gi si vun der britescher Présidence d'uerch hiren Ausseminister, den Här Straw, dee jo Amerika opgeruff huet, fir kloer ze maachen, wat an deene leschte Joren, säit 2001, op deem Gebitt geschitt ass. Oder och vum Generalsekretär vum Conseil de l'Europe, deen och am Numm vun de Länner vum Conseil de l'Europe gefrot huet, dass misst Licht ge- maach ginn hannert all déi Volé respektiv och aner Situatiounen, wat de Prisong ubelaangt vu Ge- faangen an eenzelne Länner vun de Länner vum Conseil de l'Euro- pe.

Wat eis selwer hei zu Lëtzebuerg ubelaangt, hu mer also an deene leschte puer Deeg eng Rei vun Nummere vu Volen, déi hätte kë- nen ugeholl ginn als CIA-Volen, aus der Société civile, wann ech dat esou soe kann, vun ONGen zougedroe kritt. Mir hunn déi Volen, dat waren der siwen oder aacht un der Zuel, aacht Stéck genau, noge- kuckt a festgestallt, dass déi Volen an där Period 2001-2005 hei zu Lëtzebuerg weder gelant sinn nach Escalé hei gemaach hunn. Mir hunn och weider soss nogekuckt, ob iergendwellech aner militäresch Statsvolen oder kommerziell Volen esou suspékt Chargementer kéinte gehat hunn. Eis si keng esou Volen opgefoll.



Dir wësst allerdéngs, an ech mengen dat muss ee soen, dass bei militäresche Volen eis Méiglechkeeten, fir do Kontrollen ze maachen, ganz geréng sinn. Mir mengen awer, wann ech dat hei daärf soen, dass de Flughafen zu Lëtzebuerg sech net onbedéngt prétiert, fir esou Atterissagen ze maachen. Ech mengen, dass et do an Däitschland, op de Militärflughäfen zu Frankfurt oder zu Ramstein, sécherlech méi einfach ass a méi sécher ass, fir ouni vill Ophiewes esou Volé kënnen ze maachen. Esou dass mir mengen, dass hei zu Lëtzebuerg, jusqu'à preuve du contraire, keng esou Volen oder Atterissagé stattfonnt hunn.

Den zweete Problem ass dee vun dem Iwwerfléie vun eisem Territoire. Och do, mengen ech, sinn Demandé bei EUROCONTROL oder Belgocontrôle gemaach ginn, fir nozekucken, ob Nummern, déi verdächtig kéinte sinn, iwwer eisen Territoire geflu sinn. Op déi Resultater waarde mir nach. Ech hunn duerfir och, par acquit de conscience, souwuel bei der Douane wéi och bei der Police, déi do uewen um Flughafen agéieren, nogefrot, ob iergendwellech Verdachtsmomenter bei hinnen an där Period do stattfonnt hunn. Och déi Resultater erwaarde mir. Ech ginn awer dovun aus, dass do och keng Resultater an déi Richtung wäerte kommen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum leschte Punkt vum Ordre du jour, dat heescht zur Aktualitéitsstonn, déi vun deene Grénge ugefrot ginn ass, iwwert d'Nationalbibliothék.

Eist Reglement gesäit vir, dass déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, eng Riedezäit huet vun zéng Minutten. Deenen anere Fraktioun sti jeeeweils fénnef Minutten an der Regierung eng Vérelstonn zur Verfügung. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen an d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo den Här Claude Adam, als Vertrieeder vun der Fraktioun vun deene Grénge, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot huet. Här Adam!

#### 4. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale

**M. Claude Adam (DÉI GRÉNG).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng maache sech Suergen iwwert d'Bibliothéikswiesen am Allgemengen zu Lëtzebuerg an iwwert d'Nationalbibliothék am Besonneschen.

Déi schéi Wierder vum Här Minister iwwert d'Entwécklung vu Lokal- a Regionalbibliothéiken, déi hu mer héieren, zum Beispill zu Miersch am Servais-Haus oder zu Walfer op de Bicherdeeg. D'Budgetpolitik schwätzt awer eng aner Sprouch. A wann net endlech Mëttele fir d'Bibliothéikswiesen accordéiert ginn, dann ass déi wäertvoll Aarbecht vu ville Bénévolen em d'Lëtzebuurger Bibliothéikswiese mëttelfristeg zum Echech condamnéiert. Dat géhiert zwar net zu dëser Heure d'actualité, et läit mer awer scho laang um Mo, an duerfir hunn ech et gesot.

Komme mer dann elo zu eiser National- an Universitätsbibliothék. Mir kréien ëmmer erëm erzielt, wéi wichteg de Bau vun enger neier National- an Universitätsbibliothék fir Lëtzebuerg ass. Mir schwätze vu Wëssengesellschaft, vun eisem intellektuelle Kapital, vun eisem Patrimoine culturel an esou weider.

De 27. Oktober 2005 hunn eis Häre Ministere Biltgen a Wiseler gemengt, si wéilten esou schnell wéi

méiglech eng National- an Unisbibliothék realiséieren, déi dann de Statut vun engem Établissement public hätt. Wéi dunn eng Woch méi spéit de Minister Wiseler d'Prioritéit vun der Regierung, wat d'Investissementen vun 2006 an 2007 ugeet, virgestallt huet, dunn ass d'National- an d'Universitätsbibliothék net opgetaucht.

#### (M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et schéngt och esou ze sinn, dass et kloer Divergenze gëtt tëschent der Directrice vun der Nationalbibliothék an dem Rektor vun der Uni Lëtzebuerg, wat de Site vun der neier Bibliothék ugeet. D'Direktesch gesäit se op der Place de l'Europe - esou kréie mer an engem Bréif vum 8. November 2005 matgedeelt -, de Rektor gesäit se éischerter um Lampertsbiereg. An do gëtt et jo och nach e Gesetz vun 2002. Et ka jo net sinn, dass mer hei e Gesetz stëmmen, dat dann awer net exekutéiert gëtt. Musse mer dann elo net en neit Gesetz maachen, fir d'Gesetz vun 2002 ofzeschaffen, a wéi soll dat neit Gesetz dann ausgesinn?

Déi Gréng ginn dovun aus, dass déi nei Bibliothék déi zwou Fonctiounen, Nationalbibliothék an Unisbibliothék, erfëlle soll. Esou steet et am Regierungsprogramm, esou lafen och Diskussiounen. Allerdéngs hunn déi Etüden, Analysen an Auditen, déi bis elo iwwert d'Nationalbibliothék gemaach gi sinn, dësem Aspekt ni Rechnung gerdroen.

Gëtt et eng Analys vun deene verschiddenen Aufgaben, déi eng Nationalbibliothék, wou haut eng vun den Haaptaufgabe jo den Archi-vage vun eisem Patrimoine culturel ass, an eng Unisbibliothék, wou e grouse Volet Recherche ass, sollen erfëllen? Sinn d'Vertrieeder vun deene verschiddenen Instituter a Bibliothéiken an och d'Clients, dat heescht d'Lieser, an esou enger Analys bedeelegt? Wéi sinn d'Verstellungen iwwert de Statut vun Personal vun esou enger National- an Unisbibliothék? Gëtt et e Statut vum Bibliothécaire, vum Conservateur?

Déi Gréng wiere frou, wann an Zäite vun den eidele Keesen emol eng Kéier géng chiffriert ginn, wéi vill Suen zënter dem Rapport Fuhlrott an esou Etüden an Architektekäschten iwwert d'Nationalbibliothék investéiert goufen? Wéi vill Suen a Mesures transitoires investéiert goufen: verschidde Réaménagement, d'Kellere vum Boulevard Roosevelt, d'Gebai vun EUROCONTROL? Wéi vill Loyer dass all Joer muss fir déi verschidde Raimlechkeete bezuelt ginn: d'Gebai um Boulevard Prince Henri, EUROCONTROL, d'Gebai Albert Wagner.

Déi Gréng maache sech Suergen em den Erhalt vun eisem Patrimoine culturel, dee jo op eng ganz Rei Annexé verdeelt a versuergt gëtt. Déi Gréng proposéieren, dass d'Chamberskommissioun vum Enseignement supérieur, der Recherche an der Kultur eng Visite vun dësen Annexé mécht fir sech op der Plaz vun der Urgence ze iwwerzeegen, dass et Zäit ass fir ze handelen. Ech wëll och an deem Sënn hei dem President e Bréif un den Här Sunnen, President vun där Kommissioun, virginn. Wann Der deen da wéilt virginn, wann ech gelift. Merci.

Déi Gréng froe sech an lech, Här Minister, ob et net vill méi sënnavoll wier, Stockagesiloe fir d'Nationalbibliothék opzerrichten, wéi weider a Gebaier ze investéieren, déi sech och no deieren Investissementen net gutt fir de Stockage vu Bicher eegnen. Dës Stockagesiloe kéinten, wann déi nei Bibliothék dann endlech gebaut ass, nach ëmmer fir d'Muséeeën eng ganz nützlech Roll spillen.

D'Digitalisatioun vun de Publikatiounen ass noutwendeg an deier. D'Konservatioun vu Bicher ass awer genausou eng Noutwendeg-

keet. Wéi gitt Dir, Här Minister Biltgen, esou schéin am „Jeudi“ vum 17. November zitéiert: «Toutes les merveilles des nouvelles technologies ne sauraient remplacer le livre, sa valeur culturelle, sa beauté.»

Ech ginn och nach kuerz op e leschte Punkt an. Ech hunn et scho gesot, eis nei National- an Unisbibliothék soll de Statut vun engem Établissement public kréien. Eréischt virun engem Joer hate mir hei an der Chamber d'Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun de Kulturinstituter votéiert an eis géint Établissements publics décidéiert.

Datt d'Unisbibliothék grad ewéi d'Uni als Établissement public fonctionnéiert, do ass schonns eng gewësse Logik dran. Wat bedeit dat awer fir d'Nationalbibliothék? Wien däerf do wat decidéieren? Wiem géieren eis Kollektiounen? Ass et denkbar, dass an Zäiten, wou d'Sue knapps sinn, och eventuell Manuskripter kënnen verkaf ginn? Bleiwen d'Bibliothéiksdéngschter gratis fir d'Lieser?

Här Minister, mir hu schonns laang matkritt, dass et un der Zäit ass, d'Ärm eropzestrepfen a lasszeleeën. Sot eis wann ech gelift, wou Dir wëllt mat eis higoen, da soe mir lech och, ob mir kënnen matgoen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Als éische Riedner ass den Här Sunnen ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Här Sunnen.

#### Débat

**M. Fred Sunnen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kultur- an Héichschulminister François Biltgen huet an engem Regierungscommuniqué iwwert deen neie Portal vun der Nationalbibliothék, den Datum vum 27. Oktober 2005, ënnerstrach, dass de Wëlle besteet, fir d'Kooperatioun zwëschen der Universitéit Lëtzebuerg engersäits an der Nationalbibliothék anerersäits, fir schnellstméiglech eng gemeinsam National- an Universitätsbibliothék an d'Liewen ze ruffen.

An de Koalitiounsaccord vum 4. August 2004 seet knapp: «Les travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire seront poursuivis.» Dës zwou Aussoe klänge vläicht e bëssen abstrakt, an déi scheinbar widderstreechlech Aussoe vun de Ministere Biltgen a Wiseler, sou wéi se vun de Grénge duergestallt goufen, droe vläicht weider zu dëser Abstraktioun bäi. Dobäi sinn dës Aussoe guer net esou kontradiktorech, wann ee sech emol mam Dossier am Detail befaasst.

D'Tatsaach, dass d'National- an d'Universitätsbibliothék net op der Prioritéitelëscht fir 2006/2007 vun der Regierung steet, réiert ganz einfach dohier, well d'Schuman-Gebai nach ëmmer net fäerdeg ass, a well d'Personal aus dem Europaparlament, wat am Schuman-Gebai schafft, net konnt an déi zwoe nei Tiern op der Place de l'Europe ënnerbruecht ginn. Dass den Dossier vun der Nationalbibliothék op der Place de l'Europe um Kierchbiereg der Regierung weiderhin en Uleies ass, beleet ënner anerem d'Tatsaach, dass de Budgetsprojet fir 2006 eng Zomm vun 118 Milliounen Euro virgesäit, déi sech op déi nächst Exercice wäert verdeelen.

Fest steet, dass mer am Kader vun der Uni Lëtzebuerg e Gesamtkonzept brauchen, wat eis souwuel d'Antworten op d'Froen um Site respektiv vun de Sitë fir déi dräi Fakultéiten an eventuell ze schafende Fakultéitsbibliothéiken opweist, wéi och op d'Fro, wéi mer eng grouss, modern an zentraliséiert Nationalbibliothék mat enger Universitäts-

bibliothék kréien, déi esou engem Numm och gerecht gëtt.

Dem landesplanerischen Aspekt muss deemmo och Rechnung gedroe ginn, well e mam Käschtepunkt vun esou enger Bibliothék onmëttelbar zesammenhängt. Doriwwer eraus musse mer och eng appropriéiert raimlech Léisung fannen, déi de Bestand vun der Nationalbibliothék op eng nohalteg Aart a Weis erhält an dem Personal déi beschtméiglech Aarbechtskonditiounen verschafft.

Speziell an dësem Kontext muss ee feststellen, dass d'Geschicht vun der Nationalbibliothék eng Geschicht ass voller Wendungen a Kéieren. Et géif de Kader vun dëser Aktualitéitsstonn sprengen, fir op all eenzel Episoden aus de leschte Joren a Jorzéngten zréckzekommen, déi sech ronderëm dëst Kulturinstitut gedreint hunn.

Ech wëllt just an Erënnerung ruffen, dass scho virun zéng Joer den däitschen Expert Rolf Fuhlrott a senger Expertise iwwert d'Bicher an d'Périodiken an der Nationalbibliothék zum Schluss komm ass, ech zitéieren: „Der Zerstörungsprozess des wichtigsten Kulturgutes unter diesen Aufbewahrungsbedingungen ist unaufhaltsam, wenn nicht bald Abhilfe geschaffen wird.“ Saitdeem ass d'Nationalbibliothék ëmmer erëm an der Diskussion gewiescht.

Ech wëllt just zwee Datumen erauspicken. Den 18. Juli 1998 hat d'Chamber e Gesetzesprojet iwwert de Bau vun enger Annex vun der Nationalbibliothék um Kierchbiereg gestëmmt. En Text, deen am Februar 2002 vun der Regierung revidéiert gouf, well se zum Schluss komm ass, dass eng Opspléckung, souwuel vum Bestand wéi och vum Personal, op zwee Gebaier net dee richtege Wee wier. Et sollt e Gesetzentwurf op den Instanzeweie bruecht ginn, dee virgesäit fir d'Nationalbibliothék um Kierchbiereg am Robert-Schuman-Gebai ënnerzebréngen.

Ech denken, dass mer elo mussen Neel mat Käpp maachen andeems d'Regierung en entsprechende Gesetzesprojet mat engem schlëssege Gesamtkonzept op den Dësch leet. Ouni wëllen den Däiwel un d'Wand ze molen, sou ass et awer de Beweis fir d'Tatsaach, dass d'Geschicht vun der Nationalbibliothék och d'Geschicht ass vun enger hallefhäerzeger Bibliothéikspolitik, déi - wa se da jee-mools bestanen huet - de Wäert an den Notze vun der Nationalbibliothék ëmmer verkannt oder op d'mannst falsch ageschat huet.

De Moment vun dëser Aktualitéitsstonn schéngt mer d'Tees ze bestätegen: An Zäite vun engem enken, serréierte Budget schwätze mer haut iwwert d'Nationalbibliothék, déi zu enger Universitätsbibliothék eruräife soll, als integralen an onerlässleche Bestanddeel vun enger Universitéit am Opbau, déi hirersäits eist Land op der akademischer Landkaart positionéiere soll, an dat als ee vun de ville Bäitrag zur sou genantener an oft beschwuerener Wëssengesellschaft.

Wa mer dësem Zil gerecht wëlle ginn, da musse mer investéieren a kohärent plangen. Dat gëllt och fir d'National- an d'Universitätsbibliothék. Dat kascht Suen, vill Suen. Et besteet haut also e gewëssenen Dilemma zwëschen engersäits der Noutwendegkeet, ee fir alle Mol eng gutt funktionnéierend, vollstänneg a modern National- an Universitätsbibliothék ze bauen, an dem Spuerzwang vun der Regierung op där anerer Säit.

Et muss awer eng Léisung kommen, déi mëttelfristeg iwwert déi Provisorien an Zwëscheléisungen, déi iwwregens an der Vergaangenheit schon enorm Zomme verschlungen hunn, erausgeet. D'Erstandsetzung vum EUROCONTROL-Gebai um Kierchbiereg als Iwwergangsléisung soll hei nëmmen als eent vun deene ville Beispiller ugefouert ginn.

**M. le Président.** - Dir musst elo zum Schluss kommen, wann ech gelift.

**M. Fred Sunnen (CSV).** - Ech kommen dat, Här President.

Duerfir wiere mir als CSV-Fraktioun frou gewuer ze ginn, wat d'Regierung a Saachen National- respektiv Universitätsbibliothék wëlles huet, virun allem am Kontext vun der Fro vun de Sitë vun der Uni Lëtzebuerg, der Landesplanung, den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië souwéi de budgetäre Contrainen, déi d'Regierung an deenen nächste Joren ze respektéieren huet. Fir eis als CSV-Fraktioun ass et wichteg, dass d'Regierung eis hiert Konzept op eng kohärent Aart a Weis nach eng Kéier duerleet.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

**M. le Président.** - Merci, Här Sunnen. Den nächste Riedner ass d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn an dëser Debatt véier Froen, mengen ech, déi ee muss belichten.

Déi éischt ass: Wat ass de Rôle vun enger Nationalbibliothék? Déi zweet, déi bezitt sech op d'Infrastrukturen an de Site, déi drëtt op d'Organisatioun an d'Struktur an déi véiert op d'Personal.

Et ass natierlech an där kuerzer Zäit net méiglech, all déi véier Punkten am Detail ze belichten, dofir wëll ech dat just am Telegrammstil maachen.

Éischstens: de Rôle vun enger Nationalbibliothék.

Méi wéi jee muss eng Bibliothék d'Réckgrat ginn, fir dass eis Wëssensgesellschaft, vun där mer jo awer iwwerall schwätzen, och Bestand huet, besonnesch am Kader vun Life long learning, eppes wat dem Här Biltgen jo besonnesch um Häerz läit, dass do d'Bibliothék e ganz grouse Rôle ze spille kritt. Eng Nationalbibliothék muss zu Lëtzebuerg och eng international Plattform ginn, an do hu mer eng unique Chance als Lëtzebuurger, esou eng Bibliothék ze entwéckelen, wat och dem Standuert Lëtzebuerg zegutt kënn, wat e Standuertvirdeel wäert sinn.

Den Här Sunnen ass als Riedner vun der CSV elo higaang an huet vun der halbhäerzeger Politik geschwat, déi bis elo en Matière vun der Bibliothék gemaach ginn ass. Deem, mengen ech, ass näischt bäizefügen. Ech wëllt hien hatt méi engeresch mat dem Virgänger vum Här Biltgen geschwat, dann hatt hien déi schwéier Ierfschaft net missen untrieden.

Zweetens: d'Infrastruktur an de Site. Menges Wëssens huet d'Nationalbibliothék nach ni iwwer en eegene Site kënnen verfügen, mä et sinn ëmmer Solutions de fortune gesicht ginn. Or, haut ass d'Bibliothék awer eppes anescht wéi just eng Plaz wou Bicher versuergt a verléint ginn. Souguer d'Bicher versuerge kann een haut net méi an uerdentleche Konditiounen, well d'Infrastruktur et net erlaabt. D'Bibliothék bascht aus allen Néit. Ech wëll net un déi Debatten erënnern, déi mer uganks den 90er Joren haten, fir déi Annex um Kierchbiereg ze bauen. Dat war wierklech déi falsch Richtung, an déi mer deemools gaange sinn.

Mir brauchen also eng adequat Infrastruktur an haut ëmsou méi, well d'Bibliothék haut vill méi ass wéi Bicher versuerge an verléinen. Et muss en Dokumentationszentrum ginn, deen iwwert déi nei Technologien errechbar ass, vu baussé ka consultéiert ginn, a wou een awer och banne besser consultéiere kann. Duerfir brauch een nun adequat Infrastrukturen. Déi mussen natierlech op e Site kommen, dee sech dozou eegent.



Ech perséinlech hat eng Kéier e Virschlag a mengem ganz perséinlechen Numm gemaach, dass ech eng Nationalbibliothék ganz gutt gesinn hätt op der Plaz wou d'Villa Louvigny ass. Do hätt een nämlech e Parc de lecture mat Skulpturen kënnen ubannen. Déi Décisioun ass net zréckbehale ginn. Dat hätt natierlech och gréisser Investissementscomportéiert, mä dann hätt een e Site unique an der Stad Lëtzebuerg gehat, dee bestëmmt och de Lieser an dem Betrib zegutt kom wier.

D'Regierung huet d'Optioun geholl, d'Nationalbibliothék um Kierchberg ze implantéieren. Dat war déi viregt Regierung. Dann hätt ech awer ee Wonsch: Dat Schuman-Gebai, dat stécht jo an d'Aen duerch seng Gräisslechkeet!

**Une voix.** - Ech gi geckeg!

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Wann ech gelift gitt net nach doru piddelen a Suen investéieren. Rappt dat of, wann Der dann d'Décisioun bäibehält, d'Nationalbibliothék dohinner ze implantéieren! Well déi Gräisslechkeet vum Schuman-Gebai, déi erdréckt och nach d'Schéinheet vum Gebai vum der Philharmonie. Da kréiche mer eng besser Gestaltung vum der ganzer Place de l'Europe, wat sécherlech fir déi zwee Instituts culturels vu Virdeel wier.

**(Interruptions diverses)**

Dass d'Nationalbibliothék an d'Hauptstad gehéiert, doriwwer brauche mer jo net ze schwätzen. Ech mengen, all Mënsch ass jo domat d'accord. Dat huet näischt mam stater Schäfferot ze dinn. Mä eng Bibliothèque nationale gehéiert nun emol an d'Capitale.

Drëtte Punkt: d'Organisatioun an d'Struktur. Et ass sännvoll Synergien ze maachen tëschent der Nationalbibliothék an der Universitätsbibliothék, well doduerch kann een eng ganz Partie vum héich spezialiséierten Aarbechten zesummeeleën, nämlech déi vum den neien Technologien. Dat ass och d'Meenung souwuel vum Nationalbibliothék wéi och d'Meenung vum Rektor vum der Universitéit, deen dat an engem Dokument, wat hien der Chamber d'leschte Kéier ginn huet, ennerstrach huet. Jo, also, zu de Synergien! Enner wellecher Form dat geschitt, do si mer d'accord iwwer all Suggestioun matzediskutéieren.

Nach ee Wuert, Här President, zum Personal. Haut bréngt d'Bibliothék et fäerdeg, nach ze funktionéieren dank dem Asaz vum deene Leit, déi do sinn. Mä fir muer eng Nationaleng Unisbibliothék funktionéieren ze loossen, brauch een héich spezialiséiert Leit. Net nëmme am Domän vum der Informatik, mä och do. An do gëtt et erëm Spezialisten, déi net reng Informatiker sinn, mä d'Bibliothék an d'Informatik si Matière fir sech. Duerfir musse mer ophale fir do ëmmer nëmme mat Temporairen ze schaffen. Dat ass net gutt fir déi betreffend Leit, mä et ass virun allem net gutt fir d'Nationalbibliothék selwer.

Mir mussen also och do bereet sinn ze investéieren, wann dat Wuert vum Développement vum der Wëssensgesellschaft hei zu Lëtzebuerg keen eidelt Wuert därerf sinn. Do si mer ons all eens. Mir wäerten d'Regierung ennerstëtze bei allen Ustrengungen, déi se mécht, fir eng uerdentlech Nationalbibliothék an eng uerdentlech Universitätsbibliothék, déi deen Numm och verdéngen, hei zu Lëtzebuerg ze schafen.

Ech soen lech Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Brasseur. Nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt elo d'Wuert.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Här President, d'Nationalbibliothék ass sécher eng wichteg Institutioun an eise Kultur- a Wëssenschaftsliewen a si muss och eegestänneg

als dat unerkannt ginn. An der Vergaangenheet war d'Roll vum der Nationalbibliothék grouss. Si ass och an deene leschte Joren ëmmer méi grouss ginn, dank dem Asaz vum der Direktioun an dem Personal. Sécher ass et och richtig wat d'Madame Brasseur just gesot huet, dass mer an der Entwécklung vum Personal ëmmer hannendru lafen, ee Regulariséierungsgesetz no deem aneren. Ech mengen och, dass een do an deene leschte Joren e bësse virukomm ass, awer net genuch.

Mir sinn der Meenung, dass een déi Nationalbibliothék als Etablissement public sollt instituéieren, well se doduerch och d'Méiglechkeet kritt, fir mat aneren Institutiounen méi flexibel zesummeneschaffen. D'Synergië si jo mat der Uni ugeschwat ginn. Synergië mat CRPen, mat anere kulturellen Institutiounen, déi néideg sinn, fir dass mer hei op engem klengen Territoire e Maximum aus deene Potenzialitéiten vum der Nationalbibliothék kënnen erauszeien.

Déi Nationalbibliothék soll eng oppe Bibliothék an zugläch eng Fuerschungs- an Unisbibliothék sinn. Ech mengen net, dass dat eent dat anert ausschléisst. Ech erënnere mech éiweg wéi déi grouss Bibliothék am Centre Pompidou zu Paräis opgaangen ass. Dat war eng Recherchebibliothék. Mä och eng Bibliothék fir all d'Leit, déi wollten doranner goe fir ze lisen an sech ze bilden. Dat huet funktionéiert. Eng nei Nationalbibliothék zu Lëtzebuerg kann och esou funktionéieren.

Déi Nationalbibliothék soll sécher een eenzegt Gebai kréien. Et ass net gutt, wann esou eng Nationalbibliothék op verschidde Sitë verspriet gëtt. Duerfir sinn ech och frou, dass dat Gesetz vum 1998, dat dës Chamber gestëmmt huet, vum Dësch ass, dass mer dat net wëllen exekutéieren. Mir sollen, wa mer eng nei Bibliothék bauen, dorop oppassen, dass mer genuch Méiglechkeeten dran hunn, och mëttelfristeg, fir eben deenen neien Développementer, déi am Bibliothékswiese kommen, och Rechnung ze droen.

Dat Drëtt, wat ech wollt soen, dat ass, dass déi Bibliothék sécher och an d'Hauptstad, an den Zentrum vum der Stad gehéiert. Natierlech ass deen ale Kolléisch haut net méi den absoluten Zentrum. Et ass den historeschen Zentrum. Mä et gëtt och mat dem Zesumme-wuesse vum dem Kierchberg a vum dem Stadzentrum sécher Méiglechkeeten um Kierchberg.

Dee Projet, deen d'Madame Hennicot duerch ee Concours d'architectes um Site vum deem heitege Bâtiment Schuman maache gelooss huet, ass e schéine Projet. Ech sinn och mat der Madame Brasseur d'accord, dass de Bâtiment Schuman net soll als Site et monument national geschützt ginn, mä dass een - contrairement zu deem, wat d'Madame Hennicot virgesinn hat, fir eng Réaffectatioun vum deem Gebai ze maachen -, kéint sécher eng Démolitioun vum deem Gebai virgesinn, fir dee Site da fir d'Nationalbibliothék ze gebrauchen. Dat géif sécher och méi bëlleg an dat kéint och vläicht méi schnell realiséiert ginn.

Da leschte Punkt, deen ech awer hei wollt a mengem perséinlechen Numm uschwätzen: Mir haten an der Kommissioun mam Rektor Tar-rach iwwer de Site unique vum der Universitéit an der Stad geschwat. Mir hunn dann och vum Här Tar-rach gehéiert, dass et gutt wier, wann eben déi Fakultéit oder déi Fakultéiten, déi an der Stad solle sinn, op engem Site mat der Bibliothèque nationale et universitaire zesumme wieren. Ech mengen net, dass dat gutt wier um Lampertsberg.

Ech mengen net, dass ee soll ee Site um Lampertsberg mat der Nationalbibliothék zesumme gesinn. Et soll ee kucken, ob net um Kierchberg eng Méiglechkeet wier,

fir eben esou ee Site ze fannen, wou een déi zwou Fakultéiten vum der Uni mat der Bibliothèque nationale et universitaire kéint virgesinn. Och ee Site, dee llicht mat dem öffentlechen Transport ze verbanne wier. Well et geet jo hei och dorëm fir den Accès vum där Nationalbibliothék, och vum der Uni vu Bel-val respektiv vum aneren Institutiounen an der Stad oder ronderëm d'Stad ze erméiglechen. Also den Accès mam öffentlechen Transport esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Dat wär eng Iwwerleung wäert, Här President, an ech géif och dem zoustännege Minister - deenen zoustännege Ministeren - un d'Häerz leeën, emol och an déi Richtung ze kucken, well ech meng wierklech, dass mer eis an deem Fall, wat den Emplacement vum der Nationalbibliothék an och den Emplacement vum der Uni ugeet, keng strategiesch Feeler kënnen erlaben.

Perséinlech géif ech op jidde Fall wënschen, dass mer mat der Nationalbibliothék séier virkommen. Ech verstinn natierlech d'budgetär Problemer vum der Regierung, mä sécher ass, wa mer de Projet vum der Madame Hennicot vum 2002 net direkt realiséieren, wa mer wëllen de Bâtiment Schuman ofrappe respektiv nach eng aner Solutioun sichen, dann hu mer nach e bëssen Zäit an da kënnen mer dee Moratoire vum der Regierung och mat ausnotzen, fir déi Etüden ze maachen, déi mer fir eng modern Nationalbibliothék brauchen.

**M. le Président.** - Merci, Här Fayot. Nach ageschriwwen ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech hat an enger Question parlementaire am Abrëll 2005 d'Problematik, déi mer haut schon diskutéieren, opgeworf, an do hate mer nach net bei den Äntwerte gesot kritt, wéi et mat der Prioritéiteléisch vum der Regierung géng stoen.

Dat, wat ee muss festhalen, dat ass, dass am Februar 2002 déi viregt Koalitioun décidéiert hat, fir e Site unique fir d'Nationalbibliothék a fir d'Uni um Site vum Robert Schuman festzehalen. Am Regierungsprogramm vum dëser Regierung steet: «Les travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire seront poursuivis.» An et ass mer gesot ginn, dass e Groupe de travail agesat gi wier, fir iwwer déi Problematik ze schwätzen.

Do si mer awer gewuer ginn, dass d'DG8 vum Europaparlament op eng Kéier an dat Gebai komm ass vum Robert Schuman, wou am Prinzip sollt de Site vum der Nationalbibliothék etabléiert ginn. Wann een de Budget vum nächste Joer kuckt, wéi d'Regierung en déposéiert huet, da gesäit een, dass dat och e lukratiivt Geschäft ass, well d'Regierung kasséiert do 2.750.000 Euro, ronn 110 Milliounen Frang, Loyer an.

Et kann ee sech elo also d'Fro stellen, wéi laang dee Projet vum der Nationalbibliothék a vum enger Unisbibliothék um selwechte Plang wäert dann elo retardéiert ginn. Et ass gesot ginn, et wier e Moratoire. Et ass ons hei an den Debatte gesot ginn, de Projet vum der Nationalbibliothék a vum der Unisbibliothék wier net méi op der Prioritéiteléisch. Wat heescht dat konkret? Wéi laang dauert dee Provisorium?

Am Fransésische gëtt et e Spréchwuert, wat seet: «Il n'y a que le provisoire qui dure.» Ech fäerten, dass mer ganz schéin Zukunftspläng hunn an déi och diskutéieren, mä dass dat an deenen nächste fënnf Joer sech net wäert realiséieren.

An et ass do, wou mer vum der Regierung erwaarden, dass si ons seet, wéi laang dee Provisorium elo dauert am Schuman, a wéini een da ka raisonnablement ufänken ze plangen an eppes virzugesinn.

Iwwert de Fong selwer muss een awer och soen, dass déi viregt Regierung eng etlech Prunkbauten décidéiert hat - de Pei, d'Philharmonie, d'Coque; mir hu souguer zwee Héichwien helleg gesprach - an all déi Prunkbauten...

**(Interruptions)**

Jo, mir hunn do dergéint gestëmmt!

An alleguerten déi Prunkbauten, déi kaschten och nach eng etlech Suen am Entretien.

**(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

An elo si keng Suen do fir eng Nationalbibliothék.

Duerfir ass een da frou, dass d'DG8 vum Europaparlament finalement déi Locatioun do brauch, an da brauch een alt eng Nationalbibliothék net ze bauen.

Dofir stellen ech d'Fro: Wéini wäert dann elo ugefaange ginn, wéi laang dauert dee Provisorium? En attendant muss een awer och eng Uni hunn. Et muss een eventuell en réseau schaffen. Ech froen also, ob do eppes virgesinn ass, fir während där provisoirescher Zäit wéinstens eng néideg Viraarbecht ze maachen.

Iwwert de Fong si mir eis bien entendu eens a sinn d'accord fir de Site unique vum enger Nationalbibliothék an enger Fuerschungs-an Unisbibliothék. Mir géingen awer just verlaangen, dass fir déi eenzel Universitéiten, déi zu Esch an déi um Lampertsberg respektiv zu Walfer, do awer och dezentraliséiert Bibliothéike fir d'Studenten do wieren, fir verschidde wichtegst Elementer an déi wichtegst Bicher do kënnen ze consultéieren.

Dat gesot, wier ech also elo frou, wann ee vun de Leit aus der Regierung ons kéint soen, wéi laang dee Provisorium dauert, a wéini ugefaange gëtt, Neel mat Käpp ze maachen.

**M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Fir d'éischt den Här Minister François Biltgen, Minister vum der Kultur, dem Enseignement supérieur a vum der Recherche. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

**M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Merci, Här President. Ech si frou, dass iwwert d'Bibliothéikspolitik zu Lëtzebuerg och an deem Haus geschwat gëtt, well et nämlech e wesentlecht Element ass vum eise Land, vum der Versuegung vum eiser Vergaangenheet, awer och vum der Wëssensvermittlung an Zukunft. Duerfir wëll ech och hei net nëmme iwwert de Problem vum Bau schwätzen, mä awer och iwwert d'Bibliothéikspolitik, déi gradesou wichteg ass an déi domadder verbonnen ass.

Fir emol direkt dat vum Dësch ze kréien: Et gëtt keng Kontradiktioun zwëschent deem, wat de Claude Wiseler an ech am Oktober gesot hunn, an deem, wat de Claude Wiseler eng Woch drop gesot huet. Ech hu genau datselwecht gesot.

Allerdéings hunn ech misse feststellen, wann zwee Ministeren eng Pressekonferenz ginn iwwer e Portal, deen extrem wichteg ass, well en nämlech de Leit d'Méiglechkeet gëtt, vum doheem aus zum Beispill u riseg Kataloge vum anere Bibliothéiken ze kommen, wat wierklech e qualitative Sprong no vir ass vum eiser Nationalbibliothék, dass dat an der Press rose wéineg Répercussione fënn.

Duerfir ass net alles an der Press répercutéiert ginn, wat mer gesot hunn, nämlech hu mer du scho gesot, dass aus enger ganzer Partie

Grënn, op déi ech nach eng Kéier zréckkommen, dee Bau souwisou net kann op der Place de l'Europe ufänken an deenen nächste Joren, dass dat eis awer net wäert ofhalen, fir Bibliothéikspolitik ze maachen, an eis dat net dierf ofhalen, fir deen Établissement public elo schonn an d'Weeër ze leeden an elo schonn ze preparéieren.

Do sinn eng Partie Diskussiounen ze féieren. Et si jo eng Partie Froen opgeworf ginn, déi mussen eng Äntwert fannen. Mä mir mengen, mir kënnen deen Établissement public - an ech kommen nach eng Kéier op d'Ursaachen, woufir mer dee brauchen - elo schonn ufänken, fir elo zesummeneschaffen, och ier mer e Bâtiment unique, oder besser gesot central fir d'Nationalbibliothék hunn.

Wéi gesot, ech war e bëssen traureg doriwwer, dass, wann een eng grouss Politik virstellt, mat där mer wierklech no vir ginn an der Wëssensgesellschaft, da wéineg Echo do ass, a wann op eemol gesot gëtt, elo gëtt e Gebai net gebaut, da gëtt vill driwwer geschwat. Dat huet eis dunn awer d'Méiglechkeet ginn, der Nationalbibliothék an och der Regierung, fir dann awer iwwert déi doten Diskussioun nach vum deem Portail ze schwätzen.

Mëttlerweil gëtt méi vum Portail geschwat, wouriwwer ech ganz frou sinn. Ech hunn - ech mengen, dat ass eng Décisioun vum der Chamber - selbstverständlech iwwerhaupt kee Problem, Här President, wann d'Chamber wëllt d'Nationalbibliothék kucke goen. Alles wat se mécht, wäert net un eis scheitern. Bien au contraire, ech mengen, dat ass eng Décisioun vum der Chamber.

Also, et gëtt keng Kontradiktioun tëschent eis. Et gëtt zwou Diskussiounen, déi matenee gelinkt sinn, de Bau an och, op där anerer Säit, den Établissement public.

Wat richtig ass, dat ass, dass d'Konditiounen, wéi se elo am ale Kolléisch sinn, net gutt sinn aus zwee Grënn: Éischtens sinn eng ganz Partie vu Sektionen, wou d'Aarbechtskonditiounen fir d'Leit ganz schlecht sinn. Et ass alles iwwerfëllt. An natierlech schaffe mer zweetens mat ganz villen Annexen.

Duerfir wëll ech awer kuerz op den Historique nach eng Kéier zréckgoen. Dir wësst, dass d'Nationalbibliothék 1973 an de Kolléisch koum an dass awer, scho vum den 80er a virun allem den 90er Joren un, geschwat ginn ass, fir do auszubauen.

Dunn ass 1998 an dëser Chamber e Gesetz gestëmmt ginn, wat gesot huet, mir bauen eng Annex um Kierchberg. Dat Gesetz ass nach ëmmer a Kraaft. Ech hunn och vir-drun héieren, dass vum Här Adam gesot ginn ass, et soll een d'Gesetz exekutéieren, déi do sinn.

Ech muss lech éierlech soen, mir sinn där doter Meenung net. An duerfir huet am Joer 2002 déi fréier Regierung - Madame Brasseur, Dir schéngt lech net méi un alles kënnen ze erënnern, mä ech rappeléieren lech dat, wat mer décidéiert hunn - décidéiert...

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Kënn Dir dat, wat Dir elo gesot hutt, preziséieren?

**M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Majo, Dir sot vir-drun, dës Regierung elo décidéiert op d'Place de l'Europe ze goen. Dat war am Joer 2002 déi viregt Regierung!

**Mme Anne Brasseur (DP).** - Elo hutt Dir an Ärer Suszeptibilitéit preziséiert, et wär déi viregt. Ech hat net gesot, ob et dës war oder déi vir-drun.

**M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - 2002 huet déi viregt Re-



gierung décidéiert, op d'Place de l'Europe ze goen, an dës Regierung huet dat nach eng Kéier confirméiert. Just virum Enn vun där viregter Regierung huet d'Madame Hennicot als deemoleg Bauten- a Kulturministesch e Projet virgestallt, deen opgrond vun enger Ausschreibung komm ass. Déi deemoleg Regierung huet gesot, dass se dee Projet net wéilt, aus deem Grond, well en iwwerdimensionéiert wier, well en eben de Bâtiment Schuman mat eranhëlt an dann nach eng Nationalbibliothéik drop baut, wat éischters de Käschtepunkt wesentlech verdeiert, wat awer och, wat d'Perspektiven ubelaangt, déi hien huet op der Place de l'Europe, de Bléck ver-stellt téschent der Philharmonie an dem Mudam.

Dat huet déi viregt Regierung décidéiert, an déi aktuell Regierung huet duerfir och schonn Aarbechtsgruppen agesat gehat, sou bal se do war, fir déi Volumétrie erëm eng Kéier ze iwwerdenken, well mer der Meenung sinn, dass mer sollen e Gebai maachen, wat iwwersichtlech ass, e Gebai, wat virun allem fonctionnel ass, an e Gebai, wat vläicht an der Perspektiv besser dohinner passt wéi elo dee Projet. Dat ass dee Punkt.

Mir bleiwe ganz daitlech beim Site Place de l'Europe, an dat aus e puer Grénn:

Éischters - mir hunn et jo virdu gesi mat allem, wat Unisiten ubelaangt -, d'Sitendiskussion zu Lëtzebuerg, dat ass jo dem Lëtzebuurger seng léifsten Diskussioun. Ech sinn der Meenung, wann eng Kéier e Site décidéiert ass, da soll een un deem festhalen an en net erëm frësch a Fro stellen. Dee Site huet eng ganz Partie vun Avantage:

Éischters bréngt en en Element vu Kulturpolitik zesammen: Mir hu Philharmonie, mir hu Mudam, dann hu mer d'Nationalbibliothéik, dat mécht also Sënn, fir do en îlot culturel ze hunn. An zweetens, wat awer fir mech extrem wichtig ass, dat ass, dass e souwuel zuchméisseg wéi och stroosseméisseg relativ gutt do läit.

#### (Interruption)

Jo, soll ech op Ären Train-tram zréckkommen?

#### (Interruption)

Zum Beispill, wann ech Villa Louvigny héieren, dat ass e Site, dee wesentlech manner gutt ass an där Hisiicht. Well, ech hunn näischt dergéint wann ee mer seet, eng Nationalbibliothéik gehéiert an d'Haaptstad, mä eng Nationalbibliothéik ass fir d'ganz Land do. Dat heescht et muss een och den Accès esou maachen, dass jidderer kann dohinner kommen, dee muss dohinner kommen, wohlwiegend dass an Zukunft - an dat erkläert och eng Partie Politiken, déi déi lescht Zäit d'Nationalbibliothéik gemaach huet, d'Direktioun mat deem wéinege Personal, wat se huet, mä gutt gemaach huet, fir nämlech vill méi mat elektronische Moyenen ze schaffen -, ee sech vill manner muss déplacéieren, fir an d'Nationalbibliothéik ze kommen. Duerfir, mengen ech, ass dee Site nach ëmmer gutt.

Wat ass de Problem gewiescht, wéi mer dat geplangt hunn? Et war ge-

plangt, an et ass schonn hei ugeklongen, de Bâtiment Schuman soll relativ séier eidel gemaach ginn, fir dass d'Europaparlamentsservicer an e Bâtiment unique kommen, de BAK. Dat ass elo net de Fall an dat kann och net virun 2010 - mä den Här Wiseler weess d'Zuele besser - de Fall sinn. Sou dass déi Décisioun, fir elo am Prioritéitsprogramm den Neibau vun der Nationalbibliothéik um Kierchbiërg zréckzestellen, eigentlech keng Décisioun war, déi besonnesch wéigedoen huet, well et keen anere Choix souwisou gouf, well een net kann ufänke mat baue bis dass d'Leit eraus sinn.

Also, ech sinn absolut der Meenung, dass ee sech muss d'Fro stellen, obwuel et do vill Architekter gëtt, déi mengen, och d'Architektur aus de 50er Jore misst préservéiert ginn, ech perséinlech sinn eigentlech éischter hei mat der Madame Brasseur a mam Här Fayot eens, dass de Bâtiment Schuman net misst onbedéngt erhale ginn. Mä op alle Fall, mir kënnen net ofrappen esou laang nach Leit dra schaffen. Dat bréngt mat sech, dass mer net esou fréi kënnen ufänken, dat doten ze maachen, esou dass virun 2010, mir mussen also fir d'éischt d'Leit aus dem Bâtiment Schuman eraus hunn - den Här Wiseler weess dat vläicht méi genee -, mä meng Pronostic ass bis 2010.

Wat muss mer also bis dohinner maachen? Mir muss kucken, dass déi aktuell Problemer vun der Bibliothéik geléist ginn. Dat ass nottamment de Bâtiment EUROCONTROL, wou mer elo awer da Wach kréien, a mir muss weiderfuere déi nei Bibliothéik ze plangen; virun allem déi Bibliothèque nationale et universitaire muss mer fäerdeg stellen.

Dozou zwou Saachen: Den Établissement public, dat wéllt net soen, dass dat alles muss an engem Gebai herno sinn. Mir brauchen en zentraalt Gebai an et ass ganz kloer, dass zu deene verschiddene Campusse vun der Uni och musen Annexé kommen. Iwwregens ass dat eppes, wat een och am Ausland gesäit. Mir hunn déi Modeller gekuckt. Wichtig ass bei deem Établissement public, dass e kann am Réseau schaffen.

Ech hu virdu scho gesot wéi wichtig déi nei Technologien sinn, wéi wichtig d'Akafé vun all deenen Droiten ass, d'Droits d'auteur, déi ee brauch fir all déi Librairie kënnen online ze consultéieren, all déi Revues techniques, scientifiques ze consultéieren, an do mécht et einfach Sënn, dass mer zu Lëtzebuerg, och aus engem Punkt vu Käschten a vun Effikasitéit eraus, dat bündelen an enger eenzeger Hand. An dat muss en Établissement public ginn. Ech ka mer net virstellen, dass d'Nationalbibliothéik, déi en Institut culturel ass, also direkt eng Dépendance vun Ministère, kéint esou zesummeschaffe mat enger Uni, déi en Établissement public wier. Do fanne mer keng Struktur a mer maache sécher keng A.s.b.l. doraus.

Duerfir, mengen ech, ass et richtig en Établissement public do ze kreieren. Dobäi geet et eis net, wat ech awer ëmmer versti beim Personal, dass se fäerten et géif hinnen em hir Rechter goen, mä et

geet eis bien au contraire dorém, fir do eng Personnalité juridique ze schafen, déi wierklech och eng Politik maache ka vu Gestiouen a vun Achat vun all deene Saachen, déi mer an där Bibliothèque nationale et universitaire brauchen.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Kloer ass, dass mer eis Gedanke maache muss wéi déi Organer wäerten ausgesinn; dat wäerte mer maachen, do wäerte mer och Diskussiounen féieren. Do muss een Diskussiounen innerhalb vun der Nationalbibliothéik féieren, et muss ee selbstverständlech Diskussiounen féiere mat der Uni. Do ass awer schonn en Aarbechtsgrupp, deen ebe funktionéiert zënter enger Partie Zäit, an d'Uni gesäit dat och esou, dass mer dat sollen zesumme maachen. Wéi gesot, een Établissement public mat engem zentrale Gebai a mat Annexen, do wou déi Annexen nach néideg sinn. Wéi gesot, dat si Modeller, déi mer och am Ausland fannen an déi och am Ausland hir Preuvë gemaach hunn.

An deem Sënn wéll ech net weider op d'Detailer agoen. Dat kann ech dann nach eng Kéier an der Nationalbibliothéik maachen oder an der Chamberskommissioun. Do sinn ech gäre bereet fir ze soen, wat dat alles konkret bedeit, vun zum Beispill informatische Moyenen, déi elo an der Nationalbibliothéik sinn, déi deier kaschten, wou mer elo schonn amgaange sinn ze kucke wéi mer déi kënnen migréiere loosse op d'Universitéit, fir dass mer och mat deeneselwechten Outilen dru ginn. Wann d'Universitéit aner informatische Outilen elo schonn hëlt, fir hir Bibliothéik ze géréieren, wéi d'Nationalbibliothéik, dann hu mer net gutt geschafft. Dann hu mer méi deier geschafft an net esou effikass geschafft.

E lescht Wuert iwwert d'Bibliothéikspolitik, well ech dem Claude Wiseler och nach wollt kuerz d'Wuert loosse...

#### (Interruption)

...- ech sinn op eelef Minuten, da wäert ech der nach véier hunn -, just fir ze soen, dass mer net hallefährzeg hei un déi Nationalbibliothéik eruginn. Dir wäert geschwénn de Budget diskutéieren an dësem Haus, a wann Der kuckt, wat fir d'Nationalbibliothéik virgesinn ass, da stellt Der fest, dass d'Nationalbibliothéik eng Steigerung an hire Krediten huet vun 8,1%. Ech sinn och frou, dass mer zwee nei Posté fir d'nächst Joer hunn - domadder geet et net duer, mä et ass awer scho wichtig, dass mer déi zwee nei Posten hunn.

Dann hunn ech nach guer net geschwat vun deene ville Suen, déi mer iwwert de Budget eLëtzebuerg - deen ech fréier géréiert hunn an deen de Claude Wiseler haut géréiert, als Fonction-publique-s-Minister - hunn, fir eben der Lëtzebuurger Nationalbibliothéik ze erlaben, wierklech up to date ze sinn an à la pointe du progrès ze sinn, wat E-Bibliothéiken an Europa ubelaangt. Mir goufen oft kritiséiert a Lëtzebuerg, dass eGovernment hannendru wier, mä et gouf ëmmer eng Administratioun, déi an Europa vun Ufank u gelueft ginn ass, well se esou wäit vir war, dat war d'Na-

tionalbibliothéik, a mer wäerte mat där Politik weiderfuere.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister.

#### (Interruption)

Här Minister Wiseler, ech mengen et wier net derwäert, datt Der nach erop kommt...

#### (Hilarité)

**Plusieurs voix.** - Oohhh!

**M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - Här Präsident, Dir hutt Recht,...

**M. le Président.** - ...fir déi Zäit, déi iwwreg bleift.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

**M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics.** - ...well den Här Biltgen war, wéi ëmmer, komplett perfekt an hien huet mer net vill Zäit gelooss. Duerfir bleiwen ech hei, awer ech wéll ganz prezis op zwee Punkten nach äntwerten.

Fir d'éischt fir ze soen am Kader vun där Pressekonferenz, déi mer gemeinsam haten, an där, déi ech eng Woch duerno och nach presentéiert hunn: Beim Programme pluriannuel ass et evident, datt mer zweemol datselwecht gesot hunn, an zwar dat, datt déi virgestallte Projeten net 2006 an 2007 géinge realiséiert ginn, mä Projete waren, déi entweder reportéiert gi sinn oder déi sécherlech net virun 2008 géingen ufänken.

Den Intitulé vun deem, wat presentéiert ginn ass, war dann och genaousou, well en huet u sech gesot, déi zwou Rubrike gemeinsam ze presentéieren, esou dass do absolut keng Contradictioun war. Dat zum Éischten.

Dat Zweet, wat ech soe wollt, dat ass, datt schonn op dem Här Henckes seng Fro wat d'DG8 vum Europaparlament ugeet geäntwert ginn ass am Kader vun enger Question parlementaire, déi hien, wann ech mech gutt erënnere, am Mee dëst Joer gestallt huet. D'DG8 ass effektiv momentan eriwweerkomm an d'Schumansgebai, well se ausgebaut ginn ass a well och am Schumansgebai Plaz war. Et ass awer selbstverständlech geduecht, datt déi Servicer vum Europaparlament, gradesou wéi déi, déi schonn am Schumansgebai waren, wäerten eriwwe an de BAK goen, dee Moment wann d'Extensioun vun BAK fäerdeg ass.

D'Extensioun vun BAK ass net fäerdeg virun deem Datum, deen de François Biltgen elo just genannt huet, an zwar 2010. Dir hutt vläicht gemierkt, datt all déi Leit, déi an der Finanzkommissioun sinn, festgestallt hunn, datt d'BAK-Gebai ee vun deene Gebaier ass, wat och elo an déi nächst Etapp vum APS an d'APD-Programmation wäert goen. Do denken ech, datt och an deenen nächste Méint wäert hei an der Chamber kënnen e Projet, zumindest e Projet fir Pläng fäerdeg ze maachen, well dat en enormen Investissement gëtt, virgeluecht ginn, sou datt ech hoffen, datt mer an deem Projet esou schnell wéi méiglech virukommen.

Ee Wuert nach iwwert den EUROCONTROL, well den Här Adam déi

Fro iwwert d'Loyere gestallt hat. Déi kënnt Der am Budget, deen lech presentéiert ass, och liesen, wat dat eent an dat anert kascht. De Prince-Henri huet e Loyer vun 248.000 Euro an den EUROCONTROL huet e Loyer vun 297.000 Euro. Woubäi ee muss soen, datt dat Gebai vum EUROCONTROL wesentlech méi grouss ass wéi dat am Prince-Henri an dofir just dat lwwergoe vun engem an dat anert sech duerchaus justifiéiert. Déi puer Explikatiounen wollt ech nach supplementar ginn an dann, mengen ech, ass den Här Biltgen zesumme mat mir an der Zäit genau bliwwen.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Wonnerbar! Sou, Dir Dammen an Dir Hären...

Ja, Här Adam.

**M. Claude Adam (Déi GRÉNG).** - Ech hunn nach, mengen ech, déi eng oder déi aner Minutt. Ech wéll et awer ganz kuerz maachen.

Ech stellen einfach fest, datt mer effektiv vun 1980 u schonn dovu schwätze fir eng nei Nationalbibliothéik ze kréien, respektiv datt drop higewise gëtt, datt déi Moyenen, déi der Nationalbibliothéik zur Verfügung stinn, net durginn. An ech kommen net ganz op meng Käschten, wa mer soen, et gëtt 2010 bis datt mer eppes realiséieren. Dat ass déi eng Saach.

An déi aner Saach, déi ech nach wollt soen, wa mer dann un dem Site vun der National- an Unisbibliothéik festhalen, da misst dat jo awer logescherweis och eng Inzidenz hunn op de Site vun der Uni Lëtzebuerg, well soss schwätze mer jo net vun zwee Siten, mä mer schwätzen effektiv vun dräi Siten, an dat Ganz bedéngt souwuel de Site vun der Unisbibliothéik wéi vun der Uni selwer, datt mer eis och an engems misste ganz eeschtlech Gedanke maachen, fir den öffentlichen Transport vun deene verschiddene Sité wesentlech ze verbesseren.

Merci.

**M. le Président.** - Här Gibéryen, wollt Dir d'Wuert?

Neen?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Präsident, wann Dir awer nach gären hätt, ech soll eppes soen.

#### (Hilarité)

**M. le Président.** - Neen, ech hat gemengt, Dir hätt d'Wuert gefrot gehat.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech sinn net ëmmer direkt Demandeur.

**M. le Président.** - Gutt, mir sinn domat um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Mir gesinn eis muer de Mëtten um hallwer dräi erëm, fir d'Debatt iwwert d'aussepolitisch Deklaratioun vum Här Ausseminister Jean Asselborn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 17.44 heures)**



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

# Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



## Ordre du jour

1. Communications
2. Rôle des affaires de la Chambre
3. Composition des commissions parlementaires
4. Débat sur la politique européenne et étrangère

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

### 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5517** - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005

2. **5518** - Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 22.11.2005

3. **5519** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.11.2005

3) Par lettre du 18 novembre 2006 Monsieur Félix Braz a informé le Président de la Chambre des Députés qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste.

4) Par lettre du 24 novembre 2005 Monsieur Emile Calmes l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique de gestion et de distribution de l'eau.

5) Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont représenté la Chambre des Députés à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui s'est tenue du 20 au 21 novembre 2005 à Rabat (Maroc).

Les travaux de l'APEM ont traité diverses questions liées au Processus de Barcelone, notamment les partenariats avec les pays méditerranéens, la nouvelle Politique européenne de voisinage et les perspectives d'intégration régionale.

Sur le plan politique le processus de création d'un État palestinien viable a été débattu par les trois commissions de l'APEM. La lutte contre le terrorisme et le combat contre la grippe aviaire ont également été discutés.

L'Assemblée recommande notamment une «alliance des civilisations», la mise en oeuvre des clauses de non-prolifération des armes de destruction massive et l'adhésion aux conventions et protocoles des Nations Unies relatifs aux droits de la femme et aux droits civils et politiques.

Sur le plan économique, la libéralisation des services et les échanges dans le secteur agricole figuraient à l'ordre du jour tout comme les conditions de la création d'un réseau euro-méditerranéen de l'énergie et le développement des infrastructures de transport dans la région. L'Assemblée a également étudié les actions requises pour dépolluer la mer Méditerranéenne et les mesures nécessaires pour réduire la fuite des cerveaux. Les conclusions de ces travaux vont être transmises au sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra à Barcelone en fin de semaine, les 27 et 28 novembre.

M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain, a souligné la priorité à accorder à la question des migrations illégales et au respect des droits des migrants légaux.

M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée, a tenu une allocution à Rabat devant les délégués de l'APEM. Il a souligné que du point de vue économique, le fossé qui sépare les pays continue de se creuser, et que les investissements étrangers nécessaires pour créer des richesses présupposent la mise en oeuvre d'une politique de bonne gouvernance. Il a poursuivi en précisant aux participants que le renforcement de la démocratie reste le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme.

Mme Viviane Reding, Commissaire Européen (Société de l'information et médias) a évoqué le Sommet mondial sur la Société de l'Information et a mis en avant l'importance des technologies de la communication comme vecteur de développement. L'Union européenne est inquiète de l'insuffisance des progrès sur la question dans certains pays de la région. Les atteintes à la liberté d'expression, y compris l'accès à Internet, et les entraves à l'activité d'organisations des droits de l'Homme ne sont pas acceptables. La Commission européenne est prête à aider les États du Sud de la Méditerranée à réussir leur réforme politique. Les accords d'association ont été complétés par une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles, en tenant compte des sensibilités de tel ou tel secteur et en l'accompagnant de mesures de développement rural.

6) Les célébrations du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration de Barcelone ont été entamées les 25 et 26 novembre 2005 par la 5<sup>e</sup> Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens. À la veille du Sommet de Barcelone, environ quarante Présidents de Parlement se sont réunis au siège du Parlement de la Catalogne à Barcelone. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. SAR le Prince des Asturies a inauguré la conférence.

Les réunions se concentraient essentiellement sur le bilan des dix dernières années et les perspectives du partenariat euro-méditerranéen. Les différents intervenants ont relevé que le parcours de cette décennie n'avait pas toujours été facile. Mais de nombreux progrès ont été réalisés, une nouvelle dynamique s'est développée, surtout au niveau des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cependant les efforts ne suffisent pas encore, le processus n'a pas satisfait tous les espoirs, les réalisations ne sont pas à la hauteur des attentes. D'aucuns ont souligné que «nous aurions pu faire davantage». Les interlocuteurs ont affirmé que le conflit israélo-palestinien a largement bloqué l'évolution du partenariat euro-méditerranéen, surtout en ce qui concerne la sécurité et la stabilité de la région.

«L'écart de développement entre les pays du Sud et ceux de l'Union européenne demeure considérable», selon le représentant du Parlement tunisien, et ce «aussi bien au niveau économique que social ou technologique.» Comme l'a souligné le Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, M. Josep Borrell Fontelles, «l'Europe a plus regardé l'Est que le Sud au cours des dix dernières années». Dans les dix prochaines années, le développement devra par conséquent être beaucoup plus intensif. La volonté des parlementaires d'inciter leurs gouvernements à s'impliquer encore davantage dans cette direction a été renouvelée.

En marge de la Conférence, M. Lucien Weiler a rencontré le Président de l'Assemblée nationale de la Bulgarie, M. Georgi Pirinski, afin de faire le point sur la situation dans ce pays candidat. M. Pirinski a assuré que son pays met tout en oeuvre afin d'accélérer les préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union européenne prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le Président de la Chambre des Députés a en outre eu des entrevues bilatérales avec les Présidents des Parlements d'Espagne, de la Finlande, de Turquie, des Pays-Bas et de la Syrie ainsi qu'avec le Président du Parlement européen.

7) Par lettre 22 novembre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 13 octobre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre l'Union européenne, la Com-

munauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en oeuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen;

- résolution du Parlement européen sur les perspectives des relations commerciales entre l'Union européenne et la Chine;

- résolution du Parlement européen sur l'Iran;

- résolution du Parlement européen sur l'éducation, pierre angulaire du processus de Lisbonne;

- résolution du Parlement européen sur l'intégration des immigrés en Europe grâce à des écoles et un enseignement plurilingues, et

- résolution du Parlement européen sur les femmes et la pauvreté dans l'Union européenne.

### 2. Rôle des affaires de la Chambre

An hire Réunionne vum 23. a vum 30. November huet d'Présidentekonferenz proposéiert, folgend Projekte vum Rôle ze strächen:

1) de Projet de loi 5027 iwwert d'Handhabung vu geféierleche Substanzen;

2) de Projet de loi 5111 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten;

3) d'Proposition de loi 5074 iwwert de Sekurismus, an

4) d'Projets de loi 5248 an 5249, d'Transpositioun vun europäeschen Direktiven iwwert d'Gläichberechtigung um Aarbechtsmaart.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Aus administrative Grënn goufen dann och eng Rei Questions parlementaires aus de viregte Legislature vum Rôle gestrach, déi bis dato ouni Äntwert bloufen. Et steet den Auteurs fräi, dës Froen, déi am Compte rendu publizéiert ginn, nei anzerechen.

### 3. Composition des commissions parlementaires

Op Ufro vun der Fraktioun vun deene Grënge schléit d'Présidentekonferenz eng Ännerung vir wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ubelaangt. Fir de Volet Sécurité sociale gëtt den Här François Bausch duerch den Här Félix Braz ersat.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Ordre du jour vun haut de Mëtten. D'Chamber debattéiert iwwert d'Déklaratioun vum Här Jean Asselborn, Ausseminister, iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Henckes. Als éischte Riedner huet elo den honorabelen Här Marcel Glesener d'Wuert. Här Glesener!

### 4. Débat sur la politique européenne et étrangère

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, fir d'alleréischte géif ech gären am Numm vun der CSV-Fraktioun eisem Ausseminister villmools Merci soe fir sän opschlussräichen Iwwerbléck iwwert déi Lëtzebuurger Aussepolitik. Et ass déi éischte Kéier wou den Här Asselborn a senger Fonctioun als

Ausseminister dat hei am Numm vun der Regierung konnt maachen. Mir félicitéieren him fir déi Aart a Weis wéi hien dat hei gemaach huet.

Mir stelle fest, datt sech an der Aussepolitik eng Kontinuitéit ganz kräfteg bemierkbar mécht. Dat ass och gutt esou. Geännert huet de Stil, deen ureegend an och erfrischend ass, an deen och vu Kompetenz begleet ass, an, souwäit wéi mer erfuer hunn, och am Ausland Uklang fënnt. Här Ausseminister, eis Félicitatioun!

(Interruption)

Et gëtt Realitéiten, Här Grethen.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ech soen näischt méi, Här President.

(Interruption)

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Zënter der leschte Kéier, wou mer hei iwwert d'Aussepolitik diskutéiert hunn, ass vill Waasser d'Bach erfogelaf. Do hätte mer fir d'alleréischte d'Europäeschen Unioun, wou mer méttlerweil zu 25 a geschwënn zu 27 um Dësch sëtzen. Aner Länner wéi d'Türkei, Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Serbien-Montenegro, Albanien a Mazedonien klappen un d'Dier. Zënter dem Échec vun de Referenden iwwer eng europäesch Constitutioun - a Frankräich an an Holland - stécht d'Europäeschen Unioun bis un d'Oueren an enger, fir net ze soen déiwer, mä an enger Kris. D'Fro nom Zil an de Grenze vun der Europäescher Unioun stellt sech haut méi wéi jee.

Lëtzebuerg - an dat soll ee soen - huet sän Engagement fir Europa méi wéi gutt an der éischter Haltschent vun deem Joer enner Beweis gestallt. D'Lëtzebuurger Présidence kann een nëmmen als gelonge bezechnen. Lëtzebuerg huet et fäerdeg bruecht, a wichtege europäeschen Dossiere weiterzeféieren. Ech denken do zum Beispill un d'Reform vum Stabilitéitspakt oder d'Reorientéierung vun der Lissabon-Reformagenda. Deen eenzege Bémol war deen, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, een Accord iwwert déi europäesch Finanzperspektive fir 2007/2013 ze fannen. Wéi mer wëssen awer net duerch eis Schold.

Wat d'Présidence betrëfft, géif ech dann och nach eng Kéier eisem Ausseminister Merci soen, well et ass och sän Engagement wéi och dat vun all senge Mataarbechter, och an den Ambassaden, am Ausland an der Représentation permanente, d'Engagement vun de Mataarbechter hei am Ausseministère, déi et méiglech gemaach hunn, datt eis Présidence zu esou engem grouse Succès ginn ass.

Mir kënnen eis erënneren, datt den Terrorismus d'lescht Joer ganz staark am Mëttelpunkt vun eisem Débat stoung. Och haut bleift et weiderhin en trauregen Deel vun der heiteger Realitéit. No den Attentater vu Madrid, Bali a Casablanca beweisen déi rezent Attentater vu London an Amman op en Neits, datt den Terrorismus keng Grenze kennt a virun näischt Halt mécht. Et gëtt ze denken, datt déi islamisteschen Terroristen emol net méi zécken, an hirer eegener Mëtt zouzeschloen. D'Virgangsmethode gläiche sech ëmmer méi. Zillscheiwe spille keng Roll méi, hei geet et just nach dorëms, esou vill Leit wéi méiglech an den Doud ze rappen.

Den Islam, niewent aneren Alibien, déngt als Rechtfertigung am Kampf géint de Westen a seng Wäerter, oder déi Regimer, déi hinnen no stinn. De Kampf géint den Terrorismus ass besonnesch schwéier, well en esou heimtückesch ass a well en net op eng eenzeg Ursach zréckzeféieren ass. Hei heescht et, op ville Fronten dergéint unzékämpfen. Dëst ass just méiglech wann esou vill



Länner wéi méiglech sech zesummendinn an innerhalb vun den internationalen Gremië versichen, Strategien auszeschaffen, fir géint dës Plö virzegoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, am Noen Osten huet sech iwwert dat lescht Joer vill gedoen. Den Ausgangspunkt vun engem Déblockage vun der Situatioun tëschent Palästinenser an Israelite war den Doud vum Jassir Arafat an den Amtsuntrëtt vun engem neie palästinensesche Leader, dem Mahmud Abbas. Eng vun deene wichtigsten Entscheedunge war sécherlech déi vun der israelischer Regierung iwwert de Réckzuch aus de Kolonië vu Gaza an dem Norde vum Westjordanland. Dës Evakuatioun gouf dann och am August vun dësem Joer zur Realitéit. Et ass wichteg, dës Friddensprozess weiderhin, sief et op bilateraler Basis wéi och um Niveau vun der Europäescher Unioun, ze ënnerstëtzen, besonnesch well sech déi éischt positiv Zeeche vun engem Rapprochement bemierkbar maachen.

Den Iran mécht eis vill Suergen, sief et un éischter Plaz duerch d'Pläng vun der Regierung, hiren Atomprogramm stur weiderzeféieren, oder sief et duerch déi nei gewielte reaktionär Regierung mam President Mahmud Ahmadinedschad un der Spëtzt. Déi provokant Aussoe vum iranesche President iwwer Israel annoncëiert schwierig Bezéiunge mam Iran. Et ass eis Aufgabe, esou provokativ Aussoe resolut ze comdamnieren an alles drunzeseetzen, fir den Iran zum politeschen Dialog an zur Transparenz wat hir Atomprogramm ubelaangt ze encouragéieren. Ënner Ëmstänn muss een dann och d'Saisie vun Sécherheetsrot vun der UNO als leschten Auswee aus der Sakgaass a Considéeratioun zéien.

Am Irak bleift d'Situatioun weider gespaant. Obwuel den Irak e gudd Schrëtt virukomm ass mat der Elaboratioun vun enger neier Constitutioun, déi an engem Referendum mat 79% approvëiert gouf, bleiwen d'Gewalt an den Terror leider eng aldeeglech Realitéit, géigeniwwer där ee relativ machtlos ass. D'Géigesätz tëschent Sunniten, Schiiten a Kurde sinn ze vill grouss a kéinten zu onversöhnbaren Oppositiounen tëschent deene verschiddene Communautéite féieren.

Besonnesch elo, just e puer Woche virun de parlamentaresche Wahlen am Irak, ass et wichteg, datt déi schiitesch, sunnitesch a kurdesch Communautéiten et fäerdeg bréngen, hir Meenungsverschiddenheeten ze iwwerwannen. Déi verschidde Parteie souwéi och hir Kandidaten mussen versichen, fir ee vereenten Irak anzetrieden, een Irak wou déi dräi Majoritéitsgruppe souwéi och déi aner Minoritéite sech protégéiert an integréiert fille kënnen.

An dësem Kontext géif ech gär den déi europäesche Efforte bei der Hëllef vum Opbau am Irak ervirhiewen. Ech denken hei virun allem un d'Missioun EUJUST LEX vun der EU. Den 22. Februar vun dësem Joer hunn déi europäesche Ausseministeren hire politeschen Accord ginn, fir dës Missioun ze lancéieren, déi dem Irak Hëllef soll, eng Polizei, eng zivil Administratioun an e Rechtsstat opzebauen.

Et ass vu grousser Bedeitung, datt mir dofir antrieden, datt nach aner ähnlech Missiounen op d'Bee gesat ginn, déi dem Irak Hëllef kënnen, hiert Land op eng demokratesch Aart a Weis nei opzebauen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech fuere virun a menger Bestandsopnahm.

An Osteuropa hu mer e puer positiv Entwécklungen am leschte Joer ze verzechnen. An der Ukraine ass dem Leonid Kutchma säi Regime zesummegebrach an een neien demokratesche Wand huet de Wiktor Juschtschenko am Januar vun dësem Joer un d'Muecht

bruecht. Dëst kann een an de Kontext vun engem allgemenge Wandel vun de Mentalitéiten am Oste setzen.

An Zentralasien war et Kirgisistan, dat sech dësem Mouvement ugeschloss huet an am Februar an der sou genannter Tulperevolutioun dem Askar Akajew säi Regime gestierzt huet. Obwuel dëst ganz positiv Entwécklung sinn, bleift et fir eis eng Erausforderung fir dës Länner an hirer Sich no Demokratie a Mënscherechter ze ënnerstëtzen.

Leider iwwerliwien nach ëmmer radikal Regimer an dëser Géigend, wou ee weiderhi versicht, all demokratesche Wandel am Keim ze erstécken. Ech denken hei virun allem u Wäissrussland, wou den Alexander Lukaschenko weiderhi versicht, all méiglech Fräiheete vum Vollek ze ënnerbannen. Et ass eis Aufgabe, mat alle Mëttele ze versichen, d'Bevölkerung aus dëser Géigend an hire Fuerderungen no Demokratie a Fräiheet ze ënnerstëtzen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den Tour duerch déi spezifesch Lëtzebuurger Aussepolitik, dee mer all Joer an der Chamber maachen, fänkt klasescherweis an Europa un. Ech wëll mech och dëst Joer un déi Regel halen an net zulescht well Lëtzebuurger Aussepolitik ee Phenomeen ass, dee sech an éischter Linn duerch Europa artikuliert.

D'Adhësioun vun den zéng neie Memberstaaten den 1. Mee 2004 huet eise Kontinent, deen duerch zwee Weltkrieger zerstéiert an duerno duerch de Kale Krich gedeelt ginn ass, zesummegefuert, an dëst um ekonomesche wéi och um politesche Plang.

Den 1. Januar 2007 solle Bulgarien a Rumänien an d'Europäescher Unioun opgeholl ginn, wa si dann – a mir sinn hei zouversichtlech – déi wirtschaftlech a politesch Hauptkritäre vun der Europäescher Unioun erfëllen.

Ech mengen, et wier wichteg fir ze versichen, een éischte Bilan vun dëser Erweiderung ze maachen. A mengen Ae fällt dës Bilan net negativ aus. Obwuel de Chômage an deenen neie Länner bestänneg bleift, weisen dës nei Memberstaaten dach gutt wirtschaftlech Resultater op, déi iwwert der europäescher Moyenne leien.

Op där anerer Säit huet d'europäesch Erweiderung keng signifikant Migratiounsfäll mat sech bruecht, esou wéi dat vu ville Säite gefaart ginn ass. Ganz am Géigendeel hunn déi al Memberstate ganz daitlech kënne vun der Erweiderung profitieren duerch d'Entwécklung vum Handel an och den Investissementen. Et ass och net esou, datt duerch d'Erweiderung de Fonctionnement vun den europäeschen Institutiounen paralyséiert gouf. Ech géif souguer mengen, datt ganz au contraire d'EU-Erweiderung een neie Wand an d'Europäescher Unioun bruecht huet.

Selbstverständlech awer bréngt d'EU-Erweiderung eng ganz Partie Erausforderunge mat sech, déi et elo heesch gemeinsam unzegoen. Dee wirtschaftlech Kontext vun den neien EU-Länner mécht, datt d'Interesse vun neien an ale Memberstate munchmol wäit ausenaner leien, wat dovu kënn, datt dee wirtschaftlech Gruef tëschent deenen neien an ale Länder weider déif bleift. D'Ofwanderung vun den traditionellen Aarbechtsplazen ass mat Sécherheet net ze ënnerschätzen.

En aner Beispill dovu fanne mer, wann et ëm d'Zirkulatioun vun den Déngrschtleeschunge geet. Hei, wou déi nei Memberländer staark dofir plädéieren, fäerten déi al Memberländer negativ Konsequenzen, wéi de sozialen Dumping. Den Débat iwwert d'Délocalisatiounen provozéiert zudeems weider Tensiounen. Heifir schwätze sech déi nei Memberstaaten daitlech aus, wougéint déi al méi retizent sinn a sech Suerge maachen,

wéint dem Feele vu fiskale wéi och sozialen Harmonisatiounen. D'Disparitéite bleiwe grouss an d'Angscht an de Mentalitéite bleift och bestoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, et bleift leider net aus, datt vill Leit, sief et Politiker wéi och Bierger, ufänken, sech Froen ze stellen iwwert d'Modalitéiten oder souguer iwwert d'Opportunitéit vum Weiderféiere vum Erweiderungsprozess vun der Europäescher Unioun. Hei stellt sech op eng Kéier d'Fro nom Zil vun der Europäescher Unioun.

Wat wëlle mer eigentlech? Geet et hei drëms, eng wirtschaftlech Unioun op d'Been ze setzen, oder wëlle mer hei e politesche Projet verwierklechen, esou wéi dat schonns d'Grënnungsmembere vun der Unioun als Visioun haten? Wéi wäit geet d'Europäesch Unioun a wou sinn hir Grenzen? Dës Froe gi vill an oft debattéiert a virun allem zënter dem Échec vun de Referenden iwwert d'europäesch Constitutioun a Frankräich an an Holland vun dësem Joer.

Och bei eis war, obwuel de Referendum schliesslech mat 56% positiv ausgefall ass, d'Referendumscampagne dach net esou einfach wéi mir eis dat ganz am Ufank virgestallt haten. D'Skepsis bei de Leit iwwert d'Europäesch Unioun ass grouss ginn an Ursachen dofir gétt et zuhauf. Sief et, datt de Begrëff „Europäesch Unioun“ dach relativ abstrakt bleift bei ville Leit, sief et, datt d'Leit ëm hir ekonomesch Zukunft fäerten, oder sief et, well d'Leit sech am groussen Kapitel Europa net méi richtig erëmfannen.

D'Resultat ass nun eben dat, wat et ass. D'Politiker an deene verschiddene Gremien, sief et um nationalen oder internationale Plang, zerbriechen sech de Kapp doriwwer, wéi et mam Projet vun enger europäescher Constitutioun weidergehe soll – an de Minister huet och géischer ganz daitlech drop higewisen.

Europa stécht an enger Kris. Am Juni dëst Joer ass ënner eiser Présidence eng Reflexiounspaus dekretéiert ginn. An dësem Kontext géif ech gär den eise Premier zitieren, deen an engem Discours virun der Humboldt-Universität zu Berlin, elo kierzlech den 21. November, Folgendes gesot huet: „Ech weess méttlerweil ganz genau wat eng Paus bedeit. Ech hunn och ëmmer gemengt ze wësse wat eng Reflexioun ass. Et géllt net awer am Moment net richtig ze ergrënnen, wat eng Reflexiounspaus bedeit, well ech elo am Moment méi Paus wéi Reflexioun feststellen.“

Ech schlësse mech dës Wieder vum Jean-Claude Juncker voll a ganz un, well ech der Meenung sinn, datt et héich Zäit gétt, eis Gedanken iwwert déi europäesch Zukunft ze maachen. Ech wëll elo hei net am Detail an dësen Débat eragoen, well mer dëst schonns virun e puer Méint laang a breet gemaach hunn. Ech wëll awer just un de Plang D erënneren, deen den Här Asselborn och gëscher hei zitëiert huet an deen den 13. Oktober vun der Kommissioun lancéiert gouf. Dës Plang D – D wéi Demokratie, Dialog an Débat – soll d'Basis vun engem grondsätzlechen Débat an engem déif gräifenden Dialog iwwert d'Zukunft vun Europa duerstellen, deen an deenen nächste Méint duerch Europa stattfanne soll.

An dësem Plang geet et dorëms, Europa méi demokratesch ze maachen, andeems den öffentliche Débat favoriséiert an en neie Konsens iwwert déi zukünftige Orientéierung vun Europa fonnt gétt. Ech sinn der Meenung, datt dëst eng

richteg Pist ass, där mer mussen weider nogoen.

Et muss ee leider feststellen, datt den Intérêt bei de Leit fir Europa zënter der Referendumscampagne méi staark ofgeholl huet. Et ass also elo un eis – an domat mengen ech net nëmme d'Membere vun der Regierung, mä och eis Deputéiert, eis Parteien, d'Chamber –, fir dësen Débat nei ze lancéieren an d'Leit fir esou een Débat och ze interesséieren, an dat am Intérêt un engem méi demokrateschen Europa.

Den 3. Oktober vun dësem Joer hunn d'Ausseministeren vun der Europäescher Unioun hir gréng Luucht gi fir de Start vun den Adhësiounsnégociatiounen mat der Türkei. Mir sinn eis alleguerten am Kloten doriwwer, datt dës Décisioun eng schwierig war an och nëmme mat enger ganzer Rei Virbehalter geholl konnt ginn.

De Wee zur Opnahm vun der Türkei an d'Europäesch Unioun wäert laang a schwéier ginn. Et muss ee mat bäifügen, datt si weder garantiert nach automatesch ass. Et gétt vill Grënn dofir, mä ech wäert mech elo just op e puer Punkte konzentréieren, déi mir besonnesch wichteg erschéngen.

D'türkesch Regierung muss nach vill zousätzlech Efforte maachen, fir déi europäesch Législatioun an hir Normen ze adoptéieren. Et muss ee leider feststellen, datt de Rhythmus vun de Reformen iwwert dëst Joer ofgeholl huet, an dëst géllt virun allem fir de Beräich vun de Mënscherechter.

Et ass dofir noutwendeg, datt déi türkesch Regierung net nëmme déi gültig Législatioun nees zrëck applizéiert, mä awer och nei legislativ Initiativen an dësem Beräich ënnerhëlt.

D'Folter an d'Ënnerdréckung vun de reliöse Minoritéiten, déi net muslimanesch sinn, wéi och vun de Rechter vun de Frae gehéiere leider nach ëmmer zum Alldag an der Türkei. D'Aschränkung vun der Ausdrocksfräiheet, an am Kontext d'Strofverfolgung vu Journalisten an Intellektuellen bleift ëmmer nach bestoen. Ee rezent Beispill dofir ass dat vum Schrëftsteller Orhan Pamuk, dee wéinst sengen Aussoe iwwert d'Massevernichtung vun den Armenier viru Geriicht geholl ginn ass.

D'Europäesch Kommissioun huet den 9. November e Rapport publizéiert mat 150 Objektiv, déi d'Türkei à court terme en vue vun enger eventueller Adhësioun zur Europäescher Unioun am Beräich vun de Mënscherechter erfëlle muss. Dëst géllt et ze bedenken! Dës Violatiounen vun de Mënscherechter däreft mir an eise Relatiounen mat eisen türkesche Partner net aus den Ae verléieren.

Et ass awer och wichteg, déi aner Säit vun der Medail ënnert d'Lupp ze huelen. Beim türkesche Premierminister, dem Här Erdoğan, sengem Amtsuntrëtt am Joer 2002, konnt ee méi wéi dorunner zweifelen, datt dës Mann, dee Jore virun nach enger islamistescher Partei ugehéiert huet, der Türkei de Wee an Europa géif fräimache kënnen.

Wat virun dräi Joer nach Rhetorik war, ass zur Realitéit ginn. Gott sei Dank! Den türkesche Premier huet et fäerdeg bruecht, eng ganz Rei Reformen an d'Weeër ze leeden, déi d'Diskussioun fir eng eventuell Adhësioun vu sengem Land an d'Europäescher Unioun iwwerhaupt méiglech gemaach hunn.

Zu deenen néidege Reformen zielen ëmmer, ënner anerem, eng nei Verfassung vun Code pénal, demokratesch Fräiheeten, eng méi responsabel Haltung vis-à-vis vun der kurdescher Minoritéit an d'Reduktioun vun der Roll vun der Arméi am öffentliche Liewen.

Den Här Erdoğan geet souguer méi wäit a senger Reformen. Hie schwätzt sech géint d'Bestrafung vum Adultère aus an ënnerstëtzt

déi éischt Versich vun den türkeschen Historiker, sech un de Génocide vun den Armenier erunzetaaschten. All Diskussioun iwwert dëst Thema war bis elo engem Tabu ënnerworfen a konnt Doudesmenacen oder geriichtlech Suité mat sech bréngen.

Fir et kuerz ze resümieren: D'Türkei ass op engem schwierigen awer gudden Wee, an et ass un eis, un der Europäescher Unioun, d'Türkei op deem Wee ze ënnerstëtzen – dat am Intérêt vun deem Land an och am Intérêt vun der Europäescher Unioun, an och virun allem am Intérêt vun engem dauerhafte Fridden op eisem Kontinent.

En aner Kapitel ass den Erweiderungsprozess um Balkan, dee virugeet. An dëser Region ass vill geschitt iwwert dat d'lescht Joer. Den 3. Oktober hunn d'Ausseminister an der Europäescher Unioun decidéiert, d'Opnahménégociatiounen mat Kroatien unzefänken. D'Kommissioun huet den 9. November dem Europäesche Conseil recommandéiert, Mazedonien de Kandidatstatut ze accordéieren. De 7. November sinn d'Négociatiounen tëschent der Europäescher Unioun a Serbien-Montenegro, fir e Stabilitäits- an Associatiounsaccord auszuhandelen, offiziell lancéiert ginn, an d'Négociatiounen mat Bosnien-Herzegowina fir esou een Accord fänken och an nächster Zukunft un. Wat Albanien ubelaangt, sinn d'Négociatiounen bal ofgeschloss.

D'Europäesch Unioun ass haut méi wéi soss an dëser Region Gott sei Dank present. Besonnesch ervirziewen ass d'Décisioun vun der Europäescher Unioun, eng méi aktiv Roll ze spillen an den Négociatiounen iwwert den zukünftege Kosovo-Statut.

A mengen Aen hëlleft d'Attraktioun, déi vun Europa op de Balkan ausgeet, der Region Stabilitéit ze bréngen, an ënnerstëtzt dës jonk, fragile Demokratien, Léisunge fir déi komplex Problemer ze fannen, déi sech am Moment ukënnegen. Dozou gehéieren d'Négociatiounen iwwer en definitive Kosovo-Statut – ech hunn et schon ugeschwat –, déi geschwënn ufänke sollen, Négociatiounen a Bosnien-Herzegowina iwwer eng Verfassung, déi viru kuerzem ugelaft sinn, wéi awer och Ongewëssheet iwwert d'Schicksal vu Serbien-Montenegro. Aner Froen, wéi déi vun de Krichsverschollenen, déi vun de Flüchtlingen oder déi vun de Minoritéiten erschwéieren och nach ëmmer d'Relatiounen tëschent deene Länner an der Region.

Ech mengen, et ass net vu Mutwëll, datt et munchere gétt, dee fäert, datt d'Scheitern vun dëse Projeten eng weider Zersplitterung vun der Region mat sech ka bréngen oder vläicht ënner Ëmstänn souguer een neie Krich auslöse kéint. An dësem Kontext ass et wichteg, datt d'Europäescher Unioun dëser Region ee kloren, ee staarke Message schéckt zu hirer Adhësiounsperspektiv.

Reformen, déi vu Bréissel gefuerdert ginn, hëllef den Balkanstaaten, deenen europäesche Kritären a Valeure méi no ze kommen, an d'Ouverture vun den Négociatiounen mat der Europäescher Unioun wäert dës Länner encouragéieren, fir hir Reformen ze accélérieren. Et ass un eis deene Länner ze bewiesen, datt eng Mëschung vu Kulturen, Reliounen, Nationalitéiten eng Source vu Kreativitéit an net vu Konflikter ass.

D'Europäesch Unioun befënt sech hei an engem Dilemma: Si huet de Choix, de Westbalkan ze integréieren mat der Gefor, datt keng definitiv Réconciliatioun tëschent de Länner an de Regionen stattfënn, an domat de Risiko, Konflikter an Europa ze importéieren, oder awer ze waarde bis de Fridde sech definitiv etabléiert huet, mam Risiko, datt dëst nach Jorzéngte kéint daueren.



Et gëtt ëmmer méi kloer, datt den europäesche Kader deen eenzenge ass, deen et an der Region erméigleche wäert, aus dem aktuelle Status quo erauszekommen. Et ass eis Responsabilitéit dofir ze suergen, datt den okcidentale Balkan net zu engem schwaarze Lach an der Peripherie vun Europa gëtt.

Här President, Kolleginnen a Kollegen, ech wollt och nach kuerz d'Entwécklung a Polen sträifen an och d'Entwécklung an Däitschland hei virdroen, mä opgrond vun der Zäit, déi mir zur Verfügung steet, wäert ech dat elo net am Detail maachen. Ech wëll ledeglech festhalen, datt och do Tendenz sinn, déi sech positiv entwéckelen, a virun allem och a Polen, an och an Däitschland, wou et zu enger Kontinuitéit mat Sécherheet kënnt.

Dat ass an der Aussepolitik an dorwäer eraus och téschent de Relatioun vum deem Land wat wichteg ass a ganz Europa a vis-à-vis vun de klengen Noperen, ënner anerm och vis-à-vis vu Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, wann Der erlaabt géif ech nach en anert Thema kuerz uschneiden, wat mer och besonnesch wichteg erschénkt, an zwar wollt ech nach e puer Bemierkungen iwwert den Europarat maachen.

Am Mee dëst Joer huet den drëtten Sommet an der Geschicht vun dëser Organisatioun, déi am Joer 1949 an d'Liewe geruff ginn ass, zu Warschau stattfonnt. D'Stats- an d'Regierungschefen hu sech do Gedanken gemaach iwwert déi heiteg Daseinsberechtigung vum Conseil de l'Europe. Dëst ass net vu Mutwëll, well d'Evolutioun vun Europa huet et mat sech bruecht, datt hautdësdaags d'Kompetenze vun deenen dräi groussen europäeschen Institutiounen, dat heescht vun der Europäescher Unioun, dem Europarat an der OSCE, net méi kloer definéiert sinn a sech des Öfteren iwwerkraizen.

Während deenen éischte Jorzéngten nom Zweete Weltkrich war d'Veerdeelung vun de Kompetenzen téschent dem Europarat an der europäescher Communautéit relativ kloer. Den Europarat war kompetent am Beräich vun de Mënscherechter an de fundamentale Fräiheeten, währenddeems d'europäesche Communautéit, déi an de 50er Jore kreéiert ginn ass, sech ëm d'wirtschaftlech Entwécklung vun Europa ursprénglech gekëmmert huet.

D'Entwécklung vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioun am Beräich vun der Aussepolitik, der Justiz oder der Immi-gratioun souwéi hir Erweiderung hu fir Duerchnee gesuergt. D'Zuel vun de Memberstate vun der Europäescher Unioun ass vu sechs op 25 gewuess, am Europarat sinn et der 46, zu deene säit iwwer engem Joer och aacht Länner aus dem Oste gehéieren. Et schénkt wéi wann den Europarat lues a lues zur Antichamber vun der Europäescher Unioun ginn ass, an där déi Länner, déi sech vun der sowjetescher Tutelle befreit hunn, waarde bis se eng Maartwirtschaft an eng Demokratie opgebaut hunn.

Esou verdächtigt zum Beispill Russland d'Europäesche Unioun, den Europarat wëllen se instrumentaliséieren, fir hir Politique de voisinage mat deene Länner ze géréieren, déi keng Vocatioun hunn, fir der Europäescher Unioun bäizeitrieden, an dës Institutioun och ze benotzen, fir den zukünftigen EU-Memberen hir politesch Standarde méi no ze bréngen. Dës Désaffectatioun illustréiert de Marginalisatiounsprozess, deem den Europarat ausgesat ass. Esou ass et nëmmen ze begréissen, datt de Sommet zu Warschau sech der Definitioun vum Europarat a sengen Aufgaben ugeholl huet. Hei si sech d'Stats- a Regierungschefen eens ginn, datt d'Veerdeedegung vun de Mënscherechter souwéi d'Promotioun vun Demokratie a Rechtsstatlecheit d'Hauptmissioun vum Europarat bleiwen.

Hei gouf och déi onentbierlech Roll vun Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter ënnerstrach an d'Ausschaffe vun enger neier Strategie décidéiert, fir d'Effikasitéit vun dësem gerichtlechen Organ ze assuréieren. Ech géif gär den ënnersträchen, esou wéi dat eise Premier zu Warschau gemaach huet an och den Ausseminister bei diverse Geleeënheete widderholl huet, datt den Europarat all seng Aktualitéit a Wichtigkeet erhalte muss an och behale wäert.

Den Europarat bleift onersetzlech als Gespräichsforum um europäesche Plang, als dat kontinentaalt Schutzinstrument vun de Mënscherechter schlechthin souwéi och als Denkfabrik vu Rechtsnormen an de sou genannte bonnes pratiques. All double emploi an Iwwerschneide vu Kompetenze sollen an Zukunft évitéiert ginn. Jiddfer Organisatioun muss iwwer hire präzisen Aufgabeberäich verfügen an et muss eng effikass Kollaboratioun téschent deenen dräi Institutiounen op d'Bee gesat ginn.

Et ass och vu grousser Bedeitung, dofir ze suergen, datt d'Attributioun vum deene verschiddeenen Organisatiounen no baussen hi méi sichtbar ginn. Eise Premier gouf jo zu Warschau als deemolege President vum Conseil vun der Europäescher Unioun mat enger Clarificatiounsmissioun vun de Rolle vun der EU an dem Conseil de l'Europe chargéiert. Mir sinn alleguer ge-spaant op dese Rapport a vläicht kréie mer och an der Chamber en Débat iwwert déi Perspektiven, déi eis hei presentéiert ginn.

Léif Kollegen, wann een - an ech kommen zum Schluss - d'Aussepolitik kuerz en revue passéiere léisst, gëtt ee sech bewosst, datt d'Eraus-fuerderungen, déi sech hei stellen, grouss sinn, an datt d'Zuel vun den Aufgaben an dësem Beräich net méi kleng gëtt. Ech géif gär den ënnersträchen, datt Lëtzebuerg haut eng wichteg Roll op der grousser politescher Weltbühn spillt. Lëtzebuerg huet et iwwert déi lescht 60 Joer fäerdeg bruecht, sech um internationale Plang Gehéier ze verschafen a säi proportionell zu anere Länner klengt Gewicht awer déif an d'Wo ze leeën. Lëtzebuerg gëtt gefrot an et gëtt him och nogelauschert. Aus dësem Grund bleift eis Aussepolitik an an deem Sënn och eis Kooperatiounspolitik vun extremer Wichtigkeet.

Ech wëll just kuerz erwähnen, datt d'Kontributioun vu Lëtzebuerg fir d'Entwécklung bei 0,85% vum PIB fir d'Joer 2005 läit, wat eist Land ënnert déi éischt Länner vun der ganzer Welt an deem Beräich klaséiert. Et muss een och ënnersträchen, wéi mir et fäerdeg bruecht hu während der Lëtzebuenger Présidence vun der Europäescher Unioun mat engem dach limitéierte Personal d'Aarbechte vun Europa, vun der Unioun ze strukturéieren, ze dirigéieren an och weiderzebréngen. Dës Présidence kann ee roueg zu deenen erfollegräiche Présidencen zielen, déi mer schonn hannert eis hunn an déi d'Reputatioun an de Stel-lwäert vun eisem Land gemaach hunn.

Ech mengen, ech ka mer erlaben ze behaupten, datt mer d'Erwaardungen, déi un eis gestallt gi sinn, zur Zefriddenheet erfëllt hunn an erëm op en Neits eisen Engagement fir Europa konnten ënner Beweis stellen. Dëst muss een ze schätze wëssen an och a Considératioun huelen. Et ass natierlech evident, datt eist klengt Ländche sech net kann eleng um bilaterale Niveau all deene grouse Problemer an der Welt un huelen. Et ass jo och dowéinst, datt de Multilateralismus esou wichteg ass fir eis.

Mir si Member vun all deene grouse regionalen an internationalen Organisatiounen. Et ass an dese Gremien, wou mer zesumme mat eise Partner versiche kënnen, Léisungen op déi eenzel Problemer, déi sech an der Welt stellen, ze sichen. An dësem Kontext wier

et net vu Mutwëll, fir d'Zuel vun de Vertrieder an eisen Ambassaden, Konsulaten, Représentatioun-permanenten oder vun deenen, déi bei den internationalen Organisatiounen akkreditéiert sinn, ze verstärken. Trotz noutwendege Spuermoosnamen ass et awer wichteg, och d'Stëmm vu Lëtzebuerg no baussen ze droen a mat-zehëllefen un deene groussen Ziler ze kollaboréieren, dat am Intérêt vu Lëtzebuerg. Ech denken do virun allem un den Europarat an och un d'OSCE.

Här Minister, Kolleginnen a Kollegen, et wier nach viles, wat ee kënnt uschwätzen, mä meng Riedezäit geet zu Enn. Ech soen lech villmools Merci, datt Der mer esou laang nogelauschert hutt.

**Plusieurs voix** - Très bien!

**M. le Président** - Merci, Här Glesener. Nächste Riedner ass den Hér Charel Goerens. Hér Goerens, Dir hutt d'Wuert.

**M. Charles Goerens (DP)** - Hér President, Dir Dammen an Dir Hären, bei der Geleeënheet vun der éischter Deklaratioun, déi den Hér Asselborn hei als Ausseminister virun der Chamber gemaach huet, wollt ech him Merci soe fir säin zimlech kompletten Iwwerbléck iwwert d'Lëtzebuenger Aussepolitik.

Ech wollt och nach eng Kéier eis Unerkennung erneiere fir d'Présidence, fir déi vill Efforten, déi um Niveau vun der Regierung gemaach goufen an och um Niveau vun all deene Leit, déi ronderëm déi Regierung dréinen an déi ech och nach zum Deel kennen an a gudder Erënnerung hunn. Hinnen alleguer d'Unerkennung vun der demokratescher Fraktioun fir déi grouss Leeschtungen, déi net nëmmen am Laf vun deene leschte sechs Méint gemaach goufen, mä déi och elo nach undauern, do-duerch datt mer duerch de Prinzip vun der Troika awer nach an eenzelen Domäne gefuerdert sinn, an och besonnesch fir dat, wat virdrun, en amont geschitt ass.

Mir hu gëschter, wéi gesot, e ganz kompletten Iwwerbléck kritt, jiddefalls sinn d'Themen alleguer ugeschnidde ginn, déi eis bewegen am Kader vun enger Diskussioun iwwert d'Aussepolitik, a wéi kënnt et anescht sinn, datt déi sech zum gréissten Deel mat europäesche Froe beschäftegt.

Den Hér Asselborn an ech, mir sinn net déi Allerjéngst heibannen am Haus. Mir kënnen eis erënneren, am Ufank wéi mer hei an der Chamber waren, wann dann een nëmme gewot hätt, sech iwwert d'Finanzgebaren an engem vun eisen Nopeschlänner ze äusseren, da wier dat scho bal als eng Amëschung an intern Ugeleeënheete vun engem anere Land betruecht ginn. Haut ass dat, wat deemools emol net an der Aussepolitik toleréiert gi wier, europäesch Innenpolitik. Mir nennen dat nach ëmmer virun Aussepolitik, méi aus Gewunnecht wéi aus Pertinenz zu den Tatbestänn, déi ech elo grad versicht hunn hei opzezielen.

Dir hutt am Fong schonn an deene ganzen introductive Bemierkungen dorop higewisen, datt Lëtzebuerg e crédible Partner muss bleiwen. Mir sinn et a mir mussen et bleiwen. Et ass indispensable. E Land gëtt net ignoréiert oder boudéiert duerch de Fait, datt et kleng ass, mä e Land gëtt ignoréiert a boudéiert, wann et niewent deem, datt et kleng ass, och nach klenglech gëtt. Mir dierfen eis an där Hisiicht - och wa Gréisserer kënnen Écarte woen - absolut kee Faux pas leeschten.

Duerfir ass et wichteg, datt déi Aussepolitik sech weider der Crédibilitéit verschreift, dat heescht

der Kontinuitéit, an datt och déi verschidde Acteuren hir Verantwortung iwwerhuelen, net nëmmen an der Regierung, mä ech mengen, mir hunn och als Deputéiert an der Chamber an an deene verschiddeenen internationale Gremien, wou dëst Haus och mat vertrueden ass, eise Rôle ze spillen an eist Wuert matzeschwätzen.

Mir wëssen, datt de Multilateralismus ee vun Ären Dadaen ass. E Land wéi Lëtzebuerg, wat all Formulen am Laf vu senger iwwer 160 Joer laanger Independenz getest huet, weess, datt mer eréischt vun deem Dag u konnten a Fridde liewen, wéi déi aner och d'Regelen, déi mir reklaméiert hunn, respektéiert hunn, sech zu deene bekannt hunn, déi ënnerschriwwen hunn, an déi och am Kader vun internationalen Institutiounen bereit waren an och nach sinn, ze respektéieren. Mir hunn als Lëtzebuenger natierlech an enger fortschreitender europäescher Aussepolitik - och wa mer an dësem Moment musse bedauern, nach eng Kéier bedauern an ëmmer erëm bedauern, datt de Ratifikatiounsprozess, nodeem e gestoppt ginn ass, och nach net vill Unzeechen op eng Reaktivatioun erkenne léisst - keen Intérêt, datt et do zu deem gefaarte Stëllstand kéint kommen.

Ech wollt nach eng Kéier dorun erënneren, datt och déi Aussoe vum Hér Barroso virun zwee Méint an där Hisiicht net schrecklech hëllefreich waren. Wann déi, déi un alleréischter Stell - est-ce qualité? - dorun interesséiert misste sinn, datt et weidergeet, och scho Skepsis erkenne loosse, mengen ech, wier dat net gutt. Mir mussen do net Zweckoptimismus ausstrahlen, mä mir musse soen, datt et berechtigt Grënn gi fir virun ze hoffen, an eis net direkt an d'Rei vun deene villen Doudegriewer stellen, déi och nëmme just duerfir Doudegriewer sinn, well se vläicht nach de Sënn an den Zweck vun där ganzer Démarche net genuch erfaasst hunn. A well mir et och vläicht versäumt hunn, den Zweck an de Sënn vun där ganzer Démarche genügend ze erklären.

E weidert Kapitel an Ärer Deklaratioun sinn d'Relatiounen téschent Amerika an der Europäescher Unioun. Ech géing och e Wuert iwwert d'Relatioun téschent Lëtzebuerg an de Vereenegte State soen. Déi si ganz zolidd. Si schreiw sech och an eng laang-jähreg Suite vu flotten Evénementen, a mir hunn och ëmmer versicht an deene verschiddeene Konstellatiounen déi Relatiounen héich an op engem gudden Niveau ze halen, well, ech mengen, et ass eng Lapalissade, wann ech dat hei soen: Bei enger Verschlechterung vun den amerikanesch-lëtzebuergesche Bezéiungen huet Lëtzebuerg ënner Ernstänn méi ze verléiere wéi d'Vereenegte Staten.

**(Hilarité)**

Duerfir hu mer och en Intérêt dorun, datt d'Europäesche Unioun e proppert Verhältnis huet mat deem Partner, deen net ëmmer ganz einfach ass. Well et si Problemer, déi een all Dag tentéiert wier fir héich-zespillen an déi een och net kann ënnert den Teppesch kieren an déi awer fir e Malaise suergen an deem ganze Versteedsdemech, wat se op där enger Säit vum Pull hunn an op där anerer.

Ech huelen nëmmen ee Stéch-wuert eraus: Guantánamo. Dat ass mat deem Rechtsverständnis a mat dem internationale Recht, wéi mir et jiddefalls verstinn, net ze vereinbaren. Dat ass och eppes wat d'Perceptioun, déi d'Europäer sech vun den Amerikaner maachen, net verbessert. Et wier net nëmmen am Intérêt vun enger verbesserter Perceptioun, wann do eng Verbesserung kéim, mä och vun dem Respekt vun de Rechtsprinzipien, deenen och si sech verschriwwen hunn.

Ech denken och un aner Domänen, wou et och net vum selwe geet a wou ee sech och ëmmer op en

Neits muss um Bidon rappe fir kënnen déi Relatiounen op engem gudden Niveau ze halen. Dat si Stéierpunkte wéi d'amerikanesch Haltung zu der Cour Pénale Internationale oder och zum Kyoto-Protokoll. Wa mer wëlle Problemer meeschteren, mat deene mer ze dinn hunn, hu mer en Intérêt drun - besonnesch e klengt Land ka sech nëmme wënschen, datt et ganz vill Gremië gëtt, déi déi Iddi virubréngen -, datt an där Hisiicht besonnesch déi Grouss d'Regelen akzeptéieren, un déi se sech och halen.

Do ass et der Europäescher Unioun ganz héich unzerechnen, datt si an deene schwierigen Domänen jiddefalls Faarf bekannt huet, an datt besonnesch wat d'Cour Pénale Internationale ubelaangt Standfestgeek d'Haltung vun der Europäescher Unioun, net nëmmen an de Reie vun deene 25 Memberen, kennzeechent, mä och an deeneselwechten hirer Aktioun dobaussen.

Et sinn haut zum Beispill ganz vill afrikanesch Länner, déi an där do-ter Hisiicht d'Regelen akzeptéieren, déi den Accord iwwert d'Cour Pénale Internationale ratifizéiert hunn, obscho si och vun anere Säiten aner Iddië suggéiert kruten. Ech mengen, de Verdacht ass méi wéi berechtigt, datt dat zu engem ganz groussen Deel der Europäescher Unioun hirer staarker Haltung an där do-ter Fro ze verdanken ass.

Iwwert de Barcelona-Prozess, deen elo eréischt viru kuerzem nach eng Kéier fir héich Welle gesuergt huet, wëll ech mech net weider äusseren. Wichtig ass, datt op deem dote Plang ëmmer erëm d'Acteuren, a besonnesch Israel an och d'Palästinenser, zesumme kommen, déi opgeruff sinn, mat der Hëllef vun deenen aneren engem vun deene schwierigsten a geféierlechste Konflikter, déi et am Moment op der Welt gëtt, en Enn ze setzen. Hoffentlech kann d'Europäesche Unioun och do hir Haltung consolidéieren. De Fait, datt se als drëtt Partei bei der Iwwerwachung vum Grenziwwergang zu Raffah mat akzeptéiert ginn ass, ass e Schrëtt an déi Richtung, déi mer begréissen.

Ech mengen, et huet eis och gutt zu Gesiicht gestan, datt d'Europäesche Unioun direkt no deenen onsäglechen Deklaratiounen vum iranesischen President iwwert d'Ausradéiere vum Stat Israel op der Weltkaart reagéiert huet. Nach owes um Sommet ass e ganz zolitten a secë Communiqué vun deene 25 Stats- a Regierungschefe verabschit ginn.

Ech mengen, et stoung och der Lëtzebuenger Chamber gutt zu Gesiicht, datt mir an enger ganz geschlossener Haltung unaniment déi Attitud vum President vun der République islamique vum Iran condemnéiert hunn. Souguer wann déi aner gréisser Parliamente dat net maachen oder net méichen, mengen ech, wier et engem klengen Land ëmmer héich unzerechnen, wann et sech op d'Vulnerabilitéit géing besënnen, déi kleng Länner, wa se net vum Schutz vu groussen Ensembelen bénéficiéieren, héich-halen.

Kontakter mat Asien, Latäinamerika an Afrika beweisen, datt d'Europäesche Unioun sech eng global Strategie gëtt. Eng Strategie, wou se souwuel an den Handlungsbeziéunge wéi och an allem, wat ronderëm d'Fro Sécherheet an Terrorismus dréit, wëllt mat enger Sprooch schwätzen. Mir begréissen dat. Mir mengen, trotz alle Schwächen, déi een nach ëmmer am Inventaire ka festhalen, ass Europa haut op ville Plazen an der Welt méi present wéi jee virdrun.

Um Balkan, wou mer jo d'Expérience gemaach hu vun der Schwächt vun Europa an och vun engem Europa, wat u Solidaritéit gewonnen huet, kënnen mer festhalen, datt mer och do um richtege Wee sinn, well mer haut och deene



Perspektiven opmaachen, déi an den 90er Joren, wéi de Konflikt um westleche Balkan ausgebrach ass, nach keng haten. Ech denken do u Länner wéi Kroatien, och Serbien-Montenegro a Kosovo, deen e Statut huet, deen nach ze klären ass. Ech denken u Länner wéi Albanien, Ancienne République Yougoslave de Macédoine, deen fierchterlechen Numm vu FYROM, deen een hei muss erwähnen, fir seng Relatioun mat de Griichen net ze be-laschten.

Déi hunn haut Perspektiven, déi se virun enger Rei vu Joren net haten. Wa mer eis nach eng Kéier erënneren: Bosnien: 200.000 Doudeger. Ech hunn et schon eng Kéier hei gesot. 30.000 Persounen, déi violéiert goufen. Zwou Milliounen dé-placéiert Leit, well ze spéit age-graff ginn ass. Kosovo: ongeféier 10 bis 11.000 Doudeger. Do ass manner laang gewaart ginn, mä et ass nach e grouse Schued u Mënschen an u Material ze be-kloen.

Mazedonien: näischt. Kee Blutver-géissen, et schwätzt och keen do-vun, well et net spektakulär war, well haaptsächlech Schockévénement-er kaaft ginn; hei interesséiert dat vun de Medien déi allerwé-negst. An dat wat esou invisibel ass, dat ass am Fong e grouse Succès, deen d'Europäesch Unioun sech kann an de Paltong spéngelen a soen, dass se an hirer Fridde stéftender Missioun weider-komm ass.

Dat, wat elo eréischt fonctionnéiert bei deenen dote Länner, huet awer schon en amont vun deem Konflikt do fonctionnéiert mat Länner wéi Ungarn, Rumänien, Bulgarien, wou et sech nach eng Kéier im Nachhinein erweist, dass et richtig war, dass een deenen eng Baitrëttsperspektiv opgemaach huet a schliesslech decidéiert huet, si och an d'Europäesch Unioun eranzehuelen.

Rumänien a Bulgarien hu Fort-schrëttler gemaach, an déi Berich-ter, déi periodesch gemaach gi vun der Kommissioun an déi och be-gutacht gi vum Parlament an déi mir och ëmmer fir Informatioun zougesecht kréien, weisen awer, dass vu Kéier zu Kéier, ënnert dem Drock wuelverstanen vun de Kopen-hagener Kritären, hei seriö Aar-bechte gemaach gi sinn an e reso-lute Bléck no vir riskéiert ginn ass. Déi Aventure wäert och positiv fir déi Länner do ausgoen.

Wat den Erweiterungsprozess vun der Europäescher Unioun ube-laangt, mengen ech, misste mer deen och emol nach eng Kéier richtig an der Öffentlechkeet do-baussen erklären. Mir hunn eis zur Gewunnecht gemaach, wa mer eng Kéier eppes maache wat gutt war - an ech mengen, dass déi In-formatiounscampagne, déi d'Lët-zebuerger Chamber gemaach huet virun e puer Méint am Virfeld vun der Adoptioun vun der Verfassung duerch d'Lëtzebuerger Vollek, gutt war.

Et war ee Schrëtt an déi richtig Richtung, wéi mer gewinnt sinn ze soen. Mir brauchen awer hei net nëmmen ee Schrëtt an déi richtig Richtung, mir brauchen eng ganz Rei vu Schrëtt, mir brauchen e ganze Spadséiergang an déi rich-tig Richtung, an et ass nach esou villes, wat net verstanen ass, an duerfir bleift och nach esou villes ze erklären.

Ech géing och, ulehndend un dat, wat den Här Glesener gesot huet, mengen, mir missten eis nach eng Kéier als Chamber iwwerleeën, ob mer net eng zweet Ronn an där Hi-siicht sollen dréinen an och dem Land en toute sérénité soen, wat d'Virdeeler sinn. Vlächicht gëtt et e puer Nodeeler, mir sinn der net vill bekannt an deem Prozess, mä et soll een awer op jidde Fall soe wat d'Gesamtbilanz ass vun deem Ganzen.

Mir solle wuel soen, dass et an all Prozess an och am Erweiterungs-prozess vun der Europäescher

Unioun eng Partie Losere gëtt. Mir sollen awer och direkt hannendrop soen, dass mer d'Flicht hunn, fir eis mat de Loseren hire Problemer ausernee ze setzen! A mir sollen an darselwechter Foulée drun erënneren, dass et awer och ge-nuch Zuelematerial an objektiv Ar-gumenter gëtt, fir dee Baitrëttpro-zess virun ze ënnerstëtzen.

Deen, deen geschitt ass, huet sech a mengen Ae bezuelt gemaach, an deen, deen ze geschéien huet, ass an eisen Aen och nach haut ëmmer ouni Alternativ ze gesinn. Iwwert deen, deen passéiert ass, erënne-ren ech un d'Zuelematerial, wat den INSEE zum Beispill verfaasst huet.

D'Handelsrelatiounen téschent Frankräich a Spuenien sinn esou positiv, dass een haut ka soen, dass een Deel vun de Paien, déi a Frankräich gemaach ginn, am Fong zu Madrid oder an Andalu-sien oder a Katalonie gemaach ginn. Datselwecht gëllt iwwregens fir d'Handelsrelatiounen net nëm-men téschent Frankräich an deenen neie Länner an Zentral- an Ost-europa, mä och téschent Lëtze-buerg an deenen dote Länner.

Et ass nach virun e puer Méint hei vum Statsminister selwer drun erënnert ginn, dass mer haut ewell méi Handel maache mat deenen neie Länner, déi et an Zentral- an Osteuropa gëtt, wéi mat de Veree-negte Staten, déi jo awer, Gott weess, zu engem vun den zolitten, traditionellen Handelspartner vun eise Land gehéieren. Also wa mer an där Hisiicht och erëm eng Kéier de Gewënner sinn, dann heescht dat jo awer an enger Zäit wou mer Chômage hunn net, de Chômage wiisst duerch de Baitrëtt, mä dass dee Chômage éischter manner wiisst respektiv méi kleng ka ginn duerch déi Potenzialitéiten, déi sech elo aus deem Erweide-rungsprozess an Zentral- an Ost-europa erginn.

Et gëtt wuel délocaliséiert, mä a béid Richtungen, an och ënnert dem Stréch gëtt méi no Lëtzebuerg délocaliséiert wéi vu Lëtzebuerg ewech délocaliséiert. Nach eng Kéier: Dat ass kee Grond fir sech net mat de Problemer vun de Lose-ren ausernee ze setzen, déi et wuel an deem Prozess gëtt, an duerfir mengen ech, wier deen Dé-bat och noutwendeg an da kënne mer de Leit soe wat mer dovun ha-len, mä mir mussen awer och ku-cken, wéi d'Gesamtbilanz aus-gesäit, a mir dierfen eis net han-neren der Gesamtbilanz verstoppen - nach eng Kéier wéi gesot -, fir eis net mat de Problemer, déi sech do-rauser kënnen erginn, ze befaas-sen.

Ech géif dann eng lescht Serie vu Reflexiounen ufänken iwwert déi positiv Fro, déi mer viru vun der Eu-ro-päescher Unioun erwaarden. Besonnesch elo an dans l'immiédiat hu mer et mat enger neier Ronn vun Négociatiounen an der interna-tionaler Welthandelsorganisatioun zu Hongkong ze dinn. Dat ginn ex-trem schwierig Verhandlungen, mä och téschent alles an näischt, téschent ëmmer an ni gëtt et do vlächicht verstänneg Parcoursen, déi ee ka goen.

Ech war jo, dass net bekannt an et interesséiert och keen, mä ech war jo am Fong den direkte Virgän-ger vum Här Asselborn, well ech nach eefel Deeg laang Aussemi-nister war. An där Qualitéit hat ech nach ugefaangen, déi Genfer Ver-handlungen, de Mandat, matzede-finéieren. Ech kann awer net, wann dee Mandat net gutt ausgefall ass oder net esou gutt ausgefall ass, wéi deen een oder anere sech dat wënscht, verstoppen, dass ech net bis zum Schluss do war. Well den Här Asselborn war esou presséiert fir mech an der Regierung ofzellei-sen, dass ech net konnt de leschten Dag vun deene Verhandlung-e ganz do sinn.

**(Hilarité et interruptions di-verses)**

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Im-**

migration.- Mä Dir gesitt jo elo d'Resultat!

**M. Charles Goerens (DP).**- Mais toujours est-il, dass e Verhand-lungsmandat, deen 25 Staten ak-zeptéieren, e Mandat ass. A mir hu jo och zu e puer hei an der Cham-ber Froe gestallt iwwert déi Zweifel, déi um Respekt vun deem Mandat do opkomm sinn, well ee Moment gemengt ginn ass, och vu franséi-scher Säit, dass de Commissaire Mandelson, deen jo am Fong Dépo-sitaire ass vun deem Handelsman-dat, sech iwwer seng Befugnisser ewechgesat hätt.

Ech wollt an deem Zesammenhang ënnerstëtze wat gëschter och hei gesot ginn ass, dass déi Acquisen an déi Accorden, déi am Kader vun der Europäescher Unioun ge-traff goufen, notament déi iwwert d'Reform vun der Agrarpolitik vun 2002, hir Gültigkeet solle behalen, dass och do ganz kloer Aussoe ge-maach goufen iwwert d'Finanzie-rung, iwwert de Finanzierungs-rahme vun darselwechter.

An esou laang war ech jiddefalls zu Genf bei deene Verhandlungen dobäi, dass ech nach héieren hunn, wéi de Pascal Lamy, dunn nach als Virgänger vum Commissaire Man-delson, gesot huet, dass et elo un den Amerikaner wier fir en Effort ze maachen, well d'Europäer hätten a puncto Virbereedung op déi OMCs-Verhandlungen hire Soll erfüllt, hiren Tribut bruecht, an an-erer wieren elo an der Bréngschold. Ech hoffen och, dass déi Verhand-lungen, déi zu Hongkong elo uginn, sech am Respekt vun der Parole donnée kënnen ofwéckelen.

Här President, Lëtzebuerg huet keen Intérêt, dass mer an där doter Fro wéi och an anere Froen zu en-gem Ställstand kommen. Ställstand ass fir Lëtzebuerg - an dat ass en alen, ofgedeschene Slogan - e Réckschrëtt, an dee kënne mer eis an deene Schwierigkeeten, déi mer och an deem Moment ken-nen, net erlaben. All déi Acquisen, déi mer an der leschter Genera-tioun europäescher Integratioun-ge-schicht kritt hunn, déi bewähre sech haut. Just gesi mer et net. Dat kënnt och e Bestanddeel gi vun där Informatiounscampagne, déi ech gefrot hunn, a wou d'Chamber sech soll aktiv dru bedeelegen.

Wéi géif et dann ausgesi mat eiser Pétrols-facture, wa mer net den Euro hätten? Wéi wieren dann déi eenzel Währungen an der Europä-escher Unioun ausernee gerappt ginn, wéi gehabt an de Jore bis 1994/1995, ier den Euro komm ass? Mir hunn awer wéinstens haut e ganz zolidd Element vu Prévisibi-litéit dank deenen Integratiounsef-forten, déi op deem dote Plang ge-maach goufen an déi d'Resultat si vun enger ganz zolitter, coura-géierter, visionärer Politik, déi wei-der dynamiséiert ginn ass vum Hel-mut Kohl a vum François Mitter-rand 1990 um Sommet vu Strooss-buerg.

Lëtzebuerg huet keen Intérêt, dass et zu engem Ställstand kënnt, well an esou ville Beräicher, déi mir nach ëmmer menge kënne selwer ze bestëmmen, hänke mer vun aneren of. Dat ass de Fall an eiser Sécherheet, an eiser interner an och an eiser externer. Ech fannen et ass groussaarteg an et muss ee wierklech ervirsträchen, dass mer et an de leschte fënnef Joer, bei all deene schwierigen Decisioun-prozesser, déi et an der Europä-escher Unioun gëtt, notament am Beräich vun der Aussen- a Sécher-heetspolitik, wou ee weess, dass nach alles muss eestëmmege uge-holl ginn, do zu esou groussen, ap-préiable Fortschrëttler bruecht hunn.

Et ass och op wäite Strecken onbe-kannt, dass d'Europäesch Unioun sech un engem ganz originelle Parteneriat mat der Afrikanescher

Unioun ëm de Fridden am Darfour notament beméit. Et ass op wäite Strecken onbekannt, dass et mat enger klenger Zomm a Relatioun zu all deem, wat am Sécherheits-an am Défenseberäich ausgi gëtt, méiglech war, fir e Capacity-bui-lding an Afrika ze maachen, wou d'Afrikanesch Unioun mat Sëtz zu Addis Abeba et fäerdeg bruecht huet, sech awer eng Denkstruktur ze ginn an och Decisiounmecha-nisme fir déi Verantwortung ze as-suméieren, déi mer alleguer säit Joren a Jorzéngte vun deene ver-laangen. D'Wuert Ownership-ap-propiation kritt emol endlech ee konkreten Inhalt.

Et wier ze hoffen, an ech wollt och den Här Ausseminister froen, ob et méiglech ass, dass déi Efforten do kënne weiderfinanzéiert ginn.

Et gëtt an eisen Aen do zwou bis dräi Optiounsméiglechkeeten. Déi éischt ass eng Optioun null, dass heescht, et mécht ee guer näischt; da sinn déi 250 Milliounen Euro, déi virun zwee Joer decidéiert gou-fen ze verséieren am Intérêt vun den Opérations de maintien de la paix an Afrika, gläich opgebraucht. An dat ass an eisen Ae keng vala-bel a vertriebar Optioun.

Déi zweet, dass ass déi, dass een et mécht wéi déi éischte Kéier, dass ee Gelder hält vun Europäeschen Ent-wécklungsfong - wat natierlech ëmmer diskutabel ass. Dofir mus-sen och zwee Partenaires d'accord sinn, well dee gëtt jo cogéiert souwuel vun den Afrikaner selwer - jiddefalls deenen, déi duerch den ACP-Vertrag mat der Europä-escher Unioun verbonne sinn - wéi vun den Europäer. Déi zwee mus-sen hiren Accord ginn. Dat wier eng Méiglechkeet.

Si hätt och par ailleurs den Avan-tage vun enger gréisserer Kohä-renz an deem dote Domän, étant donné dass de Commissaire, deen zoustänneg ass fir d'Entwécklungs-froen a fir Afrika, och do kéint e Wuert matschwätzen. An ech men-gen, déi zwee Begrëffer Sécher-heet an Entwécklung sinn net méi vuneneen ze trennen.

Et gëtt ee Beispill, een Dokument, wat am Opdrag vun der UNO aus-geschafft ginn ass ënnert dem Im-puls vun fréieren australeschen Ausseminister Evans, dass heescht „Responsibility to protect“, wat ganz kloer drop hiweist, dass a puncto Eliminatiounen vun den déi-venen Ursaache vun de Konflikter näischt, awer och wierklech näischt kann d'Entwécklungsef-forten ersetzen.

Iwwregens ass déi Strategie vun der Europäescher Unioun „Pour une Europe plus sûre dans un monde meilleur“ ganz staark inspi-réiert vun den Erkenntnisser, déi et an deem Dokument gëtt. Et ass jid-defalls, wann et net zum Deel do-vun ofgeschriwwen ass, awer total en phase mat deem Dokument. Ech mengen, dass misst och de Leit-fuedem si vun enger moderner De-finitioun vun internationale Rela-tiounen an deem Beräich. D'Eu-ro-päesch Unioun mécht also ganz vill.

Ech hunn déi drëtt Optioun aller-déngs elo vergiess ze erwähnen. Déi drëtt Optioun ass, dass iergend-enger aner Formule fonnt gëtt, duerch déi déi 25 dann iwwer een anere Wee wéi den Europäeschen Ent-wécklungsfong sech eenegen, déi Suen opzebréngen, fir den Ef-fort de financement ze pérenniséie-ren.

Dat gesot, wéll ech och nach soen, dass et absolut indispensabel ass, dass d'Europäesch Unioun an hiren Efforten an deene verschidde-nen Domänen weiderfiert, well am Ka-der vun der Globalisatioun, wou jo esou vill Leit no Ankerpunkte si-chen, ass d'Europäesch Unioun nu wahrscheinlech deen, deen am ef-fikassten ass an am sënnvollsten ass, an och am meeschte Vertraue kann aflößen an d'Regierung.

An deene ville Kontakter, déi ech mam Ausland hat an och nach vi-run hunn, gëtt mir ëmmer méi er-

kennbar, dass am Fong den Déci-siounsmo-dell, deen heiansdo ba-ro-cken Decisiounsmo-dell an der Europäescher Unioun am Fong eng Gouvernance mondiale préfi-guriert.

Ech gesinn och net, dass, wa mir zu 30 sinn, dann d'Entscheedung méi schwéier gi wéi zu 25. Si sinn zu 25 wuel anescht wéi zu sechs, mä et ass awer och méiglech ge-wiescht, fir Accorden ze fannen zu vill méi wéi zu 25. Dofir mengen ech huet Europa do mat deem, wat ech géing hir Ingénierie institu-tion-nelle et décisionnelle nennen, en-ger Weltgouvernance ganz vill ze bréngen. An och ganz vill anze-bréngen.

Wa mir vu Kohärenz vun de Politi-ke schwätzen - an domadder wéll ech ophalen -, wéll ech just erwähnen, dass d'Europäesch Unioun hir Po-tenzialitéiten net genuch ausspillt an der Weltbank zum Beispill, déi ganz wesentlech d'Situatioun an enge ronn 100 Länner beaflosst, dass d'Europäesch Unioun hiren Afloss net genuch spille léisst am Internationale Währungsfong.

Wa mer wëssen, wat den Interna-tionale Währungsfong mat senge Plans d'ajustement structurel an den 80er an an den 90er Jore fir e Schued ugericht huet an den Ent-wécklungslänner, doduerch, dass si haaptsächlech duerch eesäiteg Vuen nëmme just d'Équi-libres macrofinanciers ugepeilt hunn a sech ëm de Rescht net bekëmmert hunn, a mir et do am Fong mat Staten ze dinn hunn, déi emol net méi am Stand waren, hire primäre Fonctions régaliennes no-zekommen, da brauche mir eis net ze wonneren, wann et haut esou vill „failed states“ op der Welt gëtt.

Ech mengen, d'Europäesch Unioun kënnt duerch déi Parten, déi si do huet, vill méi hiert Ge-wicht spille loossen, wéi dat bis elo de Fall ass. Dofir muss een natier-lech gutt Relatiounen hu mat de Vereenegte Staten. Dofir kann een net wéinst all Distanz déi Relatiou-nen op d'Spill setzen. Et ass also och um europäesche Plang wéi um nationale Plang ëmmer fir déi, déi Aussepolitik maachen, een Akt, bei deem ganz vill Sensibilitéit, ganz vill Kënnen, ganz vill Kompetenz verlaangt gëtt. Dowéinst géing ech jiddefalls all deenen, déi domadder ze dinn hunn - dass ass net nëm-men den Ausseminister, mä et ass och hien a virun allem hien -, wën-schen, dass si déi Méiglechkeeten an déi Atouten, déi si brauchen, fir dat kënnen ze maachen an Impul-ser ze ginn, och viru behalen.

D'Demokratesch Partei wäert also virun déi Aussepolitik begleeden, kritesch begleeden, awer mat, ech géing soen, der Sympathie vun deenen, déi iwwer Generatiounen Verantwortung an deem Domän gedroen hunn, a mat der Bereet-schaft, fir och ganz konstruktiv Kontributiounen zum Gelänge vun darselwechter ze leeschten.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass de Vertrieeder vun der sozialistescher Fraktioun, den Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Aus-sen- an Europäesche Politik ass e wesent-leche Bestanddeel vun der Lëtze-buerger Politik. Ouni dës Politik ass Lëtzebuerg kee souveräne Stat. An ouni dës Politik gi mir vill vun eise Problemer net Meeschter. No bause kucken heescht d'Geforen an d'Ongewëssheete vun der Welt vun haut ze erkennen.

Ons Existenz als eegestänneg Land ass fragile a prekär, wa mir net an enger internationaler Uerd-nung agebonne sinn. Besonnesch Europa ass haut an enger schwie-reger Situatioun. D'Erweiterung huet d'Europäesch Unioun net on-bedéngt gestärkt, net onbedéngt zesummege-schweesst, mä huet méi Konkurrenz ënnert de Länner ervirbruecht.



Et geet, do sinn ech mat mengem Virriedner d'accord, em europäesch, mä och em international Governance. Déi Governance soll net nëmme Fridden a Stabilitéit an Europa bréngen, mä soll och ronderëm Europa an an der Welt dee Fridden an déi Solidaritéit erhalen.

Mir hunn déi immens Chance, säit iwwer 50 Joer mat anere Länner an Europa zesummen d'Problemer vun der Welt kënnen unzegoen. Wéi mir dat maachen, huet eisen Ausseminister, den Här Asselborn, op eng iwwerzeegend Manéier duergeluecht.

Dat verhënnert net, wa mir Saachen zesumme maachen, dass mir och an aller Bescheidenheet selwer Initiativen huelen. Ech zielen dozou zum Beispill ganz konkret eis Entwécklungshëllef.

Och méi - wéi soll ech soen? - méi kleng Saache sinn awer signifikativ. Mir sinn eent vun deene rare Länner, dat Geld, dat hei am Land am Kampf géint den Drogenhandel saiséiert gëtt, fir de Kampf géint d'Drogen dobaussen asetzt.

Mir sinn, an dat huet d'Présidence och gewisen, méi capabel vlächit wéi munchereen, Kompromisser erbäizebréngen; méi capabel wéi grouss Länner an der Europäescher Unioun, déi - wéi déi heiteg Présidence weist - ganz oft méi no hiren eegenen Intérête kucke wéi no den Intérête vun der Allgemengheet.

Mir ginn och dobausse gehéiert, wann eng intelligent Stémm aus Lëtzebuerg schwätzt. Ech begrëissen och ausdrécklech, dass Lëtzebuerg auch zu Wuert gemellt huet, zum Beispill wéi am Iran d'Existenz vun Israel a Fro gestallt gouf.

Mir probéieren och a schwierege Situatiounen, ganz schwierege Situatiounen, wéi am Kosovo, ze vermëttelen. Dat alles ass gutt a richtig, well mir jo eigentlech net suspekt sinn. Mir huelen och u Friddensmissiounen deel, wéi am Kosovo an elo zu Raffah, un der Grenz vu Palästina an Ägypten, an zwar net nëmme mat Geld, mä mat Zaldoten, Polizisten, Dokteren, Riichter, Beamten, mat Entwécklungshëllef; also mat Mënschen, net nëmme mat Geld, mä och mat Mënschen.

Här President, Europa a Lëtzebuerg hunn eng Verantwortung fir Fridden, Fräiheet, Wuelfstand un hire Grenzen a ronderëm. Fridden a Rou heiheem hänken dovunner of, wéi et um Balkan, um Mëttelmeer, an Osteuropa an an der Türkei ausgesäit. Dat soll een de Leit hei zu Lëtzebuerg mat aller Kloeerheit soen. Duerfir beméit d'Europäesch Unioun sech, de Fridden um Balkan duerch wirtschaftlech an administrativ Hëllef ze erhalen an ze festegen.

Verhandlungen hunn ugefaangen, fir mat Serbien-Montenegro a mat Bosnien-Herzegowina nei Stabilitéierungs- an Associéierungsaccorden ofzeschléissen; a Mazedonien huet d'Europäesch Unioun Fridde gestéift. Et dierf een net dobäi vergiessen, dass eng wichteg Roll bei deem Prozess och den Europarat ze spillen huet. Et gëtt oft vergiessen, dass déi 46 Länner vun där Organisatioun duerch gemeinsam Wäerter, duerch de Respekt vun de Mënscherechter a kulturell Objektiv gebonne sinn. Duerfir ass et ze begrëissen, dass den Europarat elo zum Beispill ënnersicht, ob et an de Länner vun Europarat kleng oder grouss Guantánamoë gëtt oder gi sinn, wou Mënscherechter mat Féiss getréppelt ginn oder gi sinn.

Mir sinn an deem Zesummenhang och op eise Statsminister säi Bericht gespaant, dee jo als Hauptzweck - esou hunn ech dat op jidde Fall verstanen - soll hunn, d'Rivalitéit zwëschen der Europäescher Unioun an dem Europarat ze verhënnere an déi zwou bedeiend a wichteg international Organisatiounen zesumme schaffen ze doen. Och dobäi, mengen ech,

hunn déi national Parlamenten, huet eist Parlament e Wuert matzschwätzen, well jo hei och Parlamentarier dra sinn, déi aktiv am Europarat sinn, wéi och an der Europäescher Unioun.

Här President, Europa ass net eleng op der Welt. Den Här Ausseminister huet gëschter drop higewisen, dass déi transatlantesch Bezéiungen ënnert der Lëtzebuurger Présidence besser gi sinn; dat ass ze begrëissen. Dat verhënnert awer net ze gesinn, dass an den USA fir den Abléck eng politesch Tendenz um Rudder ass, déi konservativ Wäerter vu gëschter an der Gesellschaft vun haut doheem an dobaussen duerchsetze wëllt, wann et muss sinn eleng, mat Krich oder mat wirtschaftlech Drock. Den Irak-Krich huet d'Welt net méi roueg gemaach, en huet dem islamisteschen Terrorismus Opdriff ginn, en huet den Irak selwer gespléckt an d'Géigend ronderëm destabiliséiert.

Zu der politesch-wirtschaftlecher Realitéit, déi an der Welt jo grouss ass, kënn da rezent och déi méi relléis Komponent dobäi. Den Islam ass vu sech aus eigentlech eng tolerant Relioun. Den Islamismus ass e weltwäiten aggressiven a fanateschen Ugrëff op d'Wäerter vu Fräiheet, vun Toleranz, vu Laïcitéit, vu Gläichheet vun de Geschlechter, vu Respekt viru jidderengem senger Iwwerzeugung. All eenzelt Land vun Europa ass natierlech och an där Konjunktur vun Unsécherheet hin- an hiergerappt zwëschen senger wirtschaftlecher Interessen a senger Bekenntnis zu Wäerter.

Och déi bescht wirtschaftlech Opportunitéiten a China, zum Beispill, dierfen net vergiessen doen, dass do den Tibet net fräi ass, dass et aner onfräi Minoritéite gëtt, déi do ënnerdréckt ginn, an dass et an deem risege Land insgesamt Onfräiheet gëtt. Datselwecht gëllt och fir Russland an Tschetschenien, wou mer viru kuerzem trotzdem eng Farce vu Wahle gesinn hunn, wou et och kee Fortschritt hin zur Onofhängegkeet an Eegebestimmung vun deem Land gëtt.

Här President, méi wéi jee muss d'Europäesch Unioun an där Welt zesummefannen. Si muss hir Wäerter géint deen aggressiven Terrorismus gradewéi géint imperialisteschen Tendenzen vun egal wou verdeedegen. Si muss hir eege Sécherheet garantéieren, si ka sech duerfir net éiweg Zäiten op d'USA verloossen. D'Aussepolitik vun der Europäescher Unioun muss also méi effikass ginn. Si muss sech all Mëttele ginn, fir dat ze erméiglechen.

Ech zielen op: e gemeinsaamt Virgoen an den internationale Foren, besonnesch an der UNO, wou ee jo nach ëmmer kann dem Dram nogoen vun engem gemeinsame Sëtz fir d'Europäesch Unioun an dem Sécherheetsrot, deen héchstwahrscheinlech esou bal nach net wäert realiséiert ginn. Hoffentlech kënnen och déi Avancééën, déi et an der Europäescher Verfassung gëtt, fir déi europäesch Aussepolitik méi staark ze maachen, emol eng Kéier Realitéit ginn.

Weider sécher och gemeinsam Positiounen an der Welthandelsorganisatioun, déi selbstverständlech de Welthandel iwwerhaapt erméiglechen, awer och eis Liewensqualitéit erhalen a Respekt virun de Besoine vun anere Länner weisen. Ech denken zum Beispill un déi wichteg Fro vun der Agrikultur, déi jo elo am Dezember zu Hongkong zur Sprooch kënn, an ech mengen déi Agrikultur an eise Géigenden dierf net duerch de Welthandel ënnergoen, wa se der weltwäiter Konkurrenz brutal ausgat gëtt. Dat schéngt mer net nëmme eng Fro vun 2 oder 3% vun Agricultereuren ze sinn, dat ass eng Fro vun der Gestaltung vun eise Land insgesamt respektiv och vu Länner an Europa.

De multilateralen Handel muss gerecht a solidaresch sinn. A wann

d'Ronn natierlech, déi zu Doha ugaangen ass, net zu Hongkong elo am Dezember 2005 kann ofgeschloss ginn, da muss dat jo spëtstens bis Fréijoer 2007 geschéien. Wann dat net geschitt, da riskéiert de Welthandel, wéi dat a Spezialistmilieue genannt gëtt, wéi eng Schossel Spaghettien auszegesinn, dat heescht de Réseau vu bilateralen a regionalen Handelsaccorden, en oniwiersichtleche Réseau, dee kee méi ausenaner hale kann, Handelsaccorden, déi vun e puer grouse Länner mat Géigenden ofgeschloss gi vu kleng Länner, déi se dann an hirem Schlepptau hunn. Dëst hu jo d'USA zum Beispill schon an hirem direkten Ëmfeld ugefaangen, an déi Tendenz riskéiert sech ze verschäerfen, wann zu Hongkong a kuerz duerno keen Accord fonnt gëtt. Duerfir hu mer Interesse drun, dass déi Welthandelsorganisatioun, dass déi Verhandlungen do zu engem Schluss kommen.

Drëtte Punkt och: Mir mussen eng gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik hunn, déi natierlech net zum Nulltarif ze kréien ass. Et dierf awer keng Remilitariséierung ginn. Si soll vun de Länner prezis Hëllefstellung verlaangen, déi hire Mëttele, hire Méiglechkeeten an hiren Traditionen ugepasst sinn. Fir Lëtzebuerg, zum Beispill: Déminage, Hëllef bei Reconstruction, Hëllef bei dem administrativen a juristeschen Opbau, Hëllef um humanitäre Plang. Bei der Reform vun dem Militär zu Lëtzebuerg, déi d'Regierung eis ugeest huet, muss mer déi Hëllefstellung mat abezéien.

E weidere Punkt: Et schéngt mer och wichteg, dass mer gemeinsam Positiounen um ekologeschen an um soziale Plang fir eng europäesch Governance kréien an doriwwer eraus och um globale Weltplang déi Governance, wann och nëmme usazweis, kréien.

Zum Beispill gëtt et jo ekologesch de Schutz vun den natierleche Ressourcen. Kyoto ass haut eng Realitéit, ass fir eist Land eng Realitéit, och eng finanziell Realitéit. Mir wëssen, dass ouni dat drastesch Erossetze vun CO<sub>2</sub>-Emissiounen eise Klima zum Däiwel geet. Dat gëllt natierlech fir alles, wat mat dem Gebrauch och vun der Nuklearenergie zesammenhängt. Verreckt Terroriste kënnen haut artisanal Atombomme produzéieren, wa se sech druginn. De ganzen Atommüll an der Welt ass e risege Problem, net nëmme fir d'Ëmwelt, mä och fir d'Sécherheet an d'Gesondheet. Niewebäi gesot, wann Euratom nach eng Daseinsberechtigung haut huet, dann ass et op jidde Fall déi, fir intensiv Kontrollen iwwert d'Nuklearmaterial an Europa duerchzeféieren, an dat net der internationaler Agence ze iwwerloossen.

Datselwecht gëllt och fir eng sozial Governance, net nëmme an Europa, mä och um Weltplang. Do mécht jo och den OIT grouss Ustengungen, déi leider net oft genuch respektéiert ginn. Sozial gesinn mécht den OIT vill Ustengungen, fir sozial Normen iwwerall duerchzusetzen, déi och net einfach duerchzusetzen sinn. Dat ass regelrecht Sisypusarbecht géint Kannerarbecht, géint schrecklech Konditiounen, ënnert deenen ebe Saache produzéiert ginn, déi dann zu onméigleche Präisser an deene méi entwéckelte Länner verkaaft ginn.

Här President, d'Europäesch Unioun muss natierlech net nëmme an der Welt matmaachen. Si muss och an hirem direkten Ëmfeld fir Fridden a Stabilitéit suergen. Duerfir hu mer d'Europäesch Unioun erweidert. Dat war néideg, gradewéi et néideg ass, dem Balkan eng europäesch Perspektiv ze ginn. Villes kënn op deem Plang nach op ons duer.

Mir brauchen dobäi Gedold a Realismus. Gedold, well d'Erweiterung u sech direkt keng Problemer léist. Si kascht Geld, dat bal kee Land méi vun der EU haut wëllt zur Verfügung stellen. Wann een déi lescht Développementer kuckt, déi lescht Propositionen vun der Présidence vun Royaume-Uni, da gesäit een, dass och besonnesch op deem Plang soll gespuert ginn.

### (M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Déi Erweiterung kascht natierlech och Akzeptanz an der Europäescher Unioun, déi net méi esou grouss ass. Si kascht och Versteedemech, well et oft duerno ausgesäit, wéi wa munch Länner vun der Europäescher Unioun an der Haaptsaach nëmme dovunner profitéieren wëllen, awer soss kee Beitrag zur politescher Integratioun maache wëllen.

Ech sot, d'Erweiterung kascht dann och Realismus, well viles zum Beispill an Osteuropa oder um Balkan nach net deene Kritären entsprécht, déi mer an Europa wëllen. Datselwecht gëllt och fir d'Türkei. D'Verhandlungen mat deem Land muss wierklech „open end“ sinn, wéi dat am europäesche Jargon heescht. Dat solle se effektiv sinn, soulaang wéi een net erkenne kann, dass dat Land wierklech demokratesch, pluralistesche a laizistesche ass, dass d'Gläichheet vu Mann a Fra reell ass, dass d'Minoritéite respektéiert ginn an dass d'Gesetz do gëllt, an net d'Wuert vun de Mullahen.

Här President, fir dass mer dat eigentlech alles packen, muss mer d'Europäesch Unioun erëm op en normalen, e rouege Wee vun Entwécklung an Integratioun bréngen. Et soll een ophalen d'Europäesch Unioun als eng Verschwörung géint onst Ländchen, säi Wuelfstand a säi soziale Besëtzstand duerzestellen. Ech brauch hei net ze soen, dass ech et natierlech héich bedauern, dass d'Europäesch Verfassung net mat aller Energie, besonnesch vun manchen vun deene Länner, déi se scho ratifizéiert hunn, an Europa ënnerstëtzt gëtt, an och net vun der Kommissioun. Ech menge schon, dass deen Text nach ëmmer leeft an dass en och vill Solutiounen fir ons Zukunft enthält.

Ech wëll och hei soen, dass, iwwert déi ausgesproche Géigner vun Europa, déi et ëmmer gi sinn, mech an der Haaptsaach inquietéiert, dass vill Jugendlecher, besonnesch vun 18 bis 25 Joer, géint Europa sinn. Hir Zukunft ass an Europa, a mech wonnert an erschreckt et duerfir, dass si géint Europa sinn. Wat mech trotzdem am meeschten iwwert déi Kategorie eraus inquietéiert, dat ass och de Repli identitaire - esou kann een dat nach nennen -, de Wunsch no Renationaliséierung vun enger Partit Politiken, eng reng defensiv Haltung, eng frileuse Haltung vun enger Welt, déi virugeet.

Ech fannen et zum Beispill schlëmm, wat a verschiddenen EU-Länner vir sech geet! Ech hu kee Verständnis fir e Land wéi Polen, wou déif Konservativer mat religiösem Aschlag an d'Extrême droite den Toun uginn, a wou d'Europäesch Unioun just als Mëllech kou betruecht gëtt, eventuell als Maart, wou ee ka mat niddrege Léin an anere Länner Sozialdumping maachen.

An ech fannen et gradesou schlëmm - fir dat emol hei riicht eraus ze soen -, wat Groussbritannien amgaangen ass mat senger Présidence ze maache respektiv net ze maachen! Weder d'Labour-Regierung nach déi konservativ Opposition wëllen e staarkt Europa. A mir sollen ons net scheien, onse britesche Frënn ze soen, dass et da besser wier, si géifen aus der EU austrieden an hiren eegene Wee goen, amplaz d'Europäesch Unioun ëmmer méi zu enger Freihandelszonen ouni Recht a Gesetz ausbauen ze wëllen.

Här President, ech weess, dass Europa e Club vun onofhängege Länner ass. Si sinn an enger Unioun well se dovunner Virdeeler erwaarden. Wat kënnen déi Virdeeler sinn? Ech mengen, hei ass eng gutt Geleeënheet fir emol een Abléck iwwert deen Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun ze schwätzen, deen ons méi prezis seet wat dann d'Europäesch Unioun fir 2006 virbereet. Een Element dovunner ass de Plan D - en ass schon ugeschwat ginn - fir Dialog, Demokratie an Diskussioun.

Fir onst Land, dat jo seng Ratifikatioun vun europäesche Verfassungsvertrag hannert sech huet, geet et hei drëm, déi europäesch Integratioun zu engem normale politeschen Thema hei am Land ze maachen. D'Kommissioun wëllt dozou bäidroen. Ech fannen dat eng gutt Iddi. Ech sinn och iwwerzeegt, dass méi Kontakt zwëschen nationale Parlamenten an der Europäescher Kommissioun viles méi verständlech a méi sachlech kéint maachen.

Zum Beispill géif ech et gutt fannen, wann ons Parlamentskommissiounen sech fir europäesch Theme méi géifen opmaachen. Firwat soll net zum Beispill d'Sozialkommissioun emol e Vertrieeder vun der Europäescher Kommissioun oder och vun europäesche Gewerkschaftsbond invitéieren, fir mat deenen iwwert dat soziaalt Europa ze schwätzen? Firwat sollen net d'Ëmweltkommissiounsvertrieeder vun der europäescher Ëmweltlobby oder Transportkommissioun den Här Barrot, de Commissaire fir Transport, invitéieren? Et geet jo dorëm d'Europapolitik endlech emol ze versachlechen, si aus de Schlagwierder an d'Realiteit ze bréngen an op eng normal a roueg Manéier iwwert déi reell Problemer ze schwätzen.

Duerfir ass den Aarbechtsprogramm vun der Europäescher Kommissioun fir 2006 duerch déi konkret Mesuren interessant, déi en enthält, an net duerch déi méi allgemeng Ausféierungen, déi sech oft vu Joer zu Joer gläichen. Sou huet zum Beispill d'Kommissioun eng wesentlech Roll an der Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie. Si ass Partnerin vun de Memberstate fir déi reviséiert Strategie ëmzesetzen. Si kann dobäi Zousatzaktiounen erabréngen.

Si schléit zum Beispill en europäeschen Technologieinstitut vir, fir europäesch Innovatiounsstrategien ze bündelen. Si preparéiert de siwente Rahmenprogramm fir d'Fuerschung. Si proposéiert eng Initiativ i2010 fir den nationale Verwaltungen ze hëlfe, sech besser en ligne ze organiséieren an dobäi méi no zu de Bierger ze bréngen.

Europa geet och net ouni Solidaritéit, an dozou gehéiert de Kampf géint d'illegal Awanderung a fir eng legal Awanderungspolitik, och am Zesummenhang mat der Veralterung vun der europäescher Bevëlkerung. Dozou gehéiert natierlech en Aarbechtsrecht mat Normen, déi an engem oppenen Europa den Arbeitnehmer Schutz op hirer Aarbecht bidden, d'Gläichheet zwëschen Mann a Fra weiderbréngen an d'Gesondheet an d'Sécherheet an der Aarbecht ofsécheren.

Et ass jo bekannt - ech wëll dat hei nach eng Kéier soen -, dass déi gesetzgeberech Kompetenz vun der Europäescher Unioun op deem Plang relativ reduzéiert sinn. Wat net verhënnere dierf, dass duerch d'Koordinatioun - wat d'Kommissioun wëllt maachen - an no an Europa e Sozialraum entsteet, wéi mer en a ville Memberländer gewinnt sinn. Dëst ass eng laangwiereg Aarbecht, och a besonnesch duerch de Sozialdialog an Europa erbäizebréngen.

Och d'Sécherheet an Europa ka vun der Europäescher Kommissioun mat entwéckelt ginn. Sécherheet ass sécher e weide Begrëff, ënnert dee vill fällt. Zum Beispill eng verstärkte Sécherheet fir



d'Gesondheet vun de Verbraucher. Liewensmittelsécherheet am Bannemaart bleift méi wéi jee en Thema. De rezente BSE-Fall zu Lëtzebuerg weist, dass d'Sécherheits- an d'Kontrollnetz an Europa nach weider verstärkt muss ginn.

Zur Sécherheet gehéiert och déi am Transportwiesen. D'Kommissioun annonciert zum Beispill eng Agence vun der Sécurité aérienne. De Programm vun der Kommissioun léist och erkennen, wat Europa fir onst dagdeeglecht Liewen duerstellt. Wa villes net esou ass wéi et soll sinn, dann hänkt dat natierlech och vun de Länner of. D'Kommissioun bleift, mengen ech, nach ëmmer e Garant fir eng gemeinschaftlech Politik, déi besonnesch deene méi kleng Länner zegutt kënnt.

Här President, fir op Lëtzebuerg zrëckzekommen: Nom Referendum ass allersäits de Ruff no enger méi staarker Diskussioun iwwer Europa opkomm; och eng méi staark Implikatioun nach vu Lëtzebuerg an Europa. An zwar op verschidene Pläng. En éischte Plang ass dee vun der Lëtzebuurger Europapolitik, vun hirer Ausrichtung an hire Mëtelen.

Ech mengen hei brauche mer net méi op d'Présidence zrëckzekommen, déi formidabel a gutt war; an et gétt allgemeng dobaussen unerkannt. De Jean Asselborn huet dat jo gëschter och nach eng Kéier hei iwwerzeugend duergeluecht. Ech wëll hei emol dovunner schwätzen, wat Lëtzebuerg a seng Haaptinstitutionen - d'Regierung, d'Chamber, de Statsrot, sozial a wirtschaftlech Acteuren - als europäesch Strategie verfolgegen.

Deen éischten Imperativ muss dobäi sinn, dat an Europa matzedoen, wat fir d'Land gutt ass. Am einfachsten ass dat natierlech ëmmer bei direkten Avantagen, wéi zum Beispill fir d'Finanzplaz. Do ass et ganz liicht ze erkennen, an do hu mer och kee Problem, fir ëmmer ganz schnell matzedoen.

Gutt ass awer och, wat mëttelfristeg Avantagé bréngt. Oft si mer an Europa bei deene Länner ze fannen, déi bremsen. Bei der Steierharmoniséierung hu mer aacht Joer gebraucht - vun 1989 bis 1997 - fir anzegesinn, dass eng gewëssen Harmoniséierung besser wär, wéi iwwerhaupt keng. Et geet elo - 2005 - Rieds vun enger gemeinsamer Assiette fir d'Unternehmensbesteuerung. Dat kann d'Steierkonkurrenz bremsen an dat kënnt eis zegutt, op jidde Fall eise Betriber.

Wat d'Mëttele vun eiser Europapolitik ugeet, huet d'Présidence gewisen, dass mer un der Limite vun eise Méiglechkeeten ukomm sinn. Et geet awer net onbedéngt ëm e groussen Apparat, et geet an der Haaptsaach ëm gutt strukturéiert Prozesser an ëm eng gutt Koordination zu Lëtzebuerg. Wie koordinéiert? Wéi staark ass d'Politik implizéiert? Wéi schaffen d'Fonctionnairen zu Lëtzebuerg an zu Bréissel zesummen?

Elo hu jo anscheinend bal all Ministereen ee Verrieder an der Représentation permanente zu Bréissel, an et dierft also an Zukunft kee Problem méi ginn, fir Positione vun der Regierung a präzise politeschen Dossiere gewuer ze ginn. Dat war an der Vergaangenheet net ëmmer de Fall.

Ech hu gehéiert, dass d'Regierung sech e Comité de Coordination européenne ginn huet. Dat ass sécher e wichtege, en éischte Schrëtt, fir méi eng staark Koordinéierung a Strukturéierung. D'nächst Joer ëm des Zäit kucke mer wat et bréngt.

Wat d'Chamber ugeet, geet et net nëmme ëm e besseren Apparat a méi Leit am Greffe, et geet - ech hunn dat hei schon eng Kéier gesot, ech widerhuelen et - ëm den Engagement vu jiddrer Deputéierten. Et huet zum Beispill kee Sënn, de Ministereen an de Fonctionnairen, déi an Europa tätég sinn, Ré-

unioune mat Kommissiounen ze imposéieren, wa se do just exposéiere wat an den Texter steet an awer kee kritesche Feedback vun den Deputéierte kréien. Mat anere Wieder: D'Chamber muss matbestimmen an net nëmme no-lauschtere.

Här President, dëst bréngt mech zum zweete Plang, nämlech d'Implikatioun vun de gesellschaftlechen Acteuren. Och do gétt et Onkloerheeten. Um globale Plang muss ee begréissen, wéi zum Beispill de Conseil économique et social hei zu Lëtzebuerg un Europafroen erugeet. Och eenzel Gewerkschaften, awer natierlech och laang net alleguerten, beschäftege sech intensiv mat europäesche Froen. Mä wéi ass et um Plang vun einzelnen Dossieren? Do dauert et oft laang bis d'Acteure sech melle respektiv ugeschwat ginn.

Fir d'Ausarbeitung vun eiser europäescher Strategie brauche mer awer deen Input vun der Gesellschaft a vun den Acteuren aus der Gesellschaft. Mir brauchen awer net nëmme deen Input, mir brauchen och Diskussiounen doriwwer. Et ass evident, datt d'Lobbyen hir direkt Intérite verrieden, während e Land, och souguer e Land wat oft monolithesch Intériteen an der Wirtschaft huet, mëttelfristeg iwwerleee muss a global politesch Interessen am Machtspill an Europa huet.

Trotz alle Vetosméiglechkeeten ass et fir kee Land méiglech, alles ze verhënneren. Kompromisser muss gesicht ginn. Dat géllt besonnesch fir schwierig Gesetze, wéi zum Beispill bei där berühmter Berühmter Bolkestein-Direktiv. Do huet Lëtzebuerg Ängscht an eegen Interessen zugläich, berechtigt Ängscht, mengen ech, vum sozialen Dumping, engersäits, Interesse vun der Finanzplaz an anere Service-Betriber, anersäits. Dat muss mer op een Nenner bréngen.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dem Här Krecké géllt dat de Moment net esou richtig.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Tjo, Här Gira, Dir kënnt dem Här Krecké da vläicht Äert Wonnermëttel soen, wéi Dir mengt, dass dat misst geschéien.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Mir hunn nogefrot, ob hien an d'Kommissioun kënnt, an hien ass jo anscheinend net oft do.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, mengt Dir dann dat géif duergoen, dass hien an d'Kommissioun kéim, fir eng Solutioun ze fannen?

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Souwäit zur Integratioun vum Parlament an europäesch Dossieren!

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, sécher.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Neen, mä bon, dat eent ass d'Sonndesried an dat anert ass d'Praxis, Här Fayot.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Also, Här Gira, mir kucken dann, dass mir dat hikkéien an dass mer dann am Parlament mam Minister zesummen eng Solutioun fannen, an Dir wäert jo dann och Äert bäidroen, fir déi Solutioun ze fannen.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Mir hunn eis Positione scho kloer an d'äitlech gesot.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Ah, Dir hutt schon alles gesot eng Kéier?

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Neen, net alles.

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Jo, okay. Dann ass et gutt. Da wäert da jo keng Schwierigkeet méi sinn.

Ech wëll also soen, dass ech der Meenung sinn, wat déi Bolkestein-

Direktiv ugeet, dass et besser gewiescht wär, d'Kommissioun hätt deen Text zrëckgezunn - dat ass meng perséinlech Meenung - a si hätt da probéiert, en neien, méi en équilibréierten Text auszuschaffen. Eventuell nëmme en Text, deen en éischte Schrëtt gewiescht wär an net direkt probéiert hätt, alles mateneen ze léisen. Mä en Text, mengen ech, brauche mer iergendwann fir den Déngschtleeschungssecteur an Europa; och am Interesse vu Lëtzebuurger Betriber, déi op deem Plang besonnesch am Ausland ganz vill Problemer hunn.

Här President, mir läit dat soziaalt Europa och staark um Häerz. Och do muss mer eng kloer Strategie ausschaffen. Loosse mer dach emol hei zu Lëtzebuerg eng Kéier probéieren, eng Konferenz ze maache vun der Regierung, der Chamber, de Sozialpartner, dem Conseil économique et social, vläicht och emol deem engen oder aneren auslänneschen Expert iwert dat Thema do. Wa mer am Bannemaart, deen eist Land méi wéi een anert brauch, eise soziale Besetzstand hale wëllen, geet dat net ouni Europa. Dat heescht, da muss mer och an Europa Regele fannen, fir dee soziale Besetzstand um europäesche Plang ze erhalen respektiv esou auszubauen, wéi en esou engem Bannemaart entsprécht.

Dofir mengen ech, dass mer fir déi strategesch Diskussiounen do Strukture brauchen an der Politik, mä och iwwert der Politik. Ech hat virun e puer Joer eng Fro un den Här Statsminister iwwert dee bekannte Forum an Irland gestallt - do war den Här Schmit jo viru kuerzem bis dohinner -, an deemools ass mir gesot ginn, dat wier e bessen iwwerdriwwer fir Lëtzebuerg, a mir hätten hei awer déi néideg Instrumenter fir déi Diskussioun duerchezéien.

Ech bleiwen awer iwwerzeegt, dass mer eng Struktur, e Forum brauchen, déi d'Leit op engem relativ neutralen Terrain zesummebréngen, fir iwwer europäesch Froen ze diskutéieren a Solutiounen auszuschaffen. Mir hunn dat néierens - muss ech leider soen - an dat muss mer kréien, fir eben an där strategesch Optik zu Lëtzebuerg an Europa ze schaffen.

En drëtten Plang, vun deem ech wollt schwätzen, ass dee vun der öffentlecher Diskussioun. Mir sinn an där Hisiicht nach all begeeschtert vun der Referendumscampagne - dat gétt jo ëmmer erëm ervirgehuewen. Et dierft awer kee mengen et wär einfach, d'Leit ouni Sanktioun zur politescher Diskussioun ze bréngen, net iwwert déi national an och net iwwert déi europäesch Politik. Et ass net méiglech, akademesch iwwer Europa ze schwätzen, nëmme iwwert d'Strukturen ze informéieren.

An deem Zesammenhang muss een och e Wuert iwwert d'Europawahl soen. Déi Europawahl goufe jo eigentlech agefouert, fir Europa de Leit méi no ze bréngen.

Dofir gétt elo gemengt, d'Trennung vun Europa- an Nationalwahl wär das Ei des Kolumbus, fir dat ze errechen. Dat kann een esou gesinn, mä d'Ausland huet eis gewisen, dass dat net evident ass an och net an alle Fäll dat bréngt. A souwisou wësse mer, dass déi zwou Wahle jo inhaltlech enk zesummenhänken.

Mä sécher ass - ech mengen, dat ass bis elo d'Resultat vun deenen Diskussiounen -, dass déi Europawahl hei zu Lëtzebuerg politesch moraliséiert muss ginn - politesch moraliséiert! Et kann net méi sinn, dass an de meeschte Fäll déi Gewielten hiert Mandat net unhuelen an dass Duebelkandidaturen d'Regel sinn! Dat lwwel ass an eiser

Prozedur vun Ufank un. Ech hunn a menger Proposition de loi gewisen, dass et am Wahlsystem läit. D'Logik vum Wahlsystem selwer féiert zu den Auswüchsen vun der Europawahl säit 1979.

Firwat? Mä wann Dir d'Zuel vun de Sëtzer, déi eng Partei kritt, dovunner ofhängeg maacht, wéi vill perséinlech, panaschéiert Stëmme nient Lëschttestemmen eng Partei kritt, da muss all Partei obligatoresch hir beschte Pærd aus dem Stall opsetzen. Dofir ass a bleift et meng lwwerzeegung, dass een de Wahlsystem ännere muss, fir de Bierger klore Wäin anzeschëdden an zugläich déi beschtméiglech Representatioun zu Bréissel an zu Stroossbuerg ze kréien.

An deem Zesammenhang muss een onst Land opfuere, endlech och dat europapolitescht Gewiicht vun dem Europaparlament eescht ze huelen. Et geet net nëmme drëm am Europaparlament ze setzen; mir müssen och am Europaparlament Positione besetzen, fir Afloss ze kréien. An dat geet nëmme iwwer eng systematesch Politik vum Land. Et heescht, Leit op laang Siicht an iwwer e puer Legislaturen am Europaparlament ze erlaben, Positionen opzebauen. Déi Leit, déi am Europaparlament d'Soen hunn, dat si Leit, déi an deem Parlament meeschtens - an 90% vun de Fäll - zwou, dräi oder véier Legislaturen schon dodra setzen.

Dat natierlech kënne mer net erreechen, wa mer dat dem Hasard vun der elektoraler Fortune vum Einzelnen iwwerloossen. Dofir kann et och net sinn zum Beispill - dat gétt meeschtens net gesinn zu Lëtzebuerg -, dass ons Delegationen, ons sechs Europadeputéierten no de Wahlen am Juni an no de Koalitionsverhandlungen eréischt am August bekannt sinn, wann all Positionen am Europaparlament besat sinn. Dat geschitt do am Abrëll, Mee, laang virun de Wahlen, well déi meeschte Länner dat iwwer hire Wahlsystem mat blockéierte Lëschte méiglech maachen.

Dat ass a bleift meng Meenung, wéi ech se och a menger Proposition de loi vom 11. Oktober 2000 duergeluecht hunn. Mä doriwwer eraus, mat där Bescheidenheet, déi ech hu fir meng Proposition de loi, wëll ech just soen: Wat ass dann elo direkt méiglech?

Ech mengen, éischstens ass jo, wéi et schéngt, de Konsens do, dass mer Lëschte mat sechs Leit opstellen, an net mat zwielef. Mir müssen also dat Gesetz vun 1979 änneren.

Zweetens kënne mer dat passivt Wahlrecht net aschränken, fir duebel Kandidaturen ze vermeiden. Mir müssen dat also iwwer politesch Accorden zwëschent alle Parteien hei am Parlament erreechen. Mir mengen och, dass een de Cumul vun de Mandater gesetzlech verhënneren soll. Dat hu mer jo bis elo fir den Europadeputéierten an den nationalen Deputéierten iwert de politeschen Accord gemaach, awer ech sinn der Meenung, dass mer och do derbäi de Cumul vum Europadeputéierten a Buergermeeschteren a grouse Gemenge maache sollen.

Här President, mir hunn och bei der Referendumscampagne gesinn, wéi wéineg souguer héich gescheit an héich gebilt Leit zu Lëtzebuerg iwwert d'Europäesch Union wëssen - schlicht an einfach wëssen! Dëst Wësse muss vermittelt ginn ouni Propaganda. Esou wéi jo och unzuhuelen ass, dass e Lëtzebuurger Bierger weess, wat seng Regierung ze maachen huet a wat seng Chamber, a wat ee Gesetz ass, esou misst dat och fir Europa méiglech sinn. Ech wëll dobäi keng Lobhudelei op Europa, mä nëmme Fakten. Fakte kennen, dat heescht wëssen, wie wat an Europa mécht, wat zum Beispill de Principe d'attribution ass, wat Federalismus ass a wat Superstat ass, wat en europäesche Vertrag ass, wien d'Gesetz an Europa mécht, firwat

dass dat esou ass; wëssen, wat Europa dierft maachen a wat net.

Ech weess, dass dat méi séier gesot ass wéi gemaach. Educatioun civique an der Schoul, dat si wuel Fakten, mä et geet och ëm déi historiesch a politesch Explikatioun dofir, wéi déi Fakten entstane sinn. Europa huet e komplexe gemischte System vun intergouvernementaler a kommunautairen Zesummenaarbecht. Europa ass jo e politesche Projet. Firwat dat esou ass, läit an der Geschicht vun Europa nom Zweete Weltkrich, gétt duerch politesch Décisiounen erkläert.

Mir müssen also op deem Aspekt vun der Educatioun civique schaffen, an ech mengen, et wär gutt, dat mat den Enseignanten zesummen ze maachen, mat hinnen nozedenken, wéi dat goe soll, Materialer a Methoden auszuschaffen, zesumme mat Historiker, Politologen, Pedagogon an an Zesummenaarbecht mat de Jugendleche selwer, fir erauszefannen, wéi een dat soll maachen.

Wat ass d'Roll vun der Chamber bei all deem? Ech mengen, mir hu jo hei an der Chamber ee fir alle Mol decidéiert, dass d'Europapolitik net an de Ghetto vun enger Europakommissioun soll kommen, mä dass et d'Responsabilitéit vun all Chamberkommissioun ass, déi dovunner concernéiert gétt. Dat huet jo bei der Diskussioun iwwert d'Lisabon-Strategie iergendwéi fonctionnéiert. Sécher ass den Input perfectibel, mä et war en Ufank.

D'Zesummespill vu Regierung, vu Chamber an Tripartite ass nach ëmmer net esou kloer. Sécher ass awer, dass d'Chamber sech den europäeschen Terrain zrëckerober muss, dee si jorzéngtelaang vernoléisseg huet. Méi schweier gétt et, d'Chamber als legislativen Acteur, als vollen Acteur an deem legislative Prozess um europäesche Plang agräifen ze loosse.

Den Här Ausseminister huet gëschter hei d'Iddi opbruecht, dee sou genannten „early warning mechanism“, deen am Verfassungsvertrag dran ass, elo schon ze applizéieren. En huet op eng Proposition vum Statsminister an enger Ried vun him higewisen.

Ech wëll lech soen, dass d'Europaparlament dofir net ganz waarm ass, wéi zum Beispill d'Debatt iwert den drëtten Eisenbahnpaquet am Europaparlament gewisen hat. Do hate sech 31 Parlamenter vu 35 méiglechen zu Wuert gemellt, an d'Europaparlament huet net dovunner Notiz geholl.

D'Chamber huet sech selwer schon eng ganz Partie Iddien iwert d'europapolitesch Diskussioun mat der Gesellschaft gemaach. Si wëllt mat der Regierung an den europäeschen Institutionen an den Acteuren dofir zesummeschaffen. Si wëllt sech zu de Bierger an zu de Jonken opmaachen; si wëllt och un deem Netzwerk vun Europainitiativen deelhuelen.

Et gétt kee Wonnermëttel, Här President, fir Europapolitik zu Lëtzebuerg sexy ze maachen. Vill méi brauche mer e laangen an e permanenten Effort vun allen Acteuren; eng bestänneg Implikatioun vun der Lëtzebuurger Politik an der Gesellschaft.

Här President, fir ofzeschléissen, fënnf Konklusiounen:

Éischstens, Aussen- an Europapolitik huet als Grondzil eng zesummenhängend Governance op alle Pläng vun der Handelspolitik iwert d'Entwécklungs-, d'Ëmwelt- an d'Sozialpolitik zu der Sécherheits- an zu der Immigrationspolitik erbäizéieren, fir Stabilitéit, Fridden a Wuelstand ze schafen. Och Lëtzebuerg huet eng Verantwortung dobäi. Lëtzebuerg huet déi Governance absolut néideg.

Zweetens, Lëtzebuerg huet e gudde Ruff an der Welt an an Europa. Dëst ass en Erfolleg vun onser Aussen- an Europapolitik. Dëst



ass en Tromp fir onst Land a fir seng Leit.

Dréttens, ons politesch Diskussioun iwwer Europa muss sech mat der konkreter Politik vun der EU befaassen an déi politesch, wirtschaftlech a sozial Integratioun weiderbréngen. Dëst bedeit vill Koordinatioun a bedéngt eng systematesch a laangfristeg zesummenhängend Strategie op alle Pläng a vun allen Institutionen a Kräfte vun Lëtzebuerg. D'Chamber huet eng eminent Roll dobäi ze spillen.

Véiertens, zukünfteg Erweiterunge vun der EU däerfen den Zesummenhalt vun der EU net a Gefor bréngen. Et gétt kee forcéiert, an d'Europäesch Unioun ze kommen; et gétt och kee forcéiert, dran ze bliwen.

Fënneftens, am Europaparlament, an der Kommissioun wéi an allen europäeschen Organer an Institutione muss Lëtzebuerg eng bewosst Politik, besonnesch och eng bewosst Personalpolitik bedriewen, fir wichteg Positionen – politescher an administrativer – ze besetzen. Besonnesch d'Europawahl mussen dat an Zukunft erlaben. Onsen Afloss hänkt dovunner of, an domat dat, wat mer als souveränt Land duerstellen.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Hâr Fayot. Den nächste Riedner ass den Hâr François Bausch. Hâr Bausch, Dir hut d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech wëll vläicht ufänken - vu datt den Hâr Ausseminister vill profitéiert huet nach eng Kéier, aus verständleche Grënn, an engem gudden Deal vu senger Ried - hei nach eng Kéier e Bilan ze maache vun der Lëtzeburger Präsidence, fir ze rappeléieren, wat eis Haltung als gréng Fraktioun am Kader vun där Präsidence war.

Mir haten am Januar vun dësem Joer eng éischt Pressekonferenz, wou mer eng éischt inhaltlech Stellungnahm geholl hunn, déi am Zesummenhang stoung mat der Präsidence a wou mer awer och wollten daitlech maachen, wéi eis Haltung wier, an déi huet dra bestan, datt mer gesot hunn, mir wëllte kritesch-konstruktiv déi sechs Méint do dee Prozess begleeden. Ech mengen, mir hunn dat och gemaach. Mir hu versicht eis ganz kloer als Oppositionspartei, do wou et néideg war, ze positionéieren, mä an engem konstruktive Geescht, fir och e bëssen ënerstéizend ze wierke par rapport zu deem, wat d'Lëtzeburger Regierung fir Lëtzebuerg do huet misse bewältegen.

Et muss een och soen - an dat hu mer och schonn eng Kéier gemaach no der Präsidence, direkt uschléissend -, datt mir als Gréng eigentlech ganz zefridde si mat deem, wat an deene sechs Méint do gelescht ginn ass. Et muss een unerkennen, datt op deene verschiddenen Niveaue déi eenzel Ministeren eng gutt Aarbecht gemaach hunn, versicht hunn, d'Dossieren op eng gutt Aart a Weis weiderzibréngen.

Et huet sech och erausgestallt, zumools wann ee vergläicht, wat dat Land, wat elo d'Successioun iwwerholl huet, bis elo beweegt huet, datt e klengt Land vläicht kleng ass, mä méi déck Bréidercher bake kann an esou engem Kontext, wéi esou oft. An e grousst Land baakt oft ganz kleng Bréidercher respektiv gesäit déi ganz Period éischer vill méi egoisteschen an eegesënneg.

Dat, wéi gesot, konnt ee während deene leschte Méint an der englescher Präsidence genuch feststellen. Och mir si relativ skeptesch, datt déi englesch Präsidence et wäert fäerdeg bréngen, nach bis Enn dës Joers, bis dann hiert Mandat ofgelaf ass, vill op

d'Been ze bréngen. An och mir mengen, datt et duerfir warscheinlech erëm éischer un engem méi klengen Land ass, wéi Eisträich duerno, ze versichen, déi méi brennend Dossieren endlech weiderzibréngen.

Den Hâr Asselborn, als Ausseminister, ass bestëmmt frou, datt hien déi Period erf huet. Hien huet mer eng Kéier gesot - dat ass nach gläichzäiteg gefall mam Ufank vu sengem Mandat als Ausseminister -, datt hien d'Flemm hätt an de Fligegen ze setzen an do ronderëm ze rennen - dat kann een duerchäm novollzéien. Vu datt déi Period awer eriwwer ass - an da kommen ech awer an d'normal innepolitesch Realitéit vun der Aussepolitik -, ass och dann déi, loosse mer soen, awer bësse méi Schounzäit eriwwer par rapport zu der Regierung an och par rapport zum Ausseminister. Duerfir wäert et dann natierlech och esou sinn, datt mer elo als Gréng sécherlech erëm e bësse méi kritesch wäerte sinn, wéi mer dat am Laf vum Joer 2005 waren.

Ech wëll vläicht fir d'éischt eppes virausschécken, ech hat am Fong net wëlles dorobber angezoen, mä den Hâr Fayot huet mech elo e bësse gezwongen, dat awer ze maachen, well mer schonn x-mol an dësem Parlament, dëser Plénière, dat diskutéiert hunn, nämlech déi leideg Fro vun den Europawahlen.

Mir hunn an der Institutionskommissioun de Moment och eng intensiv Diskussioun doriwwer. Ech muss awer mat zwee Wieder drop agoen, an dat wëll ech dann duerfir direkt am Ufank maachen, fir dem Hâr Fayot awer hei ze äntweren, well ech net esou richtig weess, ob hien hei zu deem Thema am Numm vu senger Fraktioun oder a sengem eegenen Numm geschwat huet.

Hien huet, wéi esou oft schonn - well dat ass jo och seng perséinlech Meinung, esou wéi hie sech och schonn des Öfteren an Artikelen dobauss geäuert huet -, d'Fro ugeschwat vun esem Wahlsystem, drop higewisen - zu Recht och, géing ech soen oder seet meng Fraktioun -, datt een och eng Kéier misst iwwer de Panache diskutéieren, an hien huet dunn hei erëm eng Kéier all déi Saachen opgezielt. Wéi gesot, et ass mir net esou richtig kloer, ob dat a sengem perséinlechen Numm war oder net, well ech wëll him soss nämlech soen, datt an der leschter Legislaturperiod...

**M. le Président.** - Hâr Bausch, erlaabt Dir eng Fro vum Hâr Fayot?

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Direkt, direkt.

**M. le Président.** - Jo, maacht Äre Saz nach fäerdeg, natierlech.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - ...an der leschter Legislaturperiod, an do war en plus seng Fraktioun oder seng Partei an der Opposition am Parlament hei, an do hätt si dach näischt dru gehënnert, gutt Initiative matzedoen, well déi Gréng haten eng Initiativ ergraff bei der Reform vum Wahlgesetz, fir op de Wee ze goen, fir de Panache op zwou Lëschte maximal anzuschranken, a seng Fraktioun huet do dergéint gestëmmt.

Ech weess emol net méi, ob den Hâr Fayot sech do enthalen huet oder net, mä op alle Fall, mengen ech, datt se geschlossen als Fraktioun dergéint gestëmmt huet. Dat heescht, et si schonn emol Geleeënheete ginn an deene leschte Joren, wou een hätt kënne méi couragéiert un dat Thema eruegoen, mä do war awer d'LSAP meeschtens ni u vorderster Stelle, wann et dorëms gaangen ass.

**M. le Président.** - Hâr Fayot!

**M. Ben Fayot (LSAP).** - Hâr Bausch, ech mengen ech hunn et kloer gesot; wann ech et net kloer

genuch gesot hunn, da soen ech et elo, dass ech nach ëmmer bei menger perséinlecher Meinung bleiwe wat de Wahlsystem ugeet, mä dass meng Partei, meng Fraktioun, eng Partie Iddien développéiert huet, déi ech dann och duergeleucht hunn: nëmme sechs Kandidaten, politesch Accorden, fir eben d'duebel Kandidaturen ze verhënneren, spéider eventuell och en Décalage vun de Wahlen, mä ech si mat lech d'accord, dass meng Partei meng Proposition de loi net matdréit an och net matgedroen huet, esou wéi aner gréisser Parteien dat och gemaach hunn. Ech hunn do eng aner Meinung wéi meng Partei an där Fro. Ech mengen, dat hunn ech all Kéier kloer getrennt, dat eent vun deem anerem. Dat hei zur Kloerheet.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Okay.

**M. Charles Goerens (DP).** - Dir bleibt awer an der Partei, Hâr Fayot?

*(Hilarité)*

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Bon, Hâr President, Dir Damen an Dir Hären, ech mengen, datt et elo och net vill Sënn mécht, fir op eng ganz Rei aner Themen am Detail angezoen, well mer jo e bëssen an engem komesche Film sinn, wat d'aussepolitisch Debatt dëst Joer ubelaangt. Iwwer d'Präsidence hu mer scho vill geschwat, iwwer d'EU-Verfassung hu mer och scho vill geschwat, mer hunn doriwwer eraus, viru kuerzem, eng breet Lissabon-Debat gehat an dëser Plénière, wou och e ganze Koup europapolitesch Thema mat agefloss sinn, déi vum Ausseminister elo nach eng Kéier ugeschnidde gi sinn. Duerfir wëll ech dat net maachen.

Ech wëll awer vun der Geleeënheet profitéieren, fir an deem Kontext op eppes hinzeweisen, wat eis als Fraktioun vun Ufank un an dëser Legislaturperiod bei der Zesummesetzung vun dëser Regierung an der Neiopdeeling vun de Kompetenze vun dëser Regierung net terribel gutt gefall huet, nämlech datt mir der Meinung sinn, datt den Ausseministère op eng relativ brutal Aart a Weis ausernee gerappt ginn ass an datt eigentlech déi Zerstücklung vum Ausseministère net ëmmer zu méi Kloerheit bäidréit. Mir konnten dat an deem leschte Joer och e puermol feststellen bei verschiddenen Aussoen, déi eenzelner vun deenen Ausseministere, déi mer dann elo awer eigentlech hunn, gemaach hunn.

An der leschter Legislaturperiod hate mer der eigentlech dräi, dat war den Hâr Juncker, den Hâr Goerens an d'Madame Polfer, hunn ech ëmmer gesot. An dëser Legislaturperiod hu mer der sechs: Mir hunn den Hâr Asselborn, den Hâr Schmit, den Hâr Juncker, den Hâr Frieden, den Hâr Schiltz an neierdëngs nach den Hâr Krecké, well de Commerce extérieur bei den Hâr Krecké gefall ass.

Dat ass alles schéin a gutt, dat arrangéiert vläicht - dat hunn ech schonn eng Kéier hei gesot bei der Regierungsbildung - déi zwou Parteien, déi d'Regierung gebilt hunn, aus verschiddene politesche Grënn eraus, mä ech mengen net, datt dat onbedéngt zu engem méi effiziente Fonctionnéiere bäidréit. An dat huet och elo näischt mat de Persounen ze dinn, dat huet elo näischt mam Hâr Asselborn als Persoun ze dinn. Mä ech schwätzen dat generell un: De Fonctionnement vum Stat gétt net doduerjer méi effikass andeem ee Kompetenzen, déi eiser Meinung no awer zesummegehéieren, permanent ausernee rappe geet.

Dat heescht, mir sinn nach ëmmer der Iwwerzeugung, datt zum Aus-

seministère zum Beispill de Volet Kooperatioun an awer och de Volet Commerce extérieur gehéieren. Dat féiert dann och dozou, datt mer elo am Dezember zu Hongkong eng nei OMC-Ronn wäerten dréien, wou hei an der Chamber eng Virbereedungsdebat soll sinn, wou dann och erëm eng Kéier net esou richtig kloer ass, wat fir eng Ministeren, wien elo soll iwwerall Stellung huelen. Mir hu fonnt, datt dat besser war wéi dat fréier war, datt dat méi e Sënn gemaach huet an der Effizienz. Mir géngen eis och erhoffen, datt et eng Kéier géng fäerdeg bruecht ginn, verschidde Kompetenzen do erëm zesummenzeleëen.

Doriwwer eraus wëll ech eigentlech awer zu véier Schwéierpunkte Stellung bezéien am Kader vun der Aussepolitik, véier Schwéierpunkten, déi eiser Meinung no den Ament eng gréisser Aktualitéit verdéngt missten.

Deen éischten ass natierlech nach ëmmer d'EU-Verfassung a virun allem d'Fro vun den EU-Institutionen. Wéi geet et domadder weider? Et gétt vill ëmmer gesot, d'Europäesch Unioun wier mat hire 450 Milliounen Awunner eigentlech e wirtschaftleche Ris, mä mir wäeren e politeschen Zwerg. An da gétt dann ebe gesot, dat Scheitere vun der Verfassung hätt dat nach verschlémmert.

Ech woe souguer ze bezweiwelen, ob mer de Moment e wirtschaftleche Ris sinn. Wann ee reell d'Zuele kuckt vun der wirtschaftlecher Entwécklung weltwäit, feststellt wat a China passéiert, wat an Indien passéiert, virun allem och d'Zesummenaarbecht, déi ufänkt ze Entstoen, oder schonn déck amgaangen ass zwëschen China an Indien, a wat fir e Rôle d'Veereenegt State par rapport zu där Regionu spillen, da muss ech feststellen, datt och um wirtschaftleche Plang mir zwar en immenst Potenzial hunn duerch déi 450 Milliounen potenziell Consummateuren, déi mer op deem Marché entre-temps hunn, mä datt mer awer wirtschaftlech enorm Schwächen och hu par rapport zu där ongeheierlecher Entwécklung, déi do amgaangen ass ze lafen.

Wann dann natierlech do derbäi de politesche Moto och nach komplett un d'Stocke geréit, da gétt dat natierlech duebel problematesch. An déi „Neeenen“ zu der EU-Verfassung hunn eis an deem Kontext keen Déngscht gelescht.

Wann ech dann och op déi Fro vun där ominöser Denkpaus ze schwätze kommen, déi do anscheinend ageluecht ginn ass, da muss ee sech jo wierklech d'Fro stellen: Effektiv, wat huet déi Denkpaus da bis elo bruecht?

Ma de Bilan ass ganz einfach. Ech hu scho gesot, wéi mer bei der zweeter Lecture hei d'Verfassung adoptéiert hunn, datt se um europäeschen Niveau an den Einzelstaaten net ganz vill bruecht huet. Et ass zwar e gewëssenen Diskussionsprozess op de Wee bruecht ginn um Niveau vum Europaparlament, mä deen ass éischer konfus an duercherneen am Moment. Et gesäit een net kloer de Moment dorraus ervir, wat dann dorraus soll geschéien.

Elo fänken um Niveau vum Ministerrout éischt Saachen u sech ofzueechnen, a wéi eng Richtung datt et kéint goen. Haauptsächlech wat den institutionelle Volet ubelaangt, fänken éischt Proposen un, vun Einzelnen an d'Welt gesat ze ginn. Mä ganz vill Kloerheit huet een och nach net. Elo ass natierlech eng Propos an de Raum gestallt ginn. Dat ass déi, déi sécherlech interessant ka sinn, vum Uwende vum Subsidiaritätsprinzip, deen an der Verfassung virgesi war, fir dee scho gewëssermooosen anzeféieren, obschon d'Verfassung nach net a Kraaft ass.

Éischtens muss ee sech natierlech emol bewosst sinn, wat fir eng Konsequenzen dat fir d'national Parla-

menter huet. Ech muss lech ganz éierlech soen, ech mengen net, datt d'Lëtzeburger Parlament am Moment scho fäeg wär, fir dee Subsidiaritätsprinzip do unzewenden. Mir hunn deen Exercice zwar eng Kéier am Kader vun deenen éischte sechs Méint vun der Lëtzeburger Präsidence gemaach, am Kader vun der COSAC, wou eng Kéier probéiert ginn ass, unhand vum drëtten Paquet ferroviaire, wat dat géng bedeiten. Mä, ech weess net, éischer huet sech do meng gréisser Skepsis bestätegt, datt d'Lëtzeburger Parlament de Moment net fäeg ass, fir dee Prozess do duerchzeexerzéieren.

Dat huet natierlech villfältig Grënn. Dat huet sécherlech déi Grënn, wou den Hâr Fayot zu Recht hei opgewisen huet, datt mer leider an dësem Parlament ze wéing Traditioun an europapoliteschen Dossieren hunn oder eis bis elo net genuch mat Europa am Allgemenge beschäftegt hunn. Mä et huet awer och wierklech Fonctionnementsgrënn. D'Parlament als solches ass eiser Meinung no net genuch equipéiert. D'Fraktiounen si scho guer net genuch equipéiert.

Duerfir, wann een op deen dote Wee wëilt goen, da misst een op alle Fall fir d'éischt emol déi dote Viraussetzunge schafen, well soss féiert et net nëmme zu engem Échec, mä da féiert et och derzou, datt mer eis an der Öffentlechkeet zu Lëtzebuerg schlecht duerstellen, well - wann dee Prinzip soll ugewannt ginn, soll dat jo och e wichtegt Instrument gi fir dann d'Europapolitik erëm méi no bei d'Biergerinnen an d'Biergeren zu Lëtzebuerg ze bréngen - wa mer eis dat Instrument ginn an et échouéiert, dann hu mer net vill an deem dote Kontext gelescht.

Èe ganz schlecht Beispill an deem Kontext, muss ech och soen - dat ass och dat, wat mä Kolleg Camille Gira virdrun a sengem Zwëscheruff ugeschwat huet, Hâr Fayot -, dat ass dat wat virun e puer Deeg an der Ekonomieskommissioun passéiert ass, datt fir eis Begrëffer op alle Fall en typesch Beispill wär, wéi et misst an esou engem Kontext funktionéieren. Dir wësst, datt d'REACH-Direktiv elo an enger éischer Lecture am Europaparlament duerchgaangen ass an datt elo de Ministeschconseil gefuerdert ass, fir bis Enn dës Joers Décisionen ze huelen a wéi eng Richtung datt et soll weidergoen.

Do hätt et eis awer nëmme normal geschéngt, datt wierklech dee Punkt, dee mir verlaangt hunn iwwer e Bréif, ouni Diskussioun hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlech datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle geschéien, nämlich datt déi Ministeren oder dee Minister, dee jo koordinativ ass - dat ass dann an deem heite Fall mengen ech den Hâr Krecké, deen hei am Haus d'Koordinatioun soll maachen -, d'office discussion hätt sollen op den Ordre du jour kommen, datt dat hätt solle



**(Interruption)**

Mir maachen awer elo nach en neien Ulaf, well, wéi Der eis kennt, si mer jo hartnäckeg. Mir maachen en neien Ulaf fir dann ze versichen, datt mer déi Diskussioun do awer nach am Dezember an der Ekonomieskommissioun wäerte kréien.

Dann awer zréck zu deem Aspekt – an dat ass e bëssen dat, wat een awer gesäit kommen –, datt esou eenzel institutionell Elementer aus dem Verfassungstext erausgeléist solle ginn, déi wichteg si fir de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun. Et kéint ee sech där nach eng ganz Rei virstellen. Et kéint ee sech virstellen, datt een den Ofstëmmungsmechanismus erausklamert, datt een zum Beispill d'Schafung vun engem permanente President vum Conseil géing eraushuelen. Dat ass awer en immense Risiko, deen do hannendrun ass.

Dat ass nämlech e Risiko, datt mer dann eng total Zerstéckelung kréien an datt awer virun allem mat Sécherheet dat Wichtigst net wäert stattfannen, nämlech de politesche Kader ze setzen. Well fir eis, als Gréng, war awer dat, wat eis am meeschten iwwerzeegt huet, fir offensiv fir déi Verfassung anzutrieden, de politesche Kader, deen endlech iwwert deen Text gesat gi wär, dat heescht, dat, wat u Wäerter an Ziler definéiert gi war am Kapitel 1 respektiv d'Grundrechtcharta am Kapitel 2. Wa mir, wéi gesot, elo de Wee ginn, fir eenzel institutionell Elementer erauszestéckelen, dann ass d'Tendenz ganz grouss, datt mer esou bal net méi iwwert dee politesche Volet wäerten diskutéieren.

Duerfir géinge mir awer nach eng kéier op déi Propos zréckkommen, déi am Moment e bëssen an Europa an och an eenzelne Länner an der Diskussioun ass, ob et dann awer net géing Sënn maachen, fir grad déi Kapiteln 1 an 2 aus der Verfassung separat ze diskutéieren an ze thematiséieren an der Europäescher Unioun, an iergendwann eng kéier - well dat ass jo dat, wat eigentlech am Kontext vum politesche Kader dat Neit ass - am europäesche Kontext an deene Länner, wou d'Verfassung schif gelaf ass, zumindest déi zwee Kapiteln an iergendenger Form, ech wëll net soen nach Referendum ze bréngen, mä zur Diskussioun ze stellen, fir datt mer iwwert dee Wee dann dat politescht Europa kéinte weiderbréngen.

Ech weess natierlech, datt mer während der englescher Présidence an deem Kontext net vill hu brächten ze erwaarden. Ech ginn dem Här Fayot 100%eg Recht, wann e seet, datt sech effektiv an deene leschte sechs Méint definitiv dat bewisen huet, wat mir awer als Politiker scho méi laang woussten: Datt d'Engländer eigentlech un engem politesch verdéiften Europa an deem Mooss net esou gréisser interesséiert sinn.

Ee weidere Punkt, deen eis natierlech och wäert an deenen nächste zwee Joer beschäftegen an deen eng ganz brisant Aktualitéit wäert kréien, ass d'EU-Erweiderung. Déi zwee Länner, wou et scho fest ass, datt se bäikommen, si Bulgarien a Rumänien, obwuel och do nach laang net alles an demokratesch geuendete Bannen ass, esou wéi mir eis dat virstellen. Bon, et ass awer e Fakt, datt dat eng beschlossene Saach ass. Do wäerte mer awer nach Schwierigkeete kréien.

Mä doriwwer eraus stellt sech iwwerhaupt d'Fro zu deene weidere Schrëtt am Kader vun der EU-Erweiderung, déi duerno nach eventuell solle kommen, well mer entretemps - dat hu mer jo awer am beschte bei der Diskussioun ronderëm d'Verfassung gemierkt - eng immens Retizienz zu der EU-Erweiderung bei de Populatiounen an Europa hunn - leider, muss ee soen. Déi Retizienz baséiert fir meng Begrëffer gréisstendeels op falschen Analysen oder souguer

ganz staark op Viruerteeler, souguer och ganz staark op Réckzuch a privaten Egoismus an Nationalismus. Mä d'EU-Erweiderung ass awer nun emol do, a mir sollen eis keng Illusiounen maachen, egal wéi mer se herno och definéieren an a wéi enge Schrëtt mer se wëlle maachen.

Ech géing virdu warnen, fir zum Beispill och eng kéier eng Décisioun ze huelen, fir ze soen: Mir zéien elo ee fir alle Mol iergendwou eng Grenz an dann hale mer op, well d'Geschicht, déi geet weider. Ech kommen nach dorop ze schwätzen, och firwat. Et gétt nach en anere Grond. Mä d'Geschicht geet virun allem weider, an et ass geféierlech fir eng kéier esou eppes ze lancéieren. Dat kann engem emol schwéier Verdauungsschwierigkeete maachen, jee no deem wéi d'geographesch Situatioun an zéng, 15 Joer ass. Stellt lech emol vir, virun 1989 wier an der Europäescher Unioun eng kéier decidéiert ginn, fir iergendwellech Grenzen ze definéieren, wéi domm mer dann duerno do gestanen hätten duerch dat, wat alles no 1989 geschitt ass!

Wat awer muss gemaach ginn, dat ass ganz kloer: Et muss ee sech Otempause verschafen. Et mécht net vill Sënn, datt an Europa de part et d'autre Politiker ëmmer erëm déi abenteuerlechste Erweiderungsperspektiven opzezeichnen. Déi eng sinn emol nach net verdaut, da kënt schon déi nächst, déi erëm proposéiert gétt. Émmer méi grouss Länner och kréie Perspektiven ugebueden, zousätzlech zu deenen, deene mer scho Perspektive gebueden hunn. Dat dréit sécherlech net dozou bäi, datt mer méi Verständnis kréien, an datt de Prozess uerdentlech iwwert d'Bühn geet.

Mä allerdéngs muss een awer soen: Fir eis Fraktioun ass et awer kloer, datt de Prozess mat engem Land muss weidergoen: Dat ass mat der Türkei! Et gétt bei der Türkei méi Ursaachen. Ech wëll der awer nëmmen zwou eraussträichen, déi fir eis déi wesentlechste sinn, firwat mer dat mengen, obscho mer wëssen, datt dat déi heikelste Fro an där Diskussioun ass. Dat hu mer och am Kader vun der Verfassungsdiskussioun mat der Bevölkerung gemierkt. Well mer dat wëssen, muss mer déi Diskussioun weiderféieren.

Dat eent ass e sécherheetspoliteschen Aspekt. Mir kënnen natierlech doriwwer frou sinn, datt et de Moment zumindest à ce stade am Noen Osten an haaptsächlech am Palästina-Konflikt den Ament erëm, bon, ech wëll net soen optimistesches ausgesäit, mä besser ausgesäit wéi nach viru kuerzem. Mä wa mer et net fäerdeg bréngen, déi ganz Region do ze sécuriséieren - an d'Türkei spillt nun emol do eng Schlësselroll -, da sinn ech der Meenung, da komme mir an deem Dossier do net ganz vill weider.

D'Türkei ass e risegt islamescht Land, wou eng reell Chance besteet, datt mer dat Land kënnen op een demokrateschen, no Westen orientéierte Wee kréien. Duerfir eleng hu mer do e verdammten Intérêt, well dat risegt Land do op der Grenz vun der Europäescher Unioun läit, datt mer et grad do fäerdeg bréngen, dee Prozess zu engem gudden Enn ze féieren.

Et gétt awer och nach en zweet Argument. Dat ass dat, datt d'Türkei e riseg groust Land mat enger ganz jonker Populatioun ass, am Contraire zum ganze Rescht vun der Europäescher Unioun, inklusiv deene Länner, déi mer elo opgeholl hunn, wou mer éischer vereelste Populatiounen hunn. Well mer genau esou Länner an der Europäescher Unioun an den nächste Jore bleiwen, duerfir muss mer kucken, fir eng méi verjéngte Populatioun an Europa ze kréie respektiv se mindestens ze halen. Ech kommen nach beim Punkt iwwert d'Immigratiounspolitik dorobber zréck.

Duerfir, d'EU-Erweiderung ass eng enorm Erausforderung. Mir mussen eng wierklech intensiv Iwwerzeegungsaarbecht leeschten. A wann et een Dossier gétt, wou mer mussen versichen, dat, wat mer eigentlech och am Kader vun der EU-Verfassungsdebatte versprach hunn, weider intensiv mat der Populatioun ze diskutéieren, wou mer eis elo mussen d'Moyene ginn, fir ze kucke wéi mer dat ugin, dann ass et wierklech dee vun der EU-Erweiderung, well soss riskéiere mer wierklech ganz geféierlech am Kader vun der Weiderentwécklung vun Europa iwwerhaupt an d'Stockchen ze geroden.

Een drëtten Punkt, op deen ech wëll agoen, Här President, dat ass d'Immigratiounspolitik. Mir sinn an Europa an enger Situatioun wat d'Populatioun ubelaangt - ech hunn dat schon elo grad gesot -, déi relativ problematesch ass, well mer an deene 25 Länner am Moment eng vereelste Populatioun hunn. An de Chefredakter vun dem franséischen «Le Monde» huet rezenterweis e ganz interessant Buch erausginn, dat heescht «Économiquement incorrect», wou e ganz intensiv op déi ganz Problematik do iwwert d'ekonomesch Entwécklung vun der Europäescher Unioun insgesamt an der Welt ageet. Do mécht en eigentlech zwee Grënn aus, firwat en à ce stade immens pessimistesches ass, wann näischt sech an de Chancen ännert. Also, e gesäit schlecht Chancë fir d'Europäescher Unioun insgesamt an der Welteconomie.

Deen éischte Grond, dat ass, datt mer eben eng schlecht Demographie hunn. Deen zweete Grond, dat ass, datt mer eng schlecht Arbeitsproduktivitéit hätten. Ech wëll op deen zweeten net agoen, well dat net an deesen Débat passt, mä haaptsächlech op deen éischte vun der Demographie agoen.

Mir hunn de Moment an der Europäescher Unioun eng Situatioun, wou mer an der Moyenne 1,4 Kand pro Ménage hunn. Dat ass vill ze vill niddreg. Domat bréngt mer et emol net fäerdeg, de Bevölkerungsstand, dee mer haut an deene 25 Länner hunn, wann dat esou weidergeet, ze halen. Mir missten, fir deen ze halen, an der Moyenne bei 2,1 Kanner leien. Dat sinn iwwerregens Zuelen, déi kommen net vun iergendengem, mä déi sinn an der UNO opgestallt ginn.

Firwat muss mer dat halen? Mä, mir müssen dat halen, wa mer wëllen ekonomesch gesinn déi Potenzial, déi mer brauchen, weiderentwéckelen, fir datt mer zum Beispill kenne sozial Sécherheitssystemer erhalen, déi mer haut hunn. Mä doriwwer eraus, fir datt mer iwwerhaupt eisen Arbeitsmaart an der Europäescher Unioun kënnen an d'Rei bréngen.

Dat kléngt vläicht elo paradox, wann ee weess, datt natierlech an enger ganzer Rei europäesche Länner an och an der Europäescher Unioun de Chômage e grouse Problem ass. Mä de Chômageproblem, dat ass een, deen huet ganz aner Grënn. Eent ass awer ganz sécher: Wa mer et net fäerdeg bréngen, déi schlecht Demographie duerch eppes anescht ze kompenséieren, nämlech duerch eng offensiv Immigratiounspolitik, da bréngt mer et net fäerdeg, den ekonomesch Moto an Europa esou ze stimuléieren, datt mer insgesamt e verbessert Wirtschaftswuesstum an Europa kréien, an donc och natierlech dann de Chômage sécherlech net wäerten an de Grëff kréien.

Et gétt do ganz aner Beispiller. Mir hunn d'Beispill vun den USA oder vu Kanada, wou éiweg eng Tradition vun enger ganz geziilter an offensiver Immigratiounspolitik besteet, déi do en Ausgläich zënter

Joren a Jorzéngte schafft fir déi méi schlecht Natalitéitschifferen, déi et an deene Länner gétt. Duerfir muss mer wierklech och hei zu Lëtzebuerg eng breet Debatte féieren, a wéi eng Richtung datt mer déi Immigratiounspolitik wëllen ausschaffen.

Zwou Mesurë sinn noutwendeg, fir datt mer mat Sécherheet an der gesamter Europäescher Unioun op deem dote Gebitt besser dostinn. Dat éischt ass d'Schafung vu vasté Kooperatiounsstrukturen an enger grousser Kooperatiounszon, wou Russland an och d'Länner vum südleche Mëttelmier mussen dragehéieren. D'Europäescher Unioun muss versichen, mat grousser Programm déi Regionen ze ënnerstëtzen, deene Partnerschaften unzebidden, an dann natierlech gläichzäiteg sech selwer opzemaachen, fir wierklech an der Europäescher Unioun massiv nei Immigratioun eranzekréien. Natierlech net egal wéi, mä ganz geziilt en fonction vun deene Besoinen, déi wierklech do sinn.

D'Konklusiounen, déi an deem Buch do beschriwwen sinn - wou ech virdu zitieret hunn -, sinn och ganz dätlich. Déi sinn och aus méi internationale Studien erausgeholl. Wa mer deen doten Challenge net ronbréngen - an dat beidit och vill Iwwerzeegungsaarbecht, fir datt mer an den eenzelnen europäesche Länner Akzeptanz kréien -, dann ass et kloer, da wäerte mer bis 2025 a souguer doriwwer eraus nach vill zréckfale par rapport zu der Welt an der ganzer Welteconomie. Da wäert och den Undeel vun der Europäescher Unioun um Welt-PIB enorm, enorm zréckgoen. Duerfir ass déi doten Debatte extrem wichteg.

Mir haten an der leschter Legislaturperiode eng laang Diskussioun. Mir haten eng extra Kommissioun duerfir geschaf, wou den Här Glesener Rapporteur war a wou mer e Rapport hei diskutéiert hunn. Mir kréien och elo eng nei Debatte iwwer anscheinend een neit Immigratiounsgesetz, wat den Här Ausseminister, deen dat jo a sengem Ressort huet, ugekënnegt huet.

Dat Gesetz ass jo nach net déposéiert. Dat soll jo - wann ech dat richteg an Erënnung hunn - am Fréijoer d'nächst Joer déposéiert ginn. Mä et wär awer wierklech utile, datt mer elo scho géingen an der aussepolitischen Kommissioun, vläicht och unhand vun deem Rapport, dee virläit, mä och nach un aneren Donnéeën, géingen ufänken eng Diskussioun ze féieren, wat fir eng Immigratiounspolitik mer zu Lëtzebuerg an deenen nächste Joren a Jorzéngte brauchen. Mir sollen net waarden, eiser Meenung no, bis dat Gesetz do ass, ier mer déi Diskussioun ufänken. Eis Fraktioun mengt op alle Fall, datt, soubal elo d'Asylgesetz do ass - dat gétt jo bis Enn des Joers an deemselben Parlament verabschit -, mer dann am Januar sollen ufänken an der Aussen- an Immigratiounskommissioun doriwwer ze diskutéieren.

Här President, ech wëll nach als Ofschluss ee leschte Punkt opwerfen, well dee ganz aktuell ass. Ech hu virdu gesot, mir brauchen och an Zukunft aus verschiddearten Grënn eng enk Kooperatioun mat Russland. Mä déi Kooperatioun muss och an d'Richtung goen, datt mer Russland op en demokratesche Wee, op de Respekt vun den demokratesche Gepflogenheete kréien. Ech wëll duerfir haut een aktuelle Sujet uschwätzen, wou ech frou wär, wann den Här Ausseminister herno och géing dozou Stellung bezéie respektiv wann e géing do intervenéieren.

Déi russesch Duma, also dat russesch Parlament, huet den 23. November ee Gesetz an éischer Lecture verabschit, e Gesetz, wat eigentlech an d'Richtung geet fir ONGen a Russland quasi ze verbidden, oder zumindest, losse mer soen, se enger staatlecher Kontroll ze ënnerwerfen, wat jo

dann natierlech schon am Widersproch zum Numm steet, wéi ee seet "non-governmental organization". Et ass esou, datt dat Gesetz eigentlech op enger Logik opbaut wéi se an der fréierer Sowjetunioun bestanen huet. Dat ass en immense Réckschrëtt a Russland.

Géint dat Gesetz do ass och ganz schaarf protestéiert ginn. Do stinn zum Beispill och esou Klauselen dran, déi immens wäit ginn. Déi zivil Associatiounen do sinn net nëmmen ënner staatlecher Kontroll, mä si dierfe sech och net affiliéieren an international Organisationsen. E Beispill: Wann dat Gesetz do dann definitiv soll ginn, kënt Dir a Russland en Ofleeër vu Greenpeace grënnen, mä Greenpeace Russland dierf sech net affiliéieren bei Greenpeace International. Dat ass verbueden, laut deem Gesetz.

Doriwwer eraus war den 23. November, wéi déi éischt Lecture vun deem Gesetz an der Duma war, eng Manifestatioun virum Parlament. Déi Manifestatioun ass brutaaltst vun de russeschen Uerdnungskräfte niddergeknéppelt ginn. Force-spécialé si souguer agesat ginn. Do si Leit e puer Deeg an de Prisong gesat ginn, Responsabel vun deenen ONGen, well si do friddlech demonstréiert hunn.

Also ech mengen, et ass och eise Rôle, haaptsächlech do ze intervenéieren, fir datt, wéi gesot, Russland endlech léiert, sech och demokratesch Strukturen ze ginn, datt esou Saache wéi dat doten, éischstens, net virkommen, also haaptsächlech déi Repressioun, déi do ugewannt ginn ass, mä virun allem ze hëllefen an ze sueren, datt dat Gesetz do net definitiv gétt. Well dat wär wierklech en zollite Réckschrëtt am Opbau vun enger kritescher Zivilgesellschaft an deem Land. Ech mengen, eng kritescher Zivilgesellschaft an engem Land - dat wësse mer, do wou mer Demokratien hunn -, dat ass eng vun deene wichtigste Viraussetzungen, fir datt d'Demokratie insgesamt fonctionnéiert.

Här President, ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. le Président.** - Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech soen, datt mir als ADR ganz frou sinn, datt den Här Ausseminister fir d'éischte kéier seng Ried iwwert d'Aussepolitik op Lëtzebuergesch ofgehalen huet, wat mir natierlech begrëssen.

Den zweete Punkt, dee mir wëllen ervirsträchen, dat ass dee vun der Présidence. Mir wëllen nach eng kéier ee Merci soen un alleguerten déi Leit, déi déi schwierig Tache do ugaange sinn. Well et ass evident, datt fir e klengt Land déi europäesch Problemer vu 15 unzegen an do eng Présidence ze féiere schon en Défi ass, an datt et nach een aneren Défi ass, des kéier déi Présidence mat 25 ze féieren, wat natierlech e gutt Stéck méi Aarbecht a méi komplex Aarbecht bedéngt.

Et si vill positiv Saachen dobäi erauskomm. Et war och eng Zäit, wou ganz vill iwwert de Referendum an iwwert den Traité constitutionnel geriet ginn ass. Mä et muss een och ervirsträchen, datt et keen Accord ginn ass iwwert de Budget, an ech géing bal soen: zum Gléck. Ech wäert herno och nach eng kéier dorop zréckkommen.

Wat de Referendum ugeet, an déi Debatte, déi sech hei am Land gemaach huet an och a Frankräich an an Holland an an all deene Länner, wou et zu engem Referendum komm ass, Folgendes: Wann ee gesäit, datt ganz vill Leit sech kritesch mat Europa ausenaner gesat hunn, da gétt et zwou Explikatiounen, déi méiglech sinn. Déi eng



ass déi, un déi ech wéineg gleeven, dat ass, datt d'Bierger all déi Artikelen aus der Constitutioun gellies an interpretéiert hunn an d'oposhi sech hir Meenung gemaach hunn.

Ech mengen au contraire, datt d'Bierger, déi Nee gestëmmt hunn, an och een Deel vun deenen, déi Jo gestëmmt hunn, sech Suerge maachen iwwert d'Globaliséierung, iwwert d'Sécherheet vun hirer Aarbechtsplaz, iwwert d'Ofsécherung vun hire Renten, iwwert de Liebensstandard.

Et ass ëmmer gesot ginn zënter der Erklärung vu Laeken, datt d'EU-Verfassung an datt Europa alles misst maachen, fir datt d'Bierger méi no un Europa géinge bruecht ginn. Et muss een awer festhalen, datt dat een Échec ass. Well soss wieren net déi Resultater bei de Referenden erauskomm.

D'Lissabon-Strategie, fir Europa bis zum Joer 2010 zu dem wettbewerbsfähigsten Wirtschaftsraum aus der Welt ze maachen, war och eng schéin Deklaratioun. Haut si mir um hallwe Wee, an elo fänke mir un ze soen, elo muss mir ufänken ze schaffen.

Et gesäit een also, datt et do eng grouss Diskrepanz gëtt zwëschen de Sonndesrieden, déi gehale ginn, an duerno der politescher Realitéit. An et ass dowéinst, datt ëmmer méi Bierger sech skeptesch weise vis-à-vis vun deem, wat sech an Europa deet.

Mir selwer hunn och e bësselchen dozou bäigedroen duerch onse System bei den Europawahlen, wou ee souguer muss zwielf Kandidaten opsetzen a wou dann herno Leit an d'Europaparlament sätze ginn, déi u sech ganz oft net gewielt waren.

Dofir si mir och der Meenung - a mir hien dat jo och op enger Pressekongress gesot an och hei am Parlament festgehalten -, datt mir d'Zuel vun de Kandidaturen op sechs reduzéieren mussen an datt d'Wahle separat ofgehalen misste ginn, fir kënnen eng Debatt ze féieren.

Et schéngt sech nun ee Konsens an der Commission des Institutions erauszueschelen, fir ze soen, mir géingen effektiv d'Kandidaturen op sechs beschränken. Eng Proposition, déi mir och gemaach haten, fir datt d'Leit sollten eng Déclaration sur l'honneur maachen, datt si géingen hiert Mandat akzeptéieren, wa si géinge gewielt ginn, schéngt och e largë Konsens ze fannen.

Ech mengen, et wier scho gutt, wa mir déi Punkten do géinge festhalen fir déi nächst Europawahlen an dann nach eng kéier iwwert den Décalage vun den National- zu den Europawahlen diskutéieren.

De Referendum iwwert d'EU-Verfassung ass hei zu Lëtzebuerg mat deem Resultat op en Enn gaangen, wéi mir et wëssen. Mä et hunn zwee Länner Nee gesot a verschidden aner Länner hunn net ratifizéiert, an déi hunn och net wëlles ze ratifizéieren - notamment England.

Et ass geschwat gi vun enger Denkpauze, vun enger Denkphas, mä elo geet et op eng kéier nees lass, datt verschidde Chefe vu Regierungen - notamment déi Däitsch - erëm vum Accord schwätzen. D'Madame Merkel, déi nei Bundeskanzlerin, seet, datt den Accord misst erbäigeféiert ginn an datt den EU-Verfassungsvertrag net dout wier.

Dofir wier ech frou, wann d'Lëtzebuergesch Regierung duerch den Här Ausseminister ons kéint soen, wat hir Positioun ass a wéi et dann elo soll weidergoen. Well ech gesinn nämlech a Frankräich an an Holland keen, deen iergendwéi bereet ass, nach eng kéier iwwert den EU-Verfassungsvertrag een zweete Referendum ofzehalen, wéi dat een Ablack an England de Fall war. Esou datt de Verfassungsvertrag als solchen a mengen Aen dout ass.

Deen zweete Punkt, dee ganz vill diskutéiert ginn ass, ass d'Bolkestein-Direktiv, duerch déi net nëmmen eng Gefor bestanen huet vun engem sozialen Dumping, mä och vun engem fiskalen Dumping, duerch déi d'Méiglechkeet bestanen huet, och wat stroferechtlech an zivilrechtlech Punkte betrëfft, Dumping erbäizeféieren. A mir mierken, datt déi Direktiv am Ablack am Europaparlament an den zoustänneg Kommissiounen diskutéiert gëtt. Mir waren dofir ganz frou, wéi mir den Här Ausseminister héiere soen hunn, datt hie mat der Iddi d'accord ass, fir d'Chamber méi anzubannen an déi AUSAARBECHUNG vun Direktiven, dat heescht am Virfeld vun den Direktiven.

Dir hutt ons hei matgedeelt, datt den Här Statsminister och schonn an deem Sënn Deklaratiounen gemaach huet, mä ech wier nawell frou, wann Dir Äre Kolleegen aus der Regierung, déi sech hei ëm d'Aarbechtsrecht këmmere oder responsabel si fir d'Surveillance vun der Bolkestein-Direktiv, géingt soen, an déi zoustänneg Kommissioun ze kommen an emol ze soen, a wat fir engem Zoustand mir elo sinn, wat am Europaparlament leeft, fir datt een dat emol eng kéier materiell och elo hei ka realiséieren.

Et ass gesot ginn, datt néng Länner esou eng Direktiv kéinte blockéieren. Menger Meenung no ass dat effektiv eng Iddi, déi jo aus dem EU-Verfassungsvertrag kënn an déi awer - wéi mir et ëmmer gesot hunn - och niewent dem EU-Verfassungsvertrag ze realiséieren ass. Dat kréie mir elo confirméiert.

D'Fro ass natierlech, datt, wann een et ënnert deem abléckleche System wëllt blockéieren, da misst d'Regierung net ee Mandat pour négocier kréien, mä e Mandat impératif vun der Chamber, fir zu enger Direktiv Neen ze soen oder fir zu enger Direktiv verschidden Amendementer duerchzesetzen.

Ech sinn och mam Här Ausseminister d'accord, fir ze soen, datt et eng schlecht Iddi wier, fir hei an Europa en Directoire virzugesinn. Do si mir mat lech averstanen. Et wier eng schlecht Iddi, fir op dee Wee do ze goen. Ech mengen, et géing deem Europa vun der Natioun, deem mir ganz staark unhänken, schueden, wa mir op dee Wee do géinge goen. Dat wier wierklech net dee richtege Wee.

Wat déi budgetär Debatten ugeet, Här Ausseminister, sou ass et awer wichtig, datt mir crédibel mussen bleiwen. Wann een an Europa vun enger Strategie de Lisbonne schwätzt; wann ee seet, et muss een hëllef d'EU-Erweiterung matzefinanzéieren, si mir och do mat der Regierung d'accord, mä dat heescht och, datt mir finanziell Efforte mussen maachen an datt dee Budget pluriannuel vun der EU deem Rechnung muss droen.

Dat gesot, muss een awer och an d'Zukunft kucken. Et ass net normal, datt en EU-Budget zu 40% fir Agrarproduiten ausgi gëtt. An do läit ee vun de Problemer fir d'Zukunft. Mir kënnen net op deem Niveau do weider bleiwen, wann ee wëllt déi Strategie de Lisbonne realiséieren, wann ee wëllt zousätzlech Investitiounen erbäikréien.

Mir hu gemierkt, datt déi englesch Präsidence, an och den Här Blair, wéi hien hei zu Lëtzebuerg war - an dat muss ee positiv bewäerten -, als éischte Premierminister aus England d'accord war, fir iwwerhaupt dee Britterabatt op den Dësch ze leeën an op de Verhandlungsdësch ze bréngen. Ech mengen, dat muss ee positiv unerkennen!

Mä hien huet natierlech, an och mat Recht an onsen Aen, eng Konditioun gestallt, dat ass ze soen, datt een awer - net fir dese Budget, mä fir deen, deen duerno kënn - déi ganz Agrarpolitik nei iwwerdenke muss, och am Kader vun den OMC-Verhandlungen, op déi ech nach eng kéier wäert

agoen, an datt een, wann een d'Lissabon-Strategie wëllt duerchéien, wann een deenen neie Länner wëllt hëllef, méi Suen do zur Verfügung stellen a verschidde Saachen an der Agrarpolitik an an der Finanzéierung iwwerdenke muss.

Mir bleiwe bei der Meenung, datt et irrsënneg ass, fir EU-Agrarexporter an Drëtt-Welt-Länner ze subventionéieren. Domadder maache mer déi Länner wirtschaftlech méi schwach, mir maachen hir Agrarproduiten onnëtz, an et ass dat, wat op jidde Fall de schlechte Wee ass. Duerfir menge mir, datt et gutt wier, wann ee méi géing dem Sapir-Bericht, deen d'EU-Kommissioun 2003 gemaach huet a wou se hir Virstellung ginn huet iwwert den zukünftege Budget, Rechnung droen.

Mir verstinn, datt Lëtzebuerg an alleguer déi aner Länner, déi méi aus den EU-Keesen erauskreie wéi se abezuelen - och Frankräich, dat e ganz staarken Agrarsektor huet -, versichen hir Acquisen ze behalen. Mä et ass awer derwäert, datt een an Zukunft, fir deen zweete Budget, deen elo kënn fir 2014, dat nach eng kéier nei diskutéiert. Ech hoffen, datt am Dezember dee Punkt do zréckbehale gëtt, datt een iwwert d'Agarpolitik vun der EU nach eng kéier diskutéiert a kuckt, fir de Prozentsaz vun den Agrardépenden am EU-Budget ze reduzéieren.

Deen anere Punkt, deen Dir och an Ärer Interventioun ervirbruecht hutt, ass dee vun der Türkei. Dir hutt eis hei gesot, Här Minister, datt d'Türkei vun haut net wäert déiselwech Türkei sinn an zéng oder méi Joren. Op engem Punkt si mer eis eens, dat ass, datt d'Türkei zum heitegen Zäitpunkt net an eng EU eragehéiert. Mä mir gleeven awer net drun, datt déi 90 a bal 100 Millioune Türke sech wäerten esou änneren, datt mer se an zéng Joer kéinten als europäesch gläichgestallt ugesinn. Mir gleeven net dorun, d'autant plus datt souguer den Här Erdo an hei am Parlament éischer gesot huet, datt dat näischt géing bréngen. Duerfir bleiwe mir prinzipiell géint déi Vollmemberschaft vun der Türkei a mir mengen au contraire datt e Parteneriat privilégié de richtege Wee misst sinn.

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Très bien.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Wat verstitt Dir dorënner?

**M. Robert Mehlen (ADR).** - Datselwech wéi d'Madame Merkel.

**(Interruption)**

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...an ech ginn lech gären e klengen Nohëllefsonterricht do dran.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass zwar traureg, Här Gira, datt Dir dat net wësst.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Hu mer dat dann net scho längst, Här Henckes?

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat ass awer traureg.

**(Interruptions)**

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mir hu bis elo eng privilegiéiert Partnerschaft, mä mir kënnen dat heiten nach ausbauen, dat heescht, datt se déiselwech Rechter kréien, sauf datt se net hei d'äerfe matbestëmmen. Dat ass dat, wou et drëm geet, a mir gesi jo och, datt souwuel a Frankräich wéi an Däitschland nach d'Négociatiounen offe sinn, datt fir Frankräich op jidde Fall d'Memberschaft vun

der Türkei net ka gemaach ginn ouni e Referendum an deem Land, datt heescht ouni e Referendum a Frankräich.

**(Interruptions diverses)**

A mir géingen och mengen, datt et hei zu Lëtzebuerg eis Fuerderung wäert sinn, datt, fir datt d'Memberschaft vun der Türkei hei zu Lëtzebuerg akzeptéiert gëtt, dat och misst iwwer e Referendum goen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - An da stëmme mer mat Neen.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - A mir wëssen, datt am Ablack scho 70% vun der Lëtzebuergescher Bevölkerung sech hei géint déi Memberschaft vun der Türkei ausgeschwat hunn, wéinstens wat d'Sondagen ugeet.

Här President, Dir Dammen an Dir Härren,...

**M. le Président.** - Här Gibéryen, loosst fir d'éischt den Här Henckes schwätzen.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...Globaliséierung heescht, datt villes, wat anzwousch anescht op der Welt geschitt, direkt Implikatiounen op Europa an op Lëtzebuerg huet. Déi europäesch Länner, Lëtzebuerg, d'Europäesch Unioun mussen duerfir op alles oppassen, wat an der Welt geschitt, well et ka Répercussionen hunn. Mir mussen duerfir och duerch politesch a wirtschaftlech Initiativen dat ënnerstëtzen, wat eis Wäerter an Europa ugeet, wou mer mussen eis Intérête verteidegen. Bien entendu geet et och dorëms, fir Polizeimissionen duerchezéien, do wou et noutwendig ass.

Ech wëll duerfir méi spezifesch op zwee Punkten agoen, an zwar op de Barcelona-Prozess, dat heescht déi Diskussiounen tëschent Europa an dem Mëttelmierraum, notament Nordafrika, an op d'Relatiounen tëschent der EU an de Vereenegte Staten.

Wat de Barcelona-Prozess ugeet, esou wësse mer, datt et am Mëttelmier zahlrëich Konflikter gëtt: Israel-Palästina, deen zwëschen Marokko an Algerien, wou d'Grenzen zou sinn; mir hu Problemer vun Immigratioun, mir brauchen nuren un déi rezent Evénementer a Marokko ze erënneren, a mir hu Problemer vun Terrorismus. All dës Evénementer hemmen d'Entwécklung an de Mëttelmierraum-Staten an notamment am südleche Raum vum Mëttelmier.

Wirtschaftlech gesi ginn d'Ënnerscheeder tëschent Europa an deenen anere Länner ëmmer méi grouss. 1994 bis 2004, wann een do déi zéng Joer kuckt, da gesäit een, datt de PIB vun deene 15 EU-Länner sech verduebelt huet an haut iwwer 30.000 US-Dollar ausmécht. Déi zéng nei Länner hunn an deemselwechten Zäitraum eng Croissance vun hirem PIB kritt vu 6.000 op 15.000, mä déi Länner am südleche Raum vum Mëttelmier, déi bleiwe stabil bei 5.000 US-Dollar pro Awunner.

An do läit ee vun de Konflikter, dat heescht Europa gëtt insgesamt gesi méi räich an déi aner Länner bleiwen op hirem Niveau. Dat gëtt natierlech e ganz staarken Drock, fir no Europa ze kommen, an dat explizéiert och e gudden Deel vun de Problemer vun Immigratioun, déi mer kennen.

Wann een d'Grënn kuckt wuerfir et am südlechen Deel vum Mëttelmier net esou gutt evoluéiert, da sinn et natierlech déi Konflikter vun deenen ech geschwat hunn, et sinn och Problemer vun der bonne gouvernance, dat heescht, datt et a ville vun deene Länner un Demokratie feelt respektiv et iwwerhaapt keng gëtt an datt och d'Normë vun engem Rechtsstat net bestinn.

An da gëtt et e starke Problem vun Demographie, well et gesäit een, datt déi Croissance, déi am Wirtschaftswuesstum ze verzechen ass, total opgefriess gëtt vun

der Croissance démographique.

En anere Problem, mat deem mer an dem EUROMED konfrontéiert sinn, ass d'Tatsaach, datt 2005, dat sinn déi rezentesten Zuelen, 49% vun de Fraen a 27% vun de Männer net liesen an net schreiwe kënnen. 5,7 Millioune Kanner ginn a keng Schoul. Et stellt een och fest, datt de Prozentsaz vun den neie Geschäfte, vun dem Handel tëschent de Länner aus Nordafrika an dem Mëttleren Orient nure 5% bedréit, datt de Gros vun dem wirtschaftlechen Handel tëschent der EU an deene Länner ass, mä datt tëschent hinne kee wirtschaftlechen Handel besteet, well déi Konflikter do sinn, well d'Grenzen hermetesch zou sinn.

Duerfir muss mer, als Europa, mä och als Lëtzebuerg Efforte maachen, fir dës Problemer ze léisen. Et gëtt zwou Méiglechkeeten, fir do an den Dialog ze kommen. Dat ass, datt ee seet, mir mussen elo wirtschaftlech uniekement hëllef; dat géing et garantéiert net bréngen. Anerer soen, et ass do net ze hëllef, a si schwätze vun engem Choc des civilisations, ech wëll hei nëmmen de Samuel Huntington zitieren. Den Edouard Saïd huet vun engem Choc des ignorances geschwat.

Mir mengen au contraire, datt et richteg wier, fir eng Allianz vun den Zivilisatiounen erbäizeféieren an ze kucken, fir am Dialog mat deene Parlamentarier, mat de Regierungen, doduerjer datt mer favoriséieren, datt e fraie Maart och am Mëttelmierraum geschitt, datt mer doduerjer méi Wirtschaftswuesstum an déi Länner erakréien, an deen Ablack hinnen hëllef, fir do hir Problemer ze léisen. Um Niveau vun der Demokratie menge mer och, datt Lëtzebuerg - mä och d'EU - misst kucken, fir Missions d'observation von de Wahle matzézéien a matzeorganiséieren, gradewéi mer et elo scho fir d'OSZE-Länner maachen.

Deen zweete Punkt, deen ee muss diskutéieren, dat sinn d'Relatiounen tëschent der EU an Amerika. Här Ausseminister, Dir hat mat Recht ervirgestrach, datt déi Relatiounen sech ënnert der lëtzebuergescher Präsidence verbessert hunn. Ech erlaube mer just kuerz dorun ze erënneren, datt ech ganz frou sinn, datt se net an deem Toun gefouert si ginn, wéi Dir se hei am Kader vum Irak-Krich hat, wéi Dir hei op dëser Tribün souzt. Well ech huelen un, dat se mat där Tounaart do vläicht net gradesou gutt verlaf wieren.

**(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)**

Mä nach muss ee soen, datt de Problem vum Irak-Krich awer nach ëmmer seng Nowéien huet. En huet manifestement dozou bäigedroen, datt den Terrorismus uerchter d'Welt méi Zoulaf krut. De fréiere President vun Irak, den Här Allawi, huet kierzlech gesot, datt et haut am Irak méi Mënscherechtsverletzung gëtt wéi ënnert dem Saddam Hussein.

Mir stellen och fest, datt an Amerika eng Debatt doriwuer entstanden ass, firwat et erlaabt ass, datt amerikanesch Truppen Tortur an engem Land wéi dem Irak an och an anere Länner duerchezéien. Ech mengen, dat steet engem Land manifestement net gutt zu Gesiicht, wat fir Mënscherechter antrëtt a wat soss iwwerall d'Tortur veruertelt. Do muss een also eisen amerikanesche Frënn soen, datt se do mat engem schlechte Beispill virginn.

Da muss mer ervirsträchen, datt mer mat Amerika een Zwist hu wat de Klimaschutz an de Kyoto-Protokoll ugeet. Och do hu mer een Diférend, deen net licht ze léisen ass, mä wou mer awer mussen konsequent dofir antrieden an hinne soen, datt si um Holzwee sinn.

Bei der OMC, bei deenen Debatten, déi elo wäerten zu Hongkong ulafen, wäert een och gesinn, datt mer och nees do Konflikter mat



Amerika hunn. Do geet et ëm handfest Interêt, wou et viraussichtlech net dës Kéier wäert zu engem Accord kommen, mä wou een awer muss hoffen, datt verschidde Saachen trotzdeem op d'Tapéit kommen. Ech wëll nëmmen dorun erënneren, datt Amerika 2002 massiv Subventiounen fir déi 25.000 amerikanesch Kottengproduzente ginn huet, fir datt si hire Kotteng sollten an d'Ausland exportéieren. Dat huet dozou gefouert, datt um Weltmarkt de Kottengspräis ëm 25% gefall ass. De Käschtepunkt fir dräi vun deenen äärmste Länner aus Afrika, dem Benin, dem Mali an dem Burkina Faso, war fir dat Joer 300 Milliounen US-Dollar.

Et gesäit een also wéi schlecht et ass, wa räich Länner Agrarproduitë fir op de Weltmarkt subventionéieren. D'EU ass och op deem Gebitt schëleg. Duerfir soe mer, datt een nach eng Kéier iwwert d'Agrarpolitik muss diskutéieren an iwwert dee Subventionnement. D'autant plus, datt bei den Agrarproduiten – fir elo op deen europäesche Marché ze kommen – souguer franséisch Parfumen drënner falen. Ech gesinn net an, woufir franséisch Parfumen dann am Export mussen uerchert d'ganz Welt subsidiéiert ginn!

Dann eng aner Zuel, déi och interessant ass an deem Kontext vun der OMC, dat ass, wann d'Exportatioun insgesamt aus Afrika géing ëm 1% steigen, da wier dat fir déi Länner, fir dee ganze Kontinent eng Augmentatioun vu 70 Milliarden US-Dollar. Dat ass genau véiermol de Gesamtbetrag, deen d'Welt un Entwécklungshëllef un Afrika gëtt!

Do gesäit een, datt also dee ganzen Débat, dee mer hei féieren, ganz vill Effeten huet. Wa mer wëlle Problemer wéi Immigration léisen a wa mer wëllen, datt d'Leit an hire Länner bleiwen, da muss ee kucken, datt een op där enger Säit déi Agrarsubventiounen stoppt, an op där anerer Säit, datt een deene Länner hëllef, datt si hir Wuere kënnen dohann produzéieren a consuméieren an datt um Niveau vun der OMC Léisungen erbäigefouert ginn.

Dat gesot, Här Minister, mengen ech, datt an deene ganzen Debatten, déi mer elo wäerten hunn, déi ganz Europapolitik, déi ganz Globaliséierung, mat där mer ze dinn hunn, permanent Effeten huet. Ech hoffen, Här Ausseminister, datt Dir an deenen nächste Joren, wou Der elo nach an der Missioun do sidd, ee klengen Deel kënt dozou bäidroen.

Erlaabt mer just nach eng prezis Fro un Iech ze stellen, awer just nëmme fir ze weisen, datt een net kann all Problemer ugoen. Mä ech wollt awer eng Remarque maachen: Mir haten ënnert der Lëtzebuerger Präsidence versicht fir d'Visa tëschent der EU a Russland ze vereinfachen. Dat war eis net gelongen. Anscheinend ass et elo der englescher Präsidence gelongen, mä et weess awer nach keen, wat genau entscheed ginn ass.

Duerfir wier ech frou, wann Der – wann et méiglech ass – eis do e puer Explikatiounen géingt ginn. Well et ass esou, datt déi ablécklech Situatioun absolut irrsënneg ass, datt déi ekonomesch Relatiounen, déi touristesch Relatiounen tëschent deene béide Länner enorm duerch déi Situatioun verschlechtert sinn. Duerfir wier ech frou, wann Dir mer op déi prezis Fro kéint eng Äntwert ginn. Wann net, géing ech op eng Question parlementaire zrëckgräifen.

Merci.

**Une voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Henckes. Zum Ofschluss vun der Debatt huet dann den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert nach eng Kéier. Här Minister!

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech versichen extrem, extrem kuerz ze sinn a mengen Äntwerten. Vlächcht ee Wuert vu Merci zrëck un Iech, fir dat villt Merci, wat mer fir eis Präsidence kritt hunn. Merci virun allem fir d'Versteesdemech, wat Der opbruecht hutt. Den Här Bausch huet jo gesot, dass hien dat gär gemaach huet, dass si eis e wéineg geschout hunn am éischte Semester, mä dass dat awer elo eriwier ass. Dat ass jo och eppes, wat ech direkt kéint matënnerschreiben.

**Une voix.** - Ganz richtig.

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Sou, vlächcht och nach ee perséinlech Wuert zu der Präsidence. De chineseschen Ausseminister war hei zu Lëtzebuerg während der Präsidence an huet mech gefrot: Mat wéi vill Leit sidd Dir dann an där Präsidence implizéiert fir déi ze bewältegen? An ech hui gesot: eppes méi wéi 300 Leit. Et ass alles, dass e mer net gesot huet – hien huet dat guer net gelleef –, dat sinn esou vill Leit wéi si an hirem Ministère als Gardienen hunn. Do gesäit een also, mir schaffen do a ganz verschiddene Welten.

Duerfir wëll ech Iech soen, dass ech dee Merci, deen Dir hei ginn hutt, wëll un d'Regierung weiderginn, wierklech un all déi Diplomaten, déi matgeholfen hunn, awer och un alleguerten déi jonk Leit, déi mer haten, déi jo zwee Joer am Ministère oder an de Ministère waren, déi sech ganz, ganz staark do engagéiert hunn. Leider konnte mer se net alleguerten no der Präsidence halen. Mä Verschiddener vun hinnen hu jo awer brillant ofgeschnidden am Concours a sinn elo bei eis.

**Une voix.** - Dat ass jo Quatsch.

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Gelift?

**Une voix.** - Är Diplomate sinn och jonk Leit.

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Och jonk Leit. Jo, vill, vill, vill. Mä ech wollt Iech awer och soen, dass ech als Minister elo eigentlech jo och kee Choix hat. Ech si Member gi vun der Troika, ech hunn nach guer net gewosst, wéi déi Troika géif funktionéieren. Ech hunn also missen direkt fräischwammen, mä ech konnt dat nëmme mat der Hëllef vun deene Leit ëm mech maachen.

Ech maachen elo eppes, wat een eigentlech net soll maachen, well do blesséiert ee vlächcht anerer. Ech hu gesot, bal 300 Leit, oder iwwert 300 Leit hu matgemaach. Ech géif der virun allem zwee ervirsträchen, zwou Fraen. Dat eent, dat ass d'politesch Direktesch, d'Madame Sylvie Lucas, an dat anert ass d'Martine Schommer, Responsabel an der RP zu Bréssel. Also ouni dat formidabelt Engagement vun hinnen zwee – an domadder sinn alleguerten déi aner materwähnt – wier et mer net méiglech gewiescht, dat ze maachen.

Ech wëll awer och Merci soen, wat mer dacks vergiessen, als Lëtzebuerger, mä wat mer ëmmer mussen an Hannerkapp hunn: Mir hätten déi Präsidence och net bewältegt - dat soen ech hei - ouni d'Hëllef vun den Hollänner. An ech explizéiere mech an engem Wuert: Den hollänneschen Ausseminister Ben Bot war mäi Virgänger. Ech hunn extrem gutt mat him kooperéiert. Mä doriwwer eraus si mer iwwerall an der Welt, wou mer an der Präsidence waren, ob dat an Afrika war, ob et um Golf war, ob et am Noen Osten war, ob et an der Türkei war, an Asien, ëmmer, ëmmer, ëmmer vun den hollänneschen Ambassa-

deuren an Empfang geholl ginn. Mir si vun hinnen extrem gutt behandelt ginn an deem Sënn, dass se wierklech Efforte gemaach hunn, fir eis d'Dossieren ze explizéieren a fir eis Kontakter hierzestellen. D'belsch Ambassadeuren iwwregens och. Déi maache jo déi konsularesch Aufgabe fir eis. Also, ouni dee Réseau do vun den Hollänner wier et eis net gelongen, dat esou gutt ze maachen.

Sou, elo vlächcht nëmmen e puer Wuert vu menger Säit zur Substanz. Den Här Marcel Glesener huet hei eppes ugeschwat, woumat mer jo alleguerten konfrontéiert sinn: d'Erweiterung. Wéi explizéiere mer d'Erweiterung? Den Här Goerens huet direkt drop geäntwert wat ee soll maachen: Offensiv drun erugeen, eng zweet Ronn dréinen an de Leit explizéieren, wat et eigentlech u sech huet an deenen dräi Espacë vun Erweiterungen, déi mer jo kennen. Mat Bulgarien a Rumänien gëtt jo eigentlech den Zyklus vun 1997 ofgeschloss. Domadder ass d'Osterweiterung ofgeschloss. Ech hoffen, dass dat den 1.1.2007 de Fall ka sinn.

Dann, Dir hutt et ewell alleguerten ugeschnidden, déi geschwat hunn: de Balkan. Mir hunn dem Balkan zu Saloniki am Joer 2003 Perspektive ginn. D'Länner sinn hei opgezielt ginn. Ech muss se nach eng Kéier alleguerten opzielen: Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Albanien, Serbien-Montenegro, de Kosovo selbstverständlech, mä och déi Fréier Jugoslawesch Republik vu Mazedonien. Mir hunn all deene Länner eng Perspektiv ginn. An ech kann nëmmen dat widerhuelen, wat Der jo och hei an der Debatt ugedeit hutt, dass d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun och hei bei eis zu Lëtzebuerg och essentiellement vun der Stabilitéit um Balkan ofhänkt. Duerfir deen Input, dee mer do musse bréngen.

Wann Europa méi ass wéi en ekonomesch Projet, méi ass wéi Kompetitivitéit, wann et ee politesch Projet ass, deen op Solidaritéit opgebaut ass an e Friddensprojet ass, muss mir hei eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech warnen och virun – dat ass meng perséinlech Meenung –, dass mer hei d'Instrumentum Referendum a verschiddene Länner asetzen, fir dat do ze blockéieren. Dat wier fatal fir d'Zukunft vun Europa.

Dann d'Türkei. Och do just ee Wuert zu deem wat vun Iech gesot ginn ass. Ech mengen, als Persoun hunn ech och drop gehalen, dass déi Verhandlungen den 3. Oktober sollen ugoen. Ech hu gëscht alles gesot, wat néideg war an deem Kontext, wéi mer elo dee Prozess weider kucken.

Den Här Glesener huet gesot, viles bleift ze maachen. Dat stëmmt. Mir mussen awer och wëssen, dass scho viles gemaach ass. De Code pénal ass reforméiert, an der Tortur si grouss, grouss Fortschrëtt gemaach ginn, fir d'Tortur ze verhënnern, wéinstens emol um Pabeier. Ob et a Wierklechkeet iwwerall an all Duerf an der Türkei geschitt, wësse mer net. Mä dat gëtt jo elo alles am Prozess kontrolléiert. Och bei der Gläichstellung vun der Fra si Fortschrëtt gemaach ginn.

Et bleiwen nach an der Ausdrucksfräiheet an an der Reliounsfräiheet grouss Fortschrëtt ze maachen. Mir mussen wëssen, dass mer jo elo dee Prozess lancéiert hunn, dass an deem Prozess d'Kommissioun muss regelméisseg dem Conseil e Rapport maachen, wéi et virugeet, an, ech mengen, do sinn d'Türke schonn an enger Situatioun, wou si déi Efforte musse maachen, déi néideg sinn, fir dass et zu enger Konklusioun kéint kommen.

Den Här Glesener huet och zum Schluss vu senger Ried d'Ambas-

saden en général ugeschwat. Ech wëll Iech hei och soen: Mir hunn net an all EU-Mitgliedsland eng Ambassade. Mir hunn ongeféier 30 Ambassaden, mat de Representatiounen zesummen. An iwwerall wou mer hikommen - ob dat d'Türkei ass, ob et Bulgarien ass, ob et Rumänien ass, ob et aner Länner sinn - gëtt gefrot: Kënnst Der net och bei eis eng Ambassade opmaachen? Dat bréinge mer net fäerdeg.

Mir si jo och elo hei an deem Haus – Dir méi wéi ech, well Dir méi hei sidd wéi ech – an enger Situatioun, wou ee muss nodenken: Wat geschitt mat eise Finanzen an der nächster Zukunft? Duerfir, loosse mer eis do keng Illusiounen maachen.

**(Interruption)**

Déi Ambassaden, déi mer hunn, déi solle mer opstocken, a mir mussen kucken, dass déi, déi mer hunn, gutt funktionéieren. Déi, déi mer derbäi maachen, hunn ech genannt. Dat ass déi zu Warschau. Domadder, mengen ech, soll een och e Punkt setzen.

Ech wollt och...

**M. Henri Grethen (DP).** - Wéi ass et zu Kuala Lumpur?

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Mir sinn amgaangen an där Regioun vun der Welt ze kucken, dass mer déi richteg Décisioun huelen. Thailand ass zum Beispill en interessant Land. Do si mer amgaangen ze kucken, wat mer maachen. Mir maache keng Ambassade derbäi.

**M. le Président.** - Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro zum Här Grethen?

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Selbstverständlech.

**M. Henri Grethen (DP).** - Wat ech wollt froen, ob Gedanke géifen a Richtung vun enger Schléissung vun der Ambassade zu Kuala Lumpur goen?

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Jo, also dat ass net ausgeschloss, wat Der do froet. Mir géifen da kucke fir an engem aneren Nopeschland an där Regioun present ze sinn, well ech mengen, et ass wichteg, dass mer an där Géigend vun der Welt och do sinn.

**Une voix.** - Malaysia?

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Ech wollt och vlächcht e Wuert zu Wäissrussland soen.

**(Interruption)**

Wäissrussland ass wierklech dat Land an Europa, wat am meeschte muss geholfen kréien um Niveau vun de Mënscherechter. Well déi Leit setzen do an engem Ghetto. De 7. November huet de Conseil vun den Ausseministere sech och deem Land spezifesch ugehol. Mir hu gefuerdert, dass d'Präsidentenschaftswahlen, déi 2006 programmiert sinn, mussen am Respekt vun de Regeln, vun de Kritäre vun der UNO an och vun der OSCE ofgehale ginn. Mir wëllen och versichen – wann et méiglech ass –, Kontakter opzehuele mat der Zivilgesellschaft, an dass mer och politesch Oppositiounen encouragéieren, fir den Demokratiséierungsprozess an deem Land virunzibréngen.

Da vlächcht och eng kloer Sprooch an deem Punkt, dee vun e puer vun Iech ugeschnidde ginn ass, wat Guantánamo ugeet. Zum Beispill den Här Goerens huet dat gesot an och elo den Här Henckes iwwert déi Nouvelen, déi mer jo an deene leschte Woche vu Prisonnéier, Existenz vu Prisongen an Europa oder Transport vu Prisonnéier héieren hunn, wat nach net fixéiert ass, mä wat elo schonn zënter Wochen zir-

kuléiert: Dir wësst, dass um Niveau vum Conseil de l'Europe eng ganz kloer Initiativ geholl ginn ass. E Schwäizer, den Här Marty, ass Rapporteur genannt ginn. Net fir e Land ze condemnéieren, mä fir d'Wourecht erauszefannen.

De Secrétaire général, den Här Terry Davis, huet all Memberstate vum Conseil de l'Europe ugeschriwwen, fir bis den 21. Februar 2006 e Rapport ze maachen iwwer eventuell arbiträr Déntiounen oder iwwert d'Interdiction vun der Tortur a wéi domadder ëmgaange gëtt.

Den Jack Straw huet elo gëscht e Brief un d'amerikanesch Ausseministesch geschriwwen – wann ech där soen, d'Secrétaire d'État, d'Madame Rice –, fir am Numm vun der Europäescher Unioun Opklärung ze kréien. D'Madame Rice wäert d'nächst Woch an Europa op der Ministérielle NATO zu Bréssel present sinn. Si ass jo och bereet, wéi si gesot huet, fir mat den Europäer doriwwer ze schwätzen.

Ech wëll zum Fong just dat heite soen, ech mengen, dat deelt Dir och alleguerten mat mir. Mir am Westen – wann ech emol esou där soen – kënnen net de Rechtsstat an d'Mënscherechter iwwerall an der Welt fuerderen – dat ass jo gutt, wa mir dat maachen – a selwer, souguer bei der Terrorismusbekämpfung, dann de Contraire maachen. Wann een dat Bild ofgëtt, da mengen ech, leeft ee Gefor, dass ee wierklech dem Arbiträr eng Chance gëtt an dass een d'Rechtsstatlecheit a Fro stellt.

**Une voix.** - Mengt Der net, datt d'Madame Rice dat erkläre kann?

**M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - Do muss ee ganz kloer mat eisen amerikanesche Frënn iwwert déi Situatioun schwätzen. Et ass an Europa en Thema, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, an dat muss a mengen Aen och ganz kloer gekläert ginn.

**(Interruption)**

Ech wëllt dann e Wuert soen zu deem, wat den Här Goerens zu Afrika gesot huet. Den Här Goerens ass e Mann, deen doudsicher beschteens am Bild ass, wat d'Nout vun de Leit an Afrika ugeet. Ech war elo virun e puer Wochen an Nigeria. Ech mengen, wann een d'Situatioun an esou engem Land gesäit, da muss een effektiv hei als Europäer kucken, dass mer alles maachen, fir Afrika ze hëllef, op eng aner Pist ze kommen.

Hien huet d'Facilité pour la paix ugeschwat. Den 21.11. hu mer am leschte Conseil vun den Ausseministere de Prinzip vun der Weiderféierung vum Finanzement geholl. Ech mengen, dat ass jo schonn een essenzielle Punkt. Bon, d'Diskussioun, ob dat elo wierklech iwwert d'PESC bezuelt gëtt oder ob et soll iwwert de Budget FED bezuelt ginn, dat ass a mengen Ae keng riseg Diskussioun, mä dat ass jo och Europa. Et ass elo laang doriwwer geschwat ginn, ier reagiert gëtt, mä mir als Lëtzebuerger mengen, dass een dat och parfaitement iwwert den néngte FED kéint maachen.

Wat de Fong ugeet, deelt den Här Goerens sécherlech meng Meenung. Mir mussen an Europa alles maachen, dass mer déi Strukturen, déi am Entstoe sinn - d'Union Africaine ass nach extrem jonk, 2000/2001 ass déi jo erëischt entstanen -, mä och deen Embryo vun enger Kommissioun, wou den Här Konaré un der Spëtzt steet, an dann och de Conseil de Sécurité, ënnerstëtzen, fir den Afrikaner d'Méiglechkeet ze ginn, wierklech den État de droit op hirem Kontinent wesentlech ze verbesseren.

Dann eppes Wichtige och, wat den Här Fayot ugeschwat huet an och den Här Bausch elo um Schluss vu senger Interventioun:



d'Mënscherechter a Russland. Ech mengen, den Här Fayot huet komplett Recht, an den Här Bausch och selbstverständlech, fir dee Punkt ze erwähnen. Mir hunn an eiser Présidence jo déi véier Espacen ausgehandelt. Dat war extrem schwierig. Mir si fäerdeg gi mam Aushandelen, mä op engem Punkt – dat huet den Här Henckes jo ugeschnidde gehat –, deem vun der „visa facilitation“, ware mer net fäerdeg ginn. Dat war elo d'englesch Présidence, déi et gemaach huet.

Et dierf een net soen, dass Lëtzebuerg oder d'Europäesch Unioun nëmme mat Russland verbonne sinn iwwer ekonomesch Interessen. Dat stëmmt a mengen Aen net. Mir hunn - ech hunn et gëscht gesot gehat - den 1. Mäerz hei zu Lëtzebuerg déi éischt Ronn vu Konsultatiounen iwwert d'Mënscherechter tëschent der Europäescher Unioun a Russland ofgehalen. Déi Ronne sollen elo zweemol am Joer stattfannen.

Do ass geschwat ginn iwwert d'Fräiheet vun de Medien a Russland, och iwwert d'Situatioun an Tschetschenien, iwwert déi national Minoritéiten, iwwert d'Organisatioun vu fräie Wahlen an esou weider. Op jidde Fall ass emol en Dialog iwwert déi Themen entstanen. Eng zweet Ronn huet elo den 8. September zu Bréssel stattfont, wou ee Mataarbechter vum Här Solana sech ganz staark engagéiert huet.

Allerdéngs, dat wat elo geschitt ass den 23. November - an ech kann nëmme dem Här Bausch do zouflichten -, dat kënnt eigentlech deem net gläich, wat mir als Europäer eis virstellen, wat ee kéint zesumme mat deem grouse russesche Vollek fäerdeg bréngen, nämlech wierklech een eeschten an een éierlechen Dialog, och a Saache Mënscherechter an och a Saachen État de droit.

D'Duma huet an éischer Lecture – bon, et ass nëmme eng éischt Lecture – d'Aktivitéite vun deene russeschen an och deenen internationalen ONGen a Russland effektiv ganz, ganz staark erschwéiert. Mir hunn och als Europäesch Unioun direkt e Bréif geschriwwen un de President vun der Duma an eng weider Démarche ass envisagéiert.

Mir mussen awer och wëssen, dass an deenen nächste sechs Méint - ech mengen, dat geet elo am November un - d'Russen d'Présidence hu vum Conseil de l'Europe. Dat ass jo och wierklech eppes Symbolesch. Ech mengen, wann een déi Présidence iwwerhëlt, da misst een et och fäerdeg bréngen, d'Protokolle 6 a 14

unzehuelen - 6, dat ass de Protokoll fir d'Ofschafung vun der Doudesstraf, a 14 ass de Protokoll, deen d'Reform vum europäesche Gerichtshaff soll virundreiwen.

Do soll och vun eis aus dann eeschlech mat hinnen driwwer geschwat ginn, a si sollen drun erënnert ginn, dass och op Säite vun de russeschen Autoritéiten do an eng aner Richtung geduecht a gehandelt soll ginn. Ech mengen, mir gräifen dat op, wat Der gesot hutt an och wat den Här Fayot gesot huet, fir do anzewierken.

Den Här Fayot huet mat all senger Kenntnis, déi hien huet, a mat all sengem Engagement fir Europa iwwert d'Europäesch Verfassung geschwat. Alles, wat hie gesot huet, deelen ech selbstverständlech; och säin Ustouss, deen hie ginn huet, fir iwwert dat soziaalt Europa an engem méi breede Krees hei zu Lëtzebuerg ze schwätzen, an d'Utilitéit vun Europa als Äntwert zur Globaliséierung eigentlech duerzestellen. Dat kann een absolut, op jidde Fall vu menger Säit, ënnerstëtzen.

Vläicht nach ee Wuert och zu deem, wat hie gesot huet zu der Aussepolitik. Ech kann nëmme feststellen, wann ech elo mat de Kollege schwätzen an Europa, dass awer an deene leschte Méint, an deem leschte Joer vill méi eng grouss Solidaritéit ënner den Ausseministere ass, fir d'Aussepolitik op eng solidaresch Aart a Weis ze tranchéieren.

Huele mer den Iran, wou grouss Solidaritéit war, huele mer den Irak, huele mer och de Balkan, huele mer de Mëttleren Osten, huele mer Darfur an esou weider: Et war trotzdem eng grouss Unanimitéit, eng grouss Solidaritéit do. Ech mengen, dat ass och e Punkt, deen, obschonn d'Verfassung net do ass, de Geescht vun der Verfassung eis matginn huet, an an deem Geescht wëlle mer weider poursuiwieren.

Mä n'empêche - Dir hutt vollkommene Recht -: D'Strukture vun der Europäescher Unioun mussen an engem Text festgeschriwwen ginn.

Duerfir, Här Bausch, meng Äntwert och direkt op Är Approche: Mir wëllen an der EU kee Saucissonnage maache vun der Verfassung; mir wëllen, dass dat e kohärenten Text bleift, ee vernetzten Text bleift. Eppes aneres géif och eigentlech en Hannergoen duerch d'Hannerdier vun de Resultater vum Referendum a verschiddene Länner bedeiten. An dat Bild soll een net ofginn.

Déi Proposition, déi ech gemaach hunn, baséiert jo op eppes, wat mer jo och schonn heibannen diskutéiert hunn, a wat de Premier jo

opgegraff huet an enger Ried. Duerfir hunn ech dat hei gesot, a well ech et och richtig fannen, dass een - wann een de politesche Wellen huet - déi Impulser, déi vu Bréssel kommen, wa se da géint den Intérêt vun den nationale Parlämenter ginn, wéinstens opgräife kéint an hannerfroee kéint, wat de Sënn dovunner ass.

Ech weess, Europa ass jo net eng Additioun vun nationalen Interessen. Mä et gëtt awer och eng Sensibilitéit op nationale Pläng, déi een dann doduerch kéint abréngen. Ech mengen, duerfir bräichte mer keng Verfassung, mä just de politesche Wellen, fir et ze maachen.

Ech weess net, ob et realisabel ass. Den Här Fayot mengt, dass d'Parlament do grouss Schwierigkeiten hätt, mä ech mengen awer, dass dat e Wee wier, deen ee kéint aschloen.

Zum Immigrationsgesetz: Mir hatten ëmmer geplangt an eise Ministerie, dass, soubal wéi mer elo d'Gesetz iwwert den Asyl évacuéiert hunn, mer eis géifen drusetzen, fir emol eng Esquisse auszuschaffe fir en neit Gesetz par rapport zu deem, wat mer zënter 1972 hunn. Déi Esquisse mussen mer ausschaffe mat den ONGen – a selbstverständlech och mat der Chamber zesummen. Mir mussen a mengen Ae vill méi offensiv do erugeen an e legale Kader schaffen, an deem eng gewëssen Dynamik dran ass.

Mir brauchen d'Immigration, mir brauchen déi! Mir mussen just legal kucken, wéi mer dat kënne cadréieren. A mir dierfen dann och keng Verwieslung maachen – wann ech dat dierf soen – tëschent Asylpolitik an Immigration.

Bon, et bleift mer nach eppes dem Här Henckes ze soen. Ech hat dat grad vergiess bei der Türkei ze soen. Also, d'Türkei huet 70 Millioune Leit. Dir hat vun 90 bis 100 Millioune geschwat, do si mer schonn e wéineg méi am...

#### (Interruptions diverses)

Okay.

Mä vläicht ee Wuert nach zu der Agrarpolitik an der Europäescher Unioun. Op deem Gebitt weess den Här Mehlen doudsächer besser Bescheid nach wéi ech. Déi Agrarpolitik gëtt exklusiv finanziert iwwer europäesch Mëttelen. Dat si ronn 300 Millioune. Wann Dir elo dat vergläicht mat Innovation, mat Kompetitivitéit, mat Recherche, do kommt Dir ongeféier op 700 Millioune. Dat sinn europäesch Gelder an et sinn national Gelder. Et kann een also net soen, dass an Europa elo Innovation, Recherche an esou weider

manner Suen zur Verfügung hunn wéi d'Agrarpolitik.

Ech si mat lech d'accord, a mir hunn dat jo och schonn an eiser Proposition ugedeit, dass mer sollen iwwer eng Revisiounsklausel nodenken, mä déi Revisiounsklausel essentiellement op d'PAC ze limitéieren, ass eppes, wat ee politesch net duerchkritt an Europa.

Duerfir ass déi Proposition jo elo um Dësch, déi mir ënnerstëtzen, fir ze soen, komm mir kucken, ier déi Perspektive bis 2013 eriwir sinn, eng Revisioun ze maachen an ze iwwerdenken, wéi een d'Recetten an och d'Dépenses an der Europäescher Unioun nei ka strukturéieren. Dat war d'Zil, wat mir upeilen.

#### (Interruptions)

Dann nach e lescht Wuert doriwwer, wat Dir gefrot hat, Här Henckes. Also, d'„visa facilitation“ war geknappt an dem Dialog ronderëm déi véier Espacen, deen mer mat Russland haten, un d'Readmission. Dat war an eiser Diskussion net méiglech. Mir wollten awer do net einfach noginn a soen: „Gutt, dann huele mer d'„visa facilitation“ un a mir loosse d'Readmission falen.“ An dat ass elo an der englescher Présidence geléist ginn.

Ee lescht Wuert, dann halen ech op, Här President, zu der Direktiv Services. Ech wëll selbstverständlech hei elo zum Schluss vun där Debatt iwwert dee schwierige Punkt keng Diskussion lancéieren, just awer vläicht zu der Bolkestein-Direktiv dräi Sätz soen.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dat Éischt, dat ass, dass mir hei zu Lëtzebuerg an enger Ekonomie liewen, an där ongeféier 80% vum Produit national brut opgebaut sinn op Servicer. Et ass also extrem wichteg fir Lëtzebuerg, wat an deem Kontext vun eiser Ekonomie an Europa geschitt. Mä mir mussen dat wëssen: 80% vun eise PNB sinn opgebaut op Servicer.

Mir hunn eis fir déi Direktiv Services eng Guideline gi vun zwou Schinnen, déi d'Regierung och wäert duerchzéien. Dat Eent, dat ass, dass mer sensibel Secteure wéi déi vun der Santé, wéi déi vun de Professionen, déi léiert sinn un d'Autoritéit vum Stat, an och Servicer vum Intérêt général aus dem Champ d'application eraushuele wëllen.

Deen zweete Punkt, deen d'Regierung sech ginn huet, dat ass, dass de Principe vum Pays d'origine net kéint applizéiert ginn op den Droit du travail. Dat heescht, dass d'Konditiounen vum Droit du travail sech vun deem Land applizéieren,

an deem de Service produzéiert gëtt.

Dat sinn déi zwou Linnen, déi mer eis heiranner ginn hunn. Dir wësst, dass d'Diskussion amgaangen ass. Ech mengen, et war den Här Buergermeeschter vu Biekerech, dee gefrot huet, fir hei mat der Regierung zesummenzokommen.

#### (Interruptions diverses)

Ech mengen, Här Gira, ganz éierlech, gëschtler war jo elo dee Conseil Compétitivité zu Bréssel. Den Här Krecké war do. Ech gesinn de Krecké muer de Moien...

■ **Une voix.** - Den Här Krecké.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - ...an ech sinn iwwerzeugt,...

■ **Une voix.** - Här Krecké.

#### (Hilarité et brouhaha général)

■ **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.** - ...dass hie ganz gären an d'Kommission kënnt an lech dann Opschluss gëtt iwwert dat wat gelaf ass.

Ech soen lech Merci.

■ **M. le Président.** - Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt iwwert d'Aussepolitik ofgeschloss.

Déi nächst Sitzung vum der Chamber fanne statt de 6., de 7. an den 8. Dezember. D'Présidentenkonferenz schléit folgenden Ordre du jour vir:

- En Dënschdeg, de 6. Dezember, un dräi Auer presentéiert den Här Roger Negri de Budgetsrapport vun der Finanzkommission;

- e Mëttwoch um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetminister Luc Frieden iwwert de Budget 2006;

- en Donneschdeg, den 8. Dezember, um hallwer dräi hu mer de Projet de loi iwwert d'Transports publics, de Projet iwwert d'Personal vum Institut d'études de sécurité an dem Centre satellitaire vun der Europäescher Unioun, dann de Projet iwwert d'Moderniséierung vun der Beeteburger Kläranlag an uschlëssend befaasst d'Chamber sech mat enger Rei vu Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.45 heures)

## Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

■ **M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Neen, Här President.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Minister.

### 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 1<sup>er</sup> décembre 2005, le projet de loi N° 5520 relative à la surveillance des conglomérats financiers, portant transposition dans la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier et dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances de la directive 2002/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 relative à la surveillance complémentaire des établissements de crédit, des entreprises d'assurance et des entreprises d'investissement appartenant à un conglomérat financier, et modifiant les directives 73/239/CEE, 79/267/CEE, 92/49/CEE, 92/96/CEE, 93/6/CEE et 93/22/CEE du Conseil et les directives

98/78/CE et 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil.

3) Par lettre du 2 décembre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés les documents adoptés par le Parlement européen au cours de la période de session du 24 au 27 octobre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République azerbaïdjanaise sur certains aspects des services aériens,  
- résolution sur une approche communautaire de la gestion des migrations économiques,  
- résolution sur l'Azerbaïdjan,  
- résolution sur le processus de Barcelone révisé,



- résolution sur le rapport annuel relatif aux activités du Médiateur européen en 2004.

## 2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun iwwe-muer, also dem Donneschdeg ubelaangt, wëll ech d'Chamber op en Ännerungsvorschlag opmierksam maachen, dee vun der Transportkommissioun erakomm ass.

De Projet de loi 5465 iwwert den öf-fentlechen Transport, deen haut eng zweete Kéier vum Statsrot aviséiert gëtt, soll an déi zoustänneg Kommissioun zréckgoen, déi hirsäits de 15. Dezember e Rapport complémentaire unhuele wëllt.

Den Här Grethen freet zu där Proposition d'Wuert.

**M. Henri Grethen (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si Member vun der Transportkommissioun an ech wéisst net, dass d'Kommissioun esou eppes gefrot hätt. Deen, deen et gefrot hat, war ech an der Transportkommissioun, wëssend dass haut de Conseil d'État en Avis complémentaire géif ofginn, an déi Proposition do ass vun der Transportkommissioun ofgelehnt ginn!

An déiselwecht Proposition hunn ech nach eng Kéier an der Conférence des Présidents gemaach, an och do ass se no Nofro nach eng Kéier ofgelehnt ginn.

Duerfir verstitt Der, Här President, dass ech zwar verwonnert sinn iwwert déi Proposition, déi vun der Transportkommissioun gemaach gi wier, a wa se vun engem gemaach ginn ass, ass se vläicht vum President vun der Transportkommissioun gemaach ginn, mä gläichzäitig freeën ech mech driwwer, well ech jo itérativement gesot hat an drop opmierksam gemaach hat, dass dee Projet ab initio schlecht ass an dass een e soll ganz erëm an der Versenkung verschwanne loosse. Mä, Här President, ech ka mäin Accord an den Accord vu menger Fraktioun – well mer an der Fraktioun doriwwer geschwat hunn – zu där Proposition bréngen.

Gläichzäitig awer, Här President, wëll ech lech invitéieren, dofir Suerg ze droen, dass de Projet, och wann de Conseil d'État haut en Avis complémentaire ofgëtt, net an der leschter Sitzungswoch erëm op den Ordre du jour kënnt, well ech wëll d'Chamber elo schonn drop opmierksam maachen, dass de Minister eis annoncëiert huet, dass au vu vun deene prévisibele Konklusiounen vun der Tripartite, oder wann do keng Konklusiounen erauskommen, vu sengen eegenen, dee Projet nach eng Kéier misst amendéiert ginn.

Et wier wierklech e ganz schlechte Stil, wann een elo a leschter Minutt an dësem Joer dee Projet do géif aus Rechthaberei duerchbaatschen an dann e puer Wochen drop de Projet nach eng Kéier misst ofänneren.

Ech géif also lech invitéieren, lech bieten, Här President, drop opzepasst, dass dat net nach eng Kéier virkënt an d'Regierung bieten, Suerg dofir ze droen, dass mer uerdentlech preparéiert Projekte kréien, wa schonn en excellente Projet, deen dës Chamber eréischt am Mee 2004 ofgestëmmt hat, hei sollt ofgeännert ginn.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Grethen. Ech weess elo net, en fin de compte, vu wem den elo déi Proposition kënnt, fir de Projet vum Ordre du jour erfzuehelen. Wann et net vun der Transportkommissioun ass, dann ass et op d'mannst vum honorablen Här Grethen. Also gesinn ech, dass d'Wësch vun deenen engen an deenen anere sech treffen. Deementspreechend kënne mer eng weis Décisioun huelen, nämlech dëse Projet vum Ordre du jour ze sträichen.

Den Här Gibéryen freet och nach d'Wuert dozou.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt elo zwar schonn d'Antwort ginn, mä se gëtt mer keng Satisfaktioun! Ech mengen, Dir maacht hei als President eng Proposition, andeem Der sot, Dir géift proposéieren, fir dee Punkt vum Ordre du jour erfzuehelen, an Dir sot eis awer, Dir wéisst net vu wem, datt déi Proposition géif kommen.

Dat ass mer awer e bësse gelungen, dat doten! Et muss jo awer een lech déi Proposition...

**(Interruption)**

...gemaach hunn, déi Dir eis elo hei ënnerbreet.

**M. le Président.** - Ech ginn lech gläich dorobber eng Antwort, Här Gibéryen, virdrun huet awer nach den Här Schreiner d'Wuert.

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Mäi Mikro geet nach net, mä Dir héiert mech vläicht och esou.

**Une voix.** - E geet ganz gutt.

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - Geet e gutt?

**(Hilarité et interruptions)**

Et geet och oui!

Vläicht kann ech dem Här Gibéryen weiderhëlfen. De President vun der Transportkommissioun huet gefrot, fir de Projet reportéiert ze kréien, ganz einfach well de Conseil d'État en Avis complémentaire gemaach huet.

**(Interruption)**

Net méi an net manner.

**(Interruption)**

Dat schéngt awer an der Prozedur ganz normal ze sinn, dass, wann de Conseil d'État en Avis complémentaire zu engem Projet mécht, dann och d'Kommissioun sech nach eng Kéier mat deem Projet befasst!

**(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)**

Neen, dat huet den Här Grethen net an der Kommissioun gesot,...

**M. le Président.** - Loosst den Här Schreiner elo emol ausschwatzen!

**M. Roland Schreiner (LSAP).** - ...well den Här Grethen zu deem Zäitpunkt net konnt wëssen, dass de Conseil d'État en Avis complémentaire géif maachen. Esou einfach ass et.

**(Brouhaha général)**

**M. le Président.** - Ech sinn dem Här Schreiner dankbar, datt he mer d'Antwort ofgehall huet, déi ech dem Här Gibéryen hätt misse ginn. D'Servicer vun der Chamber hu mer matgedeelt, dass déi Demande u si erugedroe gi wier, fir dem Wonsch vum Här Grethen nozekommen, fir dass dëse Projet net um Ordre du jour wier.

Deementspreechend froen ech d'Chamber, ob se domadder d'Accord ass, dass mer dee Projet erfzuehelen.

**(Assentiment)**

Ech gesinn, do besteet grouss Unanimitéit, dann ass et och esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 5500 zum Statsbudget fir d'Joer 2006, an dat esou wéi et am Artikel 105 vum Chamberreglement festgehalten ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

## 3. 5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

### Rapport de la Commission des Finances et du Budget

**M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Hären, den 19. Oktober huet den Här Budgetminister de Statsbudget fir den Exercice 2006 hei an der Chamber déposiert. Et war vun Ufank u kloer, an dat huet den Här Minister beim Dépôt zum Ausdrock bruecht, dass et keen einfache Budget wier, dass et Budget ass, deen am Defizit ass, obschonns e misst am Excédent sinn.

Et ass e Budget an deem d'Dépense vum Stat méi héich wuesse wéi d'Recetten an an deem virun allem d'Dépense méi héich wuesse wéi de prospektive Wuesstum vun eiser Economie. Do besteet Handlungsbedarf, dat wëll ech vun Ufank u ganz kloer soen. Dat erkläert vläicht och, firwat et an deene leschte Wochen an Deeg net un Diskussionsstoff an dëser Matière gefeelt huet.

Ier ech awer un de Vif du sujet ginn, wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir ze soen, dass et eng grouss Eier ass an och eng Erausforderung, fir als Politiker als Budgetrapporteur bestëmmt ze ginn, an ech wëll och hei vun dëser Tribün all deene Leit e grouse Merci soen, déi duerch hir schrëftlech Avisën a Contributiounen, oder awer am perséinleche Gespräch, sief dat an der Finanz- a Budgetkommissioun oder am Laf vun deene sëllegen Entrevuen, déi ech als Rapporteur mat de sou genannte Forces vives de la nation iwwert d'Finanzsituatioun vun eise Land an deene leschte Woche gefouert hunn, dozou bäigedroen hunn, dee Rapport ze verfaassen, deen ech de Mëtten hei duerf presentéieren.

Ech soen also de Verrieder vun de Gewerkschaften an de Patronatsorganisatiounen Merci. E Merci och un d'Berufschamberen, déi et trotz der neier Budgetprozedur, duerch déi mer elo fir d'Zweet gaange sinn, och déi Kéier nees fäerdeg bruecht hunn, hir Avisën an där gewinn héijer Qualitéit a bannent den Délaien ofzeliwweren, a vun deenen och versicht hunn, eng Rei a mengem Rapport ze verschaffen.

Merci wëll ech awer och all deenen aneren Organisatiounen soen, deenen ech am Kader vun de Budgetkonsultatiounen begéint sinn. Ech wëll och selbstverständlech de Ministeren an hire Beamten an de Ministère an Verwaltungen Merci soe fir hir Disponibilitéit.

Merci soe wëll ech och deene verschiddeenen Direktiounen vun der Steierverwaltung, der Administration de l'Enregistrement, der Douane an den Accisen, der Finanzinspektioun, dem Trésor, dem Statec, der Direktioun vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank an net zulescht dem Statsrot, déi alleguer der Finanzkommissioun eng äusserst grouss Disponibilitéit entgéintbruecht hunn an oui deenen hiren excellenten Avis dëse Rapport net an där Form hätt kënnen opgestallt ginn.

E ganz spezielle Merci wëll ech awer un all déi Kolleeginnen a Kolleegen vun der Finanz- a Budgetkommissioun riichte fir hir aktiv Zesammenaarbecht. Och e besonnesche Merci un de Sekretär vun der Kommissioun, den Här Nicolas Bock. A last but not least e leschte ganz besonnesch déiwen an opriichtege Merci geet un d'Fraktiounsattachéé Patrizia Luchetta a Claude Tremont; oui hir excellent Matarbecht hätt dëse Rapport sécherlech net am Délai kënnen opgestallt ginn, an och un all déi aner Matarbechter aus eiser LSAP-Fraktioun.

Här President, et ass mer eng

grouss Eier an eng grouss Freed gewiescht, mat hinnen alleguer iwwert dat wichtegst Gesetz vun Joer ze diskutéieren, hiren Explikatiounen nozelauschteren, hir Suergen an hir Kritiken ze verstoen a mech mat hire Fuerderungen a Propositionen ze befaassen. Alleguer déi Gespréicher erlaben et engem Budgetrapporteur net nëmmen de Budget proprement dit ze analyséieren an ze hannerfroen, mä och e Gespier dofir ze entwéckele fir dee gesamte wirtschaftlechen a soziale Kontext an deem sech dëse Budget situéiert.

Während der Period vum Opstelle vun dësem Budgetsrapport si vill Iwwerleeungen hei am Land ëm d'Zukunft vun eise Statsfinanze gemaach ginn. Ech hunn duerfir meng Roll als Rapporteur net drop beschränkt, Zuelen ze hannerfroen am Kader vun der Analys vun der finanzieller Situatioun vun eise Land, mä och kritesch Iwwerleeungen unzustellen, an ech weisen och eng Rei vu Léisungsvirschléi op.

Engersäits fir eng verbessert Kompetitivitéit vun eise Land am Kader vun der Lissabon-Strategie, eng Kompetitivitéit, oui déi mer de soziale Wuelstand vun eise Land net kënnen op laang Weil ofsécheren. An anersäits fir eng Reform vun eiser Budgetprozedur, e Paradigmewissel, wéi en an anere Länner schonn des längere vollzunn ass, fir net nëmmen d'Dépense besser an de Grëff ze kréien, mä och d'Qualitéit vun eise Dépenses ze evaluéieren.

Fir d'Joer 2006 ass den Defizit vun der Administration centrale op 4,1% oder a Chifferen ausgedréckt op 1,2 Milliarden Euro estiméiert. Dëst eleng weist den Eescht vun der Lag. No Schëllegen ze sichen an dass mir dat scho laang gesot hunn, hëlleft elo näischt. Villméi brauche mir elo Léisungen, relativ schnell, mä oui an eng Schnell-schusspolitik ze verfallen. Mir sollen eis do un déi Marschrouten halen, wéi de Statsminister se virginn huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis ekonomesch Ausgangssituatioun fir d'Joer 2006 ass net schlecht. Nodeems mer am éischte Semester 2005 e Ralentissement vun der wirtschaftlecher Aktivitéit ze verzechen hater, schiel sech fir dat zweet Semester 2005 eng Verbesserung vun der Konjunktur eraus. Deen Trend ass net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ze erkennen, och d'Weltwirtschaft an d'Eurozon affichéieren erëm besser Performancen.

Fir d'Joer 2006 rechent de Statec no deenen neisten Zuele fir Lëtzebuerg mat engem Wirtschaftswuesstum vu 4,4%. Dat sinn zwar net méi déi Zuelen, déi mer nach viru fënnf Joer gewinnt waren, mä mer müssen eis bewusst sinn, dass mer mat gutt 4% Wirtschaftswuesstum nach ëmmer an der laangjähreger Moyenne leien. Mir schafen och all Joer weider netto e puer dausend nei Aarbechtsplazen.

Wat mir am Moment erliewen ass also wirtschaftlech gesi mat Sécherheit keng Kris, kee Katastrophenzenario oder Ähnlech, dat ass ganz einfach e Retour à la normale no engem Jorzéngt vun extraordinärem Wuesstum. Eis Nopeschlänner, eis Nopeschregiounen wiere frou, wa se dës Zuelen opweise kéinten.

Mä obscho mir wirtschaftlech weider zolid wuessen, hu mir och mat e puer Problemer ze dinn, déi anscheinend net esou einfach an de Grëff ze kréie sinn. Do ass als éischt natierlech de Chômage ze nennen. Obscho mir all Joer dausenden nei Aarbechtsplazen schaffen, geet d'Zuel vun de Chômeuren zënter Jore kontinuierlech an d'Luucht. Am Oktober ware bei der ADEM genau 10.324 Leit ageschriwwen. Dat huet engem Taux vu 4,8% entsprach. Do muss een dann nach ongeféier 3.300 Fraen a Männer derbäizieleen, déi am Mo-

ment an enger Beschäftigungsmoossnam sinn. Gläichzäitig ginn déi Aarbechtsplazen, déi nei geschafe ginn - ëmmerhin 9.000 am Joer 2005 - zu 75% mat Frontaliere besat. Dat muss all Politiker an dësem héijen Haus op de Plang rufen. Ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

Deen zweete Problem ass d'Inflation. Den nationalen Taux ass am Oktober op 3% geklommen. Dat läit natierlech am Moment haapt-sächlichlech un den héije Pétrolspräisser, un deene mir näischt ännere kënnen. D'Inflation sous-jacente, dat heescht d'Inflation oui d'Pétrolsprodukter an aner Gidder, wou de Präis op den internationale Marché gemaach gëtt, läit ënner 2%. Wann eng héich Inflation un enger Economie, déi séier wüsst, net onbedéngt e Problem duerstellt, esou muss een awer oppassen, dass mer net, ausgeléist duerch en eemolegen externe Schock, an en Däiwelkrees geroden an en Autoallumage vun der Inflation kréien.

D'Tatsaach, dass et eiser Wirtschaft gutt geet, heescht awer net – an dat steet och kloer an eise Rapport vun der Finanz- a Budgetkommissioun –, dass mir monter virumaache kënnen wéi bis elo. Dëst ze soen heescht net Angscht maachen. Hei geet et weder ëm Zweckpessimismus nach ëm Zweckoptimismus. Hei geet et drëms d'Saachen esou ze soe wéi se sinn.

Tëschtent 1985 an 2000 hu mir mat Ënnerbrechungen insgesamt zéng Joer laang exceptionnel gutt Croissance gehat mat exceptionnel héije Revenuen, dank der Ausnotzung vu verschiddeenen Souveränitätsnischen. Déi Sue si benotzt ginn, fir déi néideg Infrastrukturen ze bauen, se si benotzt ginn, fir an eise Land och verstärkt am soziokulturelle Beräich eppes ze erschaffen, se si virun allem benotzt ginn, fir am Sënn vun der Solidaritéit eng nei, méi gerecht Ëmverdeelung vun eise Rächtum ze errechen. An dat ass och gutt esou.

Nom Abroch vun 2001 si mer haut erëm an engem Normalitätszenario. A wéi schonns éineschters gesot, ass et eng relativ gutt Normalitéit, eng besser Normalitéit, wéi déi vun eisen Nopeschlänner. De Rhythmus vun eise Dépenses – an do ass de Problem – huet sech awer net verännert. 2006 sollen eis Recetten ëm 2,6% klammen. Insgesamt gi 7,3 Milliarden Euro Recetten erwaart. Eis Dépense klammen awer och, an zwar 3% méi wéi eis Recetten. D'Dépense klammen ëm 8,8%, dat si 7,6 Milliarden Euro.

D'Tatsaach, dass d'Proportioune vun de Statsdépense par rapport zum PIB relativ stabil ass, ongeféier 27% vum PIB, seet a sech net vill aus. Éischters, well d'Croissance - wéi scho gesot - während ville Joren exceptionnel héich war. Tëschtent 1995 an 2000 lounge duerschneittlech d'Croissance vun eise PIB iwwer 7%. An zweetens, well dee gréissten Deel vun dësen Dépenses net kompressibel sinn, dat heescht, si si gesetzlech oder reglementaresch festgeloucht.

Am Joer 2004 hu mir 154 Milliounen méi ausgi wéi mer erakritt hunn. 2005 gi mir viraussichtlech 106 Milliounen méi aus wéi mer erakréien, a fir 2006 ass en Defizit vun 300 Milliounen virgesinn. Dës Zuelen heeschen net, dass et eise Land schlecht geet. Dës Zuelen ze nennen heescht net Pessimismus ze bedriewen. Dës Differenz weist just un, dass mir iwwer eis Verhältnissen liewen, iwwer eis gutt Verhältnisse.

Här President, ech wëll dann zu de Budgetsrecettë fir 2006 iwwergehen. Dobäi wëll ech mech op déi grouss Eckdate vun de staatleche Recettë konzentréieren, an zwar op d'Akomessteier, d'Kollektivitéitssteier, d'TVA, d'Taxe d'abonnement an de Lëtzebuerg Undeel un deene gesamte Recettë vun der UEBL.



Bei der Akommessteuer féiert den Aarbechtsmaart, deen nach ëmmer zouhëlt, dozou, dass dës Recettë kënnen substanzuell klammen, an zwar vun 1,4 Milliarden Euro am Joer 2005 op 1,57 Milliarden Euro am Joer 2006.

D'Kollektivitéitssteuer ass déi Steuer, déi eis Betriber bezuelen. Fir 2006 rechnet d'Regierung mat 1,25 Milliarden Euro Recetten aus dëser Steuer anstatt 1,125 Milliarden Euro fir d'Joer 2005. D'Kollektivitéitssteuer gëtt zu ronn 72%, esou war dat am Joer 2004, vum Finanzsecteur bezuelt.

Et ass bekannt, dass zënter 2002 de Banken hir Steuerscholden age-driwwen goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteuer héich ze halen, an dass dës Soldé quasi all agezu sinn. Duerfir weisen d'Experté vum der Steierverwaltung an der Cour des Comptes drop hin, dass domat ze rechnen ass, dass den IRC an deenen nächste Jore sech knapp ënner enger Milliard Euro apendele wäert, wat een net kann optimistesche stëmmen. D'autant plus well d'Effete vum der Steuerreform vum 2002 sech elo eréischt voll ausweisen.

Bei der TVA ass et esou, dass d'Recettë vun 1,588 Milliarden Euro am Joer 2005 op 1,352 Milliarden Euro am Joer 2006 zréckginn. Ech komme spéider nach eng Keier op d'Recettë vum der TVA zréck.

Bei der Taxe d'abonnement gi mer vu 405 Milliounen Euro am Joer 2005 op 460 Milliounen Euro erop. Dës Steuer gëtt quasi zu 100% vun den Investmentfongen aus dem Bankesecteur bezunn.

D'Recetten, déi Lëtzebuerg am Kontext vum der UEBL virun allem aus den Accisen zoustinn, dierfte sech fir 2006 bei liicht iwwer 900 Milliounen Euro stabiliséieren.

Zu den Dépensen ass an der leschter Woch scho vill gesot ginn. D'Dépenses courantes, dat heescht d'Verwaltungskäschte vum Stat, steige vu 6,3 Milliarden op 6,8 Milliarden Euro tëschent 2005 an 2006, dat ass eng Steigerung vun 8,7%. Als Hauptposté vum deene 6,8 Milliarde gëllen 2,6 Milliarden als Transfers sociaux an 1,4 Milliarden als Salairé mat de Charges sociales, dat sinn insgesamt 4 Milliarden. Wann een d'Investissementen en capital kuckt, da leien déi weider bei engem ganz héije Wäert vu 777,1 Milliounen Euro fir d'Joer 2006 géint 706,1 Millioune vun 2005, dat ass eng Steigerung vun 10,1%. Duerfir muss mir e rigoureuse Spuerkurs aschloen an net waarde bis mer vill ze vill héich verscholt sinn.

Mir mussen versiche konform zum Pacte de stabilité den Defizit vun 1,8% fir 2006 an deenen nächsten zwee Joer jeeweils ëm 0,5% ofzebauen, fir op déi vun der Regierung ugestrieffen 0,8% Defizitwäerter ze kommen. Dëst ass nëmme méiglech wa mer strukturell Reformen un eise Statsfinanze virhuelen.

Här President, et gëtt jo heiansdo behaupt, wa Bréssel net do wier, beziehungsweise wa mer kee Stabilitéitspakt hätten, da wier alles besser, da bräichte mer eis net ëm den Defizit ze këmmern. Ech wëll mer guer net ausmolen, wat aus eisem Land gi wier, wa mer net an en Europa, an eng Europäesch Union mat agebonnen wieren; mä dat ass en anert Thema.

Wat d'Finanzen ugeet muss een awer op jidde Fall ënnersträichen, dass eng gesond finanziell Situation net nëmme wichteg ass par rapport zu de sou genannte Maastricht-Kritären. Et geet hei net nëmme drëm ze vermeiden, dass mir vu Bréssel eng Rüg kréien, d'Gesamtfinanze sinn och wichteg fir eis Kompetitivitéit a fir eise Wuessstum.

Wa bis gewosst ass, dass eng Firma rout Zuele schreift ginn d'Zouliwwerersicht, well se net wëssen, ob se hir Wuer bezuelt kréien, an d'Clienten zécken, well

se sech froen, ob d'Firma dann nach do ass, wann iergendeen Problem opdaucht. Wann de Stat rout Zuele schreift zécken nei Betriber, fir sech nidderselossen, well se fäerten, dass de Stat iwwer eng Erhéijung vum der Besteuerung kéint probéieren säin Defizit ze reduzéieren an d'Leit gi manner Suen aus, well se fäerten, dass hir Steuerlaascht onerwaart an d'Luucht geet oder awer hir Prestatiounen onerwaart erofgeschrauft ginn.

Bref, mir müssen erëm en Equilibre hierstellen tëschent Recetten op där enger Säit an Dépensen op där aner Säit. En Equilibre, deen net nëmme drop aus ass reng zueleméisseg am Ausgläich ze sinn. Hannert den Zuelen, hannert deene verschiddene Budgetposté sti jo Politiken, déi mer wëlle féieren, Politiken, déi d'Attraktivitéit vum eisem Land sollen erhalen a verstärken, fir eis Recettëbasis ze stabiliséieren. Politiken, déi eng gerecht Ëmverdeelung solle garantéieren, fir dass jiddereen vun dësem Wuessstum profitéiere kann.

Bei der Presentatioun vum de politesche Prioritéiten a beim Dépôt vum Budgetsprojé huet d'Regierung eng Rei Pisten opgezechent iwwert déi mat de Sozialpartner soll diskutéiert ginn, fir eis Finanzsituation laangfristeg ofzesécheren. Et sief hei emol drun erënnert, dass zwee Drëtter vun den Dépenses courantes vum Budget iwwert d'Échelle mobile des salaires indexgeboune sinn. Vu dass d'Tripartite nach amgaang ass déi verschidde Propositionen ze diskutéieren, wär et net richtig hei an zu dësem Zäitpunkt deem virzegräifen. Wichteg ass et awer haut an elo ze ënnersträichen, dass grad am soziale Beräich den Défi vum der Soutenabilitéit financièr, net nëmme a Manner un Dépensen, mä och e Besser un Dépensé fuerdert.

D'Transfers sociaux, dat wësse mer all, sinn e wichteg Instrument fir dem Aarmutsrisiko entgéintzewirken. 2004 hunn dës Transferten et erlaabt den Aarmutsrisiko vun iwwer 38% op 11% erofzedrécken. D'Enquêtes hunn awer och gewisen, dass et Ënnerscheeder gëtt tëschent Altersgruppen an ënnerschiddleche Familjesituatiounen.

Wa mir eng Politik wëllen, déi d'Co-hésion sociale erhält an awer och laangfristeg finanzéierbar ass nom Prinzip vum der Equitéit tëschent de Generatiounen, da mussen mer kucken, dass mer prioritär deenen hëllef, déi et am néidegsten hunn. E gewësse Grad u Selektivitéit dierf also an deene Reflexiounen, déi mer elo féiere müssen, keen Tabuthema sinn.

Ech hunn et scho gesot an ech widerhuelen: Et geet hei net drëm Zweckpessimismus ze bedriewen, et geet net drëm de Leit onnéideg Angscht ze maachen an et ass irresponsabel ze behaupten, dass sozialen Ofbau bedriwwen gëtt éier een iwwerhaapt e Wuert soe konnt. Et geet hei drëm d'Saachen esou ze soe wéi se sinn. Wa mer iwwert d'Soutenabilitéit vum eise Finanzen an domadder vum eisem Sozialsystem schwätzen, solle mer nämlech net vergiessen, dass mer elo hei net iwwert déi schwätzen, déi am Joer 2050 gebuer ginn. Mir schwätzen iwwert déi, déi elo an der Spillschoul sinn, iwwert déi, déi an eise Primärschoulen a Lycéeën uechert d'Land setzen an iwwert déi Jonk, déi am nächsten Hiersch aus der Schoul kommen a gären eng Schaff hätten.

Niewent deene Mesuren, déi kuerzfristeg ze huele sinn, fir de budgetären Equilibre erëm hierzustellen, ass et also och noutwendeg eis Transfers sociaux an hirer Gesamtheit ze analyséieren, fir déi richtig Äntwerten ze fannen, fir deene Leit ze hëllef, déi net vill Reventum hunn an domat de Rächtum méi gerecht ëmzeverdeelen.

Wann een iwwert de soziale Budget schwätzt dierf een och net vergiessen, dass eng Aarbecht ze

hunn dee beschte Moya ass géint d'Exclusion sociale. Eng Aarbecht ze hu reduzéiert ëm 38,5% de Risiko an Aarmut ze verfallen. Ëmsou méi wichteg ass et erauszefanne firwat déi Mesuren, déi mer schonns hunn, net richtig ugeschloen hunn, éier mer neier aféieren oder manner neier erëm aféieren.

D'Mëttele sinn ze knapp an de Problem ze vill eescht, fir elo nach laang dorëmmer ze experimentéieren. Et si jo Expertisen an Etüden ugekënnegt an och schonns gefrot ginn. Abee, wa se bis do si müssen dann awer och Neel mat Käpp gemaach ginn.

Am Beräich Aarbecht ass a leschter Zäit iwwregens vill iwwert de skandinavische Modell geschwat ginn, deen d'Flexibilitéit um Aarbechtsmaart mat engem héijen Niveau u Protection sociale kombinéiert. D'Gewerkschaften hunn doruwwer geschwat, op der Patronatsäit gëtt doruwwer geschwat, d'Politiker aus verschiddene Richtungen hunn e mentionnéiert. Mä da mussen mir eis awer emol och dohinner setzen a seriö kucken, ob dee Modell eppes ze bidden huet, fir d'Aarbechtslosegkeet hei am Land an de Grëff ze kréien.

Wat mer op jidde Fall erreeche müssen ass - an ech mengen do si mer eis all eens -, dass mer eise Sozialsystem esou organiséieren, dass esou vill Leit wéi méiglech aus eegene Kräften, dat heescht duerch eng bezuelten Aarbecht, dem Aarmutsrisiko an der sozialer Exclusion entgin.

Am Kader vum de Spuermoossnamen a Comptes tenu, dass d'Reserve vum de Spezialfongen an e puer Joer eidel sinn, huet d'Regierung och Moossnamen ugekënnegt am Beräich vun den öffentlechen Investitiounen.

D'Regierung huet notament ugekënnegt dee Wee vum de sou genannte Partenariats publics-privés, kuerz PPPen, wëllen ausprobéieren, mat engem Projé pilote am Beräich Schoulinfrastrukturen.

U sech ass de PPP selwer jo näischt Neies, e gëtt hei zu Lëtzebuerg iwwert de Biens vum der Loi de garantie scho méi laang praktizéiert. No der rezenter Revisioun vum de Methoden, fir d'Dette publique am Sënn vum de Maastricht-Kritären ze berechnen, gëllen alldéngs méttlerweil all Engagementer, déi de Stat am Kader vum der Loi de garantie hält, als Deel vum der öffentlecher Verschuldung, well de Stat eben d'Majoritéit vum Risiko dréit.

An Europa sinn England a Portugal déi zwee eenzeg Länner, déi méi systematesch hir öffentlech Investitiounen iwwert de Wee vu PPPen finanzéieren. 70% vum Wäert vun alle PPPen zesummegerechent, déi an der EU ënnerschriwwen ginn, ginn eleng op d'Initiativ vum den Engländer zréck. PPPen zeeche sech och duerch eng staark sektoriell Konzentration aus. Ausser an England, sinn d'PPP-Projeten zu 95% am Transportsecteur ze fannen.

Wann een elo weess, dass an Europa 95% vum de Projeten am Transportsecteur duerch PPPen - also Public Private Partnership - realiséiert ginn, erlaabt Der mer vläicht an deem Sënn a mengem perséinlechen Numm eng Klamer opzemaachen am Kader vum der Reorientierung vum de Prioritéiten, déi och fir den Transportsecteur hei zu Lëtzebuerg gëllen, wou jo 1.385 Milliounen Euro fir den öffentlechen Transport virgesi sinn.

Duerch déi nei politesch Konstellation an der Stad Lëtzebuerg ass jo amgaang a Saachen Tram eng nei Situatioun ze entstoen, wou en Tram duerch d'Stad keen Tabu méi

ass - wat mir ausdrécklech begréissen -, a wou also en onofhängegen Tram vun der Cloche d'Or duerch d'Stad bis op de Lampertsberg an op de Kierchberg fuere kann, dee jo da keng Schnëttstelle mat dem CFL-Réseau hält an nëmme um Terrain vum der Gemeng Lëtzebuerg géif fuere.

#### (Interruption)

An deem Sënn sollt ee sech emol iwwerleeën, ob et an enger neier Struktur, an där d'CFL net misst dra sinn, vläicht méiglech wier, dat Ganz iwwer e PPP ze finanzéieren. Dëst wier en typescht Beispill wéi et am Ausland, wéi gesot, zu 95% gemaach gëtt a wou een hei zu Lëtzebuerg d'PPPen och emol op eng sënnvoll Manéier ausprobéiere kéint. Klammer zu an ech kommen zréck zu de PPPen an analyséieren, wat dann elo d'Avantage vum de PPPe sinn.

Den Experten no ass e PPP aus dräi verschiddene Grënn méi effikass:

Éischtens, well d'Aktiva am Privatbesëtz sinn. Dat bedeit, dass de Propriétaire eleng sämtlech Décisionen hält, déi de Coût d'utilisation betreffen. Wann zum Beispill am Héichbau nei a manner deier Konstruktionsmethoden entwéckelt ginn oder am Déifbau nei Revêtement disponibel sinn, déi méi resistent a méi bëlleg am Entretien sinn, kann een dovunner ausgoen, dass de privaten Exploitant dës nei Methoden a Materialien och konsequent benotzt, well hien domadder spuere kann, ergo säi Benefiss erhéije kann.

Zweetens, duerch d'Méiglechkeet de Folgekäschte beziéungswies de Fonctionnementskäschte scho während der Planifikatiouns- an der Realisatiounsphas Rechnung ze droen. Wann de private Partner vun Ufank u weess, dass hien net nëmme eng Struktur baut, mä dass hien och responsabel ass fir d'Exploitation während der gesamter ekonomescher Liewensphas vum Projé, dann ass hien och bereet während der Konstruktionsphas Investissementer ze maachen, déi him duerno erlaben d'Entretienkäschte méi niddereg ze halen. Dat dréit dozou bäi d'Käschten iwwert de gesamten Zyklus vum Projé ze reduzéieren.

Drëtens, duerch d'Deele vum de Risiken a vun der Rémunération vum Projé. Wann e Partner e Risiko droen oder matdroe muss, da kuckt hien, dass alles, wat dës Risiko negativ beaflosse kéint, esou wäit wéi méiglech eliminéiert gëtt. Den Transfert vum Risiko dréit also tendenziell zu enger méi effikasser Exekutioun vum engem Projé bäi andeems en d'Gestioun vum de Risikoe verbessert.

Insgesamt wiere mat PPPe gutt Resultater erreecht ginn, wann een dës Projeten dorunner moost, ob si an den Délaien a mat dem geplangte Budget konnte realiséiert ginn.

Et gëtt alldéngs och drop higewisen, dass d'Duerchféiere vum engem PPP keng einfach a keng bëlleg Saach ass. Praktesch Erfahrungen hätte gewisen, dass d'Käschte vum Appel à la concurrence, vum de Verhandlungen a vun der Mise en place a Gestioun vum engem PPP héich sinn an oft ënnerschat ginn. Déi finanziell Virdeeler, déi d'Bedelegung vum private Secteur un esou Projete matbréngen, ginn op dës Manéier erëm zum Deel reduzéiert.

Virun allem awer och huet d'praktesch Erfahrung gewisen, dass d'Capacitéit vum Secteur public, esou Projeten ze géieren, en ausschlaggebende Facteur ass, fir d'Performance vum engem PPP. Ech zitieren hei de President vum der Europäescher Investitiounsbank: «L'autorité publique responsable doit disposer des ressources humaines et matérielles nécessaires pour gérer un projet PPP en tant que partenaire égal, sinon elle risque de se laisser 'mener en bateau'.» An anere Wieder, iwwert de

Wee vu PPPen ze fuere, entbënt d'öffentlech Hand net vun hirer Responsabilitéit. E PPP ka wuel aus engem gudden Projé e méi ee bëllege Projé maachen, mä hie kann net e schlechte Projé an e gudden Projé verwandelen.

Wéi schonns éineschters erwähnt, huelen d'Reserve vum deenen zwielf Haaptinvestissementsfongen an deenen nächste Joren of - se huele ferm of. Den 1. Januar 2004 waren 1,8 Milliarden Euro an dese Fongen. Dem Programme quinquennal no wäerte se den 31. Dezember 2009 387 Milliounen Euro am Minus sinn. Ouni déi Emprunten, déi d'Regierung an deenen nächste Jore wëlles huet opgehuelen, misste mer schon am Laf vum Joer 2007 mat engem Minus rechnen.

Duerfir ass et gutt, dass d'Regierung dës Joer souwuel d'Prioritéiten, wéi och e Moratoire fir verschidde Projete presentéiert huet. Et wier nach besser gewiescht, wa mer méi genau Zuele kritt hätten, wat dat alles insgesamt kascht, wat mer brauchen, wat mer baue müssen a wat mer baue wëllen.

Sécher, et ass gutt den Invest héich ze halen, well den Invest gutt ass fir d'Wirtschaft. Och do kann een awer net éiweg laang iwwer seng Verhältnisse liewen. Eis Zentralbank huet d'Rechnung emol gemaach. Wa mir un eisem Bauprogramm, wéi en am Plan pluriannuel steet, festhalen a soss näischt maachen, fir den Defizit vum der Administration centrale an de Grëff ze kréien, da geet et op eemol ganz schnell. Da geet innerhalb vum zéng Joer eis Bruttoverschuldung op 31% vum PIB erop.

Et kann op jidde Fall net sinn, dass d'Sanéierung vum eise Finanze just iwwert de Wee vun enger ondifférenzierter Kompressioun vum soziale Budget erreecht gëtt.

Och am Beräich vum der öffentlecher Baupolitik muss eppes passéieren. Mir kënnen net weider just en termes de volume et de prestige denken. D'Projete müssen ënner dem Gesichtspunkt Käschten-Notzen analyséiert ginn an da solle prioritär déi gebaut ginn, déi d'Croissance vum Land ënnerstëtzen a favoriséieren. A Projete mussen käschtegegenschtig realiséiert ginn. Mir mussen standardiséieren. Mir müssen also net nëmme eise soziale Budget am Sënn vum engem méi soutenabeler a méi gerechter Ëmverdeelung iwwerdenken, eise Programm fir de Bau vun öffentleche Strukturen muss och méi zilorientéiert ginn.

Et ass ganz sécher richtig, Prioritéiten am éducative Beräich ze gesinn, zumools wann ee weess, dass mer am Joer 2010 e Manktum vu 7.800 Plazen an eise Schoule wäerten hunn. Mir müssen nom Plan directeur sectoriel «Lycées» vun 2004 sechs nei Lycéeën bauen, mat enger jeeweileger Capacitéit vun 1.300 Élève. Hei hoffe mer, dass och déi nei Spillregeln, déi de Bauminister Claude Wiseler ausgeschafft huet, voll zum Droe kommen, fir méi effizient, méi standardiséiert, méi bëlleg a méi séier ze bauen. Hei kënnen da jo PPPen zum Droe kommen, wou awer eis Lëtzebuergescher Economie - an dat wëll ech ënnersträichen - net op der Streck dierf bleiwen.

Fir méi effizient ze baue geet et awer schon u bei der genauer Festleeung vum de Besoinen a beim Opstelle vum de Cahiers des charges. Déi mussen ganz minutiös opgestallt ginn, wou d'Käschtefro bei all Positionen muss matabezu ginn a wou e Contrôle a priori an deemem Beräich muss gemaach ginn, an organisierter Form, soss ännert dee beschte Suivi a Contrôle a posteriori näischt un deem aktuellen Zoustand. Dëst ass am Zäitalter vum „copy/paste“ wichteg, dass sech ëmmer erëm Froe gestallt ginn, dass mer eis déi sou genannte «Culture de la contestabilité» verinnerlechen, wou keng Mesure méi en Acquis



ass, mä ëmmer erëm muss nei evaluéiert ginn.

Als Beispill kann ee soen, dass beim Bau vun der Zuchstreck vum TGV-Est d'Chahiers des charges en concurrence d'efficience gesat gi sinn, wou da verschidde Bureaux d'études Käschtereduktiounen en toute responsabilité technique studéiert hunn. Déi Büroen, déi dat beschte Resultat als Spuerpotenzial konnten opweisen, kruten en Zouschlag fir d'Exekutioun vum Dossier, woumat si awer och an der Responsabilitéit bleiwen.

Dass mir déi virgesinne Baute fir d'europäesch Institutiounen och weider esou exekutieren, wéi virgesinn, ass jo kloer, well den europäesche Site hei zu Lëtzebuerg dierf zu kengem Moment a Fro gestallt sinn.

Prioritéit am Stroossebau huet d'Nordstrooss zwësche Miersch a Lëtzebuerg mat den Tunnelen duerch de Gréngewald fir ëmmerhin 630 Milliounen Euro,...

### (Interruption)

...duerfir soll een elo net schonn erëm aner Etüden op den Dësch leeën, éier een den Impakt vun dëser Strooss gesäit.

An där ganzer Debatt iwwert d'Soutenabilitéit vun eise Finanzen därefer mer nämlech net vergiesen, dass mer net nëmme Sue brauche fir a Steng, Bëton, Schinnen, Kabelen an Antennen ze investieren, mir mussen och an d'Mënschen investieren. D'Ekonomiste benotzen do e manner schéinen Term, si schwätze vum Capital humain. Mä et bleift richtig, dass mer nach méi an deene Beräicher mussen investieren, wou sech an der Zukunft eis Kompetitivitéit ofspilt, wou sech déciéiert, ob mer an Zukunft nach e Wuert matschwätzen oder net. Rieds geet vun der Wëssensgesellschaft. An e Bléck an eise Plan national pour l'innovation et le plein emploi weist op, dass do nach alles ze geschéien huet.

Am Budgetsrapport fannt Dir e ganz Kapitel zum Thema Kompetitivitéit. Et ass hei wichtig drun ze erënnere, dass mer eis an deenen nächste Jore vill am Beräich Educatioun an Innovatioun virgeholl hunn.

Wann ee vu Kompetitivitéit schwätzt, spillen héich Loukäschten oder héich Ëmweltnormen natierlech eng wichteg Roll. Mä et ass eng Illusioun ze mengen, mir kéinten duerch Sozial- oder Ëmweltdumping eis Kompetitivitéit op den internationale Mäert garantieren. Deenen neie Konkurrenten aus Asien, Indien a China, déi hei ëmmer erëm ugefouert ginn, kënnen mer op deene Punkten d'Waasser net rechen. Déi eenzeg Chance, déi mer hu fir eis Positioun an internationale Wettbewerb ze verdeedegen, ass déi besser Wueren ze produzieren an déi besser Déngschtleeschungen unzebidden. Eis Stärkte kënnen nëmme d'Qualitéit an d'Originalitéit vun eise Produkter a Servicer sinn. Mä fir dës Qualitéit an Originalitéit hierzestellen, brauche mer eng héich qualifizéiert Main-d'œuvre.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Matière grise ass also eist Kapital vun der Zukunft. Déi enttäuschend Resultater vun der éischer PISA-Etüd an déi nëmme weéng besser Resultater vun der zweeter Etüd, déi vill schoulesch Echechen an awer och deen niddregen Taux vu jonke Leit, déi op enger Uni studieren an en Héichschuldiplom décrochéieren, sinn en Zeechen, dass mer a Saache Wëssensgesellschaft e Retard op eis Haaptkonkurrenten opgebaut hunn, dee mer onbedéngt mussen ofbauen.

Ech hunn uganks vu menger Ried op eng Diskrepanz higewisen, an zwar dass mer nei Aarbechtsplazen zu dausende schafen, de Chômage awer kontinuéierlech an d'Luucht geet, an dat schonn zën-

ter Joren. Ech mengen, et ass net falsch hei, nieft aneren Urssaachen, och de Lien mat der Qualifikatioun vun eisen Demandeurs d'emploi ze maachen. An duerfir muss mer an d'Educatioun an an all hir Reformen investieren. Dat fänkt u beim Précoce, wou d'Basis geluecht gëtt fir d'Chancéglichheet an eiser Gesellschaft, souwuel fir déi lëtzebuergesch wéi fir déi auslännesch Kanner. Dat geet weider iwwert de Primaire, de Secondaire, d'Formation professionnelle an d'Formation continue bis bei d'Héichschoulen.

An der Wëssensgesellschaft muss mer och duerfir suergen, dass eis jonk Leit vun Ufank un net a Retard kommen. Duerfir muss mer ganz ënnen ufänken - d'Gleichheet fänkt am klengen Alter un - a generell Ganztagsbetreuung an eise Gemengen aféieren, an dat och vum Stat deem-entsprechend subventionéieren.

Wann ech hei vun Héichschoule schwätzen, da muss ech natierlech och meng Satisfaktioun driwwer zum Ausdruck bréngen, dass de Budget 2006 substanzuell Erhéijunge vun de Kreditter fir eis Uni Lëtzebuerg virgesäit, an zwar op 48,7 Milliounen. Dat entsprécht enger Progressioun vun eppes méi wéi engem Drëttel am Vergläich zum Budget 2005. Ech wëll dat hei ervirsträchen an eiser Regierung ausdrécklech zu dësem Choix féliciteieren.

Och am Beräich vun der Recherche an der Innovatioun gesäit de Budget 2006 zousätzlech Dépensé vir. Eleng am Budget vum Ministère de la Recherche et de l'Enseignement supérieur ginn d'Kreditter fir d'Fuerschung ëm 10 Milliounen Euro oder 19% an d'Luucht. Do kommen nach déi Zommen derbäi, déi iwwer aner Ministère fléissen, notament iwwert de Wirtschaftsmministère an iwwert d'Classes moyennes. Och hei ass net op der falscher Plaz gespuert ginn an et sinn d'Kreditter, déi der Innovatioun an der Promotioun vum Esprit d'entreprise zegutt kommen, déi gehéicht goufen.

Mä mer mussen awer wëssen, dass mer trotz dësen Efforten nach e wäite Wee zrëckzeleeën hu bis mer d'Ziler errechen, déi mer am Kader vun der Lissabon-Strategie, an do speziell vun sou genannten Objectif de Barcelone, erfëlle mussen. Den Objectif de Barcelone gesäit nämlech vir, dass mer bis 2010 3% vun eisem PIB fir d'Fuerschung an d'Entwécklung ausginn. Dovunner sollen am Prinzip 2% vun der Privatekonomie kommen an 1% vum Secteur public. Am Moment, dat heescht no den Zuele vun 2003, hunn déi staatlech Dépensé fir d'Recherche awer nëmme 0,3% vum PIB erreicht, während de Privatecteur mat ongeféier 1,6% sengem Zil scho relativ no komm ass. Hei muss een natierlech nuancieren, well de Groussdeel vun de privaten Dépensé fir Recherche an Développement vun e puer grouse Betriber opbruecht gëtt.

Mir schéngt et duerfir besonnesch interessant ze sinn, ze kucken, wéi sech de Stat nach besser mat sengen Hëllef fir d'Fuerschung an d'Innovatioun un d'Kleng- a Mëttelbetriber kann adressieren, dat Ganz natierlech am Kader vun deem, wat Bréssel eis erlaabt. Si mussen den Accès zu den neien Technologie kréien; si mussen méi vum Transfert vun Technologie an Know-how profitieren.

Mir sollen net vergiessen, dass de Mëttelstand en enormt Innovatiounspotenzial huet, dass hien Aarbechtsplazen schafft, an - wat net onwichtig ass, wann ee vun Aarbechtsplazen, mä awer och vu Subsidé schwätzt - et si Betriber, déi vläicht manner ufleg si fir Délocalisatiounen an d'Ausland ewéi Filiale vu multinationale Konzernern.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net eleng duer, dass mir méi Suen ausgi fir Fuerschung, Entwécklung, Innovatioun, fir den Esprit d'entreprise ze förde-

ren oder fir d'Uni Lëtzebuerg opzebauen: Et ass op d'mannst grade-sou wichtig, dass eis Dépensen effikass a cibléiert agesat ginn. Wa mir eis limitéiert Moyenen an Zukunft optimal wëllen asetzen, da mussen mir Double-emploien a Gas-pillage vermeiden an dofir suergen, dass och d'ekonomesch an d'gesellschaftlech Retombéee fir d'Land, seng Leit a seng Entreprisë méiglech grous ausfallen.

Duerfir mussen Aktivitéiten, déi mat eiser Fuerschung an Innovationspolitik zesammenhänken, op allen Niveauen a mat allen Acteure besser koordinéiert ginn. Mir sollen eis op e puer spezifesch Beräicher konzentréieren, an deenen d'Investissementer vum Privatsecteur a vum öffentleche Secteur zu Synergie kënnen féieren. Ech denken hei un d'Kreatioun vu sou genannte Grappes technologiques, oder Clusteren an un den Ausbau vun de Pépinières d'entreprises.

Doniewent muss mer awer och kucken, datt mer eng confortabel Marge de manœuvre financière behalen, well kuerzfristeg grous Défien op eis duerkommen, déi eis Finanzen ferm belaaschte wäerten.

An do Stéchwuert Kyoto. Mir hunn eis am Kader vum Kyoto-Protokoll engagéiert bis an d'Joer 2012 d'Emissiounen vun Zäregasen, haaptsächlech vun CO<sub>2</sub>, op den Niveau vun 1990 zrëckzeschrauwen. 1998 hu mer gemengt, dat wier kee Problem fir eist Land. Jiddferen heibanne weess och, firwat dat esou war: Duerch d'Ëmstellung vun den Héichwien op modern Elektrostolwierker huet sech eise Kyoto-Bilan um Niveau vun den Emissiounen, déi vun der Industrie stamen, drastesch verbessert. Esou si mir dann och effektiv am Joer 1998 ënner eist festgesatent Zil vun néng Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub> an eisen Zäregase komm. An och nach am Joer drop si mir knapps ënner eisem Burden-sharing-Zil bliwwen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, leider ass eis Situatioun a Saache Kyoto haut eng ganz aner wéi nach viru sechs, siwe Joer. Wou si mir haut drun? Am Joer 2004 hu mir mat 12,6 Milliounen Tonnen Zäregasen den Niveau vun 1990 nees iwwerschritt, wou mir dach am Fong missten 28% drënner leien. D'Prognos vum Kölner FiFo-Institut, déi den Här Ëmweltminister der Finanz- an der Budgetkommissioun virstelle komm ass, weist, dass eis Emissiounen risikieren nach weider an d'Luucht ze goen op iwwer 14 Milliounen Tonnen am Joer 2012.

Deen déckste Batz vun den Emissiounen, d'Halschent ongeféier, geet op de Kont vum Stroosseverkéier an apaart op de Kont vum Tanktourismus, ouni dee mir eis Kyoto-Ziler och haut nach respektiere kéinten, an dättelech ënner néng Milliounen Tonne leie géingen.

Wat sinn dann elo d'Méiglechkeeten, fir eis Ziler awer nach ze errechen, respektiv den Delta méiglechst kleng ze halen? An éischer Linn mussen mir Energie aspieren an op méi Energieeffizienz setzen. An der Industrie, wou den Energieverbrauch als Käshtefaktor betruecht gëtt, spillt d'Energieeffizienz haut schonn eng wichteg Roll.

An de private Stéit hu mir awer nach en Aspuerpotenzial, wat op 200.000 bis 300.000 Tonnen CO<sub>2</sub>-Equivalent d'Joer geschat gëtt. Mir kënnen spieren duerch eng besser Isolatioun vun den Haiser, d'Ersetze vun alen Heizungen, zum Beispill duerch Brennwertkessel, d'Förderung vun Niddregenergie-a vu Passivhaiser, duerch d'Ersetze vun den elektreschen Apparater an esou weider.

Mir mussen och versichen, eisen Undeel vun alternativen erneierbaren Energien an eiser Stroumproduktioun an d'Luucht ze setzen, vu dass bis 2012 souwiso 5,7% vun eisem Energieverbrauch duerch erneierbar Energië sollen ofgedeckt ginn.

An natierlech kënnen mer eise Bilan nach immens verbessern, andeems mer den öffentlechen Transport konsequent ausbauen a weider op e „modal split“ vu 25/75 hyschaffen.

Fir e ganz konkreten Usaz vun eisem „modal split“ a Richtung 25/75 ze drainéieren, an awer och e präzise Schrëtt a Richtung manner Tanktourismus ze maachen, fir eis Kyoto-Rechnung ze probéieren zum Deel auszubalancéieren, bei enger permanent steigender Zuel vu Frontalieren, wou de Gros vun de Leit aus Frankräich an noer Zukunft bei 70.000 leie wäert, mussen mir eis Prioritéiten a puncto Eisenbunnsinfrastrukturen aus dem Sillon mosellan Richtung Stad Lëtzebuerg checken – net zulescht wéinst dem TGV-Est, duerch dee mir optimal Infrastrukture brauche zwësche Beetebuerg an eiser Haaptstad, fir net permanent Retarden am Zuchbetrieb ze generéieren.

Vum Referenzwäert vun 1990 si mir am Transportberäich vun 2,59 Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub> am Joer 2004 op 6,76 Milliounen Tonnen CO<sub>2</sub> an d'Luucht gaangen. Do kënnen mir nëmme eppes errechen, wa mir elo konsequent den öffentlechen Transport ausbauen. Duerfir soll elo endlech eppes um Terrain geschéien.

Wat hënnert eis dann dorun, den Tronçon vun der Place de l'Europe bei den Utopolis ze bauen? Näischt, well dësen Tronçon ass souwuel fir den Train-tram wéi och fir den Tram léger ze fueren, an op déiselwecht Manéier ze bauen.

Mir schéngt et éischer esou ze sinn, wéi wa mat dëser ganzer Diskussioun am Endeffekt hei guer näischt geschitt. An dann ass en Deel vun deenen 1.385 Milliounen Euro fir den öffentlechen Transport gespuert, wat – esou hoffen ech – jo net d'Zil vun der Diskussioun ass, well eise „modal split“, deen elo bei 12 bis 13% läit a jo op 25% komme soll – an dat wäert Dir gesinn –, gëtt nach méi schlecht an eis Kyoto-Engagementer kënnen mir iwwerhaupt net anhalen. An da mussen mir dat méi deier bezuelen iwwert de Statsbudget.

Den Ëmweltminister huet jo bekanntlech déi sou genannte Potenzialstudie beim Dokter Ewringmann an Opdrag ginn, fir feststellen, ob wéi enge Plaze mir hei zu Lëtzebuerg nach Aspuerpotenzialer hunn, fir eise Kyoto-Ziler méi no ze kommen. Am Kader vun dëser Etüd gëtt jo och dee faméisen Tanktourismus ënnersicht. Eng speziell Form vun Tourismus – an dat soll een net vergiessen, Här President –, deen e ganz beträchtlechen Deel vun eise Recetten am Statsbudget ausmécht.

Deen zweeten Deel vu Kyoto, duerch dee mir hei am Land ganz vill Energie spuere kënnen, ass dee vun de gebailechen Infrastrukturen, dëst sief et bei de Privathaushalter wéi um Niveau vun den Entrepreneuren oder den öffentlechen Arichtungen. An dësem Kontext läit d'EU-Direktiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 iwwert d'Performance énergétique des bâtiments vir, déi a Lëtzebuerg Recht émgasat soll ginn. Ech mengen, dat solle mir dréngend maachen.

Ausserdeem bidde sech an deene verschiddene Sparten am Ëmweltberäich vill Méiglechkeeten vun neien Aarbechtsplazen un.

Wat kascht eis Kyoto dann elo am Statsbudget an deenen nächste Joren, dat heescht an der Period 2008 bis 2012, wa mir tatsächlech mussen Rechter kafen oder Strofe bezuelen? Fir lech eng Iddi ze ginn: Am leschten hallwe Joer huet

eng Tonn CO<sub>2</sub> op den europäesche Boursen, wou mat CO<sub>2</sub>-Zertifikater gehandelt gëtt, zwëschent 20 a 25 Euro kascht. Wa mir also tatsächlech am Zäitraum 2008 bis 2012 eis Kyoto-Ziler ëm ongeféier fënnf Milliounen Tonne verpassen, da mussen mir all Joer fir ee Minimum vun 100 Milliounen Euro Rechter kafen, respektiv Projete realiséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech erspueren lech hei déi Zeenarioën, wou eng Tonn CO<sub>2</sub> 40, 50, 60 Euro kascht.

Am Budget 2005 hat d'Regierung fënnf Milliounen Euro ageschriwwen, fir deen neie Kyoto-Fong ze alimentéieren, am Budget 2006 ass d'Zomm op zéng Milliounen verduebelt ginn. Et ass evident, dass déi nei Zommen net wäerten duergo fir deen Défi, dee Kyoto duerstellt, ze meeschteren, à moins dass mir bis 2008 eis Emissiounen vun Zäregasen awer drastesch reduzéiert kréien. Am anere Fall misst sech d'Regierung iwwerleeën d'Emissiounsrechter léiwer haut wéi mar ze kafen, wou se eis nach net d'Aen aus dem Kapp kaschten.

Spéitstens op dësem Punkt muss jidderengem bewosst ginn, dass Nohaltegkeet e Präis huet an dass Nohaltegkeet am Ëmweltberäich an Nohaltegkeet am budgetäre Beräich zwou Säite vun darselwechter Medail sinn.

Déi aner Erausforderung, vun där ech lech geschwat hunn, ass de Vieillissement vun eiser Populatioun. Mir sinn zu Lëtzebuerg nach ëmmer gutt drun, mir hunn eng relativ jonk Populatioun a virun allem ass eis Relatioun vun den Aktive par rapport zu den Inaktive bis elo ganz favorabel gewiescht, notament wéinst der starker Immigratioun vu jonken Aarbechtskräften an deene leschten 20 Joer.

Mä et bleift awer, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass och eis Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg méi al gëtt. An an deem Mooss, wéi sech eis Bevölkerungsstruktur verännert, muss sech och de Stat verännere, muss e sech upassen.

Do stellt sech natierlech d'Fro vun de Pensiounen. Am Fréijoer huet d'Europäesch Kommissioun hire Bericht 2005 erausginn iwwert d'öffentlech Finanzen an den EU-Memberstaten. No hire Berechnunge verschlechtert sech de Ratio zwëschen Aktiven a Leit, déi eng Pensioun bezéien, och wann deen exceptionnel héijen Taux de croissance de l'emploi, dee Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer kann huet, géing viru bestoen. Duerch d'Dépensen, déi dorauer entstinn, géing eis Bruttoschold am Joer 2030 32% vum PIB errechen a souger 50% am schlimmsten Zeenariou.

En Zougrëff an d'Reserve vun de Pensiounen oder awer d'Reckschrauwe vun der staatlecher Kontributioun bréngt op jidde Fall laangfristeg guer näischt. Et léist net d'Soutenabilitéitsproblemer vun de Pensiounen an et léist op kee Fall d'Defizitfro, well no de Maastrichter Kritären nëmme op d'Administration générale gekuckt gëtt.

Doriwwer eraus stellt sech de Problem vum Service public. Déi demographesch Evolutioun vun eiser Bevölkerung wäert och grondleeënd d'Strukture vun eisem soziale System verännere. Dat wat haut en Événail approprié vum Service public ass, wäert a 15 bis 20 Joer wahrscheinlech net méi adequat sinn. An anere Wieder, d'Demande fir e qualitativ gudder Service public wäert net ofhuelen, mä zouhuelen.

A fir dass de Stat déi Servicer ubidde kann a mir eis déi Servicer dann och leeschte kënnen, mussen Entscheidungen haut an net eréischt mar falen. Der OECD no representéieren nämlech hautdës-dags an den industrialiséierte Länner Dépensen, déi direkt oder indirekt mam Vieillissement démographique zesammenhänken, am



Duerchschnëtt 40 bis 50% vum PIB.

Ze waarden, bis d'Situatioun internabel gëtt, ass also irresponsabel vis-à-vis vun all deenen, déi haut kollektiv, duerch hir Aarbecht an duerch d'Steieren, déi se bezuelen, zu Wuelstand vun eisem Land bäidroen, a vis-à-vis vun eise Kanner, deene mir och mar nach gären eng anstänneg Ofsécherung géingen offréieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt also, an deenen nächste Jore kënn vill op eist Land zou a mir musse kucken, dass mer dat alles packen, ouni eis finanziell ze verrennen.

An eisem Rapport hu mir d'Regierung opgeruff, sech un hiren Objectif budgétaire ze halen, dat heescht d'Progressioun vun den Dépensen an Aklang ze bréngen mam wirtschaftleche Wuesstum.

Mir hunn awer och - an dat ass genaou wichteg - drop higewisen, dass et net duergeet, d'Dépensé wahllos ze kierzen, bezéiungswies Ajustements budgétaires duerchzeboxen. Wann ee just dat mécht, dann huet een zwar gutt geschafft, well Enn des Joers d'Zuelen opginn, mä dat heescht awer nach laang net, dass déi Mëttelen, déi agesat gi sinn, eis Croissance économique dann och gläichzäiteg stimuléieren; zu deem Sujet seet eis Norme budgétaire awer net vill aus.

Sech budgetär Regeln ze ginn, heescht och Choixen ze treffen. D'Kritäre vum europäesche Stabilitäts- a Croissancepakt si bekannt, mä et ass all Land fräigestallt, wéi et déi Kritären anhält. D'Fro ass also: Wat hale mir an eisem nationale Stabilitätspakt fest? Wat ass fir eis deen adequaten Objectiv: den Niveau vun der Dette, vum Defizit oder vun den Dépensen? A wéi eng Elementer gesi mir als Investissementsdépensen un?

Sécher, öffentlech Investitiounen hunn incontestablement Avantage fir déi zukünfteg Generatiounen, well si och dovunner kënnen Gebrauch maachen. Mä sinn d'Dépenses courantes am Beräich Education zum Beispill net och en Investissement an d'Zukunft? Dat sinn alles Froen, déi nach op Äntwerte waarden.

#### (M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den Objectif ultime vun eiser hausgebakener Norme budgétaire ass jo och u sech, fir den Undeel vun den Dépensé par rapport zum PIB ze stabiliséieren. Da muss een awer a Fro stellen, ob de jëtzege Niveau vun eisen Dépensen och adequat ass an ob d'Kompositioun vun deenen Dépensen déi richtig ass.

Sécher, eng rigouréis Maîtrise vun den Dépensé kann eis erlaben de budgetären Equiliber kuerzfristeg erëm hierzestellen. Eng laangfristeg Soutenabilitéit - an dat hu mir och an eise Konklusioun widderholl - verlaangt strukturell Reformen. Mä och déi zwee zesumme si keng Garantie, dass d'Action publique effikass ass. Dat kann een nëmme garantéieren, wann ee politesch Aktiounen systematesch evaluéiert.

«L'indifférence au réel est à la limite supportable dans une société riche, où les conflits se règlent par l'empilement de nouvelles mesures associées à de nouvelles dépenses... Pour combien de temps encore pourrions-nous avoir cette désinvolture?» (Sylvie Trosa, docteur en droit public).

An deene leschte 15 Joer hu vill europäesch Länner hir öffentlech Gestiou reforméiert, well se budgetär Contrainten haten, well se eng méi effikass Utilisatioun vun den öffentleche Gelder ugepeilt hunn, an och aus der Suerg eraus d'Politike vum Stat méi transparent ze gestalten.

D'Fuerderung, fir och emol bei eis de Compteur eng Kéier op null ze

setzen an ze kucken, ob eis Dépensé richtig agesat ginn, ass net nei. De Statsrot huet dat scho virun zéng Joer proposéiert am Kader vu sengem Avis iwwert de Budget vum Joer 1996. An déi Demande daucht säitdeem regelméisseg Joer fir Joer op. Mir hu jo dann ëmmer behaupt, dass den Exercice ze komplizéiert ass.

Abee, eis franséisch Noperen, déi jo net am Verdacht sti besonnesch reformfreedeg ze sinn, hunn deen Exercice gemaach. Vun 2006 u presentéiert sech de Budget net méi - wéi nach ëmmer bei eis - an engem décke Buch mat honnerte vun Zeilen.

Vun 2006 u votéieren d'franséisch Deputéierten net méi e Budget, deen an 850 Chapteren d'Kreditter vun de Ministären hermetesch duergestallt huet. Si votéieren 34 Missiounen, déi de Kader vun der Politik vum Stat duerstellen. Eng Missioun ka sech op ee Ministère reflétéieren, wéi zum Beispill d'Mission Education, oder awer verschidde Ministère betreffen, wéi zum Beispill d'Mission Recherche an Enseignement supérieur.

Vun 2006 u votéieren d'franséisch Deputéierten net méi en bloc honnerte vu Kreditter, déi Joer fir Joer erëm presentéiert ginn a wou kee méi weess, wat am Fong hannendru steet. D'Députéiere votéieren eng 130 Programm. E Programm regroupéiert d'Moyenë vun enger öffentlecher Politik, déi vun engem Ministère bedriwwen gëtt, fir strategesch Objektiver ze konkretiséieren.

All eenzelne Programm entsprécht also engem kohärenten Ensembl vum Aktiounen, déi engem Responsable de programme uvertraut ginn, eng Persoun, déi vum jeeweilege Minister designéiert gëtt.

De Responsable de programme kritt eng global Enveloppe vu Kreditter, déi him et erlaaben déi Mëttelen anzusetzen, déi him am beschte géeegeent schéngen, fir d'Objektiver ze erreechen, déi zréckbehal gi sinn. De Programm ass ënnerdeelt an Aktiounen, déi d'Finalitéit vum eenzelne Programm detailléieren. De Programm „Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local“ ass zum Beispill ënnerdeelt a Fiscalité des grandes entreprises, Fiscalité des PME, Fiscalité des particuliers, an esou weider.

D'Aktiounen zeechnen also méi am Detail op, a wéi engen eenzelne Beräicher d'Moyenë vun der globaler Enveloppe agesat ginn. D'Repartition vun den Dépenses prévisibles fir déi verschidden Aktiounen ass awer just à titre indicatif uginn. De Responsable de programme pilotéiert en Ensembl vun Aktiounen ouni duerch limitativ Kreditter agéngt ze sinn. Déi eenzeg Limite, déi hien huet, ass d'global Enveloppe, déi hie fir säi Programm kritt.

D'Contrepartie vun deser Fräiheet ass den Engagement d'strategesch Objektiver, déi festgehale sinn, awer och ze erreechen. Op all Echelon muss also Responsabilitéit iwwerholl ginn, jiddferen muss seng Resultater rechtfertige kënnen. Errecht gëtt dat duerch d'Mise en place vun engem Dispositif de pilotage par les performances, deen d'öffentlech Aktioun steiert, duerch d'Aféierung vun der Comptabilité analytique, déi derzou bäidréit d'Performancen ze moossen, an duerch eng systematesch Evaluatioun vun de Programmer, fir ze kontrolléieren, ob des Programmer hir Ziler och erreechen.

D'Reforme budgétaire, déi eis franséisch Noperen duerchgezunn hunn - iwwregens op Initiativ vun der Assemblée nationale -, ass also net einfach nëmmen an techneschen Aménagement, et ass eng regelrecht budgetär Revolution. De Budget gëtt net méi an enger Logik vu Moyenen opgestallt, mä an enger Logik vu Resultater. Doduerch gëtt e konkrete

Lien geschafen tëschent politesche Prioritéiten, déi eng Regierung sech stellt, a budgetäre Moyenen, déi se sech gëtt, fir déi Prioritéiten an Ziler ze erreechen.

Wéi dee fréiere Finanzminister a Coauteur vum neie franséische Finanzgesetz, Alain Lambert, gesot huet: „D'Qualitéit vun engem Minister a vu senger Politik soll u senger Resultater gemooss ginn, an net un de Kreditsteigerungen, déi säi Ministère kritt huet.“ Déi nei franséisch Loi Organique des Lois de Finances, oder kuerz LOLF, féiert elo zwou grouss Neierungen an.

Éischtens favoriséiert se d'Modernisatioun vun der öffentlecher Gestiou andeem se eng Kultur vun der Performance a vun der Responsabilitéit aféiert. Dëst geschitt iwwer strategesch Ziler, déi d'Prioritéit vun der öffentlecher Aktioun konkretiséieren. Dës strategesch Ziler concernéieren dräi Dimensionen vun der Performance:

Mir hunn éischtens, den Aspekt vun der sozioekonomescher Effikasitéit. Wat ass den Impakt vun eiser Aktioun? Huet se dat sozioekonomescht Resultat, dat mir eis erhoffen? Zum Beispill: Sinn déi Mëttelen a Mesuren, déi mir am Beräich Fiscalitéit asetzen, déi richtig, fir d'Fraude fiscale ze répriméieren?

Zweetens gëtt et Qualitéitsziler, déi den Usager betreffen, ob hien elo dobaussen de Bierger ass oder en anere Beamten. Bei der Action fiscalitéit sinn d'Qualitéitsziler, zum Beispill d'Steierklärung duerch nei Technologien ze erliichten, oder de PMEen en eenzegen Interlocuteur fir all Steierproblemer zur Verfügung ze stellen.

Drëttens hu mir Effizienz ziler um Niveau vun der Gestiou. Ziler also, déi de Steuerzueler interesséieren. Hei geet et doréms ze kucken, wéi een d'Servicer vum Stat méi effizient kéint gestalten. Fir beim Programm Fiscalitéit ze bleiwen, kéint hei een Zil sinn, d'Gestiounskäschte vun der Besteuerung ze reduzéieren.

Et gëtt also keen direkte Lien gemaach tëschent sozioekonomesche Resultater a finanzielle Mëttelen. Fir d'éischt gëtt gekuckt, ob dat, wat de Stat ubitt, dat Richteg ass. Da gëtt gekuckt, wéi d'Qualitéit vun deem Service ka verbessert ginn. A wann dat bis feststeet, gëtt gekuckt, wéi een dat ganz effizient an effikass ka gestalten. An anere Wieder, de Passage vun enger Logique de moyens op eng Logique d'objectifs heescht net, dass just nach nom Prinzip „coût-efficacité“ gefuer gëtt.

An et gëtt keng mechanesch finanziell Konsequenz op Basis vun de Resultater. E schlecht Resultat entraînéiert weder eng automatesch Diminutioun vun de Kreditter nach eng automatesch Augmentatioun. Nëmmen eng déif gräifend Analys vum Resultat determinéiert, wat ze geschéien huet.

Doriwwer eraus ass dëst och sécherlech eng Approche, déi der Réforme administrative am Allgemengen, a méi prezis der Simplification administrative, zegutt kënn: duerch d'Autonomie, déi d'Administratiounen an der Gestiou vun hire Fonge kréien, duerch d'Kultur vun der Responsabilitéit, déi esou favoriséiert gëtt, duerch d'Qualitéitsdenken, dat promouvéiert gëtt, an duerch d'Recherche vun der Effizienz, déi den Ofbau vun onnédeger Bürokratie an d'Asetzen vun modernen Technologien ukerbelt. Zu Lëtzebuerg schwätze mir scho laang doriwwer. Dëst wär elo d'Geleeënheet emol endlech Neel mat Käpp ze maachen.

Déi aner grouss Erneuerung, déi d'LOLF bréngt, ass d'Transparenz vun der Information budgétaire, déi et finalement dem Parlament er-

laabt senger Kontrollfunktioen gerecht ze ginn. Dëst ass eng aner Dimension, déi hei zu Lëtzebuerg aktuell ass. Ech schwätzen elo nach net emol iwwert d'Méiglechkeet Amendementer ze maachen, mä einfach fir ze wëssen, wat hantert deenen honnerte vun Zuele stécht.

Wat maache mir als Deputéierten, wa mir eist déckert Buch hei kréien? Mir gi kucken, ob et eng Progressioun oder eng Diminutioun an den Totaler vun deene verschiddene Ministère gëtt. Wann een Zäit hätt, kéint een och all Zeil vergläiche goen, sous condition dass d'Presentatioun net erëm eng aner Kéier e bësse geännert huet. An dann, da kënnen mir eis opreegen, dass een net méi esou vill kritt huet, oder eis op d'Schëller klappen, dass een aneren eppes bäikritt huet. Mä iwwert de Continu an d'Qualitéit vun de Politiken, déi mir mat deene Sue gemaach hunn, wësse mir härelech wéineg.

Égalité des chances, Entwécklungspolitik, wirtschaftlech Promotioun, Aarbechtspolitik, Gesondheetspolitik, ouni eng systematesch Evaluatioun vun eiser Politik kënnen mir ni richtig eppes dozou soen. An et geet och net duer all Schaltjoer en Audit ze maachen, an nach vill manner, wa keng Konsequenzen doraus gezu ginn.

D'Exigenz vun engem Compteur rendu vun de Performancen ass näischt Neies. Et ass och net eng neoliberal Ausuferung, wéi verschidde Leit dat mengen. Schonn an der Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen vu 1789 ass dës Approche festgehale ginn. Ech zitieren den Artikel 14: «Tous les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée». Artikel 15: «La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration».

D'LOLF vum 1. August 2001 huet sech dës Précepter zu Häerz geholl. A Frankräich muss d'Regierung vun 2006 un all Joer seng Ziler an hir Strategien duerleeën an duerno Rechenschaft ofleeën. Mam Projet de budget muss déi franséisch Regierung vun 2006 un dem Parlament e sou genannte Projet Annuel de Performance, e PAP, virleeën. Dëse Projet presentéiert fir all eenzel Programm d'Aktiounen, déi ëmgesat solle ginn, d'Objektiver, déi ugepeilt sinn, an d'Resultater, déi d'Regierung sech dovunner erwaart.

De Projet annuel de performance enthält ausserdeem eng «justification au premier euro» vun den Dépensen, déi ageschriwwen gi sinn; dat heescht, all Dépensé muss Joer fir Joer frësch justifiéiert ginn. Beim Dépôt vum Compteur général muss d'Regierung dann de Rapport Annuel de Performance (RAP) virleeën, dee genau Rechenschaft ofleet iwwert déi eenzel Dépensen an iwwert d'Resultater, déi mat dese Mëttelen errecht gi sinn.

An anere Wieder: Duerch dës nei budgetär Architektur kann d'Parlament am Ufank vum Joer d'Kohärenz apprécieieren tëschent de budgetäre Choixen, déi d'Regierung getraff huet, an den Objektiver, déi se sech gesat huet. Um Schluss vum Joer huet een dann d'Méiglechkeet ze evaluéieren, ob d'Dépense publique och effikass war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn éineschters gesot, dass och hei zu Lëtzebuerg scho méi laang d'Demande formuléiert ginn ass, fir d'Compteuren emol eng Kéier op null ze setze beziehungsweise fir méi systematesch d'öffentlech Aktiounen ze evaluéieren.

1995, an engem Joer also, wou d'budgetär Situatioun nach eng ganz aner war, huet de Statsrot ge-

schriwwen, ech zitieren: «L'approche théorique du „zero-base budgeting“, jumelée a une flexibilité accrue, tant à l'intérieur des différents départements qu'entre ceux-ci, permettrait d'étendre la marge de manoeuvre politique et budgétaire du Gouvernement.»

2001 hat de Conseil économique et social dem Stat recommandéiert, en Informatiounssystem opzestellen, deen him et géing erlaben, d'Effikasitéit an d'Effizienz vun deenen eegene Servicer ze moossen: «L'État doit instituer une sorte de „benchmarking“, c'est-à-dire un système d'évaluation permanent, permettant de suivre l'efficacité et l'efficience de l'État luxembourgeois dans le monde par rapport aux meilleures expériences étrangères et de mesurer l'efficacité des institutions et des administrations de l'État et de leur gestion.»

An der Tëschenzäit hunn d'Franzosen bewisen, dass de Schwiegrkeetsgrad vum Exercice keng Excuse ass, fir en net unzegoen. Mä et gëtt nach aner méi pragmatesch Argumenter, fir dee Wee anzuschloen.

Éischtens, well mir eis mat der Cour des Comptes, esou wéi se duerch d'Kontabilitäts- an d'Budgetgesetz vun 1999 reforméiert ginn ass, schon en Instrument ginn hunn, fir net nëmmen d'Rechtméissegkeet vun den Dépensen ze kontrolléieren, mä och d'Evaluatioun vun de Politiken ze ënnerstëtzen duerch den «examen de la bonne gestion financière».

Zweetens, well verschidde Ministère sech schon an där Richtung beweegt hunn, notamment de Gesondheitsministère, mat sengem Programme d'action «soigner mieux en dépensant mieux», an de Ministère des Travaux publics, dee sech nei Prozedure ginn huet, fir d'Käschte besser ze kontrolléieren. Do derniewent huet de Ministère vun der Fonction publique eng Démarche Qualité lancéiert, déi och am Sënn vun der LOLF eng Verbesserung vum Stat senger Servicer ustriift.

Wat eis feelt, ass e legale Kader, deen deene finanzielle Mëttelen, déi mir dem Stat erlaben ze engagéieren, e politesche Sënn gëtt, an zwar duerch eng nei Opschlëssung vun eisem Budget a Missiounen, Programmer an Aktiounen. D'politesch Prioritéiten definéieren ass en éischte Schrëtt, fir d'Effikasitéit vun der Dépense publique ze verbessern. Wa keng Prioritéite festgehale ginn, feelt et der öffentlecher Aktioun u Kohärenz an u Liabilitéit. An dat vermindert d'Effikasitéit vun de Mëttelen, déi der öffentlecher Aktioun octroyéiert gi sinn.

Am Kader vun der Preparatioun vum Budgetsrapport hu mir eis zu Paräis beim «père spirituel» vun der LOLF, dem Deputéierten a Questeur Didier Migaud, informéiert, deen iwwregens an deem Kader dësen 19. Dezember op Lëtzebuerg kënn, fir engem méi breede Publikum d'Philosophie lolfienne méi no ze bréngen, a wou Dir jo allegueren invitéiert sidd.

#### (M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech op meng Konklusiounen kommen, wëll ech nach eng Kéier kuerz op d'Recetten ze schwätze kommen. An deene leschten Deeg a Wochen ass vill geschwat ginn iwwert dee Besuegner erregende Wuesstum vun eisen Dépensen. Zu Recht ass dat gemaach ginn, an och zu Recht ass gesot ginn - an dat soll ee widerhuelen -, dass de Problem vun eisem Budget net op der Recettésäit läit, mä op der Dépensésäit. Dat heescht awer nach laang net, dass op der Recettésäit alles am gréngen Beräich ass.

Beim Dépôt vum Budget war op emol e grouss Gedäisch, well d'TVA-Recetten 2005 manner gutt ausfale wéi virgesinn. Ongeféier



400 Milliounen manner sollen et si par rapport zum Budget voté. Sécher, e Remboursement vun 300 Milliounen un eng eenzeg Entreprise ass en exceptionnelt Element, wat dësen onerwaarte Réckgang vu Recetten zum Deel erkläert.

De Problem u sech ass awer net nei. D'Cour des Comptes weist scho säit Joren drop hin, dass d'Augmentation nette vun de Soldes à encaisser op eng Besuegneris erregend Aart a Weis wiisst. Am September 2005 huet de Montant cumulé vun der TVA à rembourser en historeschen Niveau erreicht, mat 884 Milliounen. Domadder ass de Solde net à encaisser vu minus 140 Milliounen am September 2004 op minus 444 Milliounen am September 2005 gestiegen.

**Une voix.** - Oh freck!

**M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - En anere Problem bei der TVA, deen och längst bekannt ass, ass dee vun den Arriéréen, déi héchstwahrscheinlech net méi anzedeiwe sinn, well se ze wäit zrëck an der Vergaangenheet leien, oder awer well d'Situatioun vun deenen, déi dem Stat Sue schëlleg sinn, prekär ass.

1996 ware 70% vun deenen, déi dem Stat TVA schëlleg waren, nach aktiv. Enn September 2005 komme just nach 40% vun deenen Arriéréen vu Leit beziehungsweise Betriber, déi nach aktiv sinn. 16% vun deene Montanten, déi zrëckzebeziele sinn, komme vu Leit beziehungsweise vu Betriber, déi en cessation sinn. An déi aner 40% si Fäll, wou d'Faillitë scho gesprach sinn. An iwwer 50% vun deene Fäll ass et also fraglech, ob de Stat jee dës Sue kritt, déi him zoustinn.

**(Interruption)**

Scho virun zéng Joer war op de Problem vun der Fraude carrousel higewise ginn, déi haut op eemol als eppes Neies duergestallt gëtt. Sécher, d'Fraude carrousel ass duerch d'Öffnung vun de Grenze méi komplex ginn a méi schwéier opzedeecken, mä si ass awer net nei, am Géigendeel. Si war a si bleift dat typesch Beispill vu Frauden, déi am TVA-Beräich graséieren.

1997 hat den Auteur vun Rapport iwwert d'Fraude fiscale, den heitege Minister Jeannot Krecké, verschidde Pisten ogezeechent, fir dës Problemer entgéintzewier-

ken. Notamment war eng Kompensationsprozedur proposéiert ginn. Déi verschidden Detten a Créancen, déi de Steierzueler vis-à-vis vun deenen dräi verschiddene Steieradministratiounen huet, sollte kompenséiert ginn, esou dass de Steierzueler just nach d'Differenz ze bezuelen hätt beziehungsweise just nach d'Differenz géng zrëckkréien.

Dat hätt dee Virdeel, dass d'Administratiounen vill méi séier géinge mierken, wann eppes net klappt. An et hätt och Virdeeler fir de Steierzueler, deen heiansdo a finanziell Enkpäss geréit, well e bei där enger Administratioun eng déck Zomm muss bezuelen, während em eng aner Steieradministratioun nach Sue schëlleg ass.

Mir schwätze scho säit ville Joren dovun, wéi een deene ville klengen Entrepreneuren d'Liewe kéint vereinfachen, oder wéi een deene jonke Leit de Sprong an d'Onofhängegkeet schmackhaft kéint maachen. Den «netting fiscal», wéi dat genannt gëtt, wär e sénnvollen an e richtege Schrëtt an déi Richtung.

Méi Leit, méi performant Technologien, méi modern Programmer, méi a besser zesummeschaffen: Genau wéi d'Problemer sinn och d'Léisunge scho längst bekannt. Elo, wou e bësse besser muss op eis Sue gekuckt ginn, ass vläicht d'Zäit komm, fir emol endlech duerchzegräifen.

Nach eng kéier: D'Recettë besser a méi konsequent andreiwen, ass kee Fräischäin fir d'Dépenses an d'Luucht ze schrauwen. Et geet hei éischtens ëm de Gläichheetsprinzip vun Steierzueler vis-à-vis vum Stat: Firwat soll deen, dee senséiert ass, säin Akommes ze deklaréieren, besser ewechkomme wéi deen, deen d'Steieren direkt vu senger Pai ofgehele kritt?

Zweetens geet et dorëm, dem Stat seng finanziell Marge ze verbesseren. An Zukunft komme mir nämlech net méi derlaanscht, deen een oder deen anere punktuellen Ajustement ze maachen, fir d'Kompetitivitéit vun eiser Ekonomie weider ze erhalen.

Last but not least geet et dorëms ze wëssen, wou mir genee dru sinn. Budgetär Disziplin verlaangt kloer a verlässlech Zuelen, op der Dépensesäit an och op der Recettesäit. Mir brauchen hei keng grouss Campagne iwwert d'Iwwerverschuldung vun de Stéit ze lan-

céieren, wa mir selwer op där enger Säit net fäeg sinn, virauszugesinn, wéi vill mir erakréie wäerten, an op där anerer Säit eis net un dat halen, wat mir decidéiert haten auszeginn.

Mir hunn nach en anert Instrument, dat an eiser Hand läit, fir souwuel d'Recettësäiten ze verbessere wéi och d'Dépenses anzedämmen. Ech weess, et klängt scho wéi ee Mantra, mä ech muss nach eng kéier op d'Simplification administrative zrëckkommen. De Plan d'action de Lisbonne hält notament fest, ech zitieren: «L'amélioration de la réglementation a une incidence positive sur les conditions d'encadrement de la croissance économique, de l'emploi et de la productivité en réduisant les coûts et en levant les obstacles à la flexibilité et à l'innovation.»

Tatsaach ass och, dass eis Betriber nach ëmmer ze vill an ze oft géint reglementaresch an/oder bürokratesch Hürde stoussen, déi hiren Dynamismus bremsen. Wa mir weiderhi wëlle kompetitiv bleiwen, komme mir net derlaanscht, eis Prozeduren ze reforméieren an zwar zügeg. D'Prozedure musse méi kuerz ginn, si musse méi einfach ginn a si musse dem Informatiounszeitalter gerecht ginn. Dat spuert net nëmme de Betriber Nerven a Suen, dat erlaabt et och dem Stat, seng Dépenses erofzedrücken, an dat erlaabt et de Beamten, sech anere wichtege a sénnvollen Aufgaben ze widmen.

ler och op meng Konklusiooun kommen, wéll ech der Form halber nach erwähnen, dass de Conseil d'État nach en Avis muss ofginn, fir de Regierungstext ze änneren. Déi Ännerunge betreffen d'Artikelen 10 an 11 an et geet ëm de Beräich vun der Consommation vun der elektrischer Energie respektiv de Beräich vun den Accisés vun de sou genannten No-name-Zigaretten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an deene leschten Deeg verstärkt drop higewise ginn, dass et finanzméisseg fënneg vir zwielf ass. Ech wëll hei dorun erënneren, dass et scho méi laang fënneg vir zwielf ass, dass mir scho méi laang iwwer eis Verhältnissen liewen. Dat weist den Defizit vun der Administration centrale, dee vu minus 109 Milliounen am Joer 2002 op minus 1,1 Milliard am Joer 2005 gewuess ass.

Dat weist d'Evolution vun der Capacité respektiv dem Besoin de financement vun der Administration

générale an deene leschte fënneg Joer. 2001 ware mir bei plus 6,1% vum PIB. 2005 ass den estiméierten Defizit no de Maastricht-Kritäre minus 2,3% vum PIB.

Dës Tatsaach weist, dass d'Evolution vun eiser Administration générale déi schlechtst war an der EU tëschent 2001 an 2005, obwuel et eis wirtschaftlech gesi relativ gutt gaangen ass vis-à-vis vun eisen Nopeschlänner.

Wa mir an deenen nächste Joren eisen Objectif budgétaire vu minus 0,8% wëllen errechen, an och eng laangfristeg Ofsécherung dovunner realiséieren wëllen, komme mir net derlaanscht, strukturell Reformen unzuegoen. Doriwwer, mengen ech, si mir eis all eens.

Mir mussen awer och kucken, dass déi néideg Ännerungen, déi ufalen, net esäiteg sinn, an net just déi eng an net déi aner belaauchten. Duerfir mengen ech, dass et net ganz gescheit wier, fir elo alles iwwert de Knéi ze briechen.

Wéi gesot, et ass scho méi laang bekannt, dass et finanziell fënneg vir zwielf ass, mä et hëlleft elo net ze kloen, dass net éischter eppes an där Saach passéiert ass an dass verschidde Leit d'Situatioun net wëlle wouerhunn.

Mir hunn d'Regierung opgeruff alles dorun ze setzen, fir am Joer 2006 d'Dépenses ze reduzéieren. Dat ass och gutt esou. An ech si sécher, dass d'Regierungsmemberen alles wäerten dru setzen, fir dat ze realiséieren.

Déif gräifend Reforme mussen awer gutt duerchduecht ginn. Duerfir begrëisse mir ausdrécklech, dass dës Regierung sech virgeholl huet, dat am Dialog mat de Sozialpartner an der Chamber ze maachen, fir spéitstens am Mee 2006 der Chamber e Pak Reformen duerzeleeën.

De Rééquilibrage vun eisen öffentleche Finanze kann duerfir op jidde Fall net nëmme duerch eng ondifferenzéiert Kompressioun vum soziale Budget geschéien. Och den Investprogramm vun der Regierung muss kritesch hannerlicht ginn. Et muss gekuckt ginn, wat prioritär gebraucht gëtt, an et muss gekuckt ginn, méi schnell a méi bëlleg ze bauen.

Beim soziale Budget ass den Challenge vun der Soutenabilitéit net nëmme dee vun engem Manner un Dépenses, mä och dee vun engem Besser un Dépenses. D'Politik

muss also verstärkt dem soziale Charakter vun den Transferté Rechnung droen, an dat ass, nëmme deenen ze hëllef, déi a materielle Schwieeregkeete sinn. A schliesslech muss d'Effektivitéit vun eiser Politik systematesch evaluéiert ginn.

Wéi solle mir d'Utilisatioun vun den öffentleche Gelder rechtfertegen, wann d'Resultater vun der administrativer Aktioun net bekannt sinn, a wa mir net wëssen, wéi eng Facteuren zu dësen Resultater bägedroen hunn?

An enger Gesellschaft, déi op dem Solidaritéitsprinzip berout, ass et natierlech berechtigt, jiddferen opzefuerderen, e klunge Sacrifice ze maachen, fir d'Boot erëm flottzemaachen, fir dass och eis Kanner a Kandkanner e Stéck vum Kuch kënnen kréien.

Mä och eis Bierger a Steierzueler hunn d'Recht ze wëssen, wat mat hire Sue passéiert. D'Transparenz vun der Gestion patrimoniale a vun de politesche Choixen ass duerfir net nëmme eng Fro vu „meilleures pratiques“ am Beräich vun der öffentlecher Gestiou. D'Transparenz erlaabt et de Bierger, iwwer hiert Parlament d'Politik vum Stat besser ze kennen. Et erlaabt hinnen ze jugéieren, ob d'Objektiver, déi de Stat sech gesat huet, erreecht gi sinn.

„Wa mir et zesummen upaken, da packe mir et.“ Den Appel vun der Regierung am Kader vum Budget 2006 wäert ëmsou besser ukommen an ëmsou méi befollegt ginn, wann de Stat sech d'Mëttele gëtt, fir mam gudde Beispill vir ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, dass mir d'nächst Woch am Kader vun eisen Debatten déi Défien, déi an deenen nächste Jore virun eis leien, konstruktiv kënnen ugoen.

Ech soen lech Merci fir d'Noleschteren.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Ech ginn dem Här Negri, Budgetsrapporteur, Akt vu senger Deklaratioun. Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Här Budgetsminister Luc Frieden.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 16.40 heures)**

## Ordre du jour

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)

*(Exposé du Ministre du Trésor et du Budget)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

*(Début de la séance publique à 14.31 heures)*

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**(Négation)**

Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zu dem eenzege Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass den Exposé vum Här Minister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2006. Här Budgetsminister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

**5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006 (suite)**

**Exposé du Ministre du Trésor et du Budget**

**M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Finanz- a Budgetpolitik ass d'Grundlag vu bal alle

Politikberäicher, besonnesch awer vun der Wirtschafts- a Sozialpolitik. Gesond Statsfinanze sinn d'Fundament vun engem Land, wou et attraktiv ass fir Betriber Aarbeetsplazen ze schafen a fir d'Leit ze wunnen an ze liewen. Duerfir hu mir och eng grouss Responsabilitéit fir d'Gesondheet vun deene Statsfinanzen ze erhalen. Dat ass eng Responsabilitéit fir d'Regierung a fir de Budgetsminister. Dat ass och eng Responsabilitéit fir d'Chamber. Mä et ass och eng Responsabilitéit fir d'Leit allegueren, well de Budget an d'Statsfinanze sinn net de Besët vun engem Minister oder vun enger Regierung; si ginn eis allegueren eppes un.

De Budget 2006 ass e responsable Budget, deen éischtens d'Ekonomie ënnerstëtzt andeem en héich Investitiionsausgabe virgesäit. Et ass zweetens e Budget,

deen d'Sozialpolitik staark weiderféiert. Et ass e Budget, deen drëtens nei Politikfelder an d'Grondaufgabe vum Stat begleet, an et ass och e Budget, deen d'europäesch Stabilitéitskritäre voll a ganz respektéiert.

Dat sinn am Fong schon déi véier Hauptgrënn, fir dësem Budget seng Zoustëmmung ze ginn. Ech si frou ze gesinn, dass d'Finanz- a Budgetsmissioun vun dëser Chamber déi Analys an déi dote Grënn, fir hir Zoustëmmung zum Budget ze ginn, deelt.

Duerfir géng ech och gären ausdrécklech dem Rapporteur vun der Finanz- a Budgetsmissioun, dem honorabelen Här Roger Negri, zu dësem Projet de loi villmools Merci soe fir déi Konkusiounen, déi en duerch déi Analys vum Statsbudget gëschter an där Ried hei, gradesou wéi a sengem schrëftleche Rapport, gezunn huet.

Ech deele vill vun de Suggestiounen, déi d'Finanz- a Budgetsmissioun an den honorabelen Här

Negri gemaach hunn. Reflexiounen och iwwert d'Budgetsprozedur, déi ee selbstverständlech an deenen nächste Méint muss verdéien, och wann ech der Meenung sinn, dass ee muss op d'Erfahrungen notament vu Frankräich waarden, éier ee kann definitiv Konkusiounen iwwer eng nei Budgetsprozedur zéien.

Ech sot, et ass e responsabele Budget. Zugläch weist dës Budget awer en enger pluriannueler an europäescher Analys Limiten op. Mir hunn e strukturellen Defizit op Niveau vun Stat, deen eis mëttelfristeg grouss Schwieeregkeete mécht, wann eis Reserven - Reserven, dat ass dat aus deene gudden Joren ugespuert, op d'Säit geleeht Geld - eis et net méi erlaben deen Defizit, wéi an deene leschte Joren, ofzedeecken. Or, et gehéiert zu eisem Verständnis vun der Finanzpolitik, fir dës esou ze gestalten, fir datt mer haut och d'Grundlag schafe fir muer en agréabelt, geregelt Zesummeliewen an enger fräier a sécherer Gesellschaft ze assuréieren, wou wirt-



schaftleche Wuelstand geschafe gëtt an eng gewësse sozial Gerrechtkeet garantéiert gëtt.

Dëst Zil hu mer erreicht opgrond vun der Finanzpolitik vun de leschte Joren an och duerch de Budget fir d'Joer 2006. Mä eng responsabel Politik verlaangt an eisen Aen, dass een dauerhaft, a sécher iwwert déi nächst 15 Joer, versicht dës Ziler ze errechen. An dozou ass d'Gesondheet vun de Statsfinanzen e Schlësselement, esou wéi och de Budget, dee fir d'Joer 2006, de Motor ass, deen eis zu den Ziler vun där virgenanntener Politik féiert.

Eis Statsfinanze sinn haut nach gesond wéinst de Reserven an der Statsschuld. Si si muer a virun allem iwwermuer krank, wa mer haut keng preventiv Moosnamen an d'Weeër leeden, déi déi strukturell Problemer aus dem Wee schafen.

Wou sti mer dann? Ech géing gären haut d'Analys virun allem op zwee Punkte konzentréieren. Éischtens, d'Statsfinanzen an der Perspektiv 2006, souwuel national wéi europäesch, mä och mat hiren Elementer Statsschuld a Reserve belichten. Zweetens, eng Rei Remarquë maachen iwwert d'Erausforderungen, déi mer hunn, fir déi nächst Joren am Kontext vun europäesche Stabilitéitsprogramm an och vun de Reformpisten, déi mer opgezeechent hunn an nach wëlle verdéieren.

De Budget 2006 - an de Rapporteur vun deem Haus huet et gëschter gesot - baséiert op engem staarke Wirtschaftswuesstum am europäesche Verglach. Mä mir hunn och an deem Budget mat enger héijer Inflation ze kämpfen. No der OCDE an och de Previsiounen vun der Europäescher Kommissioun, kënnen mer anscheinend d'nächst Joer vun engem Wirtschaftswuesstum vu 4,4% ausgoen. 4,4%, dat ass méi wéi d'Duebel vun der Moyenne vun der Eurozon, wou 1,9% virgesi gëtt. Et ass méi wéi Frankräich, wou d'Europäesch Kommissioun mengt de Wuesstum géing bei 1,8% leien, an et ass méi wéi Däitschland: 1,2%.

Ech wëll iwwerengsoen, dass mir de Budget vum Joer 2006 net op där optimistescher Prognos opgebaut hunn, mä dass eis Wirtschaftsperspektiv fir d'nächst Joer déi vum Stater war, vun 3,8%, déi mer am Oktober beim Budgetsdépot kannn hunn. Mä och dass ass e staarke Wirtschaftswuesstum.

Mir hunn awer zugläich och fir d'nächst Joer eng ganz héich Inflation. D'Inflation fir d'nächst Joer, esou gëtt eis virausgesot, géing tëschent 4 a 4,5% leien. Erëm eng Kéier als Rappel, d'Moyenne an der Eurozon ass d'Halschent: 2,2%. Mir hunn also e seriöse Problem, wou mer eng méi déif gräifend Ursachenanalys musse maachen. Mir musse Léisungen, ech meng virun allem och an der Tripartite mat alle Sozialpartner, fir dës Fro fannen.

Wann ech eisen nominale PIB duerfir kucken - den nominale Wuesstum vun der Economie, PIB réel an d'Inflation -, da komme mer d'nächst Joer no der OCDE an der Europäescher Kommissioun op 6,9%. Wann ech dat mëttelfristeg kucken, iwwer fënnf Joer, esou wéi mer de mëttelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft rechnen, dann hu mer an der Zäitspan 2004/2008 e mëttelfristege Wirtschaftswuesstum vu méi oder wéiniger 7%. Dat ass staark. Et ass un deem, wou mer eis sollen orientéieren, wa mer d'Finanz- a Budgetpolitik maachen.

Wa mer dës Budget 2006 an enger nationaler Presentatioun kucken - also no eisem nationale Kontabilitéitsgesetz -, wou mer d'Dépense vun den Investitionsfongen net mat arechnen, well se zum Deel vu Reserve finanziert ginn, wou mer awer d'Dotatiounen matrechnen, déi mer aus dem jährelche Budget un déi Fonge maachen, da komme mer op e Gesamt-

Dépense-Budget vu 7,62 Milliarden, géigeniwwer engem Gesamt-Recetté-Budget vu 7,32 Milliarden. Dat mécht ënnert dem Stréch en Defizit vun 300 Milliounen - Defizit, no eiser nationaler Presentatioun -, deen et ze finanziere gëtt via d'Budgetsreserv an en Emprunt.

Déi Chiffere muss een natierlech hannerfroen. Wann ech d'Recetten an deem Budget vun 2006 kucken, da gesäit een, dass déi relativ staark ëm 6,2% wuessen. All grouss Steierkategorie si stabil oder weisen eng liicht Croissance op am Budget 2006 par rapport zum Budget, deen Dir fir d'Joer 2005 gestëmmt hutt. Datselwecht gëllt, wann ech haut, uganks Dezember, déi estiméiert Steierrecetté fir 2005 kucken. Och da stellen ech fest, dass enger Ausnahm, dass mer bei alle Steierkategorie Stabilitéit, voire eng liicht Croissance ze verzechnen hunn.

Déi eenzeg Ausnahm betrëfft d'TVA, wou mer fir d'nächst Joer am Budget 1,35 Milliarden agesat hu par rapport zum Budget vum leschte Joer, wou mer 1,58 Milliarden agesat haten. Mir mengen, dass op Grund vun de Chifferen, wéi mer se haut kennen, eng 400 bis 500 Milliounen TVA dëst Joer manner erakommen, wéi mer dat am Budget voté d'lescht Joer gemellt hunn.

Duerfir gëtt et eng Rei Ursachen. Sécherlech ass déi Lésch net exhaustiv. Et gëtt jo am Joer 2005 en exceptionnel héijer Remboursement, dee gemaach ginn ass, dee mir an der Opstellung vum Budget 2005 net berücksichtig haten.

Zweetens muss ech hei soen, dass ech mech an der Aschätzung vun der TVA fir d'Joer 2005 no uewe verschat hat. Et ass mer oft an deene leschte Jore reprochéiert ginn, dass ech d'Recetté géing ze niddreg asetzen. D'TVA vum Joer 2005 hat ech, op Grund vun der Evolution vun der TVA aus deene puer Joer virdrun, ze héich agesat.

An da gëtt et sécherlech och do dranner Elementer vun internationalem TVA-Bedruach, déi et selbstverständlech ze bekämpfe gëllt, dat, wat heiansdo ënnert deem Term «fraude carrousel» behandelt gëtt.

Zu deem leschte Punkt géing ech gären e puer Observatiounen maachen. D'Bekämpfung vun deem internationalen TVA-Bedruach ass enorm schwierig, well e ganz vill international Ramificatiounen huet. Mir studéieren duerfir och zesumme mat eisen Noperen am Ausland eng Verbesserung vum System, zum Beispill dee sou genannten „reverse charge model“, deen am Ausland fir de Moment och gepréift gëtt.

Mir mengen, dass mer hei eng méi enk Kooperatioun tëschent Justiz, Verwaltung a Polizei mussen erbärschaffen, fir ze kucken, wéi mer deem internationalen TVA-Bedruach besser kënnen hannendrukomen. Dat geet, wéi gesot, nëmme an internationaler Kooperatioun.

An et ass och ganz kloer, dass déi nei Equipen, déi am Laf vum Joer 2006 d'Leeding vun den zwou Steierverwaltungen iwwerhuelen, der Regierung mussen en iwwerschafften Aktiounspang virleeën, fir dës Problematik kënnen besser entgéintzotrieden, opgrond vun de Virarbechten, déi gelescht gi sinn, an och op Grund vun den Erfahrung vum de respektive Services antifraude vun de Verwaltungen. Hei muss och gekuckt ginn, wéi dëst duerch eventuell Emstrukturierung beim bestehende Personal kann erreicht ginn.

Ech wëll hei zur Informatioun soen, dass selbstverständlech fir dës Aktivitéiten zousätzlech Personal kann noutwendig sinn, mä dass een zugläich muss wëssen, dass déi dräi Steierverwaltungen, dat heescht déi direkt Steierverwaltung, den Enregistrement an d'Douane, am Joer 2006 1.320 Mataarbechter hunn. An der Zäitspan 1999 bis 2006 huet de Finanzminister sech

duerfir agesat, dass déi dräi Finanzverwaltungen zesummen 166 Leit bäikritt hunn, fir där wuessender Aarbecht an och där Problematik do besser bäizekommen. Och ass duerfir d'Prime fiscale agefouert ginn, fir d'Importenz vun där Aarbecht ervirzehiewen an och d'Fidelisatioun vun deene Statsbeamte bei där do Verwaltung ze errechen.

Schliesslech géing ech gären zu dës Problematik soen, dass et falsch ass, wann ee mengt mam Problem vun der Bekämpfung vum TVA-Bedruach - esou noutwendig se och ass - och domadder eise Budgetsproblem geléist ze hunn. En ass een Element vu villen an onofhängeg vun der Budgetsituation muss dës Problematik verstärkt ugepaakt ginn. Eise Problem ass den Déséquilibre tëschent Dépenses a Recetté pro Joer - och kommen dorop zrëck.

Déi generell Fro, wann een d'Recetté kuckt, ass natierlech och déi, ob eis Steierlandschaft déi richteg ass, ob een net soll, wéi an Däitschland, d'TVA erhéijen, ob een net soll d'Kierperschaftssteuer, déi d'Betribler bezuelen, eropsetzen, ob een d'Gehältersteuer um aktuellen Niveau soll loossen, béid lescht Kategorien, déi mer viru Joren erofgesat hunn.

D'Regierung beäntwert dës Fro mat engem kloeren Neen. Mir sinn der Meinung, dass dat schlecht wier fir de Konsum. Et wier schlecht fir d'Investitiounen, an et wier schlecht fir d'Kompetitivitéit vun de Betribler.

Trotzdem sief zur TVA, wou mer déi niddregst an Europa hunn, d'Remarque erlaabt, dass, wann et stëmmt, wat de Stater seet, nämlech dass sech en Deel vum Konsum verlagert an d'Nopeschregiounen an d'Ausland, ee sech dann d'Fro muss stellen, firwat dat esou ass, well do d'TVA bekanntermooze vill méi héich wéi zu Lëtzebuerg ass.

Mir brauchen also duerfir eng Diskussioun an der Tripartite iwwert d'Inflation. Ech mengen, dass mer e Pakt brauche mat de Betribler iwwert d'Präisentwicklung zu Lëtzebuerg, well et ass d'Präisentwicklung, déi zum Deel dëst ënnerschiddlech Konsumverhale par rapport zu de leschte Jore mat sech zitt.

D'Steierpolitik ännert sech 2006 an de Kategorie Gehältersteuer, TVA a Kierperschaftssteuer, déi groussen Einnahme vum Stat, net, well mer wëllen de Konsum an d'Investitiounen net bremsen, mä encouragéieren.

Wat d'Dépenses ubelaangt, esou klammen déi staark am Budget 2006, ëm 8,8%. Am nationale Budget klamme se ëm 8,8%, dat heescht ouni d'Dépense vun de Fongen, mä mat den Dotatiounen un d'Fongen. Déi 8,8%, déi an der Diskussioun sinn, hunn eng ganz kloer Ursach. Fir d'éischt emol ass d'Dotatioun vum Stat un d'Sécurité sociale, dat heescht d'Krankekeesen, d'Pensiounskeesen, d'Fleegeversicherung, vun engem Joer op dat anert ëm 11,5% geklommen. Mir bezuelen an déi Keesen: Krankekeesen, Pensiounskeesen a Fleegeversicherung am nächste Joer 1,73 Milliarden Euro.

Mir hunn d'Dotatioun un de Beschäftigungsfong ëm 10% gehéicht, well e méi Ausgaben huet wéi an der Vergaangenheet. Mir hunn och d'Dotatiounen un d'Investitionsfongen, déi Investitionsfongen, mat deenen eis Bauprojet getätigt ginn, ëm 20% gehéicht, well mer wëllen, dass an deenen nächste Joren déi Investitiounen kënnen finanziert ginn.

Dat zesumme bréngt et mat sech, dass mer eng héich Augmentatioun vun den Dépense vum nationale

Budget hunn. A mer hunn zugläich, an ech wëll dat extra ënnersträichen, déi normal Fonctionnementskäschte vum Stat ëm 6,7% gekierzt. De Stat gëtt fir seng courant Ausgaben d'nächst Joer manner aus wéi am Laf vum Joer 2005.

Déi staark Croissance vun den Dépenses huet also virun allem dräi Grënn: déi exceptionnel héich Fiscalisatioun vun eiser Sécurité sociale, e wuessende Chômage - eleng d'Indemnisiatioun u voll indemniséiert Chômeure kascht de Fonds pour l'Emploi d'nächst Joer 140 Milliounen Euro - an de Wëllen d'Investitionsausgaben héich ze halen an och finanzierbar fir déi nächst Joren.

Déi Dépenses, déi mer mat deem Budget d'nächst Joer privilegiert hunn, hunn eng kloer Prioritéitstellung. Véier Prioritéite kann een dorauer liesen. Éischtens hu mer déi Dépenses privilegiert, déi d'Zukunft vum Land preparéieren; zweetens déi Dépenses, déi d'Liewensqualität vun de Familljen hei am Land verbessern; drëtens déi Dépenses, déi d'Grondaufgabe vum Stat erfüllen, a véiertens och déi Dépenses, déi eis Betribler ënnerstëtzen.

Erlaabt mer hei e puer Beispiller ze ginn, fir dat ze illustréieren. D'Dépenses un d'öffentlech Fueschung, eng Zukunftspolitik, klammen ëm 21% d'nächst Joer. D'Dépense fir d'Wunnungsbaupolitik klammen d'nächst Joer ëm 15%. D'Fonctionnementskäschte vum öffentlechen Transport klammen ëm 30%. Mir ginn 58 Milliounen Euro aus fir Kannerbetriebsstrukturen. Mir gi 26% méi aus, fir alles dat, wat mer ënnert dem Begrëff eLëtzebuerg verstinn, ze finanziéieren. A mir ginn 88 Milliounen aus fir direkt an indirekt Hëllef un d'Betribler.

Dat ass alles Zukunftspolitik. Domadder gestalte mer eist Land esou, wéi mer et gären an deem nächste Joer an doriwuer eraus hätten. An d'Betribler, an domadder och d'Aarbechtsplaze ginn natierlech och ënnerstëtzt duerch déi extrem héich Investitiounspolitik, déi mer 2006 wëlle viruféieren. Dat ass wichteg fir d'Betribler an dat ass och wichteg fir d'Liewensqualität hei am Land, doduerch dass nei Infrastrukturen entstinn.

Am Joer 2006 gëtt de Lëtzebuerg Stat 770 Milliounen Euro aus fir Investitiounen ze tätigen, souwuel iwwert de Budget wéi duerch d'Fongen. Dat ass eng Croissance vu 27% an dat stellt 2,7% vum Bruttoinlandsprodukt duer. Déi Investitiounspolitik ass eng Politik, déi d'Zukunft vun eistem Land préparéiert.

Wann ech lech soen, dass mer 100 Milliounen ausginn, fir Schoulen ze bauen, dass mer 126 Milliounen ausgi fir den neie Flughafen, 243 Milliounen fir eist Schennetz, 120 Milliounen fir eis Spideeler, 115 Milliounen fir eis Altersheimer - an ech kënnt déi Lésch weiderféieren -, da gesäit een, dass am Joer 2006 déi Dépenses - well dat si just déi vum Joer 2006 - extrem noutwendig sinn a gewollt si vun der Politik, fir eng Rei fundamental Besoinen, esou wéi mir se gesinn, an eiser Gesellschaft ze bedéngen.

An trotzdem hu mer gespuert! Et gëtt nach vill méi Besoinen, mä mir wollten net all déi Investitionsausgaben tätigen, déi mer herno net finanziert kritt hätten. Duerfir hu mer am Investitionsberäich direkt oder indirekt Investitiounen zrëckgesat. Net een, net zwee, mä ganz vill Projeten a ville Beräicher. Duerch dat Zrëcksetze vun enger ganzer Rei vu Bauprojeten an deenen nächsten zwee Joer gi mer eleng 55 Milliounen Euro manner aus, an iwwer dräi Joer gekuckt gi mer duerfir un Investitionsdépenses 150 Milliounen Euro manner aus, duerch dat Reportéiere vun enger Rei Projeten am direkten an indirekten Investitionsberäich.

Et ass falsch ze soen: Mir stoppen d'Investitioun. Mir hale se op en-

gem héijen Niveau, deen Niveau geet souger nach erop d'nächst Joer, mä mir maachen net alles, mir kënnen net alles maachen. Dat wat mer awer maachen, dass kënnen mer zum groussen Deel iwwert déi Reserve finanziéieren, déi mer an de leschte fënnf, sechs, siwe Joer op d'Säit geluecht hunn, mä dës Investitionsausgabe fannen, ouni Berücksichtigung vun de Reserven, en direkten Nidderschlag an der Berechnung vun eistem Budget no europäesche Kritären.

Duerfir muss ee selbstverständlech, haut méi wéi jee, eise Budget, fir e genee ze kucken, net nëmme no där nationaler Presentatioun kucken, wéi ech dat elo grad gemaach hunn, mä verstärkt och no deenen europäesche Berechnungsmodussen, de sou genannte Maastricht-Kritären oder de Stabilitéitspakt-Kritären. Wa mer nämlech do fir d'nächst Joer eis Recetté par rapport zu den Dépense kucken, da gesi mer, dass de Stat 2006 en Defizit - an och dass ass gëschter hei mentionnéiert ginn - vun 1,2 Milliarden Euro huet.

Am europäesche Verglach muss ee selbstverständlech d'ganz öffentlech Hand kucken, net nëmme de Stat, wou d'Chamber an d'Regierung direkt zoustänneg sinn, mä d'gesamt öffentlech Hand, dat wat europäesch d'Administration générale genannt gëtt, wou och d'Gemengen an d'Sozialversicherung dra berücksichtig ginn. Dann hu mer d'nächst Joer en Defizit vu 530 Milliounen Euro oder minus 1,8% vun eistem Bruttoinlandsprodukt. Mir hunn also och en Defizit d'nächst Joer, a méi e staarken, nom europäesche Berechnungsmodus.

Mat anere Wieder: Wann an zwee, dräi Joer eis Reserven opgebraucht sinn, mat deene mer haut, wéi gesot, en Deel vun deem Defizit kënnen finanziéieren, da feelen eis jährelch, no onverännerter Politik, 1,2 Milliarden, an doriwuer musse mer schwätzen.

D'Sécurité sociale huet en Iwwerschoss vun 2% vum PIB, mä et dierf een net hei aus den Ae verléieren, dass deen Iwwerschoss largement duerch den Transfert kënn, dee mer aus dem nationale Budget un d'Sozialversicherung maachen, a wann ech virdrun erkläert hunn, dass eisen nationale Budget ëm 8,8% klëmmt, dass doranner d'Dépenses an d'Dotatiounen un d'Sozialversicherung ëm 11,5% gekomme sinn, dann erkläert dat och deen Iwwerschoss vun de Sozialversicherung.

Mä europäesch gekuckt musse mer dat selbstverständlech alles zesumme kucken.

Mir hunn en Defizit um Niveau vum Stat zënter 2002. A mir hunn och d'lescht an d'virlescht Joer bei de Budgetdebatten iwwert deen Defizit um Niveau vum Stat geschwat. Am Stabilitéitspakt, am Stabilitéitsprogramm, dee mer regelméisseg aktualiséieren, an deen och ëmmer erëm an d'Chamber geschéckt gëtt an op Internet publizéiert gëtt, hu mer deen Defizit fir déi Jore virausgesot a berechent, a mir hunn drop higewisen, dass mer mëttelfristeg strukturell Problemer hunn.

Duerfir stellt sech d'Fro: Wéi kann een aspieren? Aspieren 2006 oder aspieren duerno? Zum Budget 2006 géing ech lech wëlle rapeléieren - an d'Kollegen an der Regierung wëssen dat -, dass mer dee Budget extrem strikt opgestallt hunn, a mir wäerten dee Budget och mat gréisster Rigueur ausféieren. Mir hunn e strikt opgestallt. D'Propositionen, déi d'Regierung virgeluecht kritt huet, déi de Budgetsminister an éischer Phas virgeluecht kritt huet, déi waren iwwer 18%, a villes vun deem, wat gefrot ginn ass vun de Kollegen an der Regierung, war néideg an noutwendig. Mir hunn awer als Regierung gemeinsam eis herno op 8,8% fixéiert.

Mir hunn e strikt opgestallt, mä mir wollten eng Dotatioun un d'Fonge



maachen, déi substanzuell wier. Ech rappeléiere wat ech virun zwou Minutte gesot hunn, datt d'Dotatioun un d'Fongen ëm 20% am Budget 2006 klëmmt. Déi klëmmt ëm méi wéi 70 Milliounen Euro, wat 1% Croissance vum Budget ass. Hätte mer also, wat mer hätte kënne maachen wéint eise Reserven, d'Dotatiounen un d'Fonge manner héich gemaach, da wier och eise Budget vill manner héich geklommen.

Mir wollten dat net maachen. Mir wollten dat net maachen, well dat wier schlecht fir d'mittelfristeg Finanzéierung vun den Investitiionsausgaben, et wier schlecht fir d'Lëtzebuerger Betriber, déi net sécher wieren, datt déi Investitiionsausgabe géinge bezuelt ginn. A mir wollten näischt maachen, wat d'Lëtzebuerger Wirtschaft an deem Moment géing zousätzlech bremsen.

Zweetens si mer selbstverständlech gebonnen u Gesetzter, wa mer de Budget opstellen, an drëtens wollte mer en ausgeglachene Pak vu Moosname proposéieren, dee vill noutwendeg Politikberäicher ofdeckt.

Mir wëllen och net, net haut, net muer an net iwwermuer, an der Hektik an ouni all d'Konsequenzen ze iwwerleeën, hei oder do Spuermosname proposéieren, mä déi mussen ëmmer an engem Pak iwwerluecht ginn, gekuckt ginn, wat d'Konsequenzen op d'Wirtschaft sinn, wat d'Konsequenzen op de sozialen Equilibre sinn.

Ech rappeléieren awer, datt mer trotz all deem och bei den Investitiounen am nächsten an iwwernächste Joer scho massiv agespuert hu bei héijen Investitiionsausgaben.

Wa mer e strikt opgestallt hunn, da bleift et, datt mer selbstverständlech awer och an der Exekutioun wäerten extrem strikt sinn. Do si mer op enger Linn mat der Finanza Budgetkommissioun vun deem Haus. Ech wëll hei d'Chamber driwwer informéieren, datt déi strikt Exekutioun och eis Ligne de conduite an deene leschte Jore war.

2003 si mer dovun ausgaangen, wéi mer de Budget presentéiert hunn, datt mer um Niveau vum Stat en Defizit géinge kréie vu minus 2% vum PIB. Dovunner si mer ausgaangen. Dat hu mer der Chamber matgedeelt. Resultat war, datt mer no europäeschem Berechnungsmodus en Defizit herno hate vu minus 1,7%.

Datselwecht ass 2004 geschitt. Mir hunn der Chamber matgedeelt, datt mer géingen ausgoe vun engem Budgetdefizit um Niveau vum Stat vu minus 3% vum PIB. Duerch eng strikt Exekutioun hu mer nëmme minus 2,7% Defizit gehat. Dat ass vill, mä mir hu manner Defizit gemaach wéi dat wat mer gesot hunn, duerch eng strikt Exekutioun.

2005 hoffen ech, datt eis datselwecht geléngt. Mir hu virun enger Zäit op Bréissel fir dës Joer no den deemolege Berechnungen en Defizit vu minus 2,3% vum PIB gemellt. Ech hoffen, datt et manner gétt duerch konsequent Aspieren, a mir wäerten alles maachen – all d'Ministeren –, fir ënner 2% Defizit am lafende Joer ze bleiwen.

Deene Leit, deenen d'Aspierungen elo 2006 net wäit genuch ginn, soen ech: D'Engagement vun der Regierung ass ganz kloer, mir wäerten eng rigouréis Exekutioun vum Budget maachen, esou wéi déi Jore virdrun, wa méiglech nach méi streng. Mir fillen eis ënnerstëtzt duerch de Rapport vun der Finanza Budgetkommissioun, an hoffen och opgrond vun deem staarke Message vun der Finanza Budgetkommissioun, datt do wou Aspierungen Gesetzesännerunge mat sech zéien, wou déi noutwendeg sinn, datt d'Chamber deenen och schon 2006 gréng Luucht gétt, fir datt se och 2006 budgetwiersam Reduktiounen kënne mat sech zéien.

Gradesou kloer soen ech deenen, déi d'Fro stellen, wat da vum Budget vun 2006 exekutéiert gétt, datt aus evidenten Zäitgrënn – ech erënneren un eis Gesetzesprozedur, un eis Dialogbereitschaft a well mer d'Ekonomie net wëllen irresponsabel bremsen – am Joer 2006 keng fundamental Ännerungen an der Exekutioun vum Budget 2006, par rapport zu deem, wat d'Chamber d'nächst Woch zur Ofstëmmung huet, virkommen.

De Budget 2006 ass e responsabele Budget. Et ass e Budget, deen d'Grondaufgabe vum Stat an eis politesch Prioritéiten ofdeckt. Et ass e Budget, deen d'Ekonomie, eis Betriber, eis Aarbechtsplaze bewosst staark ënnerstëtzt. An et ass e Budget - an dat ass net onwichtig -, dee voll a ganz de Stabilitéitspakt respektéiert. Duerfir froe mer ëm d'Zoustëmmung zu deem Budget vum Parlament.

Mä zu der Gesondheet vun de Statsfinanze kann ee selbstverständlech net nëmme de Budget 2006 kucken. Et muss een och déi aner Elementer vun de Statsfinanze kucken, notamment d'Statschuld an d'Reserven.

Eis Nettostatschuld beleeft sech Enn dës Joer – dese Mount – op 180 Milliounen Euro. Dat sinn nëmme 0,7% vum PIB. Dat ass, Här President, historesch an europawäit eemoleg niddereg. Vun 1998 u bis haut, hunn ech als Tresorminister net een eenzegem Emprunt gemaach, well ech wollt eng Marge hale fir d'Zukunft. Eng Marge, déi eis elo zegutt kënn, fir elo kënne léinen ze goen, fir Investitiionsausgaben ze finanzéieren. Mir hu keng Emprunté gemaach, trotz Autorisatioun vun der Chamber. Dat zum Beweis vun der Rigueur an der Ausféierung vun deem, wat d'Chamber eis erlaabt.

Vun 1998 bis 2005 ass keen Emprunt opgeholl ginn. Wann ech d'Kritäre vu Maastricht kucken an d'Berechnung vun der Schold, da kann een net nëmme de Stat selwer kucken, mä et muss ee selbstverständlech och d'Gemengen an déi indirekt Finanzéierungen, wéi de Fong Belval, de Flughafen, d'Loi de garantie an aner, mat arechnen. Wann ech dat alles zesumme kucken, da kënn eis öffentlech Schold op plus ou moins 6% vum PIB. Och dat ass wäit ënner deene 60% vum Bruttoinlandsprodukt, déi no europäesche Regeln erlaabt sinn.

Fir d'nächst Joer freet d'Regierung d'Chamber d'Autorisatioun, fir, wann noutwendeg, 500 Milliounen Euro léinen ze goen. Da kéime mer op eng Gesamtverschuldung vun der öffentlecher Hand vun 9,6% vum PIB. Ech wëll zu deene 500 Milliounen soen, datt dat manner ass, wéi eis gesamt Investitiionsausgabe vum nächste Joer. Wann ech an d'Nopeschlänner kucken, finanzéieren déi sämtlech Investitiionsausgaben iwwer Emprunt. Mir maachen deen Emprunt héchstwahrscheinlech, obschonn datt d'Reserven eis géingen erlaben - och elo nach - eis Investitiionsausgaben iwwer si ze tätegen. Ech hätt just gären, datt wann een d'Finanzsituatioun vun 2006 kuckt, datt een d'Gesamtbild kuckt.

Mir hunn also kee Problem, fir Schold ze maachen. Zugläch soen ech awer, datt dat net dierf eng Solution de facilité sinn, well mer wëllen net an eng Verschuldungsspiral kommen, wou mer all Joer misse massiv Schold ophuele goen. Dat wier geféierlech, besonnesch dann, wann eis Reserven emol net méi do wieren.

Eis Reserve leien Enn 2005 - also elo - bei ronn 1,5 Milliarden Euro. Dat ass am Verglach mat 1999 méi. 1999 hate mer 1,3 Milliarde Reserven. Mir hunn haut 1,5 Milliarde Reserven, woubäi dat net heescht, datt dat fräi verfügbar Sue sinn. Dat sinn déi Suen, déi mer och op d'Säit geluecht hunn, d'Avoire vun de Fongen, fir déi Investitiionsausgaben ze tätegen, déi mer heibanen decidéiert hunn, oder déi mer

an der Planung hunn. Déi 1,5 Milliarden Avoire vun de Fonge ginn duer, fir zweemol eis Joresinvestitiionsausgaben ze tätegen. Ech rappeléieren, wat ech virdru schon zweemol gesot hunn, datt déi d'nächst Joer bei 750 Milliounen leien.

Mir hunn also eng Finanzpolitik gemaach, déi d'Zukunft preparéiert. Mir hunn net direkt d'Suen ausginn, wa se erakomm sinn. Mir hunn dat gemaach, wat ee soll maachen, wann ee verantwortungsvoll mat de Statsue wëllt ëmgoen. Mä déi Reserve ginn net am Calcul vum Defizit no Maastricht berücksichtig. Duerfir muss een déi ëmmer an enger Catégorie à part a sengem Kapp féieren.

An et ass duerch d'Reserven an duerch déi niddereg Statschuld zesumme mat eisem Budget vun 2006, wou ee ka soen, datt mer als Resultat vun eiser Finanzpolitik haut nach gesond Statsfinanze hunn. Mä mir hunn e strukturelle Problem, well mer pro Joer méi ausgi wéi mer erakréien, gerechent no den europäesche Kritären; akzeptabel an de leschte Joren, well mer et konnte mat Reserve finanzéieren; inakzeptabel fir d'Zukunft, wa mer näischt ënnerhuelen.

An dat bréngt mech zu de groussen Erausforderunge fir déi nächst Joren. Erausforderungen, déi zum Zil hunn, gesond Statsfinanze ze erhalen. Wat sinn dann do eis Problemer mittelfristeg an der Finanz- a Budgetpolitik? Problemer, déi iwwereng, wann ech verschidde Saache liesen an héieren, net jiddferree wëllt gesinn.

Ech gesinn der virun allem véier Stéck. Éischtens, eis Dépensé si méi héich wéi eis Recetten an de mittelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft. Zweetens, de Wuesstum vun den Dépensé gétt ze vill gesteiert vun Automatismen. Drëtens, mir mussen an deenen nächste Joren eng Rei nei Dépensen tätegen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn. A véiertens, mir hunn eis europäesch, an der Eurozon, zu engem Stabilitéitspakt verpflichtet, deen et ze respektéiere gétt, an dat verlaangt, vu eisen aktuellen Defizit, Aspierungen.

Dës véier Punkte muss ee selbstverständlech an enger Kombinatioun gesinn. Et kann ee sech net een erauspicken. Et ass d'Zesummespill vun deene véier Problemer, déi mer mussen ugoen, an déi sinn enorm komplizéiert. Mä déi véier Punkte muss ee sech awer virun Aen halen. Duerfir verstinn ech net, datt Einzelner soen: Et ass jo kee Problem do. D'Regierung, de Statsminister, de Budgetminister, déi schafe just hei e Problem, aus welleche Grënn och ëmmer. Mir hunn déi do véier Problemer an der Erausforderung vun der Zukunft unzegoen.

An erlaabt mer duerfir dës Défien ze beschreiwen, datt och jiddferree versteet, wourëms et dann do geet. Nach eng Kéier:

Éischtens, de Rappel vun 2006. De Stat gétt 2006 1,2 Milliarde méi aus wéi en an deemselwechte Joer erakritt: 530 Milliounen, wa mer d'gesamt öffentlech Hand kucken, also och d'Gemengen an d'Sécurité sociale.

Zweetens, wat seet dann dee Stabilitéitspakt an dee Stabilitéitsprogramm, wat net iergendeen theoretisch Dokument ass, mä wat soll zum Zil hunn, datt mer eng gemeinsam Budgetpolitik an där Zon hunn, wou mer déi gemeinsam Währung hunn - wat e wesentlech Element vu Stabilitéit ass?

Dee Programm gesäit vir, datt mir all Joer eisen Defizit ëm 0,5% vum PIB kierz mussen. D'Differenz tëschent de Recetten an den Dépensé muss ëm en hallwe Prozent

vum PIB, dat si fir de Moment 150 Milliounen Euro, oder 6 Milliarde Lëtzebuerger Frang, méi kleng gemaach ginn, fir 2008 dann - bis dohinner leeft eise Stabilitéitsprogramm - op minus 0,2% vum PIB ze kommen. Da si mer plus ou moins erëm gläich, Recetten an Dépensen.

Drëtt Observatioun zu deenen Défien. Ech sot, eis Dépensé wuesse méi schnell wéi d'Recetten, a wuessen duerch Automatismen. Wat heescht dat? Wéi mer de Budget 2006 ugefaangen hunn ze maachen, hate mer direkt duerch Automatismen eng Croissance vun den Ausgabe vu 5,1%. 5,1%! Dovunner war d'Inflation plus 2,3%, d'Cotisationsunen un d'Kranken- an d'Pensiounskeese plus 2%, an d'Gehältermass beim Stat plus 0,8%, dat mécht zesumme 5,1%. Zack! Ouni datt mer iergendwéi an der Politik agegraff hätten, mä als Konsequenz vun Automatismen, déi d'Chamber a Gesetzter agefuert huet.

Deen Automatismus ass um Niveau vum Stat besonnesch staark och duerch d'Indexéierung vu ganz villen Ausgaben. An dat sinn net nëmme d'Gehälter beim Stat, mä och ganz vill Kontrakter. Am Statsbudget si 65% vun alle Budgetausgaben indexéiert. An eng Indexbranche kascht am Statsbudget 125 Milliounen Euro. Wann also d'nächst Joer eng Indexbranche erfält, duerch déi staark Ukoppelung vun eise Budgetausgaben – och a ganz velle Verträge – un den Index, kascht dat de Stat 125 Milliounen Euro méi.

Véierten Défi, niewent deenen Automatismen, niewent dem Stabilitéitsprogramm, niewent eisem strukturelle järelechen Defizit muss mer an deenen nächste Joren nei Politikfelder ugoen oder zousätzlech Dépensé kréien, déi mer eis entweder duerch national politesch Ziler gesat hunn oder déi aus internationalen Engagementer entstinn. Mir brauchen also en Ëmschichtungseffort op verschiddeenen Dépensen, fir domadder kënnen aner Dépensen och, oder méi staark wéi an der Vergaangenheet, ze tätegen.

Déi Lëscht ass och net exhaustiv, mä erlaabt mer e puer Dépensen erauszehuelen. Heiheim hu mer zwou Kategoriën vun Dépensen, déi an deenen nächste Jore wäerte ganz sécher klammen. Éischtens eng Gesellschaft, wou mer wëllen d'Kombinatioun vu Famill, Schoul, Beruff matenee méiglech maachen, verlaangt bei de Kannerbetriebsstrukturen nei an zousätzlech Dépensen. Heiheim hu mer och eng Gesellschaft, wou d'Leit méi al ginn, do brauche mer méi Dépensen, souwuel vum Stat wéi vum Einzelnen, am Beräich vun der Gesondheet an der Fleeg.

Dat eleng sinn zwéi Beräicher an der Politik heiheim, déi an deenen nächste Jore méi deier ginn, duerch déi mer also spuere mussen op anere Plazen, fir bei dem Zesummespill vun deenen Erausforderungen, déi ech genannt hunn, kënnen en ausgeglachene Budget 2008 fäerdeg ze bréngen.

Da gétt et nei Dépensen a Beräicher, an deene mer international Engagementer agaange sinn. Ech gesinn der virun allem véier, wou et international an europäesch Kritäre gétt, déi mer mussen an och wëlle respektéieren: d'Fuerschung, d'Entwécklungshëllef, d'international Sécherheet an d'Ëmweltpolitik.

Bei der Fuerschung gétt et en Zil, wat heescht, datt d'öffentlech Fuerschung soll op 1% vum PIB wuessen. Mir hunn haut am Budget 2006, an deem mer dat staark an d'Luucht gesat hunn, eppes liicht iwwer 0,3% vum PIB. D'öffentlech Fuerschung, gradesou wéi iwwerengs déi privat Fuerschung, ass e Schlüsselement fir kompetitiv ze bleiwen, fir besser ze si wéi déi aner, fir weiderzecommen. Duerfir spillt och an deem Beräich a bei deenen Ausgaben d'Universitéit Lëtzebuerg eng ganz wichteg Roll.

Zweetens hu mer de Beräich vun der Entwécklungshëllef. Et ass eng moralesch Pflicht vun engem Land wéi eisem, och wann et e bësse manner gutt geet, fir net aus den Aen ze verléieren, datt et deene meeschte Leit op der Welt, a besonnesch op anere Kontinenter, nach vill, vill méi schlecht wéi eis geet. Virun der Aarmut an der Welt an de Katastrophen an der Welt dierf een d'Aen net zoumaachen. An et ass schlussendlech och an eegenem Intérêt, well déi Problemer vun der Emigratioun aus Afrika an Immigratioun bei eis sinn och domat ze behiewen, andeem mer eng aktiv Kooperatiounspolitik maachen. Och do hu mer e politesch Zil fixéiert, wat op 1% vum Revenu national brut soll hiféieren.

Drëtens d'international Sécherheetspolitik. Gradesou wéi bei der Entwécklungspolitik geet et och hei ëm international Solidaritéit. Wësst Der, mer kënnen net vun der Sécherheet a vun der internationaler Sécherheet profitéieren a bei de Krisenmanagement-Missiounen vun der Europäescher Unioun soen, do maache mir net mat; dat kënnen déi aner maachen, déi aner kënnen dat finanzéieren. Et wäerten an der Zukunft souwuel bei der Europäescher Unioun wéi bei der NATO méi a méi komplizéiert Asätz ginn, bedéngt och duerch internationalen Terrorismus an international organiséiert Kriminalitéit.

Et wier falsch ze soen an ze menge mam Hiweis op eis Entwécklungshëllef, datt mer aus deenen internationalen Engagementer kënnent aus dem Solidaritéitsbeitrag, dee mer leeschte mussen, erauskommen. D'europäesch Sécherheets- a Verdedegungspolitik léisst dat net zou.

Mir hunn haut e ganz kleng Volet vun Arméiausgaben: 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt. D'Moyenne an der Europäescher Unioun, dat, wat déi aner eis virhalen, läit bei 1,7% vum Bruttoinlandsprodukt. Déi Zweetlescht an der Rei, déi, déi am zweetmannsten ausginn, sinn d'Belsch mat 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt. D'NATO huet vun deene neie Memberen, déi bäigetruede sinn, 2% vum Bruttoinlandsprodukt verlaangt. Duerfir hu mer eng Arméireform annoncéiert, net fir operéieren, net fir eng grouss Arméi ze kréien, mä fir e bësse méi eiser internationaler Solidaritéitspflicht bäizekommen.

Wat och an eisem eegenem Intérêt ass, well näischt kann doriwwer ewechtäuschen, datt Sécherheet dobaussen a Sécherheet heibanen enk mateneen zesammenhängen. De Baitrag vun de Lëtzebuerger Zaldoten a Polizisten um Balkan oder an Afghanistan ass och e Baitrag zur Sécherheet heiheim, well organiséiert Kriminalitéit, Terrorismus an Drogen entstinn net hei, mä entstinn am Ausland.

Mir mussen kucken, d'Regierung zesumme mat der Chamber, a wéi engem Rhythmus mer méi no bei déi europäesche Verpflichtunge kommen. Doriwwer hätt d'Regierung gären eng Debatt mat den Deputéierten. Et ass hei eng Fro vun der Créibilitéit vun der Lëtzebuerger Aussepolitik; et ass eng Fro vun dem Solidaritéitsengagement vun eisem Land an Europa.

Eng aner international Dépensékatégorie, déi eis och direkt betrëfft, ass selbstverständlech d'Ëmweltpolitik. Den Här Rapporteur huet gëscht heiriwwer méi laang geschwat: Kyoto - och hei gëllen internationalen Regeln.

Mir sinn amgaang, national Moosnamen an d'Weeër ze leeden, an do, wou dat net duergeet, mussen mer international Mechanisme spille loossen, fir dës Ziler ze errechen. Dat huet e ganz héije Käschtepunkt iwwer déi nächst Joren. Dat wäert och zousätzlech Dépensen, besonnesch no 2008 an 2009, mat sech zéien.

Mä bei deene véier Beräicher, déi ech elo grad ernimmt hunn, geet et am Fong véiermol ëm datselwecht,



souwuel an der Innenpolitik wéi an der domat verbonnener Aussepolitik: Et geet ëm d'Zukunft vun eisem Land, an et geet ëm d'Zukunft vun eise Kanner. Mir hätte gären e fortschrëttlecht, sécher, gerecht an ëmweltfrëndlecht Land, an dat verlaangt eng ganz Rei nei Dépenses. Dat ass eng enorm Erausforderung, dees si mer eis bewosst, well mer eis Grondaufgabe vum Stat wëlle mam Budget bezuelen an zegläch nei Politikfelder ugoen, an da muss mer nach eng Reduktion vum Budgetdefizit maachen. Dir gesitt, et ass net licht.

Wéi kréie mer dat hin?, sot Dir. Ech menge mir kréien et hin an der Kombinatioun vun enger ganzer Rei Politiken, déi mer mussen iwwerdenken, a mat eisem politesche Wëllen; politesche Wëllen, deen och muss als Zilsetzung hunn, datt mer eise Sozialstat net wëllen ofschafen an datt mer eise Wirtschaftsstanduert wëllen attraktiv halen.

Mir kréien et awer nëmmen hin, wa mer akzeptéieren, datt mer eng Rei Transformatiounen maache mussen. Dësen Discours hu mer iwwregens schon d'lescht Joer hei gefouert, just et wollt net jiddferen deen Discours héieren! Ech hunn zum Beispill d'lescht Joer a menger Budgetried geschwat vum Plafonnéiere vun dem Sozialbudget a vun dem Investitiounsbudget. Dat ass op verschidde Plazen interpretéiert ginn als d'Ofschafung vum Sozialstat. Dat hat deemools wéi haut zum Zil, dat iwwerméisseg automatescht Uwuesse vun eisen Ausgaben ze bremsen.

Mir hätte gären - dat ass d'Zilsetzung vun all eisen Transformatiounsdiskussiounen, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint féieren - e sozial gerechten, effikassen, finanzéierbare Sozialbudget. Dorëms geet et. Mir maachen en Appel fir d'Automatisme beim Uwuesse vun de Budgetsdépenses ze stoppen.

Den Här Statsminister huet den 12. Oktober hei bei senger Erklärung eng Rei Reflexiounspisté vun der Regierung mat deem doten Zil virgeluecht. En Zil, wat war, ech soen et nach eng kéier, d'Bremse vum automateschen Uwuesse vun de Statsdépenses, an Aspierungen.

An deem Kontext gëtt ëmmer gefrot, iwwer wat mer da géinge schwätzen. Mä liest déi Deklaratioun no! Mir mussen ënner anem iwwert d'Finanzéierung an d'Aspierungspotenzial bei Sozialleschtungen aller Aart diskutéieren, mam Zil - ech soen et nach eng kéier -, d'sozial Gerechtegkeet dobäi ze erhalen.

Mir mussen d'Indexéierung vu 65% vun de Budgetsausgaben an enger Debatt zum Thema maachen. Mir mussen kucken, ob et noutwendeg ass, all déi Budgetsausgaben do weiderhi voll a ganz un den Index gebonnen ze halen. D'Uwuesse vun der Gehältermass beim Stat an am konventionéierte Secteur muss iwwerpréift ginn, grad sou wéi mer mussen eng Diskussioun féieren iwwert d'staatlech Subventionen un d'Gemengen an un d'Betribler.

Mir wëllen, wat d'Investitiounen ubelaangt, den Investitiounsvolumen op engem héijen Niveau halen, mä mir kënnen net an deenen nächste Joren alles zur gläicher Zäit maachen. Wa mer wëllen den Defizit kieren - an dat muss mer, ech mengen ech hunn dat de Mëtten oft genuch bewisen -, da muss mer och d'Investitiounsausgabe plafonnéieren. A plafonnéieren, dat heescht, mat deem Chiffer wéi deen, dee mer haut hunn, op engem héijen Niveau halen.

Ech rappeléieren nach eng kéier, datt déi Investitiounsausgaben d'nächst Joer ëm 20% wuessen, duerch ugefaange Bauprojeten. Si wuessen och, well mer de Lëtzeburger Betriber net wollt schueden, well mer wëssen, wéi vill Potenzial mer domadder an d'Lëtzeburger Wirtschaft eraginn.

Mä souwuel am direkte wéi indirekte Beräich - indirekte Beräich, dat ass wa privat Träger oder Gemenge bauen - kann de Stat net alles zegläch a mat héije Subside méi ënnerstëtzen. Mir halen eis selbstverständlech un ofgeschlossene Konventiounen, mä iwwert d'Zukunft muss mer iwwer eis Subsidepolitik, och an deem dote Beräich, diskutéieren an net alles zegläch maachen.

An deem Kontext si selbstverständlech déi Initiativen, fir méi

verstärkt op de Wee vun enger öffentlech-privater Partnerschaft am Beräich vum Bauen ze goen, interessant. Mir wëlle verstärkt op déi Partnerschaften setzen, déi heiansdo „public private partnership“ heeschen, déi an England „private finance initiative“ heeschen, déi scho laang a Frankräich am Fong Concessiounen heeschen, an déi déi Däitsch Forfaitierung nennen. Mir studéiere fir de Moment verschidde vun deene Pisten a mir versichen déi beschit fir Lëtzebuerg ersatzefannen.

De PPP ass am Fong näischt aneschters wéi d'Liwwerung vum Privatsektor vun enger Dénsgschleeschtung un de Stat. Meeschtens ass dat de Bau an d'Exploitatioun vun engem Gebai, géint d'Bezuere vun engem Loyer. De Risiko dréit dobäi deen, deen am beschten duerfir équipéiert ass. De Privatsektor: d'Conceptioun, d'Konstruktioun, d'Exploitatioun an d'Finanzéierung. De Stat huet d'Konzept vun deem wat hie gären hätt an ass de Bénéficiaire vum Produkt.

Déi englesch Cour des Comptes, den National Audit Office, huet an engem kierzleche Rapport ausge-rechent, datt déi dote Projeten an England 10 bis 15% vum Käschtpunkt vun de Projeten agespuert hunn an datt et vill manner Retarde bei der Exekutioun vun de Projete gouf. Ofgemaach goufen do meeschtens Fixpräisser a Penaltéiten. Et ass och verhandelt gi mat deenen, déi ugebueden hunn, duerch de sou genannten Dialogue compétitif, dee mer zu Lëtzebuerg an eiser Gesetzgebung iwwert d'öffentlech Ausschreibungen allerdéngs nach net ëmgesat hunn. Mir wäerten d'nächst Joer probéieren, souwäit eis Gesetzgebung dat zouléisst, fir esou e Projet ze probéieren an doraus d'Schlussfolgerungen ze zéien.

Mir hunn zum Zil fir méi käschtenefikass, méi schnell a méi budgets-schounend mat PPP-Projeten, mat öffentlech-private Partnerschaften, ze bauen. Mir wëllen öffentlech Infrastrukture bauen a mir wäerten och d'Intérite vum Lëtzeburger Handwerk a vum Bausektor am A behalen, déi selbstverständlech dobäi mussen berücksichtegt ginn,

an enger klenger, oppener Ekonomie wéi där Lëtzeburger.

Här President, eist politescht Zil ass kloer: Mir wëlle gesond Statsfinanzen erhalen als Grondlag vun eiser Politik. Et ass eng Fro vun der Zukunftsfäegkeet vun eisem Land. Eis Statsfinanzen, dank enger virsiichtiger Finanzpolitik an deene leschte Joren, sinn zolidd. D'Situatioun vun de Lëtzeburger Statsfinanzen ass besser, iwwert déi lescht Jore gekuckt, wéi déi vun eisen Nopeschlänner, op Grond vun eiser Politik vun de leschte Joren.

Et huet keen esou eng niddreg Schold a keen esou héich Finanzreserven, wéi mir. Duerfir konnte mer an deene leschte Joren an duerfir kënnen mer am nächsten an am iwwernächste Joer den Defizit finanzéieren. Mir hunn och gewollt an deene leschte Joren déi sou genannt automatesch Stabilisateure spille gelooss, déi Croissance geschafen hunn. De Stat huet eng Motorfunktioon an der Lëtzeburger Ekonomie a besonnesch bei de ville Kleng- a Mëttelbetriber an deene leschte Jore gespilt, an dat wollt mer och 2006 am Budget net änneren.

Mä dëst positiiv Resultat vun eise Statsfinanzen iwwer eng Rei Jore gekuckt dierf op kee Fall iwwert de risege Problem ewechtauschen, dee risege Problem verdecken, dee mer mëttelfristeg hunn. Mir hu mëttelfristeg, wa mer keng Reserve méi hunn, en net ze finanzéierende strukturellen Defizit an en ze schnellt Wuesse vun eisen Dépenses par rapport zu den Einnahmen. Mir wëllen de Sozialstat net ofschafen, mä mir wëllen e finanzéierbar halen. Mir wëllen d'Investitiounen net stoppen, mä mir wëllen net an eng Scholdefal kommen.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, hu mer de Choix. Entweder mir maachen näischt: Da verléiere mer u Wuelstand, eis Betriber gi manner konkurrenzfähig, mir kréien eise Sozialstat net méi finanzéiert, d'Steiere ginn erop, well mer eis Schold mussen zréckbezuelen.

Oder mir si bereet, als Einzelnen op kuerzfristeg Avantagen ze verzichten, fir mëttel- a laangfristeg

Aarbechtsplazen an domat Wuelstand souwéi e finanzéierbare Sozialstat ze erhalen.

Kommt mer hunn de Courage zu Transformatiounen, déi am allgemengen Intérêt sinn. Mir lieve jo net eleng, mä zesummen an enger Gesellschaft. Déi, déi haut Ännerunge refuséieren, si muer responsabel fir Steiererhéijungen a Wuelstandsverloscht. Et ass méi einfach, géint Reformen ze sinn. Trotzdeem, loosse mer mat Verantwortungsgefill en ausgeglachenen, pragmatichesche Pak vu Moosnamen diskutéieren, och decidéieren, deen eist Land als e modernt, zukunftsorientéiert, responsabelt a sozialgerecht Land erhält!

Duerfir muss mer net alles halen, wat mer haut hunn. Heiansdo muss een Neies amplaz vun Alem setzen. Mä mir mussen eis erëm druginn, fir besser ze sinn. Mir mussen fir eise Ekonomie an eis Finanzplaz nei Mäert siche goen. An dat maache mer. D'Regierung ass gewëllt, dës Transformatiounen bis de Mee 2006 ze decidéieren.

Mir zielen dobäi op de Bon sens vun de Lëtzeburger an d'Ënnerstëtzung vun enger breeder Majoritéit an dësem Parlament. D'Statsfinanzen sinn a bleiwen d'Grondlag vu bal all Politik. Mir wëlle keng Experimenten a keng Abenteuer, mä mir hätte gären an deenen nächste Joren ausgeglachen öffentlech Budgeten, déi d'Zukunft preparéieren. Zesummen hu mer duerfir eng grouss Aufgab virun eis fir eist Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

**M. le Président.**- Ech ginn dem Här Budgetminister Frieden Akt vu senger Deklaratioun.

D'Debatten iwwert de Budget fänken d'nächst Woch en Dënschdeg un. Déi nächst Sitzung ass allerdéngs muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.32 heures)**

## Ordre du jour

- 5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

*(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

- 5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

*(Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)*

- Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre.

**(Début de la séance publique à 14.30 heures)**

**M. le Président.**- D'Sitzung ass op.

Mir kommen direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5475 iwwert de Statut vum Institut d'études de sécurité a vum Centre satellitaire vun der Europäescher Unioun. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt!

**1. 5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes**

**et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

**Mme Nancy Arendt (CSV), rapportrice.**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et drëms, d'Décsioun, déi zesumme vun den EU-Regierungsvertrieder de 15. Oktober 2001 am Conseil zu Bréissel geholl ginn ass, ze approvieren. Dës Décsioun soll d'Privilegien an d'Immunitéit vum Institut d'études de sécurité a vum Centre satellitaire de l'Union européenne, wéi awer och vun hiren Organer a vun deene Leit, déi do schaffen, garantéieren.

Dëse Gesetzestext ass de 17. Mee 2005 vum Aussen- an Immigrationsminister an der Chamber deposéiert ginn. De Statsrot huet de 24. Mee 2005 - also nëmme siwen Deeg duerno - säin Avis iwwert dëse Gesetzestext ofginn.

Här President, wann Dir erlaabt, ginn ech elo net hei op den Detail an, wéi et dozou komm ass, datt

d'Europäesch Unioun no an no ëmmer méi eng Partie Aktivitéit vun der Westeuropäescher Unioun, also der UEO, iwwerholl huet, déi jo am Joer 1954 als institutionelle Kader fir d'Echangen am Beräich vun der europäescher Sécherheet an der Verdeidigung an d'Liewe geruff gi war. Dat géif elo hei a mengen Aen de Kader sprengen. Ech hunn dat och wierklech am Detail a mengem schrëttleche Rapport gemaach.

Hei wollt ech ebe just déi Etappe kuerz erwähnen, déi dës Evoloutioun mat sech bruecht huet. Esou kommen ech dann op de Maastrichter Vertrag vun 1992, dee festgehale huet, datt d'UEO Partie integrante vun der Entwécklung vun der Europäescher Unioun am Beräich vun der Sécherheet an der Verdeidigung ass, an datt d'UEO als arméierten Aarm vun der Europäescher Unioun designéiert ass.

Am Amsterdamer Vertrag gëtt e puer Joer méi spët preziséiert, datt déi institutionell Relatiounen tëschent deenen zwou Organisatiounen - also der Europäescher Unioun an der Westeuropäescher Unioun, der UEO - méi enk solle ginn, en vue vun enger eventueler Integratioun vun der UEO an d'Europäesch Unioun. De Vertrag vun



Nice bestätegt nach eng Kéier dës Entwécklung an integréiert d'Funktiounen vun der Krisegestioun vun der UEO an d'Europäesch Unioun. D'Konklusioun vum Sommet vun Nice gesinn dann d'Kreatiounen vun deenen zwou Agencë vir: déi vum Satelittenzentrum an déi vum engem Institut, dat Etüden an der Sécherheet mécht.

De 16. Juli 2001 ass et dann esou wäit: De Conseil des Affaires générales vun der EU kënnt zu engem politeschen Accord iwwert déi zwou gemeinsam Aktiounen: d'Kreatioun vun engem Institut d'études de sécurité a vun engem Satelittenzentrum.

Här President, ech gi kuerz op d'Aktivitéit vun deenen zwou Agencen an, sou datt ee vläicht besser dobausse versteet em wat et da wierklech hei och geet. D'Missioun vum Institut fir Sécherheetsetüden - dee säi Sëtz zu Paräis huet - sinn, fir ze hëllefen eng gemeinsam Kultur a Saachen europäescher Sécherheet op d'Been ze setzen an eng strategesch Debatt ze favoriséieren, andeems en en optimalen Treffpunkt fir europäesch Décideuren an awer och onofhängeg Experten op deem Gebitt bitt.

Den Institut dréit och zur Weiderentwécklung vun der gemeinsamen europäescher Aussen- a Sécherheitspolitik - also ofgekierzt, der PESC - bäi, andeems en dräi Haaptmissiounen erfëllt:

Éischtens, kënnen elo hei d'Recherchen an den Débat an deene grouse Froen vun der Sécherheet, déi déterminant si fir d'Europäesch Unioun, stattfannen.

Zweetens, fuerdert deenen Institut eng zukunftsorientéiert Analys mat Informatiounsforen a mat Rapporté vum Experten aus der ganzer Welt zu Gonschte vum Conseil vun der Europäescher Unioun an awer och vun deenen héije Vertrieeder vun der PESC.

#### (Interruption)

Drëttens, soll duerch d'Beräicherung vum transatlanteschen Dialog tëschent Europa, Kanada an Amerika d'Analys am Beräich...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

...vun der Sécherheet erweidert ginn, an all déi grouss Froen, déi sech an deem Beräich stellen, sollen zweemol am Joer an enger sou genannter „transatlantischer Konferenz“ debattéiert ginn, déi eng Kéier bei eis an dann eng Kéier op där anerer Säit - dat heescht an Nordamerika - stattfënn.

Den Institut fonctionnéiert selbstverständlech autonom, ass also onofhängeg, a ka weder d'national Interesse representéieren nach duerchsetzen.

Déi zweet Agence ass déi vun dem Satelittenzentrum vun der Europäescher Unioun zu Torrejón de Ardoz a Spuenien. En huet als Missioun den Entscheedungsprozess vun der Europäescher Unioun am Kader vun der gemeinsamer europäescher Aussen- a Sécherheitspolitik, an awer och d'Verteidigungspolitik ze ënnerstëtzen. E soll d'Capacitéit vun der Europäescher Unioun stäerken, fir geographesch Informatiounen ze sammelen, déi der EU hëllefe Konflikter ze prevenéieren, Efforté fir de Fridden am Fall vu Konflikter ze leeschten, an esou och eng effikass humanitär Hëllef am Fall vun Naturkatastrophen, oder awer och am Fall vu Katastrophen, déi vu mënschlecher Hand verursaacht ginn, ze leeschten.

Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et also drëms d'Zoustëmmung ze ginn, fir d'Privilegien an d'Immunitéit vun deenen zwou Agencen, hiren Organer an hirem Personal ze garantéieren, esou wéi dat vun der Regierungsvertrieeder am Conseil zu Bréssel de 15. Oktober 2001 zrëckbehalde gouf. Dëst ass nun emol erfuerderlech fir de Fonctionnement vun deenen zwou Agencen,

hire verschiddenen Organer an och hirem Personal ze erliichteren, esou wéi dat och scho fir déi zwou Agencen ënnert der UEO bis elo de Fall war.

Déi zwou Agencë si säit dem 1. Januar 2002 operationell an hunn déi Kontrakter iwwerholl, mat deene bis dohin d'Personal un d'UEO gebonne war. D'Zoustëmmung vun der Chamber zu deeser Décisioun ass also net néideg, fir en neie juristesche Kader fir d'Personal vun deenen zwou Agencen ze kreéieren. Dëse Regime ersetzt dann dee Regime vun de Privilegien an den Immunitéiten, vun deenen d'Agenten am Kader vun der UEO bis elo profitéiert hunn.

Wat d'Artikelen vun deem Projet de loi ubelaangen, esou erlaabt mer vläicht just déi puer wichtigste Ervzielwien: Den Artikel 1 hält um Prinzip vun der Immunitéit fest, esou wéi un der Befreiung vun Duerchsichen, de Saisien, de Konfiskatiounen an un allen anere Formen vun administrativen a gerichtleche Contrainté fir d'Lokaler an d'Gidder vun den Agencë fest. Den Artikel 2 garantéiert d'Inviolabilitéit vun den Archiven.

Den 3, de 6 an den 8 leeden de steierleche Regime vun den Agenten an den Agencë fest. D'Agencë gi vun allen indirekte Steieren exonériert. D'Akomes vum Personal vun den Agencë gëtt zwar net besteiert, mä hiert Gehalt ass awer dem Prélèvement zu Gonschte vun den Agencen ënnerwerf. D'Décisioun preziséiert dann och - an ech mengen, dat war och eng Fro, déi den Här Henckes an der Kommissioun, wéi mir de Projet de loi debattéiert hunn, opgeworf hat -, datt d'Personal vun deenen zwou Agencen hire fiskale Wunnsëtz an hirem Ursprungsland behält.

Den Artikel 4 bréngt d'Fräiheet vun der Kommunikatioun mat sech. Op déi nämlech Aart a Weis definéiert den Artikel 6 d'Privilegien an d'Immunitéit vun den Organer a vum Personal vun den Agencen esou wéi d'Inviolabilitéit vun all hire Pabeieren, Dokumenter an och anere Material.

Am Artikel 5 steet, datt déi verschidde Länner den Zougank, den Openthalt an den Départ vum Personal vun den Agencë vereinfachen, selbstverständlech awer nëmmen, wa se an offizieller Missioun ënnerwee sinn.

D'Membere vun den Agencë profitéieren hei och vun enger Juridictionscommunity, wat hir Aussoen an hir Akten ubelaangen, awer och hei alt erëm selbstverständlech nëmme während dem Ausüben vun hirem berufflecher Aktivitéit. Dat heescht, wann eng virkënn am zivile Beräich, da si se do responsabel, wéi all déi normal Leit och. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt den Artikel 10 vum Projet de loi déi genee Ëmstänn definéiert, ënner deenen d'Ophiewe vun der Immunitéit vun de Leit, déi an den Agencë schaffen, ausgesprach ka ginn.

Zum Schluss, Här President, wéilt ech just soen, datt et wierklech wichteg an noutwendeg ass, datt mir dës Décisioun hei esou séier wéi méiglech approvouéieren, wann ee bedenkt, datt dës Décisioun sollt den 1. Januar 2002 a Kraaft treden an datt schon 19 Memberlänner hiren Accord dozou ginn hunn a mir leider ee vun de Schlusslichter hei sinn.

Dës Noutwendegkeet gouf och nach virun e puer Deeg vun engem Bréif, deen de Generalsekretär vum Conseil, den Här Javier Solana, un eise Représentant permanent zu Bréssel, also un d'Madame Schommer, geschéckt huet, ënnerstrach. An deem Bréif bezitt sech den Här Solana op den Artikel 12 vun der Décisioun, dee virgesäit, datt den 1. Januar 2002 dëst soll a Kraaft treden, ënnert der Konditioun, datt bis dohinnersämtlech Memberlänner dann och dës Décisioun ëmgasat hätten. De Statsrot huet seng Zoustëmmung och zu deeser Décisioun ginn.

Här President, ech bréngen dann och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet an ech hoffen, datt en, wéi an der Kommissioun, dann och hei kéint unanime gestëmmt ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Den honorabelen Här Angel huet d'Wuert.

#### Discussion générale

**M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, no deenen ausféierlechen Erklärungen vun der...  
(Interruptions)

Merci, Här Bettel, Här Schäffen. No deenen ausféierlechen Erklärungen vun der Kollegein Nancy Kemp-Arendt bleift mir näischt aneschtens iwwreg, wéi Merci ze soen.

Ech wollt hei och dem Haus ukënnegen, dass eis Fraktioun dee Projet de loi selbstverständlech och stëmme wäerten.

Merci an entschëllegt.

**M. le Président.** - Merci, Här Angel. Den honorabelen Här Bausch huet d'Wuert.

**M. François Bausch (DÉ GRÉNG).** - Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun och der Madame Rapportrice Merci soe fir dee gudden Rapport a soen, datt mir dese Projet stëmme.

**M. le Président.** - Dann huet d'Regierung d'Wuert. Oh, pardon. Den Här Goerens huet d'Wuert.

**M. Charles Goerens (DP).** - Ech wollt mech och der Rapportrice uschléissen.

#### (Hilarité)

Ech wollt och net unerwähnt loosse, datt deen Institut, iwwert dee se ënner anerem rapportéiert huet, eng ganz utile Aarbecht mécht. Ech mengen, et wier och gutt, wann eis Chamber sech an deene verschiddenen Aarbechten, déi se am aussepolitische Beräich mécht, heiansdo géing un deene Berichter inspiréieren.

**M. le Président.** - Den Här Henckes huet d'Wuert.

**M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Här President, och vun onser Säit aus Félicitatiounen un d'Madame Rapportrice. Si huet en excellente mëndlechen a schrëftleche Bericht duergeluecht, wou all Facetten an och Debatten an der Kommissioun gutt zum Droe komm sinn. Ech wollt den Accord vun der ADR-Fraktioun zu deemem Projet de loi bréngen.

**M. le Président.** - D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Minister Halsdorf.

**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, no deem ausféierleche Bericht vun der Madame Arendt, dee wierklech exhaustiv war - dat kann ee soen - bleift net méi vill ze kommentéieren. Déi politesch Décisioun ass geholl, fir dës zwee onofhängeg Agencen erauszuhellen aus der UEO, also muss een do konsequent sinn. Et ass evident an noutwendeg, dass d'Personal an déi Agencen d'Privilegien, d'Immunitéiten an d'Facilitéit kreien, déi se virdrun haten. Ech wär also frou, wann d'Chamber dat hei elo géif stëmme, an ech soe Merci fir de konstruktiven Dialog, dee mer haten.

**M. le Président.** - Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dese Projet de loi.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmege uegeholl mat 60 Jo-Stëmme.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Gleesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Laurent Mosar), Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber (par Mme Sylvie Andrich-Duval), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ferdinand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Ben Fayot) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helming (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Moderniséierung vun der Beeteburger Kläranlag. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Doerner, den Här Meisch, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Reporter vum Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

#### 2. 5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

##### Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

**Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV), rapportrice.** - Här President, Här Minister, léif Kollegein, léif Kollegen, „Wou d'Uelzecht durech d'Wisen zéit“, dës éischt Textzeil aus eiser Nationalhymn „Ons Heemecht“, geschriwwen 1859 a wouranner déi dräi wichtegst Flëss beschriwwen a veréiwegt gi sinn, dierft jiddferengem heibanne bekannt sinn. Den Auteur vun deenen Zeilen, de Michel Lentz, hat sech och eppes dobäi geduecht, andeems hien d'Uelzecht als éischt Floss zitéiert huet, dat, well et dee längsten a vläicht och deen ofwieselungsräichste vun deenen dräi ass.

Dat war awer zu enger Zäit, wou eis Flëss nach eng aner Qualitéit

haten. Haut mécht d'Waasserqualitéit vum längste Floss, mä net nëmmen déi vun him, eis Suergen. An de 60er Joren hat d'Politik eng éischt Kéier reagéiert, nodeems festgestallt gouf, dass d'Industrialiséierung an den éischten Nokrichsjoren an de wirtschaftlechen Opschwung sech op Käschte vun der Gesondheet vun der Uelzecht vollzunn hunn.

En ëmfangräiche Genesungsprozess gouf an de 60er Joren ageglaucht, dee substanzuell Verbesserung mat sech bruecht huet - Verbesserungen, déi awer net vun enger nohalteger Wierkung gepréigt waren. D'Pollutioun blouf op engem héijen Niveau, well d'Technik vun där Zäit nach net erméiglecht huet, fir d'Uelzecht op eng nohalteger an dauerhaft Aart a Weis propere ze halen. Virun allem um Niveau vum Stéckstoff a vum Phosphor konnt net vill erreecht ginn, well de Klärungsprozess virun allem sech op liicht ofbaubar Substanzen konzentriert huet, vu dass d'Technique vun der sou genannter Dénitrificatioun an der sou genannter Déphosphatisatioun nach net applizéiert konnte ginn.

Dobäi koum awer nach eng aner Entwécklung demographescher Natur, déi net zum Wuel vun der Uelzecht bäigedroen huet. Am Anzuchsgebitt vu Beeteburger a vum Réiserbann ass d'Populatioun an den 80er an an den 90er Jore schlagarteg an d'Luucht gaangen. An en vum deenen Zuelen ass schnell kloer ginn, dass déi Beeteburger Kläranlag, déi Enn der 70er Joren a Betrib geholl ginn ass, dem Uwesue vun der Populatioun net méi konnt gerecht ginn.

#### (Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll och drun erënneren, datt d'Regierung an hirem Regierungsaccord vun 2004 sech zu enger nohalteger Waasserwirtschaftspolitik bekannt huet, andeem eis Gewässer géint Verschmutzung geschützt solle ginn. Dës Absicht kann duerch déi konsequent Schaffung vun neien, mä awer och duerch d'Moderniséierung an den Ausbau vu bestehende Kläranlagen realiséiert ginn. An deemem Kontext wollt ech just zwee Beispiller ervirhiewen, nämlech déi Hesper an déi Beggener Kläranlagen, déi am Moment ausgebaut a moderniséiert ginn.

Här President, dëst ass och den Objektiv vum virleiende Gesetzesprojet iwwert d'Moderniséierung an den Ausbau vun der Beeteburger Kläranlag. Dësen Text ass de 14. Juni 2005 vum Här Innenminister, dem Här Jean-Marie Halsdorf, op de parlamentaresche Wee bruecht ginn, nodeems de Statsrot schon den 3. Mee 2005 e positiven Avis ofginn huet. An der Sëtzung vun der parlamentarescher Kommissioun vum 13. Oktober gouf de Reporter bestëmmt; des Weidere sinn de Projet esouwéi den Avis vum Statsrot am Detail analyséiert ginn. De schrëftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 16. November 2005 uegeholl ginn.

Léif Kollegein, léif Kollegen, de virleiende Projet autoriséiert de Stat, fir um Financement vum Ausbau an der Modernisatioun vun der Beeteburger Kläranlag ze participéieren. An ech soen et gläich: De Gesamtkäschtepunkt vum Projet beleeft sech op 36,4 Milliounen Euro, wouvun d'Regierung iwwert de Wee vum Fonds pour la gestion de l'eau vum Innenministère 90% - Dat wäert jo nach esou sinn! - wäert iwwerhuelen. Dat sinn 32,8 Milliounen Euro bei engem semestrielle Bauindex vun 600,88 op den 1. Oktober 2004.

Dat ass eng Kläranlag, déi 1979 a Betrib geholl ginn ass, mat deemools enger Capacitéit vu 70.000 Awunnergläichwäerter. Vläch e Wuert zum Begrëff Awunnergläichwäerter, well en ëmmer ermëkënn: Et gëtt vun Awunnergläichwäerter am Sënn vun Ofwaasserquantitéit an am Sënn vun Ofwaasserqualitéit geschwat.



Oftwaasserquantitéit, do entsprécht den Awunnergläichwäert deene Literen Oftwaasser, déi en duerchschnëttlechen Awunner pro Zäiteenheet produzéiert, dat heescht 140 Liter pro Awunner pro Dag. An Oftwaasserquantitéit, hei entsprécht den Awunnergläichwäert dem Verschmutzungsgrad vum Oftwaasser, a gëtt ausgedréckt am Sauerstoffverbrauch, deen de Bakterië muss zougefouert ginn, fir de Knascht vum Oftwaasser vum enger duerchschnëttlecher Persoun an enger Zäiteenheet ze verschaffen. Esou Erklärungen gëtt ee gewuer, wann ee sech mat der Technik e wéineg aussernee gesat huet.

Ech hu schonn op déi demographesch Entwécklung am Beetebuurger Raum an am Réiserbann higewisen, déi an de leschte Joren op eng exponentiell Aart a Weis an d'Luucht gaangen ass. Mat enger Capacitéit vu 95.000 Awunnergläichwäerter dréit déi erweidert Kläranlag dëser Evolution an engem grouse Mooss Rechnung, well d'Anzuchsgebitt vum Kläranlag sech op d'Gemenge Beetebuerg, Réiser, Keel, Diddeleng a Rémeleng, wéi och op zwou franséisch Gemengen - Tresseng an Oetteng - ausdehnt.

Et ass virun allem den Uschloss vum Uertschafte vum der Gemeng Réiserbann, deen 1996 sän Ofschloss wäert fannen, deen den Ausbau vum der Beetebuurger Kläranlag noutwendeg gemaach huet. Déi nei Capacitéiten, déi duerch dëse Projet geschafte ginn, enthalen eng Reserv, fir och an de kommende Joren nach weider ausbauen ze kënnen, wann et da sollt néideg sinn.

Niewent dem demographesche Facteur spillt och e reglementaresche Facteur bei der Modernisierung vum der Beetebuurger Kläranlag eng grouss Roll. Mat dësem Projet gëtt d'Beetebuurger Kläranlag konform zur europäescher Direktiv 91/271 vum 21. Mee 1991 gesat. Dës Direktiv schreift Grenzwäerter vir, an zwar fir sämtlech Komponenten, déi zur Bildung vum der sou genannter Biomass, also Sauerstoff zierend Planzen am Waasser, bäidroen. An der Natur gëtt d'Bildung vu Biomass haaptsächlech vum der Presenz vum Phosphor a vu Stéckstoffverbindungen gesteiert. Dës zwou Komponente gi bei der Denitrificatioun a bei der Phosphoreliminatioun aus dem Oftwaasser geholl.

D'Kläranlag vu Beetebuerg entsprécht nom Ausbau deenen europäeschen an nationale Virschreften, wat virun allem der Uelzrecht zegutt kënn. Heibäi sief gesot, dass den Ausbau vum der Kläranlag vu Schëffleng nëmmen en éischte Schrëtt war. Mat Beetebuerg, Hesper, Beggen a geschwënn och där vu Miersch kënnen mer eis Anlagen am Uelzrechtdall op de leschten technesche Stand setzen.

Allerdéngs sollt een net vergiesen, dass et weiderhi wichteg wäert sinn, och um Niveau vum der Gemengen, de Bau vum der sou genannte Reeniwerlafbecken an eise Kanalnetzer weiderzeféieren. Ausserdeem muss och d'Gewicht op d'Eliminatioun vum sou genannte Friemwaasser geluecht ginn - dat ass proppert Waasser aus punktuellen oder diffuse Waasseroderen -, fir dass mer de gudden Zoustand vum der Gewässer erëm kënnen errechen.

D'Modernisatioun vum der Kläranlag spigelt sech an éischer Linn am Bau vu méi groussen Décantatiounsbaséngen erëm, an dat souwuel um éische wéi um zweete Grad vum Traitement. Déi zweet Modernisierungsphas gesäit den Ofrëss vu bestehende Strukturen vir wéi och d'Schafung vum engem Désableur, engem Dégraisseur an engem Décanteur primaire. D'Loft gëtt duerch Biofiltere gereengt. D'Hauptgebai vum Service gëtt och engem Lifting ënnerzunn.

Wat d'Kläranlag Beetebuerg ueget, bleift nach den Aspekt vum der sënnavoller Notzung vum der Energie an den Aspekt vum der Klärschlammbehandlung unzeschwätzen. De Klärschlamm aus der mechanischer Rengung, de Primärschlamm, an deen aus der biologescher Rengung, de Sekundärschlamm, gëtt op der Plaz, souwäit méiglech, entwässert an dann am Faulbehälter behandelt. Heibäi entsteet Gas, haaptsächlech Methan, de fir d'Produktioun vum Energie um Site vum der Kläranlag genotzt gëtt.

De Gas dreift an engem sou genannte Blockheizkraaftwierk Maschinen un, déi Stroum produzéieren an Hëtzt generéieren. Am Wanter gëtt dës Energie op der Anlag fir d'Hëtze vum Betriebsgebai a vum Faulbehälter gebraucht, am Summer gëtt d'iwwerschësseg Hëtzt fir eng weider Ausdréchnung vum Klärschlamm genotzt. Iwwerschëssege Stroum gëtt an d'Netz vum der Cegedel agespeist. De fäerdeg ausgedrächente Klärschlamm kann als sekundäre Brennstoff eventuell an der Zementproduktioun verwäert ginn. D'Baséng ginn op eng Héicht vum zwee bis dräi Meter iwwert dem Buedem gebaut, wat d'Käschte vum Projet dréckt an d'Arbechte wesentlech vereinfacht.

Et bleift schlussendlech ervirzehiewen, dass de ganze Projet éischer e Projet ass, de sech op seng Basisfunktione konzentréiert an deen duerfir iwwerflësseg architektonesch Spillereien op der Säit léisst.

Här President, ech sinn um Enn vum mengem Rapport ukomm, vum deem ech hoffen, dass e fir jiddferen an dësem Haus komplett a prezis war. Dëse Projet ass e wichtige Bausteen am Bestriewe vum der Regierung, fir de Bierger aus de concernéierte Gemengen, déi d'Uelzrecht duerchziit, e gesond Émfeld ze garantéieren. Mir sinn dat deem längste Floss, deen an eiser Nationalhymn veréiwegt ass, an eise Land schëlleg.

Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Madame Rapportrice. Éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner!

**Discussion générale**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Allerwichtigst bei kommunale Kläranlagen ass d'Qualitéit vum laangfristegen, iwwerluechtene Standuert!

**Plusieurs voix.** - Ah! Très bien. Voilà!

**(Interruptions)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - Net, well esou eng Anlag schlecht géif richen oder soss aner Geräischer géif maachen, oder awer well zu Beetebuerg - wat richtig ass - d'Waasser de Bierg op an d'Bassiné fléisst,...

**(Hilarité)**

...mä, ganz einfach, wéinst der regionaler Zesummeffaassung vum verschiddenen Entwässerungsgebieder.

Ech kennen de Südgemengen hire Realitéitssënn. Well fir si Selbstverantwortung eng Selbstverständlechkeet ass, hunn d'Gemenge Beetebuerg, Diddeleng, Keel, Réiser an och Rémeleng sech schonn 1980 zesummegeschloss an tëscht Beetebuerg a Peppeng eng Anlag gebaut, déi net nëmme vum engem kommunale Syndikat käschtegenschteg géréiert an exploitéiert gëtt, mä och elo gemäss deene gängegen europäeschen Oftwaasertechniken ausgebaut a moderniséiert gëtt.

Dem STEP, presidéiert vum Rémelenger Buergermeeschter, dem

Här Will Hoffmann, ass et à tout prix drëms gaangen, dëser Kläranlag eng Entwécklungscapacitéit fir déi nächst 20 Joer ze garantéieren. Déi honorabel Rapportrice, d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein, huet haut de Mëtteg dee besonnesche Verdéngscht, eis mat grousser Sachkenntnis an Iwwerzeugung...

**Une voix.** - Oooohhh!

**(Hilarité)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - ...déi technesch, déi ekonomesch an déi finanziell...

**M. le Président.** - Ech weess net, wat et do ze laache gëtt! Ech mengen, mir sollen alleguerten nolauschten. De Projet ass seriö genuch!

**(Brouhaha général et hilarité)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - ...Aspekter vum dësem Projet virgestallt an dokumentéiert.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir dierft dann awer net emol grinsen!

**(Hilarité)**

**M. le Président.** - Här Gibéryen, d'Madame...

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann Dir eis d'Laache verbitt, dann dierft Dir awer net grinsen!

**M. le Président.** - Ech hätt nëmme just gären - d'Laachen ass net verbueden -, dass mer der Madame Doerner an hiren Ausféierung géifen nolauschten.

**(Brouhaha général)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - Op jidde Fall hu mir aus de Riede vum der Madame Gantenbein festgestallt, dass si mat dëser Thematik vertraut ass,...

**Une voix.** - Jo!

**Mme Christine Doerner (CSV).** - ...well et ass am Fong geholl ënner hirer Regie, wou eng héich modern Kläranlag vum engem anere Gabarit, engem anere System, och elo zu Hesper gebaut gëtt.

Un den Zuelen hu mir awer och festgestallt, dass et sech hei bei der Beetebuurger Anlag em en héije finanziellen Invest handelt. An der Budgetsanalys, déi mer dës Woch an dësem Sall héieren hunn, si Stéchwierder gefall vu vertriebarten, finanzéierbaren Infrastrukturen, déi den honorable Rapporteur, den Här Negri, a sengem androcksvolle Rapport...

**(Interruptions)**

...ënner Soutenabilité financière définéiert huet. Nom Budgetsminister senger pondérierter Ried konnte mir feststellen, kouw eraus, dass mir hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer an enger finanziell gudder, privilegiéierter Situatioun sinn.

**(Interruption)**

Mä och am Grand-Duché stousse mir u finanziell Grenzen, a mir dierfen eis net dru gewinnen, permanent iwwer eis Verhältnissen ze liewen. Op Dauer kann dat net gutt goen. Ouni elo, wéi de Minister gesot huet, op hektesch improviséiert Spuermoosnamen zrëckzegräifen, huet awer eise Finanzminister gemengt, dass mir d'Defiziter vum Stat a vum der Gemengen eescht huele müssen.

Ech kommen zrëck op d'Beetebuurger Kläranlag.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass net fir ze laachen heibannen!

**(Interruptions et hilarité)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - Hannert dësem ambitiöse Projet stécht awer méi wéi en einfache Finanzéierungskonzept vum enger neier, genormter Klärtechnik. Bei dëser intelligenter Planung huet de STEP, zesumme mam Waasseramt, och un d'Zauberwuert Nohaltegkeet geduecht. Well de Sekretär vum STEP, den Här Hübsch, huet mir bestätegt, dass d'Holzvergasung net déi eenzeg Méiglechkeet ass, fir aus de Biomassen Energie ze gewinnen,...

**Une voix.** - Gutt!

**(Hilarité)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - ...mä dass och bei der Vergärung vu Klärschlamm - chose étonnante! - Gas entsteet.

**(Hilarité)**

**Une voix.** - Wësst Der wat, dat do ass mir och nei.

**(Interruptions)**

**Mme Christine Doerner (CSV).** - Dëse Klärgas gëtt a wäert a Stroum ëmgewandelt ginn.

**(Hilarité)**

Duerfir gëtt zu Beetebuerg e Pilotprojet vum enger Solar trockenanlage gebaut - där si schonn 300 an der Schwäiz -, an d'Capacitéit vum dëser Stroumanlag soll d'Intermoselle zu Rémeleng mat Stroum versueren. Esou kann eng kostspieleg Kläranlag zu engem alternativen Investitiounsobjekt ginn, an dat ganz am Sënn vu Kyoto. Wann elo zu Beetebuerg 2008 dës Kläranlag a Betrib geholl gëtt, kënn si net nëmmen hirer primärer, elementarer Entsuerungspflicht no, mä ass och ekologesch an ekonomesch sënnavoll fir d'Propperhale vum eiser Natur, der Émwelt an der Waasserwirtschaft.

**Une voix.** - Dat huet hatt emol gutt gesot!

**Mme Christine Doerner (CSV).** - No all dësen Ursachen, déi mer opgezielt hunn, mengen ech, kéinte mir dëse Projet stëmmen, an ech hunn och den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Madame Doerner. Den nächsten Orateur ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch!

**(Interruptions)**

**M. Claude Meisch (DP).** - Ech kann lech wahrscheinlech net esou gutt ënnerhalen, wéi meng Virriednerin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotzdem wollt ech awer nach e puer Gedanken an d'Diskussioun bréngen, wat d'Modernisierung an den Ausbau vum der Beetebuurger Kläranlag ubelaangt.

Den Ausbau vum enger Kläranlag, de secherlech net nëmmen zu Beetebuerg noutwendeg ass, mä do fir déi Gemengen noutwendeg ginn ass, déi dorunner ugeschloss sinn, well se sech am Laf vum deene leschte 25 Joer ganz favorabel dévoppéiert hunn a vill Awunner bäikritt hunn, a soumadder och vill méi knaschtegt Waasser maachen. Duerfir war et eng Noutwendegkeet, fir déi Kläranlag do auszubauen.

Wann ee kuckt, wat do vu Chiffere müssen investéiert ginn, fir d'Capacitéit vu 70.000 Awunner op an Zukunft 95.000 Awunner eropzeseetzen, da sinn dat schonn - wéi virdu richtig gesot ginn ass - ganz impressionabel Chifferen. Do wäert de Stat mat deem Projet de loi, de mer hei stëmmen, 32.800.000 Euro bäileeën, vum engem Gesamtkäschtpunkt vum iwwer 36 Milliounen Euro. Also 90% dovunner ginn hei bei dësem Projet nach ëmmer vum Stat matfinanziéiert.

Et muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi an Zukunft och d'Gemengen d'Méiglechkeet hunn, fir nach esou Projeten ze realiséieren, wann 90% net méi dee Montant ass, deen da bei esou groussen Infrastrukturprojete vum Stat bäigesteiert gëtt. Mä et ass jo och gëschter hei nach eng kéier preziséiert ginn, dat déi staatlech Subside bei Investitiounsprojeten vum der Gemengen an Zukunft sollen erfogoen. Mer wësse jo och, dat do nach ëmmer déi Waasserdirektiv iwwer eis schwieft, déi och hei zu Lëtzebuerg eng kéier wäert ëmgesat ginn, wou dann déi staatlech Subsiden drastesch wäerten erfogoen. Mir müssen awer gläichzäitig op där anerer Säit kucken, dat d'Gemengen dee Finanzpillraum dann och hunn, fir déi Aufgab do selwer an Zukunft kënnen ze iwwerhuelen.

Wichtig wär et an deem Zesammenhang ze wëssen, an duerfir vläicht eng Fro un den zoustännegen Innenminister, wéi vill Kläranlagen eigentlech nach mussen ausgebaut a moderniséiert ginn, well se net méi konform sinn. Well mer hunn am Projet de loi gelies, dat dëse Projet och huet misse realiséiert ginn, net nëmme well d'Kläranlag ausbaunoutwendeg war, mä och, well eng Modernisatioun noutwendeg war, fir dat d'Waasserklämung, déi do geschitt, eben och der EU-Direktiv vum 21. Mee 1991 erëm konform wär, wat also offensichtlich net de Fall war.

Meng Fro ass elo: Wéi vill aner Kläranlage sinn zu där doter EU-Direktiv net konform respektiv wéi vill aner Kläranlage mussen nach gebaut ginn? An da gesi mer jo och, wat fir eng finanziell Laascht do nach op de Stat respektiv op déi concernéiert Gemengen duerkënn. Mir als Demokratesch Partei wäerten op jidde Fall dëse Projet de loi matstëmmen.

Ech wëll bei darselwechter Geleeënheet och der Rapportrice, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein, nach eng kéier villmoos Merci soe fir hir Aarbecht. Si ass op ganz vill Detailler, och technesch Detailler, agaangen. Se huet eis presentéiert em wat et sech hei am Detail handelt. Hir also e Merci a Félicitatioun fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Mir, als Demokratesch Partei, wäerten, wéi och an der Vergaangeneheet, wann et em de Waasserschutz goung, mat op Ärer Säit stoen. Net ëmsoss hate mir an eise Wahlprogramm, fir d'Wahle vum 13. Juni 2004, stoen: „Die Qualität und der Schutz unserer Gewässer bleibt für die DP eine prioritäre Aufgabe, wobei der Bau und die Modernisierung von Kläranlagen sowie der Erhalt der diversen Wasserbiotope Vorrang haben. In puncto Kläranlagen müssen die Defizite an der Mosel, längst den Grenzgewässern der Sauer sowie im Ourtal weiter behoben werden.“ Et bleift also eiser Meinung no nach esou munches ze maachen. Dat heite kann och nëmmen den éische Schrëtt an déi Richtung sinn.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Meisch. D'honorabel Madame Mutsch huet d'Wuert. Madame Mutsch!

**Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet, deen eis am Allgemengen enger besserer Qualitéit vum eise Oftwaasser am Land méi no bréngt an am Speziellen dem Nohuelbedarf an der Modernisierung vum eise Kläranlagennetz e Schrott virubréngt, wëll ech aganks direkt den Accord vum eiser Fraktioun matbréngen. Well meng Virriedner, am Speziellen awer d'Rapportrice, d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein-Koulen, ganz am Detail op dëse Projet agange sinn, kann ech mech hei op déi Haaptpunkte limitéieren, déi zu dësem Projet de loi schonn ervirgestrach gi sinn.



Ganz wichteg ass hei ervirzehlwen, dass an deemem Kontext ganz schnell konnt geschafft ginn. Am Juni huet den Här Minister dese Projet déposiert. Den 3. Mee hat de Conseil d'État scho säin Avis derzou ginn. Den 13. Oktober ass d'Kommissioun vun den Affaires intérieures zesummekomm an huet d'Rapportrice, an deemem Fall d'Madame Gantenbein, designiert, déi schonn de 16. November - also praktesch direkt no der grousser Vakanz - konnt hire Rapport an deem Detail, gradewéi mer en elo grad hei och méndlech presentéiert kritt hunn, presentéieren.

Dat ass ganz wichteg an engem Beräich, wou et drëm geet, fir schnell ze schaffen, well soss, am anere Fall, déi Gemengen, déi hei d'Initiativ geholl hunn, laang am Viraus missten e Prefinanzement maachen. Émsou méi erfreesch ass et, dass hei Hand an Hand mam Ministère geschafft gouf, a mer am Nachhinein och kënne feststellen, dass e Syndikat, wou eng gutt Gestiou an e gudde Fonctionnement ass, e gutt Zesummeschaffe mat de staatlechen Instanzen och méi einfach méiglech mécht.

Also resüméiert: Et ass schnell geschafft ginn! Et ass der demographescher Entwécklung an engem Deel vum Land Rechnung gedroe ginn, dem Süden, a virun allem dem Réiserbann, wou d'Zuel vun den Awunner rapid amgaangen ass ze steigen. An deemem Fall émsou méi, wou mer wëssen, dass mer nach am Joer 1979 vun engem Awunnerstand vu 70.000 ausgegange sinn, dee sech elo op 95.000 entwéckelt huet. Émsou méi war et wichteg, fir des Moderniséierungsarbechte virzehuelen, a se och hei ze félicitéieren, dass déi Zesummenaarbecht tëscht Syndikat a Ministère konnt schnell dëser Entwécklung Rechnung droen.

Dozou kënnt nach, dass de Gesamtkader, dee mer vun den europäeschen Instanzen gestallt kréien, fir no an no eng Moderniséierung vun den Infrastrukture virzehuelen, déi zu enger Gesamtopwärtung

vun eiser Ofwaasserqualitéit féiert, dass mer eis och da kënne en règle setzen.

Dobäi ass jo och ze bemierken, dass mer net nëmmen hei vun engem Projet schwätzen, deen d'Gemengen am Réiserbann matenee verbënnt - mir schwätze jo vu Beetebuerg, Keel, Diddeleng, Réiser a Rémeleng -, mä dass et sech och ëm e Projet transfrontalier handelt, well och zwou franséisch Gemengen unhängelech sinn, an zwar d'Gemengen Tréisseng an Oetting. Mir mussen eis ëmmer méi an eng Logik och vun der internationaler Zesummenaarbecht, haaptsächlech wat eist Ofwaasser ubelängt, erabewegen. Och dëser Entwécklung huet dese Projet de loi Rechnung gedroen.

Vläicht ofschléissend nach eng Remarque. Mir sinn et scho bal gewinnt, dass an där Regioun, wou dese Kläranlagesyndikat en Deel dervunner ass, nämlech de Süden, oft déi wichteg a richteg Trende gesat gi sinn, wat den Émgang mat där komplexer Matière vun der Ofwaasserqualitéit am Allgemengen an der Émweltproblematik am Speziellen ubelängt. Hei sinn oft d'Jalonë richteg gesat ginn an der Vergaangenheet!

An och hei ass et nees de Fall, dass et der Wäitsicht vun engem Syndikat ze verdanken ass, wou mer wahrscheinlech ëmmer méi zu enger Zesummenaarbecht vun deenen dräi Syndikater am Süde wäerte kommen, dee sech mat de Kläranlage beschäftegt, dass dese Projet schnell konnt op den Instanzeweie kommen. Souwuel d'Garantie konnt erbruecht ginn, dass der Komplexitéit vun der Matière Rechnung gedroe gëtt, souwéi virun allem och, dass déi schnell Abtribnam vun enger moderner Installatioun kann op 2008 projezéiert ginn. Dat ass, mengen ech, ganz wichteg.

Et kann een hei nach eng Kéier ënnersträchen, dass et am Süden ni vergiess ginn ass, fir zur richteger Zäit déi richteg Jalonon an deemem esou wichtege Beräich vun der

Landesentwécklung ze setzen, an dass mer och an Zukunft wäerten de richteg Moment huelen, fir ze gesi wéini et esou wäit ass, dass eng Zesummenaarbecht an där komplexer Matière nach méi intensiv muss gestalt ginn, tëscht deenen eenzelne Syndikater mam Ministère zesummen.

Vun eiser Säit aus nach eng Kéier eisen Accord fir dese Projet. Eis Félicitatiounen un dese Syndikat, deem säi Fonctionnement net méi muss ënner Beweis gestallt ginn, an deem seng gutt Zesummenaarbecht mir nach eng Kéier hei wëllen an deemem Kontext ervirsträchen.

Merci.

**M. le Président.** - Merci, Madame Mutsch. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

**M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Här President, et kéint een tatsächlech dese Projet vun der Kläranlag Beetebuerg als Ophänker huele fir e weiden Exkurs iwwert d'Waasser- an d'Ofwaasserpolitik vun dëser an der viregter Regierung. Do wier och ganz vill ze soen. Ech verzichten awer haut dorop. Mir kréie jo anscheinend am Februar d'Geleeënheet am Kontext vun enger Interpellatioun zum Thema Waasserpolitik dat am Detail ze maachen.

Just ee Saz vun eiser Säit: Wann een den Zoustand vun der Uelzecht a vun der Énnersauer kennt, da muss een dese Projet stëmmen, an dat wäert déi gréng Fraktioun selbstverständlech maachen.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Gibéryen age-droen.

**M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Säit aus

wëll ech och direkt d'Zoustëmmung zu deemem Projet bréngen an der Rapportrice, der Madame Marie-Thérèse Gantenbein, Merci soe fir hire schrëftlechen an hire méndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass a quasi regelméissegen Ofstänn, dass mer hei an der Chamber iwwer esou Projeten an deene leschte Joren diskutéieren, well et ass öfters de Fall, dass mer hei Investitiounen an d'Ofwaasser-sanéierung stëmmen, déi eng gesetzlech Basis brauchen an duerfir hei an d'Chamber kommen.

Dese Projet kascht ëmmerhin de Montant vun iwwer 36 Milliounen a gëtt zu 90% vum Stat subventionéiert oder finanziert, wat ëmmerhi fir de Stat dann 32,8 Milliounen ausmécht, wat wéi gesot e ganz bedeitende Montant ass. Et ass wichteg, dass mer systematesch an déi doten Infrastrukturen hei am Land investéieren. Dat geet nach zréck op eng Zäit, mengen ech, wéi de Josy Barthel Waasserkommissär war. Do hu mer hei am Land déi éischt Démarchen ugefaangen ze maachen, déi an déi dote Richtung gaange sinn.

Et ass an deene quasi 30 Joer scho villes hei am Land geschafft ginn, mä mir wëssen awer, dass mer nach e groussen Nohuelbedarf hei am Land hunn. Wann een och an de Rapport kuckt vum Ministère vum Intérieur, gesäit een, dass fir déi Projeten, déi elo nach um Lafe si fir déi nächst zéng Joer, ronn 500 Milliounen Investitiounen virgesi sinn. Am Ganze leien elo nach Idien oder Projete vir an der Héicht vun 800 Milliounen Euro, déi nach missten an déi Kläranlagen investéiert ginn.

Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dat net den Total vun de Montanten ass, well mer wëssen, dass d'Augmentatioun vun eiser Populatioun mat sech bréngt, dass och an Zukunft bestehend Kläranlage wäerten ausgebaut musse ginn. Mir wëssen, dass net nëmme Kläranlage musse gebaut ginn, mä datt och do, fir an d'Kläranlagen ze

kommen, Kollektore musse gebaut ginn, déi och zu 90% vum Ministère, vum Stat subventionéiert ginn, an datt mer op där anerer Säit och där Reeniwwerlafréckstaubecke musse bauen, déi och vum Stat zu 90% subventionéiert ginn.

Als Nach-President vun engem Kläranlagesyndikat weess ech, wat och déi Réckstaubecke kaschten: Déi komme bis eng Millioun Euro d'Stéck. Esou vill muss do investéiert ginn, eleng fir esou en Utschloss vun engem Uertskanal un e Kollektor ze maachen, woubäi hei am Land déi meescht Gemengen, déi eng Kläranlag a Kollektoren hunn, awer nach net déi Réckstaubecke gebaut hunn, oder eng al Form vu sou genannten Iwwerlafbecken, wéi mer se virun zéng, 15, 20 Joer gebaut hunn, do stoen hunn, déi elo alleguerten am Fong erneiert beziehungsweise deenen neisten techneschen Normen entsprechend misste gebaut ginn.

Esou datt mer wëssen, dass déi Kreditter, déi mer elo virgesinn hunn, Montante sinn, déi bei wäitem net wäerten der Realitéit entsprechen.

E weidere Problem, deen ech hei uschneide wëll, dat ass, dass d'Gemenge respektiv an deemem Fall d'Syndikater e Prefinanzement maache vun deenen 90%. Ech mengen, et steet ëmmer an dem Gesetz oder och an den Engagements, déi de Minister vis-à-vis vun de Gemengen oder de Syndikater hält, dee schéine Saz: «suivant les disponibilités budgétaires», mä ech mengen, d'Gemengen an d'Syndikater wiere gutt beroden, esou Projeten eréischt unzegoen, wa se vum Minister d'Zousou kréien, dass déi néideg Kreditter, déi se brauchen, och zu deem Abléck do sinn, wann d'Projete gebaut si ginn, well weder eng Gemeng nach e Syndikat laangfristeg esou e Prefinanzement an der Héicht vun 90% vun deenen Zomme kéint maachen, wa mer wëssen, dass och d'Finanze bei de Gemengen net einfach sinn, an déi éischt Gemengen si jo elo amgaangen hire Budget opzestellen.



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Chamber TV

weist all  
öffentlech Sëtzung  
live an integral

An der Stad  
um Kanal S29 (Coditel) oder  
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch  
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang  
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng  
um Kanal S32

An der Gemeng Bartreng  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer  
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um  
Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech  
um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech  
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



Et stellt ee fest, datt et bei de Gemengen ëmmer méi enk gëtt. Ech ka mer net virstellen, datt d'Gemengen esou Prefinanzementer vun esou dach fir déi meescht Gemengen enorme Chiffere kënnen maachen. Duerfir muss do eng Ofsprouch kommen tëschent dem Ministère, de Syndikater respektiv de Gemengen, datt déi Suen eréischt kënnen engagéiert ginn, wann och vu staatlecher Säit déi Sue prett sinn, fir se eben direkt kënnen zréckzefinanzéieren, wat - dat kann ech aus der Praxis soen - bis elo och ëmmer esou fonctionnéiert huet.

Här President, ech mengen, datt mer an eis Kläranlagen investéieren, well mer déi europäesch Waasserrichtlinn kucken, déi hei zu Lëtzebuerg nach net ganz ëmgesat ass, duerch déi mer wëssen, dass am Fong bis 2015 all Ofwaasser hei am Land an engem gudden Zoustand misst sinn, a mer wëssen och, datt mer e Problem wäerte kréien, fir déi Richtlinn, wa mer se bis ëmgesat hunn, och ze respektéieren. Virun allem och, well mer wëssen, wéi d'Finanzsituatioun haut vum Stat ass.

Dobäi, mengen ech, muss een dann och wëssen, datt et awer eng gutt Investitioun ass. Meng Virriedner hunn dat schonn hei ënnerstrach. Et ass am Fong och e bëssen traureg fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat zwar ëmmer op Tourismus setzt an och gären Touristen heihinner géif kréien, dass et deenen Touristen awer da verbitt, an d'Waasser schwammen ze goen, well mer d'Waasser eben net deene Qualitëitsnormen entsprechend kënnen ubidden, wéi dat dat nun emol ebe ka verlaangt ginn.

Duerfir ass dat heite schonn eng wichtige Investitioun, an et ass eng vun deenen Investitiounen vun deene mir als ADR an der Vergaangenheet ëmmer gesot hunn, dass se bei eis méi Prioritéit hätt misse genéissen, wéi dat de Fall war.

Et ass traureg, datt mer an all deene Joren, wou et dem Land esou gutt gaangen ass, et net fäerdeg bruecht hunn, fir onst Land flächendeckend mat Kläranlagen ze equipéieren. Haut, wou et méi schlecht geet, gesi mer, datt mer nach en Nohuelbedarf kréien, dee wäit doriwwer wäert ewechgoen, well mer europäesch gesi gezwonge ginn oder eis engagéiert hunn, fir eist Ofwaasser an eng uerdentlech gutt Qualitéit ze setzen.

Dat gesot, Här President, wëll ech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun fir dese gudder Projet bréngen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci, Här Gibéryen. Fir d'Regierung huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf d'Wuert.

**M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deenen interessanten Interventiounen, déi ech haut de Mëtteg hei héieren hunn, géif ech mech och gären deem uschléissen, wat de Camille Gira gesot huet, an zwar, dass mer eng exhaustiv Diskussioun iwwer eis Waasserpolitik hei zu Lëtzebuerg wäerte bei der Interpellatioun am Ufank vum nächste Joer maachen.

Ech wëll haut éischer vläicht am Sënn vun dësem Gesetz, wat jo eng Loi de financement ass, kuerz iwwert d'Finanzen e bësse schwätzen, déi et am Beräich vun de Kläranlagen hei zu Lëtzebuerg gëtt.

Datt mer do eng flächendeckend Strategie hunn, Här Gibéryen, dréckt, mengen ech, d'Tatsach aus, dass et am Land am Ganzen 177 mechesch an 107 biologesch Kläranlage gëtt. Et gesäit een also: Lëtzebuerg huet eng Struktur!

Wat elo hei am Land natierlech de Problem ass, datt ass, dass déi Kläranlage mechesch sinn, an da kënn eng biologesch Struktur, an da kënn eng drëtt Phas. De Problem ass, dass mer eben déi drëtt Phas nach aféiere missten, déi drëtt Phas, déi ebe mécht, dass de Stickstoff aus dem Waasser geholl gëtt. Dee Stickstoff kënn ganz vill duerch d'Düngung vun de Felder. Déi drëtt Phas mécht och, dass de Phosphor aus de Gewässer erauskënn, fir d'Eutrophéierung ze stoppen. Dat ass am Fong geholl, géif ech soen, de qualitative Sprong, dee mer maache mat deenen neie Kläranlagen, där mer scho muncher hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Ech erënnere mech drun, dass mer am Joer 2003, den 9. Juli, déi Kläranlag vum Heischergronn hei diskutéiert hunn. Do war eng Kläranlag mat Problemer, a mai Virgänger, de Michel Wolter, huet a mengen Aen déi gutt Décisioun geholl, déi Kläranlag ze bauen. Dat gëtt där gären Géigend vun der Uewersauer, vum ganze Stauséi Méiglechkeeten e wirtschaftlechen Développement ze kréien, deen net méiglech wier, wa keng Kläranlag an deem Eck vum Land wär. Et ass also eng gutt Décisioun, déi natierlech 59 Milliounen Euro kascht.

**(Interruption)**

Här Grethen, fir mech ass se ganz gutt.

**(Interruption)**

Gutt, also ech hunn lech elo meng Meenung gesot; Dir hutt och eng Meenung. Dir sidd zu 60; ech ginn dovunner aus, dass 60 Leit eng Meenung heibannen hunn.

Ech weess awer och, dass mer um Enn, wéi déi Mandatsperiod eriwergaangen ass am Mee 2004, Kläranlage vu Beggen a vun Hesper hei gestëmmt hunn, déi och ugeschwat gi sinn, wou en décke Batz Suen investéiert ginn ass, an zwar 93,4 Milliounen eleng fir Beggen. Dat muss ee sech emol virstellen, zum Index vum Joer 2003! Dat war fir Beggen. Mat de Sue fir Hesper - wou d'Madame Rapportrice jo Buergermeeschtesch ass -, déi sech, och mam Index vum 2003, op 14,9 Milliounen belafen, si vill Suen investéiert ginn. Hei, mat Beetebuerg ginn nach eng Kéier 36,4 Milliounen investéiert.

Et ass also vill geschaff ginn an och - mengen ech - schnell geschaff ginn, wat d'Madame Mutsch jo virdrun ugeschwat huet. A wann een nokuckt, gesäit een, dass zënter 1999 bis haut järelech tëschent 19 an 28 Milliounen Euro investéiert gi sinn oder Gelder erausgeholl gi sinn aus dem Waassersfong, wat e Batz Suen ass a wat weist, dass mer scho munches gemaach hunn, dass awer och nach villes ze maache bleift.

Wat haut an hei gemaach gëtt mat dëser Kläranlag, dat ass sécherlech och eng Respektéierung vun där europäescher Direktiv 91/271/CEE, déi vun der Rengung vun den Ofwässer, fir eis am Fong geholl do ze conforméieren. Déi ass och 1994 duerch e Règlement grand-ducal hei ëmgesat ginn, an ech wollt gär dorop agoen, well an där Direktiv steet, dass kleng Agglomeratiounen tëschent 2.000 an 10.000 Awunner gläich wäerte mussen en appropriéierte System vu Kollekten a vum Behandle vum Ofwässer opweisen, an zwar bis den 31.12. dëst Joer, also den 31.12.2005.

Dir gesitt also, dass mer do nach net ukomm sinn, an ech menge wann een nach weess, dass an darselwechter Direktiv och nach steet, dass déi grouss Kläranlagen, esou wéi mir déi hei plangen, sech hätte misse conforméiere bis den 31. Dezember 1998, da gesäit een also, dass mir do e bëssen han-nendra sinn.

Ech reeche gären eng Hand an deem Sënn, dass mir duerch d'Waasserwirtschaftsamt eng Hël-

lef kënnen ginn, eng technesch Begleitung kënnen ginn, mä et ass un de Gemengen, déi Investissementer ze tätegen, well dat Ganzt ass jo en Zesummespill zwësche Gemengen a Stat. Do sollte mer eis dann elo schnellstens un de Ball druginn, fir eben deene Kläranlagen, esou wéi där heiten, eng drëtt Rengungsstuf ze ginn, fir dass se kënnen performant funktionéieren.

Dee Park vun den öffentleche Kläranlagen, dee mer an eisem Land hunn, deckt 90% vun de kommunalen Ofwässer. Déi gi gerengt. Mir ginn dovun aus, dass, wa mer déi drëtt Stuf hätten, mer kéinte bis 75% vun den Nährstoff Phosphor a Stéckstoff aus den Ofwässer eraushuelen. Et gëtt véier Kläranlagen am Land, déi deem Prinzip vun der drëtter Stuf entsprechen, dat ass Mamer, Péiteng, Iwwersiren an Esch-Schéffleng. Et besteet also Nachholbedarf - ech hat et ugeschwat -, a mir mussen och elo kucken; an den nächste Jore muss nach vill Geld investéiert ginn.

Ech wollt trotzdem haut bei där Diskussioun e puer Beispiller gi vu Projeten, déi am Rulle sinn, a wat se kascht hunn. Ech hat jo virdrun schon Hesper ugeschwat, ech hat Beggen schonn ugeschwat. Da kënn dee Kollekte do derzwëscht, dee kascht eleng 51 Milliounen, dat ass schrecklech vill Geld. Dann hat ech Beetebuerg ugeschwat, da Miersch, wat onbedéngt muss gemaach ginn, an och d'Bleesbréck, déi kaschten 18 respektiv 20 Milliounen Euro. Op Gréiwemaacher kënn eng Kläranlag fir eis Musel, well do och eppes muss gemaach ginn, an och op Pärrel, dat ass jo da fir d'Uewersauer vu Réimech - Uewermusel, pardon -, Réimech, Wellesteen a Rémerschen, do ginn 20 Milliounen investéiert.

Wann een dat alles zesammenzielt - ech hu mech domat emol amüséiert -, da kënn ee praktesch op eng Véirelmilliard eleng vu Projeten, déi elo kuerzfristeg am Rulle sinn a wou et keen Zréck méi gëtt; déi mussen investéiert ginn. A wann déi Chifferen, déi virdrun ugekleng sinn, vun 800 oder 850 Milliounen richteg sinn, muss mer also eng Strategie kréie fir déi nächste Joren, ëmsou méi mer eng integréiert a global Waasserwirtschaft hei zu Lëtzebuerg brauchen a mer och forcéiert sinn, déi ëmsetzen, duerch d'Waasserrahmrichtlinn vun 2000, déi jo am Ufank vum nächste Joer déposéiert wäert ginn an déi mir wäerten am Detail diskutéieren elo am Januar, Februar hei an der Chamber.

Wann een da weess, dass ee muss no där Richtlinn bis 2015 eis Gewässer chemesch an ekologesch propper kréien, wann ee weess, dass een de Prinzip zu kostendeckenden Wasserdienstleistung muss respektéieren, dat heescht reelle Waasserpräis, dat heescht ganz kloer 2 Euro fir Ofwässer an 1 1/2 Euro fir Drénkwaasser, dat heescht, da muss een also vun 3,5 Euro praktesch ausgoen. Dat kann och elo méi oder manner ginn, dat muss een elo kucken, dat ass just fir en Unhaltspunkt ze ginn. 3,5 Euro muss een dann herno rechne pro Bierger wann déi 1 m<sup>3</sup> Waasser oder 1.000 Liter Waasser verbrauchen, ob dat elo iwwer Ofwaasser ass oder iwwer Drénkwaasser. Dat ass eng immens Ausgab fir all eis Gemengen. Esou weess een, dass een do muss eng Strategie kréien, soss packe mer dat net.

Ëmsou méi et och nach de Problem gëtt vum de Kanäl, déi net an der Rei sinn. Mir hunn nach ganz vill Gemengen am Land, déi al Kanalisatiounen hunn. Wann ee weess, dass duerchweegs ee Meter Kanal, wann een d'Strooss géif oprappen an dee bauen a leeën,

1.000 Euro kascht, wann een also zum Beispill eng Gemeng hält wéi déi vun der Rapportrice, d'Gemeng Hesper, wou d'Madame Buergermeeschtesch weess, dass hiert Kanalnetz 70 km huet, wann ee weess, dass ee Kanal 70 Joer hält, da misst een also, fir ëmmer à jour ze bleiwen, 1 km pro Joer ëmmer erneieren. Wann ee Meter 1.000 Euro kascht, da misst d'Madame Buergermeeschtesch also all Joer 1 Millioun Euro an hire Budget setzen, fir de Status quo ze hunn an dem Kanalnetz vun Hesper. Fir aner Gemengen zielt dat och.

Firwat ginn ech lech dat Beispill? Mä fir lech ze weisen, dass mer nach vill Geld brauchen an deenen nächste Joren, fir am Fong geholl deenen Exigence vun der Waasserrahmrichtlinn gerecht ze ginn. Déi Diskussiounen kënnen mer deemnächst féieren. All déi Problemer kréie mer nëmmen hin, wa Stat a Gemenge sech druginn a wa se wierklech maximalistesche virginn am Beräich vum Waasser. Dat ass natierlech näischt wat ee gratis kritt an dat wäert och net esou einfach ginn. Ech mengen, dass mer awer gewappnet sinn, fir déi grouss Erausforderung, déi mer eis do ginn hunn, ze léisen.

Den Här Meisch hat mech gefrot: Wéi eng nei Kläranlage kommen nach op eis zou oder muss mer nach bauen? Dir wësst, ech hunn et jo gesot, déi vu Mäertert-Waasserbëlleg oder vu Gréiwemaacher, wéi ee wëllt, déi muss nach gebaut ginn; déi vu Pärrel och, mä do si mer scho wäit fort. Da kënn déi vu Miersch-Bierengen, déi ass nach net gebaut, déi vun der Bleesbréck ass nach net gebaut. Da muss mer och nach duerch de Wuess-tum hei am Land déi vum SIAS, déi vun der Ur a vum SIACH bauen.

Also Dir gesitt, et ass nach munches ze maachen, fir dass eis Gewässer esou gi wéi den Här Gibéryen et gär hätt, dass ee kann nees dra buede goen, a wéi ech et och gär hätt, dass een nees kann dra buede goen, an dass een am Fong geholl qualitativ héichwäerteg Gewässer kritt.

Wa mir Lëtzebuerg dat natierlech hei maachen - dat kascht e Pak Suen -, da muss mer dovun ausgoen, dass eis Noperen dat och maachen. Dat wäert also een Exercice ginn, deen net esou einfach ass. Duerfir ass et selbstverständlech, dass ee mat sengen Noperen zesummeschafft. Duerfir ass et flott, dass an deem heite Projet eis franséisch Nopere sech och doru bedeelegt hunn, fir hir Gewässer propper ze halen, well Oetting op där enger Säit an Tressange no dobäi sinn. Et sinn och Diskussiounen amgaange mat Vuelmereng oder mat Volmerange, fir déi och nach unzebannen, esou dass dat eng gutt Saach ass.

Ech kann lech och soen, dass zum Beispill op der Ur an op der Sauer net manner wéi aacht Kläranlage Lëtzebuerg-Däitschland zesumme funktionéiere mat Rheinland-Pfalz, wat also wierklech eng grouss Zesummenaarbecht ass iwwert d'Grenzen ewech, déi mer och brauche wa mer wëllen eiser Direktiv gerecht ginn.

Ech mengen also mat dësem Projet hu mer weider e richtege Schrëtt gemaach an eng méi performant Ofwaasserpolitik hei zu Lëtzebuerg. Si ass an deem heite Sënn virbildlech, déi heiten, well och nach versicht gëtt, mat Biogas respektiv mat Solartrocknung de Klärschlamm esou hinzekréien, dass een deen herno ka verbrennen, dass een also do eng modern Approche kritt am Beräich vun der Klärschlammeseitigung. Mä et muss ee wëssen, dass all déi Saachen net fir näischt sinn an dass ee sech do muss eng Strategie ginn, fir ebe genuch Geld ze hunn, fir all déi Kläranlagen ze bauen.

Dat kéint zum Beispill esou funktionéieren, dass ee géif Standardé festleeë fir Kläranlagen, esou wéi mer dat och bei de Schoulsäll maa-

chen, wa mer déi finanzéieren an de Gemengen, nämlech dass ee seet, eng Kläranlag huet déi dote Prärogativen an dat gëtt och finanzéiert, an alles, wat doriwwer erausgeet, muss dann eben d'Gemeng, déi de Bauhär ass, oder de Syndikat, deen de Bauhär ass, bezuelen.

Ech si gespaant, awer ech si sécher, dass Dir dat heite Gesetz stëmmt. Ech hoffen allzäit, dass Dir et stëmmt, an ech si gespaant wéi mer déi nächste Joren déi grouss Erausforderungen hikeréien. Ech si bereet mat lech eng gutt Aarbecht ze maachen, am Intérêt vun eise Gewässer.

Ech soen lech Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

De Projet de loi 5484 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);*

*MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Bresseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);*

*MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Dann ass et esou décidéiert.

Als leschte Punkt op eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen.

### 3. Demandes en naturalisation

Dofir muss ech de Huis clos aussprechen.

**(Le huis clos est prononcé à 15.29 heures et levé à 15.34 heures.)**

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 58 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

**Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptées par la Chambre des Députés le 8 décembre 2005**

1. AGOVIĆ Elma, née le 19 juillet 1984 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg



2. AMORIM DA SILVA Elisabete Maria, née le 12 mai 1976 à Povoa de Lanhoso (Portugal), demeurant à Hagen

3. BÄNSCH Volker, né le 24 novembre 1964 à Herne (Allemagne), demeurant à Reckange-sur-Mess

4. BARTOLOVIĆ Blaženka, née le 5 février 1981 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nospelt

5. BARTOLOVIĆ Ivana, née le 9 avril 1983 à Zenica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nospelt

6. BELSÖ Edit, née le 16 juillet 1966 à Zalaegerszeg (Hongrie), demeurant à Oberanven

7. BISOTTO Giorgio, né le 30 avril 1942 à Trieste (Italie), demeurant à Luxembourg

8. DEL MONACO Donella, née le 17 février 1947 à Villorba (Italie), demeurant à Luxembourg

9. CHAMBI APUMAITA Juan Alberto, né le 3 décembre 1963 à Ilo (Pérou), demeurant à Bereldange

10. CHAMBI APUMAITA Luca Sonia, née le 3 juillet 1962 à Ilo (Pérou), demeurant à Esch-sur-Alzette

11. CVJETKOVIĆ Milan, né le 9 décembre 1957 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

12. JANKOVIĆ Djurdjina, née le 14 septembre 1958 à Senta (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

13. DEYSEL Elaine Tracy, née le 18 juillet 1969 à Pretoria (Afrique du Sud), demeurant à Sandweiler

14. EHDAIE Mohammad Hossein, né le 23 octobre 1950 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

15. ESHETU Muluken, né le 10 août 1974 à Addis Abeba (Éthiopie), demeurant à Bereldange

16. FIJNHEER Irene, née le 15 janvier 1960 à Haarlem (Pays-Bas), demeurant à Lullange

17. FOJNICA Sabina, née le 2 juin 1975 à Gostović (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

18. FONSECA Arcangela Antonia, née le 21 février 1968 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Lintgen

19. FUCHS Jean Pierre, né le 30 janvier 1960 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Bissen

20. GENNEN Cornelia Angela Nicole, née le 14 janvier 1967 à St. Vith (Belgique), demeurant à Gonderange

21. GLIEBE Diana Alexandra Ursula, née le 10 novembre 1970 à Alf (Allemagne), demeurant à Grevenmacher

22. GREEN Richard George Anthony, né le 28 novembre 1962 à Manchester (Grande-Bretagne), demeurant à Roeser

23. HARRIS Craig Herbert, né le 18 décembre 1968 à Germiston (Afrique du Sud), demeurant à Sandweiler

24. HARTMAN Margot, née le 10 mai 1968 à Haarlem (Pays-Bas), demeurant à Heisdorf

25. HASANOVIĆ Nisveta, née le 21 avril 1976 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

26. HE Bin, né le 6 décembre 1961 à Kunming/Yunnan (Chine), demeurant à Rollingen

27. HEINDRICHS Dirk Wilhelm Jakob, né le 4 avril 1963 à St. Vith (Belgique), demeurant à Diekirch

28. HENNUS Anita, née le 25 juillet 1963 à Huy (Belgique), demeurant à Hautcharage

29. HO Kin Fong, née le 31 mars 1964 à Hong Kong (Chine), demeurant à Reichlange

30. KABURA Pierre Claver, né le 14 juillet 1966 à Ruramba (Burundi), demeurant à Bivels

31. MUTIRABURA Chantal, née le 28 octobre 1969 à Bujumbura (Burundi), demeurant à Bivels

32. KAH Chee Loong, né le 18 mars 1974 à Seremban (Malaisie), demeurant à Luxembourg

33. KIEFER Tamara Brigitte, née le 24 mars 1942 à Saaz (République tchèque), demeurant à Niederpallen

34. KLEWE Adalbert Bernhard, né le 23 juin 1961 à Trier-Ehrang (Allemagne), demeurant à Gostingen

35. KNEWEL Gabriele Maria, née le 29 septembre 1963 à Trier-Ehrang (Allemagne), demeurant à Gostingen

36. KOSTADINOVA Antonia, née le 4 avril 1964 à Assenovgrad (Bulgarie), demeurant à Dudelange

37. KREMERS Horst, né le 23 mai 1941 à Remagen (Allemagne), demeurant à Luxembourg

38. LECOQ Joseph Damien, né le 24 janvier 1953 à Eupen (Belgique), demeurant à Nocher Route

39. LEMEIRE Nick Hubert Edmond, né le 18 novembre 1973 à São Paulo (Brésil), demeurant à Schiff-lange

40. LI Guanfeng, né le 2 juillet 1980 à Fanyu/Guangdon (Chine), demeurant à Wiltz

41. LOPES DE SOUSA Maria Te-reza, née le 6 juin 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette

42. MEDING Sabine Margarethe Regina, née le 29 août 1959 à Essen (Allemagne), demeurant à Luxembourg

43. MILOŽEVIĆ Ivan, né le 24 juillet 1985 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Steinfort

44. MUJANOVIĆ Nermin, né le 2 mai 1971 à Dobojo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

45. FALJIĆ Sabina, née le 29 mars 1971 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Nocher

46. NAGEL Herbert Karl, né le 24 juillet 1942 à Stolzmtz (Allemagne), demeurant à Luxembourg

47. VETTER Agnes Maria, née le 3 juin 1952 à Merzig (Allemagne), demeurant à Luxembourg

48. DELGADO Maria da Luz, née le 5 décembre 1961 à Nossa Senhora da Luz/São Vicente (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

49. POELMANS Jean Pierre Gerard Louis, né le 14 mai 1925 à Sint-Truiden (Belgique), demeurant à Luxembourg

50. PRUD'HOMME Lucette, née le 19 janvier 1967 à Ouanaminthe (Haïti), demeurant à Bereldange

51. QU Qinyi, née le 12 novembre 1979 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

52. ROMA DA SILVA MIRRA Ana Isabel, née le 27 juin 1977 à Campo Grande/Lisboa (Portugal), demeurant à Ettelbruck

53. SCHMITZ Bernard Reinhard, né le 10 mars 1953 à Trier (Allemagne), demeurant à Born

54. SEQUEIROS QUISPE Bernert Juvenal, né le 22 mai 1985 à Santiago Zarzuela/Primer de Mayo (Pérou), demeurant à Bollendorf-Pont

55. STEEMAN Paul Franciscus Mathilda, né le 17 avril 1939 à Mortsel (Belgique), demeurant à Heisdorf

56. STOCKMAN Caroline Andrée Fabienne, née le 25 mars 1978 à Cologne (Allemagne), demeurant à Perlé

57. TAFER Jamila, née le 21 octobre 1963 à Guich (Maroc), demeurant à Hesperange

58. ZDRAVKOVIĆ Zaklina, née le 30 août 1974 à Leskovac (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass den nächsten Dënschdeg um dräi Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 15.36 heures)**

## Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 78

Déclaration de politique européenne et étrangère présentée par M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 78-81

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°55 du 29 novembre 2005 de Madame Marie-Thérèse Gantenbein relative à une éventuelle évaluation de l'éducation précoce depuis son introduction et le début de l'obligation scolaire des enfants ayant fréquenté l'éducation précoce, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 81-82

- Question N°56 du 29 novembre 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au chômage au Luxembourg, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 82

- Question N°57 du 29 novembre 2005 de Monsieur Marc Angel relative à la réorganisation du Centre socioéducatif de l'État à Dreibern et les travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 82

- Question N°58 du 29 novembre 2005 de Monsieur Camille Gira relative à l'incident récent dans le réseau de la SEBES, c'est-à-dire la coloration inhabituelle de l'eau du robinet due à la présence de manganèse, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 82-83

- Question N°59 du 29 novembre 2005 de Madame Françoise Hetto-Gaasch relative à l'efficacité du réseau luxembourgeois de bus et de l'état d'avancement du plan sectoriel « Transports », adressée au Ministre des Transports page 83

- Question N°60 du 29 novembre 2005 de Madame Anne Bras-seur relative au site d'implantation de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pages 83-84

- Question N°61 du 29 novembre 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au congé pour travail à mi-temps accordé aux fonctionnaires d'État, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 84

- Question N°62 du 29 novembre 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux vols secrets de la CIA, adressée au Ministre des Transports pages 84-85

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG au sujet de la Bibliothèque nationale pages 85-87

Communications page 88

Rôle des affaires de la Chambre page 88

Composition des commissions parlementaires page 88

Débat sur la politique européenne et étrangère pages 88-98

Communications pages 98-99

Ordre du jour page 99

5500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2006

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 99-103

- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget pages 103-106

5475 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001 pages 106-107

5484 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg pages 107-110

Demandes en naturalisation pages 110-111

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens:**  
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

### Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op  
www.chd.lu



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 / 2005-2006

## Sommaire des questions parlementaires

**Heure de questions** (séance publique du 25.10.2005):

Complément d'informations en réponse à la Question N°51 de M. Claude Meisch

Question N°	Auteur	Objet
<b>Session ordinaire 2004-2005</b>		
0447 cf. 0663 et 0668	M. Aly Jaerling	Baisse de la TVA perçue depuis le début de l'année 2005
0641	M. Marcel Oberweis	Élaboration d'une étude sur la biomasse (le bois exclu) utilisée en tant que source d'énergie
0642	M. Niki Bettendorf	Stockage pétrolier du Grand-Duché de Luxembourg
0643	M. Niki Bettendorf	Sécurité du site pétrolier de Bertrange
0649	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle
0653	M. Henri Kox	Liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL
0655	M. Marc Spautz	Gestion des faillites
<b>Session ordinaire 2005-2006</b>		
0661	M. Aly Jaerling	Accidents sur les autoroutes
0663 cf. 0447 et 0668	M. Robert Mehlen	Encaissement de la TVA par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines
0667	M. Marcel Oberweis	Assurance des chercheurs et doctorants au sein de l'Université du Luxembourg
0668 cf. 0447 et 0663	M. Claude Meisch	Recettes budgétaires provenant de la TVA
0673	Mme Christine Doerner	Mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle Bettembourg/ Dudelange à Bivange/Berchem

0676	MM. Ali Kaes et Marc Spautz	Traitement des dossiers par l'Inspection du Travail et des Mines
0677	MM. Ali Kaes, Marcel Oberweis et Marc Spautz	Création d'emplois au Luxembourg
0678	Mme Anne Brasseur	Envoi sous récépissé des lettres de convocation aux élections
0691	M. Claude Meisch	Procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises
0696	M. John Castegnaro	Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises
0701	Mme Claudia Dall'Agnol	Livre vert sur la santé mentale en Europe de la Commission européenne
0703	M. Carlo Wagner	Appareils de mesurage du volume sonore
0704	M. Ali Kaes et M. Marco Schank	Remise en état du CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz
0705	Mme Claudia Dall'Agnol	Octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social
0707	M. Xavier Bettel	Adaptation du système scolaire aux exigences du marché de l'emploi
0712	M. Ali Kaes	Actions d'Erasmus
0714	M. Henri Kox	Marché européen de l'électricité
0715	M. Henri Kox	Augmentation du prix de l'électricité
0716	M. Henri Kox	Prix de l'électricité
0720	M. Marcel Oberweis	Construction d'une nouvelle gare à Cessange
0722 urgente	M. Aly Jaerling	Agitations en France
0725	M. Xavier Bettel	Péage sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds
0726 cf. 0727	M. Xavier Bettel	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0727 cf. 0726	M. François Bausch	Enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0729	Mme Claudia Dall'Agnol	Conditions de travail des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Luxembourg
0733	M. Aly Jaerling	Établissement de certificats de maladie

**Heure de questions** (séance publique du 25 octobre 2005):  
**Complément d'informations en réponse à la demande de Monsieur le Député Claude Meisch relative au nombre d'exposants à la Foire d'Automne et à une éventuelle délocalisation des halls**

Complément à la **question orale N°51** (cf. *compte rendu N°2/2005-2006, page 29*)

Évolution du nombre d'exposants à la Foire d'Automne

Année	Exposants			
	Total	Étrangers	Luxembourgeois	Luxembourgeois en %
2001	364	188	176	48
2002	364	207	157	43
2003	398	230	168	42
2004	419	253	166	40
2005	442	283	159	36

- 283 entreprises étrangères ont participé à l'édition 2005 de la foire d'Automne.
- 159 entreprises luxembourgeoises ont participé à la même manifestation.
- Sur la période 2001-2005, le nombre d'entreprises luxembourgeoises n'a guère varié en valeur absolue. Par contre en valeur relative, le taux est passé de 48 à 36%. En effet, suite à la participation de nouveaux exposants étrangers, le nombre total d'exposants est en croissance sur la période considérée.

L'intérêt de la part des entreprises luxembourgeoises demeure constant alors que le marché luxembourgeois semble attirer de plus en plus d'entreprises étrangères issues en particulier du secteur de l'artisanat (par exemple *Gemeinschaftsstand Handwerk* Trier compte 105 entreprises participantes).

Il convient de relever qu'aucune entreprise luxembour-

geoise ne figure actuellement sur la liste d'attente de l'organisateur.

- La position du Gouvernement quant à une éventuelle délocalisation des halls a été exposée lors de la séance publique du 25 octobre 2005.

### Session ordinaire 2004-2005

**Question 0447** (20.5.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant la **baisse de la TVA perçue depuis le début de l'année 2005:**

Aus gutt informéierter Quell sinn ech gewuer ginn, datt d'Recetten aus der «taxe sur la valeur ajoutée» (TVA) d'État Joer a bis elo wäit hannert deem zréckkleien, wat am selwechten Zäitraum d'lescht Joer encaisséiert gouf.

D'État kann op verschiddenen Ursachen zréckzeféiere sinn an ass an deem Sënn beonrouegend, wéi d'TVA eng generell Konsumsteuer ass. En Abroch bei der TVA kann also op en Abroch am Konsumklima, ergo am Vertraue vun de Konsumenten an d'Zukunft (klammente Chômage, etc.) hindeiten.

Eng aner Ursach kéint awer verwaltingstechnescher Natur sinn - z.B. Problemer bei der Modernisierung vun der Enregistrementsverwaltung duerch Schwierigkeiten am Ëmstellungsprozess op modern Informatiounstechnologien.

Duerfir dës Froen:

- Stëmme meng Informatiounen, wat den Abroch vun den TVA-Recetten ugeet?
- Ass dee Réckgang an den TVA-Recetten op en Abroch am Konsum zréckzeféieren? Falls jo, awéiwäit handelt et sech hei ëm e reng nationale Wirtschaftsproblem oder sinn international Trends hei determinierend?
- Spillen intern Problemer vun der Enregistrementsverwaltung eng Roll an der Baisse vun den TVA-Recetten? Wa jo, awéiwäit a firwat?

**Question 0663** (17.10.2005) de **M. Robert Mehlen** (ADR) concernant l'**encaissement de la TVA par l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines:**

An Ärer jéngster Deklaratioun virun der Chamber stellt Dir fest, datt «eenzel Recetten, wéi d'TVA, onerwaart an onverständlech falen», och wann dat eleng net de Finanzierungsproblem erkläert. Déi zoustänneg Enregistrementsverwaltung huet sech dozou an deem Sënn geäussert, datt d'Fraude fiscale an der EU all Virstellungskraaft dépasséiere géif, an datt déi Lëtzeburger Verwaltung aus Personal-manktum net ëmstand wär, déi ëmmer méi komplizéiert a voluminöses Dossierien ze bearbechten. Rieds geet vun engem Personalbedarf vu 50 Persounen, awer och vun enger ongenügender Ausbildung. Den Direkter vun dëser Verwaltung hat sech schonns d'lescht Joer un d'Deputéierten adresséiert, fir op dës Situatioun opmierksam ze maachen.

Well d'TVA zur wichtigster Recette vun Stat avancéiert ass, an, wéi et schéngt, dem Stat hei ganz vill Steieren duerch Hannerzëiung verluer ginn, wollt ech lech, Här Finanzminister, gäre folgend Froe stellen:

- Kënnt Dir dës Duerstellung vun de Verantwortlechen an der Enregistrementsverwaltung bestätegen?
- Wann dat zoutreff:
- Wéi héich ass Ärer Aschätzung no de Betrag un TVA, deem dem Stat an engem Joer duerch dës Manktum verluer geet?
- Wat sinn d'Ursaachen, fir datt et zu dëser bekloenswäerter Situatioun komm ass?
- Gëtt et de Wellen an e konkrete Plang, fir dëser Karenz opzehëllefen? Wat sinn déi wesentlech Elementer vun dësem Plang?

**Question 0668** (17.10.2005) de **M. Claude Meisch** (DP) concernant les **recettes budgétaires provenant de la TVA:**

Lors de la présentation des priorités de la politique du Gouvernement à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre avait fait savoir que les recettes budgétaires provenant de la TVA étaient en baisse.

Selon un fonctionnaire de la direction de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED), un renforcement du personnel s'impose face à l'augmentation des dossiers à traiter. «Weil dies aber mit dem vorhandenen Personal nicht zu schaffen sei, benötige man dringend Verstärkung. Sandt sprach von rund 50 zusätzlichen Kräften, die eingestellt werden müssten, um der Lage Herr zu wer-

den.» (Lëtzeburger Journal, du 14 octobre 2005). Selon ce fonctionnaire, un renforcement au niveau du personnel permettrait à l'AED de mieux traiter les dossiers ce qui conduirait à une hausse des recettes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des déclarations susmentionnées?
- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis du fonctionnaire de l'AED qu'un renforcement du personnel pourrait améliorer le travail de l'AED et, par conséquent, mener à une hausse des recettes provenant de la TVA?
- Monsieur le Ministre peut-il me dire si un renforcement du personnel à l'AED est prévu? Dans l'affirmative, quelle en sera l'envergure?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Les trois questions parlementaires, qui se rapportent à des sujets étroitement liés, connaissent de ma part la prise de position suivante:

- Tout comme les honorables Députés, j'ai pris note des déclarations faites par des représentants de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines dans la presse au sujet des effectifs de celle-ci et de l'évolution des recettes TVA en 2005.
- Quant aux renforcements des effectifs, je tiens à souligner que, dans l'intérêt du renforcement des capacités d'action de l'administration, le personnel en place au 1.1.98, à savoir 262 fonctionnaires et employés de l'État, a été augmenté de 43 unités jusqu'au 1.1.05 (sans prise en compte de douze contrats à durée déterminée). Pour les années à venir, le Gouvernement continuera résolument à



doter les administrations fiscales de personnel supplémentaire en vue de faire face à l'augmentation quantitative et à la complexité croissante des dossiers fiscaux.

3. Parmi les mesures récentes prises sur le plan organisationnel, je me dois de constater que d'importantes compétences ont été confiées au «Service antifraude» et que le législateur a introduit une filière informatique dans les cadres de l'administration en vue de servir de support aux efforts de modernisation des différents services.

4. En ce qui concerne les raisons des moins-values de recettes de TVA en 2005, il est renvoyé aux explications fournies par l'administration au Chapitre D, page 45, de l'exposé des motifs du projet de budget de l'année 2006, dont notamment: évolution non satisfaisante de la consommation finale (surtout au niveau du commerce de détail), remboursement accéléré à des assujettis étrangers au titre de la 8<sup>e</sup> directive, remboursements exceptionnels, après contrôle, à une société autre que celles qui se sont implantées au Luxembourg dans la branche du commerce électronique, et effets des faillites.

5. À l'instar de la grande majorité des États membres de l'UE, le Gouvernement luxembourgeois ne saurait quantifier avec précision les effets de différents phénomènes de contournement de la législation TVA. Je constate néanmoins que des études économiques conduites dans différents pays communautaires laissent conclure à un déchet budgétaire pouvant aller jusqu'à 10% de la recette annuelle TVA. Il s'agit partant d'un problème sérieux qui nécessite des réactions sur plusieurs plans: effectifs, organisation interne, renforcement de la coopération administrative et analyse critique du régime actuel de la 6<sup>e</sup> directive TVA (sous les aspects du droit à déduction et du fait générateur).

6. Finalement, je tiens à préciser que différents cas de fraudes carrousel relèvent du domaine pénal et nécessitent l'intervention des autorités de poursuites judiciaires.

**Question 0641** (5.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'élaboration d'une étude sur la biomasse (le bois exclu) utilisée en tant que source d'énergie:

Le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 28% en 2010 par rapport au niveau de 1990, objectif qui sera très difficile à atteindre. Le problème qui se pose actuellement est notre assujettissement aux produits pétroliers et aux importations énergétiques. Pour enrayer cette dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et d'énergie, il est urgent de soutenir d'avantage les sources énergétiques renouvelables SER.

Parmi les SER, le potentiel d'utilisation de la biomasse (cultures énergétiques, résidus agroalimentaires, lisiers, part organique des déchets urbains solides, ordures ménagères triées et boues d'épuration) à des fins énergétiques n'est pas encore pleinement exploité au Luxembourg. Elle permet non seulement de réduire notre grande dépendance à l'égard des marchés internationaux d'énergies fossiles, mais également de stimuler notre économie rurale par la création de nouvelles sources de revenus et d'emplois. Contrairement à la filière bois, une étude concernant la valorisation énergétique des débris mentionnés de la biomasse fait jusqu'à présent défaut.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Messieurs les Ministres envisagent-ils de faire élaborer une étude sur le potentiel d'exploitation et la valorisation énergétique de la biomasse, analogue à l'étude «Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg» qui a été réalisée par le Centre de ressources des technologies pour l'environnement et par l'Agence de l'énergie?

- Dans l'affirmative, ne devrait-on pas songer à faire appel aux chercheurs de l'Université du Luxembourg afin de les faire participer à la réalisation d'une telle étude?

**Réponse commune** (28.11.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et **M. Fernand Boden**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La réponse à la première partie de la question de l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis est affirmative.

Le Gouvernement a l'intention de commander sous peu une étude sur le potentiel des énergies renouvelables au Luxembourg qui portera également sur les stratégies pour une utilisation plus poussée desdites formes d'énergies dans notre pays. L'Agence de l'Énergie réalisera cette étude sur les dix mois à venir avec des organismes et instituts de réputation internationale.

Cette étude englobera bien évidemment le potentiel d'exploitation et la valorisation énergétique de la biomasse. S'agissant plus particulièrement de cette dernière forme d'énergie, l'étude de potentiel sera enrichie sur les trois années à venir des résultats du projet Interreg III, dénommé RUBIN («Regionale Strategie zur nachhaltigen Umsetzung der Biomassenutzung»), projet auquel collaborent activement l'Agence de l'Énergie et le Centre de Ressources des Technologies de l'Environnement.

Concernant la deuxième partie de la question de l'honorable Député Monsieur Marcel Oberweis, il nous importe de souligner qu'il est d'ores et déjà prévu de faire participer les chercheurs de l'Université de Luxembourg dans les différents groupes de travail qui seront mis en place dans le cadre de la réalisation de l'étude de potentiel mentionnée.

**Question 0642** (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant le stockage pétrolier du Grand-Duché de Luxembourg:

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré qu'il faudrait fondamentalement repenser le stockage pétrolier du Grand-Duché, stockage qui est actuellement assuré à Bertrange, site pour lequel l'autorisation d'exploitation vient à échéance en 2012.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels seraient d'autres sites pétroliers envisageables, en complément à celui de Bertrange, afin d'assurer à terme des réserves couvrant plus de 90 jours de consommation?

- Quelles répercussions aurait une non-prolongation en 2012 du permis d'exploitation des firmes pétrolières installées à Bertrange?

- Des sites alternatifs sont-ils en discussion? Dans l'affirmative, lesquels? Dans la négative, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait dès à présent réfléchir sur l'implantation d'un ou de plusieurs sites d'une telle importance?

Le Ministre de l'Économie a également déclaré que les deux communes de Strassen et de Bertrange devraient «sécuriser le site, par exemple en développant le réseau d'approvisionnement en eau».

- Est-il vrai que les deux communes sont responsables de la sécurisation du site, sachant que les réservoirs se trouvent uniquement sur le territoire de la commune de Bertrange? Dans l'affirmative, quelles mesures de sécurité les deux communes devraient-elles prendre?

**Réponse commune** (30.11.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

En réponse à la question parlementaire N°0642 susmentionnée, nous avons l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

- Pour l'instant il n'existe, à part une extension possible des capacités de stockage au Port de Mertert, pas de projets permettant un stockage complémentaire de produits pétroliers sur le territoire du Grand-Duché.

Conformément à la législation en vigueur les stocks devant se situer sur territoire national devraient correspondre à l'équivalent de 45 jours de consommation de produits de la catégorie I (essences) et 55 jours de produits de la catégorie II (gazoles, kérosène).

Or, vu la croissance constante de la consommation au cours des dernières années les capacités de stockage existants ne suffisent qu'à assurer l'équivalent de 34 jours de consommation en catégorie I et de 20 jours en catégorie II (hors kérosène).

- En considérant que le site de Bertrange représente environ 50% de la capacité de stockage disponible sur territoire national, il n'est pas difficile d'imaginer les conséquences d'une non-prolongation du permis d'exploitation au vu des chiffres susmentionnés, dans le cas où on n'arrivera pas à trouver d'autres alternatives.

- Pour le moment il n'existe pas de projet concret pour la création de sites alternatifs. Cependant, une révision de la législation actuellement en vigueur est en cours, afin de permettre plus de souplesse dans la résolution du problème de stockage. Ainsi, les services du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur sont en train d'étudier des possibilités permettant le stockage de produits pétroliers dans la Grande Région.

- D'une façon générale les obligations des communes en matière de sécurisation du site pétrolier résultent de l'article 3 du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire qui dispose que «le soin de prévenir par des précautions convenables et celui de faire cesser par la distribution des secours nécessaires les accidents et les fléaux calamiteux tels que les incendies» relève de l'autorité communale. L'article 100 de la loi communale du 13 décembre 1988 pour sa part contraint chaque commune à créer ou à maintenir un service d'incendie et de sauvetage assuré par au moins un corps de sapeurs-pompiers volontaires ou professionnels et disposant des locaux et du matériel nécessaires.

De la combinaison de ces deux textes se dégage la conclusion que la commune - par l'intermédiaire du corps de sapeurs-pompiers assurant le service d'incendie - doit prendre les mesures nécessaires afin de prévenir les incendies et, en cas de besoin, intervenir pour combattre un feu qui s'est déclaré sur son territoire. Suivant la

loi, la commune peut toutefois faire appel au service d'incendie d'une commune voisine.

En l'espèce il faut noter que dans les communes visées par la question parlementaire, il n'existe à l'heure actuelle qu'un seul corps de sapeurs-pompiers compétent pour intervenir sur le territoire des deux communes.

**Question 0643** (5.10.2005) de **M. Niki Bettendorf** (DP) concernant la sécurité du site pétrolier de Bertrange:

Le Ministre de l'Économie a à l'issue d'une visite du site pétrolier de Bertrange déclaré que les deux communes de Strassen et Bertrange devraient «sécuriser le site, par exemple en développant le réseau d'approvisionnement en eau».

Dans le cadre du réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck (loi du 12 juin 2004) il est prévu de déplacer une conduite d'eau SEBES située actuellement du côté du territoire de la commune de Luxembourg vers les territoires des communes de Strassen et Bertrange. Le déplacement de cette conduite étant la condition sine qua non pour un meilleur approvisionnement en eau du site pétrolier, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que les travaux visant à déplacer la conduite d'eau SEBES dans le cadre du réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck seront-ils entamés afin de pouvoir garantir l'approvisionnement en eau en quantités suffisantes pour pouvoir assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident?

- Quelle est la durée estimée de ces travaux?

- Afin de pouvoir assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident, l'aménagement d'un bassin s'avère nécessaire. Les coûts engendrés par l'ensemble de ces travaux devraient-ils être couverts dans leur intégralité par la commune concernée?

- Comment assurer l'approvisionnement en eau potable des communes du sud du Grand-Duché en cas d'utilisation de l'eau SEBES pour le refroidissement des citernes en cas d'incident?

**Réponse** (9.12.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

- Le déplacement de la conduite SEBES (Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre) prévu dans le cadre des travaux de réaménagement sécuritaire de l'échangeur de Helfenterbruck est programmé en première phase du projet en question. Un arrangement y relatif a été conclu entre le SEBES et l'Administration des Ponts et Chaussées. Le déplacement de la conduite prévoit également le déplacement de la chambre à vannes actuelle afin de permettre le cas échéant un raccordement direct vers Bertrange. Ces travaux pourront être entamés prochainement.

- Sauf imprévu, la durée des travaux en question peut être évaluée à plus ou moins douze mois.

- L'aménagement d'un bassin est effectivement nécessaire pour avoir une réserve stratégique sur place pour assurer le refroidissement des citernes en cas d'incident. En ce qui concerne la question du coût de l'opération, celle-ci est à trancher entre le SES (Syndicat des Eaux du Sud) qui devra solliciter le raccordement à la conduite SEBES et la commune de Bertrange, membre du SES qui, de son côté, a la possibilité de répercuter les coûts à l'utilisateur final.

- La création d'une réserve intermédiaire sur place s'impose en vue notamment d'éviter un impact négatif sur le réservoir d'Eschdorf en cas d'incident. Le SEBES étudiera également la faisabilité technique et définira l'utilisation de ce raccordement direct à sa conduite de 700 mm passant près de Helfenterbruck tout en tenant compte de ses obligations à l'égard de ses autres membres.

**Question 0649** (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (DÉI GRÉNG) concernant la liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle:

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère d'État - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les deux sociétés et organismes suivants: SES Global et Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

**Réponse** (28.11.2005) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je puis communiquer ci-après la liste des représentants de l'État dans les deux sociétés suivantes:

SES-Global S.A.  
Il y a lieu de noter que l'État participe directement à hauteur de 11,5% des droits de vote dans SES-Global, qui est la société faitière du groupe.

Les représentants de l'État dans le conseil d'administration de SES-Global (composé de 18 personnes nommées pour trois ans) sont:

- Monsieur René Steichen, avocat et
- Monsieur Jean-Paul Zens, Premier Conseiller de Gouvernement.

Pour mémoire, il y a lieu de noter que l'État détient indirectement deux autres participations dans la même société à travers la S.C.N.I. et la B.C.E.E. (établissements publics sous tutelle d'autres Ministères).

La S.N.C.I. est actuellement représentée par son Président Monsieur Gaston Reinesch et son Vice-Président Monsieur Georges Schmit.

La B.C.E.E. est actuellement représentée par son Directeur général Monsieur Jean-Claude Finck et son Président du conseil d'administration Monsieur Victor Rod.

Fonds de soutien à la production audiovisuelle (établissement public)

Le Fonspa est un établissement public créé par la loi du 11 avril 1990 portant création d'un Fonds national de soutien à la production audiovisuelle.

Il est administré par un conseil d'administration dont les pouvoirs sont délimités par la loi.

Il est composé de huit membres nommés pour cinq ans

Monsieur Jean-Paul Zens: Premier Conseiller de Gouvernement, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions le secteur audiovisuel;

Monsieur Alain Bellot: Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions les finances;



Monsieur Michel Linden: Inspecteur des finances 1<sup>ère</sup> classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions le budget;

Monsieur Luc Friederich: Chef de bureau adjoint, en tant que représentant de l'Administration des Contributions;

Monsieur Pierre Rauchs: Conseiller de Direction 1<sup>ère</sup> classe, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions l'économie;

Madame Josée Kirps: Directrice des Archives nationales, en tant que représentante du Ministre ayant dans ses attributions la culture;

Monsieur Jean Back: Directeur du Centre National de l'Audiovisuel, en tant que représentant du Ministre ayant dans ses attributions la culture;

Monsieur Henri Roanne-Rosenblatt: Consultant indépendant, en tant que membre proposé par le Gouvernement parmi les personnalités reconnues pour leur compétence en matière cinématographique et audiovisuelle.

Monsieur Jean-Paul Zens a été nommé Président du conseil d'administration.

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Me référant à la question sous rubrique et aux délibérations du Conseil de Gouvernement dans sa séance du 21 octobre 2005, j'ai l'honneur de vous informer que les fonctionnaires suivants représentent l'État dans des sociétés anonymes.

M. Georges Santer, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

- Entreprise des Postes et Télécommunications

Mme Arlette Conzémus, Directeur des relations économiques internationales

- LUXAIR S.A.

- Agence de transfert de technologie ferroviaire

M. Gérard Philipps, Directeur des affaires culturelles, ancien Directeur du budget, des finances et de l'administration (mandat expirera en fin d'année)

- Société électrique de l'OUR S.A.

**Question 0653** (6.10.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRÉNG*) concernant la **liste des administrateurs/représentants de l'État dans les sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL:**

Par souci de transparence et d'un contrôle démocratique efficace par la Chambre des Députés, je souhaite recevoir des informations détaillées sur les participations de l'État - sous la tutelle du Ministère des Transports - dans des sociétés anonymes et autres.

- Est-ce que le Ministre pourrait me fournir une liste exhaustive des administrateurs/représentants de l'État dans les huit sociétés suivantes: Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification

et d'Homologation, Société nationale des CFL?

- Je voudrais connaître le nom et le statut professionnel de ces représentants.

**Réponse** (21.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député souhaite recevoir une liste exhaustive des administrateurs représentant l'État dans les sociétés Cruchterhombusch, Luxair, Société de l'Aéroport de Luxembourg, Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg, Société du Port de Mertert, Société nationale de Contrôle technique, Société nationale de Certification et d'Homologation et Société nationale des CFL.

La liste ci-jointe renseigne sur le nom et le statut professionnel de ces représentants ainsi que sur leurs fonctions respectives au sein de ces sociétés au 15 novembre 2005.

peut que prononcer la faillite et ordonner la liquidation du commerce respectivement de la société. Aux yeux du soussigné, les juridictions compétentes devraient avoir la possibilité de recourir à un système de gestion contrôlée qui va de l'obligation pour le débiteur d'élaborer avec un professionnel (réviseur d'entreprises, expert-comptable) un plan financier à la gestion du commerce ou de la société par un commissaire ou un administrateur externe en passant par le simple contrôle ou l'assistance-conseil, et ce sans accord préalable de la société ou du commerçant concerné. Il va de soi que ces missions de contrôle ou de conseil doivent être exécutés par des professionnels si l'on veut efficacement redresser les commerces ou les entreprises en question. Se pose dans le même contexte la question de la professionnalisation des curateurs chargés de la liquidation des commerces et entreprises. Dans la plupart des cas, les curateurs sont choisis parmi les

- Si le Gouvernement n'envisage pas de réserver l'exécution des différentes décisions ou mesures prises par les juridictions exclusivement à des professionnels?

- Dans l'affirmative, si le Gouvernement n'entend pas intervenir par le biais d'amendements au projet de loi 5157?

**Réponse** (12.12.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Le Ministère de la Justice est en train de préparer un avant-projet de loi dont l'objet est de moderniser le régime de la gestion contrôlée en permettant notamment une intervention des tribunaux à un stade plus précoce.

En ce qui concerne la question de savoir s'il ne faut pas envisager de réserver l'exécution des différentes décisions ou mesures prises par les juridictions exclusivement à des professionnels, je vous signale que l'article 455 du code de commerce

comptable de formation, est désigné. Ce choix d'un avocat se justifie par le fait que les faillites exigent toujours la connaissance des procédures et constituent de véritables nids à procès.

**Session ordinaire 2005-2006**

**Question 0661** (13.10.2005) de **M. Aly Jaerling** (*ADR*) concernant les **accidents sur les autoroutes**:

An der Nuecht géint 1:00 Auer vun e Mëtwoch, den 12., op en Donneschdeg, den 13. Oktober, ass op enger vun den Haaptaxé vum Süden an den Zentrum, op der Autobunn A3 Diddeleng a Richtung Stad, en Accident passéiert. Bei dësem Accident ass e Camion ëmgefall an en huet déi zwou Fuerbunne blockéiert. Zum Gléck gouf et nëmme Liichtbleséierter. Aus dësem Grond gouf d'Autobunn gespaart. Och am spéide Moien a bis kuerz viru Mëtteg ass dat esou bliwwen. Dat huet an der Hauptverkéierszäit zu engem beträchtleche Verkéiersstau gefouert, dee sech op de ganze Süden ausgewierkt huet.

Dausende vu Berufsstätege koume mat bis zu zwou Stonne Verspéidung op hir Aarbecht, wat och Afloss op ons Ekonomie huet.

Kann den Här Verkéiersminister mer duefir dës Froe beäntweren:

1. Firwat dauert et esou laang fir eng Autobunn no engem Verkéiersaccident ze raumen?
2. Steet deene responsabele Servicer och nuets dat noutwendeg Material, wéi zum Beispill e grouse Kran, zur Verfügung fir déi noutwendeg Moosnamen ze ergräifen?
3. Wann net, wier et net besser an deem Fall en Ofkommen mat Privatfirmen ze treffen, déi an enger Aart Permanence och an der Nuecht fir esou en Noutfall zur Verfügung stinn?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre des Travaux publics*:

Als Äntwert op déi parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen:

1. Normalerweis dauert d'Biergung vun engem ëmgekippete Camion sechs Stonnen. Dës Dauer gëtt och am Ausland als Riichtzäit ugin. An dësem spezielle Fall koumen erschwéierend Emstänn derbäi, déi mat sech bruecht hunn, dass d'Opraumarbechte bis mëttes gedauert hunn, an zwar:

- den Uelech an aner Flëssegkeete si vun de Pompjeeë gebotzt an opgesaugt ginn;

- d'Wuer (Geméis) huet missen deelweis manuell vun enger Privatfirma ëmgeluede ginn, ier de Camion vum Kran konnt operéiert ginn;

- du sinn d'Leitplanken (zirka 120 m), déi beschiedeg waren, ewechgeholl ginn; se sinn déi Deeg duerno ersat ginn.

2. E Kran steet nuets an am Dag net einfach zur Verfügung. Et gëtt ëmmer op ee Kran vun enger Privatfirma oder bei klengeren Incidenten op dee vun de Beruffspompjeeën zrëckgegraff.

3. Et gouf Gespräicher tëschent der Police grand-ducale an de Pons et Chaussées iwwer sou ee Kontrakt, mä fir de Moment gëtt et nach keen Ofkommen mat Privatfirmen.

**Question 0667** (17.10.2005) de **M. Marcel Oberweis** (*CSV*) concernant l'**assurance des chercheurs et doctorants au sein de l'Université du Luxembourg**:

Société	Nom	Statut professionnel	Fonction auprès de la société
Cruchterhombusch	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1 <sup>er</sup> en rang au Ministère des Transports	Président
Luxair	Monsieur Paul Schmit	Commissaire du Gouvernement près les CFL	Vice-Président
	Mademoiselle Arlette Conzémus	Directeur des Relations économiques internationales au Ministère des Affaires étrangères	Administrateur
Société de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Frank Reimen	Conseiller de Gouvernement 1 <sup>ère</sup> classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Charles Klein	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile	Vice-Président
	Madame Claude Wagener	Attachée de Gouvernement 1 <sup>ère</sup> en rang à la Direction de l'Aviation civile	Administrateur
	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Administrateur
	Monsieur Fernand Pesch	Fonctionnaire e.r.	Administrateur
	Monsieur Gilbert Meyer	Directeur de l'Administration de l'Aéroport de Luxembourg	Administrateur
Société de Promotion et de Développement de l'Aéroport de Luxembourg	Monsieur Henri Klein	Directeur de l'Aviation civile	Président
	Monsieur Charles Klein	Conseiller de Direction adjoint à la Direction de l'Aviation civile	Administrateur
	Monsieur Marc Thill	Ambassadeur	Administrateur
Société du Port de Mertert	Monsieur Carlo Mathias	Conseiller de Direction 1 <sup>ère</sup> classe au Ministère des Transports	Président
	Monsieur Guy Arend	Inspecteur principal 1 <sup>er</sup> en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur
	Monsieur Georges Molitor	Directeur de l'Administration des Ponts et Chaussées	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Marc Schloesser	Directeur de l'Administration des Douanes et Accises	Administrateur
	Monsieur Gaston Reinesch	Administrateur général au Ministère des Finances	Administrateur
Société nationale de Contrôle technique	Monsieur Paul Schmit	Commissaire du Gouvernement près les CFL	Président
	Monsieur Guy Staus	Attaché de Gouvernement 1 <sup>er</sup> en rang au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Guy Arend	Inspecteur principal 1 <sup>er</sup> en rang au Ministère de l'Économie	Administrateur
Société nationale de Certification et d'Homologation	Monsieur Jean-Paul Hoffmann	Directeur du Service de l'Énergie de l'État	Administrateur
Société nationale des CFL	Monsieur Jeannot Waringo	Directeur de l'Inspection générale des Finances (IGF) au Ministère des Finances	Président
	vacant		Vice-Président
	Monsieur Paul Ensich	Directeur de la Chambre des Métiers	Administrateur
	Monsieur Thierry Glaesener	Vice-Président de la Chambre de Commerce	Administrateur
	Monsieur Marc Glodt	Commissaire du Gouvernement aux Affaires maritimes	Administrateur
	Monsieur Jeannot Poeker	Inspecteur principal au Ministère des Transports	Administrateur
	Monsieur Jean-Claude Sinner	Conseiller de Gouvernement au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire	Administrateur
	Monsieur Jean Zahlen	Premier Conseiller de Gouvernement au Ministère du Travail et de l'Emploi	Administrateur

jeunes avocats-stagiaires qui n'ont souvent pas les compétences nécessaires pour gérer des liquidations.

Dans ce contexte j'aurais souhaité savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement n'entend pas élargir l'arsenal des mesures auxquelles les juridictions de commerce peuvent recourir en organisant en droit luxembourgeois un système moderne de gestion contrôlée ayant pour but de prévenir des faillites?

prévoit déjà que le Gouvernement peut instituer des liquidateurs assermentés près les tribunaux où le nombre et l'importance des faillites l'exigent, parmi lesquels les tribunaux peuvent choisir les curateurs aux faillites. Le Gouvernement n'a cependant à ce jour jamais procédé à l'institution de tels liquidateurs.

Le tribunal choisit donc actuellement en application de l'article 446, alinéa 2 du code de commerce le ou les curateurs «parmi les personnes qui offriront le plus de garanties pour l'intelligence et la fidélité de leur gestion».

En pratique, les curateurs sont généralement choisis parmi les avocats; si les conditions spécifiques et l'importance d'une faillite l'exigent, un deuxième curateur,



Le risque de pénurie de chercheurs en particulier dans certaines disciplines clés représente une menace sérieuse pour la puissance innovatrice de l'Union européenne, pour son capital de connaissances ainsi que pour la croissance de sa productivité dans un proche avenir. Cette situation entrave dès lors l'accomplissement des objectifs de Lisbonne.

Pour rendre l'Europe nettement plus attrayante pour les chercheurs, la Commission a émis le 11 mars 2005 une charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement de ces derniers.

La charte européenne du chercheur est un ensemble de principes généraux et de conditions de base qui spécifient les rôles, les responsabilités et les prérogatives des chercheurs et des employeurs et/ou bailleurs de fonds des chercheurs.

Ainsi cette charte énonce que «les employeurs et/ou bailleurs de fonds devraient veiller à ce que les chercheurs jouissent de conditions équitables et attrayantes sur le plan de financement et/ou des salaires, assorties de dispositions adéquates et équitables en matière de sécurité sociale (y compris l'assurance maladie et les allocations parentales, les droits à la retraite et les indemnités de chômage) conformément à la législation nationale en vigueur (...)».

Selon mes informations les bourses formation-recherche grand-ducales ne constituent pas des revenus imposables et assujettis à des cotisations de la Sécurité sociale. Dès lors, les années nécessaires à la recherche ne sont pas forcément prises en compte dans le calcul des périodes d'assurance. Par contre, la législation belge connaît une telle prise en compte des bourses de doctorat.

Considérant l'importance accrue accordée par le Gouvernement à la recherche luxembourgeoise, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et de la Recherche:

1. Comment les chercheurs sont-ils actuellement assurés par la Sécurité sociale au Grand-Duché?
2. Est-ce que le Gouvernement veut suivre la piste belge en accordant aux bénéficiaires des bourses de doctorat une prise en compte de leurs périodes de recherche en tant que périodes assimilées dans leur carrière d'assurance de vieillesse?

La Commission invite les États membres à l'informer dans la mesure du possible, d'ici au 15 décembre 2005 et annuellement par la suite, de toute mesure qu'ils prennent pour le suivi de la charte européenne du chercheur ainsi que des premiers résultats obtenus grâce à l'application de la charte.

3. Est-ce que le Gouvernement informera la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur le contenu de ce rapport?

**Réponse commune** (30.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*, de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

1. Les chercheurs salariés auprès d'une institution de recherche au Luxembourg sont couverts par une assurance obligatoire selon la loi de la sécurité sociale. (Art. 1<sup>er</sup>). Sont assurés obligatoirement conformément aux dispositions qui suivent: ...les personnes qui exercent au Grand-Duché de Luxembourg contre rémunération une activité professionnelle pour le compte d'autrui...).

Les chercheurs non salariés qui bénéficient d'une bourse de formation-recherche pour entreprendre des travaux de recherche dans le cadre d'une formation doctorale peuvent bénéficier de l'assurance obligatoire selon l'article 7 des codes des assurances sociales qui dispose:

«Le bénéfice de l'assurance obligatoire et de l'assurance volontaire s'étend:

3. aux enfants légitimes, légitimés, naturels et adoptifs de l'assuré principal ouvrant droit aux allocations familiales;
4. aux enfants recueillis d'une manière durable dans le ménage de l'assuré et auxquels celui-ci assure l'éducation et l'entretien, pour autant que l'assuré, son conjoint ou son partenaire au sens de l'article 2 de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, soit attributaire des allocations familiales.»

Ainsi, l'assurance obligatoire pouvant être maintenue jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus, si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques, professionnelles, supérieures ou universitaires, les bénéficiaires d'une bourse de formation-recherche sont informés par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans la lettre d'attribution de la façon suivante:

«Nous tenons à vous avertir que lorsque vous avez dépassé l'âge limite pour avoir droit aux allocations familiales, vous êtes susceptible, en touchant la bourse dont il s'agit et en raison de son montant, de ne plus répondre aux conditions prévues au règlement grand-ducal modifié du 26 mai 1978 déterminant les conditions et modalités de la preuve de la charge que doivent rapporter les coassurés en application de l'article 2, alinéa final du code des assurances sociales. Si dès lors vous voulez continuer à bénéficier de l'assurance maladie, vous voudrez bien vous adresser dans les meilleurs délais à la caisse de maladie auprès de laquelle vous étiez jusque-là coassuré de vos parents en vue de contracter une assurance continuée.»

Ainsi, les boursiers ne pouvant pas ou plus bénéficier de l'assurance obligatoire peuvent continuer leur affiliation par une assurance volontaire dont l'article 2 stipule:

«(1) La personne qui est âgée de 18 ans au moins, qui réside au Grand-Duché de Luxembourg et qui perd la qualité d'assuré ou la protection en vertu de l'article 7, peut demander à continuer son affiliation. Cette demande doit être présentée au centre commun de la sécurité sociale sous peine de forclusion dans un délai de six mois suivant la perte de l'affiliation.

(2) Les personnes résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne peuvent bénéficier autrement d'une protection en matière d'assurance maladie ont la faculté de s'assurer volontairement. Le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la présentation de la demande au centre commun de la sécurité sociale.»

2. Le département Recherche et Innovation du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, en charge de l'attribution de la bourse de formation-recherche, se propose de réformer le système actuel de l'attribution des bourses de formation-recherche. La première action dans ce processus a été d'augmenter le montant mensuel de la bourse de formation-recherche à 1.500 euros à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2005.

Pour des actions futures concernant cette réforme, le département Recherche et Innovation prévoit de

se référer, entre autres, à la recommandation du 11 mars 2005 de la Commission européenne concernant la charte européenne du chercheur et un code de conduite pour le recrutement des chercheurs. Est ainsi recommandé que «les États membres devraient s'efforcer d'offrir aux chercheurs des régimes de développement de carrière durables à toutes les étapes de la carrière, quels que soient leur situation contractuelle et le parcours professionnel choisi en R&D, et d'assurer que les chercheurs sont traités comme des professionnels et considérés comme faisant partie intégrante des institutions au sein desquelles ils travaillent» et que «les employeurs et/ou bailleurs de fonds devraient veiller à ce que les chercheurs jouissent de conditions équitables et attrayantes sur le plan du financement et/ou des salaires, assorties de dispositions adéquates et équitables en matière de sécurité sociale (y compris l'assurance maladie et les allocations parentales, les droits à la retraite et les indemnités de chômage) conformément à la législation nationale en vigueur et aux conventions collectives nationales ou sectorielles. Ces mesures doivent inclure les chercheurs à toutes les étapes de leur carrière, y compris les chercheurs en début de carrière, en correspondance avec leur statut juridique, leurs performances et leur niveau de qualifications et/ou de responsabilités.»

Nous avons établi les premières prises de contact avec les Centres de Recherche Publics, l'Université du Luxembourg, le Fonds national de la Recherche et le Ministère de la Sécurité sociale en vue de proposer une/des piste(s) à poursuivre à l'avenir afin de garantir une meilleure couverture sociale des personnes visées et d'offrir ainsi une meilleure carrière d'assurance de vieillesse.

Or, il est à souligner à ce sujet que la situation des bénéficiaires d'une bourse de formation-recherche au Grand-Duché de Luxembourg n'est pas directement comparable avec celle des boursiers (aspirants) en Belgique. En effet, tous les boursiers et boursières sont inscrits en doctorat à une institution d'enseignement à l'étranger comme, actuellement, l'Université du Luxembourg n'est pas encore en mesure de pouvoir octroyer des diplômes de doctorat. En outre, la loi du 9 mars 1987 instituant les bourses de formation-recherche stipule qu'il est créé des bourses de formation-recherche qui peuvent être attribuées, pour une durée maximale de trois ans, par le Ministre ayant dans ses attributions la recherche scientifique et la recherche appliquée, à des scientifiques et à des techniciens luxembourgeois ou étrangers pour leur permettre de participer à l'exécution d'un projet de R&D. Toute demande en obtention d'une bourse de formation-recherche doit être appuyée par un CRP ou un organisme, service, établissement d'enseignement supérieur ou universitaire, luxembourgeois ou étranger, ayant des compétences dans le domaine de R&D concerné.»

Ainsi, plusieurs cas de figure peuvent se présenter pour les demandes en obtention d'une bourse de formation-recherche:

- des résidents du Luxembourg inscrits à l'étranger exerçant aucune partie, une partie ou la totalité de leur travail de recherche au Luxembourg;
- des étrangers inscrits à une université à l'étranger exerçant aucune partie, une partie ou la totalité de leur travail de recherche au Luxembourg.

Par contre les systèmes des bourses (aspirants) en Belgique stipule que «les travaux de re-

cherches des aspirants doivent être exécutés dans une université ou un autre des établissements d'enseignement universitaire visés à l'article 2 ou d'un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'État, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette Institution».

Si l'organisation de la bourse de formation-recherche au Grand-Duché de Luxembourg permet un bon échange de compétences avec des institutions à l'étranger, l'établissement d'une approche standardisée telle qu'exercée en Belgique nécessite une analyse plus approfondie et une approche différente du fait de la panoplie des cas de figures qui se présentent dans le cadre des bourses de formation-recherche luxembourgeoises.

3. Des représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont membres du groupe de pilotage Ressources humaines et mobilité instauré par la Commission européenne pour le développement et le suivi de la recommandation et sont ainsi tenus à rapporter régulièrement des actions entreprises et des résultats obtenus. Ce rapport peut, bien sûr, être transmis à la Commission de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la Chambre des Députés.

Est à noter à ce sujet que, dès la publication de la Recommandation, les institutions de recherche publiques et l'Université du Luxembourg avaient été invitées à envoyer leurs commentaires en ce qui concerne la mise en œuvre de la recommandation et un représentant de la Commission européenne a présenté la recommandation pendant la Journée des Boursiers/Boursières le 29 octobre 2005. Si l'Université du Luxembourg est déjà en train d'analyser cette recommandation en vue d'une adoption éventuelle, une concertation plus approfondie avec tous les acteurs impliqués est nécessaire afin de coordonner la mise en œuvre.

<sup>1</sup> «La Commission invite les États membres à l'informer dans la mesure du possible, d'ici 15 décembre 2005 et annuellement par la suite, de toute mesure qu'ils prennent pour le suivi de la présente recommandation. Ils sont également invités à l'informer des premiers résultats obtenus grâce à l'application de la recommandation et à lui communiquer des exemples de bonnes pratiques.»

**Question 0673** (19.10.2005) de **Mme Christine Doerner (CSV)** concernant la **mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle Bettembourg/Dudelange à Bivange/Berchem**:

Conformément aux articles 75 et 76 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de vous informer que je désire poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet de la mise en service d'une ligne H.T. 2 x 225 kVolt allant de la zone industrielle nationale Bettembourg/Dudelange à Bivange/Berchem avec la pose en souterrain dans le voisinage immédiat de maisons unifamiliales sises à Bettembourg.

- Pourquoi une procédure en commodo/incommodo est nécessaire pour une ligne H.T. aérienne alors qu'une telle procédure n'est requise pour une ligne H.T. souterraine ayant une puissance de 2 x 225 kVolt posée à une distance de 30 mètres des maisons d'habitation du lieu dit «Am Stréissel» à Bettembourg?

- Qu'en est-il des arrêtés n°1/04/0173 du 7 avril 2005 du Ministre de l'Environnement et n°1/2004/0173/52101/106 du 10 mai 2005 du Ministre du Travail qui stipulent qu'une distance minimale de 30 mètres est à respecter entre habitations et une ligne H.T.?

- Quel est le dispositif de sécurité et de prévention envisagé pour protéger les habitants contre les nuisances des champs électrique et magnétique produits par un courant caractérisé par une faible fréquence et une très forte amplitude, sachant que les experts ne croient pas dans l'efficacité d'une isolation en béton?

- Pouvez-vous m'expliquer pourquoi la publication de la procédure commodo/incommodo ne faisait aucune allusion à une traversée du terrain de la commune de Bettembourg? L'affichage du texte «...Installation et Exploitation d'une sous-station de transformation avec ligne de raccordement H.T., lieu d'exploitation Berchem/Bivange...» manque de transparence à l'égard des habitants de Bettembourg.

- Le concept intégré du développement spatial et des transports (IVL) recommande des corridors définis pour le transfert d'énergie, en l'occurrence le long des grands axes routiers, tels que l'A3 et l'A4. Pourquoi a-t-on renoncé aux tracés proposés n°4 respectivement n°6, alors que la ligne H.T. actuellement autorisée passe par une zone de réserve naturelle?

- Est-ce que vous avez ordonné une étude d'impact des nuisances en matière de radiations sur l'environnement, et cette zone de loisir en particulier?

- Est-ce que les réseaux électriques de la société nationale des CFL ont besoin d'une alimentation énergétique aussi puissante? La ligne est-elle prévue pour alimenter d'autres projets dans la région? Dans l'affirmative, la procédure commodo/incommodo ne serait pas en conformité avec la réglementation afférente.

- Quel est l'impact de nuisance de la partie aérienne de cette ligne H.T. entre Bettembourg et Bivange en matière écologique, notamment sur le corridor de migration de la faune aviaire?

**Réponse** (28.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre de l'Environnement*:

Ad 1) Les établissements qui sont soumis à autorisation préalable en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés sont énumérés dans le règlement grand-ducal modifié du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés, dont également les conduites électriques aériennes dont la tension nominale entre phases est supérieure à 1.000 V (art. 143.3.b). Par contre, les conduites électriques souterraines ne sont pas énumérées dans le règlement précité de 1999.

Ad 2) Pour des raisons préventives de protection de l'environnement, le Ministre de l'Environnement a fixé pour la partie de la ligne haute tension soumise à une autorisation préalable (partie aérienne) les conditions (articles IX 5) et IX 6)) suivantes dans l'arrêté 1/04/0173:

«Exigences relatives à la ligne haute tension Bettembourg-Bivange: concernant les risques pouvant résulter de l'exploitation de la ligne aérienne haute tension 2 x 225 kV:

- 1) Pour des raisons de protection de l'environnement, une distance



minimale de 30 mètres est à observer entre le milieu du tracé des lignes et les habitations ou autres constructions existantes servant au séjour de personnes.

2) Tout nouvel aménagement d'une zone destinée à la construction d'immeubles servant à l'habitation est interdit à une distance inférieure à 30 mètres du milieu du tracé de la ligne haute tension. La présente disposition est intégrée de plein droit dans le plan d'aménagement communal.»

Ad 3) Le point 3 n'est pas de la compétence du Ministère de l'Environnement. Les aspects de sécurité concernent le ministre ayant dans ses attributions le travail.

Ad 4) L'Administration de l'Environnement doit envoyer les dossiers de demande d'autorisation aux fins d'enquête publique aux communes concernées, conformément à l'article 9.2. de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

La publication et l'affichage de la procédure commodo/incommodo et notamment la formulation du texte de publication/affichage incombent aux communes.

Ad 5) Le tracé retenu a justement été choisi en raison de considérations ayant trait à l'intégration paysagère de la ligne de haute tension notamment par le fait qu'elle passe sous la ligne d'horizon formée par la forêt «Beeteburger Bësch» et permet ainsi une minimisation des incidences de cet ouvrage sur le paysage.

Ad 6) Une étude d'impact des nuisances en matière de radiations sur l'environnement et particulièrement de la «zone de loisirs» n'a pas été ordonnée.

Dans la «zone de loisir» mentionnée par l'honorable Députée, la ligne sera placée en souterrain.

Ad 7) Le dossier soumis pour autorisation au Ministère de l'Environnement comporte comme seul objet le renforcement de l'alimentation en énergie électrique du réseau ferroviaire de la société SNCFL.

Ad 8) La majeure partie du tronçon aérien de la ligne est située à proximité de l'autoroute de Dudelange. Hormis d'incidences limitées sur le paysage, l'étude d'impact a démontré que les effets de la ligne projetée sur la faune et la flore peuvent être qualifiés comme négligeables.

**Question 0676** (20.10.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marc Spautz** (CSV) concernant le **traitement des dossiers par l'Inspection du Travail et des Mines:**

D'après l'état d'information des soussignés, et sauf erreur, il semblerait que les dossiers transmis à l'ITM dans le cadre de ses attributions ne soient pas traités dans des délais raisonnables, voire certains dossiers n'ont toujours pas été examinés, alors même que leur dépôt remonte parfois à plus d'un an sinon plus.

Il est rappelé dans ce contexte que l'ITM est appelée à intervenir dans des domaines importants et sensibles. À titre d'exemple, figurent notamment parmi les attributions de l'ITM la prévention et l'aplanissement de tous les conflits de travail qui ne sont pas de la compétence de l'Office National de Conciliation, ainsi que le contrôle de l'application des dispositions légales, réglementaires ou administratives, voire conventionnelles qui ont trait aux conditions de travail ou encore à la protection du travailleur.

Le retard pris dans le traitement des dossiers par l'ITM bloque l'issue de certains conflits, voire lèse les intérêts des salariés. Dans ce contexte, les soussignés auraient

aimé savoir de Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- S'il est au courant de tels retards dans l'évacuation des dossiers par l'ITM? Dans l'affirmative, quelles en sont les causes? Et finalement quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre aussi bien à court terme qu'à moyen et long terme pour y remédier?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Les problèmes soulevés par les honorables Députés ne me sont en effet pas inconnus.

Et je viens d'ailleurs de confronter la Direction de l'administration en question aux doléances qui ont été portées à ma connaissance et je lui ai rappelé l'urgence notamment des dossiers qui ont plus particulièrement inspiré la question parlementaire.

De même, j'ai rappelé à la Direction de l'administration en question qu'elle est compétente pour contrôler l'application des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles et qu'elle doit, le cas échéant, en constater le non-respect. En matière de litiges du travail elle est compétente pour tous les dossiers pour lesquels l'Office National de Conciliation n'est pas compétent.

Étant donné que toutes ces mesures ne peuvent constituer qu'un remède à court terme, je continue à insister sur la nécessité absolue de la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines qui elle pourra apporter des solutions à long terme.

À cette fin c'est déjà en 2001 que j'ai pris l'initiative d'une réforme dont la première étape consistait à mandater le Bureau International du Travail (BIT) d'un audit de l'administration en question.

Suite à cet audit j'ai entamé une réforme fondamentale du système d'inspection au Luxembourg dont le but est notamment de doter cette administration de règles claires et précises, lui permettant de mieux remplir ses fonctions dans un monde du travail qui est en évolution permanente.

Pour être plus efficace, cette réforme se fait en étroite collaboration avec les partenaires sociaux qui ont d'ailleurs accepté d'y contribuer activement notamment par leur participation à la rédaction des mesures exécutoires de la future loi portant réforme de l'Inspection du Travail et des Mines.

**Question 0677** (20.10.2005) de **MM. Ali Kaes**, **Marcel Oberweis** et **Marc Spautz** (CSV) concernant la **création d'emplois au Luxembourg:**

Lors de la cérémonie d'ouverture de la Foire d'automne le 15 octobre 2005, Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a annoncé la création de 8.731 emplois en l'espace d'une année en soulignant que le Luxembourg continuait à être un site économique intéressant pour les entreprises.

Il est vrai que notre politique des coûts salariaux modérés est un atout particulièrement attrayant pour les entreprises. Malheureusement, tout établissement d'entreprise au Grand-Duché ne se traduit pas par une création nette d'emplois qui peuvent profiter aux salariés résidents voire aux frontaliers.

En effet, de nombreux nouveaux emplois sont purement fictifs. La faillite de la société Eclipse Airline qui a fait couler beaucoup d'encre ce printemps en est l'exemple type. Cette société d'aviation civile était établie au Luxembourg, alors même qu'aucun de ses avions n'a

jamais atterri sur le sol luxembourgeois et qu'elle employait des pilotes non communautaires pour lesquels aucune demande de permis de travail n'a jamais été déposée auprès des autorités luxembourgeoises compétentes.

Notre politique des coûts salariaux attire également de nombreuses entreprises étrangères notamment allemandes qui s'établissent au Luxembourg avec leurs salariés recrutés à l'étranger.

Dans ce contexte, les soussignés auraient aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Dans quels secteurs et/ou branches économiques ces nouveaux emplois ont-ils été créés?

- Parmi les 8.731 emplois créés, quelle est la part des emplois fictifs respectivement des emplois réels mais transférés et non créés? En d'autres termes: Quel est le nombre exact d'emplois réellement créés au Luxembourg sur base annuelle en comparant le premier semestre 2005 par rapport à la même période de l'année précédente?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

A. Question relative à la création d'emplois par secteur d'activité

Tel que publié par le Statec dans le Statnews N°51/2005, l'emploi salarié progresse de 3,1% en moyenne au 1<sup>er</sup> semestre 2005 contre 2,3% au 1<sup>er</sup> semestre 2004, passant de 279.043 à 287.773 personnes. Ces chiffres proviennent des fichiers mis à la disposition du Statec par l'IGSS.

En ne tenant compte que des variations du nombre d'emplois enregistrées entre deux dates se rapportant à des créations nettes (emplois nouvellement créés - emplois supprimés), le solde se répartit comme suit au 1<sup>er</sup> semestre 2005:

Répartition par branches des emplois créés au 1<sup>er</sup> semestre 2005 (en % du total):

Administration publique:	9,1%
Autres:	2,5%
Commerce:	5,7%
Construction:	10,2%
Éducation:	1,4%
Horeca:	3,9%
Immobilier, location et services aux entreprises:	32,2%
Santé et action sociale:	13,1%
Secteur Financier:	10,2%
Services collectifs, sociaux et personnels:	4,1%
Services domestiques:	1,6%
Transports et Communication:	6,0%

Source: IGSS, données corrigées

B. Question relative aux «emplois fictifs»

En l'absence d'une définition précise de la notion d'«emplois fictifs», on pourrait envisager trois catégories de créations d'emplois:

1. Les affiliations fictives voire frauduleuses à la sécurité sociale luxembourgeoise qui peuvent persister malgré les précautions et contrôles réguliers du Centre commun de la sécurité sociale.

De par leur nature, il va de soi que le nombre d'emplois concernés ne peut être chiffré par le Statec.

2. Les «délocalisations» d'entreprises vers le Luxembourg.

Cette deuxième catégorie regroupe toutes les entreprises qui, en raison de la situation avantageuse du Luxembourg en matière de taux de cotisations sociales, viennent s'y installer. Celles-ci sont souvent originaires de la Grande Région et délocalisent leur activité ainsi que l'ensemble de leur personnel vers le Grand-Duché.

D'aucuns estiment que ces dernières viennent gonfler l'emploi national sans création effective d'emplois. Même si elles ne sont pas créatrices d'emplois nouveaux et ne réduisent donc pas le chômage, ces activités ont toutefois une incidence positive sur l'économie (sur le PIB, les recettes fiscales etc.), du moins à court terme.

3. Les affiliations en vertu de déro-

Horeca:	4,0%
Santé et action sociale:	17,3%
Secteur Financier:	10,4%
Services collectifs, sociaux et personnels:	4,2%
Services domestiques:	1,7%
Transports et Communications:	0,3%

Source: IGSS, données corrigées

La situation particulière de ces secteurs a été étudiée par le Comité de coordination tripartite dans son rapport «Les emplois virtuels», élaboré par les experts du Ministère de la Sécurité sociale, de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale et du Centre commun de la sécurité sociale en date du 19 mars 2003.

Tableau récapitulatif

		Emploi salarié intérieur	Transports par eau	Emploi salarié hors «transports par eau»
Moyenne semestrielle	2004	279.043	2.491	276.552
	2005	287.773	2.981	284.792
Variation annuelle		3,1%		3,0%
Créations d'emplois	2005 (6 mois)	8.730	490	8.240

gations au principe de la «Lex loci laboris»<sup>1</sup> telles que le détachement et les règles particulières aux transports internationaux.

Les secteurs particulièrement concernés par ces dérogations sont les transports routiers, le pavillon maritime, la navigation fluviale, les transports aériens, l'industrie de la viande et le travail intérimaire. Il est difficile pour le Statec de détecter, dans les fichiers mis à sa disposition par l'IGSS, les emplois que l'on pourrait qualifier de virtuels ou fictifs. Ainsi, à titre d'exemple, il faudrait, à l'intérieur de l'industrie de la viande, détecter les entreprises occupant des abatteurs et désosseurs occupant essentiellement des non-résidents qui sont immédiatement détachés dans un autre pays, ou encore au niveau de l'intérim identifier le personnel recruté dans les pays limitrophes immédiatement «prêté» à des entreprises dans ces mêmes pays.

Le Statec ne peut pas filtrer l'emploi salarié jusqu'à ce niveau de détail avec les données à sa disposition, à l'exception du secteur «transports par eau» que l'on peut raisonnablement, vu la situation géographique du pays, considérer quasiment dans son entièreté comme travaillant à l'étranger.

Il s'agit des entreprises enregistrées sous le code NACE 61.1 «Transports maritimes et côtiers» occupant 600 personnes en moyenne sur le premier semestre 2005, et de celles enregistrées sous le code NACE 61.2 «Transports fluviaux» occupant 2.381 salariés en moyenne sur la même période. En comparant ces 2.981 emplois du secteur «Transports par eau» aux 2.491 emplois enregistrés en moyenne au premier semestre 2004, on obtient une création nette d'emploi dans ce secteur de 490 postes. En retirant ces emplois de l'emploi salarié intérieur, l'emploi salarié progresse de 3,0% en moyenne au 1<sup>er</sup> semestre 2005 au lieu de 3,1%.

Répartition par branches des emplois créés au 1<sup>er</sup> semestre 2005 - hors transports par eau (en % du total):

Administration publique:	9,3%
Autres:	2,5%
Commerce:	5,8%
Construction:	10,4%
Éducation:	1,4%

C. Remarque finale

Avec les ressources humaines et financières nécessaires, il serait possible et utile de détecter les entreprises délocalisées au Luxembourg en faisant une analyse détaillée de toutes celles n'occupant que des frontaliers originaires d'un seul lieu de résidence. Une telle étude devrait être effectuée par l'IGSS et le Statec.

De plus, pour comprendre l'importance du phénomène frontalier, une étude économétrique sur les déterminants de l'embauche des frontaliers versus résidents doit encore être menée (importance du coût salarial relatif, qualifications comparées, etc.). En effet, la création d'emplois et le chômage sont avant tout une résultante économique et pas seulement des grandeurs statistiques. J'ai demandé au Statec de planifier une telle étude.

<sup>1</sup> Le principe «lex loci laboris», i.e. la personne qui exerce une activité professionnelle sur le territoire d'un État membre est soumise à la législation de cet État, constitue la règle générale en matière d'affiliation à la sécurité sociale.

**Question 0678** (20.10.2005) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant l'**envoi sous récépissé des lettres de convocation aux élections:**

L'article 68 de la loi électorale stipule que «Les collèges des bourgmestre et échevins envoient sous récépissé, au moins cinq jours à l'avance, à chaque électeur une lettre de convocation indiquant le jour, les heures d'ouverture et de fermeture du scrutin, le local où l'élection a lieu et, s'il y a plusieurs bureaux, la désignation de celui où l'électeur est appelé à voter. La convocation des électeurs est en outre publiée dans chaque localité de vote».

Selon le commentaire de l'article 68 du projet de loi N°4885 portant réforme de la loi électorale du 31 juillet 1924 «Très souvent l'électeur ne se trouve pas à son domicile pour faire la réception de sa lettre de convocation aux élections. Sachant que le vote est obligatoire au Grand-Duché de Luxembourg, l'électeur doit se présenter au bureau électoral, même sans avoir reçu une lettre de convocation. C'est pourquoi dorénavant la



convocation des électeurs est également affichée dans chaque localité de vote».

L'article 74 de la loi électorale stipule que «À mesure que les électeurs se présentent munis de leur lettre de convocation, le secrétaire pointe leur nom sur le relevé; un assesseur désigné par le président en fait de même sur le second relevé des électeurs du bureau». De plus, d'après l'article 75 «L'électeur qui n'est pas muni de sa lettre de convocation peut être admis au vote si son identité et sa qualité sont reconnues par le bureau».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- En reprenant l'argument développé dans le commentaire de l'article 68 évoqué ci-dessus, à savoir que bon nombre d'électeurs ne se trouvent pas à leur domicile pour faire la réception de leur lettre de convocation aux élections, ne devrait-on pas abandonner à l'avenir l'envoi sous récépissé des lettres de convocation?
- Ne devrait-on pas généraliser la vérification de l'identité de tout électeur lorsqu'il se présente au bureau de vote, muni ou non de sa lettre de convocation?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*:

En tenant compte des remarques et observations qui ont été portées à ma connaissance par des électeurs concernés, entre autres que des lettres de convocation se trouvaient simplement dans les boîtes aux lettres, je ne peux que constater que les réflexions de Madame la Députée sont pertinentes. Voilà pourquoi, à l'occasion d'une prochaine modification de la loi électorale, une amélioration du système actuel est de mise. Il va sans dire que la modification à faire devra garantir que chaque électeur soit au courant aussi bien de la date que du déroulement précis des élections. J'estime que l'envoi des lettres de convocation devrait continuer à se faire, même sans récépissé, étant donné que le domicile est le lieu où l'électeur est censé se rendre régulièrement. À côté de cette lettre de convocation individuelle, une convocation des électeurs par l'intermédiaire d'annonces dans les différents médias serait également imaginable. La lettre de convocation ne sera en aucun cas superflue: elle fournit des précisions relatives à l'adresse et le cas échéant, au numéro du bureau de vote auquel l'électeur est tenu de se rendre le jour des élections.

En ce qui concerne le deuxième point invoqué par Madame la Députée, je suis d'avis que le contrôle d'identité systématique devient de plus en plus important de nos jours. L'identité d'une personne est actuellement vérifiée au moment de l'inscription sur les listes électorales; lors des opérations électorales la seule lettre de convocation vaut identification. Ce n'est que pour le cas où un électeur n'aurait pas reçu de lettre de convocation

que la loi prévoit la possibilité de vérifier l'identité d'une personne à l'aide d'un document d'identité. Au cas où le législateur abolirait l'envoi sous récépissé, la vérification obligatoire de l'identité de tout électeur qui se présente dans un bureau de vote, muni ou non de sa lettre de convocation, devrait nécessairement être généralisée.

**Question 0691** (26.10.2006) de **M. Claude Meisch** (*DP*) concernant les **procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises**:

Dans une interview accordée à RTL-Télé Lëtzebuerg en date du 25 octobre 2005 à la suite de son voyage de prospection aux États-Unis d'Amérique, Monsieur le Ministre a affirmé qu'il avait eu du mal à donner des réponses satisfaisantes à ces interlocuteurs notamment quand ces derniers lui demandaient des indications sur la durée des procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises au Luxembourg.

Monsieur le Ministre a également laissé sous-entendre qu'une coordination adéquate entre les différentes administrations impliquées dans ces procédures d'autorisation était défectueuse.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quels ministères ou administrations peinent à faire avancer les procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises?
- Monsieur le Ministre peut-il me donner des informations plus précises sur la nature des problèmes qui sont à l'origine de cette coordination défectueuse entre les différentes administrations impliquées dans les procédures d'autorisation?

Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer comment lui-même respectivement le Gouvernement intend remédier à cette situation?

**Réponse** (12.12.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Par la présente et à la demande de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, j'ai l'honneur de vous informer que la réponse à la question parlementaire N°0691 du 26 octobre 2005 de Monsieur le Député Claude Meisch, concernant les procédures d'autorisation dans le cadre de l'établissement de nouvelles entreprises, a été donnée oralement lors de la 8<sup>e</sup> séance publique de la Chambre des Députés en date du 16 novembre 2005 (*cf. compte rendu N°3/2005-2006 - pages 73 et 74.*)

**Question 0696** (27.10.2005) de **M. John Castegnaro** (*LSAP*) concernant le **comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises**:

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à accorder «une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME. Il créera la fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire d'une façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME.

Dans ce contexte la durée de la procédure visant à obtenir une autorisation d'établissement sera réduite.

Le recours aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein des administrations et des ministères sera renforcé.

La formule du guichet unique sera davantage mise en place. Ceci pour centraliser et regrouper en un seul lieu les différentes procédures administratives et de permettre aux entreprises de trouver un seul interlocuteur et d'éviter le passage par plusieurs administrations.

Afin d'éviter des déclarations multiples, l'entraide administrative visant à réduire le nombre de formulaires à remplir par les entreprises sera intensifiée.»

Lors d'un échange de vues avec les membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi que de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports organisé le 22 février 2005 a été présenté le «Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises». Les documents de présentation évoquaient une démarche à suivre ainsi qu'un calendrier des réunions du «Comité» prévues pour les mois de mars à juillet 2005.

En effet, tant les entreprises établies au Luxembourg désirent diversifier et élargir leurs activités, tant les PME et les jeunes créateurs d'entreprises que les simples citoyens se heurtent souvent aux contraintes et démarches administratives lourdes imposées par le fonctionnement et l'organisation des administrations publiques.

Suite à la nécessité de modernisation évoquée par le Premier Ministre lors de sa déclaration de politique générale, suite également au discours du Ministre du Trésor et du Budget quant à une participation financière renforcée des citoyens aux coûts réels des services prestés par les administrations publiques - annonces soulignant à nouveau la nécessité de la réforme et de la simplification administrative - j'aimerais savoir:

- Si le calendrier des réunions du «Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises» a été respecté?

Quelles sont les conclusions qui ont été tirées suite à ces réunions? Le «Comité» a-t-il élaboré un plan d'action, une stratégie permettant d'atteindre le but projeté, à savoir la simplification administrative?

- Est-il prévu d'associer tous les acteurs économiques et sociaux à la mise en œuvre de la simplification administrative - les Chambres professionnelles des salariés du secteur privé et les syndicats représentatifs sur le plan national étant actuellement exclus du «Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises»?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Fernand Boden**, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Tout d'abord, il convient de rappeler que les Ministres des Classes moyennes, de l'Économie et du Commerce extérieur ont mis en place le 16 décembre 2004 le «Comité national pour la simplification administrative en faveur des entreprises» (CNSAE).

Dans le cadre du plan national pour l'innovation et le plein emploi, quatre axes en matière de simplification administrative en faveur des entreprises ont été retenues, axes complémentaires aux travaux actuellement déjà engagés par le CNSAE.

Ces axes sont:

- le développement des études d'impact;
- l'analyse des procédures administratives;
- la codification des textes législatifs;
- l'optimisation de l'échange d'informations entre les administrations et les entreprises.

Dans le cadre des travaux actuellement en cours, une collaboration étroite entre le CNSAE et le «Comité de Coordination pour la Modernisation de l'État» (CCME) a été engagée. Il est rappelé à ce sujet que le CCME a été mis en place le 12 novembre 2004 par une décision du Gouvernement en conseil et que ses missions s'articulent principalement autour des deux grands chantiers de travail qui sont la gouvernance électronique d'une part et la réforme administrative d'autre part. Il faut ajouter que le Gouvernement a également approuvé le 29 avril 2005 le plan directeur de la gouvernance électronique avec six principaux domaines d'action.

En ce qui concerne les questions spécifiques de Monsieur le Député John Castegnaro, nous pouvons dire que le calendrier des réunions du CNSAE est respecté.

Sur base de ses premiers travaux le Comité a mis en œuvre et déjà certaines simplifications administratives en faveur des entreprises et est en train de préparer un document regroupant la stratégie, les instruments ainsi qu'un

plan d'action afin d'atteindre le but projeté. Dans ce contexte ont été analysées les stratégies mises en œuvre dans nos pays voisins ainsi que celles en cours de développement au niveau communautaire.

Dans ce même contexte une préconsultation a été effectuée avec tous les acteurs concernés portant sur les travaux législatifs actuellement engagés en matière de protection des données. La pratique de la préconsultation est couramment appliquée à l'étranger dans le cadre de la préparation d'une nouvelle réglementation.

En ce qui concerne la composition du CNSAE, aucun changement n'est prévu.

En vue de l'élaboration du plan d'action, il y a lieu de préciser que celle-ci se déroulera, comme convenu lors de notre entrevue en date du 22 février 2005, en étroite collaboration avec la Chambre des Députés.

**Question 0701** (27.10.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*) concernant le **livre vert sur la santé mentale en Europe de la Commission européenne**:

Dans son «livre vert sur la santé mentale en Europe» la Commission européenne fait état d'une augmentation alarmante des troubles mentaux. Selon les chiffres cités, la dépression touche chaque année 4,5% de la population totale de l'Union européenne.

Les experts s'attendent même à ce qu'elle devienne, d'ici l'an 2020, la deuxième cause d'invalidité dans les pays développés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'il existe des chiffres fiables et actualisés concernant l'incidence des pathologies ou troubles dépressifs au Luxembourg? Quelle est l'évolution de ce taux au cours des dernières années?
- Quelle est la quantité de médicaments antidépresseurs prescrits au Luxembourg?
- Existe-t-il des données quant à l'évolution de ces chiffres au cours des dernières années?
- Monsieur le Ministre estime-t-il que la prescription et l'usage de ce type de médicament sont excessifs? Ne serait-il pas opportun de promouvoir des traitements alternatifs?
- Monsieur le Ministre prévoit-il des programmes d'action préventive ou des campagnes d'information visant à prévenir les troubles dépressifs et la prescription et l'usage excessifs de médicaments antidépresseurs?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:



Chambre  
des Députés  
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un



Il n'est pas aisé d'estimer la prévalence de la dépression dans la population luxembourgeoise.

D'un côté le concept même de «dépression» ou «troubles dépressifs» est difficile à cerner et à définir. Interviennent notamment des facteurs tels que la chronicité des symptômes dépressifs, la durée des épisodes, ou encore le caractère invalidant de l'affection. D'un autre côté il s'agit bien évidemment d'une affection non soumise à déclaration obligatoire.

Une enquête DEPRES (Depression Research in European Society) effectuée au niveau de six pays européens, dont le Luxembourg ne faisait pas partie, a montré que la prévalence sur six mois de la dépression considérée comme majeure se situait entre 3,8 et 9,9% de la population adulte des différents pays considérés.

Pour le Luxembourg, les seules données chiffrables sont celles des «diagnostics de sortie hospitalière» et celles relatives à la prescription d'antidépresseurs.

Le diagnostic de sortie hospitalière est l'identification de la pathologie, faite à la sortie de l'hôpital du patient, reconnue comme ayant été à l'origine de l'hospitalisation. Les troubles dépressifs ont été à l'origine de 1.580 admissions en 2003 et de 1.671 admissions en 2004.

Cependant une seule et même personne peut avoir été admise plusieurs fois en cours d'année, de sorte que ces chiffres ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait eu autant de personnes qui aient été soignées stationnairement pour troubles dépressifs. Les journées de traitement ont augmenté de 24.971 à 28.258 pendant la même période.

D'après les données de l'UCM, environ 8% de la population générale ont fait l'objet d'au moins une prescription d'un médicament antidépresseur pendant l'année 2003. Pour 1996 ce chiffre n'était que de 6,14%. Dans ces chiffres (ceux de 2003), les femmes sont nettement surreprésentées avec 10,8%, contre 5,15% pour les hommes.

D'après les données fournies par l'UCM la consommation des médicaments antidépresseurs (code ATC N06A) a été en augmentation constante de 1999 à 2004, suivant le tableau ci-après:

Exercice	Emballages	Montant €
1999	170.524	4.384.142
2000	175.447	4.846.555
2001	197.883	5.634.492
2002	218.910	6.366.215
2003	235.822	7.000.603
2004	247.549	7.515.251

Toute évaluation du niveau de consommation à partir d'une comparaison avec celui constaté dans d'autres pays doit être faite avec les réserves d'usage concernant de telles comparaisons internationales, en raison notamment de règles éventuellement divergentes en matière de prise en charge de ces médicaments par l'assurance-maladie. Sous cette réserve donc la consommation au Luxembourg est nettement inférieure à celle constatée dans les pays nordiques. Elle se situe également en dessous de celle observée en Belgique, mais dépasse de peu celle enregistrée aux Pays-Bas.

Dans le cadre du groupe de travail «Réforme de la psychiatrie» que j'ai mis en place il est prévu de charger un sous-groupe plus spécialement du problème des dépressions et des suicides et de l'abus médicamenteux y relié.

La prévention de la dépression est nécessaire, vu l'importance des impacts sanitaires et socio-économiques de cette maladie.

Il faut donc prévoir des interventions de prévention primaire, à

commencer par fournir une meilleure information sur cette maladie.

Par ailleurs je compte lancer, en collaboration avec les Services de la Sécurité sociale, une campagne appelant au bon usage des médicaments psychotropes.

**Question 0703** (28.10.2005) de **M. Carlo Wagner (DP)** concernant les **appareils de mesurage du volume sonore:**

Lors d'interventions des forces de l'ordre suite à des plaintes concernant des nuisances sonores, il me revient que les agents de police ne disposeraient pas d'appareils de mesurage du volume sonore.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre ayant dans ses attributions la Sécurité publique intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si la Police grand-ducale dispose du matériel adéquat afin de procéder au mesurage du volume sonore? Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre d'appareils de mesurage dont dispose la Police grand-ducale et quelle en est l'affectation régionale?
- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de doter les forces de l'ordre du matériel en question?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Afin de pouvoir intervenir dans le cadre de nuisances sonores, la Police grand-ducale dispose depuis 2001 d'un sonomètre. Cet équipement se trouve à la disposition de la Direction régionale de Luxembourg.

En août 2005, la Police grand-ducale a procédé à l'acquisition de trois équipements supplémentaires de ce genre, qui seront mis à la disposition des Directions régionales de Diekirch, Esch-sur-Alzette et Grevenmacher.

Actuellement ces équipements font l'objet d'essais techniques. Ils seront mis à la disposition des ser-

vices concernés en janvier 2006 à la fin d'une formation adéquate des utilisateurs.

**Question 0704** (28.10.2005) de **MM. Ali Kaes et Marco Schank (CSV)** concernant la **remise en état du CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz:**

Le CR324 de Hosingen vers Wilwerwiltz via les localités de Bockholtz et Pintsch se trouve dans un état vétuste. Or, il s'avère que cette route est de plus en plus emprunté par les automobilistes du Nord ainsi que les poids lourds se rendant à la station de contrôle technique se trouvant à Wilwerwiltz. Lors des négociations de fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz, les deux collègues échevinaux ont défini la remise en état de ce tracé comme un projet prioritaire. Le détail du projet a été élucidé lors d'une entrevue en date du 22 janvier 2004 avec le Ministre de l'Intérieur. Depuis lors le projet ne semble plus avancer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

1. Quel est l'état d'avancement de ce projet de voirie de l'État?
2. Quelle est la date probable du commencement des travaux?
3. Quelle est la durée estimée des travaux?

**Réponse** (30.11.2005) de **M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics:**

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés je puis fournir les précisions suivantes:

Le 2 août de cette année, un bureau d'études a été chargé de l'élaboration des études pour le redressement du CR324 entre Pintsch et Bockholtz sur base d'une étude de faisabilité élaborée par l'Administration des Ponts et Chaussées.

Le projet comporte trois volets, à savoir:

1. reconstruction du pont à la sortie de Pintsch,
2. redressement de plusieurs virages entre Pintsch et Bockholtz,
3. contournement de la localité de Bockholtz.

Le bureau d'études élaborera dans une première phase un avant-projet sommaire avec plusieurs variantes pour le contournement de la localité de Bockholtz.

Sur base de cet avant-projet sommaire, l'avant-projet détaillé et le projet d'exécution pourront être élaborés pour les volets 1. et 2. et l'exécution des travaux pourra être envisagée pendant l'exercice 2008 pour autant que les autorisations et emprises requises soient disponibles.

En ce qui concerne le contournement de la localité de Bockholtz, les variantes devront être soumises à l'appréciation du groupe interministériel «évaluation des projets d'infrastructures de transport» qui se prononcera sur la procédure à suivre.

**Question 0705** (28.10.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)** concernant l'**octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social:**

Dans une note adressée par le «Syndicat National du Logement Social» aux membres de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement ainsi qu'aux membres de la Commission des Pétitions, le SNLS fait remarquer que les bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social peuvent également bénéficier d'une allocation de loyer.

Or, en 1993 déjà feu l'honorable Député Willy Bourg avait noté dans le commentaire de l'article unique de sa proposition de loi N°3759 modifiant la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement que «les personnes touchant le revenu minimum garanti bénéficient d'une allocation de loyer, même si elles occupent un logement social. Dès lors il est proposé d'ajouter dans le cadre de la modification de la loi du 26 juillet 1986 sur le revenu minimal garanti une disposition interdisant l'octroi d'une allocation de loyer aux personnes qui sont locataires d'un logement social».

- Dans ce contexte j'aimerais savoir si Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement prévoit de revoir les dispositions

concernant l'octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social.

**Réponse** (30.11.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration:**

La question ayant trait aux bénéficiaires du RMG m'a été communiquée pour compétence.

Étant donné que l'honorable Députée se réfère à une proposition de loi N°3759, introduite en 1993 par feu l'honorable Député Willy Bourg, un aperçu historique succinct s'impose:

La loi originale du 26 juillet 1986 portant création d'un revenu minimum garanti ne prévoyait pas d'allocation de loyer pour les bénéficiaires du complément.

Celle-ci fut introduite par la loi du 16 juin 1989. «Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, un montant forfaitaire de mille francs au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au premier janvier 1948 peut être déduit du montant des revenus» (article 6(2) dernier alinéa de la loi entre-temps abrogée).

La loi du 26 février 1993 modifiait cette disposition de la façon ci-après:

«Si la personne ou la communauté domestique bénéficiaire d'un revenu minimum garanti doit s'acquitter à l'égard d'un tiers d'un loyer pour le logement occupé, elle a droit à une compensation à charge de loyer égale à la différence entre un loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent du revenu minimum garanti auquel cette personne ou cette communauté peut prétendre en vertu de l'article 3, sans que le montant versé à titre de compensation ne puisse dépasser la somme de cinq mille francs.

Cette compensation de loyer est exempte d'impôts et de cotisations sociales.» (article 3 bis de la loi entre-temps abrogée).

Il est vrai que la proposition de loi N°3759 du 7 juin 1993 précitée prévoit au dernier alinéa du commentaire de l'article unique la proposition «d'ajouter dans le cadre de la modification de la loi sur le revenu minimum garanti une disposition interdisant l'octroi d'une allocation de loyer aux personnes locataires d'un logement social».

Cette proposition, incluse dans un commentaire, est restée sans effet.

La loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, abrogeant la loi originale du 26 juillet 1986, a maintenu cette compensation à charge de loyer, tout en modifiant le texte qui a pris le libellé suivant:

«Au cas où la communauté domestique doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, la limite du revenu minimum mensuel à laquelle cette communauté peut prétendre est majorée de la différence entre le loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent de la limite du revenu minimum déterminée selon les dispositions (1) à (3) du présent article, sans que cette majoration puisse dépasser le montant de cent vingt-trois euros quatre-vingt-quatorze cents.»

Ce texte, qui est toujours en vigueur, tout comme les autres textes entre-temps abrogés, n'ont jamais introduit une compensation pour frais de loyer dépendant du type de logement occupé. La disposition actuellement en vigueur se réfère également au montant du loyer à payer et à la composition du ménage.

À titre d'exemple, considérons un ménage de deux adultes et deux enfants. Suivant la loi, le RMG auquel il a droit s'élève à 1.606,41 €. Si ce ménage a un loyer de 160 €, il n'a pas encore droit à un majo-

ration pour frais de loyer, étant donné que le montant est inférieur à 10% du RMG dû. Avec un loyer de 250 €, il a droit à une majoration du RMG revenant à 69,87 €, alors qu'à partir d'un loyer de 305 €, il touche le maximum possible correspondant à 123,94 € par mois.

Quant à la question de l'honorable Députée s'il est prévu «de revoir les dispositions concernant l'octroi d'une allocation de loyer aux bénéficiaires du RMG ou de son complément qui occupent un logement social», je ne vois pour l'instant aucune nécessité de modifier cette disposition qui a fait ses preuves et qui constitue pour les bénéficiaires du RMG, qui vivent en bas de l'échelle des revenus, une aide non négligeable eu égard aux montants souvent très élevés des loyers exigés sur le marché du logement.

**Question 0707** (28.10.2005) de **M. Xavier Bettel (DP)** concernant l'**adaptation du système scolaire aux exigences du marché de l'emploi:**

D'après les résultats d'une étude récemment publiée par la société Deloitte, 77% des entreprises luxembourgeoises ont déclaré qu'elles s'attendent pour les années prochaines à des difficultés concernant le recrutement de main-d'œuvre, voire à un manque de main-d'œuvre qualifiée sur le marché d'emploi luxembourgeois. Plus que 50% des entreprises ont fait savoir que ce problème aurait des répercussions sur leur capacité de production et d'innovation.

- Madame le Ministre a-t-elle connaissance des résultats de l'étude mentionnée ci-dessus?

D'après les résultats de l'étude susmentionnée, bon nombre d'entreprises (38%) déplorent des connaissances inadéquates auprès des personnes recrutées. Dans sa déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement, Monsieur le Premier Ministre avait fait savoir qu'une des priorités du Gouvernement consisterait à essayer d'éviter l'échec scolaire.

- Madame le Ministre n'est-elle pas d'avis qu'à la lumière des résultats de cette étude, il fallait prioritairement essayer de mieux adapter à travers le système scolaire les élèves ayant terminé leur formation aux exigences du marché d'emploi et aux besoins de l'économie?

Seulement 45% des entreprises situées au Luxembourg se déclarent prêtes à engager des personnes sans expérience professionnelle pour l'année prochaine, tandis que deux tiers des entreprises envisagent d'engager des personnes expérimentées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de la part de Madame le Ministre:

- Quand est-ce que le projet de loi visant à réformer la formation professionnelle, annoncé par le Premier Ministre lors de la déclaration sur les priorités politiques du Gouvernement, sera déposé à la Chambre des Députés?

- Quelles sont les mesures prévues concernant le domaine de la formation continue dans le projet de loi en question?

**Réponse** (9.12.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:**

J'ai pris connaissance de l'étude à laquelle se réfère le Député et elle a trouvé toute mon attention. Je dois cependant souligner que seulement 56 entreprises de notre pays ont été interrogées dans le cadre de l'étude «Survey on Talent Management 2005».

Je ne vois pas d'opposition entre l'objectif d'éviter l'échec scolaire et



celui de préparer les jeunes aux exigences du marché du travail. La mission de l'école est précisément de former et de qualifier au plus haut niveau chaque jeune en fonction de ses capacités afin de lui permettre de vivre pleinement sa vie de citoyen, ce qui implique qu'il s'insère dans le marché du travail.

La plupart des formations professionnelles ont fait l'objet d'une mise à jour régulière en collaboration avec les représentants du monde économique. Par ailleurs, il est prévu de renforcer l'information des jeunes sur la vie professionnelle, notamment en collaboration étroite avec le Service de l'Oriente professionnelle de l'Administration de l'Emploi dans le cadre du projet de la loi réorganisant le Centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS).

En ce qui concerne le projet de réforme de la formation professionnelle, j'informe l'honorable Député que le projet de loi sera soumis pour approbation au Conseil de Gouvernement au cours du premier trimestre 2006.

Sans entrer dans le détail, j'indique que le chapitre relatif à la formation professionnelle continue concerne la finalité, les groupes cibles, la responsabilité de l'apprenant adulte, l'information et l'orientation, l'élaboration du parcours individuel de formation, les offreurs de formation ainsi que l'évaluation de la qualité des formations.

**Question 0712** (3.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **actions d'Erasmus**:

Erasmus est une action intégrée du programme communautaire Socrates II dédiée à l'enseignement supérieur. Ce programme, au service de l'éducation, est mis en oeuvre pour une période de sept ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2006, et son budget total s'élève à 1,85 milliard d'euros.

Le but d'Erasmus est d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de renforcer sa dimension européenne. Pour ce faire, Erasmus encourage la coopération transnationale entre les universités, donne une forte impulsion à la mobilité européenne des étudiants et des enseignants et contribue à améliorer la transparence et la reconnaissance des diplômes et des études au sein de la Communauté.

Erasmus comprend trois sous-actions étroitement liées qui sont la coopération interuniversitaire européenne, la mobilité des étudiants et des professeurs d'université ainsi que les réseaux thématiques.

À l'heure actuelle, 2.199 établissements d'enseignement supérieur de 31 pays (25 États membres de l'UE, Islande, Liechtenstein, Norvège, Bulgarie, Roumanie et Turquie) participent à Erasmus. Depuis la création d'Erasmus en 1987, plus de 1,2 million d'étudiants ont accompli une période d'études à l'étranger grâce à cette action.

Au Grand-Duché, la principale activité liée à Erasmus constitue la mobilité étudiante. Par ce biais les étudiants ont la possibilité d'étudier, pendant une période de trois à douze mois, dans un autre pays participant. Ainsi le tableau de statistiques démontrant la mobilité des étudiants Erasmus par pays d'origine, établi par la Commission européenne (en juin 2005), indique qu'au Luxembourg, Erasmus a été utilisé en 2003/2004 par 138 étudiants. La mobilité enseignante par contre semble très faible au Luxembourg.

Avec la création de l'Université du Luxembourg (UdL), la mobilité étudiante et enseignante se présente sous un angle différent. En effet la loi sur l'UdL impose dans son article 6 une mobilité aux étudiants

en premier cycle de l'Université («Bachelor»). Il est par conséquent indispensable de pouvoir proposer aux étudiants qui suivent les formations de «Bachelor» à l'UdL des universités partenaires où cette mobilité peut s'opérer. Cela signifie en pratique qu'il s'impose d'identifier des universités partenaires, de définir avec elles le contenu des formations (intitulés des cours, horaires, etc.), de délivrer si possible deux diplômes de l'UdL et de l'université partenaire ainsi que de mettre en place des conventions entre l'UdL et ces universités partenaires qui définissent les modalités et les termes de ces relations.

Il s'impose de promouvoir davantage les actions d'Erasmus au Luxembourg aussi bien dans le cadre traditionnel, c'est-à-dire au cas où les Luxembourgeois étudient à l'étranger que dans le cadre de l'UdL. En effet l'enseignement supérieur joue un rôle essentiel dans la formation de ressources humaines de haut niveau, dans la diffusion des découvertes et des connaissances ainsi que dans l'éducation des générations futures en tant que citoyens européens. Ceci est d'autant plus important que le volet d'éducation constitue un pilier essentiel de la stratégie de Lisbonne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Combien d'étudiants luxembourgeois ont participé au programme Erasmus pendant l'année 2004-2005?
- La mobilité étudiante, qui a été retenue dans la loi sur l'UdL, s'effectue-t-elle dans le cadre d'Erasmus ou bien dans le cadre d'autres programmes d'échanges interuniversitaires conclus entre l'UdL et d'autres universités européennes? Dans l'affirmative, de quelle manière ces échanges sont-ils financés?
- Disposant dorénavant d'une université au Luxembourg, de quelle manière le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, entend-il promouvoir davantage les différentes actions du programme Erasmus qui sont la coopération interuniversitaire européenne, la mobilité des étudiants et des professeurs d'université ainsi que les réseaux thématiques?

**Réponse** (5.12.2005) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Au titre de l'année académique 2004/2005, 119 étudiants luxembourgeois ou résidents luxembourgeois ont participé au programme Erasmus et ont obtenu une bourse de l'Agence Erasmus du Luxembourg. Au nombre de ces étudiants figuraient 39 étudiants de l'Université du Luxembourg.

La mobilité étudiante dans le cadre des études menant au grade de bachelor de l'Université du Luxembourg peut avoir lieu dans le cadre d'un échange Erasmus, mais elle peut tout aussi bien avoir lieu dans le cadre d'un accord bi- ou multilatéral entre l'Université du Luxembourg et une ou plusieurs universités étrangères. Dans ce dernier cas de figure, il convient de souligner que le système de l'aide financière pour études supérieures de l'État luxembourgeois tient compte de la différence entre les coûts occasionnés, respectivement par des études au Luxembourg ou des études à l'étranger. Pour les études à l'étranger, il y a une majoration de l'aide financière; un étudiant inscrit à l'Université du Luxembourg et en mobilité dans une institution étrangère bénéficiera donc de cette majoration.

Le programme Socrates II touchant à sa fin en décembre 2006, il n'y a pas lieu de prévoir des mesures

supplémentaires de promotion. Dès la prise de décision interinstitutionnelle sur le programme d'action intégré dans le domaine de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, une information adéquate sera organisée de concert avec l'Université.

**Question 0714** (3.11.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant le **marché européen de l'électricité**:

Les hausses des prix aux bourses de l'électricité - notamment en Allemagne et en France - sont difficilement explicables. Les explications fournies par les multinationales de l'électricité elles-mêmes sont d'ailleurs peu crédibles. D'après elles, l'augmentation serait fondée d'une part sur l'introduction des certificats d'émissions de CO<sub>2</sub> (bien que les producteurs d'électricité à base notamment de charbon aient droit à des allocations gratuites pour la période 2005-2008). D'autre part, les prix élevés seraient également une conséquence directe de la hausse des prix du gaz (alors que moins de 10% de la production d'électricité en Allemagne, et encore moins en France, sont basés sur des productions à partir de gaz).

Apparemment, ce sujet sera abordé lors du prochain Conseil des Ministres européens de l'Énergie et les représentants des États membres doivent fournir une position écrite en amont du conseil. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à l'évolution des prix de l'électricité aux bourses européennes?
- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas que les récentes augmentations de prix démontrent que le principe de libre concurrence ne fonctionne pas sur le marché européen de l'électricité, marché dominé par quelques grandes multinationales, et qu'il faudrait donc mettre en oeuvre des mesures contraignantes pour diminuer leur position dominante?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Étant donné que notre pays dépend largement de l'étranger pour la production d'électricité, en l'absence de ressources primaires propres, les fournisseurs actifs sur le marché luxembourgeois sont contraints d'importer la majeure partie de leurs besoins énergétiques sur les marchés de gros de l'électricité en Europe, dont les principaux acteurs sont les producteurs, les traders et les bourses d'électricité. Notre pays ne peut que constater les arguments fournis par les analystes au sujet de l'évolution des prix. Dans un marché européen de l'électricité libéralisé, la formation de prix résulte des principes fondamentaux de l'offre et de la demande.

Toutefois, la mise en place d'un marché libéralisé pour l'énergie n'étant pas encore achevée, la transparence n'est pas parfaite. Il semble évident que les effets bénéfiques d'une libéralisation ne puissent se montrer avant que celle-ci soit entièrement réalisée.

Néanmoins et en tant que Ministre d'un pays importateur d'énergie, j'estime que les mouvements de concentration, menant à des oligopoles puissants, surtout dans la production d'électricité et de gaz naturel, vont à l'encontre des objectifs de transparence et de libre

concurrence sur le marché européen de l'énergie.

**Question 0715** (3.11.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant l'**augmentation du prix de l'électricité**:

Le prix de l'électricité facturé aux consommateurs se compose de différents éléments. Ainsi, les frais «utilisation du réseau» représentent plus de la moitié des coûts et la partie «achat de l'électricité» représente entre 30 et 35% des frais facturés aux clients ménagers. L'étude du Député européen Claude Turmes sur la libéralisation du marché de l'énergie au Luxembourg indique néanmoins que les prix facturés pour l'utilisation du réseau sont nettement plus élevés dans le réseau Cegedel que dans les réseaux des pays voisins. Pour justifier une augmentation du prix total de 7 à 8% (alors qu'une diminution sur la partie du prix facturé pour le réseau me semble raisonnable), il faudrait que les prix facturés à l'entreprise Cegedel par les fournisseurs grossistes aient augmenté de plus de 40%. Or, d'après les informations fournies par Cegedel, l'entreprise achète une bonne partie de son électricité dans le cadre d'un contrat à long terme avec TWINerg et à des niveaux de prix bien inférieurs à ceux des bourses européennes de l'électricité.

- Monsieur le Ministre envisage-t-il dès lors une diminution des prix facturés aux clients ménagers pour la partie «utilisation du réseau» pour 2006?
- Comment Monsieur le Ministre explique-t-il cette augmentation apparemment très forte sur la partie «prix d'achat» de la fourniture, alors que Cegedel achète une bonne partie de son électricité à un prix fixe auprès de TWINerg?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Les prix de l'énergie électrique pour les consommateurs finals se composent des éléments suivants: frais d'utilisation du (des) réseau(x) de transport et de distribution concerné(s), frais de comptage, coût de l'énergie électrique proprement dite ainsi que la taxe sur l'électricité, le taux de contribution au fonds de compensation et la TVA.

En ce qui concerne la tarification de l'énergie électrique pour les consommateurs ménagers luxembourgeois, il y a lieu de constater que:

- Cegedel est un parmi neuf distributeurs/fournisseurs desservant des clients ménagers. En effet, les distributions communales de Luxembourg, d'Esch-sur-Alzette, d'Echternach, de Steinfort, d'Ettelbruck, de Diekirch et de Vianden ainsi que la distribution privée de Mersch adoptent leurs propres tarifications au niveau local, en fonction de leurs coûts respectifs.
- La tarification de Cegedel pour les consommateurs ménagers est fixée dans l'accord tarifaire du 30 juin 2004 entre le Gouvernement et Cegedel, tel que modifié par la suite par avenants du 10 décembre 2004 et du 30 juin 2005. Par cet accord, il est convenu que les tarifs de vente basse tension varient en fonction de l'indice économique électrique basse tension E<sub>B</sub>, reflétant l'évolution du coût d'utilisation du réseau de Cegedel et du coût d'achat d'énergie électrique sur les marchés de gros.
- En vertu de l'accord précité, l'indice économique électrique E<sub>B</sub> à appliquer en 2006 aux consommateurs raccordés au réseau de distribution basse tension de Cegedel (dont notamment les ménages) augmentera de 6,7% par rapport à

2005. Cette hausse résulte, d'une part, d'une quasi-stagnation du tarif d'utilisation du réseau basse tension (+0,9%) et, d'autre part, d'une croissance moyenne de 15,5% des coûts de l'énergie électrique sur les marchés de gros pour 2006.

La stabilité relative des tarifs d'utilisation du réseau reflète la situation des coûts effectifs que le gestionnaire de réseau Cegedel Net a dû soumettre au régulateur ILR.

En ce qui concerne plus particulièrement la hausse importante du coût de l'énergie électrique, force est de constater que les marchés de gros de l'électricité ont connu une envolée des prix depuis le début de l'année. Ainsi, les prix quotidiens «forward base» (pour une fourniture en continu) et «peak» (pour une fourniture en heures pleines) relatifs à l'année de consommation 2006 ont progressé de 40,6% et 39,5% respectivement, entre le 1<sup>er</sup> janvier 2005 et le 23 novembre 2005. Toutefois, grâce à une répartition des achats d'électricité sur une période de dix mois, l'accroissement a pu être atténué.

Il est rappelé que la majeure partie de la demande d'électricité dans le réseau de Cegedel et des distributeurs locaux est achetée auprès de fournisseurs ou producteurs étrangers. Quelque 25% des besoins proviennent d'une tranche de 100 MW de la centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) de TWINerg à Esch-sur-Alzette. S'il s'agit de contrats bilatéraux entre le producteur et ses clients, il est remarqué que les prix de l'électricité de cette centrale varient aussi en fonction du prix des combustibles et ont connu également des hausses sensibles.

**Question 0716** (3.11.2005) de **M. Henri Kox** (*DÉI GRENG*) concernant le **prix de l'électricité**:

La Cegedel vient d'annoncer que les prix d'électricité pour les clients de la catégorie «ménages» vont augmenter de 7 à 8% en 2006. Sachant que l'État est l'actionnaire principal de Cegedel et qu'il est représenté dans le conseil d'administration de l'entreprise, j'aimerais poser la question suivante:

- Quelle était la position des représentants de l'État lors de la délibération du conseil d'administration de la Cegedel sur la question de l'augmentation des prix de l'électricité facturés aux clients de la catégorie «ménages»?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le mécanisme d'adaptation des tarifs de vente d'électricité pour les clients ménagers de Cegedel étant fixé dans l'accord tarifaire du 30 juin 2004 entre le Gouvernement et Cegedel, tel que modifié par la suite par avenants du 10 décembre 2004 et du 30 juin 2005, le sujet de la variation des prix de l'électricité n'a pas fait l'objet de délibérations au sein du conseil d'administration de Cegedel. En conséquence, la question soulevée par l'honorable Député ne s'est pas posée.

À toutes fins utiles, je tiens néanmoins à informer l'honorable Député du fait qu'en vertu de l'accord précité, l'augmentation de l'indice économique électrique à appliquer en 2006 aux consommateurs raccordés au réseau de distribution basse tension de Cegedel se limitera à +6,7% et non pas à 7-8%.

Cette hausse résulte, d'une part, d'une quasi-stagnation du tarif d'utilisation du réseau basse tension (+0,9%) et, d'autre part, d'une croissance moyenne de 15,5% des coûts de l'énergie électrique sur les marchés de gros pour 2006.



**Question 0720** (7.11.2005) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **construction d'une nouvelle gare à Cessange**:

À partir de juin 2006, le TGV Est-européen va desservir la gare de Luxembourg et remplacer les trains express entre Luxembourg et Paris. Afin de mieux répondre dans l'avenir aux exigences et attentes des passagers, il a été décidé de rénover et de moderniser la gare de Luxembourg dont les travaux devraient être achevés au courant de l'année 2009.

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer si le TGV va circuler au sein du Luxembourg sur le réseau ferroviaire en place ou s'il peut recourir à moyen terme à une nouvelle voie à construire, spécialement adaptée aux exigences de ce dernier?

À part les travaux susdits, il me revient par voie de presse qu'il serait également prévu de construire une gare supplémentaire à Cessange destinée à accueillir les trains de l'Eurocap-Rail reliant Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Peut-il me confirmer le projet de construction susmentionné?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui justifieraient une telle décision, étant donné les restrictions majeures des budgets à venir?
- Quel en serait le coût éventuel?

**Réponse** (8.12.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

Par sa question parlementaire du 7 novembre 2005, l'honorable Député Marcel Oberweis s'enquiert sur la position de Monsieur le Ministre des Transports quant à la construction d'une nouvelle gare à Cessange et la circulation du TGV Est-européen.

Le protocole d'accord du TGV Est-européen qui a été signé le 28 janvier 2002 prévoit la réalisation d'aménagements du réseau ferroviaire existant liés au projet, et notamment la modernisation de la ligne ferroviaire existante Metz-Luxembourg sur le territoire français, permettant un relèvement de vitesse:

- de 130 à 140 km/h entre le point kilométrique 190,830 (sortie de Thionville) et le point kilométrique 196,810 et
- de 140 à 150 km/h entre le point kilométrique 196,810 et le point kilométrique 203,756 (frontière franco-luxembourgeoise).

Parallèlement à la mise en œuvre de la première phase du TGV Est-européen, la capacité de la partie française de la ligne Metz-Luxembourg sera renforcée pour améliorer la fluidité du trafic et les conditions de circulation des TGV, en particulier par la réalisation des opérations d'aménagement programmées (aménagement de voie, signalisation, etc.).

La section luxembourgeoise de la ligne ferroviaire existante Metz-Luxembourg sera aménagée pour en améliorer la vitesse, la sécurité et l'exploitation, grâce aux mesures suivantes:

- suppression de passages à niveau;
- augmentation du nombre de cantons;
- extension de la capacité de la ligne Bettembourg-Luxembourg, notamment entre Fentange et Luxembourg, entre les points kilométriques 10,2 (Fentange) et 14,045 (gare de Luxembourg), et

- renouvellement de la voie entre Bettembourg et Luxembourg (entre les points kilométriques 7,0 et 13,9).

La construction de la nouvelle gare périphérique de Cessange aux abords de la capitale est prévue au point de convergence des lignes vers Kleinbettingen et vers Pé-tange ainsi que de la nouvelle ligne Luxembourg-Esch-sur-Alzette projetée.

Parmi les arguments en faveur du site retenu, le souci de garantir la compatibilité avec les éléments suivants a prévalu:

- distance minimale à l'installation «Park and Ride Bouillon» existante;
- distance minimale vers le Campus Geesseknäppchen (avec option d'un raccordement par passerelle pour piétons);
- connexion du quartier de Cessange, et
- revalorisation substantielle des zones industrielles limitrophes en vue d'un concept urbanistique global.

En même temps que l'offre bus future en relation avec la gare périphérique, la conception exacte des quais de la gare devra faire l'objet d'études architecturales et urbanistiques supplémentaires sur base du concept fonctionnel de la gare d'échange défini.

La gare de Cessange constitue de la façon un point modal entre les différentes lignes ferroviaires orientées vers l'ouest et le sud-ouest en direction de Esch-sur-Alzette, Pé-tange et Arlon ainsi que vers l'est en direction de la gare centrale de Luxembourg.

À ce stade d'évaluation très sommaire, le coût de réalisation de la gare périphérique est estimé à 79 millions d'euros hors TVA.

**Question urgente 0722** (8.11.2005) de **M. Aly Jaerling** (ADR) concernant les **agitations en France**:

Déi gewalttätig sozial Onrouen a Frankräich fänken un e chronische Charakter unzehuelen. Verschidde Regierunge recommandéieren anteschent hire Bierger bei Reesen a Frankräich, déi betrafte Gebidder ze évitéieren.

Duerfir folgend Froen:

1. Huet den Ausseministère vir och fir Lëtzebuerg esou eng Recommendatioun auszeschwätzen?
2. Wat soll een allgemeng bëuechten, wann een déser Deeg a Frankräich fiert?
3. Wéi eng Stied a Regione si geféierlech a wéi eng Quartiere vun deene Stied gëllen als besonnesch Brennpunkter?

**Réponse** (15.11.2005) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Déi europäesch Regierung, déi hire Bierger eng Recommendatioun gemaach hunn, hu sech dorop limitéiert, fir hinnen ze soe si sollten déi vun Onroue betrafte Quartieren évitéieren, ouni dass si déi Quartieren opgelëscht hätten.

De franséische Ministère de l'Intérieur huet op sengem Internetsite (<http://www.interieur.gouv.fr>) eng Lëscht vun deenen Zonen opgestallt, wou verschidden Artikelen vum Gesetz iwwert den Ausnahmestandard kënnen applizéiert ginn.

Déi Plazen, wou Lëtzebuerg Touristen normalerweis higinn, sinn, wéi d'Evenementer vun de leschten Deeg weisen, net vun den Onroue betraff. Eng Recommendatioun iwwert déi generell Recommendatioun fir Touristen eraus, déi

op alle Länner a Plaze vun der Welt gëllt, dass een net soll op Plaze goen, wou ee wees, datt ee kéint a Gefor sinn, schéngt duerfir weineg sénnvoll.

Am Allgemenge soll ee sech vu sengem „bon sens“ guidéieren loos-sen a sech duerch lokal Press informéiert halen.

**Question 0725** (9.11.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant le **péage sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds**:

Au début de septembre dernier, Monsieur le Ministre des Transports, dans le sillage de la décision des autorités wallonnes d'introduire à partir de 2006 un péage autoroutier généralisé dans leur région, a annoncé son intention de soumettre l'usage des routes luxembourgeoises par les poids lourds à péage (cf. Lëtzebuerg Land du 9 septembre 2005).

Comme la réponse ministérielle à ma question parlementaire consécutive (question parlementaire N°0597 du 13 septembre 2005 (cf. *compte rendu N°2/2005-2006*) n'énonce que des pistes de réflexion susceptibles d'être étudiées plutôt que de confirmer ses projets concrets dont il a fait état vis-à-vis de la presse, je voudrais avoir le cœur net et avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a définitivement abandonné l'idée d'un péage routier sur le réseau routier luxembourgeois pour les poids lourds et éventuellement aussi pour les voitures particulières?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre entend se borner à pérenniser le système actuel de l'Eurovignette?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quels sont les projets pour lutter plus efficacement contre la présence sur le réseau routier luxembourgeois de poids lourds étrangers utilisant des itinéraires dérobés passant par le Grand-Duché pour contourner le paiement de la «Maut» allemande et à l'avenir aussi le péage autoroutier éventuellement projeté par la Wallonie?

**Réponse** (28.11.2005) de **M. Lucien Lux**, *Ministre des Transports*:

L'honorable Député souhaite «avoir le cœur net» concernant ma réponse à sa question parlementaire N°0597 du 13 septembre 2005.

Au risque de me répéter, je tiens à réaffirmer qu'à l'heure actuelle le Gouvernement n'entend pas soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi visant, d'une part, à abolir la loi modifiée du 24 février 1995 relative à la perception d'un droit d'usage pour l'utilisation de certaines routes par des véhicules utilitaires lourds et, d'autre part, à introduire un péage pour poids lourds.

De même, je peux confirmer à l'honorable Député que le Gouvernement n'envisage pas non plus de soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi concernant l'introduction d'un péage pour voitures particulières.

En effet, depuis l'annonce en septembre 2005 par les autorités wallonnes d'introduire à partir de 2006 un péage autoroutier généralisé dans leur région, le contexte a sensiblement évolué alors que le Gouvernement fédéral belge a laissé entrevoir lors d'une récente ren-

contre bilatérale que le projet du péage généralisé ne se verrait pas concrétisé à moyen terme. De même, l'accord de coalition du nouveau Gouvernement fédéral d'Allemagne ne prévoit plus l'introduction d'un péage pour voitures particulières.

Le Luxembourg, en tant que pays membre de l'accord «Eurovignette», continue à soumettre l'utilisation des autoroutes et des routes à caractère similaire sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg au droit d'usage commun. Mise à part la possibilité d'interdire sur certains itinéraires la circulation des poids lourds transitant le Luxembourg, l'accord «Eurovignette» peut en effet utilement servir de cadre pour décourager tout détournement de trafic de poids lourds sur le territoire luxembourgeois et le Gouvernement entend pleinement profiter de toutes les potentialités qui se dégagent dudit accord.

**Question 0726** (10.11.2005) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»**:

Suite à un reportage sur les ondes de RTL Radio ainsi que de RTL Télévision concernant l'affaire dite du «Bommeleeër» en date du 9 octobre 2005, je me dois de demander certaines précisions à Monsieur le Ministre de la Justice. En effet il ressort clairement de ces reportages que plusieurs témoins auraient pu identifier un des auteurs, mais qu'ils n'ont pas trouvé de collaboration de la part des membres de la police grand-ducale. Que même un témoin aurait reconnu un des auteurs et on lui aurait vivement conseillé de ne pas répéter ce nom pour éviter d'avoir des problèmes et que l'on aurait même menacé ce témoin.

Plus de vingt ans après les faits le public est en droit de savoir où en est le dossier pour éviter de croire que des «protections» existeraient dans ce dossier et que Monsieur le Ministre doit cesser de se dérober à toutes informations en invoquant à chaque reprise le secret de l'instruction.

D'autre part l'article 19 du Code d'instruction criminelle prévoit que: «Le Ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'État les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le Ministre juge opportunes.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a déjà utilisé les prérogatives qui lui sont réservées par l'article 19 du Code d'instruction criminelle?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner de plus amples informations sur les devoirs demandés?
- Si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'informer le public de l'avancement de ce dossier vingt ans après?

**Question 0727** (10.11.2005) de **M. François Bausch** (DÉ/GRÉNG) concernant l'**enquête dans l'affaire «Bommeleeër»**:

Un reportage à la radio 92,5 et la télévision luxembourgeoise au sujet de la série d'attentats à la bombe des années 1985 et 1986 a relevé certains nouveaux aspects dans cette affaire, notamment de graves accusations formulées par

un témoin par rapport aux forces de l'ordre et aux enquêteurs.

- Les affirmations du témoin sont-elles connues par la commission d'enquête?
- Si oui, quelle suite y a été donnée?

**Réponse** (21.11.2005) de **M. Luc Frieden**, *Ministre de la Justice*:

Comme je l'ai indiqué ce jour même aux députés membres de la Commission juridique, j'ai demandé à Monsieur le Procureur d'État d'examiner en détail l'ensemble des faits relatés dans les reportages visés.

Selon les indications données ce matin par Monsieur le Procureur d'État, les faits cités en relation avec les forces de l'ordre ne ressortent pas, à sa connaissance, du dossier d'instruction.

**Question 0729** (11.11.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **conditions de travail des musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Luxembourg**:

Selon un article de presse paru le 5 novembre 2005 dans un quotidien luxembourgeois, les musiciens de l'Orchestre Philharmonique de Luxembourg seraient «déterminés à alerter le Gouvernement sur leurs conditions de travail» et ce notamment en vue du changement annoncé à la tête de l'orchestre.

À cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- S'il a été contacté dans le passé récent par des membres de l'orchestre pour discuter de leurs doléances en la matière?
- S'il est au courant d'éventuels problèmes qui se posent quant à l'organisation et les conditions de travail des musiciens de l'OPL?

**Réponse** (1.12.2005) de **Mme Octavie Modert**, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*:

D'emblée il est souligné que le Ministère de la Culture est représenté par un de ses fonctionnaires au conseil d'administration de la Fondation Henri Pensis, structure juridique portant l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg. Ainsi, les responsables du Ministère sont régulièrement informés du devenir de l'orchestre. Tout récemment, ils furent avisés d'une réunion entre la délégation du personnel de l'orchestre et des membres du conseil d'administration. Aussi le Ministre et la Secrétaire d'État en charge de la Culture connaissent-ils les doléances des musiciens de l'OPL que la délégation vient de formuler au nom et pour le compte de ces derniers. Il est certes d'intérêt à noter que lors de la réunion prémentionnée la délégation du personnel a désapprouvé une partie des allégations rapportées dans l'article cité par l'honorable Députée.

Tout en étant au courant de l'évolution de l'OPL, les responsables politiques en charge de la Culture n'ont pas vocation à intervenir dans la gestion d'une fondation de droit privé. Il est souligné que les discussions autour des conditions de travail de l'orchestre font partie intégrante de la négociation d'une nouvelle convention collective qui est actuellement en cours. Ainsi, les partenaires sociaux devront œuvrer ensemble vers des solutions équitables qui garantissent le fonctionnement adéquat d'une grande entreprise culturelle. Soucieuse des droits des musiciens et des attentes du public et organisateurs de concerts, cette convention devra constituer un compromis viable pour tous.



## Avant-propos du Médiateur

Depuis l'élaboration d'un premier rapport intermédiaire présenté à la Chambre des Députés le 21 octobre 2004, le présent bilan d'activité couvrant la période du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au 30 septembre 2005 est le premier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter depuis la mise en place de mon Secrétariat le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Au cours de cette période, 953 réclamations ont été introduites au Secrétariat du Médiateur. Par ailleurs, quelque 2.000 personnes se sont adressées pendant la même période au Médiateur pour obtenir des renseignements ou pour solliciter son conseil.

## Une institution à l'écoute des citoyens

Il incombe d'abord au Médiateur de traiter des réclamations individuelles de personnes physiques ou morales de droit privé à l'égard d'une administration ou de tout autre service public. Le Médiateur est à l'écoute des citoyens pour mieux entendre leurs doléances et apprécier le bien-fondé de leurs réclamations.

Mais au-delà de cette fonction première, il est aussi de son devoir d'écouter les citoyens pour les aider à mieux comprendre les procédures administratives et pour leur faciliter l'accès aux administrations publiques.

Informé, conseiller et réorienter les citoyens dans leurs démarches administratives sont autant de préoccupations quotidiennes du Médiateur qui vont bien au-delà de son devoir d'instruire les réclamations dont il est saisi.

De par son souci d'identifier et de cerner au mieux l'histoire personnelle, le destin qui peut se cacher derrière chaque doléance et chaque dossier dont il est saisi, le Médiateur arrive à évaluer les interrogations, les frustrations, les aspirations et les attentes de ses concitoyens.

Il en tient compte à travers ses propositions et ses recommandations pour un meilleur fonctionnement de l'administration publique.

Mais quels que soient l'autorité et le crédit dont la fonction du Médiateur est investie, son action se heurte inexorablement aux limites inhérentes à toute magistrature d'influence.

La seule arme dont dispose le Médiateur étant sa force de persuasion, l'impact de son action est à la mesure de l'intérêt et de l'attention que le pouvoir législatif porte à ses recommandations.

Sa fonction est aussi et surtout celle de se confier à la Chambre des Députés mettant celle-ci en position de

mieux contrôler l'action du Gouvernement et le comportement de l'administration publique.

Aussi la crédibilité et l'efficacité du Médiateur sont largement tributaires de la volonté des Députés de prendre au sérieux et, le cas échéant, de s'approprier les propositions et les recommandations du Médiateur, afin de presser le Gouvernement de les suivre dans toute la mesure du possible.

Dès lors, mon vœu le plus ardent est de voir s'installer entre la Chambre des Députés et le Médiateur des relations constructives et une collaboration aussi intense que possible.

## De la confiance des citoyens dans l'administration publique

Le bon fonctionnement d'une démocratie est à la mesure de la confiance qui règne entre les citoyens et l'administration publique.

Il ne saurait y avoir une économie dynamique et performante sans administration publique transparente et efficace.

Dans un premier rapport intermédiaire présenté en octobre 2004, j'ai porté à l'attention de la Chambre des Députés qu'un nombre assez considérable d'affaires font apparaître des pratiques qui ne sont pas compatibles avec le bon fonctionnement de l'administration.

J'estimais cependant que les expériences accumulées au cours des cinq premiers mois n'étaient pas suffisantes pour m'autoriser à porter un jugement global sur la conformité de l'action et des pratiques administratives avec les principes inhérents à une bonne gouvernance.

Depuis lors, à travers les réclamations introduites au Secrétariat du Médiateur, j'ai pu déceler d'autres faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de nombre d'administrations.

Il s'agit notamment de problèmes au niveau des contacts téléphoniques et de l'accessibilité des gestionnaires du dossier, d'un manque de diligence et de soins apportés aux demandes des citoyens comme de la perception que les réclamants ont eue du comportement des agents qui ont traité leur dossier.

Ces constats m'ont interpellé au point que j'ai estimé utile et nécessaire de procéder à une enquête auprès de quelque 788 personnes qui ont introduit en 2004 une réclamation auprès de mon Secrétariat.

L'enquête a eu pour objet de mesurer la qualité de leurs relations avec les administrations publiques tant au ni-

veau de la communication par voie téléphonique et de la prise de contact sur place qu'au niveau de l'accueil et du comportement des agents concernés mais également et surtout au regard de la diligence et des soins avec lesquels les dossiers ont été traités.

Les résultats de cette enquête et les constats qui s'en dégagent m'ont amené à formuler une recommandation à l'égard du Gouvernement avec huit propositions concrètes visant un meilleur fonctionnement de l'administration publique.

La qualité de la communication entre l'administration et les citoyens, l'accessibilité et la serviabilité des agents publics de même que les soins et la diligence qu'ils apportent à leurs dossiers étant des prérequis d'une bonne administration, je suivrai avec la plus grande attention le sort qui sera réservé à cette recommandation.

## De la qualité des relations entre les citoyens et le service du Médiateur

La fonction du Médiateur étant nouvelle et donc sans expérience, il m'a paru important de vérifier si la nouvelle institution, ses méthodes et procédures de travail répondent aux attentes des citoyens.

Aussi le second but de l'enquête a-t-il été de solliciter auprès des personnes interrogées leur appréciation sur l'action du Médiateur.

En général, les citoyens semblent être satisfaits des services du Médiateur.

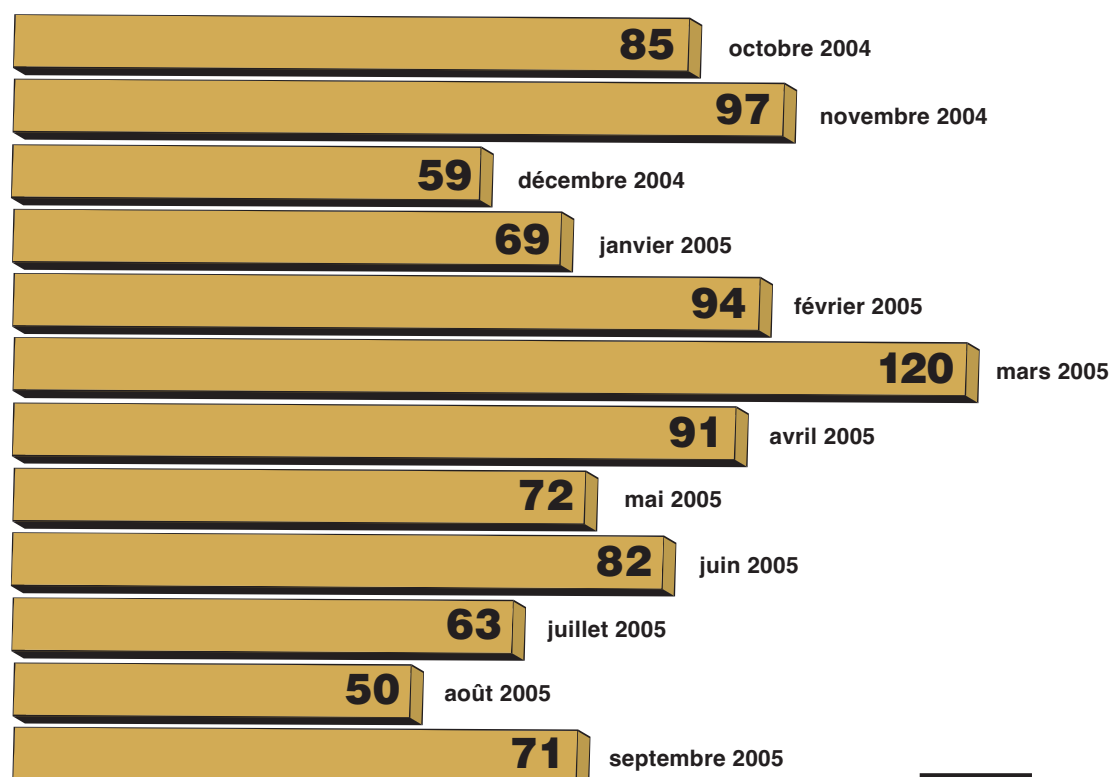
Il se dégage du résultat de l'enquête que 77,4% des personnes interrogées saisiraient le Médiateur d'une nouvelle réclamation en cas de besoin.

Il reste cependant qu'au vu du résultat de l'enquête, le Médiateur est interpellé à intensifier son travail d'explication et de communication. Il doit s'efforcer d'expliquer encore d'avantage pour mieux faire comprendre aux réclamants les raisons qui le conduisent à déclarer certains dossiers irrecevables, prématurés ou non fondés.

Pour mieux satisfaire l'exigence de diligence et de célérité dans le traitement des réclamations dont il est saisi, le Médiateur devra insister encore davantage sur le respect des délais qu'il fixe aux administrations pour répondre à ses courriers.

Marc FISCHBACH

## PARTIE 1: NOMBRE DE RÉCLAMATIONS PAR MOIS



### RELEVÉ GLOBAL

du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au  
30 septembre 2005

Le taux de correction est déterminé sur base du nombre de dossiers clôturés, déduction faite des réclamations irrecevables, non fondées, transmises à d'autres Médiateurs, des affaires que le Médiateur a refusé d'examiner ainsi que de celles dans lesquelles le réclamant s'est désisté.

Les dossiers clôturés provisoirement sont comptabilisés parmi les affaires en cours et ne sont pas pris en considération pour la détermination du taux de correction.

Taux de correction: 82,89%

### 1. Affaires relevant de l'État

#### 1.1 Immigration

La Direction de l'Immigration relevant du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

comprend le service des étrangers et des réfugiés ainsi que le service compétent en matière de permis de travail.

Un nombre élevé de personnes s'est plaint du fonctionnement de ces différents services. Les réclamants se plaignent notamment des difficultés d'accessibilité des services compétents alors que tant le contact direct sur place que le contact par voie téléphonique seraient quasiment impossibles.

La plupart des réclamations qui ont été soumises au Médiateur avaient trait aux longs délais d'instruction et de réponse respectivement au silence de l'administration. Comme le Médiateur l'a rappelé dans sa première recommandation, l'obligation d'une administration de répondre aux demandes des citoyens dans un délai raisonnable range parmi les principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration publique.

Le Médiateur constate que les prises de position qui lui sont transmises par le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration dépassent largement les délais fixés.

Selon la Direction de l'Immigration, ces lenteurs seraient dues à un



manque d'effectifs notamment dans les services compétents en charge des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail.

Le Médiateur tient cependant à souligner que les services compétents ont souvent fait droit à ses arguments, et le taux de correction, suite à ses interventions, est élevé.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations lui soumises par des citoyens ressortissants communautaires mais également non communautaires résidant régulièrement dans le pays qui souhaitaient accueillir au Grand-Duché de Luxembourg leurs ascendants qui bénéficiaient d'une pension modique dans leur pays d'origine. À cet effet, les réclamants avaient souscrit une prise en charge en faveur de leurs parents, afin que ceux-ci disposent du revenu requis (revenu minimum garanti) pour l'obtention d'une autorisation de séjour. Le Ministère avait refusé de leur octroyer une carte de séjour au motif que, d'une part, le montant de la pension ne correspondait pas au revenu minimum garanti, et que d'autre part, ils n'étaient pas exclusivement à charge de leurs descendants.

Suite à l'intervention du Médiateur, ces ascendants ont obtenu une autorisation de séjour.

Le Secrétariat du Médiateur a encore été saisi par des ressortissants d'un État tiers qui étaient en instance de divorce avec leurs conjoints ressortissants communautaires ou luxembourgeois et qui se sont vu refuser ou retirer leur autorisation de séjour. Le Médiateur est intervenu auprès du Ministère compétent afin qu'une carte de séjour en qualité de membre de famille leur soit attribuée au motif que le divorce n'était pas encore définitivement prononcé. Néanmoins, les réclamants ne pouvaient plus se prévaloir du libre accès au marché du travail luxembourgeois du fait qu'il n'existait plus de relation réelle et effective avec leur conjoint et devaient par conséquent solliciter un permis de travail.

Le Médiateur a été saisi par un ressortissant non communautaire, marié à un citoyen belge de même sexe, qui voulait rejoindre son conjoint au Grand-Duché de Luxembourg. En vertu de la loi nationale en vigueur, un tel partenaire non communautaire, par ailleurs sans ressources, n'est pas en droit d'obtenir une autorisation de séjour au pays. Le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur de son intention de saisir le Conseil de Gouvernement pour le rendre attentif à ce problème auquel il faut trouver une solution. Dans le cas de figure évoqué par le Médiateur, le Ministre s'est déclaré disposé à faire droit à la demande en autorisation de séjour du réclamant.

D'autres réclamants se sont vu refuser le permis de travail alors que le poste de travail n'a pas été déclaré vacant par l'employeur. En effet, la non-déclaration formelle et explicite de la vacance de poste à l'Administration de l'Emploi constitue un motif valable et suffisant de refus des permis de travail.

Certains demandeurs d'asile, appartenant à une minorité ethnique du Kosovo et qui ont été déboutés de leur demande en obtention du statut d'asile politique, se sont adressés au Médiateur alors qu'ils estimaient qu'un retour forcé serait impossible en raison de l'insécurité générale qui règne dans leur pays d'origine. Le Médiateur est intervenu avec succès auprès des Ministères compétents, afin que le statut de tolérance soit accordé aux personnes appartenant à une minorité ethnique du Kosovo (exemple: Serbes, Goranais, etc).

D'autres demandeurs d'asile déboutés ont sollicité l'intervention du Médiateur suite au rejet de leur demande en obtention d'une autorisation de séjour pour raisons hu-

manitaires. Dans ces affaires le Médiateur est uniquement intervenu auprès du Ministre compétent lorsque les réclamants, atteints d'une maladie d'une certaine gravité, ont pu prouver, sur base des certificats et rapports médicaux émis par des spécialistes en la matière, qu'ils étaient obligés de suivre au Luxembourg un traitement non disponible dans leur pays d'origine.

Le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration englobe également le Bureau des Passports, Visas et Légalisations.

Le Médiateur a été saisi par des pères divorcés qui se sont vu refuser par le Bureau des Passports, Visas et Légalisations l'inscription de leurs enfants dans leur passeport.

Dans l'un des deux dossiers, l'ex-conjointe avait exprimé son désaccord avec cette inscription.

Comme l'exercice du droit de visite et d'hébergement de ces pères divorcés n'a pas été restreint au Luxembourg, ils étaient parfaitement en droit de voyager à l'étranger avec leurs enfants.

L'ex-conjointe ne saurait se voir reconnaître le pouvoir de s'opposer à cette inscription à moins de saisir le juge d'une demande tendant à restreindre l'exercice du droit d'hébergement du père au territoire national en raison d'un risque d'enlèvement ou de non-représentation d'enfants.

Ces réclamations étaient de celles qui ont donné lieu à une recommandation du Médiateur relative à l'exercice de l'autorité parentale.

## 1.2 Logement et Classes moyennes

La collaboration entre les services compétents en matière d'aides au logement et le Secrétariat du Médiateur est satisfaisante.

Monsieur le Ministre ayant le Logement dans ses attributions transmet généralement dans un délai assez rapproché un accusé de réception au Médiateur l'informant qu'il a soumis le dossier pour réexamen au service compétent.

L'instruction des dossiers de la part du Ministère est généralement clôturée dans un délai de deux à trois mois.

Le comportement et l'accueil des fonctionnaires des services visés n'ont à aucun moment été mis en cause par les citoyens lors du dépôt de leur réclamation auprès du Secrétariat du Médiateur.

Aucun réclamant n'a, par ailleurs, invoqué une difficulté à joindre par téléphone les agents publics en charge de leur dossier.

La plupart des réclamations dont le Médiateur a été saisi concernent des demandes de remboursement adressées aux bénéficiaires des différentes aides au logement allouées par le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.

Ces demandes de remboursement concernent aussi bien les subventions d'intérêt, les primes à la construction, les primes d'amélioration ainsi que la bonification d'intérêt.

Le fait générateur de la demande de remboursement est le plus souvent un changement dans la situation du ménage bénéficiaire des dites aides avant l'expiration d'un délai d'occupation de dix années, notamment suite au départ d'une personne adulte du ménage bénéficiaire.

Le Médiateur voudrait tout d'abord rappeler l'importance du respect de la jurisprudence administrative en la matière de la part du Ministère. Aucun remboursement d'aides visées au règlement grand-ducal modifié du 23 juillet 1983 fixant les mesures d'exécution relatives aux primes et subventions

d'intérêt en faveur du logement prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement (subventions d'intérêt ou de primes d'acquisition/primes d'amélioration) ne devrait en principe être exigé lorsqu'un adulte accompagné d'au moins un enfant continue à résider dans le logement subventionné après le départ de son partenaire.

Alors que les réclamants contestent le plus souvent la légalité de l'obligation de remboursement, il ressort des différents dossiers transmis au Secrétariat du Médiateur que ceux-ci se plaignent également d'un manque d'informations en ce qui concerne la possibilité de demander de nouvelles aides au logement suite à un remboursement partiel des aides obtenues ainsi que les critères et les modalités de calcul appliqués par les services ministériels pour fixer le montant d'une éventuelle dispense de remboursement.

D'autres réclamants se sont plaints que suite à une rupture avec leur partenaire l'intégralité du remboursement est exigée de leur part et non de leur ancien partenaire alors même qu'ils ne sont plus propriétaires du logement subventionné ou qu'ils ne l'étaient jamais.

Même si le principe du remboursement «in solidum» est applicable en cas d'obligation de remboursement des aides au logement, il serait équitable de demander à chaque fois un remboursement à parts égales aux adultes composant le ménage bénéficiaire des différentes aides. Le Médiateur ne manquera pas de suivre l'application de la réglementation en la matière et, si besoin en est, de proposer toute modification améliorant la procédure de remboursement des aides au logement.

Un grand nombre de réclamations ont été introduites à l'encontre du Fonds du Logement. Ces réclamations sont actuellement en instruction. Les réclamants se plaignent des retards dans l'établissement des décomptes de loyers et des problèmes dans l'application de la formule du loyer réduit pour personnes âgées ou handicapées.

Le Médiateur a également été saisi d'une réclamation concernant le droit de préemption dont dispose le Fonds du Logement en cas de revente d'un logement subventionné avant un délai d'occupation de dix ans.

Le Fonds du Logement peut, sous certaines conditions, renoncer à son droit de préemption et accepter la revente d'un logement subventionné avant le prédit délai sur le marché libre de l'immobilier. Le Président du Fonds du Logement a transmis au Médiateur des informations supplémentaires quant aux conditions devant être remplies par les demandeurs (logement devenu inadéquat pour une famille suite à une modification dans la composition du ménage, raisons de santé, cas exceptionnels). Par ailleurs le nouvel acquéreur doit, en tout état de cause, également bénéficier des aides au logement.

Le Médiateur reviendra vers le Fonds du Logement pour obtenir des précisions quant à la mise en œuvre de ces critères afin que le principe d'égalité soit pleinement respecté.

Le Médiateur a par ailleurs été saisi de quelques réclamations concernant l'octroi d'une autorisation de commerce et d'établissement. Il constate, à la lumière d'une affaire dont il a été saisi, que la coordination entre le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration quant aux procédures pour l'octroi d'une autorisation de séjour consécutive à l'accord de principe pour

une autorisation de commerce n'est guère satisfaisante.

L'affaire lui soumise concerne un ressortissant d'un État tiers qui, en juin 2003, fut renvoyé d'un Ministère à l'autre alors que subsistait un désaccord entre le Ministère des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur la question de savoir si l'autorisation de commerce devait précéder l'autorisation de séjour ou vice versa. Le Médiateur a saisi pour la première fois le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement de cette réclamation en date du 8 juillet 2004. Ce n'est qu'en date du 18 août 2005 que le Médiateur fut informé que le réclamant était autorisé à présenter sa demande en obtention d'une autorisation de séjour auprès de la représentation diplomatique ou consulaire représentant les intérêts du Grand-Duché de Luxembourg dans son pays d'origine.

Le Médiateur espère qu'il s'agit d'un cas isolé qui devrait amener les deux ministères à mieux se coordonner.

## 1.3 Administration judiciaire

Les réclamations introduites à l'encontre de l'administration judiciaire concernent avant tout des lenteurs procédurales. On constate que ces réclamations se rapportent dans leur grande majorité à des affaires pénales et plus précisément à des lenteurs en matière d'enquête préliminaire ou d'instruction préparatoire.

L'action du Médiateur à l'encontre de l'Administration judiciaire est plus limitée qu'à l'égard des autres administrations alors que le Médiateur doit en tout état de cause respecter le principe de la séparation des pouvoirs.

Le Médiateur a connu des problèmes de communication manifestes avec les responsables de cette administration. Il est en effet pratiquement constant que le Médiateur se voit opposer le secret de l'instruction dans des dossiers en phase préparatoire relevant de la justice pénale. Ceci est d'autant plus regrettable qu'aux termes de l'article 6 de la loi organique du 22 août 2003 instituant un Médiateur, «...le caractère secret ou confidentiel des pièces dont il (le Médiateur) demande la communication ne peut lui être opposé sauf en matière de secret concernant la défense nationale, de sûreté de l'État ou de politique extérieure».

S'il est tout à fait évident que l'article 3 (3) de la prédite loi interdit formellement au Médiateur d'intervenir dans une procédure engagée devant une juridiction, il est cependant tout aussi évident que la même loi a attribué au Médiateur toute compétence pour connaître des lenteurs et des dysfonctionnements de toute administration publique, y compris l'Administration judiciaire.

Dès lors que le Médiateur est saisi d'une réclamation relative aux délais de traitement d'une affaire judiciaire, il doit impérativement pouvoir se renseigner sur le bien-fondé de cette réclamation auprès des magistrats en charge du dossier. Dans le même ordre d'idées il est de son devoir, s'il constate une irrégularité, d'en déterminer la cause et de proposer une solution susceptible de régler la réclamation dont il a été saisi.

Si le Médiateur sollicite donc dans ce cadre des informations quant à l'état d'avancement d'une procédure de la part des Parquets ou des Cabinets d'instruction, il n'est pas intéressé à obtenir des indications précises sur la nature des diligences ou des devoirs déjà effectués dans un dossier déterminé, mais son intérêt se limite à connaître, le cas échéant, les raisons d'une lenteur constatée et,

dans toute la mesure du possible, les délais endéans lesquels les autorités judiciaires estiment pouvoir clôturer l'affaire.

En effet, le Médiateur doit, pour être à même de remplir sa mission légale, disposer de toutes les informations qu'il juge utiles. Le succès de son intervention est donc très largement tributaire de la collaboration loyale de l'administration concernée.

Des pourparlers entamés avec les représentants de l'Administration judiciaire en vue de trouver une solution à ce manque de collaboration n'ont, à ce jour, guère porté de fruits.

Le Médiateur formulera dans un proche avenir des propositions susceptibles d'améliorer le fonctionnement de l'Administration judiciaire.

Contrairement à ce qui a été dit au sujet de la collaboration avec les autorités judiciaires en matière pénale, la collaboration avec les magistrats en charge des dossiers civils et commerciaux, tenus aux mêmes obligations de secret professionnel que leurs collègues en charge du pénal, est très satisfaisante.

Le Médiateur est souvent saisi de réclamations concernant des affaires civiles ou commerciales pendantes devant les juridictions depuis des années. La procédure engagée par le Médiateur en pareil cas est rigoureusement identique à celle déployée en matière pénale. Le Chef de corps concerné est saisi par courrier dans lequel il est prié de faire connaître au Médiateur les raisons de la lenteur invoquée. Dans toutes les réclamations dont le Médiateur a été saisi en ces matières, il s'est vu adresser une réponse claire et précise lui permettant de procéder à une instruction utile et complète de l'affaire qui lui a été confiée et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient.

Un motif de réclamation récurrent concerne les délais souvent excessifs endéans lesquels une plainte déposée auprès d'un Commissariat de Police est transmise au Parquet compétent ainsi que les délais dans lesquels les rapports diligents par les Parquets sont traités et transmis aux autorités judiciaires. Le Médiateur est en train de recueillir auprès du Ministre de la Justice ainsi qu'auprès des autorités policières des informations détaillées quant aux procédures d'encodage informatique des plaintes et quant au respect du délai raisonnable en ce qui concerne leur continuation aux autorités judiciaires. À cet effet, les autorités compétentes ont été saisies d'une demande de renseignements de la part du Médiateur. Dès que celui-ci sera en possession de tous les éléments d'information nécessaires, il formulera une recommandation susceptible d'améliorer cette situation.

Un autre problème récurrent qui nous a été signalé par le Parquet de Luxembourg a trait à la prescription par extinction de l'action publique de quelque 128 affaires en matière économique et financière en l'année 2004. Nombre d'autres dossiers pendants auprès des services de Police judiciaire risquent encore de prescrire dans les années à venir.

Certains justiciables se sont également adressés au Médiateur après que les Parquets eurent classé sans suite des plaintes qu'ils avaient déposées sans leur indiquer les motifs à la base de cette décision.

S'il est clair que les Procureurs d'État disposent seuls de la compétence pour décider sur l'opportunité de la poursuite en matière pénale et qu'il n'appartient pas au Médiateur de remettre en cause leurs décisions en cette matière, il n'en reste pas moins que les plaignants ont le droit d'être informés sur les motifs qui ont mené au classement de leur plainte. Le Procureur d'État à Luxembourg a informé le Médiateur qu'il donnera dorénavant



vant des instructions en ce sens à ses services.

Toutes les réclamations introduites en matière commerciale avaient pour objet une lenteur respectivement une absence de réaction totale de la part de curateurs de faillite. Suite à l'intervention du Médiateur, les juges-commissaires en charge des dossiers respectifs sont intervenus efficacement et avec diligence auprès des curateurs concernés afin de débloquent la situation.

Afin d'être complet, il est important de soulever un dernier type de réclamations dont le Médiateur a été saisi à 56 reprises pendant l'exercice écoulé.

Il s'agit en l'occurrence de réclamations dirigées contre les huissiers de justice, réclamations pour lesquelles le Médiateur n'est pas compétent, mais qui concernent du moins indirectement les différentes juridictions et d'une manière plus directe les Procureurs d'État en vertu des dispositions de l'article 29 de la loi modifiée du 4 décembre 1990 portant organisation du service des huissiers de justice.

En effet, au vu des pièces souvent soumises à l'attention du Médiateur, il apparaît que certains huissiers de justice ne se conforment pas toujours aux tarifs légalement prévus en mettant en compte des frais non évalués et donc plafonnés par les titres exécutoires dont ils sont porteurs ou alors en imposant aux débiteurs des procédures vexatoires et abusives.

S'il n'appartient pas au Médiateur de s'immiscer dans les jugements rendus par les magistrats, il semble cependant indiqué de souligner, notamment en ce qui concerne les juges de paix, confrontés de par leurs fonctions à un nombre important de procédures de recouvrement par voie de titre exécutoire rendu sur ordonnance de paiement ou par voie de saisie-arrêt spéciale sur salaire, l'importance d'un contrôle rigoureux des frais mis en compte par les huissiers de justice.

Le Médiateur continuera dorénavant tout dossier dont il est saisi en cette matière au Procureur d'État territorialement compétent.

## 1.4 Fiscalité

### A. Administration des Contributions directes

La collaboration du Médiateur avec la Direction des Contributions directes est en général très bonne. Les prises de position du Directeur des Contributions sont adressées au Médiateur dans un délai raisonnable.

Les réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions directes soulèvent des problèmes divers qui peuvent être rangés en plusieurs catégories.

Une première catégorie de réclamations a eu pour objet les lenteurs de l'Administration.

Plusieurs réclamations ont eu trait au remboursement d'excédents d'impôts. Dans certains cas le remboursement était dû à des héritiers ce qui a suscité des retards, car les ayants droit ont parfois du mal à fournir les pièces prévues par l'arrêté ministériel du 30 décembre 1960.

Certains réclamants se plaignent de retards dans leur imposition. Les retards sont souvent dus aux contribuables eux-mêmes tardant à répondre aux demandes d'informations supplémentaires de l'administration. Parfois ils ont eux-mêmes remis tardivement leurs déclarations d'impôt ou ont effectué successivement des changements de domicile.

Un certain nombre de réclamations ont trait au temps excessivement long que met le Directeur de l'Administration des Contributions directes à vider les réclamations à lui

déférées sur base de l'article 228 de la loi générale des impôts. Le Médiateur estime que les mesures prises par la Direction des Contributions ne sont pas suffisantes pour résorber les retards qui se sont accumulés depuis de nombreuses années.

Une deuxième catégorie de réclamations a pour objet les doléances présentées par des épouses divorcées qui, pendant la durée du mariage jusqu'à l'autorisation présidentielle de résidence séparée, sont collectivement imposables avec leur mari et soumises à la solidarité fiscale.

C'est sur ce fondement que ces ex-conjointes ont été sollicitées par l'Administration des Contributions pour payer les arriérés d'impôts grevant les revenus de leur mari.

Dans la plupart des cas, les époux ont gagné beaucoup d'argent, mais ayant mené un train de vie extravagant, ils ne disposent plus des ressources nécessaires pour s'acquitter de leurs arriérés d'impôts.

Les montants en jeu sont très importants alors que les réclamantes ne gagnent qu'un salaire modeste qui, par ailleurs, se prête facilement à une mesure d'exécution forcée telle qu'une saisie-arrêt.

Les cas de responsabilité solidaire des époux en matière fiscale constituent un terrain où le Médiateur peut intervenir et mettre en avant des considérations d'équité.

En pareils cas, l'Administration fiscale accepte d'accorder aux épouses une remise gracieuse des arriérés d'impôts dus sur le fondement de la solidarité fiscale, à condition que la dette fiscale compromette leur existence économique, les prive de moyens de subsistance indispensables et que les épouses n'aient pas profité des revenus de leurs maris pendant la période en question.

Une autre série de réclamations à l'encontre de l'Administration des Contributions a été suscitée par le manque d'informations des réclamants sur la législation fiscale.

Beaucoup de réclamants se sont vu notifier un bulletin d'impôt mais ont négligé d'introduire une réclamation auprès du Directeur des Contributions directes endéans le délai légal ou ont réclamé oralement auprès du bureau d'imposition mais n'ont pas insisté sur la rédaction d'un procès-verbal.

Lesdits bulletins sont définitifs et ont acquis autorité de chose décidée. L'administration refuse en principe de réformer ces bulletins.

Une demande en remise gracieuse est normalement irrecevable au motif qu'une demande gracieuse ne doit pas servir à contourner la forclusion attachée au délai contentieux.

Dans certains cas cependant, où le bulletin d'impôt diverge substantiellement de la déclaration d'impôt, l'Administration est tenue d'informer le contribuable préalablement à l'imposition de ce que cette dernière va s'écarter de façon sensible de sa déclaration d'impôt.

Au cas où l'Administration n'a pas respecté cette obligation, qui résulte de l'article 205 (3) de la loi générale des impôts, le délai contentieux n'a pas pris cours et le bulletin d'impôt est par conséquent toujours susceptible d'un recours contentieux.

Cette prescription a permis de empêcher certains réclamants.

Au Luxembourg, les concubins partageant une même habitation constituant, d'un point de vue fiscal, deux ménages.

La conséquence en est que les enfants communs d'un couple non marié sont censés faire partie du ménage de la mère qui bénéficie des modérations d'impôts pour enfants. Or, si la mère ne travaille pas, le couple ne bénéficiera pas de cette modération d'impôt, à moins que la mère signe une déclaration de renonciation au profit de son

compagnon. Cette déclaration doit être répétée chaque année.

Des réclamants non informés de ces prescriptions perdent le bénéfice d'une importante modération d'impôt. L'Administration fiscale a montré beaucoup de compréhension en pareil cas et, suite à l'intervention du Médiateur, a accordé rétroactivement aux réclamants le bénéfice des modérations d'impôt.

Le manque d'informations juridiques peut engendrer une forme de discrimination.

Ce sont surtout les gens défavorisés qui en sont les victimes.

Une quatrième catégorie de réclamations a trait à l'imposition de revenus extraordinaires.

Ces réclamations concernent l'imposition d'arriérés du forfait d'éducation ou d'arriérés de pensions ou de rentes d'invalidité.

La loi portant création d'un forfait d'éducation a sorti ses effets à partir du 1.7.2002. Or, pour des raisons de mise en place de programmes informatiques, le paiement du forfait mensuel ne pouvait pas se faire à cette date. Beaucoup de personnes ne l'ont reçu qu'en 2004.

Ce paiement tardif d'arriérés a donné lieu à un problème fiscal. L'ensemble des revenus pour 2004 des personnes concernées s'est accru du montant total des arriérés dus pour la période du 1.7.2002 jusqu'à la fin de l'année 2003. En raison de la progressivité de l'impôt, les bénéficiaires du forfait d'éducation devront s'acquitter d'une dette d'impôt beaucoup plus élevée que si le forfait d'éducation leur avait été versé mensuellement depuis le début.

Certes, la loi fiscale prévoit pour les revenus extraordinaires des taux d'imposition réduits par rapport aux tarifs normalement applicables.

Il reste cependant que nonobstant l'application de ce tarif de faveur, des personnes devront toujours payer davantage d'impôts que si elles avaient reçu leur forfait d'éducation mensuellement à partir de la date de mise en vigueur de la loi, soit le 1.7.2002.

Aucun reproche ne peut cependant être fait à l'Administration des Contributions qui est tenue d'appliquer la législation fiscale en vigueur.

Aux termes de l'article 132 de la loi de l'impôt sur le revenu, ces revenus extraordinaires sont à imposer selon les modalités prévues par l'article 131, al. 1er, litt. b.

L'Administration des Contributions ne dispose d'aucun pouvoir pour faire des exceptions non prévues par la loi en vue d'appliquer un taux plus favorable.

Les dispositions fiscales concernant l'imposition des revenus extraordinaires devraient être réexaminées, car il est inacceptable que les contribuables fassent les frais des retards pris par une administration dans le versement de pensions, de rentes ou d'autres bénéfices.

Un certain nombre de personnes se sont adressées au Médiateur pour lui demander une assistance ou un appui dans leurs relations avec l'Administration des Contributions.

Le Médiateur joue ainsi un rôle de facilitateur qui lui permet de débloquent certaines situations.

En outre, dans un nombre non négligeable de cas, des explications au sujet d'une imposition correcte ont été fournies aux réclamants.

Dans notre précédent rapport d'activité, le problème de la double perception de la contribution dépendance opérée à l'encontre des

assurés bénéficiant d'une pension alimentaire avait été évoqué. Tant le Centre commun de la Sécurité sociale que l'Administration des Contributions directes prélevaient la contribution dépendance sur ces assurés.

En attendant la solution du problème, le Médiateur avait invité l'Administration des Contributions directes à ne pas exercer des poursuites à l'égard des personnes ayant déjà versé leur contribution au Centre commun de la Sécurité sociale. Il s'était prononcé dans un avis en faveur de la compétence de l'Administration des Contributions directes. Finalement cette solution a été retenue d'un commun accord entre les deux administrations concernées, le Centre commun de la Sécurité sociale s'étant déclaré d'accord à procéder au remboursement des sommes perçues.

### B. Administration de l'Enregistrement et des Domaines

La collaboration avec l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines est excellente. Il est à relever qu'en général cette Administration transmet ses prises de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Plusieurs réclamations à l'encontre de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines sont relatives à l'abattement portant sur les droits d'enregistrement et de transcription prévu par la loi du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation.

Aux termes de l'article 11 de la loi susvisée, l'octroi de cet abattement, appelé crédit d'impôt, est soumis à la condition d'une durée d'occupation de cinq ans au moins.

Le même article permet au Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de dispenser de remboursement du crédit d'impôt les personnes qui, pour des raisons de force majeure et d'autres y assimilées, ne sont plus en mesure de respecter la condition relative à la durée d'occupation.

Le législateur a ainsi mentionné des situations telles que la maladie de l'acquéreur rendant impossible l'occupation de l'immeuble, le divorce, le décès du conjoint, la vente forcée de l'immeuble et l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Bien que la maladie soit un des cas expressément mentionnés par la loi, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a jusqu'à présent refusé de faire usage de son pouvoir d'accorder une dispense sur cette base.

Il est exact que le motif de dispense lié à l'état de santé se prête facilement à des abus de sorte qu'il y a lieu d'examiner avec la plus grande circonspection ces demandes. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le législateur a conféré au Directeur un large pouvoir d'appréciation.

La décision de refuser systématiquement toute demande de dispense motivée par des raisons de santé sans examen du fond n'est pas conforme à la volonté du législateur et revient à laisser lettre morte une partie de l'article 11 de la loi susvisée.

Suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur a été d'accord pour réexaminer les dossiers dont il a été saisi. Il a décidé d'accorder une dispense de remboursement à une réclamante atteinte d'une maladie très grave et dont le besoin impérieux d'une nouvelle habitation adaptée à sa condition résultait de deux certificats médicaux circonstanciés.

Les problèmes en relation avec le système de facturation relative à la

publication d'actes de société au Mémorial C ont fait l'objet d'une réclamation dirigée contre le bureau des sociétés de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

L'envoi des factures mensuelles reprenant les frais de cette publication a accusé un retard de près de deux années. Environ cinq mille clients des bureaux de société seraient concernés.

Il résulte de la prise de position de l'Administration que le problème à l'origine de ces retards est d'ordre informatique et ne concernerait pas exclusivement l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines (AED) mais serait apparu au niveau des interférences entre les différents acteurs en cause dans ce projet: le Registre de Commerce et des Sociétés (RCS), le Service central de Législation (SCL) et l'imprimerie Bück.

Le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines regrette l'absence d'une étude préalable qui aurait mis à jour les problèmes d'organisation informatique concernant la facturation «Mémorial» avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement grand-ducal du 23 janvier 2003 portant exécution de la loi du 19 décembre 2002 concernant le Registre de Commerce et des Sociétés (RCS).

L'ampleur des problèmes techniques et organisationnels existants a été méconnue dès le départ.

Il y a lieu de signaler que le même problème est apparu lors d'autres réformes législatives impliquant une organisation significative au niveau informatique.

Le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a signalé au Médiateur l'absence d'un système comptable intégré appelé à gérer efficacement les recettes de l'État.

Les demandes de remboursement de la TVA ou de droits d'enregistrement sont un des domaines qui continue à susciter beaucoup de réclamations.

Suite à l'intervention du Médiateur, les réclamants se plaignant des lenteurs dans le traitement des demandes de remboursement de la TVA Logement ont reçu satisfaction. La recommandation émise par le Médiateur relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement a été suivie d'effet (voir recommandation n°6).

Un certain nombre de réclamants ont reproché à l'Administration d'avoir égaré leur demande de remboursement de TVA Logement ou de droits d'enregistrement pour cause de revente. Ces personnes ont par la suite dû réitérer leur demande, mais se sont alors vu opposer la forclusion.

Plusieurs réclamations avaient pour objet une demande de délais de paiement et d'échelonnement de la dette de TVA ou des droits de succession au moyen d'acomptes mensuels. Suite à l'intervention du Médiateur, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines s'est déclaré prêt à accorder des délais de paiement.

Le Médiateur a pu intervenir en faveur de plusieurs personnes auxquelles une amende a été infligée pour dépôt tardif des déclarations TVA. Dans ces cas, l'amende a souvent pu être réduite ou même annulée.

## 1.5 Affaires générales relevant de l'État

### Environnement

À l'occasion du traitement des réclamations dont il a été saisi, il est apparu que, d'une part, le Ministère de l'Environnement mettait beaucoup de temps à répondre aux interventions du Médiateur et ce souvent au prix de multiples



rappels de la part de ce dernier et que, d'autre part, les prises de position du Ministère de l'Environnement étaient souvent incomplètes, obligeant le Médiateur à revenir inlassablement à charge.

Ce manque de réactivité caractérise non seulement les relations entre le Ministère de l'Environnement et le Médiateur, mais encore les relations entre le Ministère de l'Environnement et les citoyens.

Ainsi, la majorité de ces réclamations mettaient en exergue des lenteurs considérables dans le traitement de demandes en obtention d'aides financières pour la réalisation de projets d'investissement qui ont pour but l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables (investissements tels que installations photovoltaïques, chaudière à condensation, pompe à chaleur, ...).

Ces mêmes réclamations ont mis en évidence une communication téléphonique difficile à établir ainsi qu'une information incomplète tant sur les conditions à remplir lors des demandes que sur l'indication des délais de paiement des primes. Ces réclamations ont permis de dégager une certaine pratique de l'Administration consistant à envoyer dans des délais rapprochés un simple accusé de réception aux demandeurs de primes lequel ne fait aucune référence si le dossier est complet ou non.

Ainsi, il arrive que pendant une période pouvant aller jusqu'à 18 mois à dater de l'accusé de réception, les demandeurs de primes sont informés par l'Administration de l'Environnement que leur dossier est incomplet et qu'il faut le compléter par des pièces supplémentaires.

Ces retards vécus de façon douloureuse par les réclamants pourraient facilement être évités par une référence dans l'accusé de réception des pièces manquantes dans le dossier.

Un certain nombre de réclamations portait sur le refus de verser de telles primes.

D'autres réclamations ont trait au refus du Ministre d'autoriser des constructions en zone verte (cabane de chasse).

À noter encore que deux réclamations relatives à des nuisances sonores mettaient en cause la Division de l'Air et du Bruit de l'Administration de l'Environnement.

## Fonction publique et Réforme administrative

Le nombre de réclamations soumises au Médiateur est insignifiant du fait que la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur exclut de son champ de compétence les différends ayant trait aux rapports de travail entre les administrations et leurs agents.

Cette exclusion vise à prévenir toute immixtion du Médiateur dans l'exercice des pouvoirs hiérarchique et disciplinaire de l'administration alors que les procédures existantes offrent les garanties nécessaires aux plaignants.

Ainsi, le Médiateur ne peut pas connaître des réclamations relatives au statut, à la rémunération ou à l'évolution de la carrière des agents.

En revanche et même si cela n'est pas expressément prévu par la loi, le Médiateur peut agir en faveur de personnes qui ne sont pas encore ou ne sont plus en fonction.

Le Médiateur peut agir en amont et en aval des rapports de travail entre l'administration et ses agents. Ainsi, il eut à connaître de réclamations relatives à la fixation des pensions de vieillesse et de dysfonctionnements dans les procédures d'accès à la fonction publique.

En l'espèce, le Médiateur a été saisi d'une réclamation relative au refus d'admettre un candidat au stage dans la carrière de l'expéditionnaire administratif auprès de l'État au motif que l'examen médi-

cal requis pour accéder à la fonction publique l'avait déclaré inapte. Suite à l'intervention du Médiateur, le réclamant a été soumis à un nouvel examen médical de la part du médecin de contrôle de la Fonction publique qui l'a déclaré apte à intégrer l'Administration publique.

Il y a lieu de souligner que les dossiers transmis par le Médiateur ont été traités avec la célérité requise.

## Tavaux publics

Le Médiateur a été saisi d'un nombre restreint de réclamations contre le Ministère des Travaux publics.

Les délais de réponse du Ministre des Travaux publics aux courriers du Médiateur sont excessivement longs. Le Médiateur insiste sur un raccourcissement notable de ces délais.

Les réclamations soumises au Médiateur avaient notamment trait à des demandes en indemnisation dirigées contre l'Administration des Ponts et Chaussées pour des dégâts causés à une propriété privée suite à la réfection de la chaussée ou pour des dépossessions de terrains suite à l'élargissement d'une route.

## Transports

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations contre la Société nationale de Contrôle technique, notamment en ce qui concerne les opérations de contrôle technique.

Le Médiateur a également été saisi de plusieurs réclamations concernant le non-respect des droits de la défense et plus particulièrement le non-respect du principe d'être entendu dans la procédure de suspension administrative du permis de conduire. Le Médiateur a émis une recommandation en la matière afin de faire respecter ces principes fondamentaux du droit administratif.

En général, la collaboration avec le Ministre des Transports est satisfaisante et les délais de réponse raisonnables.

## Agriculture, Viticulture et Développement rural

Le Médiateur a été saisi de quatre réclamations contre le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Parmi celles-ci, deux sont dirigées contre l'Office national de Remembrement. Une réclamation portant sur une contestation relative aux quantum des primes versées au titre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables a été formulée à l'encontre du Service de l'Économie rurale. Enfin, une réclamation à l'encontre de l'Administration des Eaux et Forêts porte sur un litige en relation avec le paiement de subventions pour des mesures forestières (travaux d'éclaircie, de reboisement et de régénération naturelle).

## Inspection du Travail et des Mines

Toutes les réclamations dirigées contre l'Inspection du Travail et des Mines ont trait à la lenteur respectivement au silence de cette Administration pendant plusieurs mois suite à des requêtes de la part des citoyens. Les délais de réponse aux courriers du Médiateur sont excessivement longs.

## Éducation nationale, Formation professionnelle et Sports

Le Médiateur a été saisi de onze réclamations dirigées à l'encontre du Ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. Le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec ce Ministère.

## Culture, Enseignement supérieur et Recherche

Une douzaine de réclamations contre le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sont parvenues au Médiateur. Les relations entre le Médiateur et ce Ministère peuvent être qualifiées de satisfaisantes.

## Divers

D'autres ministères et administrations publiques non ventilés par les rubriques qui précèdent ont fait l'objet de quelque 200 réclamations les plus diverses.

## 2. Affaires relevant des Communes

Globalement, le Médiateur se félicite de la bonne collaboration avec la majorité des administrations communales. Rares sont les administrations communales qui copèrent de manière insatisfaisante avec le Médiateur.

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations dirigées contre des administrations communales, lesquelles peuvent être réparties en trois catégories: celles relatives aux permis de construire, celles d'ordre urbanistique ainsi que les affaires générales communales.

### 2.1 Urbanisme

#### A. Autorisation de bâtir

Il s'agit de réclamations ayant trait au refus des communes de délivrer des autorisations de construire, de réclamations par lesquelles des citoyens sollicitent l'intervention du Médiateur en vue de trouver un arrangement dans les cas où ils ne se sont pas conformés au permis de construire et de réclamations portant sur la dénonciation d'infractions urbanistiques, c'est-à-dire de réclamations par lesquelles des personnes dénoncent une construction voisine illégale et se plaignent de la passivité, voire de l'inaction des communes en cas de construction illicite.

#### B. Plan d'Aménagement Particulier (PAP) et Plan d'Aménagement Général (PAG)

Le Médiateur a été saisi de nombreuses demandes d'éclaircissements quant à l'interaction entre la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain telle que modifiée par la loi du 19 juillet 2005.

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations où les intéressés contestaient un reclassement de leur terrain dans le cadre d'une modification du Plan d'Aménagement Général, s'opposaient à l'adoption définitive d'un projet d'aménagement général ou d'un Plan d'Aménagement Particulier et se plaignaient de la lenteur de la procédure d'adoption d'un projet d'aménagement général ou d'un Plan d'Aménagement Particulier.

L'analyse de ces réclamations s'avère particulièrement longue et complexe alors qu'il n'est pas toujours évident de déterminer si une décision donnée en matière d'urbanisme affecte directement et personnellement le réclamant. Il s'agit d'une matière qui relève du pouvoir réglementaire et dont les recours sont clairement déterminés par le législateur. Aussi le Médiateur ne peut-il intervenir qu'en cas de lésion d'un intérêt personnel et direct et, en tout état de cause, qu'en amont de l'approbation définitive par le Ministre de l'Intérieur.

### 2.2 Affaires communales générales

Mises à part les réclamations introduites contre des communes relatives à des problèmes de permis de construire et d'urbanisme, le

Médiateur eut à connaître de réclamations se rapportant à d'autres compétences.

Ces réclamations se déclinent dans les domaines les plus variés. Il s'agit de réclamations relatives aux registres de la population tenus par les communes (radiation d'office, refus d'inscription au registre de la population, ...), aux autorisations de nuit blanche, aux règlements de circulation, aux logements sociaux, à des lenteurs dans le traitement d'une procédure de naturalisation, à la facturation de l'électricité-eau-gaz, au parking résidentiel, à des travaux mettant en cause la responsabilité communale, à l'exigibilité des taxes communales.

Il convient de relever qu'à l'occasion du traitement de différentes réclamations relatives aux communes, le Médiateur eut à rappeler l'importance du respect du principe de transparence et d'égalité de traitement.

## 3. Affaires concernant des Établissements publics relevant de l'État et des Communes (y compris ADEM, la CNPF et le FNS)

### 3.1 Affaires de Sécurité sociale, y compris affaires relevant de la compétence de l'ADEM

#### A. Sécurité sociale

La collaboration entre le Secrétariat du Médiateur et les organismes de Sécurité sociale est satisfaisante.

Mis à part le temps excessivement long que mettent tant la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail que la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet à répondre aux interventions du Médiateur, les organismes de Sécurité sociale transmettent généralement leur prise de position au Médiateur dans un délai raisonnable.

Le comportement et l'accueil des agents des services visés n'ont pas été critiqués par les réclamants.

Néanmoins, l'examen des affaires dont le Médiateur a été saisi a fait apparaître certaines insuffisances dans le fonctionnement et l'organisation des organismes de Sécurité sociale et ceci principalement aux niveaux de la communication et de l'accessibilité des agents des différents services.

Le Médiateur se doit d'insister pour que l'accessibilité ainsi qu'un comportement diligent de la part des agents en question soient garantis. Ces principes conditionnent le bon fonctionnement d'une administration publique et ont fait l'objet d'une recommandation du Médiateur relative au bon fonctionnement des administrations et autres services publics.

Par ailleurs, les citoyens ont souvent exprimé, lors du dépôt de leur réclamation au Secrétariat du Médiateur, leur désarroi face aux différentes procédures applicables en matière de Sécurité sociale, notamment lorsque leur dossier est traité par plusieurs organismes.

Le Médiateur renvoie dans ce contexte une nouvelle fois à la recommandation précitée et il insiste sur l'aménagement, notamment dans le domaine de la Sécurité sociale, d'un bureau d'accueil centralisé en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre.

Par ailleurs, un certain nombre de réclamations significatives et répétitives ont permis au Médiateur de dégager des recommandations en vue d'améliorer la législation en matière de Sécurité sociale.

Ainsi, une des recommandations du Médiateur eut pour objet de régler en équité la situation des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail qui, au moment de leur demande de reclassement, n'étaient plus affiliés auprès des organismes de Sécurité sociale.

Dans une autre recommandation, le Médiateur insiste sur l'obligation de notification aux citoyens de décisions susceptibles de recours notamment en cas de suspension par les caisses de maladie compétentes du paiement de l'indemnité pécuniaire de maladie.

Deux autres recommandations ont trait à l'application du principe du contradictoire ainsi qu'au respect des droits de la défense consacrés par la procédure administrative non contentieuse.

Lors de l'instruction de certaines réclamations, le Médiateur a parfois, en présence de rapports médicaux lui soumis par des spécialistes, saisi l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale en demandant à son médecin directeur de bien vouloir réexaminer le réclamant en question afin de confirmer ou infirmer l'avis médical initial du Contrôle médical. Le médecin directeur collabore activement avec le Secrétariat du Médiateur.

Par ailleurs, le Médiateur a pu régler une affaire en équité. Ainsi, l'Union des Caisses de Maladie a renoncé partiellement à une créance suite à une malencontreuse affaire en responsabilité et qui aurait mené le réclamant, qui était de bonne foi, à la ruine financière.

Dans une autre affaire, le Centre commun de la Sécurité sociale a accepté de prolonger l'affiliation d'un assuré atteint d'une maladie extrêmement grave lui permettant ainsi de remplir la condition de stage nécessaire pour obtenir une pension d'invalidité en Belgique où il avait travaillé durant la majeure partie de sa carrière professionnelle.

#### B. Administration de l'Emploi (ADEM)

La collaboration entre l'ADEM et le Médiateur s'est améliorée en ce qui concerne les délais de réponse aux courriers du Médiateur.

L'instruction des dossiers soumis par le Médiateur à l'ADEM est généralement clôturée dans un délai raisonnable.

De nombreux réclamants ont néanmoins affirmé qu'il serait difficile de joindre les agents publics en charge de leur dossier par téléphone.

Par ailleurs, des réclamants se sont plaints du manque de courtoisie et d'accueil de certains agents de l'ADEM.

Le Médiateur se doit encore une fois d'insister sur le fait qu'il est primordial que l'accessibilité des services publics et le comportement des agents en contact avec les citoyens, lesquels se trouvent souvent dans une situation difficile et précaire, soit exemplaire.

Le Médiateur a été saisi de quelques réclamations portant sur des lenteurs dans le processus décisionnel de l'ADEM, notamment en matière de reconnaissance du statut de travailleur handicapé. La cause de ces retards était généralement due au fait que ces décisions sont liées à un avis d'une commission médicale qui éprouve parfois des difficultés à évacuer les dossiers en temps voulu. Dans ces dossiers, le Médiateur a néanmoins pu renseigner les réclamants sur le suivi de leur demande.



De nombreux réclamants se sont également plaints de lenteurs dans la liquidation des indemnités de chômage ou de réinsertion. Certaines de ces réclamations étaient non fondées, dans d'autres cas, le Médiateur est intervenu pour que la liquidation se fasse dans les meilleurs délais.

À la suite des réclamations qui lui avaient été soumises par un certain nombre de demandeurs d'emploi, le Médiateur a formulé une recommandation relative aux mesures à mettre en œuvre par l'Administration de l'Emploi pour éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme refus de travail.

Le Médiateur a encore été saisi de dossiers de la part de ressortissants d'État tiers qui se sont vu refuser les indemnités de chômage alors que leurs permis de travail étaient arrivés à échéance. Le Médiateur ne manquera pas de réfléchir sur de possibles amendements à la législation en la matière afin d'éviter que des personnes, qui ont parfois exercé une activité salariale depuis plusieurs années, ne puissent pas bénéficier des indemnités de chômage.

### C. Caisse nationale des Prestations familiales (CNPF)

Le Médiateur a été saisi de plusieurs réclamations à l'encontre de la Caisse nationale des Prestations familiales.

Les plaintes portent sur tous les domaines de compétence de la Caisse: les allocations familiales, l'allocation de naissance, l'allocation spéciale supplémentaire pour enfants handicapés, l'allocation différentielle, l'allocation d'éducation et le congé parental.

Dans la plupart des dossiers, le fonctionnement de la Caisse a été mis en cause.

Ainsi, les réclamants se sont plaints de la lenteur avec laquelle leurs dossiers étaient traités voire du défaut de réponse de la part de la Caisse à leurs requêtes.

Alors que les citoyens n'arrivent pas à obtenir des renseignements par téléphone, ils doivent, soit

s'adresser par écrit à la Caisse, sinon passer aux guichets, afin d'être renseignés sur l'état actuel de leur dossier ou bien d'obtenir des informations précises relatives à leur affaire.

Par contre, la collaboration entre la Caisse nationale des Prestations familiales et le service du Médiateur est bonne. Dans la plupart des affaires, le Président de la Caisse transmet sa prise de position dans les délais impartis. Ce n'est que dans des dossiers complexes que les délais de réponse sont parfois plus longs alors que le dossier doit être soumis au Comité directeur de la Caisse.

Parmi les réclamations dirigées à l'encontre de la Caisse, le Médiateur a dû rejeter un certain nombre comme non fondées, alors que l'Administration en cause a fait une application correcte de la législation en la matière.

Ainsi, des personnes se sont plaintes du fait que ce n'est qu'à partir de l'émission de l'autorisation de séjour définitive qu'un droit aux allocations familiales s'ouvre dans le chef d'un enfant d'un pays tiers (hors UE). Il n'est par ailleurs pas possible de faire naître ce droit rétroactivement à partir du jour de la demande de l'autorisation de séjour. Par contre pour les enfants ressortissants d'un État membre de l'Union européenne l'allocation est due à partir du mois suivant celui au cours duquel leur résidence est établie.

Le Médiateur a encore été saisi par des personnes qui se sont plaintes du fait que la Caisse nationale des Prestations familiales a demandé le remboursement d'un montant important d'allocations familiales indûment touchées. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que tout changement de la situation familiale et professionnelle qui peut avoir une influence sur leur droit ou sur le montant des prestations touchées doit être signalé à la Caisse dans le délai maximum d'un mois afin d'éviter un tel remboursement.

D'autres réclamations portaient sur le retrait ou le refus du congé parental. En effet, suite à une faillite de l'employeur respectivement un

licenciement pour motifs économiques l'indemnité de congé parental n'est plus due étant donné que l'octroi du congé parental est lié à l'existence d'un contrat de travail.

### D. Fonds national de Solidarité (FNS)

Le Médiateur a été saisi d'un nombre peu élevé de réclamations à l'encontre du Fonds national de Solidarité. Ces affaires concernent notamment le forfait d'éducation et le revenu minimum garanti.

Tout d'abord, le Médiateur se félicite de l'excellente collaboration entre le Fonds national de Solidarité et son Secrétariat. Le Président prend rapidement position par rapport aux réclamations des citoyens et le taux de correction est élevé.

Par ailleurs, le Médiateur n'a pas eu connaissance d'un cas où un réclamant s'est plaint d'un dysfonctionnement de ce service. La communication par voie téléphonique est facile et le comportement des agents concernés n'a pas non plus été mis en cause.

Parmi les quelques réclamations introduites auprès du Secrétariat du Médiateur, la plupart portent sur le forfait d'éducation, dont certaines ont dû être déclarées non fondées alors que le Fonds a correctement appliqué la loi.

Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que le forfait d'éducation est refusé aux personnes qui touchent un complément pension minimum supérieur au forfait d'éducation auquel la personne aurait eu droit du chef de ses enfants.

Le Médiateur a également été saisi par certaines personnes qui se sont vu refuser le forfait d'éducation alors qu'au moment de la naissance de leur enfant elles n'étaient pas domiciliées au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans des situations strictement délimitées, le Ministre ayant dans ses attributions la Famille peut cependant dispenser de la condition de résidence effective au Grand-Duché de Luxembourg si, au moment de la naissance de l'enfant, le parent était éloigné du territoire national pour des raisons de force majeure.

À titre indicatif on peut citer le cas d'une mère qui s'est vu refuser le forfait d'éducation alors que son enfant était né à Bruxelles. L'époux de la réclamante travaillait à Bruxelles mais ce dernier a été affecté au Luxembourg. Alors que l'état de santé en fin de grossesse de la mère ne lui permettait pas de voyager ou de déménager, l'époux a demandé le report de quelques semaines de son affectation au Luxembourg. Par conséquent, la réclamante n'a pas pu accoucher au Luxembourg comme elle l'avait initialement prévu. Ce n'est que trois semaines après la naissance de l'enfant que la famille s'est définitivement installée au Luxembourg.

Le Médiateur est également intervenu en faveur d'une grand-mère qui se plaignait du fait que le forfait d'éducation lui a été refusé au profit de ses deux petits-enfants. Suite à cette intervention, la réclamante a obtenu satisfaction.

Le Médiateur a encore été saisi de quelques réclamations émanant de personnes qui se sont plaintes du fait qu'elles n'avaient pas encore reçu de décision définitive suite à leur demande en obtention du forfait d'éducation respectivement leur demande en obtention du revenu minimum garanti. Dans ces cas les raisons pour lesquelles une décision définitive n'aurait pas encore pu être prise étaient indépendantes de la volonté du Fonds national de Solidarité.

Un nombre insignifiant de réclamations portaient sur le revenu minimum garanti et d'autres prestations.

### 3.2 Divers

Pendant la période couverte par le présent rapport, le Médiateur a été saisi de deux demandes dirigées contre des Syndicats intercommunaux, d'une demande dirigée contre le Fonds d'Urbanisation et d'Aménagement du Plateau de Kirchberg, d'une demande dirigée contre l'Établissement public SERVIOR, de trois demandes dirigées contre l'Université du Luxembourg, de trois demandes dirigées contre

le Centre Hospitalier de Luxembourg et de quatre demandes dirigées contre l'Entreprise des Postes et Télécommunications. Par ailleurs, le Médiateur a également été saisi de cinq demandes dirigées contre des Chambres professionnelles.

À signaler toutefois une affaire dirigée contre un Syndicat intercommunal soumise au Médiateur par un propriétaire d'une exploitation agricole essentiellement centrée sur l'élevage et la garde de chevaux appartenant à des particuliers. Cette propriété est traversée depuis toujours par un fossé drainant les eaux superficielles tout en servant depuis nombre d'années à évacuer le trop-plein d'une station d'épuration, exploitée par le Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduelles du Nord (SIDEN). Les quantités d'eaux usées évacuées dans ledit fossé n'avaient cessé d'augmenter au point de rendre marécageux le terrain situé des deux côtés de celui-ci. Après qu'en 1998 un cheval y eut trouvé la mort et pour éviter que pareil accident ne se reproduise, l'exploitant était obligé d'arrêter partiellement l'exploitation de la parcelle de terrain traversée par le fossé en question.

Le Médiateur a procédé à une médiation entre les parties et a réussi, avec l'aide des experts en la matière, à fixer une indemnisation financière satisfaisante pour le requérant et acceptable pour le SIDEN.

## 4. Divers

Dans la période du 1<sup>er</sup> octobre 2004 au 30 septembre de l'année courante, 16 réclamations non dirigées contre une administration ou un autre organisme public, toutes irrecevables, ont été adressées au Secrétariat du Médiateur.

Deux demandes contre des administrations étrangères ont également été introduites. Ces demandes ont été continuées aux Médiateurs compétents.

## PARTIE 2: RECOMMANDATION RELATIVE AU BON FONCTIONNEMENT DES ADMINISTRATIONS ET AUTRES SERVICES PUBLICS

### Le Médiateur,

- considérant qu'à l'examen des réclamations dont il a été saisi jusqu'à ce jour le Médiateur a pu déceler certaines faiblesses et insuffisances manifestes au niveau du fonctionnement de l'administration publique;

- considérant que ces insuffisances apparaissent aux niveaux tant de la communication et de l'accessibilité du personnel sur place que de la diligence et des soins avec lesquels sont traités les dossiers et de l'attitude témoignée par certains agents à l'égard des citoyens;

- considérant que pour vérifier la pertinence des constats opérés et pour se faire une image plus précise de la qualité des relations entre les citoyens et les administrations, le Médiateur a procédé à une enquête au sein d'une population de plus de 700 personnes l'ayant saisi d'une réclamation;

- considérant le résultat de cette enquête dont il se dégage notamment:

- qu'un nombre élevé de citoyens (40,6% de l'échantillon) se plaignent de la qualité de la communication avec les administrations publiques concernant la communication par voie téléphonique et le contact direct dans les administrations;

- que les personnes interrogées, quoique dans une plus faible

proportion (35,14%), déplorent le manque de serviabilité et de courtoisie affichée par les agents publics à leur égard;

- que près de la moitié des personnes concernées (49,83%) expriment un sentiment d'insatisfaction quant aux soins apportés à leur affaire et à la diligence avec laquelle celle-ci a été traitée;

- considérant que les insuffisances de communication entre administrations et citoyens et les difficultés d'accessibilité aux gestionnaires de dossiers sont à l'origine de nombreuses réclamations auprès du Secrétariat du Médiateur;

- considérant en effet que bon nombre de réclamants se plaignent d'un manque d'informations quant aux démarches à effectuer afin d'aboutir au résultat voulu et d'une insuffisance manifeste d'explications pour la bonne compréhension des décisions administratives;

- considérant que le manque d'accessibilité et de disponibilité des agents concernés est souvent à l'origine d'une durée de traitement excessivement longue des dossiers alors que les citoyens concernés restent dans l'attente d'indications précises et complètes quant aux démarches à effectuer et aux pièces ou documents à présenter pour compléter leur dossier;

- considérant l'utilité d'évaluer par des moyens appropriés, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires de dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des demandes en instruction;

- considérant que le bon fonctionnement de l'administration publique sous-entend la disponibilité des agents en charge de la gestion des dossiers;

- considérant que l'ouverture des bureaux au public aux jours et heures indiqués présupposent leur accessibilité aux citoyens tant par téléphone que sur place;

- considérant qu'à défaut de pouvoir garantir cette accessibilité, il serait recommandé et souhaitable de réduire les heures journalières d'ouverture au public à condition toutefois que pendant les plages fixes indiquées les agents concernés se tiennent effectivement à disposition des citoyens pour répondre à leurs demandes;

- considérant que l'accessibilité aux administrations serait grandement facilitée par l'indication systématique dans tout courrier adressé aux citoyens du nom de l'agent gestionnaire du dossier et de son numéro de téléphone;

- considérant qu'il y a lieu de remédier d'urgence au fonctionnement insatisfaisant, voire défaillant, du dispositif téléphonique de nombre d'administrations;

- considérant le besoin impératif d'aménager essentiellement au sein des administrations et services en contact direct avec le public, des locaux d'accueil ouverts et accessibles à tout appel et demande d'informations externes;

- considérant que les agents affectés à ces bureaux devraient être hautement qualifiés, dûment expérimentés, possédant une parfaite connaissance de la législation en vigueur et la maîtrise des rouages, pratiques et procédures administratives;

- considérant qu'en raison de la complexité de la matière et de l'imbrication des procédures entre les administrations et organismes concernés un bureau d'accueil centralisé couvrant tout le secteur de la sécurité sociale s'impose en priorité;

- considérant qu'une telle structure d'accueil présenterait un avantage certain pour les administrés en termes de conseils et d'orientation dans leurs démarches administratives, leur évitant ainsi autant de déboires, frustrations et angoisses liés à l'engagement de procédures inappropriées et inutiles;

- considérant que les mêmes arguments et surtout le chevauchement

des procédures entre les Communes et le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration militent également en faveur de l'aménagement d'un bureau d'accueil en charge de toutes les demandes d'informations et de renseignements relatives aux questions de l'immigration et à l'accès au marché du travail;

- considérant que l'obligation de traiter les demandes et d'instruire les dossiers dans des délais raisonnables est un principe inhérent au bon fonctionnement de l'administration publique;

- considérant qu'un silence persistant de l'administration au-delà de trois mois vaut décision implicite de refus et ouvre au citoyen la possibilité d'un recours administratif;

- considérant que cette possibilité du citoyen à recourir aux voies juridictionnelles en cas de silence de l'administration au-delà des trois mois ne saurait être comprise comme un droit de l'administration de ne pas répondre avec la diligence requise à toutes les demandes des citoyens;

- considérant que le dépassement du délai de trois mois par un certain nombre d'administrations s'explique généralement non pas par une volonté de ne pas faire droit aux demandes du citoyen, mais le plus souvent par des insuffisances au niveau de la gestion des affaires ou encore par la complexité des



dossiers ou le comportement fautif des citoyens;

- considérant qu'il est du devoir de l'administration d'expliquer aux citoyens les raisons inhérentes aux retards dans le traitement de leurs affaires et de les tenir régulièrement au courant de l'évolution de leurs dossiers;

- considérant dès lors qu'à partir du moment où les administrations en cause auront été identifiées, il importe d'évaluer, au besoin par des audits externes, les causes des retards dans le traitement de leurs affaires tant à la lumière de la charge de travail leur incombant que du nombre d'agents disponibles, de la diligence et des soins avec lesquels elles traitent les dossiers;

- considérant que l'image de marque de l'administration publique est essentiellement tributaire de l'accueil réservé au public et du comportement des agents en contact direct avec les citoyens;

- considérant que certains agents publics manifestent apparemment un comportement inapproprié dans leurs relations avec les citoyens;

- considérant dès lors le besoin de tenir compte du sens des relations humaines et d'un comportement approprié comme critères de base servant tant au recrutement qu'à l'affectation et au maintien des fonctionnaires et employés publics à un poste en contact direct avec le public;

- considérant la nécessité d'élaborer un guide des meilleures pra-

tiques pour les agents publics qui devrait faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale, dispensée par l'Administration nationale des administrations publiques (INAP);

## recommande au Gouvernement

- d'évaluer, au besoin par des audits externes, l'accessibilité des agents gestionnaires des dossiers au regard des demandes de renseignements et d'informations sur l'évolution des dossiers en instruction;

- de prévoir des plages horaires journalières fixes pendant lesquelles les agents gestionnaires de dossiers seront effectivement disponibles pour répondre aux demandes des citoyens tant par téléphone que sur place;

- de faciliter l'accessibilité directe des citoyens aux agents gestionnaires de leurs dossiers par l'indication systématique dans le courrier leur adressé du nom de l'agent concerné ainsi que son numéro de téléphone direct;

- de revoir d'urgence le fonctionnement défaillant du dispositif téléphonique de certaines administrations;

- d'aménager dans certaines administrations et services en contact direct avec le public et, en priorité, dans les secteurs de la Sécurité sociale et de l'Immigration, des bureaux d'accueil centralisés en charge de conseiller les citoyens et de les orienter correctement dans les démarches et procédures à suivre;

- d'établir, au besoin par des audits externes, un inventaire des administrations et services peu respectueux des délais raisonnables et de détecter les causes des retards dans le traitement de leurs affaires afin d'en tirer d'urgence les conclusions qui s'imposent;

- de mettre l'accent sur le sens des relations humaines et le comportement approprié tant aux niveaux du recrutement que de l'affectation et du maintien des agents publics à un poste en contact direct avec les citoyens;

- de procéder à l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques diffusé pour les agents publics et d'en faire l'objet d'un cours principal assorti de travaux pratiques dans le cadre de la formation initiale dispensée par l'Institut national de l'administration publique.

## PARTIE 3: DES RECOMMANDATIONS DU MÉDIATEUR ET DES SUITES Y RÉSERVÉES PAR LES AUTORITÉS COMPÉTENTES

Le pouvoir de formuler des recommandations et de procéder à leur publication est un moyen d'action utile et valorisant dans l'exercice de la magistrature d'influence du Médiateur.

Au-delà de multiples recommandations ayant pour objet le réexamen de décisions administratives individuelles, le Médiateur a formulé 19 recommandations relatives au bon fonctionnement de l'administration et/ou comportant des propositions de modifications législatives ou réglementaires.

Parmi les 15 recommandations qui ont trouvé une réponse de la part des autorités compétentes, six ont jusqu'à présent été suivies et transposées intégralement ou en partie, soit dans la pratique administrative, soit dans le droit interne.

Les neuf recommandations restantes sont toujours à l'étude.

### A. Recommandations visant à améliorer le fonctionnement des administrations concernées

#### Recommandation N° 1-296-2004 relative à l'obligation d'une administration de répondre aux demandes des administrés

Le Médiateur a été saisi d'un certain nombre de réclamations relatives à l'absence de réponse aux demandes d'autorisation de séjour pour motifs humanitaires.

Dans un courrier du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, le Ministre a estimé que les demandes d'autorisation de séjour pour motifs humanitaires sont soigneusement examinées par les autorités compétentes.

Par ailleurs, le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a retenu que la majorité de ces demandes ne seraient faites que pour la forme et qu'une décision de refus entraînerait généralement un recours devant les juridictions administratives.

Pour ces raisons, une réponse ne serait fournie que dans les cas où les personnes intéressées remplissent les conditions en vue de l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires.

Le Médiateur a souligné que l'obligation de l'administration de répondre à une demande d'un administré range parmi les principes qui sous-entendent le bon fonctionnement de l'administration publique.

De toute manière, le silence de l'administration pendant trois mois est à assimiler à une décision de refus de sorte que même en l'absence de décision écrite, un recours pourra être introduit devant le Tribunal administratif.

Le Médiateur a insisté sur le fait que la pratique de ne pas répondre à leurs demandes et de laisser les requérants dans une situation incertaine n'est pas une solution propre à éviter un doublement des recours alors qu'il appartient aux seuls administrés de décider de l'opportunité d'un pourvoi en justice.

Par conséquent, le Médiateur a recommandé au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration de répondre aux administrés par une décision dûment motivée endéans un délai raisonnable.

#### Réponse:

*Dans sa lettre de réponse du 18 décembre 2004, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur qu'il a donné instruction à ses services de répondre à toute demande d'obtention d'une autorisation de séjour pour motifs humanitaires par une décision dûment motivée et ce dans un délai raisonnable.*

#### Recommandation N° 3-div.-2004 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des réclamations au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur des Contributions

Le Médiateur a été saisi par un nombre important de réclamations de la part de personnes ayant introduit auprès du Directeur des Contributions une réclamation au sens du paragraphe 228 de la loi générale des impôts à l'encontre d'un bulletin d'imposition et qui se plaignent des longs délais d'attente avant que ces réclamations ne soient vidées.

Un nombre très élevé de dossiers de réclamations sont en souffrance. Il s'agit d'une situation existant depuis de longues années et qui relève de problèmes d'ordre structurel existant au sein de la Direction des Contributions directes.

Il est incontestable que les contribuables sont en droit de voir leurs réclamations vidées dans un délai raisonnable cela d'autant plus que des remboursements d'impôts éventuellement dus leur sont effectués tardivement et sans qu'ils aient droit à des intérêts de retard.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de prendre les me-

sures appropriées d'ordre structurel de nature à accélérer le traitement des réclamations au sens de l'article 228 de la loi générale des impôts portées devant le Directeur de l'Administration des Contributions directes.

#### Réponse:

*Comme suite à cette recommandation, il a fallu attendre plus de onze mois avant de voir le Directeur des Contributions directes se décider à renforcer le service du Contentieux de la direction par un fonctionnaire de la carrière supérieure à formation juridique. Le Médiateur estime qu'une telle mesure est largement insuffisante pour résorber les retards considérables qui, depuis de nombreuses années, se sont accumulés dans le traitement des réclamations introduites auprès du Directeur des Contributions sur le fondement de l'article 228 de la loi générale des impôts.*

*Un tel renforcement insignifiant du service du Contentieux de la direction est d'autant plus regrettable que l'augmentation de cinq unités accordée à l'Administration des Contributions dans le cadre du numerus clausus 2005 devait, suivant instruction du Ministre des Finances, aboutir en priorité à un renforcement du personnel du service du Contentieux.*

*Dès lors, il y a lieu de douter de la volonté de la Direction des Contributions de répondre au droit légitime des contribuables de voir leurs réclamations traitées dans un délai raisonnable.*

*Aussi est-il du devoir du Médiateur d'insister sur un renforcement en personnel autrement plus substantiel du service du Contentieux dans le cadre du numerus clausus 2006.*

*Toute augmentation du cadre de l'Administration des Contributions devrait être liée à l'engagement de la Direction des Contributions à satisfaire en priorité aux besoins en personnel du service du Contentieux.*

#### Recommandation N° 4-301-2004 relative aux mesures à mettre en œuvre par l'Administration de l'Emploi pour éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme des refus de travail

Les bénéficiaires d'indemnités de chômage inscrits à l'Administration de l'Emploi reçoivent des placeurs des cartes d'assignation rensei-

gnant sur les employeurs auxquels ils doivent envoyer leurs candidatures.

Ces candidatures peuvent être égarées. Les chômeurs qui ne sont pas à même d'établir l'envoi de leurs candidatures se voient reprocher par l'Administration de l'Emploi un refus de travail sanctionné par le retrait des indemnités de chômage.

La perte de candidatures est un problème récurrent. Il est excessif de considérer systématiquement la perte des candidatures comme valant automatiquement comme preuve d'un refus de travail sanctionné par le retrait des indemnités de chômage.

Il est dès lors important d'éliminer le risque posé par des pertes de lettres.

Le Médiateur recommande par conséquent à l'Administration de l'Emploi de mettre en œuvre des mesures de nature à éliminer le risque que des pertes de candidatures soient considérées comme des refus de travail entraînant l'arrêt du paiement des indemnités de chômage.

#### Réponse:

*Après avoir manifesté son insatisfaction devant une première prise de position de Madame la Directrice de l'ADEM en date du 20 janvier 2005, le Médiateur a été informé en date du 17 juin de la même année que, suivant les informations consignées dans le guide des demandeurs d'emploi, il est suggéré à ces derniers de se constituer un dossier personnel recueillant toutes leurs démarches actives de recherche d'un emploi.*

*Par ailleurs, les conseillers placeurs ont reçu l'instruction d'accorder aux demandeurs d'emploi le bénéfice du doute au cas où, selon les affirmations du demandeur, une entreprise aurait égaré une candidature.*

*En cas de récurrence, il sera néanmoins exigé de prouver l'envoi d'une candidature par tous moyens, notamment par l'envoi d'un courrier recommandé.*

*Les mesures prises par l'ADEM répondent parfaitement aux préoccupations exprimées dans la recommandation du Médiateur.*

#### Recommandation N° 6-div.-2004 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des demandes de remboursement de TVA Logement

Le Médiateur a été saisi d'un nombre important de réclamations introduites en matière de remboursement de TVA Logement qui critiquent le délai de traitement des demandes de remboursement le-

quel s'étendrait sur au moins 18 mois, ce qui est effectivement trop long eu égard au principe du délai raisonnable.

Le Médiateur recommande à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines de poursuivre énergiquement leurs efforts entrepris dans le but de réduire sensiblement le délai de traitement des demandes de remboursement TVA et il recommande au Ministre des Finances de soutenir l'Administration dans ses efforts.

#### Réponse:

*Dans sa prise de position du 20 septembre 2005, le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines a fait savoir au Médiateur que, dans le cadre du numerus clausus 2005, trois employés de la carrière C ont été affectés à des fonctions où ils pourront au mieux aider à réduire les retards en matière de remboursement de la TVA Logement.*

*Ce renforcement en personnel a permis d'accélérer considérablement le flux du courrier et la restitution de la TVA aux citoyens.*

*Ainsi le Directeur est confiant quant au rattrapage rapide des retards accumulés au fil des années, alors que les demandes traitées atteignent actuellement plus que le double du chiffre des nouvelles demandes.*

*Le Médiateur n'a dès lors pas de raisons pour douter de l'impact des mesures prises par le Directeur de l'Enregistrement et des Domaines en vue de réduire sensiblement les délais de traitement des demandes de remboursement de TVA.*

#### Recommandation N° 9 relative aux mesures à mettre en œuvre par le Ministre de la Justice pour remédier aux lenteurs excessives de l'instruction préparatoire dont fait l'objet Monsieur M.

Ayant été saisi par Monsieur M. qui, avec trois autres prévenus, a fait l'objet d'une instruction préparatoire devant le Juge d'instruction près le Tribunal d'arrondissement de Luxembourg laquelle a débuté en 1994 sans préjudice quant à la date exacte;

- attendu que la Chambre du Conseil du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg a prononcé en 1995 la disjonction à l'égard de Monsieur M. pour la raison que l'instruction le concernant n'était pas encore terminée et a renvoyé deux autres prévenus devant une Chambre correctionnelle du Tribunal d'arrondissement;

- que le réclamant affirme avoir été convoqué une dernière fois devant le Juge d'instruction en 1998;



- informé de ce que l'avocat de Monsieur M. a itérativement, par de multiples courriers (du 18 février 2003, du 10 avril 2003 et du 20 mai 2003), sollicité du Juge d'instruction chargé du dossier des informations sur les suites réservées au dossier de son client;

- qu'il s'est également adressé à M. le Procureur d'État près du Tribunal d'arrondissement à Luxembourg sans qu'une suite n'ait été réservée à toutes ces demandes d'information;

- vu qu'en date du 31 août 2004 le Médiateur a saisi M. le Procureur général d'État afin de recevoir des informations sur les raisons à l'origine des lenteurs de cette instruction et sur les suites que le Juge d'instruction entend réserver au dossier;

- que le Médiateur a rappelé cette lettre à l'attention de M. le Procureur général d'État par courriers du 16 septembre 2004 et du 7 octobre 2004;

- considérant que ce n'est que par lettre du 26 octobre 2004 que le Médiateur a été informé par M. le Procureur général d'État de la communication dudit courrier à M. le Procureur d'État qui, à son tour, en a informé le Juge d'instruction chargé du dossier et qu'il appartiendrait à ce dernier de fournir les informations à qui de droit, en particulier au conseil de l'inculpé, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle;

- vu que le dysfonctionnement constaté dans la présente affaire consiste précisément dans le refus de la part du Juge d'instruction de répondre aux demandes d'information de la part de l'inculpé et de son conseil;

- constatant que jusqu'à ce jour, le Médiateur n'a toujours pas reçu les informations demandées;

- attendu que lors d'une réunion du 22 juin 2004, M. le Procureur général d'État a convenu avec le Médiateur que ce dernier adressera toutes les demandes d'information et de prises de position au sujet de réclamations à l'encontre de l'Administration judiciaire à M. le Procureur général d'État lequel s'est engagé à y répondre sur base des informations qu'il recueillera lui-même auprès organes concernés;

- considérant que les administrés lésés par les conditions de fonctionnement de l'Administration judiciaire et plus particulièrement par les lenteurs de cette dernière sont en droit de saisir le Médiateur, qui est légalement obligé de prendre position par rapport à leur réclamation;

- que le refus de l'Administration judiciaire de réserver une suite aux demandes d'information du Médiateur est irrespectueux des droits conférés aux administrés par la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur;

- que l'attitude de M. le Procureur général se limitant à exprimer sa parfaite compréhension du souci du réclamant d'être informé des suites de la procédure et d'éviter d'éventuelles lenteurs judiciaires n'est pas satisfaisante;

- que pour être à même d'exécuter sa mission légale, le Médiateur doit disposer des informations suffisantes sur les conditions du fonctionnement de l'Administration judiciaire ayant fait l'objet d'une réclamation introduite conformément à la loi du 22 août 2004 susvisée;

- vu que le Médiateur ne s'est aucunement enquis d'informations relevant du fond de l'affaire, mais qu'il a uniquement demandé des informations sur l'état d'avancement de la procédure et sur les causes à l'origine des lenteurs de la procédure agissant ainsi dans le respect absolu du principe de la séparation des pouvoirs;

- considérant que l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'Homme exige que toutes les procédures judiciaires aboutissent dans un délai raisonnable et que,

selon la Cour européenne des droits de l'Homme, cette exigence revêt encore plus d'importance en matière pénale vu les conséquences préjudiciables dont souffre toute personne poursuivie au pénal;

- qu'il faut tirer du silence total de l'Administration judiciaire face aux multiples demandes d'information de la part de l'avocat du réclamant et du Médiateur la présomption que l'instruction préparatoire devant le Juge d'instruction dont Monsieur M. fait l'objet depuis près de dix années affiche des lenteurs excessives et injustifiables;

- qu'il est dès lors urgent de remédier à cette situation en conformité avec les principes de la Convention européenne des droits de l'Homme;

le Médiateur recommande au Ministre de la Justice

- de prendre toutes les dispositions qu'il jugera utiles et nécessaires afin que la procédure d'instruction dont Monsieur M. fait l'objet soit accomplie avec toute la diligence requise;

- et qu'en général les responsables de l'Administration judiciaire se montrent autrement plus respectueux de la mission légale du Médiateur au service des citoyens.

## Réponse:

*Le Ministre de la Justice avait transmis une copie de la recommandation dont objet à Monsieur le Procureur général d'État. Ce haut magistrat prit position, par l'intermédiaire d'un premier avocat général, en faisant remarquer qu'il entendit maintenir sa position qui interdit toute communication d'informations au Médiateur en vertu de la séparation des pouvoirs.*

*Ce même magistrat fit remarquer au Ministre de la Justice qu'il ne conçoit pas, au regard du principe de la séparation des pouvoirs, de quelle manière celui-ci pourrait intervenir dans une procédure engagée devant le Juge d'instruction, organe juridictionnel qui échappe également à l'influence du Procureur général et des Procureurs.*

*Force est de constater que la recommandation du Médiateur ne visait nullement une intervention directe du Ministre de la Justice dans le cours d'une procédure d'instruction précise, mais avait plutôt pour but d'entamer une réflexion de fond sur le devoir des Juges d'instruction de répondre à toute demande d'information de la part de l'inculpé ou de son conseil et d'informer le Médiateur sur l'état d'avancement de la procédure et sur les causes de l'origine des lenteurs de procédure sans la moindre intention de s'enquérir sur le fond de l'affaire.*

*Le Procureur général fit également parvenir une copie de la recommandation au Juge d'instruction actuellement en charge du dossier. Ce magistrat, tout en exprimant ses regrets au vu des délais d'instruction pratiqués dans l'affaire en cause, invita Monsieur M. à un entretien qui eut entre-temps lieu en présence du Procureur d'État.*

*En date du 14 décembre 2004, le Ministre de la Justice prit position par rapport à la recommandation émise en faisant parvenir au Médiateur, moyennant lettre de transmission, le courrier adressé par le Juge d'instruction en charge du dossier à Monsieur M. ainsi qu'une copie de la prédite prise de position que le Procureur général lui avait fait parvenir par l'intermédiaire d'un premier avocat général.*

*Le fond de cette recommandation soulève clairement le problème de la responsabilité des magistrats en ce qui concerne une bonne administration de la justice. Il ne paraît en effet plus guère admissible que les dispositions légales en*

*place rendent pratiquement impossible toute responsabilisation et tout contrôle tant interne qu'externe en la matière.*

*On est, dans le cas d'espèce, en droit de se demander pourquoi le Procureur général ne faisait pas usage des prérogatives qui lui sont réservées par les dispositions de l'article 67 de la loi modifiée sur l'organisation judiciaire.*

*En guise de remarque finale, il est à souligner que Monsieur M. informa le Médiateur en date du 19 septembre courant que, jusqu'à ce jour, aucune suite n'a été réservée par les autorités judiciaires à l'entrevue qu'il eue avec le Juge d'instruction et le Procureur d'État.*

## Recommandation N° 12 relative au respect de la procédure contradictoire en matière de délivrance des permis de conduire civils

Le Médiateur a été saisi par Monsieur H. d'une réclamation au sujet d'une prolongation de la restriction de la validité de son permis de conduire;

- considérant que Monsieur H. a été condamné par jugement du 13 juillet 2001 à 24 mois d'interdiction de conduire dont 15 mois avec sursis et neuf mois ferme;

- que par un arrêté ministériel du 13 février 2002 Monsieur H. s'est vu renouveler son permis de conduire pour une durée de douze mois avec la restriction que le permis était uniquement valable pour les trajets définis à l'article 92 du Code des Assurances sociales;

- considérant que par lettre postale du 26 février 2003 la prolongation pour une durée de 24 mois de la validité du permis de conduire fut notifiée à Monsieur H. avec la même restriction de validité pour les seuls trajets professionnels;

- considérant qu'en vertu de l'article 2 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, le Ministre des Transports ou son délégué peut notamment restreindre l'emploi et la validité des permis de conduire sous un certain nombre de conditions prévues par le même article;

- considérant cependant que suivant l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, de telles restrictions exigent au préalable une enquête judiciaire avisée par le Procureur général d'État ainsi qu'un avis motivé de la commission spéciale des permis de conduire;

- qu'avant d'émettre son avis motivé, la commission spéciale, telle que définie à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal, a pour charge d'instruire le dossier, d'entendre l'intéressé dans ses explications et moyens de défense et de dresser un procès verbal;

- considérant que Monsieur H. s'est vu notifier la prolongation pour une durée de 24 mois de la décision de restriction de la validité de son permis de conduire sans avoir été préalablement entendu par la prédite commission spéciale;

- considérant cependant que, selon les procédures actuelles en place au Ministère des Transports, il est admis que la prolongation d'une décision portant restriction de l'emploi ou de la validité du permis de conduire soit prise sur base du dossier par simple lettre postale et sans l'intervention de la commission spéciale prévue à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal;

- considérant que d'après les explications du Ministre, telle serait la pratique dans tous les cas où la

mesure prise ne serait pas préjudiciable à l'intéressé;

- considérant qu'il ne saurait être contesté qu'une prolongation pour une durée de 24 mois du permis de conduire limité aux trajets professionnels est une mesure de restriction de la validité du permis de conduire au détriment du réclamant;

- qu'une telle décision ne saurait être justifiée sans tenir compte de l'évolution du comportement de l'intéressé;

- que le droit d'être entendu est un principe fondamental du droit administratif dont le fondement est précisément de permettre aux autorités administratives de prendre leur décision sur la base d'une évaluation exacte et équilibrée des faits et arguments en cause et de prévenir ainsi tout risque d'arbitraire;

- considérant que le droit d'être entendu consacré par l'article 5 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relative à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes est repris expressément dans l'énoncé de l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955;

le Médiateur recommande au Ministre des Transports

- de prendre les décisions qui lui incombent en vertu de l'article 2 de la prédite loi modifiée du 14 février 1955 dans le respect de la stricte application de la procédure énoncée à l'article 90 du prédit arrêté grand-ducal.

## Réponse:

*Par lettre du 6 juillet 2005, le Ministre des Transports a informé le Médiateur qu'il est disposé à donner suite à cette recommandation sous réserve que le Ministère des Transports se voie attribuer les effectifs nécessaires pour ce faire sur base du numerus clausus 2006.*

*Le Médiateur a répondu qu'il ne saurait se satisfaire d'une telle prise de position alors qu'il serait inacceptable que la mise en œuvre d'un principe fondamental du droit administratif, à savoir le principe d'être entendu et de pouvoir se défendre, qui se trouve par ailleurs consacré par l'article 90 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant réglementation sur toutes les voies publiques, serait tributaire d'une décision discrétionnaire du Gouvernement.*

*À la suite d'une entrevue que le Médiateur a eue avec le Ministre en date du 27 septembre 2005, ce dernier s'est déclaré d'accord à suivre la recommandation du Médiateur sans la moindre réserve ou condition liée aux effectifs disponibles.*

## Recommandation N° 13 relative à la notification des décisions susceptibles de recours devant les juridictions sociales

Vu que le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives à la suspension par les caisses de maladie compétentes de l'indemnité pécuniaire de maladie comme suite à l'avis émis par l'Administration du Contrôle médical de la Sécurité sociale;

- considérant la pratique consistant à ce que ces refus de versement de l'indemnité pécuniaire de maladie revêtent la forme de lettres postales signées par le responsable du dossier;

- considérant que de telles lettres de refus ne sont pas à considérer comme des décisions susceptibles de recours auprès des juridictions compétentes;

- attendu cependant que ces courriers omettent toute référence à l'article 55, paragraphe 5 du Code des Assurances sociales en vertu duquel toute décision individuelle en matière d'indemnité pécuniaire

de maladie prise sur avis du Contrôle médical de la Sécurité sociale fait l'objet d'une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur;

- que cette décision est acquise à défaut d'un recours introduit par l'intéressé devant le Conseil arbitral des Assurances sociales endéans les quinze jours de la notification de la décision;

- considérant qu'à défaut de plus amples informations, nombre d'administrés restent dans l'ignorance de la possibilité de recourir aux instances judiciaires compétentes en la matière;

- considérant que d'autres administrés interprétant le refus leur notifié par lettre postale comme une décision définitive courent cependant le risque de voir déclarer le recours judiciaire irrecevable alors qu'ils ne peuvent se prévaloir d'une décision formelle prise dans les formes prévues au prédit article 55, paragraphe 5 du Code des Assurances sociales;

- considérant qu'une telle pratique engendre une insécurité juridique préjudiciable aux administrés dès lors qu'ils ne sont pas parvenus du caractère informel et non susceptible de recours du refus leur notifié par simple lettre postale signée par la personne responsable du dossier;

le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité sociale

- de prendre les dispositions requises afin que les administrés soient dûment informés par une décision susceptible de recours ou pour le moins qu'ils soient avertis en due forme de la possibilité de solliciter une décision conjointe du président et du vice-président du comité-directeur susceptible d'un recours auprès des juridictions sociales.

## Réponse:

*À la suite de cette recommandation, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'en date du 5 juillet 2005 l'Inspection générale de la Sécurité sociale a adressé une lettre circulaire à tous les organismes de Sécurité sociale par laquelle l'autorité de surveillance les enjoint de se conformer strictement aux dispositions réglant la matière.*

*Dans cette circulaire, le Directeur de l'Inspection générale de la Sécurité sociale rappelle, entre autres, qu'il est indispensable que la décision administrative individuelle revête la forme d'une décision susceptible de recours et émane de l'autorité compétente en vertu des dispositions légales afférentes.*

*Ainsi, toute décision doit porter la signature de l'autorité compétente respectivement de la personne disposant d'une délégation de signature en bonne et due forme.*

## Recommandation N° 15 relative aux décisions de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail de déclarer irrecevables les demandes de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives à la décision de la Commission mixte de reclassement des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, ci-après désignée «Commission mixte», de déclarer irrecevable une demande de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales ci-après désigné «CAS»;



- considérant que l'article 1<sup>er</sup> alinéa 1 de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle dispose: «Le travailleur salarié, affilié au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8) 11) et 12) du Code des Assurances sociales et remplissant les conditions de stage prévues à l'article 186 du même code, qui n'a pas été reconnu invalide au sens de l'article 187 du Code des Assurances sociales mais qui, par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure présente une incapacité pour exercer son dernier poste de travail, bénéficie soit d'un reclassement interne, soit d'un reclassement externe»;

- considérant qu'en exécution de l'article 1<sup>er</sup> alinéa 1 de la prédite loi, les personnes auxquelles une pension d'invalidité transitoire a été retirée en vertu de l'article 193 du CAS ont vu leur demande de reclassement déclarée irrecevable par la Commission mixte au motif qu'au moment de l'introduction de leur demande en obtention d'une pension d'invalidité elles n'étaient pas affiliées au titre de l'article 171 alinéa 1 du CAS;

- considérant le préjudice important subi par les personnes concernées alors qu'elles se retrouvent sans travail et souvent sans revenus;

- considérant que le projet de loi modifiant notamment la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle (doc. parl. n° 5334) a été déposé à la Chambre des Députés en date du 28 avril 2004 afin de remédier à différentes lacunes de la prédite loi;

- considérant que l'article 1<sup>er</sup> dudit projet de loi dispose que «le bénéficiaire d'une pension d'invalidité auquel celle-ci a été retirée en vertu de l'article 193 du Code des Assurances sociales au motif qu'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 187 du même code» peut bénéficier d'un reclassement;

- que l'article 1<sup>er</sup> dudit projet de loi n'exige plus la condition d'une affiliation au titre de l'article 171 alinéa 1 du CAS pour pouvoir bénéficier d'un reclassement;

- qu'en attendant de voir adopter les nouvelles dispositions contenues dans le projet de loi n° 5334, il convient de régler en équité la situation des personnes incapables d'exercer leur dernier poste de travail qui ne sont plus affiliées au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du CAS;

- considérant que l'équité est un complément du droit écrit dès lors que le législateur a omis de préciser des situations dont il aurait tenu compte s'il en avait été conscient;

- considérant que par le dépôt du projet de loi, le Gouvernement a entendu corriger ces situations que le législateur n'avait manifestement pas envisagées;

- considérant qu'en vertu de l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur, le législateur a investi ce dernier du droit de recommander à l'administration visée toute solution susceptible de régler en équité la situation du réclamant;

- considérant que le Médiateur s'est d'ores et déjà adressé en ce sens au Ministre du Travail et de l'Emploi ainsi qu'à la Commission mixte;

- considérant que la Commission mixte est présidée par le délégué du Ministre du Travail et de l'Emploi;

- en attendant l'approbation du projet de loi n° 5334;

le Médiateur recommande au Ministre du Travail et de l'Emploi

- de donner instruction au Président de la Commission mixte de faire tout ce qui est dans son pouvoir pour amener ladite Commission à régler en équité la situation

des personnes concernées à la lumière des nouvelles dispositions contenues dans le projet de loi n° 5334.

## Réponse:

*En date du 27 septembre 2005, le Ministre du Travail et de l'Emploi a informé le Médiateur que depuis le 18 avril 2005 jusqu'au 11 juillet 2005, date de la mise en vigueur de la nouvelle loi, la Commission a déclaré recevables les demandes en question et s'est donc ralliée à l'argument du Médiateur de régler en équité la situation de la catégorie des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail mais non affiliés auprès d'un organisme de Sécurité sociale luxembourgeois.*

*Le Médiateur se félicite de l'attitude responsable et du sens de l'équité manifesté par les membres de la Commission mixte de reclassement.*

## Recommandation N° 16 relative aux instructions à donner pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine

Le Médiateur a été saisi par Madame Marie Anne Rodesch, Présidente de l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, agissant au nom et pour compte de Monsieur E.H., de nationalité serbo-monténégrine, d'une réclamation relative au comportement de la Police à l'égard du réclamant;

- considérant que dans le cadre d'une procédure d'expulsion de la famille H. vers son pays d'origine et alors que les parents de E.H. étaient introuvables à l'adresse de leur domicile, la Police a interpellé, en date du 11 avril 2005, le réclamant à sa descente du bus au Centre Aldringen pour le conduire au Centre intérimaire situé à l'aéroport;

- considérant que E.H., qui au moment de son interpellation était accompagné par des collègues de sa classe du Lycée Technique du Centre, s'est vu passer les menottes par un des policiers présents;

- considérant que la mise de menottes est une pratique que la Police utilise généralement pour se protéger d'éventuelles réactions intempestives de la part de délinquants ou de criminels;

- considérant que le réclamant suivant l'appréciation de ses enseignants et du directeur du Lycée est un jeune homme sérieux dont le comportement est tout à fait correct;

- considérant que le fait de passer, notamment dans les circonstances données, les menottes à un mineur auquel il ne peut être reproché un quelconque manquement à la loi est à qualifier de traitement hautement dégradant de nature à choquer son entourage et à l'humilier devant les regards des passants;

le Médiateur recommande au Ministre de la Justice

- de donner les instructions requises pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine.

## Réponse:

*Dans sa prise de position du 30 mai 2005, le Ministre se réfère tant aux principes généraux à appliquer par les corps de Police des États membres de l'Union européenne qu'à la marge d'appréciation de la Police quant à l'évaluation des risques dans une situation donnée.*

*Le Médiateur ne saurait se satisfaire de telles explications alors que le Ministre n'a pas répondu à la question fondamentale de savoir s'il entend donner les instructions requises pour éviter qu'en cas d'interpellation de mineurs dans le cadre d'une procédure d'expulsion la Police ne recoure à des moyens disproportionnés à la situation donnée et non conformes au respect de la dignité humaine.*

## B. Recommandations relatives à la mise en conformité du droit interne avec les droits et libertés consacrés par la Convention européenne des droits de l'Homme

### Recommandation N° 8 relative à un éventuel réexamen des dispositions législatives et constitutionnelles relatives à l'interdiction du droit de vote pour des condamnés à une peine criminelle et/ou correctionnelle

Vu la réclamation dont a été saisi le Médiateur relative à la radiation par le Collège des bourgmestres et échevins de l'Administration communale de la Ville de Luxembourg du nom d'un électeur des listes électorales;

- relevant qu'en 1969 Monsieur D. a écopé d'une peine principale de sept ans de réclusion criminelle prononcée d'antan par la Cour d'Assises et d'une peine accessoire consistant dans l'interdiction des droits civils et politiques pour une durée de vingt ans et que suite à deux arrêtés grand-ducaux de grâce rendus au début des années soixante-dix la peine privative a été à chaque fois réduite d'une année;

- soulignant que le réclamant a été convoqué pour voter aux élections législatives de 1994 et 1999 ainsi qu'aux dernières élections communales;

- vu la décision de radiation du Collège des bourgmestres et échevins du 1<sup>er</sup> mai 2003;

- constatant que cette radiation a été opérée en application de l'article 6 de la loi électorale lequel dispose que «sont exclus de l'électorat et ne peuvent être admis au vote: 1° les condamnés à des peines criminelles; 2° les personnes qui, en matière correctionnelle, sont privées du droit de vote par condamnation; [...]»;

- notant que l'article 53 de la Constitution modifiée du 17 octobre 1868 dispose que «ne peuvent être ni électeurs ni éligibles les condamnés à des peines criminelles» et que «le droit de vote peut être rendu par la voie de grâce aux personnes qui l'ont perdu par condamnation pénale»;

- considérant que les articles 1<sup>er</sup>, 2 et 3 de la loi électorale du 18 février 2003 posent comme condition préalable pour être électeur de jouir des droits politiques et de ne pas être déchu du droit de vote;

- que l'article 7 du Code pénal énumère les peines criminelles, parmi lesquelles notamment la réclusion à vie ou à temps et l'interdiction de certains droits civils et politiques;

- que l'article 11 du Code pénal dispose que «toute décision de condamnation à la réclusion de plus de dix ans prononce contre le condamné l'interdiction à vie du droit de vote, d'élection, d'éligibilité»;

- que l'article 12 prévoit que l'interdiction du droit de vote «peut être prononcée à vie ou pour dix à vingt ans contre les condamnés à la réclusion de cinq à dix ans»;

- que l'article 14 du Code pénal énumère les peines correctionnelles, parmi lesquelles range notamment l'interdiction de certains droits civils et politiques et l'article 24 de préciser que pareille interdiction est facultative et pour un terme de cinq à dix ans;

- relevant que dans un arrêt n°74025/01 HIRST c/ Grande-Bretagne du 30 mars 2004, la Cour européenne des droits de l'Homme

- devait se prononcer sur la compatibilité de la législation britannique au regard de la Convention européenne des droits de l'Homme;

- que la législation britannique prévoit une privation du droit de voter aux élections législatives pour une personne condamnée à une peine d'emprisonnement, privation limitée à la seule durée de cet emprisonnement;

- que dans l'arrêt HIRST plusieurs principes sont mis en exergue, à savoir que les limitations apportées par les États au droit de vote ne doivent pas réduire le droit de vote de manière considérée, qu'elles doivent poursuivre un but légitime et que les moyens utilisés ne doivent pas être disproportionnés;

- qu'après avoir renvoyé aux développements relatifs au principe de la finalité légitime de l'interdiction du droit de vote dans un arrêt Sauvé rendu par la Cour d'Appel fédérale du Canada en date du 31 octobre 2002, la Cour européenne des droits de l'Homme a conclu que la législation britannique, en prévoyant une interdiction automatique et absolue du droit de vote, viole l'article 3 du Protocole No 1;

- que l'arrêt Sauvé c/ Canada a examiné la constitutionnalité de l'alinéa 51 e) de la loi électorale du Canada à la lumière de la Charte canadienne des droits et libertés;

- que cet alinéa interdit «à toute personne détenue dans un établissement correctionnel et y purgeant une peine de deux ans ou plus»;

- qu'il fut notamment jugé que:

- «l'alinéa 51 e) ne répond pas au critère de la proportionnalité. En particulier, le Gouvernement n'a pas réussi à établir un lien entre la privation du droit de vote prévue à l'al. 51 e) et les objectifs qu'il poursuit. En ce qui concerne le premier objectif, à savoir accroître la responsabilité civique et le respect de la règle de droit, le fait de priver les détenus du droit de vote risque plus de transmettre des messages qui compromettent le respect de la règle de droit et de la démocratie que des messages qui prônent ces valeurs. La légitimité de la loi et l'obligation de la respecter découlent directement du droit de vote de chaque citoyen. Priver les prisonniers du droit de vote équivaut à abandonner un important moyen de leur inculquer des valeurs démocratiques et le sens des responsabilités sociales. La nouvelle théorie politique du Gouvernement qui permettrait aux représentants élus de priver du droit de vote une partie de la population n'a pas sa place dans une démocratie fondée sur des principes d'inclusion, d'égalité et de participation du citoyen. Le fait que les démocraties autoproclamées n'adhèrent pas toutes à cette conclusion renseigne peu sur ce que permet la vision canadienne de la démocratie consacrée dans la Charte. De plus, l'argument portant que seuls ceux qui respectent la loi de-

vraient participer au processus politique est inacceptable. Le retrait du droit de vote fondé sur une supposée absence de valeur morale est incompatible avec le respect de la dignité humaine qui se trouve au cœur de la démocratie canadienne et de la Charte»;

- tenant compte de ce que la situation factuelle et légale est différente de celle de la Grande-Bretagne ou du Canada alors qu'au Luxembourg l'interdiction du droit de vote ne se limite pas à la durée de la peine privative de liberté et que le vote n'est pas seulement un droit, mais une obligation, une interdiction générale du droit de vote au-delà du temps d'emprisonnement risque de ne pas résister au contrôle de proportionnalité tel qu'exposé dans l'arrêt HIRST c/ Grande-Bretagne rendu en date du 30 mars 2004 par la Cour européenne des droits de l'Homme;

le Médiateur recommande aux autorités concernées

- de réexaminer les dispositions législatives et constitutionnelles à la lumière de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme et, plus particulièrement, à la lumière des considérations prédécrites et de prendre toutes les mesures nécessaires afin de rendre la législation luxembourgeoise compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

## Réponse:

*Dans sa réponse datée du 24 novembre 2004, le Premier Ministre s'est engagé à suivre la recommandation du Médiateur et de soumettre les dispositions constitutionnelles et législatives à un réexamen interne en vue d'analyser leur compatibilité avec le niveau de protection minimum garanti par la Convention européenne des droits de l'Homme.*

*Comme ces dispositions relèvent tant de la Constitution que du domaine de la loi, la recommandation a été soumise pour compétence aux membres du Gouvernement directement concernés ainsi qu'à la Chambre des Députés.*

*Le Médiateur reste toujours dans l'attente d'une prise de position, tant du Gouvernement que de la Chambre des Députés.*

## Recommandation N° 11 relative au réexamen de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie

Vu la réclamation dont le Médiateur a été saisi par Monsieur S. au sujet de la suspension de sa pension à la suite d'une condamnation à une peine privative de liberté;

- attendu qu'en vertu de l'article 210 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie les pensions sont suspendues pendant l'exécution d'une peine privative de liberté supérieure à un mois;

- considérant qu'une telle disposition pose problème par rapport à sa conformité avec la Convention européenne des droits de l'Homme;

- qu'en effet même si le droit à la pension n'est pas comme tel garanti par la Convention des droits de l'Homme, il résulte de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme qu'une pension légalement due est à assimiler à un droit de propriété au sens de l'article 1<sup>er</sup> protocole 1 de la Convention (arrêt Gaygusuz contre Autriche du 16 septembre 1996, recueil des arrêts et décisions 1996-IV, paragraphe 39-41);

- attendu dès lors qu'il convient d'examiner si l'ingérence dans le droit patrimonial du réclamant était justifié en vertu notamment du principe de proportionnalité;



- que ce faisant, il y lieu de s'interroger sur la nécessité, au regard de l'intérêt général, de la suspension du droit à la pension dont pouvait se prévaloir le réclamant;

- constatant l'absence de tout lien qui existe entre la condamnation pénale d'une personne et la suspension de la pension qui lui revient légalement sur base de cotisations versées tout au long de sa vie active;

- qu'à partir de ce constat, il y a lieu de conclure qu'à travers les dispositions de l'article 210 de la loi précitée, le législateur a rompu, au détriment de la personne concernée, l'équilibre qu'il convient de ménager entre la protection du droit à la propriété de l'individu et les exigences liées à l'intérêt général;

le Médiateur recommande au Gouvernement

- de réexaminer la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme afin de la rendre compatible avec le niveau de protection minimum des droits de l'Homme.

#### Réponse:

Par courrier du 3 juin 2005, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'il a demandé à un groupe d'experts chargé de revoir les dispositifs applicables aux détenus en matière de sécurité sociale de tenir compte de cette recommandation.

## C. Recommandations comportant d'autres propositions de modifications législatives ou réglementaires

### Recommandation n° 2-50-2004 relative à une proposition de réforme du paragraphe 22 de la loi générale des impôts (AO) consistant à préciser les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal

Un Juge d'instruction, voulant mettre la main sur les déclarations fiscales du contribuable qui fut l'objet de cette information, s'est vu opposer par la Direction des Contributions directes le principe de l'inviolabilité du secret fiscal (§ 22 AO).

Selon l'interprétation de la Direction des Contributions directes, seuls l'ordre de la loi et une raison impérieuse d'intérêt général autorisent une entorse audit principe et il est très discuté si l'instruction d'une infraction de droit commun telle qu'une escroquerie ou un abus de confiance puisse justifier une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

Le législateur allemand a été rendu sensible aux nombreux problèmes pratiques d'interprétation du texte légal formulé d'une façon très générale et a fini par préciser clairement les infractions dont la poursuite permet de justifier une entorse au secret fiscal.

Le droit luxembourgeois ne précisant pas ces cas, des frictions entre autorités judiciaires et autorités fiscales risquent de réapparaître.

Vu les opinions divergentes du juge d'instruction et de la Direction des Contributions directes quant à l'étendue du secret fiscal, il est absolument nécessaire que les limites du secret fiscal soient enfin clairement fixées par le législateur.

Le Médiateur recommande au Gouvernement

- de préparer un projet de loi portant réforme du § 22 de la loi générale des impôts (AO) indiquant de façon précise les infractions dont la poursuite justifie une communication aux autorités judiciaires d'informations couvertes par le secret fiscal.

#### Réponse:

Par courrier du 26 janvier 2005, le Ministre des Finances a informé le Médiateur que sa recommandation a été transmise à l'Administration compétente aux fins d'étudier et de préciser la portée du paragraphe 22 AO par rapport à l'obligation de dénonciation à charge des fonctionnaires prévue par l'article 23 du code d'instruction criminelle.

Le Ministre estime qu'une étude de cette problématique et d'éventuelles modifications subséquentes nécessitent une réflexion approfondie.

### Recommandation n° 5-534-2004 relative à une réforme législative visant à affranchir les conjoints non communautaires de ressortissants luxembourgeois de l'exigence d'un permis de travail

L'article 11 du règlement CEE 1612/68 du 15 octobre 1968 concernant la libre circulation des travailleurs confère aux conjoints même non communautaires de ressortissants d'un État membre de l'Union européenne exerçant sur le territoire du Luxembourg une activité salariée ou non salariée le droit d'y accéder à toute activité salariée.

Un conjoint non communautaire d'un Luxembourgeois est partant soumis au régime de droit commun applicable aux étrangers non communautaires tel qu'il résulte des articles 26 et 27 de loi du 28 mars 1972 concernant 1° l'entrée et le séjour des étrangers; 2° le contrôle médical des étrangers; 3° l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Un conjoint d'un ressortissant luxembourgeois pourra donc également se voir refuser un tel permis au Luxembourg sur le fondement de la priorité à l'embauche dont bénéficient les ressortissants des États membres de l'Union européenne et des États parties à l'Accord sur l'Espace économique européen telle que prévue à l'article 10 du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg.

Une différence de régime juridique aussi fondamentale effectuée sur base de la nationalité, luxembourgeoise ou d'un autre État membre de l'Union européenne, du conjoint d'un ressortissant non communautaire ne peut être justifiée.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de proposer une modification législative afin d'affranchir de l'exigence d'un permis de travail les ressortissants d'un pays tiers à l'Union européenne conjoints de luxembourgeois.

#### Réponse:

Dans sa lettre de réponse du 8 décembre 2004, le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration a informé le Médiateur qu'il allait tenir compte de la proposition d'affranchir de l'exigence d'un permis de travail les ressortissants d'un pays tiers, conjoints de ressortissants luxembourgeois, lors de l'élaboration prochaine de la nouvelle loi sur l'immigration.

En date du 6 mai 2005, le Conseil de Gouvernement a approuvé une modification en ce sens du règlement grand-ducal modifié du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des tra-

vailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg. En attendant la mise en vigueur de ce règlement, le Ministre a donné instruction à ses services d'appliquer aux cas d'espèce le principe de la dispense du permis de travail dans les mêmes conditions que celles applicables aux conjoints de citoyens européens bénéficiant à Luxembourg du principe de la libre circulation des travailleurs au sein de l'Union européenne tel que prévu par l'article 11 du Règlement CEE 1612/68 du 15 octobre 1968.

### Recommandation N° 7-286-2004 relative à la procédure de déclaration de naissance

Un réclamant s'étant présenté au bureau de l'état civil de la commune de Luxembourg pour déclarer la naissance de son fils s'est vu opposer le refus des fonctionnaires compétents en raison du défaut de présentation d'un document contenant les informations relatives à la naissance de l'enfant délivré par l'établissement où l'accouchement a eu lieu.

Pour des raisons de sécurité juridique notamment dans le but d'éviter des fraudes documentaires apparemment de plus en plus fréquentes le Procureur d'État de Luxembourg a recommandé aux officiers de l'état civil de ne pas se baser sur les seules déclarations de l'intéressé, mais d'exiger dans la mesure du possible la production de pièces.

La pratique recommandée par le Parquet va au-delà des prévisions de la loi car l'article 56 du code civil énumère les différentes personnes qui, à défaut du père, sont habilitées à déclarer la naissance d'un enfant sans aucune indication quant à d'autres formalités à remplir.

Cette pratique ne couvre d'ailleurs pas le cas où l'accouchement est intervenu hors d'un établissement hospitalier ou de la présence d'un gynécologue.

Le Médiateur recommande au Gouvernement de revoir les dispositions afférentes du code civil à la lumière de la pratique recommandée par le Parquet et de présenter un projet de loi couvrant par ailleurs les situations non réglées par cette pratique.

#### Réponse:

Dans sa prise de position du 8 décembre 2004, le Ministre de la Justice a informé le Médiateur que dans le cadre de la réforme des dispositions du code civil relatives à l'état civil, qui serait entamée dès la fin de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, il ne manquera pas de prendre en considération cette recommandation.

### Recommandation N° 17 relative à la motivation des décisions prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale et de la communication des dossiers en matière de sécurité sociale

Le Médiateur a été saisi par nombre de réclamations relatives à des décisions prises sur avis de l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale par les différents établissements publics de la sécurité sociale;

- considérant qu'en vertu de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes «toute décision administrative doit baser sur des motifs légaux»;

- considérant la jurisprudence en matière de sécurité sociale en

vertu de laquelle est suffisamment motivée la décision renvoyant à un avis du contrôle médical pour fonder la décision de refus de la demande d'un assuré;

- considérant qu'en vertu de l'article 4 du prédit règlement grand-ducal «les avis des organismes consultatifs pris préalablement à une décision doivent être motivés et énoncer les éléments de fait et de droit sur lesquels ils se basent»;

- considérant dès lors que la motivation par renvoi à un avis du contrôle médical présuppose que l'avis expose lui-même des motifs clairs et précis;

- considérant qu'en vertu de l'article 341 paragraphe 3 du CAS (Code des Assurances sociales) «les avis du contrôle médical de la sécurité sociale à caractère médical et à portée individuelle s'imposent aux institutions et administrations concernées qui peuvent demander de la part du contrôle médical la motivation de son avis en vue d'appuyer leur position devant le conseil arbitral et le conseil supérieur des assurances sociales»;

- considérant que les décisions prises par les institutions et administrations concernées sur base d'avis du contrôle médical dénuées de motivation claire et précise ne sauraient être considérées comme motivées au sens de l'article 6 du prédit règlement grand-ducal;

- considérant qu'en vertu de l'article 11 du même règlement grand-ducal «tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative chaque fois que celle-ci est atteinte ou susceptible de l'être par une décision prise ou en voie de l'être»;

- considérant que suivant le règlement grand-ducal modifié du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du Code des Assurances sociales la procédure à suivre devant le conseil arbitral, le conseil supérieur des assurances sociales ainsi que les délais et frais de justice, les assurés ou leurs mandataires ne peuvent prendre connaissance de leur dossier qu'après avoir introduit un recours devant le conseil arbitral des assurances sociales;

- considérant cependant qu'en vertu de l'article 5 du même règlement grand-ducal, il appartient au président du conseil arbitral des assurances sociales de décider dans quelle mesure les intéressés ou leurs représentants peuvent consulter les rapports médicaux;

- considérant plus particulièrement que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée contre la décision prise par le président ou son délégué implique le droit d'exiger la communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical en vue notamment d'examiner la pertinence des éléments qui sont à la base de cette décision et de pouvoir y répondre de façon adéquate;

- considérant que le droit d'accès du patient aux données le concernant et à son dossier individuel est garanti tant par l'article 28 de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des données à l'égard du traitement des données à caractère personnel que par l'article 36 de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- considérant que ce droit connaît des limitations dans les seuls cas où soit en vertu de l'article 29 de la prédict loi du 2 août 2002 une telle limitation est justifiée pour protéger la personne concernée ou les droits et libertés d'autrui soit en vertu de l'article 51 du Code de déontologie médical qui laisse à la liberté du médecin d'apprécier en conscience si un malade peut être laissé en l'ignorance du diagnostic ou d'un pronostic grave;

- considérant que l'accès au dossier médical est sauf exceptions prévues par la loi un droit dont peut se prévaloir le patient;

- considérant notamment que le droit de faire opposition devant le comité-directeur de l'institution concernée pour être concret et effectif implique le droit de ce faire en connaissance de tous les éléments du dossier;

- considérant dès lors que l'assuré devrait être en droit de recevoir sur sa demande communication du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'aux termes de l'article 57 du Code de déontologie médical «le médecin doit s'efforcer de faciliter l'obtention par son malade des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit, sans céder à aucune demande abusive»;

- considérant que pour satisfaire à cette obligation et dans le respect du droit d'être entendu, le médecin traitant devrait avoir accès à l'avis motivé du contrôle médical;

- considérant qu'un désaccord persistant entre le contrôle médical et le médecin traitant devrait être tranché par une expertise médicale extrajudiciaire régie par une procédure garantissant une solution du différend médical dans la plus grande célérité épargnant ainsi à l'assuré les délais et les frais d'une éventuelle procédure judiciaire;

le Médiateur recommande au Ministre de la Sécurité Sociale

- de réexaminer les dispositions afférentes du CAS en vue de les rendre conformes au droit de communication, tant à l'égard de l'assuré que du médecin traitant, du dossier y compris l'avis motivé du contrôle médical conformément au droit énoncé à l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes et d'instaurer une procédure propre à garantir à travers une expertise médicale extrajudiciaire une solution du différend médical.

#### Réponse:

Dans sa prise de position du 8 juin 2005, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale a informé le Médiateur qu'il examinerait sa recommandation dans le cadre de la prochaine révision du CAS.

Par courrier du 27 septembre 2005, le Ministre a informé le Médiateur que la révision des procédures non contentieuses applicables dans le domaine de la sécurité sociale s'inscrira dans le cadre d'une révision des structures organisationnelles et des procédures administratives qu'il envisage d'entamer en 2006.

## D. Recommandations restées sans réponse jusqu'au 30 septembre 2005

### Recommandation N° 10 relative aux mesures appropriées à prendre afin d'accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'emploi de la main-d'œuvre

Attendu que le Médiateur a été saisi de multiples réclamations concernant des retards encourus par le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration dans le traitement de dossiers relatifs à des demandes d'autorisation de séjour et de permis de travail;

- que de nombreuses réclamations ont tiré l'attention du Médiateur sur des retards dans l'instruction de ces affaires et sur les longs délais d'attente qu'ils font subir aux administrés;



- que l'examen de treize réclamations introduites auprès du Médiateur et actuellement pendantes fait ressortir que les administrés concernés sont toujours en attente d'une réponse du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration;

- que le délai moyen de ces retards s'élevé à près de six mois;

- que le Médiateur a dû constater que les services compétents tardent même à répondre à ses propres lettres et que les délais de réponse que le Médiateur est en droit de fixer sur le fondement de l'article 4 de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur ne sont jamais respectés;

- qu'il est inacceptable que les lettres du Médiateur adressées au Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration restent sans réponse durant plusieurs mois;

- que le Médiateur lui-même doit ainsi subir des délais d'attente allant, malgré d'itératifs rappels, jusqu'à cinq mois;

- que toute administration est tenue de respecter un délai raisonnable dans le traitement de ses dossiers;

- que ces retards dénotent de la façon la plus évidente que les services chargés des dossiers relatifs à l'entrée et au séjour des étrangers et à l'octroi de permis de travail ne fonctionnent pas conformément aux principes d'une bonne administration;

- que la mission légale confiée au Médiateur oblige celui-ci à porter à la connaissance des Ministres concernés les problèmes récurrents de fonctionnement de leur Ministère;

- que ceux-ci peuvent être d'ordre structurel ou relever de l'organisation interne;

- qu'il est urgent que des solutions soient trouvées améliorant le fonctionnement des services concernés;

le Médiateur recommande instamment aux Ministres des Affaires étrangères et de l'Immigration

- de rechercher les causes de ces lenteurs excessives préjudiciables aux administrés et de mettre en oeuvre des mesures appropriées dans le but d'y remédier.

**Recommandation N° 14 relative à la procédure en matière de décisions de refus et de retrait prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet**

Le Médiateur a été saisi par un certain nombre de réclamations relatives aux décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet;

- considérant l'article 46 paragraphe 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, en vertu duquel les décisions portant notamment attribution, maintien, reprise, prorogation, refus ou retrait de l'indemnité de chômage sont prises par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou les fonctionnaires par lui délégués à cet effet;

- qu'en vertu du paragraphe 3 du prédit article les décisions de refus ou de retrait visées au paragraphe 2 du prédit article peuvent faire l'objet d'une demande en réexamen auprès d'une Commission spéciale instituée par le Ministre ayant le travail dans ses attributions;

- attendu l'impact que les décisions prises sur la base du prédit article 46 paragraphe 2 ont sur la situation de l'administré;

- considérant que le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 pris en application de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1978 réglant la procédure administrative non contentieuse, oblige en son article 9 l'administration à instituer une procédure contradictoire dans tous les cas où elle agit d'office, en dehors de toute initiative de l'intéressé;

- considérant l'absence d'une procédure contradictoire devant le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que l'article 4 du règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière d'indemnisation du chômage complet ne consacre pas le droit d'être entendu en personne mais laisse à la discrétion du Président de la Commission spéciale la décision d'exiger la comparution personnelle du requérant qui pourra se faire assister d'un conseil;

- considérant qu'au regard de l'enjeu des décisions en cause, une telle disposition n'est guère res-

pectueuse de la procédure contradictoire;

- considérant dès lors la nécessité d'aménager une procédure contradictoire précédant la décision à prendre par le Directeur de l'Administration de l'Emploi ou pour le moins de réserver à l'administré le droit d'être entendu par la Commission spéciale visée à paragraphe 3 du prédit article 46;

- attendu que six membres de la prédite Commission spéciale sont nommés par le Ministre du Travail à raison de trois membres sur proposition du groupe des membres employeurs respectivement sur proposition du groupe des membres travailleurs de la Commission nationale de l'Emploi;

- que le Ministre du Travail nomme le Président de la Commission de même que deux fonctionnaires appelés à le suppléer en cas de besoin;

- considérant qu'en vertu du paragraphe 4 du même article un recours auprès du Conseil arbitral des Assurances sociales contre les décisions prises par la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de refus ou de retrait de l'indemnité de chômage est ouvert au requérant débouté, au Ministre du Travail et au Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant qu'à défaut d'une disposition expresse interdisant toute ingérence dans les délibérations de la prédite Commission spéciale rien ne saurait empêcher son Président directement nommé par le Ministre du Travail de prendre, le cas échéant, ses instructions auprès de l'autorité de nomination;

- considérant qu'en vertu du principe que nul ne peut être juge et partie à la fois, il est pour le moins légitime de se poser la question de l'opportunité d'une remise en question par le Ministre du Travail d'une décision prise par une instance administrative investie de par la loi du réexamen de la décision prise par l'autorité compétente, en l'occurrence par le Directeur de l'Administration de l'Emploi;

- considérant que cette question se pose avec d'autant plus d'acuité dans le chef du Directeur de l'Administration de l'Emploi dont les décisions font précisément l'objet d'un réexamen de la prédite Commission spéciale;

- considérant que les principes de la sécurité juridique et de la confiance légitime des citoyens dans l'administration ne sauraient se concilier avec la possibilité réservée au Directeur de l'administration compétente de se pourvoir en justice contre une décision prise par une commission chargée spécialement du réexamen de la légalité voire de l'équité de la décision incombant au même chef d'administration;

le Médiateur recommande au Ministre du Travail

- de réexaminer les dispositions de l'article 46 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet à la lumière des principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.

## PARTIE 4: L'ÉQUITÉ DANS LA PRATIQUE

L'article 4 (2) de la loi du 22 août 2003 instituant un Médiateur permet à celui-ci d'émettre une recommandation afin que l'administration règle en équité des cas où l'application stricte de la loi aboutirait à un résultat inéquitable heurtant le sentiment élémentaire de la justice.

Le Médiateur a eu l'occasion, à plusieurs reprises, d'intervenir auprès des administrations et de proposer des solutions de nature à permettre un règlement en équité.

Ainsi un réclamant s'est vu d'abord refuser le bénéfice de la loi du 26 juillet 1980 concernant l'avance et le recouvrement de pensions alimentaires par le Fonds national de Solidarité pour la raison que sa pension alimentaire n'avait pas été fixée par un jugement. En dehors de la convention de divorce, seul un jugement condamnant le débiteur à des arriérés de pension alimentaire avait été pris.

Après l'intervention du Médiateur, l'administration concernée s'est déclarée d'accord à avancer les pensions alimentaires sur production d'un acte introductif d'instance

en vue de faire entériner cette pension alimentaire par un jugement.

Une autre affaire qui a pu être solutionnée sur le fondement du principe d'équité eut trait au recours prévu à l'article 82 du Code des Assurances sociales qui permet aux caisses de maladie de récupérer auprès du tiers responsable le dommage indemnisé.

C'est ainsi que le conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie a été d'accord, suite à l'intervention du Médiateur, à tenir compte de la situation particulière de revenu du débiteur en fixant la limite dans laquelle le droit de recours peut être exercé.

Une réclamation en cours de traitement concerne l'obligation imposée aux mineurs faisant l'objet d'une mesure de placement de verser à l'organisme gestionnaire le tiers de leur indemnité d'apprentissage.

Il s'agit en l'occurrence d'une discrimination aux dépens des jeunes apprentis faisant l'objet d'une mesure de placement.

La Commission d'harmonisation créée par la loi du 8 septembre 2004 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique est en train d'examiner ce dossier.

Aux termes de l'article 16 de la loi du 15 mars 1983 sur les armes et munitions, une autorisation de port d'armes peut être refusée lorsqu'il est à craindre que le requérant, compte tenu de son comportement, de son état mental et de ses antécédents, ne fasse un mauvais usage de l'arme.

Ce texte confère à l'administration un très large pouvoir d'appréciation qu'elle doit exercer conformément au principe d'équité selon lequel les faits justifiant le refus d'une demande doivent être suffisamment graves.

Une personne s'était d'abord vu décliner une autorisation de port d'arme de sport par le Ministère de la Justice pour la raison qu'elle avait fait l'objet de procès-verbaux de la Police grand-ducale pour différentes infractions.

Suite à l'intervention du Médiateur, l'autorisation a été accordée parce que le trouble à l'ordre public consigné dans ces procès-verbaux avait été minime et que le refus d'autorisation de port d'arme aurait été disproportionné par rapport aux faits reprochés.

L'article 9bis du règlement grand-ducal du 10 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg exige le versement d'une garantie bancaire par l'employeur demandant un permis de travail pour un ressortissant non communautaire. Cette garantie est destinée à couvrir les frais de rapatriement éventuels.

Le texte susvisé n'en permet la restitution qu'à la condition que les travailleurs soient engagés moyennant un contrat à durée indéterminée.

Un employeur d'un tel ressortissant dont l'autorisation de travail n'avait plus été renouvelée s'était par conséquent vu refuser par le Minis-

tère des Affaires étrangères et de l'Immigration la restitution de la garantie bancaire.

Nonobstant la condition légale tenant à la conclusion d'un contrat à durée indéterminée et, eu égard à la considération qu'un rapatriement était exclu, la personne en question étant mariée à un ressortissant de l'UE, le Ministre compétent s'est néanmoins déclaré prêt à rembourser la garantie à l'employeur suite à l'intervention du Médiateur sur la base du principe d'équité.

Par ailleurs, il est renvoyé à une Recommandation en équité du Médiateur N°15-2005 relative aux décisions de la Commission mixte de Reclassement des Travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail, de déclarer irrecevables les demandes de reclassement pour défaut d'affiliation au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 1), 5), 8), 11) et 12) du Code des Assurances sociales.



**Chambre  
des Députés**  
L U X E M B O U R G

# Chamber TV

**an der Stad:** um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

**zu Esch:** um Kanal S40 (455.25 MHz)

**zu Déifferdeng:** um Kanal S 29

**zu Diddeleng:** um Kanal S 32

**an der Gemeng Nidderaanwen:** um Kanal S 29